Institut d'études politiques de Paris
Ecole doctorale de Sciences Po
Programme doctoral de Science politique,
mention Politique comparée
Centre de recherches internationales (CERI)

Doctorat en science politique

Le Soudan, sociologie politique d'un régime islamiste

Roland Marchal

Thèse dirigée par Richard Banégas,
Professeur à Sciences Po - CERI

Soutenue le 22 janvier 2021

Jury :

Richard Banégas, Professeur, Sciences Po - CERI

Barbara Casciarri, Maître de conférences (HDR), Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

Maria Cristina Ercolessi, Professore associato, Università degli Studi di Napoli "L'Orientale"

Laurent Fourchard, Directeur de recherche, Sciences Po - CERI

Olivier Roy, Professeur, Robert Schuman Centre for Advanced Studies,

European University Institute (rapporteur)

Ricardo Soares de Oliveira, Professor, University of Oxford (rapporteur)

- Table des matières –

Remerciements

Tant de noms assaillent mon esprit lorsque je pense aux conditions dans lesquelles ces articles ont été écrits et cette thèse composée. Pour ne pas abandonner mon habituelle ironie, il me faudrait commencer par ceux de mes geôliers iraniens et le Covid 19.

De nombreux collègues s'étonnent de me voir passer une thèse après 32 ans au CNRS. Ils ont absolument raison. J'étais dans un tel état d'esprit en retrouvant ma liberté dans une France confinée que je voulais recommencer à travailler le plus vite et qu'en même temps, je doutais de ma capacité à le faire.

Cet exercice modeste, puisqu'il s'agit d'une thèse sur travaux, était donc un bon moyen de me remettre sur un objet qui avait occupé mes premières années de recherche professionnelle et de me prouver que je pouvais à nouveau faire fonctionner mon cerveau, mobiliser mes souvenirs et écrire. L'appui que j'ai reçu de mes collègues africanistes au CERI, notamment de Richard Banégas qui s'est tout de suite proposé pour assumer une ingrate direction de thèse, aura fait le reste.

Mais, il me faudrait citer ceux qui, au long de ma carrière, ont contribué à aiguiser mon questionnement et à ne pas céder à la facilité du moment tout en respectant des désaccords quelquefois profonds. Parmi les premiers d'entre eux au risque d'en oublier, j'aimerais nommer Fariba Adelkhah, Béatrice Hibou, Jean-François Bayart, Alex de Waal, et Tatiana Caryannis. Sur le Soudan, je dois dire ma dette à Nicole Grandin, Marc Lavergne, Jérôme Tubiana, Gill Lusk, Charles Petrie et surtout à mes collègues et amis soudanais, notamment Ussama Osman, Mohamed Nagi, Reem al-Hilu, Fayçal Mohamed Saleh, Shafei Khidir et Mahboub Abdi Salam et quelques autres à l'Université de Khartoum qui n'ont pas hésité à remettre mes analyses en cause en en soulignant les faiblesses.

Lorsque j'ai commencé à travailler sur le Soudan, nous étions toutes disciplines confondues, cinq, six, moins d'une dizaine de chercheurs. Aujourd'hui, les approches se sont multipliées comme le nombre des chercheurs, encore que beaucoup peinent hélas à trouver un emploi stable. Les analyses produites autour du soulèvement soudanais de 2019 illustrent en tout cas l'originalité des cheminements et la qualité des démarches. J'espère qu'ils auront la chance qui fut la mienne.

Mes pensées vont aussi à deux personnes très proches aujourd'hui disparues qui m'ont, durant ces années, obligé à réfléchir sur cette singularité soudanaise, l'islam politique et la corne de l'Afrique. C'est à elles que ce travail est dédié.

Résumé

L'arrivée au pouvoir des islamistes à Khartoum en juin 1989 manifeste la crise de certaines des régulations qui ont guidé la construction de l'État au Soudan. Les transformations sociales et politiques conduites par le nouveau régime ont peu à voir avec les thèses de l'islamisme et bien plus avec une volonté de se réapproprier une histoire étatique sur la longue durée en excluant certains secteurs de la société et en remodelant les termes d'un contrat social. La coercition et la guerre ont été deux moyens essentiels pour mener à bien cette politique. Le rôle de l'environnement régional a été fondamental dans la consolidation de l'autoritarisme et dans la justification d'une trajectoire à la fois unique et conforme sous nombre d'aspects à celle d'États rentiers guerriers.

Mots-clés : Soudan ; Islam politique ; Islamisme ; Guerre civile ; Corne de l'Afrique

Abstract

The coming to power of the Islamists in Khartoum in June 1989 manifested the crisis of some of the regulations that guided the construction of the state in Sudan. The social and political transformations enforced by the new regime had little to do with the theses of Islamism and much more with a desire to re-appropriate a long-term state history by excluding certain sectors of the Sudanese society and reshaping the terms of a problematic social contract. Coercion and war have been two essential means of carrying out this policy. The role of the regional environment has been fundamental in the consolidation of authoritarianism and in justifying a trajectory that is both unique and, in many respects, consistent with that of warring rentier states.

En guise d'introduction

L'exercice présenté ici pour l'obtention du doctorat en science politique est moins facile qu'on ne le pense. Centré sur une sélection de travaux que j'ai publiés sur le Soudan, il est indissociable d'un autre exercice, celui de l'Habilitation à diriger des recherches, en cours d'écriture, qui a une vocation réflexive, comparatiste et théorique plus large. Il serait assez ironique d'illustrer ici par un travail universitaire ce que peut être l'illusion rétrospective de « l'histoire naturelle[1] » et tracer pour cet exercice de la thèse une ligne continue entre des publications qui s'étalent sur trois décennies et ne rendent guère compte d'autres travaux, d'autres terrains, et d'autres problématiques. Cela serait d'autant plus artificiel qu'il a fallu mobiliser ce qui restait d'une mémoire numérique qui, dans mon cas, a failli de nombreuses fois à cause de mes terrains (le disque dur de mon ordinateur portable cassé au Somaliland) ou de virus informatiques (dont un qui détruisit le disque dur de mon ordinateur de bureau et effaça presque complètement le manuscrit d'un livre codirigé avec le défunt Pierre Hassner qui parut finalement avec un an de retard[2]).

Mon propos est différent et vise d'abord à illustrer ce que la carrière d'un chercheur a été, pleine de discontinuités et de bifurcations, riche d'interrogations et de va et vient entre des champs différents. Cela n'est pas totalement le fait du hasard ou le fruit de choix personnels, mais plutôt le produit d'une alchimie complexe où interagissent les rencontres avec des amis ou des collègues soudanais, somaliens, et européens, des interrogations soulevées par les acteurs des situations que j'essayais d'analyser, de cette demande sociale qui s'est faite de plus en plus forte jusqu'à devenir impérative au moment de la crise du Darfour et encore de la confrontation avec d'autres questions que soulevaient mes terrains ailleurs, notamment en Somalie dans cette même période.

Le but de ce chapitre introductif est ainsi de fournir quelques lumières et points de repères sur le cheminement personnel et intellectuel qui explique ces publications dont le choix a été dicté autant par leur intérêt propre que par le souci de les regrouper autour de trois grandes thématiques, explicitées plus bas, qui ont structuré mes travaux sur le Soudan et organisent cette thèse.

---

[1] Pour reprendre l'expression de Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de Sciences Po, 1986.

[2] Pierre Hassner & Roland Marchal (dir.), *Guerres et sociétés. Etats et violence après la Guerre froide*, Paris, Karthala, 2003.

Dans une première partie de cette introduction, j'évoque rapidement quelques événements qui éclairent certains de mes choix, mes contraintes ainsi que les transformations du métier de chercheur telles que je les ai vécues (il y a bien d'autres façons d'en rendre compte et d'y réagir). Parmi celles-ci, j'en vois trois qui sont d'ailleurs liées plus ou moins directement : une demande sociale beaucoup plus forte qui a un impact réel sur le financement de la recherche et aussi sur la mise à disposition de concepts (ou de notions) non issus du travail proprement scientifique, la montée en puissance de l'expertise et la défaite des universitaires dans cette compétition inégale, les difficultés de plus en plus grandes d'accès au terrain.

Une seconde partie rend compte des liens entre mes différents terrains et des problématiques que j'ai tenté de mener avec plus ou moins de succès. S'il est une leçon à tirer de ce rapide survol, c'est que la discussion entre « relations internationales » et « aires culturelles » est un brin artificielle et correspond surtout à une volonté de créer des champs disciplinaires distincts, dotés de leurs propres codes. Dans cette conjonction des perspectives internationalistes et « aréales », j'ai toujours apprécié pouvoir décider si je devais à un certain moment m'enfoncer, jusqu'à risquer de m'y perdre, dans les spécificités d'un terrain particulier ou monter en généralité, ou encore considérer le problème sous un angle différent. Cette chance, je la dois d'abord au CNRS et aux institutions qui m'ont hébergé, l'EHESS et Sciences Po, et je regrette qu'elle soit bien plus ténue pour les jeunes chercheurs aujourd'hui à cause des difficultés de la titularisation et d'un nouveau modèle de précarité (le contrat de recherche).

Une dernière section revient sur ce qui est le thème central de ce travail, l'arène politique soudanaise, son économie politique et une insertion régionale de plus en plus compliquée. De mes lectures de jeune étudiant et chercheur, je garde en mémoire ce qui m'a toujours apparu comme une évidence méthodologique, si mal reflétée par nombre de travaux : Anthony Giddens expliquant qu' « un État ne peut exister que dans un système d'États » et que donc il était absurde de s'interroger sur un champ politique national sans d'emblée essayer d'en cerner l'histoire, les liens et les déchirures qui traversent les frontières nationales et posent d'emblée la question de la sédimentation historique et sociologique des sociétés concernées. Mais, disons-le clairement, à relire mes travaux, je sens combien des questions essentielles ont été laissées de côté et comment jusqu'à aujourd'hui je doute de certaines problématiques. Cela surtout se veut un avertissement : tels ont été mes choix ou mes contraintes mais d'autres chercheurs ont opté pour d'autres directions, des objets ou des méthodes différentes et leur choix est tout aussi légitime que le mien.

1. Un itinéraire de chercheur

J'aime à rappeler que mon choix de travailler sur la Corne de l'Afrique ne procède pas d'une décision murie par la réflexion ou par une volonté programmatique digne de ce nom. Après l'obtention de ma maitrise de sociologie à Strasbourg, ma vie professionnelle m'a mené à Paris

où j'ai passé mon agrégation de mathématiques pour pouvoir enseigner moins d'heures et ainsi poursuivre mes études en sciences sociales en m'inscrivant à l'EHESS, qui faisait preuve d'une grande flexibilité pour les salariés comme moi.

Initialement, après un mémoire de maitrise sur l'islam dans l'Iran prérévolutionnaire, j'avais envisagé de faire une thèse sur les Gardiens de la Révolution et les comités de quartier en Iran[3] : tout était parti d'une idée assez confuse sur la reconfiguration de la coercition dans la République islamique et sur les rapports entre hégémonie et coercition dans cette conjoncture immédiatement postrévolutionnaire. Il faut aussi rappeler que cette époque (le début des années 1980) était marquée par certains débats autour du marxisme et que cette thématique, peut-être originale aujourd'hui, l'était bien moins alors. De fait, mon implication intellectuelle sur l'Iran s'est arrêtée net lorsqu'il est devenu évident qu'il n'était pas possible de faire de terrain dans ce pays (l'asile français de Bani Sadr et Massoud Radjavi en constituait la première explication). J'avais alors d'autres amis à Paris qui m'avaient incité à lire plus sur l'Afrique et à commettre de nombreux articles dans une revue militante, *Libération Afrique Caraïbes Pacifique*, ce qui m'obligeait à m'intéresser à la Nouvelle-Calédonie (un cas paradigmatique de situation coloniale) et aux événements qui allaient aboutir à la libération de Nelson Mandela en Afrique du sud (avec notamment l'articulation problématique d'un mouvement social et d'une organisation politique défaite militairement mais hégémonique culturellement).

La question des guerres civiles, notamment l'histoire de la crise tchadienne décrite par Robert Buijtenhuijs[4], m'intéressait et mon impulsion initiale avait alors été de présenter un sujet sur les guerres civiles en Afrique, rien de moins ! L'irréalisme des sujets de recherche des étudiants a une longue histoire dans laquelle je m'inscris sans difficulté. Heureusement, mon directeur de mémoire de l'EHESS, Elikia M'Bokolo, faisait preuve d'un tout autre réalisme et en l'espace d'une discussion, je passais de l'Afrique à l'Afrique australe et à la « grande » Corne, puis à la Corne toute seule, ce qui restait encore bien ambitieux… De cette époque, il me reste le souvenir que ce choix fut dicté par deux considérations : d'une part, la présence de l'islam dans ces sociétés puisque j'avais déjà beaucoup appris sur cette question, et pas seulement sur le chiisme ; de l'autre, la lecture d'un livre sur les dispositifs prétoriens dirigé par Alain Rouquié[5], une lecture qui allait se révéler utile pour comprendre le Soudan contemporain et éviter quelques illusions.

Je me suis donc retrouvé un jour de juillet 1986 à Khartoum, finalement accueilli par Marc Lavergne, alors directeur du CEDEJ, tout à fait perdu, d'autant que l'espoir de voyager à Juba et d'y mener des enquêtes sur les déplacés s'avéra vite impossible et qu'il fallut innover : c'est

---

3 On peut donc mesurer l'ironie de mon histoire personnelle récente.

4 Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976*, La Haye & Paris, Mouton Éditeur, 1978.

5 Alain Rouquié, *La politique de Mars : les processus politiques dans les partis militaires contemporains*, Paris, Le Sycomore, 1981.

ainsi que, jusqu'au coup d'état de juin 1989, je me retrouvais à travailler sur l'Érythrée, sur ses déplacés dans l'Est du Soudan, sans oublier l'inévitable visite des trop fameuses 'zones libérées'.

Ce moment érythréen de ma carrière (j'avais été détaché au CNRS en septembre 1988 et recruté en juillet 1990) ne dura que quelques années mais m'apprit trois choses essentielles. La première est que le terrain, plus que la lecture dois-je avouer, est un moment de confrontation au réel et de réévaluation radicale de ses choix et opinions. Après des dizaines d'entretiens avec des réfugiés, il était difficile pour moi de garder une image simple de ce qui se passait en Érythrée avec ses bons et ses méchants acteurs, j'étais peut-être loin de la neutralité prônée par Max Weber mais ce processus de distanciation s'est poursuivi alors que, dans les années 2000, la pression pour prendre position n'a fait qu'augmenter, que ce soit sur la crise au Darfour, le terrorisme, etc. La seconde était l'importance des terroirs historiques et de la concaténation d'événements sociaux traumatiques dans la structuration des champs politiques. Mes terrains m'avaient poussé à revenir sur l'éclosion nationaliste dès la défaite italienne, donc à relire les archives coloniales italiennes et de l'administration militaire britanniques et à cause de celles-ci à remonter dans l'histoire troublée du XIXe siècle dans cette région et, quitte à durcir ici le trait, à repérer certaines continuités ou plutôt certains clivages, des permanences qui interrogeaient. La troisième touchait au caractère vital du foncier et au statut de la terre : jusqu'à aujourd'hui j'aime citer la phrase d'un anthropologue colonial S.F. Nadel qui ouvre son article sur les systèmes fonciers en Érythrée en rappelant que « la terre n'appartient pas au paysan ; c'est le paysan qui appartient à la terre »[6]….

Le coup d'État en juin 1989 qui conduisit à l'instauration du régime du Front national islamique, décida d'une certaine façon de ma carrière : le voyage que je devais faire dans les 'zones libérées' en Érythrée dut être annulé et après avoir assisté aux prémices du putsch (j'étais arrivé le 15 juin à Khartoum où régnait alors une ambiance délétère), je me retrouvais soudain témoin de vagues d'arrestations dans les milieux universitaires et les médias. Les amis d'hier prenaient la fuite quand ils le pouvaient encore et nous entrions alors dans des années de plomb. C'est ainsi que la vie politique soudanaise, initialement périphérique dans mes intérêts, devint centrale dans ma carrière de chercheur.

Sans ici vouloir aller plus avant, je dois dire encore et encore le rôle essentiel qu'ont eu dans ma réflexion quelques amitiés soudanaises et somaliennes. Sans elles, mon travail aurait été très différent, peut-être plus conforme à un certain modèle de démarche universitaire mais sans la même profondeur et, j'espère, originalité. Il me faudrait aussi citer de nombreuses collègues et/ou amis en France, aujourd'hui proches ou moins proches, qui ont eu une forte influence sur mes travaux soit par les indications que leur propre recherche suggérait soit parce qu'il me semblait (souvent à tort) qu'ils faisaient fausse route et que ma recherche en fournissait une illustration. Mais ce n'est pas ici le lieu de faire proprement cette histoire très partielle et biaisée

[6] Siegfried F. Nadel, « Land tenure on the Eritrean plateau », *Africa* (London), 1946, vol.16, n° 1 et n° 2.

des débats sur l'africanisme ou, plutôt, des rapports compliqués entre l'africanisme, la science politique et l'Afrique[7].

Cet intérêt de recherche pour le Soudan se donne à voir dans la sélection d'articles qui sont présentés ici pour l'obtention du doctorat et quelques dizaines d'autres qui ont été laissés de côté[8]. Mes terrains n'ont jamais été menés indépendamment les uns des autres même s'ils n'étaient pas intégrés dans un projet explicite commun. Mon intérêt pour les milieux d'affaires somaliens est né des interrogations que la répression au Soudan avait fait naître et, sans le conflit au Darfour, jamais je n'aurais repris mes livres sur le Tchad et l'histoire de la guerre civile dans ce pays. Si je n'avais pas été en délicatesse avec le régime d'Idriss Déby à N'Djamena, il est fort probable que je n'aurais jamais mis les pieds en Centrafrique, malgré la multitude de questionnements que donnent à voir les dynamiques politiques dans ce pays. Quant à l'Éthiopie, mon rapport à l'objet s'est toujours construit par l'étude de ses marges, Érythrée, Djibouti, Somalie autant que Soudan. Cette approche contrastait avec celle de nombre de mes collègues (d'Alex de Waal à Christopher Clapham, en passant par Gérard Prunier) qui hier et aujourd'hui restent fascinés par la centralité de l'Éthiopie. Pour moi au contraire, comme pour d'autres problématiques (la guerre est-elle aussi centrale que nous le pensons lorsque nous nous attelons à son étude ?), l'approche par la marge n'était pas la moins intéressante.

Rétrospectivement, ce terrain soudanais (et le travail en Somalie y fait parfaitement écho) permet de souligner quelques grandes transformations de notre métier de chercheur et, au passage, de revisiter quelques « grandes questions » de sociologie historique du politique (cf. infra). Je les énonce ici sans trop prendre garde au fait qu'elles peuvent avoir été évaluées de manière très différente par certains de mes collègues, et que donc j'exprime donc des opinions.

La première grande transformation est la montée en puissance de l'expertise, à côté et, je crois aussi à terme, aux dépens de la recherche. Pour le dire abruptement, je crois que les chercheurs ont une responsabilité collective dans cette défaite en rase campagne. Il y aurait beaucoup à dire de la situation des universités américaines qui semblent définir les canons de l'excellence globale. C'est sans nul doute une réflexion que d'autres doivent mener mais ce changement a eu des conséquences importantes sur le travail universitaire. Compte-tenu de la difficulté à financer ses terrains, nous chercheurs avons dû composer et apprendre que notre autonomie d'analyse n'était pas un donné mais le produit d'une négociation inégale. Cette émergence de l'expertise est allée de pair avec la mise sur le marché intellectuel de nouveaux concepts (par exemple, « l'État failli », ou « l'État fragile » et leurs déclinaisons) et de nouveaux régimes de vérité (dont les rapports d'une ONG de plaidoyer comme *International Crisis Group* sont une belle illustration). Il faut ici se rappeler combien des événements indépendants les uns des autres ont poussé dans la même direction. Si en France, cette évolution a été plus lente, peut-être parce

7 Je pense d'abord aux nombreux travaux de Jean Copans (notamment *La Longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels, démocratie,* Paris, Karthala, 1990) mais aussi au livre blanc publié par le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Études africaines en France, *Les études africaines en France, État des lieux*, 2016.

8 Voir liste complète de mes publications universitaires sur le Soudan en annexe.

qu'elle a été freinée par la lourdeur des institutions dans lesquelles elle devait s'incarner, tel n'a pas été le cas ailleurs en Europe et aux États-Unis, avec notamment des fonctions nouvelles et souvent ambiguës dévolues à des organisations non gouvernementales (notamment humanitaires, plus que de développement d'ailleurs) et l'abandon rapide de débats cruciaux (comme celui sur la militarisation de l'humanitaire) qui ont ressurgi dans les guerres contre le terrorisme menées après le 11 septembre 2001.

La création du *Department for International Development* (DFID) au Royaume Uni n'a pas seulement été une réponse à l'influence de Claire Short au sein du parti travailliste britannique : le DFID a voulu se doter de concepts *ad hoc* et a mené un travail de réflexion pour produire de nouveaux concepts et les rendre indispensables ne fût-ce que par sa capacité à financer des projets de recherche au-delà de consultances spécifiques. En France, le mimétisme vis-à-vis de la Banque mondiale qui a saisi plusieurs institutions a aussi eu des effets dirimants, même si moins importants qu'ailleurs. Cette évolution remarquable dans les années 1990s connaissait une radicalisation après le 11 septembre, surtout dans les aires ou les problématiques qui touchaient de près ou de moins près à l'islam politique. Cela conduisait à une situation où s'exerçait à la fois une demande sociale forte et où se faisait sentir le besoin de s'inscrire dans un camp, n'en doutons-pas, celui des bons, des démocrates sincères, c'est à dire en fin de compte des Occidentaux. Que cela soit sur la justice internationale, les mouvements islamiques radicaux, et les interventionnismes, il fallait prendre parti et être du côté des victimes, évidemment. Mais les conséquences ne concernaient pas simplement la position du chercheur ; elles influaient également sur le cadre intellectuel dans lequel nos objets étaient soudain redéfinis.

Dans le cas du Soudan, les effets ont été importants et ont joué souvent en faveur d'une nationalisation des crises soudanaises (souvent aux dépens de leurs dimensions locales) et de la multiplication de points aveugles ou surtout d'aspects sous-évalués dans leurs conséquences stratégiques. Lier comme j'ai tenté de le faire le conflit au Darfour avec une crise politique majeure au Tchad et une volonté libyenne d'en finir avec le régime d'Omar el-Béchir clairement n'appartenait pas au logiciel dominant. De la même manière, pour certains de mes collègues, les dénonciations courroucées de la dictature au Soudan savaient ne pas franchir des frontières convenues. Il serait d'ailleurs assez confondant de voir combien les locuteurs les plus radicaux sur la situation soudanaise ont pendant longtemps été timorés sur ce qui se passait en Éthiopie. Des chercheurs dont la compétence ne peut être mise en doute ont ainsi minoré ou ignoré d'autres autoritarismes dans la Corne de l'Afrique alors même qu'on pouvait penser qu'ils se consolidaient les uns et les autres. Sans surprise, ce qui se passait au niveau de la recherche était encore plus aigu au niveau de l'expertise.

Une autre question, dont le cas soudanais illustre la complexité, est l'accès au terrain. Pour le dire abruptement et faire le lien avec ce qui précède, exprimer publiquement des réserves sur ce qui se passe en Érythrée, en Éthiopie, voire au Tchad, n'est pas sans conséquence lorsque l'obtention d'un visa de recherche est visée. Ces États ou plus exactement ces régimes, avec plus ou moins de nuances, interdisent ainsi leur territoire à des chercheurs, annulant ainsi les

investissements faits en temps et en connaissance. On comprend le silence de certains. Dans le cas du Soudan, les filtres semblent avoir été plus complexes et intégré d'autres aspects, notamment la nationalité des chercheurs. Ainsi, des chercheurs qui qualifiaient le régime soudanais de génocidaire pouvaient obtenir ce fameux visa alors que dans les mêmes conditions il leur aurait été refusé ailleurs dans la région…

Depuis le 11 septembre et les années qui suivirent, les difficultés à accéder à ce type de terrain ne proviennent plus seulement des situations propres mais des perceptions qu'en ont certains acteurs français, perceptions quelquefois assez contestables mais qui ne peuvent être critiquées au nom d'arguments bureaucratiques et statutaires. Il s'agit d'un problème d'ampleur dont les effets pourraient être à terme très négatifs pour la recherche de terrain. Sans discuter ici leur validité, les interdits mis en place à cause de la pandémie du coronavirus font proprement résonnance avec ces mesures et il faudra être vigilant pour éviter que des interdictions conjoncturelles ne soient retranscrites en règles communes. On assiste en fait à une espèce de translation de pratiques, d'instances et de règles, souvent issues de la gestion du quotidien de la guerre en Afghanistan, retranscrites en Irak et mises en œuvre avec détermination en Afrique : personne ne peut ou ne veut plus discuter les évaluations sécuritaires produites par des organismes dits spécialisés, dont l'expertise pourtant pourrait être facilement mise en doute, car évidemment le risque bureaucratique est trop élevé.

Mes liens avec le Soudan se sont distendus dans les années 2000. Comme cela est explicité dans mes travaux, le régime soudanais connaît une évolution prévisible dans les années 2000, une fois Tourabi marginalisé. Cet autoritarisme mâtiné de néo fondamentalisme policier est le produit d'une décennie au pouvoir, d'un accommodement des internationaux et de la mise en place d'un système clientéliste basé sur la rente. La violence, pourtant, ne s'est pas réduite loin s'en faut. Les conséquences du conflit au Darfour en Afrique centrale (au Tchad d'abord puis en République centrafricaine) m'ont semblé plus intéressantes à étudier. Surtout, les événements en Somalie à partir de 2006 ont mobilisé toutes mes ressources. Mon dernier vrai terrain soudanais date de 2011. J'y suis retourné après mais pour des séjours très brefs, pour y enseigner ou m'enquérir de la vision soudanaise de la crise somalienne. Au moins ce travail a renouvelé l'envie de m'y rendre.

2. Problématique, problématiques

Dans ma recherche, il est assez facile de repérer quelques récurrences, au-delà de l'étude d'une curieuse 'révolution islamique' : les soubassements sociaux d'un champ politique, les modes de coercition et l'ordre social, et le comparatisme avec d'autres situations le plus souvent au sein de la même région.

Une des problématiques centrales qui traversent la présente thèse est celle de l'islamisme et de son devenir une fois parvenu au pouvoir. A relire aujourd'hui les textes présentés ici, on ne peut que les associer au livre d'Oliver Roy sur l'échec de l'islam politique qui, comme il le précise dès son introduction vise moins à parler d'islam que des mouvements islamistes[9]. En fait, si mon propos est différent comme je vais l'expliciter, il est juste de dire que mes conclusions rejoignent celles de son travail en soulignant la très grande incapacité pour le Front national islamique soudanais de penser l'inscription du politique dans des institutions et de dépasser la circularité si bien analysée par Olivier Roy : « l'aporie essentielle du mouvement islamiste est que le modèle politique qu'il propose présuppose la vertu des individus, mais que cette vertu ne peut être acquise que si la société est véritablement islamique »[10]. Pour lui, l'échec de l'islamisme ce n'est pas que des partis s'en réclamant n'arriveront pas au pouvoir, c'est qu'ils seront incapables d'inventer une société nouvelle. Évidemment, on peut arguer que la société reconfigurée par un tel pouvoir n'est souvent plus la même et qu'en apprécier les changements est un exercice qui, implicitement, produit des hiérarchies qui sont sujettes à débat. Hassan al-Tourabi, une fois au pouvoir a quelque peu complexifié la thèse initiale et a défendu, et l'on reconnaitra une homologie certaine avec un autre courant de pensée, une vision transitionnelle qui voit dans l'action de l'État le moyen d'une transformation sociale, qui rétroagit pour une islamisation des structures étatiques[11] : dialectique donc plus que circularité mais sa démonstration comme le rappelle W. Berridge pèche par un pragmatisme extrêmement confus où il évolue suivant sa situation du moment d'un modèle de démocratie sans parti, puis à parti unique pour enfin opter pour une apologie du multipartisme.

Mon travail est parti d'un autre point aiguillonné, je crois au moins rétrospectivement, par deux événements. Le premier était l'échec systémique de la gauche française au pouvoir dans les années 1980, qui une fois dépassé le débat sur les personnalités et leurs petites trahisons, posait la question des rapports entre projet, parti politique et État dans une société donnée riche d'une grande histoire de mouvements sociaux. Elle interpelait aussi de façon un peu moins centrale sur une certaine naïveté à sauvegarder les choix partisans dans le dédalle de l'appareil d'État. Le second événement, à un tout autre niveau, était la publication de deux livres sur l'État et le débat entre ses auteurs[12]. Si chacun de ces livres présentait un grand intérêt, il m'a semblé alors que l'ouvrage de J.-F. Bayart ouvrait de plus grandes pistes de recherche même si je différais sur l'importance seconde (il le niera toujours) donnée au scénario guerrier et à la primauté attribuée à l'assimilation réciproque des élites qui était de fait son scénario « moyen » de la construction de l'État en Afrique[13]. Mais d'autres lectures, comme celle d'Anthony Giddens[14]

---

[9] Olivier Roy, *L'échec de l'islam politique*, Paris, le Seuil/Essais Points, 2015 (1992).

[10] Olivier Roy, *op. cit.* p. 47.

[11] Willow J. Berridge, *Hasan al-Turabi : Islamist Politics and Democracy in Sudan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 241.

[12] Bertrand Badie, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992. Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

[13] Jean-François Bayart, « L'afropessimisme par le bas. Réponse à Achille Mbembe, Jean Copans et quelques autres », *Politique africaine*, n° 40, décembre 1990. Je faisais partie des « quelques autres ».

[14] Notamment Anthony Giddens, *The Nation-State and Violence*, Oxford, Polity, 1987 et Charles Tilly, *Front Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley Publishing Co., 1978.

et de Charles Tilly, posaient d'autres jalons et, surtout, rappelaient la contingence de la construction étatique, une dimension que le volontarisme des interventions internationales a voulu nier sur tous les modes, tristement suivies par les ONG bien pensantes et autres experts en vertus démocratiques. Comme souvent, il importait moins de clore la discussion par un argument définitif que la laisser ouverte pour aiguillonner la recherche.

Le Soudan offrait, dans cette perspective, un cas tout à fait original, celui de l'existence d'un champ politique structuré autour de deux pôles islamiques, tous deux légitimes dans la société soudanaise mais fondamentalement antagoniques : le soulèvement mahdiste (1884-1899) après le développement de la Mirghaniyya grâce à l'occupation ottomane est une période historique dont les péripéties ont cristallisé des identités politiques qui ont survécu au condominium égypto-britannique (1899-1955) et aux premières décennies de l'indépendance. La revendication d'une constitution islamique avancée par ces deux grandes tendances politiques ne doit donc pas être comprise comme un but commun mais au contraire comme la victoire d'une dynamique historique sur une autre. La réalisation de cette injonction historique par le FNI grâce à son association avec les militaires est donc paradoxale : elle est effective au point d'être imposée par la coercition la plus extrême et une ingénierie sociale radicale mais elle est frappée d'illégitimité car elle ne règle en rien le dilemme historique qui opposait ces deux grands politiques soudanais. La victoire du FNI se fait au coût de la déstructuration d'une organisation sociale, qui met à mal le gouvernement local qui fonctionnait par la négociation permanente entre chefs tribaux, dirigeants confrériques et fonctionnaires.

Le travail d'Olivier Roy éclaire donc de nombreux aspects de mon analyse mais les objets diffèrent. Plutôt qu'à la doctrine et son application politique, je me suis plutôt attaché à rendre compte de la sociologie du FNI, de l'économie politique de ce régime, de ses bases sociales et de son rapport à la guerre ou encore à son environnement régional et international qui ont modelé un certain type d'exercice du pouvoir. Il ne m'a pas semblé pertinent de réfléchir sur les thèses du dirigeant du FNI, Hassan al-Tourabi, non pas parce que je pensais que son pragmatisme ou, comme le disent beaucoup, son opportunisme politique annulait toute sa réflexion théorique[15] mais plutôt parce que mon point d'entrée était différent et s'attachait à l'actualisation dans un régime politique qu'il semblait présider d'une histoire particulière de l'État soudanais. C'est aussi pour cela que, même si je partageais les vives critiques émises par certains collègues vis-à-vis de ce régime, je ne les énonçais pas du même point de vue : la construction milicienne de la guerre au sud du Soudan, puis sur la zone frontière relevait, de mon point de vue, d'une mobilisation de l'histoire longue de la construction étatique au Soudan autant que de l'absence de démilitarisation de l'opposition au régime Nimeiri des années 1970. Si ces milices auguraient soudain d'une guerre sainte, j'estimais que ce mode de légitimation n'était pas anodin mais relevait d'une tactique de gouvernement pour accroitre l'efficacité de ses troupes et contrôler la turbulence de sa jeunesse. La centralité de l'islamisme du régime ne devait pas être surévaluée.

[15] Willow J. Berridge, *Hasan al-Turabi: Islamist Politics and Democracy in Sudan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

J'ai beaucoup insisté dans mes articles sur la profonde mutation coercitive des milieux d'affaires et je crois sur la base de mes entretiens d'alors avec les responsables islamistes que cette politique était justifiée non par un volet programmatique de l'islamisme mais par une analyse rationnelle de la construction des élites soudanaises. Sans doute un moment où il y a jonction entre l'anti-impérialisme que mentionne si souvent François Burgat et l'amertume des contre-élites. De plus, Olivier Roy insiste avec raison sur les complexités d'une islamisation de l'économie et sur des résultats qui, surtout dans le champ financier, peuvent se lire comme une adaptation assez simple du système bancaire traditionnel. Si cet aspect – important - est assez peu développé, c'est parce que ces questions étaient sensibles à Khartoum et suscitaient de vives réactions. C'était aussi, et peut-être surtout de mon point de vue, parce que cela mettait en lumière un processus d'"embourgeoisement' ou de 'corporatisation' des militaires, i.e. leur participation à des conseils d'administration de holdings et d'entreprises notamment financières, pour peu qu'ils fassent allégeance au régime, là où sans doute Béatrice Hibou aurait d'abord vu un processus de privatisation de l'État[16]. Il y avait donc le chevauchement de plusieurs dynamiques et l'islamisme revendiqué du pouvoir n'était peut-être pas le véritable moteur de ces évolutions qu'on pouvait pointer ailleurs dans le monde arabe, de l'Égypte de Anouar el-Sadate à l'Irak de Saddam Hussein.

Un dernier point, peut-être plus central, doit être mentionné dans ces débats récurrents sur le devenir de l'islam politique : Olivier Roy propose une analyse générique de ces mouvements et pointe les apories de leurs références idéologiques. Il est cependant clair – et il l'atteste dans les chapitres sur l'Iran et l'Afghanistan rajoutés depuis la première édition – que ces mouvements se meuvent dans des univers différents, non seulement en termes de champ politique mais aussi de champ religieux. Par exemple, il est tout à fait intéressant de souligner comme W. Berridge le fait, combien le FNI était et n'était pas imprégné de salafisme, combien son idéologie propre était composite et ses membres encore influencés par les pratiques religieuses de la société soudanaise qu'il n'était pas toujours aisé de mettre à distance. Elle documente bien combien l'exclusion du dirigeant islamiste produisit un rapprochement avec les courants salafistes et l'imposition d'un néo-fondamentalisme pour reprendre la terminologie d'Olivier Roy. De plus, la brutalisation de la société soudanaise sous leur férule a autant à voir avec une traduction bien discutable de l'islamisation par le haut qu'avec des méthodes de basse police appliquées par le régime Nimeiri à ses oppositions (dont les islamistes). Nous, chercheurs, avons peut-être mis souvent trop l'accent sur les apprentissages acquis en Iran ou en Irak à différents moments sans toujours reconnaître au Soudan un apprentissage indigène de l'autoritarisme durant les années 1970. De plus, l'hybridation des techniques de coercition et de pouvoir est un phénomène dynamique de la globalisation.

Il est un autre thème essentiel - celui d'une définition de l'État comme un modèle centre-périphérie - dans les études soudanaises, que j'ai plutôt critiqué que confirmé, peut-être par

[16] Béatrice Hibou (dir.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999.

erreur, tant l'unanimisme règne sur ce point. La question des zones périphériques n'a acquis un véritable statut analytique qu'après le manifeste écrit par le dirigeant du MPLS/APLS, John Garang. Des écrits progressistes (voir la thèse de Didar Fawzi-Rossano[17]) n'en font pas état ou la mentionnent de façon cursive, sans trop s'en étonner. Cela pose en fait des questions de nature très différente dont nous n'avons pas les réponses mais qui pourraient susciter des recherches dans un avenir proche.

La première est que la dimension régionale et ethnique des régimes soudanais n'a pas toujours semblé être une interrogation pertinente pour l'analyse. Si on relit les principaux ouvrages d'histoire politique consacrés au Soudan contemporain[18], tous fournissent des analyses fouillées des dynamiques politiques au sein d'une arène partisane, où comptent fondamentalement les liens familiaux entre grandes familles et les compétitions entre forces politiques relativement bien délimitées et structurées : la dimension ethnique peut éventuellement être mentionnée ici et là mais n'est pas un aspect premier. On doit plutôt penser en termes de '*polity*', i.e. de société politique, c'est-à-dire considérer les populations qui ont connu la Turkiyya et ont été impliquées dans le mouvement nationaliste soudanais. Les fractures et les marges de l'arène politique actuelle se sont construites dans ces deux périodes et rendent compte du statut périphérique de telle ou telle région. Surtout, à l'instar des événements qui cristallisent ces hiérarchies, elles ne sont pas homogènes ou homothétiques : il n'y a aucune raison de penser que ces périphéries sont fondées sur le même rapport inégalitaire ou identitaire. Dans les travaux qui suivent, je montre que s'il y a eu une archipélisation du champ politique, c'est fondamentalement à cause de la violence et d'un modèle économique hérité de la période coloniale qui, à bout de souffle, a été maintenu comme un mode de gestion des populations 'dangereuses', c'est à dire les plus à même de remettre en cause un statut quo social.

La question des inégalités de développement régional est évidemment présente dans toutes les études sur l'économie soudanaise mais celles-ci sont plutôt perçues comme des conséquences d'un schéma de développement largement mis en place par la puissance coloniale (notamment la grande zone d'agriculture irriguée qu'est la Gezirah) dont les effets démultipliés ont finalement produit des marges. Mais à aucun moment, cette construction de marginalité ne va au-delà des inégalités de richesse et ne vise le statut citoyen. Or la nouveauté du concept introduit par Garang est non seulement de souligner que l'État soudanais n'a pas investi également sur son territoire pour le développer mais que ce choix est motivé par des hiérarchies sociales tues mais très prégnantes.

On peut comprendre pourquoi un tel discours surgit, encore qu'il s'agisse d'une explication qui est rétrospective et devrait être validée par une véritable recherche. Durant les deux premières

[17] Didar Fawzi-Rossano, *Le Soudan. Problèmes du passage de la création de l'État à la libération de l'État*, thèse présentée devant l'université Paris VII, 19 mai 1978, service de reproduction des thèses, Lille III, 1981 (2 tomes).

[18] Ainsi de façon paradigmatique Peter Woodward, *Sudan, 1898-1989: The Unstable State*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1990.

décennies après l'indépendance, le nationalisme jouait un rôle important pour les élites politiques (comme il l'est resté pour les élites universitaires qui écrivent sur cette période[19]) et donc l'accent mis sur les marges soudanaises n'avait guère d'accroche. Il y avait une véritable « cage de fer » wébérienne qui maintenait un consensus sur des élites politiques centrales par ailleurs très divisées sur des questions fondamentales (notamment le rapport à l'Égypte et la constitution islamique), mais assez peu sur ce qu'était le Soudan, ce qui d'une certaine façon traduit déjà un problème. Ce comportement était la norme plutôt que l'exception dans le mouvement anticolonial en Afrique.

La situation a commencé à se modifier dans les années 1960 pour une raison assez simple qu'on voit d'ailleurs en acte dans l'histoire des islamistes soudanais. L'instruction devient un phénomène de masse et national : les enfants des zones défavorisées y ont accès, même si en proportion et en qualité plus faibles et c'est à ce moment-là que les Frères musulmans, notamment à cause de leur mode de recrutement et l'importance qu'ils donnent au milieu scolaire, entrent en contact avec ces populations et en recrutent. C'est dans ces conditions que les principaux cadres du Darfour, dont Ali al-Hajj de façon paradigmatique, sont recrutés et peuvent ainsi gravir les échelons de l'organisation. Mais cette socialisation est relativement différente de celle des partis politiques qui certes existe au niveau solaire mais prend réellement forme surtout à l'âge adulte, à l'université (d'où l'importance des élections de l'association des étudiants de l'université de Khartoum par exemple). Ces lettrés, pour une part au moins, vont jouer leur rôle et œuvrer pour leur région d'autant plus facilement que leur famille dispose localement d'un capital social important. Dans les textes de la première partie notamment, je montre comment Hassan Tourabi a su remodeler une stratégie politique pour maximiser les recrutements hors de cette sphère de l'éducation et enraciner son organisation de façon à ce qu'elle puisse jouer un rôle central dans l'arène politique : le coup d'état de juin 1989 peut donc s'analyser à la fois comme un succès (il prend le pouvoir) et comme un échec (il lui faut l'armée, des uniformes militaires à tout le moins).

Mais, on peut aussi penser que le véritable moment d'une prise de conscience a été plutôt le début de la crise de l'économie soudanaise à partir de la fin des années 1970, alors que des mots d'ordre triomphalistes résonnent alors dans les médias : transformer le Soudan en grenier à blé du monde arabe aurait dû d'emblée susciter quelques saines hésitations sur le projet lui-même avant même de s'inquiéter de la captation des capitaux dans des circuits de corruption ou de spéculation. La montée en puissance de la dette publique et la nécessité de sacrifier au consensus de Washington ont eu pour effet une concentration des dépenses de l'État dans une zone qu'on pourrait décrire comme le Soudan utile comme le désignait un ancien ministre des Finances au début des années 2000 et qui recoupe largement les territoires des groupes ethniques majoritaires dans les élites nord-soudanaises. C'est à ce moment-là que les choix budgétaires et les allocations pour l'administration locale et la fonction publique locale ont eu un effet dirimant sur les capacités de survie et de résilience de ces économies locales. La deuxième partie de la

[19] Abdullahi A. Gallab, *A Civil Society Deferred : the Tertiary Grip of Violence in the Sudan*, Gainesville, University of Florida Press, 2011.

thèse explore les évolutions de cette économie politique soumise d'abord aux contraintes des conditionnalités des IFI puis des sanctions internationales. Elle montre combien la coercition est aussi dopée par un véritable projet de transformation sociale, pas simplement une élimination de l'opposition.

Pourtant, il faut pointer ici une faiblesse structurelle de cet argumentaire basé sur une opposition centre/périphérie : certes ces régions ont souffert d'une très faible allocation de ressources pendant des années (pratiquement depuis la fin des années 1970, avec des différences de degré) mais elles n'ont pas été les seules et ce qui a le plus pesé dans les perceptions locales alors est le fait que cette aliénation économique a fait résonnance avec une aliénation politique, qui minait tout espoir d'une réorientation des flux financiers étatiques vers les régions concernées faute d'une représentation adéquate dans les hautes sphères administratives et politiques.

De fait, l'usage proposé de cette notion de marges est extrêmement politique : si l'on évoque des régions périphériques, c'est pour mettre en cause le centre comme le veut le modèle centre-périphérie ! L'attention réellement portée à la périphérie est moindre, à part une démonstration de son statut de marge sociale ou politique ou économique face à un centre où soudain la prospérité ou la monopolisation des ressources est extrême. Il serait facile de pointer ces glissements sans jamais en fournir les démonstrations. Mais l'aspect important n'est pas réellement celui-là, en tout cas pour moi car je crois que ces analyses pointent une réalité qui existe même si elle n'est pas analysable dans les termes proposés, mais c'est un autre aspect le plus souvent étrangement tu : le consensus affiché sur une dite solidarité par essence des marges.

Le modèle centre-périphérie n'invite pas à penser les relations entre zones marginalisées de cette manière très mécanique. Mais ce qui s'est donné à voir au Soudan est de cet ordre, parce que le fondement de la démarche a toujours été politique et a eu pour but unique ou essentiel la mise en cause du centre. Et de fait, cette solidarité j'avoue ne l'avoir point vue pendant des années et l'avoir constatée seulement dans de courtes périodes où les intérêts immédiats de certaines marges poussaient à une telle alliance qui n'avait donc plus rien à voir avec une essence commune. On pourrait donner de nombreux exemples de cette donne, que cela soit dans l'intérêt de l'APLS pour le Darfour ou les monts Noubas au sud Kordofan, un intérêt très militaire et qui a été inconstant dans son existence. On pourrait aussi évoquer les divisions très fortes qui ont existé entre organisations censées représenter ces revendications, que ce soit au Darfour ou dans le sud du Soudan actuel, dans les monts Noubas et la région du Nil bleu. Quant aux soubassements sociaux de ces solidarités (ou antipathies), ils ne sont pas mis en lumière et on reste quand même un peu sur sa faim là aussi.

Le problème de cette argumentation est aussi qu'elle suscite de manière performative des zones périphériques à cause de sa définition du centre : l'Est soudanais par exemple est une périphérie mais il est difficile d'omettre le rôle central que joue l'Érythrée dans la plupart de ses

mouvements revendicatifs. Et si affrontements il y a, ils mettent aux prises des groupes ethniques qui ont une longue histoire de rivalités pour préempter les ressources de l'administration locale et s'arroger des droits fonciers qui sont contestés. Mais on pourrait encore plus paradoxalement citer le nord du pays, comme avait tenté de le faire l'un des mouvements rebelles lors des négociations avec le gouvernement central en 2020 : ce dernier n'a eu qu'à s'interroger sur l'identité des représentants cooptés dans les négociations pour les renvoyer à leurs chères études.

Ce qui est intensément vérifiable et dans la période que j'ai étudiée, on voit à partir de la fin des années 1990 des évocations de plus en plus fortes de solidarités ethniques et de polarisations régionales (indépendamment des conflits armés) qui me semblent marquer surtout un épuisement des ressorts politiques ou idéologiques du régime y compris au sein de ses partisans et la montée d'un cynisme qui ramène les alliances ou les promotions à un jeu ethnique et régional.

Il y a enfin un dernier aspect que je voudrais mentionner, même si j'y ai déjà fait référence de façon cursive, et qui soulève des perspectives de politique comparée. Les transformations sociales et économiques du régime Omar el-Béchir me semblent aussi renvoyer en termes de projet à ce qui s'est passé dans de nombreux régimes voisins et/ou militaires arabes. En Érythrée et en Éthiopie, les partis dominants avaient très largement confisqué les activités les plus rentables à travers des holdings, comme la *Red Sea Corporation* à Asmara ou *EFFORT* à Addis-Abeba. Dans les deux cas, cette dynamique s'est peu à peu reconfigurée dans une association plus explicite avec l'appareil de coercition. Preuve que le parti, fût-il marxiste-léniniste post – Guerre froide, ne se suffisait plus à lui-même et que sa reproduction élargie nécessitait une greffe sécuritaire. Cela doit faire écho à une interrogation sur la centralité disputée de l'islamisme au Soudan, du Front populaire de libération en Érythrée et du Front populaire de libération du Tigray en Éthiopie, organisations socialement très minoritaires mais politiquement aux commandes. Ces technologies de pouvoir n'étaient pas aussi novatrices qu'on pouvait le penser. Tous ces acteurs avaient eu à faire dans leur longue histoire avec des régimes militaires, baathistes ou communistes. L'homologie avec certains régimes était assez remarquable pour mériter réflexion : la recomposition du champ politique algérien dans la guerre civile des années 1990 avec la multiplication de pôles où s'alliaient militaires, sécuritaires, entrepreneurs économiques et hommes politiques figurait bien cette dynamique que j'essayais d'analyser au Soudan.

Il m'est difficile d'évaluer les apports de ces travaux : je ne suis pas la bonne personne pour une telle tâche. Ce que j'aurais voulu montrer peut se retrouver sous trois idées structurantes. D'une part, l'expérience politique soudanaise doit s'analyser sur un temps long où la violence et la coercition ont joué un rôle important, importance qui peut sembler en contradiction avec des moments démocratiques aussi impressionnants que brefs. D'autre part, le fonctionnement de l'État soudanais et la structuration de sa société relèvent d'un contexte régional et il me paraît vain de ne pas s'atteler à cette analyse, sauf à ignorer les débordements de crises, les conflits par

procuration et les systèmes de conflits éventuels que cela suscite. Enfin, les régulations sociales mises en place dans les années 1820-1955 n'ont pas encore été complétement réformées, malgré les conflits et les crises politiques que ces textes analysent et la fragmentation à laquelle on a assisté peut encore connaître d'autres développements.

3. Présentation des articles

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'a pas été simple de réunir ces textes. Comme je l'ai indiqué précédemment, une bonne partie de mes articles datant des années 1980 et 1990 n'existent plus sous forme numérique et la qualité des copies papier était vraiment médiocre. C'est un argument un peu misérable d'un point de vue scientifique mais enfin bien difficile à affronter dans une vie matérielle. Cela m'a incité en tout cas à mettre de côté toute une part de mes écrits, que je pourrais qualifier de littérature grise (notes commises pour le Centre d'Analyse et de Prévision du Quai d'Orsay ou, plus rarement, de la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense) ou d'autres textes commis pour des publications spécialisées, que cela soit *Africa Confidential* (en dépit de désaccords croissants) et l'*Encyclopédie Universalis*. Enfin, paradoxe de l'exercice, il a fallu traduire deux textes qui avaient été initialement publiés en anglais.

Malgré toute mon attention, il n'a pas été possible d'éviter quelques répétitions et mes lecteurs m'en excuseront car cette obligation était l'une de mes priorités dans le choix des textes. Enfin, certains correspondent à des conjonctures particulières où sont évoqués des scénarios pour un avenir proche. Cela n'est pas sans risque de prétendre à une analyse correcte et les lecteurs pourront vérifier ici et là que l'histoire n'est pas toujours aussi prévisible que le pensent les chercheurs pressés…

Il a fallu aussi organiser les articles sélectionnés pour faire sens. Ce travail fut un peu frustrant. A l'inverse d'un livre, les articles sont souvent sollicités plus qu'ils ne répondent à un besoin impérieux de publier des conclusions d'enquête (en tout cas pour moi). Du coup, il fallait éviter les répétitions et indiquer des avancées de l'analyse, en même temps que ces articles ne rendaient compte que partiellement de mon travail de recherche : dans les années 1990s, je passais beaucoup de temps en Somalie et dans les années 2000s en Afrique centrale car cela correspondait plus à un thème central de ma recherche sur la guerre civile. Bref, il y a une insatisfaction de l'auteur qui, je l'espère profondément, ne se réverbèrera pas en agacement du lecteur ou de la lectrice.

La thématique de la première partie touche à la structure du champ politique soudanais. Elle s'ouvre par le premier papier que j'ai écrit sur le Soudan, publié dans la revue *Raison présente*, qui m'avait été demandé par Maxime Rodinson, sans doute plus intrigué par la belle iranienne qui assistait avec moi à un colloque qu'il avait organisé au Collège de France. Ce texte, qui fait écho

à la problématique centre-périphérie discutée ci-dessus, vaut pour présenter l'arène politique mais aussi pour sourire des naïvetés de celui qui n'était pas encore recruté par le CNRS. S'y loge malgré tout un point important : l'histoire du Soudan n'est pas structurée par le conflit Nord-Sud comme on l'a trop souvent écrit ou dit. Je dois à Nicole Grandin, dont je suivais le séminaire à l'EHESS et qui m'a aussi incité à participer à un groupe de travail sur l'islam périphérique, cette idée d'une dialectique beaucoup plus profonde dans la construction historique de l'État soudanais entre cette fameuse tension nord-sud et une tension est-ouest moins étudiée qui rappelait l'importance dans la constitution du tissu social soudanais des sultanats Funj et du Darfour. Le commerce à longue distance ou la formation des lettrés musulmans autant d'ailleurs que la pénétration de confréries religieuses à partir de l'ouest (contre cette idée très présente chez les officiels français au début des années 2000s que le conflit qui déchirait alors le Darfour visait à une arabisation/islamisation de type saoudienne/wahhabite).

Le second texte, publié dans la RMMM, participait d'un numéro spécial consacré aux partis politiques arabes : il donne un point de vue assez complet, je l'espère tout au moins, sur l'arène politique soudanaise et insiste sur ce qui apparaît rétrospectivement comme l'un des échecs majeurs de ces partis, leur incapacité à donner une place à la jeunesse et à en copter des leaders.

Le troisième texte, publié en 1994, a été un vrai succès : il reprenait des éléments déjà publiés dans la revue Maghreb-Machrek et y ajoutait des données nouvelles sur le rapport à l'institution militaire et aux débats internes du FNI. Évidemment aujourd'hui cet aspect novateur est moins clair tant les publications se sont accumulées sur ce thème d'autant que la dissidence interne au régime s'est accrue[20].

Le quatrième texte a été très long à concevoir : il provient pour une part d'entretiens faits avec des membres de la communauté soudanaise en Malaisie, de collègues soudanais de l'Université islamique internationale de Kuala Lumpur et d'entretiens avec des responsables du régime à Khartoum. Jamais, je n'aurais pu écrire ce texte sans l'intérêt porté aux relations Afrique-Asie qui m'a incité à résider au Japon, en Chine, en Malaisie et à Djakarta. Cette recherche a fourni l'occasion d'un cours à la Sorbonne et aurait dû se conclure par la publication d'un livre annoncé trois fois et finalement abandonné à cause de désaccords avec les éditeurs. Ce texte illustre en tout cas une idée forte qui est que l'occident n'est pas (ou n'est plus) le seul horizon de ces mouvements politiques en Afrique.

Quant au dernier texte de cette première partie, il reprend une note au CAP écrite au moment du référendum d'autodétermination du Sud-Soudan (et s'appuie sur un article publié dans *Politique africaine* dans la même période). Il donne une idée assez précise du débat alors sur ce qu'il pouvait advenir au Soudan. On peut aujourd'hui en vérifier la validité.

---

[20] Voir par exemple, un autre ouvrage très bien documenté et, en même temps discutable sur le rôle premier donné à Hassan al-Tourabi, d'Abdullahi Gallab qu'il faut comparer au travail de W. Berridge : *The First Islamist Republic: Development and Disintegration of Islamism in the Sudan*, Aldershot, Ashgate Publishing, Ltd., 2008.

La deuxième partie est centrée sur l'économie politique du régime soudanais. Il s'agit de donner chair à certains arguments mentionnée dans cette introduction. Le premier texte reprend l'introduction que j'avais écrite pour un numéro de *Politique africaine*, introduction revue et modifiée par les apports de Marc Lavergne qui codirigeait le dossier avec moi. Le but était proprement de considérer les politiques concrètes comme la contribution de Marc Lavergne l'illustrait au mieux.

Le second texte est une contribution décalée à un débat autour de la thèse de la privatisation de l'État portée par Béatrice Hibou. Ce texte, analysant les trajectoires divergentes du Soudan et du Somaliland, souligne tout l'intérêt de l'approche en termes de politique comparée. Sans reprendre la thèse de Karl Polanyi, il souligne à sa petite mesure combien les marchés sont différents et combien, à cause de cette différence, les mêmes actes d'évergétisme ont des significations et des effets différents selon les contextes et trajectoires politiques.

Le troisième texte, paru sous la forme d'une *Étude du CERI*, est le fruit d'un long terrain au Soudan, sans doute l'un des plus passionnants qu'il m'ait été donné de vivre. Il est des moments privilégiés où le chercheur peut avoir l'impression d'entrevoir un moment particulier, un basculement de problématique. L'année 2004 correspondait à une série de transformations, marquées par de grandes violences au Darfour, mais aussi l'installation définitive d'Omar el-Béchir au pouvoir, des avancées importantes dans l'accord de pays avec les insurgés du Sud-Soudan, et une normalisation paradoxale avec les pays occidentaux. Ce texte en propose une lecture sociologisée par une approche interne de élites du régime et du parti au pouvoir.

Le dernier texte de cette second partie correspond à un exercice comparatiste qui aurait pu être plus concluant avec une équipe colombienne: pour une fois, la problématique venait du Sud et visait à réfléchir de manière comparative aux dynamiques croisées du néolibéralisme et de la violence en Afrique et en Amérique latine[21]. Le texte est aussi une tentative de rendre compte de cette articulation entre un certain entendement du libéralisme économique, le rôle de l'État et la violence. Einas Ahmed a écrit la partie qui produit une analyse du foncier au Sud-Kordofan.

La troisième partie concerne le Soudan dans l'ordre régional et indique combien à la suite du conflit au Darfour mon attention s'est portée plus sur l'Afrique centrale, à la fois parce que le Tchad jouait un rôle essentiel dans cette crise jusqu'à la normalisation initiée en juin 2009 et aboutie début 2010 et aussi parce qu'on ne peut être que saisi par le gouvernement des hommes en armes, comme cela était déjà le cas au Sud-Soudan. Cette approche régionale des crises va devenir, à partir de ces terrains, un axe fort de ma réflexion sur l'enchevêtrement des « systèmes de guerre ».

---

[21] Francisco Gutierrez and Gerd Schönwälder (ed.), *Economic Liberalisation and Political Violence: Utopia or Dystopia*, Pluto Press & IDRC, Londres et Ottawwa, 2011.

Les deux premiers textes de cette troisième partie reflètent l'ampleur des transformations dans la Corne de l'Afrique en 1991 : le régime éthiopien tombe, les nationalistes érythréens s'installent à Asmara alors que la guerre civile prend un nouvel essor en Somalie. L'année 1991 était aussi une année de plomb au Soudan, celle où mes derniers amis universitaires en poste ont dû partir ou ont été mis à pied. Il est intéressant de noter – mais ce n'est pas que j'étais spécialement visionnaire – que le problème du régime éthiopien était et allait demeurer jusqu'en 2018 le nationalisme oromo, dont une des branches a grandi au Soudan, dans les camps de réfugiés.

Le troisième texte est une analyse des grands espoirs du nouveau régime pour développer une politique d'influence dans les pays musulmans sahéliens de l'Ouest (l'Est avec l'Érythrée, l'Éthiopie et la Somalie allait se révéler beaucoup plus hostile). Mais, si ce potentiel activiste en Afrique francophone a pu contribuer à tisser des relations avec la France, Khartoum n'a guère pu accomplir son ambition, faute de moyens d'abord mais aussi de partisans acquis à celle-ci.

La guerre entre Érythrée et Éthiopie a été une véritable bénédiction pour Khartoum qui était alors particulièrement isolé internationalement à cause de la guerre au Sud-Soudan et de son implication dans la tentative d'assassinat du président égyptien. L'article indique comment le Soudan a été capable de renouer des liens avec son grand voisin pour marginaliser l'Érythrée qui était un sanctuaire (directif) de son opposition civile et militaire. Plus tard, on verra que ce second semestre 2018 a été le début du grand tournant dans le régime et s'achève par une première confrontation politique entre Hassan al-Tourabi et ses anciens alliés de la direction du FNI.

Le 11 septembre a plutôt confirmé cette évolution du régime : en faisant porter la responsabilité des politiques les plus sanglantes et aventuristes sur le vieux dirigeant islamiste, le régime réussissait un rétablissement international concrétisé par une coopération avec les services de sécurité américains et une normalisation avec l'Égypte. On en mesurerait vraiment l'ampleur avec la reprise des négociations au Kenya en juin 2002.

L'article qui lit le conflit au Darfour à la crise politique (rapidement militarisée, sans surprise) au Tchad est le fruit d'une recherche qui m'a mené au Tchad et m'a obligé à considérer la crise du Darfour sous un angle que peu alors voulaient considérer peut-être à cause de cette division anglophone/francophone qui était aussi particulièrement prégnant chez les experts. Cette publication inaugure d'autres écrits sur ce pays dont cette thèse ne rend pas compte.

La création du Sud-Soudan est sans doute l'achèvement d'un cycle historique mais à quel prix ! Je n'ai repris qu'une partie de l'article, celle qui se concentre sur le devenir du jeune pays puisque l'autre qui traite des scénarios à Khartoum figure dans la première partie. Ce texte correspond pour moi au dernier vrai terrain au Soudan. J'y retournerai après mais pour des durées bien plus brèves, l'essentiel de mes terrains se déroulant en Somalie et en Afrique centrale.

Les deux derniers textes ont été écrits dans le cadre de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est que je codirigeais avec Jean-Nicolas Bach. L'ensemble des textes produits par l'Observatoire (au terme d'une *peer review*) est disponible sur le site de mon laboratoire[22]. Par un curieux retournement temporel, ils éclairent ces influences mentionnées dans les deux premiers textes de cette partie des pays arabes et des suites de l'intérêt soviétique pour la région….

La conclusion de ce travail est en fait un long entretien avec une jeune chercheuse sur le Soudan à propos du changement de régime à Khartoum vu dans une perspective plus longue. Réalisé au sortir de ma détention en Iran, il fut pour moi l'indication que je pouvais reprendre mon travail de chercheur et ne plus penser à ces long mois qui m'avaient été volés. Le contenu de l'entretien, je l'espère, illustre les problématiques rassemblées ici par bribes ou en vrac pour tenter d'intéresser le lecteur à mon itinéraire intellectuel.

Cet assemblage de textes ne rend pas justice aux travaux effectués par d'autres collègues français et européens avec qui j'ai travaillé ou que je fais publier dans *Politique africaine* (notamment Alex de Waal). Il ignore aussi ces amitiés avec des Soudanais qui, nouées au début de mon travail, durent jusqu'à aujourd'hui. Qu'on m'excuse de ne pas les mentionner.

Tel n'est pas le but fondamental de cette collection de textes écrits entre 1988 et 2019. Elle vise surtout à montrer qu'à prendre et reprendre le même objet dans des conjonctures politiques et intellectuelles différentes, il est possible de le donner à voir d'une façon originale, suffisamment en tout cas pour motiver de jeunes chercheurs à prendre la plume et à gouter à la poussière soudanaise.

Nota Bene : *chaque revue a ses rites et ses règles. J'ai tenté d'homogénéiser l'écriture des noms et termes soudanais de façon à faciliter la lecture. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une transcription rigoureuse de l'arabe au français. Enfin, ces articles ont été écrits entre 1988 et 2019. Pour rappeler une évidence, leur valeur intrinsèque est aussi liée à leur date de publication.*

[22] http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/observatoire-de-l-afrique-de-l-est

4. Liste de mes publications universitaires sur le Soudan (par date)[23]

« Production sociale et recomposition politique dans l'exil : le cas érythréen », *Cahier d'études africaines*, n° 107-108, 1987, pp. 393-410.

« La crise de l'état au Soudan : une dialectique centre-périphérie ? », *Raison présente*, n° 84, 1988, pp. 143-158.

« Le Soudan : terre d'asile » in M. Lavergne, (dir.) *Le Soudan contemporain*, Paris, Karthala-CERMOC, 1989, pp. 575-598.

« Le conflit au Soudan hier et aujourd'hui », *Afrique contemporaine*, n° 153, février 1990, pp 27-41.

« Chronique de la guerre ordinaire : le massacre de Jebellein (Soudan décembre 1989) », *Politique africaine*, n° 38, pp ; 11-120 (sous pseudonyme).

« Remarques sur le développement de l'Église catholique et la 'vernacularisation' du christianisme au Soudan », in H. Bleuchot, Ch. Delmet, D. Hopwood (dir.), *Sudan, History, Identity and Ideology*, Oxford, Ithaca Press, 1991, pp. 181-197.

« On some aspects of the conflicts in Eritrea and the Sudan », in G. Nzongola-Ntalaja (dir.), *Conflicts in the Horn of Africa*, Atlanta, African Studies Association Press, 1991, pp. 129-148.

« Conflits et recomposition d'un ordre régional dans la Corne de l'Afrique », *Études internationales*, vol. XXII, n°2, 1991, pp. 307-321.

« Le Soudan entre islamisme et dictature militaire », Monde Arabe/Maghreb-Machrek, n° 137, juillet-septembre 1992, pp. 56-80.

---

[23] A cette liste, il faudrait rajouter mes chroniques pour *L'Etat de Monde* depuis 1990 jusqu'à 2009 (je crois), l'écriture ou la mise à jour de textes concernant (notamment) le Soudan dans *Encyclopedia Universalis*, une partie des articles sur le Soudan publiés dans *Africa confidential* de 1991 à 1998 et les notes sur ce pays pour le Centre d'analyse et de Prévision du Quai d'Orsay depuis 1990 jusqu'en 2012, de façon relativement continue jusqu'en 1998.

« Déplacements de population et guerres dans la Corne de l'Afrique », in Secrétariat général de la Défense nationale, *L'Afrique sub-saharienne : Sécurité, Stabilité et Développement*, Paris, La Documentation française, 1993, pp. 411-429.

« L'après Mengistu dans la Corne de l'Afrique : une stabilisation impossible ? », *Cultures et conflits*, n° 8, hiver 1992-1993, pp. 41-63.

« L'invention d'un ordre politique régional (introduction au dossier Corne de l'Afrique que je dirigeais) », *Politique africaine*, n° 50, juin 1993, pp. 2-8.

« Entretien avec Sadeq el-Mahdi », *Politique internationale*, n° 64, 1994, pp. 303-312.

« Entretien avec Hassan el-Tourabi », *Politique internationale*, n°64, 1994, pp. 279-288.

« Les temps de la violence et de l'identité » in D.-C. Martin, *Cartes d'identité, Comment dit-on nous en politique ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politique, 1994, pp. 185-205.

« Système de la guerre et drame humanitaire au Sud-Soudan », *Revue Ethnies*, 1995.

« Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais », *Les Études du CERI*, n° 5, 1995, 33 p.

« Chronique d'une guerre oubliée : le Sud-Soudan des années 1990 », *L'Année politique africaine*, 1995, pp. 72-93.

« Vers une recomposition du champ politique soudanais *», Revue du monde arabe et de la Méditerranée*, n° 81-82, 1996, pp. 93-117

« L'échec d'une expérience islamiste (introduction au dossier que j'ai codirigé avec Marc Lavergne) », *Politique africaine*, n° 66, 1997, pp. 3-12.

« Les ambitions internationales du Soudan islamiste », *Politique africaine*, n° 65, 1997, pp. 74-87 (en collaboration avec Oussama Osman)

« Des contresens possibles de la globalisation : la bienfaisance au Somaliland et au Soudan », *Politique africaine*, n° 73, 1999, pp. 68-82.

« Le Soudan au prisme du conflit érythréo-éthiopien », *Politique africaine*, n° 74, 1999, pp. 95-103.

« Il Sudan tra guerra e petrolio: la difficile ricerca della pace », *Afriche e Orienti*, été 2000.

« Guerra e migrazioni : il corno d'Africa » in Marco Buttino (dir.), *In Fuga : guerre, carestie e migrazioni*

forzate nel mondo contemporaneo, Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 2001, pp. 215-236.

"Le facteur soudanais, avant et après", *Critique internationale*, n° 17, 2002, pp. 44-51.

« Justice internationale et réconciliation nationale : ambiguïtés et débats », *Politique africaine*, n°92, 2003, pp. 5-17.

« Le Soudan d'un conflit à l'autre », *Les Etudes du CERI*, n°107-108, septembre 2004, 56 p.

« Le conflit au Darfour, point aveugle des négociations Nord Sud au Soudan », *Politique africaine*, n° 95, 2004, pp. 125-146.

« Darfur in 2004 : the many faces of a conflict », *Parlementary brief* (Londres) octobre 2004, en collaboration avec Suleiman Baldo, Alex de Waal et James Morton.

"Tchad/Darfour vers un système de conflits", *Politique africaine*, n° 102, 2006, pp. 135-154.

« Chad/Sudan: how two crises merge », *Review of African Political E*conomy, 109, 2006, pp. 469-482.

« I diversi percorsi degli islamisti Sudanesi », in *Afriche e Orienti* (Bologne), n°1-2, 2006, pp. 32-45.
"The unseen implications of the crisis in Darfur", in Alex de Waal (dir.), *War in Darfur and the Search for Peace*, Harvard University Press, 2007.

"Chad, Sudan and CAR: how to disentangle the regional complexities?", Clingendael Institut for international affairs, décembre 2007.

« Le Parti du Congrès national à l'aube des élections au Soudan », Etude pour la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense, juillet 2008.

"The Roots of the Darfur Conflict and the Chadian Civil War", *Public culture* 20 (3), 2008, pp. 429-436.

"Understanding French Policy toward Chad/Sudan? A Difficult Task." Making Sense of Darfour. Social Science Research Council blog. Juin 2009. <http://blogs.ssrc.org/sudan/2009/ 06/04/understanding-french-policy-toward-chadsudan-a-difficult-task-1/>—.

"The Regional Dimension of Sudanese Politics." In *Sudan—No Easy Ways Ahead.* Berlin, Heinrich Böll Stiftung, pp. 79–97.

«The northern elite, elites scenarios and the ICC » in Damien Helly (dir.), *Post 2011- scenarios in Sudan: what role for the EU*?, Paris, EUISS, décembre 2009.

« Sud-Soudan : une histoire d'États », *Politique africaine*, Paris, n°122, 2011, pp. 59-84.

« Malaysia-Sudan: from Islamist Students to Rentier Bourgeois », in Daniel Large and Luke A. Patey (dir.), *Sudan Looks Eat: China, India and the Politics of Asian Alternatives*", Oxford, James Currey, 2011, pp. 102-119.

« Multiples uses of liberalism: war, new boundaries and the reorganisation of government in the Sudan", in Francisco Gutierrez and Gerd Schönwälder (ed.), *Economic Liberalisation and Political Violence: Utopia or Dystopia*, Pluto Press & IDRC, Londres et Ottawwa, 2011, pp. 173-208. (avec Einas Ahmed)

« Le Tchad entre deux guerres ? Remarques sur un présumé complot », *Politique africaine*, n° 130, 2013, pp. 213-223.

"Epilogue: a New Sudan" in Barbara Casciari & Munzoul Assal & François Ireton, *Multidimensional Change in Sudan (1989-2011). Reshaping Livelihoods, Conflicts and Identities*, New York and Oxford, Berghan, 2015, pp. 320-332.

Petites et grandes controverses de la politique française et européenne au Tchad (2001-2013) Paris, 2015 e-book accessible à :
http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/etudepolitiquefrancaiseautchad_bd.pdf

« An emerging military power in Central Africa? Chad under Idris Déby », *Sociétés politiques comparées*, n° 40, octobre-décembre 2016.

« Mutations géopolitiques et rivalités d'États :La Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe *», Observatoire de l'Afrique de l'Est*, Paris, CERI, mai 2018 (téléchargeable sur le site du CERI)

« Jésus peut-il sauver le Sud-Soudan ? Du nationalisme religieux, de ses dérives et de ses points aveugles au Sud-Soudan » in

« La Russie et la Corne de l'Afrique : Anachronismes ou nouvelles configurations », *Observatoire de l'Afrique de l'Est*, Paris, CERI, 2019.

« Entretien sur la fin du régime islamiste soudanais », *Politique africaine*, n° 158, 2020,

Première Partie - Champ politique et histoire. La modernité de l'islamisme soudanais

Articles :

« Le Soudan : une dialectique centre/périphéries », *Raison Présente*, n° 86, 1988, pp. 131-144.

« Vers une recomposition du champ politique soudanais ? », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 81-82, 1996 et musulman », n° 81-82, 1996, pp. 93-117.

« Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais », *Les Études du CERI*, n° 5, 1995, 33p.

"Malaysia-Sudan: from Islamist Students to Rentier Bourgeois", in Daniel Large and Luke A. Patey, *Sudan Looks Eat: China, India and the Politics of Asian Alternatives*, Oxford, James Currey, 2011, pp. 102-119.

« Face à la paix, face à la guerre : le régime soudanais entre 2000 et 2008 », in R. Marchal, *Le Parti du Congrès national à l'aube des élections au Soudan*, Étude pour la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense, juillet 2008.

« Le Parti du Congrès national face à l'indépendance du Sud-Soudan », Extrait d'une note CAP, juin 2011.

Introduction : l'historicité d'une arène politique

Cette première partie pose le décor. Le champ politique soudanais est spécifique en ce sens qu'il se construit autour de deux pôles qui ont chacun une légitimité historique indéniable, au point que lorsqu'il est possible d'arriver à faire voter au Parlement en 1967 une constitution islamique, la peur s'empare d'un courant qui se rend compte que conjoncturellement c'est l'autre tendance qui va d'abord en bénéficier…. C'est dans cette concaténation d'événements traumatiques que se constituent une élite politique particulière et une interrogation sur la citoyenneté qui concerne autant les zones à la marge de cette société politique que ledit Sud-Soudan, dont la trajectoire coloniale est tout à fait particulière.

Les islamistes, bien plus que les communistes, ne s'inscrivent pas dans cette histoire. Ils sont la mouche du coche mais le talent politique de Hassan al-Tourabi est dans les années 1960 de construire son mouvement autant sur une critique des partis traditionnels et de leurs accommodements que sur un recrutement national, grâce alors à la massification de l'enseignement et aux limites des partis régionalistes qui fleurissent après le renversement de la première dictature militaire en 1964.

Mais, si cette première période met en avant le débat acide sur la période coloniale et le rapport très compliqué à l'Égypte, les islamistes, comme les autres forces politiques, font l'expérience d'une violence politique et du passage aux aventures militaires qi laissent de nombreuses traces dans une société traumatisée. C'est l'importance de la coercition durant cette période qui va justifier plus tard la brutalisation de la société et la milicianisation de l'action violente de l'État islamiste.

Ces textes indiquent aussi que cette dynamique n'était pas initialement la seule possible, elle l'a été parce que la société soudanaise, si elle n'était pas soumise à une « occidentalisation » accélérée, ne pouvait simplement échapper à une double crise : celle des régulations économiques héritées de la période coloniale qui permettaient une capture de l'État par les directions des grands partis traditionnels et celle d'une économie qui exigeait plus que les ressources additionnelles de la rente pétrolière pour fonctionner.

Chapitre 1 - Le Soudan : une dialectique centre-périphéries ?

Fin des mythologies nationale : pourquoi s'interroger aujourd'hui sur la Nation et l'État-Nation en Afrique ? Au début des années 60, la question eût semblé incongrue ou triviale. Pour beaucoup comme l'écrit l'historien J. Ki Zerbo, c'est à ce moment-là que « l'Histoire recommence ». L'idéologie explicite des élites africaines est alors de substituer à l'État colonial l'État national en affirmant d'emblée la coïncidence de l'État et de la Nation, leur fusion[24]. L'État national est celui du peuple tout entier car évidemment (?) toutes les populations colonisées avaient souffert de façon indifférenciée de la domination étrangère. Incarnant le peuple triomphant, l'État se devait d'être unitaire et centralisateur.

Sans nul doute l'idéologie de la « construction nationale » a connu de belles heures avec l'instauration des partis uniques, la militarisation de la vie politique, la négation des droits démocratiques (choix qui reçurent l'imprimatur de brillants politologues et historiens). Ici et là les nouveaux États et leurs intellectuels organiques s'efforçaient même de se construire une légitimité historique en changeant le nom du pays tel le Ghana ou le Mali, prestigieux empires précoloniaux), voire en affirmant des liens fantaisistes entre les nouveaux venus sur la scène internationale et les formations politiques célèbres d'avant la colonisation[25].

Plus d'un quart de siècle après, cette idéologie faire sourire. Les bilans actuels des indépendances s'en démarquent totalement[26]. R. Sandbrook écrit par exemple : « nous comprenons maintenant avec tristesse combien il était erroné et romantique de classer les mouvements anticoloniaux sous la rubrique de la montée du nationalisme africain. Ces mouvements ethniquement hétérogènes, n'étaient pas animés par une conscience nationale unique, ils étaient plus proches d'une coalition de nationalismes ethniques différents contre un ennemi commun que d'un réel mouvement national... » [27].

La situation actuelle en Afrique invite certes à des remises en cause radicales et à une critique des idéologies politiques[28] : États néo-patrimoniaux, corruption, népotisme, étouffement des droits

---

24 Illusion qui traverse bien des ouvrages d'alors et de maintenant et qui transcende les clivages politiques.Voir les livres d'Y. Benot et ceux de R. Decraene.

25 Voir l'article de Donan et Kuper, « Nationalist historians in search of a nation. The New Historiography in Dar es Salaam » *African Affairs*, vol. 69, n° 277, 1970.

26 Voir entre autres publications le numéro spécial de la revue *Daedalus,* n° 110, 1982 ainsi que l'ouvrage de R. Sandbrook cité ci-dessous. Pour une opinion moins pessimiste se reporter à M. Crowder : « Whose dream was it anyway ? 25 years of African independence », *African Affairs*, vol. 8, n° 342, janv. 1987.

27 Richard Sandbrook, *The Politics of Africa's Economic Stagnation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 60.

28 Voir le texte de E. M'Bokolo « Historicité et pouvoir d'État en Afrique Noire », *Relations internationales*, n° 34, 1983.

démocratiques, stagnation économique, dépendance accrue : le panorama est sombre. Les critiques mettent en avant notamment le caractère factice des États, l'artificialité des frontières et l'absence d'adéquation — le mot est faible — entre État et Société civile. L'État-Nation n'est plus qu'une fiction idéologique. Partageant peu ou prou ces points de vue, nous voudrions ajouter que l'idéologie nationaliste a encore sans doute de beaux jours devant elle (en Afrique comme ailleurs) mais aussi rappeler certains faits sous-jacents à toute interrogation sur cette question car rien n'est plus douloureux que de quitter un unanimisme pour un autre.

Si l'on considère l'État comme une autorité centralisée capable d'imposer sa volonté sur un territoire donné, on peut affirmer que de telles structures ont existé dès la période précoloniale grâce à l'accaparement d'un surplus paysan (déjà !), au butin des guerres (esclaves et bétail), aux revenus tirés du commerce à longue distance. L'absence de langue écrite fut sans doute le plus grand obstacle à la création d'États forts. Mais ces États n'étaient pas dans leur très grande majorité des États-Nations, c'est-à-dire des États recouvrant une formation sociale homogène consciente de son identité. Si on évoque les traditions politiques, il est donc tout à fait inadéquat de postuler une continuité directe entre les temps précoloniaux et l'époque contemporaine, exception possible pour quelques pays (Éthiopie, Lesotho, Swaziland, Rwanda, Burundi...). Pourtant, surtout si l'on compare les durées, on ne peut récuser d'emblée la possibilité d'un legs de ce passé que n'aurait pas effacé la colonisation. Reste à savoir lequel.

La question des frontières en Afrique renvoie inévitablement à deux dates. La première est celle de la trop fameuse Conférence de Berlin où de novembre 1884 à janvier 1885 les puissances européennes s'efforcèrent d'abord de règlementer l'occupation des côtes africaines. Cette conférence ouvrait une période d'accords frontaliers en Afrique qui allait durer jusqu'en 1910. A l'intérieur des zones d'influence ainsi délimitées, les puissances purent procéder à d'autres découpages[29]. La seconde date est celle du sommet du Caire, le 21 Juillet 1964, où la jeune Organisation de l'Unité Africaine, suivant l'exemple de l'Amérique hispanique un siècle plus tôt, se prononçait pour le respect de l'intégrité territoriale et le maintien des frontières héritées de la décolonisation. Seuls le Maroc et la Somalie exprimèrent alors des réserves.

Derrière le leitmotiv de l'artificialité des frontières en Afrique il y a deux phénomènes distincts à analyser. Il y a bien sûr la division d'ensembles homogènes (aller se recueillir sur la tombe de ses ancêtres devient un acte international...). Mais plus important peut-être est le regroupement de populations différentes voire hostiles les unes aux autres qui doivent se fondre dans une construction d'un type inédit pour elles. Ainsi au Nigéria chacun des trois peuples les plus importants a connu une forme d'organisation politique différente : les Hausa-Foulani ont construit un système étatique très hiérarchisé et centralisé, les Yoruba une confédération de systèmes politiques plus lâches, les Ibo des communautés acéphales (ce qui n'empêche pas des structures

[29] C'est ainsi que le Burkina-Faso, alors Haute-Volta, est créé en 1919 en détachant son territoire du Soudan français pour être supprimé et rattaché à la Côte-d'Ivoire en 1932 jusqu'en 1947, date à laquelle il est rétabli par une loi du 4 septembre.

sociales complexes !). Ainsi le découpage colonial a moins séparé qu'il n'a créé des ensembles territoriaux devenus des États non pas produits par maturation interne mais hérités. Une des questions clefs est alors celle du mode d'intégration des régions frontières, c'est-à-dire des rapports entre les appareils d'État, les populations et les espaces proches des frontières[30].

Le dernier aspect est celui des ethnies, de l'ethnie. Cette question joue le rôle de « deus ex machina » dans trop d'analyses de l'Afrique[31]. Le colonialisme en mélangeant les peuples a plus ou moins volontairement créé ou accru la conscience ethnique et basant ses frontières administratives sur des frontières culturelles et linguistiques, induisant des inégalités régionales de développement ou rendant l'accès à l'appareil d'État plus difficile. Les luttes politiques à l'approche des indépendances, la peur de voir certains groupes privilégiés par le colonisateur contrôleur les structures de l'État postcolonial, la nécessité pour certains politiciens de se constituer des bases vont augmenter encore l'importance du facteur ethnique. Ainsi ce que l'on met sous le terme de « tribalisme » est souvent une création relativement moderne. La rivalité entre les ethnies Luo et Kikuyu ou Kenya est un phénomène du vingtième siècle. Pourtant il ne faut pas céder à la facilité du nominalisme : si facteur ethnique il y a, mieux vaut en faire une analyse concrète, le déconstruire. Car celui-ci est rarement une réalité homogène : les frontières délimitant les groupes restent flexibles et l'affirmation identitaire dépend beaucoup du système de relations sociales où cette question se pose.

1. Le Soudan : deux sociétés, un État ?

Le Soudan apparaît un peu comme un exemple limite de cette crise de l'État-Nation. Ce pays, le plus grand d'Afrique, peuplé de 22 millions d'habitants, indépendant depuis 1956, a connu de 1955 à 1972 une première guerre civile opposant des mouvements sud-soudanais au pouvoir central. Une nouvelle guerre fait rage depuis 1983 reposant d'ailleurs autant la question du Sud-Soudan que celle d'une crise globale du Soudan autant au niveau économique (environ 11 milliards de de dette à la fin 1987), qu'au niveau politique et social (crise du système politique...). Le terme « Soudan » est une abréviation de l'expression arabe « Bilad al Sudan » - terre des Noirs - et désigne le lieu de rencontre entre envahisseurs ou migrants arabes et populations africaines autochtones au cours des siècles. Ce n'est qu'à partir des années 1860 que ce mot est employé dans son sens moderne.

La géographie en première approche semble fonder l'unité du Soudan. Celui-ci en effet, n'apparaît

---

30 Souvent un autre aspect apparaît dans les discussions, celui des « frontières naturelles ». M. Foucher explique bien que toute frontière est par définition artificielle, qu'il est rare qu'elle coïncide sur toute sa longueur avec un seul type de configuration physique linéaire. Enfin si l'on se réfère à l'origine de la notion au XVIII° siècle, on constate que son sens est alors plus politique et philosophique car il renvoie directement au « droit naturel » de la Nation. Michel Foucher, *L'invention des Frontières*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1987, p. 129-136.

31 Cela prouve hélas qu'en France les visions coloniales restent plus prégnantes que dans le monde anglo-saxon où les débats sont nombreux et intenses depuis la fin des années 60. En français on peut se reporter à l'ouvrage de Jean Loup Amselle et Elikia M'Bokolo (dir.), *Au coeur de l'ethnie*, Paris, La découverte, 1985.

pas comme un espace géographique unique mais plutôt comme un assemblage de régions tournées vers l'extérieur de par leurs conditions écologiques et leur peuplement aux confins du monde arabe, de l'Afrique occidentale et de l'Afrique orientale[32]. Si le Nil joue un rôle essentiel dans ce pays, il n'empêche pas une rupture profonde dans l'écosystème au niveau du 10e parallèle ; il cesse alors d'être navigable et se perd dans le Sud - vaste zone marécageuse - qui constitue une réelle frontière interne qui coïncida du reste longtemps avec celle qui sépare l'Afrique blanche de l'Afrique noire.

Du XVIe et XVIIe siècles, jusqu'à la colonisation turco-égyptienne qui débute en 1821, le Nord Soudan va vivre et s'organiser autour de deux axes. Le premier est bien évidemment le Nil et sa vallée dont la fonction économique est cruciale et qui joue un rôle centralisateur et intégrateur fondamental, bien qu'à un moindre degré qu'en Égypte. A cet axe nord-sud, s'ajoute un axe est-ouest. A l'est, se fonde au début du XVIe siècle, le royaume Funj qui ne s'affaiblit qu'après 1770. Installée à Sennar, cette dynastie n'exerçait directement son administration que sur la Gezira. Mais son influence allait au nord jusqu'à la troisième cataracte du Nil, au sud jusqu'au douzième parallèle. Dans ces zones plus éloignées, les leaders locaux se comportaient en vassaux. Ce royaume joua lui aussi un rôle essentiel dans l'islamisation du pays. A l'ouest une chefferie Fur se constitua en sultanat supra-tribal à la fin du XVIe et se maintint jusqu'à la victoire turco-égyptienne de 1874. La construction d'une structure étatique fut possible grâce à la situation exceptionnelle de cette région, carrefour des grandes pistes caravanières : routes qui allaient jusqu'en Égypte, à Tripoli via le Fezzan, au Ouaddaï et à l'Afrique occidentale, mais aussi au Kordofan, à Sennar et donc jusqu'à la Mer Rouge et l'Arabie.

Comme l'écrit N. Grandin : « les États qui se sont constitués avant le XIX° se sont formés dans des régions où coexistaient nomades et sédentaires mais où le poids économique et politique des sédentaires l'emportait - au moins durant la période de formation et d'essor de ces État, sur celui des nomades. Ceux-ci formaient les éléments périphériques et constituaient un facteur d'instabilité plus ou moins actif mais n'ont jamais exercé le pouvoir au sein des États »[33].

D'autres phénomènes plus anciens mais dynamisés par ces deux pôles étatiques musulmans accélèrent encore l'homogénéisation des populations du Nord Soudan. Il s'agit, bien sûr, de l'arabisation, de l'islamisation et de la transformation du système de parenté de matrilinéaire en patrilinéaire. Sans doute les dynamiques furent distinctes. Par exemple les tribus arabes qui depuis le VII° siècle migrent au Soudan sont très faiblement islamisées à l'inverse des commerçants arabes au prosélytisme religieux vigoureux. Mais la fonction intégratrice, même si elle ne s'est pas appliquée de façon homogène à l'ensemble du territoire est évidente.

Les effets de la colonisation turco-égyptienne (1821-1881) et du soulèvement mahdiste (1881-1898) exigeraient de longs développements. De façon très schématique, suivant en cela N. Grandin, on peut affirmer que la modernisation centralisatrice imposée par le pouvoir colonial, mise en cause durant les premières

---

[32] Voir l'article de Ali Mazrui dans l'ouvrage collectif dirigé par Yussuf Fadl Hasan, *Sudan in Africa*, Khartoum, University of Khartoum Press, 1971, p. 240-255.

[33] Nicole Grandin, *Le Soudan nilotique et l'Administration britannique*, Leiden, Brill, 1985, p. 33.

années de la Mahdiyya[34], est finalement acceptée, reconduite, par le successeur du Mahdi. Les effets culturels et religieux liés au mahdisme, privilégiant la Oumma sur les particularismes tribaux ou confrériques, les mouvements de population particulièrement importants provoqués par les nécessités militaires impliquaient une minoration des solidarités locales et une évolution profonde des identités.

Sans doute ne peut-on alors parler de nation soudanaise (nord-soudanaise) ! Mais force est de constater que ce sont les Britanniques qui, durant toute la période du Condominium (1899-1955) procèdent à une véritable retribalisation du pays pour des raisons politiques, idéologiques et administratives. Cette vision d'un Soudan « tribal » était à la base de leur politique et fut à l'origine d'une caractérisation duale du Soudan : Nord/Sud, Arabes/Africains, puis lorsque le mouvement nationaliste prit son essor dans les années 40, zones tribales/classes urbaines éduquées.

Le Sud Soudan n'a pas connu les mêmes rythmes. L'historien britannique Anthony Arkell lorsqu'il écrit en 1955 « ce qui est connu aujourd'hui comme le Sud-Soudan n'a pas d'histoire avant 1821 » énonce une opinion qui dépasse les cercles coloniaux. Le Nil ne joue plus le rôle intégrateur qu'il joue au nord. Le sud apparaît comme un ensemble poly-centré dont l'histoire nous reste encore largement inconnue. Il y a certes des contacts avec le nord, mais ce sont des incursions qui visent essentiellement à se procurer du bétail ou des esclaves.

Cette situation allait être profondément modifiée par la conquête turco-égyptienne. La traite d'esclaves qui existait auparavant augmente considérablement. Elle fut d'ailleurs l'une des causes de l'invasion égyptienne puisqu'il s'agissait de former de nouvelles armées attachées au seul Khédive. Mais le marché se faisait plus vaste car il fallait fournir de la main d'œuvre aux éleveurs de bétail du Darfour et aux Hadendowa à l'Est du pays, aux agriculteurs de la vallée du Nil, sans oublier l'Arabie. On estime qu'il y eut 20 % à 30 % d'esclaves dans la population du Nord Soudan à la fin du XIXe siècle. Les grands profiteurs de la traite sont probablement les riverains Ja'aliyin et Danaqla[35].

Mais il ne faut pas oublier les alliances entre ceux-ci et des tribus du Sud : par exemple, Mopoi un grand chef Azande aurait vendu des milliers d'esclaves. Le soulèvement mahdiste eut quelques répercussions cependant dans le Sud. Certains groupes Dinka en contact avec les partisans du Mahdi firent place à celui-ci parmi leurs divinités. Mais cela ne fut qu'un phénomène capillaire ; globalement, cette période n'inaugura pas de nouvelles relations entre le Sud et les acteurs du Nord-Soudan.

L'attitude britannique durant le Condominium qui ne fut ni constante, ni toujours claire, consista à distendre plus encore les relations entre Nord et Sud. Les migrations de Nordistes vers le Sud furent empêchés, les missions chrétiennes reçurent le monopole de

[34] *Mandiyya :* désigne la période d'existence du premier État soudanais indépendant fondé en 1885 par le Mahdi après quatre années de luttes contre les Égyptiens. La Mahdiyya s'achève en 1899 avec l'établissement du Condominium anglo-égyptien qui durera jusqu'en 1956.

[35] *Ja'aliyin et Danctqla* sont deux ethnies « arabes » du Nord installées sur les bords du Nil. La carte indiquant les différentes ethnies soudanaises est tirée de l'ouvrage de Peter M. Holt et MartinW. Daly, *The History of the Sudan from the Coming of Islam to the Present Day*, Londres, 1979.

l'éducation, l'anglais devint langue officielle du Sud, on encouragea la vision d'un Nord particulièrement agressif et hostile. Certains aspects de cette politique ne furent remis en cause qu'en 1946, soit 10 ans seulement avant l'indépendance du pays.

Ces développements différents du Nord et du Sud marquèrent profondément la mentalité des diplômés qui furent les premières troupes du nationalisme soudanais et donc sa matrice. Le Sud, faute d'élites « instruites » ne pesa pas dans la formation de la pensée politique nationaliste ; ses représentants (?) de 1947 furent marginalisés. Le nationalisme, dès le départ (1947) se fonda sur l'islam, la culture arabe, un rapport ambivalent à l'Égypte. Pouvait-il en être autrement alors qu'au Sud les mouvements contre l'occupant britannique restaient dans un splendide isolement[36].

La suite peut apparaître sans surprise : comme l'écrit F. Deng « le Nord pensait qu'il suffisait simplement d'inverser la politique britannique, d'arabiser et d'islamiser le Sud pour résoudre le problème. Mais cela ne procédait pas d'une véritable analyse. Les gens du Nord ne prenaient pas en considération le contexte précédant l'occupation britannique, la façon dont islamisation et arabisation avaient été conduites dans le Nord et l'histoire de l'esclavage et des autres antagonismes dans le Sud. De même ils ne s'interrogeaient pas sur les répercussions de l'inversion d'une politique qui avait de profondes racines dans le Sud, particulièrement dans la classe cultivée »[37].

Depuis, les hommes politiques soudanais, au gré des circonstances, ont rappelé la double nature du Soudan, arabe et africaine. D'un point de vue objectif, elle n'est guère niable. Mais, au niveau des appareils politiques et étatiques au moins, cette double nature reste bien problématique. Et, modifiant à peine la formule du libanais Georges Naccache, l'on pourrait dire que « deux affirmations ne font pas une nation »[38].

2 . Le Soudan et ses frontières

Pour l'instant, nous n'avons évoqué que les clivages internes du Soudan. Il faut aussi examiner rapidement les périphéries directes de 1'Etat soudanais. Le Soudan, sur 7 580 km de frontières ne compte que 480 km de côtes maritimes. 1I a des frontières communes avec l'Égypte, la Libye, le Tchad, la République centrafricaine, le Zaïre, le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie[39]. Ces frontières

---

[36] Voir le recueil de textes, *The Role of Southern Sudanese People in the Building of Modern Sudan*, University of Juba, 1985. La tonalité générale des articles indique bien cette volonté de réinsérer la vie politique du Sud dans l'histoire du patriotisme soudanais.

[37] Francis Deng, *Africans of Two Worlds: The Dinka in Afro-Arab Sudan,* New Haven, Yale University Press, 1978, p. 102.

[38] La formule exacte est « deux négations ne font pas une nation ». C'est un éditorial de son journal *L'Orient* (aujourd'hui *L'Orient Le Jour*) du 10 mars 1949 qui lui valut la prison.

[39] Cf. Ian Brownlie, *African Boudaries, A Legal and Diplomatic Encyclopedia*, Londres, Hurst & Co.1979.

sont à la marge des États et vont être de façon intermittente les instruments d'une dialectique entre la crise des États voisins et celle du Soudan. Le mot « frontière » vient du mot « front » qui signifie « lieu où l'ennemi survient »[40].

Et de fait, ces frontières sont les lieux privilégiés de diffusion d'une instabilité et d'une militarisation de caractère régional. Faut-il y voir un signe ? Les grandes routes de contrebande leur sont parallèles. On ne parlera pas ici du Tchad. Quant au Zaïre, on se contentera de rappeler le rôle crucial que joua la rébellion Simba dans le nord-est en 1964-1965. Profitant de l'absence de toute surveillance, de tout contrôle, le mouvement sudiste Anyanya y installa un camp d'entraînement mais surtout récupéra les armes de la rébellion défaite au Zaïre à un moment décisif du conflit avec Khartoum.

Le conflit érythréen est, lui, plus intimement lié à la crise soudanaise et pas seulement du fait des solidarités frontalières. Il faudrait, en effet, décrire dans le détail le jeu permanent par-delà les régimes politiques, de l'État éthiopien aidant les Sudistes de façon plus ou moins ouverte, plus ou moins importante afin de faire pression sur un gouvernement soudanais qui, lui aussi, avec certaines variations a toujours, par sympathie ou par impuissance, laissé de grandes possibilités aux organisations nationalistes érythréennes. Mais il faudrait analyser aussi l'usage inversé que font les deux gouvernements des clivages religieux. L'accord qui mit fin au conflit des années 60 au Sud-Soudan fut signé à Addis-Ababa, les négociations qui auraient dû préfigurer le cessez-le-feu en 1986 se sont déroulées à Koka-Dam à une centaine de km de la capitale éthiopienne. Faits qui confortent encore, si besoin en était, les liens qu'ont créé les deux conflits.

Les rapports avec la crise ougandaise pour être moins connus n'en sont pas moins importants. Ils mettent en évidence le rôle dévolu à un groupe ethnique, les Kakwa, répartis entre le West Mile District au nord-ouest de l'Ouganda, le district de Yei au Sud-Soudan et la zone frontalière entre le Zaïre et l'Ouganda. La crise au Soudan commença en 1955 avec la mutinera de la garnison de Torit. La crise en Ouganda ne devint apparente qu'en 1966. La présence et l'engagement des Kakwa dans les conflits des deux pays furent tels que dans les six premières années de l'indépendance de l'Ouganda la guerre civile soudanaise comporta toujours un facteur ougandais.

Mais en 1971, lorsque le général Idi Amin, un Kakwa, prit le pouvoir, il devint clair qu'un facteur soudanais existait aussi dans les luttes pour le pouvoir en Ouganda. En effet, dès 1964, Idi Amin était virtuellement à la tête de l'armée ougandaise. De 1965 à 1969, le gouvernement Obote soutint le mouvement Anyanya, au nom de la solidarité africaine, et toucha aussi sans doute des royalties sur l'aide militaire israélienne (politique régionale oblige !) qui transitait vers le Sud-Soudan. Le concepteur de cette coopération et celui qui la mit en œuvre fut Idi Amin qui s'appuyait alors sur le régiment Kakwa du mouvement sudiste soudanais[41] et des éléments Kakwa de l'armée ougandaise. Ces réseaux d'intérêts

---

[40] M. Foucher, *op. cit.*, p. 60.

[41] Organisé militairement sur des bases ethniques à ses débuts, le mouvement Anyanya devint un mouvement « sudiste » dans la seconde moitié des années 60.

et de solidarité furent mis en branle lorsque les contradictions s'aiguisèrent entre Idi Amin et le président Obote.

D'après A. Adefuye, la participation des Kakwa du mouvement Anyanya fut un facteur essentiel de la réussite d'Obote en 1971[42] (19). Mais cela ne s'arrêta pas là. Nimeiri ouvrit alors un camp au Sud-Soudan pour permettre à Obote et à ses partisans de poursuivre la lutte contre Idi Amin dont les liens avec les Sud-Soudanais étaient connus. Ce camp fut attaqué plusieurs fois par des troupes du mouvement sudiste, avant que Nimeiri dans le prolongement des accords d'Addis-Ababa, n'expulsa Obote vers la Tanzanie. Fin 1973, sur les 24 plus hautes fonctions de l'armée ougandaise, seules trois étaient encore tenues par des personnes non sud-soudanaises ou d'origine kakwa. Après le renversement d'Idi Amin en 1979, ses partisans se réfugièrent au Sud-Soudan et contribuèrent largement à l'insécurité de cette région et au durcissement périodique des relations entre l'Ouganda et le Soudan.

Les effets de ces conflits qui tous mettent en cause l'allégeance à un État-Nation problématique sont multiples. Aujourd'hui, le plus apparent en est la dissémination de la violence armée à partir de ces zones vers les régions plus proches du centre. Ainsi des parties importantes du Darfour sont aujourd'hui de fait sous le contrôle de bandes armées, d'ailleurs sans appartenance politique. Au Kordofan et dans le Haut-Nil, se sont constitués des milices qui ont rapidement acquis une autonomie importante par rapport à un appareil d'État faible. Les petites vendettas locales se sont transformées en affrontements à grande échelle pouvant faire quelques centaines de morts. Les populations civiles sont évidemment les premières victimes de cette implosion du lien social : près de 1 000 personnes massacrées à al-Daien les 27 et 28 mars 1987. Cette dissolution de relations certes souvent inégalitaires, si elle se poursuivait, marquerait de façon particulièrement tragique le non-sens de toute organisation politique commune au Soudan.

3. Et pourtant de nouvelles forces intégratrices ?

Le déséquilibre peut donc sembler grandir entre Sud et Nord-Soudan. La classe politique du Nord, à quelques courageuses exceptions près, paraît reproduire de vieilles querelles, de vieilles rivalités. L'accent mis sur l'affirmation islamique et son universalisme est le plus fort, les pays arabes culturellement et économiquement continuent à polariser le Nord-Soudan. La situation actuelle serait-elle sans issue, désespérée ?

Si l'on considère d'autres périodes historiques, on voit que le Soudan a connu des périodes très destructrices et a pourtant échappé à la désintégration grâce à des dynamiques endogènes. On voudrait prendre ici le risque de suggérer quelques transformations qui nous paraissent tendanciellement importantes pour la société soudanaise et qui montrent aussi qu'une simple

[42] Voir son article dans l'ouvrage édité par Anthony I. Asiwaju, *Partitioned Africans Ethnic Relations across Africa's International Boundaries 1884–1984*, New York, St Martin's Press, 1985.

vision Nord-Sud du Soudan est de moins en moins opérante. Sans doute un aggiornamento politico-idéologique sera-t-il nécessaire. Certains, il est vrai minoritaires, y travaillent.

On vient de souligner la polarisation sur le monde arabe. Mais il faut noter que des réactions plus ambigües existent provoquées par les désillusions ou le paternalisme, voire le racisme dont peuvent faire l'objet des Soudanais dans le monde arabe. Certaines élites locales commencent à évoquer d'autres alternatives qui ne seraient plus dictées par les « grands frères ». La crise des grands partis politiques traditionnels en est peut-être, sur un autre mode, un indicateur.

Une autre transformation touche au mouvement de population dans le Soudan contemporain. Au Soudan, près de 15 % de la population échappent à tout contrôle étatique : il s'agit d'environ deux millions et demi de nomades et de 500 000 travailleurs saisonniers. Depuis une dizaine d'années, la sécheresse, les conflits internes ou frontaliers, les inégalités régionales de développement, la crise économique ont à la fois augmenté et modifié ces flux de populations qui semblent converger de plus en plus de la périphérie vers le centre.

Certains - et il suffit de se promener à Khartoum ou Omdurman - en sont à parler d'une véritable africanisation du Nord. Le gouvernement de Nimeiri au début des années 1980 avait tenté de renvoyer ces migrants vers leurs provinces d'origine ; le gouvernement actuel (1988) s'essaie à une politique analogue avec des succès bien fragiles. Ces déplacements sont aussi l'effet de questions toujours laissées en suspens par les politiciens traditionnels : la redistribution du pouvoir d'État et de ses moyens dans les zones périphériques, les identités locales, l'appareil scolaire, l'usage des langues maternelles non arabes dans celui-ci.

Une troisième transformation peut paraître paradoxale car elle touche aux représentations du conflit au sein du mouvement de John Garang aujourd'hui en lutte contre le pouvoir central. On se contentera de quelques notations schématiques : Il est difficile de parler d'une idéologie propre aux Anyanya : l'accent est mis sur les oppositions entre Africains et Arabes, Chrétiens et Musulmans (seuls 10 % des Sudistes sont Chrétiens...). L'anticommunisme du mouvement n'est principalement qu'un moyen pour obtenir des fonds de groupes ou d'États occidentaux. Après 1971, ce sont les Libyens et les Égyptiens qui prendront la place des Soviétiques dans le discours des Anyanya.

Le MPLS[43] de John Garang se revendique lui d'un « soudanisme socialiste » fortement charpenté par le marxisme-léninisme. Cela devrait apparaître comme un fait nouveau, au-delà des rapports souvent conflictuels entre cette référence et la réalité des pratiques quotidiennes. La question est plutôt de savoir le rôle que joue cette référence en fournissant d'emblée une grille de lecture qui permet d'occulter certains rapports sociaux prégnants ou de légitimer une alliance avec l'Éthiopie, mais qui est aussi un gage de proximité avec les forces syndicales du Nord et les élites sudistes radicalisées.

[43] Mouvement Populaire de Libération du Soudan.

Le centre de gravité du nouveau mouvement est aussi significatif : c'était le Haut-Nil et le Bahr el Ghazal ; c'est de plus aujourd'hui la province d'Equatoria. Certains ont invoqué l'ethnicité du mouvement (Dinka) mais les développements militaires récents semblent en limiter la portée. Plus significative est sans doute la différence des politiques d'intégration dans l'État qui ont plus privilégié l'Equatoria que les deux autres régions, de même que les enjeux économiques très clairement perçus aujourd'hui que représentent le canal de Jonglei et le pétrole de Bentiu.

Ce dernier aspect renvoie aux buts politiques des mouvements. Jusqu'au dernier moment en 1972, il y eut des hésitations à l'intérieur du mouvement Anyanya sur l'étendue des revendications. Pour le mouvement de J. Garang, il n'est plus question ni de sécession, ni d'auto-détermination d'une région opposée à un pouvoir central mais d'une redéfinition de la structure politique et de son économie dans l'ensemble du Soudan. Contre les deux partis dominants, il s'agit de faire alliance avec les élites régionales de l'est et de l'ouest frustrées parce que n'appartenant pas aux deux grandes familles politiques du pays.

Conclusion

La doctrine de l'État-Nation met l'accent sur la souveraineté, la territorialité, la nationalité. Si l'on considère le Soudan, on voit ces différents critères se diluer dans le conflit et la crise généralisée de l'État. Pourtant, il convient de relativiser cette vision car que représentent trente ans à l'aune de l'histoire ?

De plus, on pourrait appliquer au Soudan une remarque d'Ahmed Beydoun sur le Liban : « Le Liban existe aujourd'hui parce qu'il est pour toutes les parties intérieures l'enjeu reconnu de la guerre qui les oppose ». Cette crise de l'État-Nation manifeste aussi des contre-tendances qui ne tiennent pas toutes à la société internationale, laquelle requiert des interlocuteurs étatiques. Certaines prennent racine dans les profondes transformations sociales en cours.

Que la question de l'État ressurgisse ainsi n'est pas une surprise. E. M'Bokolo rappelait que dans l'Afrique coloniale des années 1940 et 1950, il y avait eu un commencement de débat sur le type d'État et les modes de représentation des différentes communautés à l'intérieur de celui-ci.

L'affaiblissement, l'effondrement parfois de l'unanimisme nationaliste, les nouvelles dynamiques sociales, la récurrence des crises, tout concourt à une reprise de ce débat.

Chapitre 2 - Soudan : vers une recomposition du champ politique soudanais ?

Il existe au moins deux manières de mettre en perspective la vie politique soudanaise, depuis l'indépendance obtenue le 1er janvier 1956[44]. La première est d'en souligner le perpétuel bégaiement qui s'exprime par une récurrence d'interventions militaires et une instabilité des équipes ministérielles durant les brèves périodes de gouvernement civil. Ainsi l'armée a occupé, suivant des modalités très différentes les unes des autres, le pouvoir entre 1958 et 1964, 1969 et 1985, et l'exerce une troisième fois depuis juin 1989. Le rapport de ces pouvoirs militaires et des partis politiques a toujours été changeant et empreint d'une certaine ambiguïté : seule, l'ultime période, qui n'est cependant pas encore arrivée à son terme[45], semble manifester une certaine constance dans l'exclusion des partis traditionnels au seul bénéfice des islamistes mais les événements pourraient inciter à des accommodements, comme cela avait déjà été le cas en 1977 sous le règne du maréchal Nimeiri. L'instabilité gouvernementale durant les périodes civiles est tout aussi manifeste. Il y eut de 1956 à 1969, si l'on exclut les années de dictature militaire, pas moins de sept gouvernements de coalition. Entre avril 1986 et juin 1989, il y en eut quatre ; encore faut-il rappeler qu'entre août 1987 et mai 1988 un gouvernement démissionnaire géra les affaires courantes en l'attente d'un hypothétique accord entre partis politiques...

Pourtant, la démocratie et la culture démocratique sont bien plus qu'une parenthèse dans l'histoire postcoloniale du Soudan. Une seconde manière de considérer la vie politique du Soudan est, de façon diamétralement opposée, de souligner la vivacité de la démocratie qui a su jusqu'à présent toujours s'imposer malgré des expériences autoritaires à l'intérieur de ses frontières et un environnement régional qui n'a guère joué en faveur d'un relâchement des tensions. La vie politique, la presse et l'édition soudanaises ont été, de tout temps, beaucoup plus actives et, dans une certaine mesure, autrement plus libres que dans des pays arabes plus riches, plus urbanisés et moins isolés des grands flux internationaux. Ainsi, en 1986, date des dernières élections démocratiques, on recensait plus de 46 partis politiques au Soudan, 11 d'entre eux obtenant une représentation parlementaire. Le Parti communiste soudanais et le Front national islamique regroupant la principale composante islamiste étaient autorisés et obtenaient même une représentation parlementaire.

---

[44] Martin Daly & Peter Holt, *History of the Sudan. From the Coming of Islam to the Present Day*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1979.

[45]Cet article est écrit à un moment tout à fait particulier (1996) puisque le régime islamiste doit faire face à une première offensive d'ampleur de l'opposition regroupée dans l'Alliance nationale démocratique. Si le pouvoir à Khartoum ne peut dissimuler ses faiblesses, il semble un peu tôt pour pronostiquer sa chute.

Cette capacité à retrouver des formes de démocratie parlementaire au terme d'expériences autoritaires fut en dernière instance, le résultat complexe d'une permanence qui surprit jusqu'aux analystes les plus avisés : après 17 années d'interdiction, les deux grands partis traditionnels réapparurent ainsi en 1986 comme acteurs centraux du champ politique soudanais. Le parti Oumma de Sadeq al-Mahdi eut 100 sièges, et le Parti démocratique unioniste (PDU) dont le chef est Mohamed Osman al-Mirghani, par ailleurs dirigeant de la puissante et populaire confrérie de la Khatmiyya, obtint 63 sièges.

S'il fallait aller plus avant sur la caractérisation de cette démocratie plus que sur la nature des partis politiques, il serait utile de discuter une thèse avancée à propos du Liban et du Koweït qui rappelle que la démocratie est d'abord un processus historique inintentionnel et qu'elle n'exige donc pas la présence d'acteurs complètement acquis à ses présupposés, bref qu'elle peut être une "démocratie sans démocrates" :

"L'hypothèse que nous avançons ici est que le système démocratique dans ces deux pays a eu pour atout principal d'être le seul moyen d'organiser un partage pacifique du pouvoir dans une société où un groupe hégémonique ne pouvait acquérir une position exclusiviste, ou du moins, franchement dominante"[46].

Cette qualification démocratique ne peut cependant être acceptée sans réserve, ni précautions ; la poursuite de la guerre au Sud-Soudan de 1955 à 1972 puis de 1983 à aujourd'hui dans des conditions changeantes mais toujours coûteuses en vies humaines et en destructions, doit rappeler que cette démocratie a des frontières qui ne sont pas seulement géographiques mais aussi sociales et ethniques. La guerre civile qui paraît tout à fait extérieure au système politique traditionnel nordiste en est l'un de ses ressorts paradoxaux : c'est elle, par le jeu de ses acteurs, qui créa souvent les conditions des alternances de régime ; c'est elle aussi qui invite, à cause de sa durée même, à ne pas inscrire l'analyse d'un tel affrontement dans un clash civilisationnel Nord-Sud à la Huntington, mais dans une configuration très particulière de l'élite et de l'État soudanais.

En tentant d'articuler ces deux visions, on doit revenir sur deux dimensions sociologiques essentielles de la vie politique soudanaise ; le rapport au champ religieux et la structuration des élites. C'est largement autour de ces deux questions que se nouent les explications de cette instabilité stratégique ou du jeu factionnel, et de la récurrence démocratique, quelles qu'en soient par ailleurs ses limites.

Le propos de cet article est évidemment plus modeste et va surtout s'efforcer de décrire les conditions d'émergence, de développement des principales forces politiques soudanaises. Trois ensembles se dégagent ainsi : le premier est constitué par les deux grands partis traditionnels, le second par le parti communiste et les forces islamistes, le troisième est composé des partis

---

[46] Ghassan Salame (dir.), *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994, p. 131.

régionalistes, incluant donc les partis sudistes : cet ensemble ne sera pas traité ici en détail pour des raisons de place. La conclusion s'efforcera de dégager quelques dynamiques de transformation ou des lignes de fracture qui rendraient possible un dépassement des deux visions de l'histoire politique soudanaise : l'une faite d'une instabilité cyclique ; l'autre d'une démocratie vivace mais délimitée géographiquement et socialement.

1. Les grands partis traditionnels soudanais

Sans entrer dans la chronique historique, il faut rappeler que le Soudan a été colonisé de 1821 à 1884 par l'Égypte, expression de la puissance ottomane. Cette période - appelée Turkiyya au Soudan - connut deux moments importants : les deux premières décennies furent largement consacrées à l'établissement d'une administration centrale ; le second temps fort fut l'extension de la domination turco-égyptienne au Darfour et jusqu'en Equatoria, la province la plus méridionale du Soudan contemporain. Le pouvoir colonial développa considérablement les communications et l'intégration économique du Nord-Soudan. Il s'efforça également de rallier les milieux religieux tout en affaiblissant un islam soufi aussi vigoureux que peu soucieux d'orthodoxie. La Mirghaniyya ou Khatmiyya[47], confrérie centralisée idrissienne, profita donc grandement de cette opportunité historique par son légitimisme, par l'influence des réseaux de notables qui constituaient son appareil en en faisant les intermédiaires obligés entre la population et le pouvoir, mais aussi par le type d'enseignement islamique qu'elle offrait et qui correspondait bien aux velléités culturelles du pouvoir égyptien[48] .

La collusion entre la Khatmiyya et le pouvoir colonial n'empêchait pas de larges fractions de la population de nourrir une forte hostilité face à cette occupation étrangère, d'autant que l'interdiction de la traite des esclaves en 1877 et l'extension de la taxation minaient leurs ressources. Un soulèvement mahdiste mit un terme à cette première colonisation. Se déclarant Mahdi en 1881, Mohamed Ahmed Bin Abdallah mourrait en 1885, à peine les Égyptiens chassés, et son successeur le Khalife Abdullahi put régner jusqu'en 1898, date à laquelle les forces anglo-égyptiennes reprirent le contrôle de l'espace soudanais. Cet épisode ancra dans l'imaginaire politique soudanais l'idée d'un État soudanais islamique et indépendant, bien au-delà des partisans du Mahdi qui se recrutaient pour l'essentiel dans les tribus du Centre et de l'Ouest.

Durant toute la période du mouvement nationaliste anticolonial, et largement après, la configuration du champ politique, les solidarités et les antagonismes ont, pour l'essentiel, été dictés par les allégeances aux deux grands courants religieux soudanais représentés par la

---

[47] John Voll, *A History of the Khatmiyyah Tariqa in the Sudan*, Harward, Ph. D Harward University, 1969.
[48] Nicole Grandin, « Al-Sayyid Abd al-Rahman al-Mahdi (1885-1959) et l'héritage mahdiste au Soudan oriental », in Jean-Pierre Digart (dir.), *Le cuisinier et le philosophe. Hommage à Maxime Rodinson*, Paris, Maisonneuve et Larose,1982.

Khatmiyya et la néo-tariqa mahdiste. Jusqu'en 1914, la Khatmiyya bénéficia des faveurs des *co-domini*, les Anglais et les Égyptiens : elle avait rapidement repris sa fonction sociale de médiation entre les masses et le pouvoir, alors que les partisans du Mahdi, appelés Ansar par référence aux compagnons du Prophète, et leurs descendants étaient ostracisés et maintenus sous haute surveillance. Si les colonisateurs avaient une crainte de nouveaux soulèvements mahdistes, ils durent néanmoins reconnaître dès le début de la première Guerre mondiale un rôle particulier au fils ainé vivant du Mahdi, Abd al-Rahman al-Mahdi, qui fut le véritable architecte de la construction du mouvement néo-mahdiste.

Dès sa jeunesse, ce dernier cherchait à réorganiser les partisans de l'État mahdiste tout en évitant une confrontation avec les colonisateurs britanniques, qui craignaient plus que tout la possible résurgence de soulèvements mahdistes. Il bénéficia dans cette tâche de plusieurs opportunités historiques dont il sut tirer profit avec talent. D'une part, l'entrée en guerre de la Turquie en 1914 faisait peser le risque d'un basculement des forces pro-égyptiennes favorisées par Londres jusqu'alors dans le camp adverse : les Britanniques décidèrent donc de promouvoir le descendant du Mahdi pour faire contre-feu à la propagande égyptienne. Ce dernier put ainsi organiser son mouvement en envoyant dans les campagnes ses représentants qui quadrillaient les régions du Kordofan, du Darfour et du Nil Blanc[49]. Il construisit aussi sa fameuse mosquée à Omdourman qui devint un point de rassemblement. Le pouvoir colonial n'était pas enthousiaste et multiplia entre 1922 et 1926 les obstacles mais le développement du mouvement nationaliste pro-égyptien après la mutinerie ou le soulèvement de la Ligue du Drapeau blanc en 1924 l'incitait ˆ faire preuve de prudence et à chercher des soutiens là où ils étaient. Il fallut donc doter cet allié encombrant et ombrageux de moyens économiques conséquents qui lui donnèrent les capacités financières nécessaires à l'accomplissement de ses ambitions politiques.

Cette stratégie politique s'appuyait sur un double aggiornamento idéologique. Le premier, qui peut être jusqu'aujourd'hui une source de tensions et de rivalités, est la marginalisation des descendants du Khalife au profit de la seule lignée directe du Mahdi : cette opération ne se fit pas sans difficultés, qui renvoient notamment au statut inférieur accordé aux gens de l'Ouest par ceux qui sont nés sur les rives du Nil ou au Centre[50]. Le second était de transformer une attente eschatologique guerrière en un mouvement politico-religieux dont l'action s'inscrivait dans un cadre institutionnel pacifié. C'est sans doute à ces deux niveaux que l'imprégnation de l'islam soufi dans la conscience populaire musulmane soudanaise est la plus visible : l'utilisation

[49] Hassan Ahmed Ibrahim, "The role of Sayyid Abd al-Rahman al-Mahdi in the Sudanese national movement 1908-1956" in Mohamed A. Hag Al Safi (dir.), *The Nationalist Movement in the Sudan*, Khartoum, Institute of African and Asian Studies, University of Khartoum, 1989.

[50] Robert O'Fahey (1995 : 267) rappelle par exemple l'existence d'un mouvement historique révisionniste dans les années 1970 chez les auteurs soudanais arabes décrivant le sultanat du Darfour comme un sultanat Fur; or, s'il est vrai qu'une grande partie de l'élite était Four, la population soumise à son autorité était également Zaghawa ou Baggara, i.e. dans ce dernier cas ethniquement arabe.

du *khatib*, la célébration du *moulid an nabi*, *la bay'a* constituent des éléments de culte qui ne sont pas dissemblables de ceux d'une confrérie traditionnelle[51].

Alors que les deux mouvements consolidaient leurs bases rurales et leur appareil notabiliaire, les enjeux politiques et la lutte nationaliste s'exprimaient dans un milieu bien plus restreint : la ville et, pour l'essentiel, les couches scolarisées. Cette élite était homogène socialement et le resta jusque dans les années 1970 : elle comprenait les enfants des familles des chefs soufis, des chefs tribaux, ceux de familles vénérées localement, et les descendants des familles associées plus ou moins directement à l'épopée mahdiste. Ce qui est sans doute tout à fait caractéristique du Soudan c'est le découplage entre, d'une part, des mouvements politiques dont les bases sociales sont rurales et mobilisées sur une base religieuse, et de l'autre, des revendications qui furent pendant très longtemps urbaines et laïques. Les islamistes, au terme de cuisants échecs, furent les premiers à essayer de capitaliser politiquement ce décalage qui fut proprement important durant la lutte d'indépendance et les deux décennies suivantes. Cette distinction dans les modes de mobilisation explique pour une large part la faible marge de manœuvre de l'élite dans le champ politique : ses membres disposent certes des capacités techniques, de l'expertise et des compétences mais n'ont aucune autonomie propre et doivent s'en remettre aux dirigeants traditionnels pour être cooptés dans la haute fonction publique ou à des postes politiques. La puissance d'un parti se mesure donc plus dans sa capacité d'attraction des intellectuels tout en sauvegardant des modes de mobilisation traditionnels que de construction d'un mouvement social qui pourrait donner quelque sens à un programme politique digne de ce nom.

La question nationale était rendue complexe à cause de la position de l'Égypte. Le statut de condominium avait donné naissance à un débat peu commun sur l'indépendance : certains nationalistes - souvent les plus jeunes et les plus radicaux - mettaient l'accent sur l'unité de la Vallée du Nil contre la domination anglaise ; d'autres, au contraire, mettaient l'accent sur une indépendance octroyée par les Anglais en émettant de fortes réserves sur l'Égypte. On voit donc comment un tel débat pouvait recouper les courants religieux évoqués précédemment. Pourtant, la discussion était plus complexe, voire obscure à certains moments : l'unité revendiquée n'impliquait pas toujours une soumission à une logique politique définie au Caire et bien d'autres arguments purement tactiques ou conjoncturels pouvaient faire basculer des membres de l'élite dans un camp ou dans l'autre. Ainsi, le leader du soulèvement des cadets du Collège militaire en 1924, Ali Abdullatif, était "indépendantiste" en 1922 et "unioniste" en 1924. Ismaël al-Azhari, grand leader nationaliste et dirigeant du groupe nationaliste al-Ashiqqa (les frères de sang) demeura longtemps proche du Sayyed Abd al-Rahman, avant pour des raisons aussi politiques que d'ambition personnelle, basculer dans l'autre camp à l'invitation de Sayyed Ali al-Mirghani, inquiet de la montée en puissance de son rival de toujours.

Dès les premiers soubresauts nationalistes au Caire en 1919, les Anglais s'efforcèrent de limiter une influence égyptienne déjà bien formelle. Mais après l'épisode de 1924, le pouvoir

[51] Gabriel Warburg, *Islam, Nationalism and Communism in a Traditional Society. The Case of Sudan*, Londres, Frank Cass, 1978.

britannique réagit avec brutalité et dans l'urgence : séparation du Nord et du Sud Soudan, substitution dans la mesure du possible de la bureaucratie par l'organisation tribale et les chefferies qui avaient été souvent détruites ou affaiblies au moment de la Mahdiyya, limitation du développement de l'instruction et, donc, de la croissance des "classes dangereuses"...

On ne décrira pas ici les effets d'une telle politique sur le développement de l'élite soudanaise[52], la lente maturation du mouvement nationaliste dans des cercles littéraires (Abu Roaf, al-Fajr, notamment), l'échec de la grève des diplômés en 1931 où s'exprima pour la première fois de façon très nette la compétition entre les deux grands dirigeants religieux, Abd al-Rahman al-Mahdi et Ali al-Mirghani, et la fondation deux ans après un traité anglo-égyptien de défense signé en 1936 du Congrès des diplômés par une assemblée de 1180 personnes originaires pour l'essentiel de Khartoum, Wad Medani et Atbara.

Problème récurrent de cette élite : la volonté de dépasser ce clivages sectaire et l'impossibilité de s'en donner les moyens. Dès cette époque, le comité exécutif du Congrès était déjà largement polarisé par les deux courants religieux. Les élections de 1943 confirmaient le contrôle par Ismaël al-Azhari et son groupe sur les structures dirigeantes, rendu possible par son rapprochement avec Sayyed Ali al-Mirghani et l'adoption de la thèse de l'unité de la Vallée du Nil.

1.1. Force et faiblesses du parti Oumma

Le parti Oumma, créé en 1945, était donc le résultat d'une grande ambition de restauration politique de la famille du Mahdi. Ce mouvement était, par bien des aspects, moderne dans sa reformulation du projet mahdiste et par l'attraction certaine que Sayyed Abd al-Rahman exerçait sur une fraction significative des intellectuels. Ce parti allait connaître jusqu'aujourd'hui plusieurs crises graves qui mettent l'accent sur trois dimensions problématiques de son existence : la cooptation des responsables dans son cercle dirigeant, la différenciation des directions politique et religieuse, la gestion du projet néo-mahdiste dans la longue durée.

Le premier problème naît de l'ambiguïté du statut dirigeant dans le parti Oumma: la direction en incombe aux seuls descendants du Mahdi et donne un statut périphérique à tous ceux qui ne sont pas liés par le sang ou par l'allégeance au chef du parti. Un corollaire est de créer une atmosphère de cour où les rivalités au sein du premier cercle s'aiguisent suivant les amitiés du moment et développent factionnalisme et clientélisme. On peut donner deux exemples significatifs de crises suscitées par cette situation.

La création du Parti national de libération en 1957 a certes été suscitée par les Égyptiens mais s'est nourrie de l'amertume de descendants du Khalife Abdallahi d'être cantonnés aux seconds

[52] Afaf Abdel Majid Abu Hasabu*, Factional Conflict in the Sudanese Nationalist Movement 1918-1948*, Khartoum, Khartoum University Press, 1985. Mohamed el-Beshir, *Revolution and Nationalism in the Sudan*, Londres, Rex Collings, 1974.

rôles, notamment à cause de leur origine régionale dépréciée par les familles proches de celle du Mahdi : le symbole de ce parti était d'ailleurs le drapeau noir du Khalife pour retrouver une légitimité que les sollicitations étrangères minaient. Pour limiter les risques de division, Sayyed Abd al-Rahman dut s'engager dans une confrontation directe au moment des élections de 1958, présentant son fils al-Hadi contre le Secrétaire général de ce parti, Mohamed Dawood al-Khalifa. Ses envoyés rappelèrent également aux Ansar dans les campagnes susceptibles de basculer vers cette opposition le devoir d'obéissance et d'allégeance (bay'a) qui liaient les Ansar aux descendants du Mahdi. L'existence de ce parti fut de courte durée après un échec électoral magistral. A la mort de Abd al-Rahman al-Mahdi, son fils Siddiq, confronté à un régime militaire très autoritaire, sut refaire l'unité du mouvement. C'est sous une forme à peine différente un problème qui se reposa avec d'autres grandes familles aux élections de 1986...

Un second exemple, plus brièvement exposé, met l'accent plus sur la difficile intégration des nouvelles couches instruites mais plébéiennes à des niveaux décisionnels. En effet, les diplômés qui n'appartiennent pas aux grandes familles Oumma ne peuvent acquérir un poids politique que dans une allégeance absolue au dirigeant du parti, la solution idéale étant de traduire en un mariage cette relation. Pour avoir refusé de rénover le parti et l'ouvrir de faon plus démocratique à ces nouveaux venus, le parti Oumma perdit rapidement de nombreux jeunes cadres qui avaient joué un rôle significatif dans le soulèvement contre Nimeiri en 1985 : une telle réforme n'était pas sans danger sur le fonctionnement même d'une organisation sommée d'assumer toutes les contorsions politiques et les valses hésitations de son dirigeant.

Le second problème est également une question récurrente dans le néo-mahdisme : comment peut-on à la fois prétendre être le chef d'une néo-confrérie et le président d'un Soudan qui, dans les rêves de certains, pourrait être islamique mais en tout cas ne saurait être mahdiste? Pour le dirigeant du parti Oumma, abandonner l'Imamat des Ansar peut constituer une faiblesse car c'est abandonner une ressource essentielle de la mobilisation religieuse et, donc, politique. Cette différenciation, à la fois voulue et refusée, des fonctions de directions religieuse et politique est à l'origine d'une crise particulièrement grave du parti Oumma dans les années 1960 et reste sans solution jusqu’aujourd’hui.

Al-Siddiq, comme son père, était l'Imam des Ansar en même temps que le dirigeant du parti Oumma mais il avait, peu avant sa mort en octobre 1961, constitué un Conseil afin de réfléchir sur cette question. Las, son frère al-Hadi s'autoproclama rapidement Imam emportant ainsi de force l'adhésion de ses proches. La rupture avec l'attitude de son frère n'était pas seulement religieuse, elle était également politique car il se montrait autrement plus conciliant avec le régime Abboud, inversant la position de son frère et faisant perdre plusieurs fois la face à son neveu, Sadeq al-Mahdi qui faisait alors ses premières armes en politique après des études à Oxford.

Ces événements relancèrent le besoin d'un éclaircissement des rôles et conduisit à la déclaration d'Aba en août 1964 qui créait une structure partidaire digne de ce nom, al-Hadi trouvant le

soutien des secteurs les plus traditionalistes et Sadeq celui des progressistes, souvent laïcs qui formaient alors une fraction importante des classes moyennes instruites du parti Oumma. Cela ne réglait pas la question de la réalité du pouvoir et, surtout, de la rivalité politique entre les deux parents : l'unité de façade maintenue pour les élections de 1965 fut suffisante pour gagner une majorité mais pas pour gouverner tant le débat factionnel empêchait le gouvernement de travailler, les partis d'opposition mettant évidemment de l'huile sur le feu. En 1966, le parti Oumma se divisa et Sadeq devint pour quelques mois Premier ministre; mais les autres partis de ce gouvernement de coalition faisaient rapidement faux bond et l'autre aile du parti reprenait la direction du cabinet... Délices du factionnalisme !

Cette contradiction ne prit pas réellement fin avec le coup d'état de Ga'afar al-Nimeiri en 1969, et le soulèvement de l'île d'Aba réprimé très violemment où al-Hadi al-Mahdi trouva la mort. Le débat persiste jusqu'aujourd'hui dans les rangs du parti Oumma: Sadeq a temporisé d'autant que certains de ses parents, à commencer par Ahmed al-Mahdi, ont exprimé leurs ambitions pour obtenir l'Imamat .

Enfin, le devenir du projet islamique néo-mahdiste n'est pas la moindre interrogation qui traverse tout le champ politique soudanais. En effet, ce projet bute sur au moins deux grandes contradictions. L'islam soudanais est un islam pluraliste qui s'inscrit dans l'histoire longue, dans une mémoire sociale qu'aucune idéologie autoritaire n'a pu déchirer. De plus, les dirigeants mahdistes (comme bien d'autres) n'ont voulu voir dans le Soudan pendant longtemps qu'un pays arabe: l'ampleur et la durée de la guerre au Sud-Soudan, l'émergence de fortes tensions avec des bases régionales qui refusent d'être laissées pour compte indéfiniment au profit du "Soudan utile" devraient obliger Sadeq al-Mahdi à repenser un projet pour ce pays aussi divers : un tel projet peut-il être islamique tout en pensant la citoyenneté ? Mais la reconnaissance de cette diversité met en lumière une seconde contradiction : la compétition avec les islamistes. En effet, comme ces derniers le rappellent à tout moment, l'islam mahdiste est relativement proche de celui qu'ils prônent et eux proposent non un retour au XIX sicle mais une modernité islamique qui peut attirer des secteurs mahdistes aussi essentiels dans la mobilisation que mal représentés dans la direction du parti. C'est d'ailleurs l'un des enjeux que recouvre l'émergence d'un Bloc de l'Ouest au sein du parti Oumma après 1987 : marquer le mécontentement par rapport à l'indifférence de Sadeq vis-à-vis de la mauvaise situation de l'Ouest, et lutter contre le débauchage entrepris par l'organisation d'Hassan al-Tourabi. Dix ans plus tard, c'est aussi l'opposition de certaines personnalités de ce Bloc à la plate-forme de l'opposition qui est jugée trop laïque et donc pourrait inciter leurs bases sociales à regarder vers les islamistes qui multiplient les actes de séduction.

Les élections de 1986[53] permettent de se faire une idée assez précise de la force du parti Oumma car elles se sont déroulées plutôt correctement hors les zones de guerre du Sud-Soudan et surtout les taux de participation ont été autrement plus significatifs qu'en 1968, date des

[53] James Chiriyankandath,"The 1986 elections : tradition, ideology and ethnicity", in Peter Woodward (dir.), *Sudan after Nimeiri*, Londres, Routledge, 1991.

précédentes élections pluripartites. Le parti Oumma obtint 100 des 260 sièges. Il gagna 98 des 205 circonscriptions géographiques, maintenant de très fortes positions dans les régions de l'Ouest ainsi que dans le Nil Blanc (où il prit 11 des 12 sièges). Le changement le plus impressionnant est sans doute sa très forte progression à Khartoum où il n'avait gagné qu'un siège en 1965. En 1986, le parti de Sadeq al-Mahdi eut près de 25% des votes et 6 sièges. Si la popularité de son dirigeant pouvait alors expliquer partiellement un tel succès, il faut aussi le référer aux importantes migrations de l'Ouest (zone Oumma) vers la capitale d'abord durant la phase d'expansion économique des années 1970 puis au milieu des années 1980 à cause de la sécheresse.

1.2. Le Parti unioniste

Le positionnement de l'autre grand courant politico-religieux est d'une nature radicalement différente historiquement. Ont été déjà soulignés sa fonction de médiation sociale et les liens historiques qui le relient à l'Égypte. De fait, alors que le parti Oumma mettait en place une structure hiérarchisée d'encadrement de ses partisans dans les campagnes pour la (ré)conquête du pouvoir, les dirigeants de la Khatmiyya ne faisaient pas preuve initialement d'un tel intérêt pour la chose politique préférant manifester leur influence d'une manière indirecte à travers les réseaux de notables et de leaders tribaux qu'ils avaient tissés. La très vive rivalité personnelle entre les deux Sayyed, qui prenait argument de tout avantage acquis par l'un sur l'autre[54], n'allait cependant pas désamorcer le factionnalisme et éclairer les choix stratégiques pour l'indépendance et ses lendemains.

La spécificité de ce second courant se comprend mieux dès lors qu'on souligne sa particularité sociologique. A l'inverse du parti Oumma, l'unité ici est essentiellement attachée à l'urbanisation et à la surreprésentation dans les milieux d'affaires de l'import-export. Les commerçants jouent donc dans ce parti un rôle qu'ils n'ont jamais eu dans le parti Oumma. Mais cet enracinement est plus large et concerne également une bonne partie de l'élite urbaine à travers les relations tissées, dès la lutte pour l'indépendance, avec des courants politiques ou religieux qui se sont inscrits en opposition au néo-mahdisme; ainsi le courant unioniste possède jusqu'aujourd'hui une composante laïque dont l'importance a certes diminué mais qui, hostile au parti Oumma, n'a jamais réellement accepté d'être régentée par des dirigeants simplement cooptés par la grande confrérie.

Le Congrès des diplômés rédigeait en 1942 un mémorandum sur l'avenir du Soudan qui fut rejeté mais cet événement marquait une accélération dans la vie politique soudanaise. Le groupe al-Ashiqqa conduit par Ismaël al-Azhari prit le contrôle du Congrès des diplômés en 1943 et une alliance informelle s'établit avec les milieux de la Khatmiyya, d'autant que ces derniers étaient disposés à financer son activité politique sans jouer les premiers rôles et qu'Ismaël al-

54 Sayyed Ali al-Mirghani rompit ainsi son silence sur la politique en déclarant qu'il préférait avoir Haile Selassie comme roi plutôt que Abd al-Rahman al-Mahdi ! in Peter Woodward, *op. cit.,* 1990, p. 69.

Azhari entendait bien être le leader de l'indépendance, fût-ce grâce à l'Égypte[55]. C'est d'ailleurs la Révolution égyptienne de 1952 qui allait une nouvelle fois peser sur le cours de la vie politique soudanaise : dès leur arrivée au pouvoir, les Officiers libres incitaient les unionistes à se structurer, ce qui fut fait en quelques semaines au sein du Parti national unioniste (PNU) qui gagna les élections de 1953, permettant à son dirigeant d'être nommé Premier ministre en 1954.

Mais l'inexpérience de la nouvelle équipe, la multiplicité des acteurs (Égypte, Angleterre, les deux Sayyed) et les déjà nombreuses rivalités personnelles ne laissèrent à Ismaël al-Azhari que peu de temps pour goûter l'indépendance acquise le 1er janvier 1956 : en juillet, les proches de la Khatmiyya fondaient leur propre parti, le Parti démocratique du peuple (PDP), et le mettaient en minorité en s'alliant au parti Oumma. Ce vote mettait un terme à une expérience pratiquement unique dans l'histoire soudanaise contemporaine, celle d'un dirigeant politique élu cherchant à gouverner sans s'appuyer sur les deux grands courants religieux...

Se créa autour du PNU toute une mouvance de petits partis dont la formation devait autant aux rivalités locales qu'aux positionnements politiques sur le développement de l'expérience nassérienne, sur les courants religieux soudanais et les expériences militaires. Il fallut attendre 1968 pour que les deux grands courants unionistes représentés par le PNU et le PDP (devenu entre-temps Parti démocratique unioniste - PDU) fusionnent à nouveau pour profiter de la compétition entre Sadeq al-Mahdi et son oncle au niveau électoral : 101 sièges parlementaires furent alors conquis.

Si formellement cette réunification se maintient jusqu'aujourd'hui, il faut être conscient des multiples divisions et scissions qui laissent toujours transparaître les différences sociologiques du mouvement unioniste. On peut rapidement rappeler quelques-unes de ses grandes faiblesses : la confusion des mandats religieux et politiques, l'inexistence d'une structure partidaire, la fragile coalition d'intérêts que représente un parti qui n'est souvent qu'une machine électorale.

Le contrôle par la famille Mirghani du parti unioniste est à la source de très nombreuses tensions qui ne sont pas essentiellement différentes de celles qui traversent le parti Oumma. Il est, par exemple, extrêmement délicat de contester frontalement une décision d'un dirigeant politique qui ne se fait pas faute de rappeler sa dimension religieuse. Les exemples sont nombreux jusque dans la période plus récente où des carrières politiques se sont défaites pour n'avoir pas ajusté le discours politique à la bienséance religieuse. Une conséquence importante a toujours été la grande confusion dans le financement du parti, dans la mesure où les dons étaient faits au leader et qu'il y avait donc ambiguïté sur leur usage, privé ou politique.

Une seconde différence avec le parti Oumma est l'incapacité de construire un véritable appareil partidaire, même si des améliorations sensibles ont été faites depuis les années 1960. Cependant, cette relative désorganisation du mouvement politique est aussi due à deux facteurs que toute

[55]"Si le Soudan devient un royaume, je serai roi; s'il devient une République, je serai Président; s'il y a l'union avec l'Égypte, je serai Premier ministre" cité par P. Woodward, *op. cit.*, 1990, p. 69.

analyse doit prendre en compte : le refus des Mirghani de créer une structure qui doublerait l'organisation confrérique (puisque c'est à travers les centres de la Khatmiyya que se fait la mobilisation politique) et qui pourrait donc leur échapper; la tension entre des nominations dues à des votes et celles qui sont basées sur un choix confrérique.

Le troisième aspect est souligné par tous les analystes. Sauf à le réifier, le PDU fonctionne surtout comme une machine électorale aux performances de plus en plus médiocres et peut souvent être plutôt perçu comme l'expression de convergences d'intérêts locaux, souvent d'ailleurs commerçants ou religieux, momentanés qui, cependant, se définissent en opposition avec le parti Oumma et les clientèles qui lui sont acquises. Cette incapacité à encadrer ses sympathisants donne d'ailleurs lieu à un phénomène notable : l'irruption des islamistes dans ses bastions. Comme on l'a déjà noté, l'islam néo-mahdiste est bien plus proche de l'islam des islamistes soudanais que ne l'est l'islam soufi de la Khatmiyya. Pourtant, les islamistes ont obtenu bien plus de succès dans des milieux traditionnellement unionistes; certes, cette remarque doit être relativisée car elle vaut surtout en milieu urbain où les islamistes étaient déjà dans les années 1980 en pleine croissance.

La photographie que donnent les élections de 1986 permet de mieux appréhender la faiblesse du parti unioniste. Si dans les années 1950 et 1960, le penchant laïc constituait son principal problème dans les milieux où il recrutait, il semble qu'aujourd'hui ce soit la mode islamiste qui prévale. D'abord, l'existence de petites scissions (par exemple, du PDU-Direction politique de Zain al-Abdin al-Hindi) divisa dans certaines circonscriptions le vote potentiel en faveur d'autres partis comme à Ed Damer Est. A Khartoum, le PDU ne gagna que 9 des 31 sièges alors qu'en 1968, il avait obtenu 11 des 13 sièges. Si ses résultats furent un peu plus honorables en zone rurale, il perdit des sièges à Kassala et surtout à El Obeid, marquant ainsi son incapacité à polariser les nouvelles générations urbaines, comme cela avait été le cas une ou deux générations auparavant.

Sans doute, une telle situation relève-t-elle également d'une conjoncture politique précise, par exemple d'un assez mauvais calcul stratégique qui tint les principales figures unionistes en exil jusqu'à la fin du régime Nimeiri en avril 1985. Mais, il est patent que c'est ce parti qui est le plus directement menacé par l'essor des islamistes dans les milieux urbains. En ce sens, le rôle assuré aujourd'hui au sein de l'opposition au régime islamiste de Khartoum par le dirigeant du PDU, Mohamed Osman al-Mirghani, peut laisser penser que ce dernier est conscient de la nécessité de stopper un effondrement qui marquerait sa marginalisation politique, et à terme, religieuse; d'où peut-être cet accent mis sur l'accord avec le mouvement de John Garang et la primauté de la citoyenneté sur la constitution islamique.

2. Le Parti communiste et les islamistes soudanais

C'est peut-être forcer le trait que d'associer ainsi deux organisations que tout oppose au niveau idéologique. Pourtant, sans vouloir la théoriser, cette proximité n'est pas totalement artificielle et on peut d'entrée de jeu rappeler quelques raisons qui la justifient.

La première similitude tient au rapport avec l'Égypte qui fut problématique dans les deux cas. En effet, il semble que les premiers communistes étaient égyptiens et participèrent activement aux activités qui conduisirent au soulèvement de 1924 à Khartoum[56]. L'expulsion de toute présence égyptienne gela l'activité communiste pendant près de 15 ans : celle-ci ne reprit que durant la seconde guerre mondiale sous l'impulsion de communistes anglais. Au Caire également, les contacts reprenaient dans le milieu estudiantin et, en mars 1946, était fondé à Khartoum le Mouvement soudanais de libération nationale qui devint le PCS peu après. Les débuts de l'organisation furent un peu mouvementés car certains communistes étaient "royalistes", i.e. défendaient l'idée de l'unité de la Vallée du Nil sous la couronne égyptienne... Les islamistes eurent également à mener le difficile débat sur l'indépendance car formés au Caire ou au Soudan, ces militants devaient définir leurs relations avec l'Organisation internationale des Frères musulmans : le fait que celle-ci soit basée dans l'ancienne puissance coloniale contribua pour beaucoup à des scissions à répétition au sein du mouvement. En 1979, un groupe s'autoproclama Frères musulmans et reprit les relations avec l'Organisation internationale tout en s'opposant aux islamistes dirigés par Hassan al-Tourabi; cette division perdure jusqu'aujourd'hui.

Une seconde similitude est leur position par rapport aux deux grands courants politico-religieux. La faible adhésion des masses rurales à ces mouvements limitait considérablement leur capacité de recrutement et incitait à définir des tactiques du faible au fort, i.e. optimisant les différences entre un parti de cadres à la base sociale limitée et des partis de masse sans grand talent organisationnel. Le Parti communiste entendait ainsi recruter essentiellement dans trois strates sociales bien définies : les salariés des entreprises agricoles capitalistes de la Gezira, le prolétariat industriel et l'intelligentsia urbaine. Contrairement à bien d'autres mouvements communistes du monde arabe, il eut l'intelligence politique de ne pas se poser en ennemi de l'islam : Abd al-Khalid Mahjoub, son dirigeant charismatique jusqu'à son exécution en 1971, avait l'habitude de dire que l'ennemi du communisme c'était l'impérialisme, pas l'islam et quelques membres de son Comité central faisaient ostensiblement leurs prières pour montrer que tout n'était pas que rhétorique... Surtout, les formes de travail avec les grands partis se devaient de revêtir un aspect frontiste : Front anti-impérialiste dans les années 1950, Front de l'opposition pendant la dictature Abboud entre 1958 et 1964, Front national des partis politiques dans la période d'octobre 1964 au printemps suivant, avant de devoir opter pour une clandestinité plus ou moins stricte suivant les périodes et resurgir dans l'Alliance nationale pour la sauvegarde en 1985 avant d'être un membre éminent de l'Alliance nationale démocratique

[56] Didar Fawzi-Rossano, *Le Soudan. Problèmes du passage de la création de l'Etat à la libération de la nation*, Lille, Service de reproduction des thèses, 1978.

fondée peu après le coup d'état islamiste de juin 1989... Quant aux islamistes, leur cheminement fut à la fois plus simple et plus complexe : ils recrutaient pendant de très longues années essentiellement dans les secteurs de la jeunesse scolarisée et ne furent capables de mettre en application une stratégie frontiste de captation d'une base sociale élargie qu'à partir de la réconciliation nationale de 1977 mais mirent dès lors les bouchées doubles. Pratiquement, jusqu'au coup d'état de mai 1969, ils ne jouaient de fait que les mouches du coche face aux partis traditionnels, les appelant à respecter plus rigoureusement leurs déclarations sur l'instauration d'un État islamique ou l'interdiction du communisme : leur autonomie politique était minimale.

Une troisième spécificité et ressemblance dans le contexte soudanais est leurs grandes capacités organisationnelles et leur aptitude à la clandestinité, savoir-faire qui fut chèrement acquis des deux côtés et qui doit sans doute dans les deux cas beaucoup à l'expertise de mouvements frères du monde arabe et du contact avec les militaires. L'actuel Secrétaire général du PCS, Mohamed Ibrahim Nogoud, a pu s'éclipser un jour de sa maison en 1994 sans que les services de sécurité islamistes pourtant très efficaces, qui le surveillaient depuis 1989 ne s'en rendent compte...

Un dernier point les rassemble. Ces deux partis, dès lors qu'ils ont eu l'occasion de peser sur l'appareil d'état - en 1969-71 pour les communistes, depuis 1989 pour les islamistes - se sont attelés à des réformes de l'administration régionale, l'idée étant toujours la même: essayer de miner les structures de reproduction de l'allégeance des masses rurales aux grands partis traditionnels. Il est encore trop tôt pour apprécier sereinement les effets de la politique menée par le régime du général Omar al-Béchir, mais on sait déjà que toutes les précédentes tentatives dans des contextes économiques plus sereins ont échoué.

2.1. *Le Parti communiste soudanais irréductible mais durablement affaibli*

Le parti communiste soudanais fut jusqu'en 1971 sans doute le parti communiste le plus puissant du monde arabe. Il doit cette qualité à des choix idéologiques dont certains ont été rappelés ci-dessus mais également à des spécificités proprement soudanaises qu'on peut essayer de citer rapidement ici.

D'une part, ses dirigeants - eux-mêmes issus de l'élite sociale soudanaise - ont entretenu dans la mesure du possible de bonnes relations avec les dirigeants des autres partis, au point de voir par exemple Sayyed Abd al-Rahman al-Mahdi s'insurger contre une tentative d'interdire le parti communiste dans les années 1950. Les liens familiaux et sociaux au sein de l'élite ont préservé pendant longtemps les dirigeants communistes d'une répression violente. Cette proximité a été d'ailleurs maintenue également pour des raisons fonctionnelles : des cadres communistes ont joué jusqu'en 1989 un rôle significatif dans le fonctionnement des cabinets ministériels ou du Parlement, simplement parce qu'ils étaient capables de gérer au jour le jour une bureaucratie que les membres des partis traditionnels ne savaient qu'utiliser ponctuellement !

D'autre part, dès les premières années du mouvement, ils avaient réussi à établir des relations avec des secteurs populaires : ce fut notamment l'organisation des travailleurs des chemins de fer à Atbara, puis la création d'une confédération syndicale en 1950 qui accueillit le puissant syndicat des métayers de la Gezira. Cette influence ne se démentit pas dans les années 1960 puisqu'aux élections syndicales de 1964, 45 des 60 membres de la direction de cette confédération étaient membres du Parti communiste soudanais. On perçoit également les raisons d'un affaiblissement structurel deux décennies plus tard, affaiblissement qu'on ne peut seulement expliquer par la répression qui a décimé les communistes. Après 17 ans de dictature Nimeiri, le tissu économique du Soudan s'est métamorphosé: le secteur industriel s'est effondré, le secteur agricole est en crise. Pourtant, il faut relativiser l'influence communiste même dans les années 1960 : si les métayers de la Gezira les suivaient au niveau syndical, leurs votes ont toujours été déterminés par les logiques traditionnelles d'allégeance. Influences sociale et politique ne vont pas toujours de pair.

Dans le même temps et jusqu'à la fin des années 1960, ce parti était associé très justement avec la lutte pour les droits d'expression et d'organisation : à l'inverse des partis traditionnels qui avaient déjà parcouru tout le spectre de l'opportunisme politique durant la dictature militaire, ils avaient de façon constante défendu les droits syndicaux contre le caporalisme et le retour au pouvoir civil. Cela valait aux communistes une audience dans les milieux urbains modestes autant que privilégiés. Dans le premier gouvernement de Sirr al-Khatim al-Khalifa après la révolution d'octobre 1964, ils disposaient de trois ministres, laissant supposer à tort une forte influence sociale; quelques mois plus tard, ils perdirent deux ministres lors d'un remaniement et malgré un bon comportement aux élections de mai 1965, ils furent interdits sous la pression des islamistes et des partis traditionnels inquiets de leur écho dans les milieux de l'élite urbaine moderne.

Le coup d'état de mai 1969 allait tourner à la catastrophe pour les communistes, divisés sur l'appui à donner à des officiers qui se voyaient comme des révolutionnaires hostiles aux deux grands courants traditionnels et avides d'appliquer le programme de la révolution d'octobre 1964, qui avait été, selon eux, "trahie" par les politiciens. On ne fera pas ici la chronique de cette période cruciale et d'une aventure qui se termina de façon dramatique pour les cadres communistes, pourchassés et éliminés par le général Nimeiri soutenu par les Libyens et les Égyptiens[57].

Le PC soudanais ne s'est jamais remis d'une telle épreuve même si, quelques semaines après l'élimination de son chef, Mohamed Ibrahim Nogoud était nommé à la direction et un Comité central s'efforçait de tirer les leçons de ce tragique épisode. Les pertes étaient irremplaçables d'autant que d'autres dynamiques idéologiques poussaient ce mouvement vers les marges du champ politique : le recentrage politique sur les catégories islamiques, la critique du stalinisme et des techniques de militantisme qui lui sont associées, les migrations des cadres vers les pays

[57] G. Warburg, *op. cit.* 1978.

du Golfe où les salaires élevés justifiaient le quiétisme politique, etc. Aux élections de 1986, le PCS a dû se confronter à des groupuscules comme les partis Ba'th pro-syrien et pro-irakien ou le Mouvement des comités révolutionnaires pro-libyens. Les communistes ne gagnèrent qu'une seule des circonscriptions réservées aux diplômés (en plus dans le Sud) et deux circonscriptions géographiques dans les quartiers huppés de Khartoum (Khartoum 2 et Al-Amarat), indiquant donc plutôt un soutien des classes les plus aisées au pire ennemi des islamistes...

De fait l'interrogation actuelle est moins sur l'existence du parti (celui-ci survivra à la dictature des islamistes comme il survécut au nimeirisme) que sur la recomposition de ce que les Soudanais appellent les Forces modernes, c'est à dire les cadres supérieurs du secteur privé et de la fonction publique, qui se tiennent souvent à l'écart des grands partis dont ils désapprouvent les régulations et l'absence de projet politique, et qui aspirent à une expression politique centriste ou social-démocrate. Parmi les grands obstacles à un tel regroupement figure, selon nombre d'entre eux, le Parti communiste. Celui-ci veut prendre rapidement la direction de cette organisation comme s'il s'agissait d'un nouveau "front de masse", ou entend en empêcher la création car elle consacrerait sa marginalisation y compris dans les couches sociales qui peuvent encore être attirées par ses thèses. Ce débat, commencé en 1985, lors de la chute de Nimeiri s'est considérablement amplifié depuis 1989 avec son lot de départs individuels, de scissions sans qu'on puisse aujourd'hui saisir l'état de la question.

2.2. *Les islamistes : de la modernisation autoritaire à l'affairisme*

On ne fera pas ici un historique des mouvements islamistes au Soudan[58] mais on reprendra quelques aspects cruciaux de leur trajectoire par rapport aux autres forces politiques du Soudan.

Il est possible de distinguer en fait deux matrices différentes du mouvement islamiste soudanais. L'une est lettriste, élitiste et renvoie sans nul doute à une tradition étrangère à l'islam soudanais où *fuquha* et *ulema* n'ont jamais eu une influence déterminante. C'est cette conception que développèrent dès le milieu des années 1940 les proches de l'organisation égyptienne des Frères musulmans.

Une autre conception est mise en œuvre dès son retour au Soudan en 1962 par Hassan al-Tourabi : il s'agit d'une conception nettement moins élitiste, plus frontiste qui insiste davantage sur l'engagement exotérique et politique que sur la maîtrise des raffinements de l'exégèse coranique. Cette stratégie trouve une première expression concrète dans la création du Front de la Charte islamique en 1965, peu après le renversement de la dictature militaire : ses premiers résultats électoraux (7 députés, 5 % des voix) furent cependant médiocres. En conséquence, malgré les points marqués contre le Parti communiste en 1966 ainsi que pour une constitution islamique en 1967 et 1968, la stratégie de Hassan al-Tourabi rencontrait de considérables

---

[58] Abdelwahab al-Effendi, *Tourabi's Revolution. Islam and Power in Sudan*, Londres, Grey Seal Books, 1991. Roland Marchal, 995, "Eléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais", *Les Etudes du CERI,* n° 5, Paris,1995.

résistances intérieures : les vieux notables n'appréciaient guère ce jeune ambitieux et habile manœuvrier. Significativement, il fallut plusieurs années avant que cette conception ne prévale sur l'autre et cette victoire fragile (qui signifiait la marginalisation de ses rivaux) acquise lors du Congrès de 1968 n'eut guère de temps pour se matérialiser puisque les militaires prenaient le pouvoir en mai 1969.

La période nimeiriste fut fondamentale pour les islamistes à plusieurs égards. D'abord, elle sonnait le glas d'une conception lobbyiste de l'organisation après les échecs de la grève de 1973 et de l'offensive militaire de 1976. Ensuite, elle apprenait à ces militants les règles de la clandestinité tout en leur permettant de multiplier les contacts avec d'autres organisations radicales dans le monde arabe. Enfin, à partir de 1977, elle devenait celle d'une participation au pouvoir avec comme priorités absolues, la reconstruction d'une organisation, notamment au niveau militaire, l'élargissement en terme social et géographique du recrutement, l'obtention des moyens financiers nécessaires aux activités du mouvement. Cette participation à un régime qui, quelques années auparavant, avait torturé et embastillé leurs camarades, n'allait pas de soi et provoqua de nombreuses oppositions internes et des scissions mais Hassan al-Tourabi emporta une fois de plus l'adhésion de la grande majorité.

C'est en fait dès 1978 que les secteurs de recrutement s'élargissaient, incluant au-delà de sa base traditionnelle de cadres diplômés, d'enseignants et de lycéens ou d'étudiants, des sudistes, des femmes et des hommes d'affaires. Cette évolution était considérablement favorisée dès cette période par l'apparition d'institutions bancaires islamiques, spécialisées dans les activités commerciales, qui aidèrent puissamment à la constitution de clientèles politico-affairistes. En fait, les islamistes soudanais ont su alors profiter au maximum de la recomposition économique régionale qui avait pris forme avec la crise pétrolière de 1973, le développement des migrations économiques vers le Golfe, les financements aisés de projets irréalistes (le Soudan grenier à blé du monde arabe et autres illusions).

Ainsi, malgré des relations difficiles dans les derniers mois de son règne avec le maréchal Nimeiri, le bilan des huit années de participation au pouvoir était très positif pour les islamistes. La constitution du Front national islamique (FNI) en 1985 constituait la synthèse de ces transformations politiques et sociales. Près de 3000 délégués, avec une représentation significative de femmes et quelques sudistes, approuvaient les nouveaux statuts de l'organisation : adhésion individuelle, accent mis sur l'accord politique plus que sur une idéologie strictement définie, volonté de recruter des personnalités bénéficiant d'une certaine aura sociale, construction de réseaux d'influence politico-économique dans l'émigration.

Les élections de 1986 constituèrent une divine surprise pour le FNI, d'abord parce qu'il pouvait y participer sans payer le prix de son implication dans la dictature nimeiriste, ensuite parce que les Forces modernes laïques se divisaient comme jamais, enfin parce qu'il obtenait des résultats inespérés avec 51 sièges au Parlement. Pourtant, ce succès doit être relativisé. Le FNI gagnait 28 circonscriptions géographiques et 23 allouées aux diplômés (21 pour le Nord, 2 pour le Sud)

mais il n'avait obtenu que 18,5 % des voix (bien en deçà donc des 38,2% du parti Oumma et des 29,5% du PDU). Certes, à l'inverse des grands partis, il avait su organiser ses partisans pour distribuer adéquatement leur vote, notamment les diplômés de l'émigration dans la péninsule arabique. Il obtenait des résultats très décevants au Darfour où les islamistes étaient très bien représentés dans les institutions régionales durant le régime précédent. S'il gagnait des sièges dans la région du Nil blanc et dans le Kordofan contrôlés ordinairement par le parti Oumma, l'essentiel de ses gains était dû à un effondrement des votes PDU, ou à une division factionnelle des partis traditionnels qui, multipliant les candidatures, lui permettait de gagner avec une proportion de votes minime. Ces résultats montraient déjà que les islamistes avaient su s'acquérir les sympathies de certains secteurs de l'armée et d'une clientèle sudiste.

Comme le PCS vingt ans plus tôt, le FNI traduisait également une aspiration à la modernisation de la vie politique soudanaise. Son recrutement était limité durant de longues années mais il s'est efforcé de recruter dans tous les secteurs sociaux en multipliant les organisations *ad hoc*, syndicats, associations professionnelles, clubs de jeunesse, etc. Hassan al-Tourabi, même si une cour s'est peu à peu constituée autour de lui, a donné plus d'espace aux cadres qui montaient par l'organisation et non par une relation personnelle avec la direction du mouvement. Cela ne signifie pas que les pesanteurs ou hiérarchies sociales sont miraculeusement diluées par l'idéologie islamiste, bien au contraire.

Le coup d'état de juin 1989 constitue donc une rupture importante dans la vie des islamistes. Officiellement interdit, le FNI a fourni dès les premières semaines l'essentiel des cadres civils du nouveau régime. Mais l'épisode 1969-71 ne s'est pas reproduit car les islamistes sont plus que les militaires aux postes de commande. L'épuration de l'appareil d'état et de l'armée a été menée tambour battant d'une main de fer. Le projet civilisationnel que défendent les islamistes a surtout pris des allures plus qu'autoritaires, tant la violence est devenue une ressource politique essentielle au niveau intérieur.

Il est encore trop tôt pour tenter un bilan de l'expérience islamiste soudanaise; la vigueur militaire actuelle de l'opposition ne peut faire oublier l'enracinement du courant islamiste dans l'appareil d'état et la société civile autant que les ambiguïtés de la classe politique traditionnelle. Deux traits peuvent dès aujourd'hui être considérés.

Si le FNI a représenté un contre-modèle politique modernisateur, son aspiration dans l'état et sa gestion ont considérablement "retraditionalisé" certaines de ses pratiques. On voit deux logiques s'affronter: les gestionnaires de l'état sont aujourd'hui soucieux de limiter l'isolement international du pays, en adoptant un profil plus bas sur certaines questions sensibles et en se mettant en conformité avec les institutions financières internationales. Une autre fraction du mouvement est, quant à elle, avide de toucher les dividendes de la direction du pays. L'affairisme, dont on pensait qu'il avait atteint son point culminant durant les années 1986-89, est à un niveau tel que la presse islamiste et des cadres du mouvement n'hésitent plus à faire

part publiquement de leur désaveu. Les commerçants - même s'ils ne sont que ceux du FNI - ont donc gagné une fois de plus.

D'une certaine façon et bien malgré lui, le FNI est aussi le parti qui aura permis aux nord-soudanais de se rendre compte de la réalité de la guerre au Sud-Soudan. Ce processus est certes entamé depuis longtemps comme l'atteste l'élection à Khartoum d'un parlementaire chrétien en 1986 pour la première fois, malgré les fortes divisions ethniques et la pression sociale qui incite les populations les plus paupérisées à la passivité ou au conformisme. Pendant très longtemps, ce conflit ne se déroulait qu'au Sud et était mené par une armée composée, pour l'essentiel de sa troupe, de soldats issus de groupes dépréciés socialement par l'élite comme les Fours et les Noubas. La création des Forces de défense populaire dès 1989 et l'enrôlement des étudiants pour le djihad signifie bien sûr une extension des hostilités et un coût humain accru. Mais la population nord-soudanaise ne peut plus ignorer aujourd'hui cet autre Soudan qui a été tenu dans les limbes depuis l'indépendance. Les parents blessés ou tués, les migrations vers le Nord-Soudan et la réorganisation de l'opposition où les sudistes jouent un rôle militaire central peuvent être considérés comme le résultat inintentionnel de la politique des islamistes.

Conclusion

Deux questions peuvent être soulevées. La description qui précède ne s'est intéressée qu'aux partis politiques qui se positionnent au centre du pouvoir, pas dans ses périphéries. Or, il existe des tensions centrifuges depuis longtemps au Soudan qui s'ancrent dans l'histoire d'une colonisation récente et tourmentée (comme au Darfour, dans le Sud et dans les Monts Noubas). Ces sensibilités ont acquis une expression politique depuis les élections de 1965, avec l'apparition de différentes organisations régionalistes dans l'Est, l'Ouest[59] et le Sud-Kordofan. Celles-ci sont pour beaucoup issues de la tension entre les élites traditionnelles et élites modernes au niveau régional et du désintérêt manifesté par la classe politique pour la gestion du pays réel, i.e. l'intégration des régions périphériques. Les diverses réformes de décentralisation menées depuis la période Abboud n'ont guère modifié la loi d'airain des budgets et n'ont guère répondu aux attentes légitimes des populations locales. La croissance du FNI, deux décennies après celle du PCS, dans certaines régions s'explique d'ailleurs plus comme une démarche protestataire que gestionnaire.

Le régime islamiste n'a pas failli à la tradition : il a lui également mis en place avec force démagogie un projet de redécoupage administratif, baptisé pompeusement projet fédéral. Force pourtant est de constater que les budgets alloués au fonctionnement de ces États (régions) sont tellement insignifiants qu'un ministre de l'Enseignement supérieur fit scandale en déclarant qu'il

[59] Sharif Harir "'Arab belt' versus African belt' : ethno-political conflict in Dar Fur and the regional cultural factors", in Sharif Harir and Terje Tvedt, *Short-Cut to Decay. The Case of Sudan*, Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1994.

fallait fermer les nouvelles universités décentralisées faute de personnel qualifié et, surtout, de moyens financiers. Pourtant, il ne faudrait pas minimiser les dynamiques autonomistes. Celles-ci se nourrissent aujourd'hui non seulement des frustrations justifiées par rapport à l'indifférence de la capitale et de son élite, mais aussi de l'autonomisation d'appareils miliciens créés par le régime, et marginalement, par l'opposition. Ces développements n'incitent pas à l'optimisme.

Cette conjoncture très particulière pose évidemment avec acuité la question du devenir du Sud-Soudan. Le principal mouvement, l'Armée populaire de libération du Soudan de John Garang, a pendant longtemps marqué sa préférence pour un règlement au centre et n'a accepté la problématique de l'auto-détermination que dans une lutte interne au Sud contre des factions dissidentes qui entendaient remédier à leurs bases sociales réduites par une revendication indépendantiste très appréciée par la population, épuisée par la guerre et hostile à une présence nordiste prédatrice depuis l'indépendance. La stratégie développée à l'heure actuelle par l'ensemble de l'opposition soudanaise indique un recentrage, l'auto-détermination promise du Sud servant de levier pour obtenir un règlement politique adéquat de la question de la chari'a ou de la nature islamique du Soudan. Mais, l'histoire politique soudanaise recèle de retournements de situation. La découverte de pétrole au Sud et son exploitation pourraient d'ailleurs radicaliser à terme des secteurs sudistes plus importants, encore attirés pour l'heure par une nouvelle répartition du pouvoir au centre.

Une seconde question peut être mentionnée plus rapidement. Tous les partis évoqués ici subissent aujourd'hui une crise due à leurs choix politiques au moment de leur accession à la direction du pays, au décalage entre leur fonctionnement et les tâches qu'ils doivent remplir. On peut certes, en s'appuyant sur l'histoire, souligner la grande probabilité d'une permanence dans le maintien de ces partis. Pourtant, l'épreuve actuelle est sans doute la plus originale depuis l'indépendance et incite l'élite à redéfinir son rôle dans le champ politique et son positionnement dans (ou à proximité) des forces politiques déjà constituées. Si ce phénomène est perceptible, notamment au sein de l'émigration, il est difficile d'en évaluer l'ampleur et surtout la constance dès lors que la conjoncture politique changera. L'institution militaire ne sortira pas indemne de la phase actuelle; ce fait constitue sans doute l'un des grands blocages actuels : qu'elle choisisse les islamistes ou l'opposition, elle est perdante et on peut facilement imaginer que certains officiers supérieurs réfléchissent une fois de plus à un scénario qui permettrait de rebondir en tissant de nouvelles alliances tout en sauvegardant l'unité institutionnelle. La démocratie et la paix y trouveront-elles leur compte ?

Chapitre 3 - Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais[60]

Curieux destin que celui du Soudan devant l'opinion publique française. Il y a un siècle, les ambitions coloniales de Paris devaient affronter une cuisante réalité à Fachoda, qui prit la forme d'une réception anglaise empreinte d'une grande civilité bien que mâtinée d'ironie pour nos soldats tout à leur esprit de conquête : notre opinion publique, pourtant bien ignorante de sa géographie, s'émut d'une telle attitude de la perfide Albion mais dut en prendre son parti. Aujourd'hui le paradigme colonial s'est estompé mais l'amertume de la revanche à prendre peut encore être au rendez-vous. Quelques-uns de nos dirigeants s'efforcent de tisser des liens avec un régime réprouvé internationalement et diabolisé par les États-Unis afin de desserrer un " étau géostratégique anglo-saxon " dans lequel l'influence française en Afrique serait prise. Certes, les justifications d'une collaboration mal connue et donc sujette à toutes les rumeurs nourries par les ambiguïtés propres à certains de nos hommes politiques et aux dirigeants de Khartoum peuvent être énoncées d'une manière plus sophistiquée qu'en se référant à cette géopolitique de supermarché, mais l'opinion publique française est sommée de se réjouir de la livraison d'un ancien terroriste, Carlos, en août 1994 ou d'une diplomatie secrète dont les résultats, sans nul doute très brillants, ne se sont traduits en Algérie et ailleurs que par des échanges de bons services quelque peu suspects d'affairisme et d'opportunisme politique, qui reflètent bien notre époque. Qu'importe donc si cet État mène au Nord une répression violente et au Sud une guerre civile dénoncées par les instances régionales et internationales, par des organisations de défense des droits de l'homme, par une émigration forcée qui compte aujourd'hui plus de 3 millions de personnes, puisqu'il y va d'intérêts supérieurs de la France, que personne n'ose définir, sur le continent africain et au Proche-Orient. Il aura fallu un changement de Président de la République et l'éviction de Charles Pasqua, pour que son rival sur ces dossiers, Alain Juppé, puisse enfin asseoir son autorité et faire valoir ses options[61].

L'objectif de cette étude n'est pas uniquement de rappeler les moments essentiels d'un des mouvements islamistes les plus originaux aujourd'hui, le Front national islamique (FNI) créé au sortir des années Nimeiri en 1985, théoriquement dissous en juin 1989 mais si curieusement

[60] Ce travail est fondé sur de nombreux entretiens menés à Khartoum, Addis-Ababa, Asmara, Londres, Oxford et Paris depuis le coup d'État de juin 1989. Pour des raisons évidentes de confidentialité, aucun nom n'est cité. L'auteur remercie les personnes qui l'ont aidé dans cette recherche, sans partager toujours des analyses dont il assume seul la responsabilité. Il a pu bénéficier de l'aide institutionnelle du CNRS, de l'ASP CNRS-ORSTOM « Approche de terrains violents » et de la Direction générale de la coopération scientifique et technique du ministère des Affaires étrangères.

[61] Se reporter aux chroniques de *La lettre de l'Océan Indien*, *Nord-Sud Export*, *Africa Confidential*, sans oublier la grande presse française depuis août 1994.

présent dans les coulisses de la vie politique soudanaise à l'heure actuelle (1995). Il est également d'analyser les trajectoires internes et externes de ce groupe, qui demeurent, à bien des égards, exceptionnelles. Que certains, notamment dans les rangs islamistes, y voient une victoire sur le destin d'un Soudan toujours ballotté à la marge du monde arabe, perçu comme un pays trop miséreux pour incarner un modèle, islamiste ou démocratique, ne fait pas l'ombre d'un doute.Discuter de l'établissement de camps d'entraînement terroristes ou du rôle de Mecque de l'islamisme que Khartoum jouerait à l'heure actuelle n'est donc pas l'objectif visé. Plutôt que de multiplier les hypothèses plus ou moins fantaisistes et d'ajouter de la rumeur à la rumeur, mieux vaut essayer de dégager quelques lignes de force dans la dynamique d'un courant politique qui a cru assurer sa pérennité en prenant d'une manière bien peu originale (un coup d'État militaire) le contrôle de l'appareil d'État. Les questions sécuritaires liées au terrorisme, qu'il ne s'agit pas de récuser, ou les répercussions internationales, qui dépassent le cadre de la sous-région, peuvent alors être analysées d'une manière plus sereine, sinon exacte. Dans sa conclusion, ce texte s'efforce d'ailleurs de tirer quelques leçons prospectives sur l'évolution du courant islamiste et de la société soudanaise. Il ne le fait pas à partir d'une vision idéologique ou religieuse de ce qu'est ce mouvement, mais plus simplement à partir de la complexité d'une société réelle en proie à ses contradictions et en relation avec les transformations de la région.

Pour éclairer les multiples facettes de ce mouvement, trois grands thèmes sont retenus dans la suite : une périodisation de l'histoire de cette tendance qui met en relief son incontestable modernité, une tentative d'analyse de son économie politique qui souligne son insertion très spécifique dans la société soudanaise et dans son environnement régional, ses rapports très ambigus avec l'armée. La dimension proprement idéologique[62] et la réalité très problématique d'une internationale islamiste qu'appelle le sensationnalisme occidental ne seront pas étudiées ici.

1. Une périodisation du mouvement

Le 30 juin 1989, un coup d'État militaire mettait fin au régime parlementaire dirigé par Sadeq al-Mahdi, Premier ministre depuis 1986 : les dirigeants des deux principaux partis, Parti Oumma et Parti démocratique unioniste (PDU), des syndicalistes, des intellectuels et des journalistes étaient arrêtés. Dans les semaines qui suivirent, les liens symbiotiques entre les militaires putschistes et les cadres du Front national islamique (FNI) devenaient de plus en plus manifestes. Si la question de la responsabilité directe de l'ensemble de la direction du FNI dans le coup d'État demeure ouverte, le régime d'Omar el-Béchir n'a dû sa pérennité qu'à l'engagement

[62] Cette analyse reste à faire. On peut néanmoins se reporter à la très intéressante étude que fait Olivier Roy de certaines thèses de Hassan al-Tourabi dans son livre *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1994. Mais seule une analyse exhaustive permettra de dépasser la vision médiatique et mettra en lumière l'éventuelle originalité théorique du dirigeant soudanais par rapport aux autres penseurs islamistes de la période actuelle. En l'attente, mieux vaut se garder de propos définitifs

des islamistes dans l'appareil d'État. Le nouveau pouvoir a rompu à maints égards avec les autres expériences autoritaires (1958-1964, 1969-1985) que le Soudan a connues depuis son indépendance[63]. De plus, l'influence de Khartoum sur la scène régionale et ses contacts avec les mouvements islamistes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient n'ont cessé de croître depuis cinq ans ; cet ascendant s'est renforcé[64] après la visite du président iranien en décembre 1991, l'interruption du processus électoral algérien et la mise en échec du Front islamique du salut (FIS) en Algérie un mois plus tard, enfin l'élimination ou, à tout le moins, l'affaiblissement du courant laïque et socialisant au Yémen après la crise de l'été 1994.

1.1. La première période de l'islamisme soudanais

Comme pour le communisme, les débuts de l'islamisme soudanais remontent aux années quarante et ont pour cadre Le Caire grâce à des relations suivies avec l'organisation des Frères musulmans égyptiens, créée par Hassan el-Banna en 1928. A cette époque, une autre tendance se développait au Soudan même, dans certaines institutions scolaires ; ce groupe fut à la base de la formation, à la fin des années quarante, du Mouvement de libération islamique, groupuscule islamiste qui ne réussit pas à fédérer longtemps les jeunes diplômés ou étudiants, divisés sur le statut de l'Égypte face au Soudan[65], la nature du régime nassérien, les relations entre l'organisation des Frères musulmans au Caire et ses ramifications dans le monde arabe. Pendant cette première période, le nombre des activistes islamistes stagnait, notamment à cause de l'élitisme rigide de l'organisation. En effet, les adhérents devaient faire la preuve de leur grande connaissance de la littérature des Frères musulmans et l'objectif principal était alors de constituer un lobby afin de lutter contre le communisme et de contribuer à l'établissement rapide d'un État islamique, en s'appuyant sur un travail culturel et idéologique plus que politique. Jusqu'au renversement du général Abboud en octobre 1964, les écoles secondaires demeuraient les sources les plus importantes de recrutement et les jeunes militants étaient sous la coupe de la branche universitaire du mouvement ; sa composition restait donc principalement

---

63 Pour des rappels historiques, on peut se reporter à Peter Woodward, *Sudan (1898-1989): the Unstable State*, Londres, Lester Crook Academic Publishing, 1990 ; pour la période suivant le coup, voir mon article, « Le Soudan entre islamisme et dictature militaire », *Maghreb-Machrek*, n 137, juillet-septembre 1992, pp. 56-79. Pour une réflexion stimulante sur les crises des années quatre-vingt, lire le numéro spécial de *Égypte/Monde Arabe* n 15/16, 1993, conçu sous la direction d'Édouard Conte et François Ireton et comprenant pour l'essentiel des contributions soudanaises

64 Sans approfondir ici cette question, la prudence s'impose dans l'étude des relations entre organisations islamistes sœurs sauf à oublier une évidence, l'enracinement national de celles qui ont acquis un réel poids politique et l'éclatement du champ politique islamiste. Souligner les convergences entre le FNI soudanais, les mouvements En-Nahda en Tunisie et en Algérie, Hamas en Palestine et une fraction des Frères musulmans en Jordanie ne fournit aucun élément factuel sur leur éventuelle imbrication ou la coordination de leurs activités. Ceux qui imaginent une influence déterminante du FNI sur le FIS algérien ont surévalué les islamistes soudanais, qui peuvent sans doute fournir à certains moments déterminés une aide en équipement ou un en- traînement - mais les fondamentalistes algériens ne sont pas dépourvus de réseaux propres...

65 Le Soudan avait été une colonie égyptienne de 1822 à la fondation de l'État mahdiste en 1884, puis, après une brève parenthèse, était devenu un condominium anglo-égyptien jusqu'à l'indépendance en 1955. Les troupes égyptiennes étaient demeurées au Soudan jusqu'au soulèvement du « Drapeau blanc » mais l'habitus colonial reste jusqu'aujourd'hui l'une des composantes essentielles de l'attitude des dirigeants égyptiens par rapport à leurs voisins du Sud.

étudiante et lycéenne. Le profil typique d'un membre était un jeune diplômé âgé d'une vingtaine d'années avec des origines rurales et une famille aux revenus modestes. Les membres de cette mouvance islamique avaient une connaissance religieuse qui, dans le contexte soudanais, les plaçait peut-être aux premiers rangs des lettrés musulmans, mais également à mille lieues des pratiques effectives de la grande majorité de la population.

La principale faiblesse de cette faction islamiste était celle propre à tout mouvement universitaire : les étudiants, diplômes en poche, quittaient tout à la fois l'Université et leur organisation. Pourtant cette fragilité n'était pas rédhibitoire dans la mesure où des liens personnels étroits permettaient de maintenir un contact entre les anciens membres et l'organisation. Une autre caractéristique prenait forme dès cette époque et se renforçait dans la phase suivante du mouvement islamiste : il n'y avait en général pas d'excommunication des partants pour peu qu'ils n'allassent pas chez les communistes. Cette attitude correspondait à un calcul tout à fait lucide : ces partants, s'ils poursuivaient une activité politique, pourraient informer leurs amis islamistes des discussions au sein des deux grands partis traditionnels puisque leur statut de diplômé leur donnait accès au premier cercle des responsables de ces organisations.

Une nouvelle dynamique s'enclencha avec le retour de Hassan al-Tourabi de Paris, où il venait d'achever son doctorat en droit à la Sorbonne, et la fin du premier épisode autoritaire en octobre 1964. Les idées socialisantes étaient à cette époque particulièrement répandues, au point de marquer le premier gouvernement civil qui succéda à la dictature militaire. Pour Hassan al-Tourabi et ses proches, ce danger " communiste " ne pouvait être éliminé que par la création d'une véritable organisation de masse, moins marquée par l'élitisme et les pratiques de lobbying caractéristiques de la période précédente. De plus, Hassan al-Tourabi était relativement marginalisé dans la direction du mouvement et ne se complaisait guère dans une telle situation. La création en 1965 du Front de la charte islamique (FCI) fut donc un succès personnel. Cependant, au grand dam du jeune et brillant activiste, ses résultats furent médiocres aux élections législatives qui se déroulèrent la même année : seulement sept députés, environ 5 % des suffrages. Néanmoins, le FCI contribua à l'interdiction faite au Parti communiste (PCS) de siéger au Parlement et influa sur le contenu des débats constitutionnels en 1967 et 1968, grâce à une organisation déjà nettement plus efficace que celle des deux grands partis traditionnels, le parti Oumma et le PDU. Le choix du " tout-politique " prôné par Hassan al-Tourabi était encore loin de faire l'unanimité parmi les responsables du mouvement islamique ; une polémique acide se développa dès 1965 jusqu'au congrès de 1968, où ses thèses prévalurent définitivement après des batailles d'amendements homériques : il fallait donner la priorité à la formation de masse et à l'intervention politique, plus qu'au travail spécifiquement culturel ou à la formation proprement idéologique.

Cependant cette orientation nécessitait du temps pour être appliquée et avoir des résultats tangibles ; le coup d'État de 1969 interdisait tout espoir de résultats rapides et la violence de la répression qui s'exerçait alors contre les militants islamistes relançait le débat sur la viabilité

d'une telle stratégie. Cela dit, en quelques années, celui qui n'avait eu qu'un strapontin dans le Comité directeur des Frères musulmans en était devenu l'un des leaders et était, bien sûr, celui omnipotent du FCI. Sa victoire était également celle d'un certain type de structure militante parallèle à celles mises en place par le PCS : des organisations sectorielles (jeunesse, femmes, syndicats...) gravitant autour du FCI et offrant des possibilités de recrutement ou de mobilisation temporaire autour des mots d'ordre islamistes. Cependant, cette réorganisation comportait dans la vision de Hassan al-Tourabi encore des faiblesses, l'une d'elles étant que les différentes tendances devaient avoir une représentation comme telles au sein de la direction (forcément collégiale donc) du mouvement...

La décennie suivante fournit l'occasion de changements plus radicaux encore. Avec le coup d'État de Ga'afar Nimeiri en 1969 débuta une période sombre pour les islamistes qui ne s'acheva qu'avec la " Réconciliation nationale " de 1977 et leur réintégration dans un cadre politique bien délimité, le parti unique qu'était l'Union socialiste soudanaise. Néanmoins, ces huit années furent absolument capitales pour le mouvement malgré l'incarcération de son leader car elles firent mûrir une réorientation politique. Plusieurs événements soulignaient, en effet, les faiblesses structurelles de l'organisation, malgré la réforme mise en œuvre par son chef.

L'imaginaire collectif des islamistes, tel qu'il peut émerger dans les entretiens réalisés depuis le coup d'État de juin 1989[66] décrit les deux premières années du régime Nimeiri (celles où l'influence communiste s'est exprimée) comme l'enfer, le temps de la répression brutale, violente et aveugle. La mémoire de cette période a été reconstruite ou travaillée pour justifier certains choix idéologiques mais ce souvenir " traumatique " permet de comprendre l'acharnement brutal ou meurtrier avec lequel les militants progressistes furent traités de 1989 à 1991, tant les islamistes pensaient alors que se jouait, comme vingt ans auparavant, leur survie politique et physique[67]. Leur résistance au régime issu du coup d'État de 1969, qui ne rechignait pas à mobiliser la force militaire la plus brutale, mettait en lumière leur marginalité numérique mais aussi sociale.

Deux épisodes peuvent illustrer leur douloureuse prise de conscience. En 1973, une tentative d'action commune des étudiants islamistes et de syndicats contrôlés par le FCI (notamment dans le chemin de fer) tournait court et prouvait que décidément la révolution ne se ferait pas avec les seuls étudiants et qu'un travail parmi les militaires devenait une priorité absolue. La tentative de coup d'État en 1976 était de loin la mieux organisée et mobilisait tous les opposants réfugiés dans des camps en Libye ; elle provoquait également quelque amertume chez les islamistes. Ceux-ci étaient bien représentés dans les échelons intermédiaires (étant diplômés, ils étaient " officiers ") des forces " rebelles " mais Sadeq al-Mahdi, le dirigeant du parti Oumma, qui contrôlait la très grande majorité des combattants, ne leur reconnut aucun rôle de direction.

---

[66] Entretien avec Abdelwahab al-Effendi, Londres, février 1995. Celui-ci est également l'auteur d'une histoire officielle du mouvement islamiste au Soudan, *Tourabi's Revolution* : *Islam and Power in Sudan*, Londres, Grey Seal, 1991.

[67] Une comparaison pourrait être faite avec le rôle justificatif de la répression nassérienne dans l'affirmation violente de certains groupes en Égypte, comme l'ont montré de nombreux travaux devenus classiques.

Cette désillusion était importante car elle mettait en lumière l'échec d'une stratégie adoptée dès les années cinquante. Profitant d'une réelle " proximité religieuse ", les islamistes avaient souvent vécu à l'ombre du parti Oumma tout en jouant le rôle d'un aiguillon dans la lutte anticommuniste et dans la revendication d'une constitution islamique toujours promise mais jamais adoptée par les parlementaires lorsque cela avait été possible, comme en 1968. Ils n'avaient que très rarement joué une carte politique autonome, pensant compenser par leur qualité et leur influence sur la direction du grand parti traditionnel la faiblesse numérique et l'extrême étroitesse de leur base sociale.

Toutefois, l'exil d'une grande partie des responsables du FCI pendant les années 1969-1977 permit de nouer des liens plus importants avec les autres groupes islamiques du monde arabe ainsi qu'avec quelques États, à commencer par l'Irak et la Libye, ce dernier pays abritant l'opposition durant de longues années. Ces contacts furent fructueux à deux niveaux.

D'une part, de nombreux cadres purent acquérir une formation militaire, les techniques de la clandestinité, une connaissance des réseaux d'organisations islamistes armées dès la seconde guerre contre Israël. Ainsi, durant cette période, un responsable comme Mahdi Ibrahim (devenu après juin 1989 d'abord ambassadeur à Genève, puis directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, enfin, depuis février 1995, ministre à la Présidence), acquit une réelle dimension politique comme véritable coordinateur militaire de l'opposition.

D'autre part, c'est durant ces années d'exil que prend forme la stratégie financière des islamistes. Alors que Sadeq al-Mahdi dépensait l'aide reçue des États hostiles à Nimeiri pour entretenir ses partisans, Cherif al-Hindi, le leader du PDU qui était la deuxième grande composante de l'opposition, envoyait des cadres intermédiaires de son parti se former à l'étranger. Les islamistes, quant à eux, donnèrent une bonne partie des fonds à des commerçants qui leur étaient acquis afin qu'ils les fassent fructifier dans le Golfe. Cheikh Abdelbasit, Osman Khaled Moudawi, Tayyeb el-Nous, pour ne citer que les plus riches d'entre eux aujourd'hui, virent leur fortune s'accroître, à charge pour eux de reverser une fraction des bénéfices à leur organisation. Nous reviendrons plus avant sur ce point.

Au terme de cette période 1969-1977 de croissance du mouvement islamiste, les enseignements étaient donc plus substantiels que les réels acquis politiques. Le talent politique des dirigeants islamistes soudanais fut de s'atteler à combler les déficits du mouvement en faisant preuve de réalisme, de pragmatisme ou, pour être plus rigoureux, d'opportunisme dans leur compréhension de certaines dynamiques politiques et dans leur quête de nouveaux adhérents.

La société soudanaise a connu une profonde mutation durant les années soixante-dix à cause des effets directs et indirects de la rente pétrolière dont bénéficiaient des États voisins : cela s'est traduit par des flux d'aide financière et des éléphants blancs, comme ces projets de

développement agro-industriel qui devaient faire du Soudan le grenier à blé du monde arabe, mais aussi par l'émigration d'une partie des cadres soudanais vers le Golfe et donc par le développement d'une économie souterraine dont l'importance a crû jusqu'aujourd'hui.

A l'inverse du Fonds monétaire international (FMI), de l'État soudanais ou des partis politiques traditionnels, le mouvement islamiste a utilisé plus que subi ces transformations, sans doute grâce à sa composition sociale qui reflétait mieux que celle de toutes les autres organisations politiques les dynamiques induites par cette recomposition de l'économie soudanaise.

1.2. La fragile construction de l'hégémonie

En 1977, la " Réconciliation nationale " permettait le retour de Sadeq al-Mahdi à Khartoum et la libération de Hassan al-Tourabi. Il y eut alors un accord implicite entre le dictateur et le dirigeant islamiste : ce dernier obtenait une grande latitude dans son action politique à condition de ne jamais tenter de mobiliser sa base urbaine contre le régime. Après quelques mois de méfiance partagée, les islamistes furent associés à la gestion gouvernementale et purent reprendre leurs activités partisanes d'autant plus facilement qu'ils étaient seuls à jouir de l'ouverture. Le parti Oumma restait hésitant sur son implication dans l'État nimeiriste et les nombreuses voltefaces de Sadeq al-Mahdi après son retour anticipaient les hésitations et l'immobilisme de sa gestion entre 1986 et 1989. Elles étaient à ce moment-là plus teintées de préoccupations réellement démocratiques qui firent défaut plus tard. Quant au dirigeant du PDU, Cherif al-Hindi, il refusait de revenir dans son pays tant que Nimeiri serait au pouvoir (basé à Londres, il mourut en 1982 lors d'un voyage à Athènes).

Ce choix ne fit pas l'unanimité dans l'organisation, bien au contraire. Celle-ci, comme tout groupe ayant connu la clandestinité et une certaine atomisation imposée par l'exil et la répression, se divisait rapidement sur la légitimité d'une telle décision tout en reprenant certains débats, qui n'avaient pas été réellement tranchés par le congrès de 1968 et que le coup d'État de 1969 avait interrompus.

Des groupes de l'ancien FCI, demeurés au Soudan durant la décennie nimeiriste, avaient été durement éprouvés par la répression féroce dont ils avaient été l'objet ; ils éprouvaient les plus grandes réserves devant un pacte avec l'ancien ennemi et quittèrent le mouvement après quelques mois. Les relations entre la direction islamiste et les Frères musulmans *stricto sensu,* déjà très mauvaises à la fin des années soixante, se dégradaient rapidement : le " putsch " de Hassan al-Tourabi - c'est-à-dire l'imposition du tout-politique dans l'organisation - n'était pas oublié et la question récurrente du rôle de l'état-major de l'organisation internationale des Frères musulmans (contrôlé par des Égyptiens) par rapport au mouvement soudanais faisait écho à toutes les tensions que suscitait le passé colonial égyptien à Khartoum.

L'hostilité du mouvement tourabiste aux Frères musulmans, moins doctrinale que politique, ne se dissipait donc pas ; ceux-ci ne ménageaient guère Hassan al-Tourabi puisqu'une de leurs

revues lui déniait, au début des années quatre-vingt, son statut d'intellectuel musulman au point de voir en lui un " innovateur " qui essayait de diviser l'Oumma et de tromper les musulmans : les réconciliations périodiques ne pouvaient faire oublier ces relations exécrables et, au-delà du nationalisme du dirigeant soudanais, mettaient en relief son ambition déjà affirmée de jouer à terme un rôle important dans la recomposition du mouvement islamiste arabe et mondial après la Révolution iranienne et le début de la guerre en Afghanistan.

D'ailleurs, les relations avec ces regroupements avaient commencé bien avant et avaient eu pour cadre certaines capitales autant européennes qu'arabes. La fameuse Conférence arabe et populaire fondée par Hassan al-Tourabi au début de 1992, lorsque l'amertume provoquée par la défaite irakienne est la plus aiguë dans les secteurs radicaux de l'opinion arabe, est un projet qui a mûri dans ces années nimeiristes et a été adopté lors du congrès du FNI en 1988. Certes, la participation à la gestion nimeiriste eut des effets contrastés car elle troublait quelque peu l'image de mouvement protestataire et anti-occidental des islamistes soudanais : Nimeiri était perçu à juste titre comme le seul véritable allié de Sadate et des Américains, notamment après son sou- tien aux accords de Camp David. Mais la méfiance initiale disparaissait dès lors que les fondamentalistes gagnaient des points dans l'" islamisation " de l'État ou de la société soudanaise.

Ensuite, le chef charismatique comprit très rapidement la nécessité d'un groupe de cadres qui soient attachés à sa personne plus qu'à l'organisation. Il disposait déjà d'une " garde rapprochée " qui parvint aux postes décisionnels après 1989 mais il avait, plus que d'autres, l'intuition qu'il fallait offrir des postes de responsabilité à des jeunes pour donner du mouvement islamiste une image plus attractive et moderne que celle des partis traditionnels, où le niveau de responsabilité d'un militant était toujours inversement proportionnel à la distance qui le séparait de la famille du dirigeant. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser le mouvement de rénovation (*tajdid*) qui prit son essor à partir de 1979 avec l'émergence de jeunes cadres qui partirent rapidement se former aux techniques de communication dans les universités occidentales. Cette initiative correspondait également à la volonté de réformer un mouvement qui demeurait alors trop figé au goût de son dirigeant et n'avait pas pris conscience du changement social impressionnant occasionné par l'émergence des États rentiers dans la région. Ses membres se retrouvèrent après le coup d'État de 1989 à des postes de responsabilité qui, sans être toujours de premier plan, leur donnaient une importance réelle dans la mise en œuvre des choix politiques de la direction islamiste, notamment au niveau de l'information et de la diplomatie, considérés comme des domaines réservés.

Analysée sous un autre angle, une telle initiative traduit la très forte valorisation du savoir universitaire et le culte de la compétence technicienne que l'ancien professeur de droit à l'Université de Khartoum n'a jamais abandonnés durant toute sa vie, jusqu'à en faire l'une des conditions implicites d'accès à des responsabilités dans l'appareil du Front. Elle exprime également le rapport extrêmement ambigu du dirigeant islamiste soudanais avec l'Occident qui le fascine autant qu'il l'irrite. Quoi qu'aient entrepris certains responsables politiques français pour les séduire, les islamistes soudanais demeurent fascinés par les États-Unis et ne s'attarderont

guère sur cette amitié particulière à l'heure où la réconciliation avec le “ grand Satan ” aura sonné.

Enfin, les islamistes, forts de l'expérience désastreuse des communistes qui étaient arrivés au sommet du pouvoir en 1969 avec Nimeiri mais avaient été physiquement éliminés en 1971, comprirent qu'il leur fallait dépasser l'illusion léniniste : l'État n'était pas le pouvoir sauf à en extirper tous les ennemis potentiels et les tièdes, et à redéfinir les rapports tissés entre lui et la société civile.

Contrairement à d'autres groupes, par exemple le mouvement égyptien *Takfir wa-l Hijra*, le mouvement tourabiste n'eut aucune sympathie à aucun moment pour l'établissement d'une contre-société. Les liens familiaux et sociaux extrêmement forts de la société soudanaise, la faiblesse de l'urbanisation, l'étroitesse de la base sociale des militants et, peut-être surtout, les ambitions très exotériques de son dirigeant charismatique rendaient un tel choix complètement impensable pour cette organisation : l'enjeu était d'abord l'État puis la mise en application du projet civilisationnel, *al-machrou' al-hadari*.

La tâche était longue et les années nimeiristes n'y suffirent pas mais le travail est remis sur le métier dès le coup d'État de juin 1989. Cela impliquait une démarche à des niveaux très différents : élargir de façon volontariste sa base sociale, notamment dans les catégories sociales qui prospéraient à l'ombre de l'État, modifier la fameuse “ superstructure ” (ce concept marxiste n'aurait sans doute pas été récusé)... Ainsi jusqu'en 1985, l'influence des islamistes se manifesta dans plusieurs domaines. La question de la *chari'a*, longuement débattue dans les années cinquante et soixante, fut remise à l'ordre du jour et Nimeiri inaugura un code pénal superficiellement inspiré par le droit islamique en septembre 1983. Mais une autre facette de leur activité mérite une mention spéciale : l'implantation d'une part dans l'armée et l'appareil d'État, d'autre part dans les secteurs les plus extravertis et donc rentables de l'économie soudanaise, aspects qui sont développés plus avant dans ce texte.

Bien que les derniers mois du régime Nimeiri eussent été difficiles pour les islamistes (leur chef fut même emprisonné durant quelques semaines et essaya d'utiliser cette incarcération pour se refaire une virginité politique), le bilan de ces huit années de participation au pouvoir était donc très positif pour eux.

La fondation du FNI en 1985 constitua la synthèse de ces transformations sociales et politiques, après 16 ans de dictature et 13 ans de parti unique. Près de trois mille personnes (dont des femmes et des Sud-Soudanais) participèrent à ce congrès constitutif. Contrairement aux années soixante, le FNI ne faisait plus une place aux groupes en tant que tels : l'adhésion était individuelle et le Front essaya d'emblée de recruter des gens disposant d'une certaine aura sociale. L'accent était mis sur l'accord politique avec le mouvement et non sur une idéologie commune aux contours parfaitement délimités.

Entre 1985 et 1986, Hassan al-Tourabi sut également s'attirer les bonnes grâces du Conseil militaire transitoire (CMT), présidé par le général Sawar al-Dahab, et du gouvernement intérimaire dont le Premier ministre Dafallah Djizouli partageait d'ailleurs nombre des idées islamistes. Les autres partis politiques et les " forces modernes " (syndicats, associations professionnelles, etc.), plutôt proches de la gauche et du PCS, associaient les militaires et les islamistes au régime Nimeiri, prédisposant ainsi les premiers à une sympathie pour les seconds. Ensuite, alors que les vainqueurs de l'*intifada* - partis traditionnels, syndicats et associations professionnelles - sombraient dans des querelles intestines tout en s'efforçant de convaincre Garang de revenir à Khartoum, la presse des islamistes prenait fait et cause pour l'armée dans la guerre au Sud-Soudan : l'armée était ainsi l'objet d'une campagne de séduction qui porta ses fruits puisque le CMT refusa d'abroger les " lois de septembre ", c'est-à-dire la trop fameuse *chari'a* décrétée en septembre 1983.

Les élections d'avril 1986 constituèrent une divine surprise pour les islamistes : malgré sa collaboration avec Nimeiri, le FNI obtint 51 sièges au Parlement, contre 100 au parti Oumma et 63 au PDU[68]. L'analyse des votes souligne deux points importants. A l'inverse des années soixante, le FNI devenait hégémonique pour les élections au sein des diplômés (22 sièges sur 28) mais cette victoire correspondait surtout à une excellente organisation qui permit de faire voter ses sympathisants dans des circonscriptions de diplômés où quelques dizaines ou centaines de votes permettaient de triompher.

Les vrais succès du FNI se produisirent moins à Khartoum que dans les villes moyennes où ses candidats surent profiter des divisions des deux partis traditionnels. Jusqu'au coup d'État de juin 1989, les islamistes purent maintenir la pression sur ceux-ci en usant toujours des deux mêmes arguments : une ligne très dure et proche des secteurs les plus radicaux de l'armée à propos du Sud, un accent mis sur le " vrai esprit de l'islam " qui permettait d'interpeller à tout propos les autres leaders sur la justification islamique de leurs actes. Le retour du FNI au gouvernement faillit permettre l'adoption d'une nouvelle législation islamique en juillet 1988[69] en remplacement de celle de septembre 1983 mais, au dernier moment, le PDU s'opposa à la ratification du projet de loi, qui fut retiré après une seconde lecture. Il fut mis en application en janvier 1991 après un toilettage qui en durcit certains articles et en conforta l'esprit traditionaliste, y compris dans les dispositions du droit civil islamique pourtant toujours appliqué depuis l'indépendance.

La période postérieure à juin 1989 n'est pas toujours très aisée à analyser, faute de recul suffisant.

---

[68] La comparaison du nombre de sièges obtenus par les différents partis n'est pas une bonne indication de leur soutien dans la population, non seulement à cause des déséquilibres démographiques importants entre circonscriptions géographiques, mais aussi à cause de l'existence de circonscriptions spéciales pour les diplômés et des conditions de guerre qui prévalaient dans une bonne partie du Sud du pays, empêchant près d'un tiers de la population de participer au processus électoral.

[69] Ce texte fut rédigé par Hassan al-Tourabi, qui était alors ministre de la Justice de la fragile coalition des trois partis.

Plusieurs moments peuvent néanmoins être définis. Le premier, étudié ailleurs[70], est celui d'une ambiguïté cultivée sur la nature réelle du pouvoir. Les militaires occupaient le devant de la scène mais ne gouvernaient pas, les mises à pied des opposants des islamistes se multipliaient dans tous les secteurs de l'appareil d'État, la rhétorique gouvernementale était plus celle d'un nationalisme ombrageux mâtinée d'islam qu'une affirmation islamiste directe et franche.

Certes, cela n'abusait pas les observateurs malgré le soutien déconcertant de l'Égypte et de la Libye à Khartoum, mais une bonne partie de l'opinion publique soudanaise voulait y croire et ne se réveilla qu'au moment de l'exécution des 28 officiers supérieurs soupçonnés d'avoir tenté un coup d'État en mars 1990. Le pays était alors gouverné par une énigmatique structure clandestine islamiste, le Comité des 40[71].

La crise du Golfe constitua un tournant important. Malgré la prudence des islamistes, le président Omar al-Bechir prit fait et cause pour l'Irak peu après l'invasion du Koweït, sans doute sous la pression d'une délégation militaire de haut niveau venue de Bagdad ; celle-ci était importante pour l'armée soudanaise car elle venait évoquer la coopération militaire alors que la lutte contre Mengistou battait son plein en Érythrée et en Éthiopie voisines et que les militaires soudanais réfléchissaient déjà à la relance de l'offensive au Sud-Soudan.

Ce choix, qui apparut dans un premier temps suicidaire aux islamistes, permit à leurs dirigeants, après quelques mois d'expectative, de passer à une phase nouvelle de la mise en œuvre de leur projet : celle de l'affirmation islamique. L'islamisation du régime prend alors un tour plus marqué et les cadres du FNI quittent peu à peu leur position semi-clandestine pour prendre pied ouvertement dans l'appareil d'État. Ce processus passe à un stade supérieur avec la dissolution en octobre 1993 du Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), organe suprême (théoriquement) de la junte militaire.

Si les relations entre armée et islamistes demeuraient complexes, le rôle prépondérant acquis par ces derniers dans l'appareil d'État n'était plus du tout contestable. Les remaniements ministériels de juillet 1994 et février 1995 s'inscrivaient dans la logique d'une monopolisation du pouvoir par les seuls cadres du FNI malgré la cooptation de très rares personnalités du parti Oumma et du PDU à des postes essentiellement techniques. Le redécoupage administratif du pays en 26 États et le processus électoral entamé dès le début de l'année 1995, autant que le développement de fondations islamiques ou d'associations caritatives évoqués plus avant, participent de cette même stratégie.

1.3. Hassan al-Tourabi comédien et martyr ?

Pour comprendre certaines des particularités du mouvement islamiste soudanais, il faut revenir

---

[70] Cf. Roland Marchal, *op.cit.*

[71] Sur la forme d'organisation interne, à la fois concentrique et pour une part acentrée, il faut se reporter à la description donnée dans mon article de 1992.

sur quelques facteurs de son histoire, au premier rang desquels la personnalité de Hassan al-Tourabi, qui y joue un rôle central. Pour une large part sa centralité est due aux succès de sa politique car il n'a cessé de pousser à la marge, depuis son retour au Soudan, tous ses rivaux potentiels. L'ambition de l'homme est extrême et son habileté à provoquer des rivalités qui affaiblissent ses concurrents tout en consolidant son pouvoir est souvent jugée machiavélique par les perdants. Mais il convient de mentionner aussi la responsabilité des médias internationaux qui, en se concentrant sur le personnage, le légitiment par rapport à sa propre base et occultent le plus souvent les autres personnalités de la direction qui n'ont pas la même souplesse rhétorique[72], mais surtout la complexité de la situation soudanaise en en donnant une perception tronquée ou superficielle.

Deux exemples peuvent illustrer ces considérations. Lors d'un entretien avec un hebdomadaire français[73], Hassan al-Tourabi s'est déclaré réticent à inscrire l'apostasie dans le code pénal. Grandeur et tolérance de l'homme d'État qu'il est, et qui pourrait citer le Coran pour rappeler qu'" en religion, il n'est point de contrainte ". Pourtant, il s'est réjoui de la pendaison du dirigeant des Frères républicains, Mahmoud Mohamed Taha, en janvier 1985 pour apostasie[74], car ce groupe développait une lecture ésotérique du Coran[75] et avait sur le campus de l'Université de Khartoum une influence qui gênait considérablement le développement des thèses islamistes. Bien que le crime d'apostasie ne fût pas mentionné dans le code pénal de 1983, ce penseur religieux, âgé de plus de 70 ans, fut donc pendu, après avoir vu ses ouvrages brûlés, sa femme répudiée, ses biens confisqués et les activités de son mouvement suspendues. Lorsqu'une nouvelle version du code pénal fut discutée en 1988, le ministre de la Justice qu'il était alors fit inscrire le crime d'apostasie dans le nouveau code pénal[76] car il voulait éviter qu'on revienne,

---

72 Expérience personnelle significative : une revue française avait la possibilité de publier un entretien avec Ali Osman Mohamed Taha, qui donnait une idée précise de la stratégie sociale mise en œuvre par le régime soudanais. Mais elle préféra l'inévitable mais médiatique discussion avec Hassan Tourabi, qui n'apportait rien de nouveau. Curieux d'être ainsi prisonnier de son propre piège : la médiatisation se nourrit d'elle-même. Le dirigeant soudanais a d'ailleurs une analyse très lucide de la presse internationale : lors d'une rencontre en mars 1994, il me montra un groupe de visiteurs d'Asie centrale ex-soviétique qui avait entrepris le voyage à Khartoum après la lecture d'un article du *Time* américain : « Peu importe qu'on parle mal de moi du moment qu'on en parle car ainsi les gens viennent me voir ». Voir dossier Soudan in *Politique Internationale*, n 64, été 1994.

73 *Le Nouvel Observateur*, 25-31 août 1994, pp. 34-35.

74 « QUESTION : Pourquoi avez-vous approuvé l'exécution du Cheikh Mahmoud Mohamed Taha ? Hassan al-Tourabi : C'est un apostat, qui est devenu un pion de l'Occident en terre d'islam car il a tenté de supprimer le djihad pour laisser les musulmans sans défense devant l'hégémonie occidentale et d'introduire le marxisme, le capitalisme, le libéralisme occidental au sein de l'islam. Depuis les années soixante, il n'a cessé de prêcher la paix avec Israël et a soutenu Nimeiri lorsque celui-ci a liquidé les Ansar à Aba en 1970 puis les communistes en 1971. Il s'est érigé en Dieu pour modifier les piliers de la chari'a et s'est prononcé contre son application au Soudan. Je trouve qu'il a mérité son sort », entretien avec Amina as-Saïd in *Al-Ahah*, 01/05/85.

75 On peut sans doute y voir une interprétation radicale de la pensée d'Ibn Arabi dans un contexte moderne. Ce groupe, qui s'efforçait de développer une seconde lecture du Coran en mettant l'accent plus sur la moralité des écrits de La Mecque que sur les injonctions normatives des écrits de Médine, n'avait aucun problème avec les grands courants religieux de l'islam soudanais.

76 II s'agit de l'article 126 ; ses manifestations visibles ne sont pas précisées. Pour une analyse de l'évolution juridique la plus récente voir Akolda M. Tier, « Islamization of the Sudan's Laws and Constitution : its Allure and its Impractibility », *Verfassung und Recht in Übersee*, 1992, pp. 199-219. Pour une analyse plus historique,

com- me en 1986, sur l'exécution du vieux chef des Frères républicains. Quel est l'intérêt de tels obscurs détails historiques ? Mieux vaut disserter sur la francophonie du leader islamiste ou sur des camps d'entraînement plus ou moins avérés !

Pourtant, un second exemple permet de montrer que rien n'est simple. La question du voile[77] à Khartoum connaît de multiples péripéties depuis 1989 : s'il n'y a pas de disposition légale pour l'imposer, les pressions multiformes se sont multipliées dans les administrations et dans les rues, où des femmes peuvent subir les insultes des jeunes agents de la sécurité sous prétexte que leur coiffure n'est pas conforme à " la " religion. Hassan al-Tourabi est venu lui-même en 1993 plaider la tolérance sur le campus contre ses propres militants qui entendaient imposer le port du voile par la force aux étudiantes. Le dirigeant soudanais n'a pas fait cela pour la consommation extérieure car très peu d'étrangers sont au courant de son initiative. Un tel acte a sans doute moins à voir avec les conceptions du penseur islamiste sur les femmes (encore qu'il soit plus moderniste que la grande majorité des théoriciens maghrébins) qu'avec sa conception de la liberté universitaire (qui ne va pas au-delà des locaux de l'Université...).

La complexité du personnage est donc réelle et tient, déjà, à son origine. En effet, le statut de sa famille est tout à fait remarquable : son ancêtre à la sixième génération, Dafallah Al-Tourabi, fut un Mahdi[78] dans les dernières années du royaume de Sennar (1504- 1821). Malgré son échec, ses descendants n'en bénéficient pas moins d'une aura parti- culière, que Hassan al-Tourabi sait fort bien utiliser. Au niveau confrérique, sa famille appartint ensuite à l'importante (mais trop décentralisée) Qadiriyya avant de rejoindre la Khatmiyya, pour finalement se retrouver derrière le Mahdi, arrière-grand-père de Sadeq. L'islam soufiste est si prégnant dans la culture soudanaise que ses partisans l'appellent " Cheikh Hassan ". La différence entre Sadeq al-Mahdi et Hassan al-Tourabi dans leurs rapports avec leur base, en dépit des mêmes rapports religieux d'allégeance, est qu'il s'agit, pour le premier, de couches rurales sans instruction, alors que pour le second, ce sont des urbains instruits.

De cette différence découle une autre, maintes fois énoncée par Hassan al-Tourabi lui-même : " Sadeq al-Mahdi se qualifie d'islamiste ; sur ce point aucune différence fondamentale ne nous sépare. Cependant il est né dans la tradition : son grand-père n'était-il pas le Mahdi ? Or notre idéal n'est pas l'État mahdiste du XIXe siècle. Notre mouvement est bien ancré dans son siècle ". Une autre qualité du leader du FNI est d'incarner le mouvement dans toutes ses composantes et dans son histoire. Il est capable de s'adresser aux soufistes ou aux wahhabites de son organisation, aux traditionalistes ou au courant moderniste en se situant d'emblée à l'intérieur de leurs catégories de discours. On retrouve également ce type d'attitude sur la violence car il

---

consulter Hervé Bleuchot, *Les cultures contre l'homme ? Essai d'anthropologie historique du droit pénal soudanais*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-en-Provence, 1994.

77 On n'affirme pas ici que cette question est essentielle dans la caractérisation du mouvement, pas plus d'ailleurs que dans une évaluation de la condition féminine au Soudan.

78 Nom donné en Islam à un envoyé de Dieu, attendu pour compléter l'œuvre du Prophète Mohamed. Le plus célèbre dans l'histoire soudanaise est l'arrière-grand-père de Sadeq al-Mahdi qui mit fin à la colonisation ottomane

peut à la fois se réjouir d'actes brutaux et prêcher sincèrement l'action pacifique. Cette attitude ambiguë n'est pas dirigée seulement vers les étrangers mais également vers sa propre base. Cette aptitude tactique peut constituer à terme une source de faiblesse, mais il sait jouer sur plusieurs légitimités qui fondent l'obéissance de ses partisans : il est tout à la fois chef politique et savant religieux, ou leader d'une modernité islamique rêvée par d'importants secteurs de la jeunesse islamique.

Une telle flexibilité produit des effets sur l'attitude des militants du Front. D'abord, le mouvement n'a pas d'idéologie au sens propre. Cela lui a permis d'agglomérer des groupes islamiques relativement disparates, Frères musulmans *stricto sensu*, *Ansar as-Sunna* (wahhabites), confréries religieuses (Tidjaniyya, certains segments de la Qadiriyya, etc.) sans se couper de l'islam soudanais profondément lié au soufisme : en effet, à la différence de bien d'autres mouvements islamistes, les partisans de Hassan al-Tourabi ne militent pas directement pour un islam salafiste, même si leur insistance sur le *djihad* les inscrit dans ce courant de pensée et si cet aspect tend à devenir prioritaire. Cette flexibilité leur évite de s'aliéner au premier contact les masses rurales musulmanes qui voient avec sympathie l'exigence de la *charia* ou d'un État islamique, mais n'accepteraient jamais la remise en cause de certaines de leurs pratiques religieuses confrériques peu conformes à une stricte orthodoxie coranique. Néanmoins, cette ouverture soulève depuis le coup d'État de nombreuses tensions avec les Frères musulmans et le groupe wahhabite *Ansar as-Sunna,* très lié à l'Arabie saoudite.

Ainsi, en janvier 1994, un commando a cherché à éliminer le numéro deux des *Ansar as-Sunna*, tuant près d'une vingtaine de personnes dans une mosquée d'Omdourman. Cette action s'est produite après une tentative infructueuse du ministre de la Planification sociale, Ali Osman Mohamed Taha, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, pour prendre le contrôle de toutes les mosquées du pays. Différents tracts ont circulé alors à Khartoum, expliquant qu'il était peu probable dans une cité aussi quadrillée par la sécurité qu'un commando agisse de la sorte sans ordre supérieur ; le procès des meurtriers s'est passé dans des conditions pour le moins curieuses, le coupable - un “ Afghan ” d'origine libyenne - a été exécuté sans avoir rien dit sur ses commanditaires. Une réconciliation entreprise par le général Omar el-Béchir à la fin de l'année 1994 a été négociée avec les dirigeants les plus quiétistes de ce mouvement sur la base du *statu quo* sur le contrôle étatique des mosquées. Quant à celle avec les Frères musulmans, elle s'est traduite bien vite par une nouvelle scission au sein de cette organisation.

2. Aspects de l'économie politique du FNI

Le succès de la stratégie du FNI ne peut cependant s'interpréter seulement à l'aune du génie politique de son dirigeant charismatique, quoi qu'en disent aujourd'hui ses thuriféraires. Si un rapide rappel historique met l'accent sur la capacité de ce mouvement à rebondir, il souligne aussi que ce groupe acquiert des positions particulièrement fortes parce qu'il n'a guère d'opposition très organisée en face de lui. A tout prendre, il demeure d'ailleurs un mouvement

dont l'ancrage reste principalement dans l'élite sociale du pays, même si cet aspect doit être nuancé.

De plus les islamistes, pour des raisons qui tiennent pour beaucoup à leur nature sociologique, ont su mieux ou plus vite que d'autres appréhender des transformations sociales et les utiliser, en faisant preuve à l'occasion d'une flexibilité bien étrangère à leurs engagements idéologiques.

2.1. Les erreurs et faiblesses des partis traditionnels

Les fondamentalistes ont réalisé plutôt tardivement, au milieu des années soixante-dix, que jouer la mouche du coche des partis traditionnels leur ôtait tout espoir de prendre ou de partager le pouvoir. A partir de cette date, ils ont souligné de façon délibérée et à tout propos leurs différences avec ces grandes organisations politiques et ont ainsi pu recruter dans des secteurs de la population qui n'étaient pas ou étaient faiblement représentés jusqu'alors dans la classe dominante tant économique que politique du Soudan.

Si certains dirigeants comme Hassan al-Tourabi, Ghazzi Salah ed-Din, Ibrahim Senoussi, Yassin Omar el-Imam appartenaient à cette strate supérieure de la société, des hommes comme Mahdi Ibrahim ou Ali el-Haj n'avaient *a priori* que peu de chances d'en faire partie à cause de leur origine régionale : originaires de l'Ouest du pays, ils sont dépréciés par la bonne société.

Le FNI a donc pu capter une contre-élite en formation, d'autant qu'il a mis un terme à son élitisme idéologique à un moment où l'on assistait à une " massification " (certes relative) de l'enseignement et à une diversification du recrutement universitaire.

Seul le PCS aurait pu endiguer une telle dynamique mais, outre une conjoncture internationale fort défavorable, il était déjà très marqué sociologiquement puisque ses cadres, à commencer par Ibrahim Nogoud ou Ezz ed-Din Amer, étaient issus le plus souvent de la bourgeoisie traditionnelle nubienne et/ou du Nord. De plus, l'expérience nimeiriste l'avait décapité et lui avait enlevé pour longtemps toute crédibilité sur des thèmes mobilisateurs comme la lutte pour la démocratie : seules les dernières années de Nimeiri, dictateur reconverti alors, pour conserver son pouvoir, à un islam intransigeant, lui ont offert un espace mais son organisation avait trop souffert pour peser dans les moments décisifs.

Ce succès réel du FNI doit cependant être tempéré car la sous-représentation des régions périphériques du Soudan (Est et Ouest) demeure une réalité jusqu'aujourd'hui. De plus, la sociabilité des dirigeants islamistes n'a pas contribué à élargir le cercle des élus : la prégnance des hiérarchies ethniques, la pesanteur des liens familiaux et un ethos de classe peu égalitaire excluent facilement ceux qui ne disposent pas d'un capital social propre suffisant. Une illustration, pour prendre un cas datant de février 1995, en est la relative disgrâce qui affecte Mahdi Ibrahim ou Ali el-Haj, marginalisation dont les causes personnelles semblent, autant qu'on le sache, au moins aussi importantes que les désaccords politiques relativement mineurs.

Si les islamistes disposaient donc d'atouts pour " capturer " les membres potentiels d'une contre-élite, ils ont également attiré les déçus des grands partis qui, pour des raisons variées, n'avaient pas obtenu le prestige, les responsabilités et les ressources qu'ils pensaient mériter : Osman Abdelkhader Abd el-Latif, seule personnalité Oumma du gouvernement depuis juin 1989, en est le meilleur exemple[79]. Cet argument vaut également pour les ralliés d'après le coup d'État : il faudrait beaucoup d'innocence pour ne pas voir que des négociations très prosaïques ont accompagné le ralliement au régime de certains notables ruraux ou de personnalités religieuses, sans même parler des Sud-Soudanais, comme Alice Loukoudou, qui font ainsi carrière et voyagent à l'étranger en démontant les arguments simplistes d'une opposition qui qualifie souvent de façon irresponsable la guerre au Soudan de conflit entre Arabes et Africains. Ce déplacement des allégeances politiques a été possible à cause de l'incroyable aveuglement des dirigeants des grands partis, qui n'ont pas su ou voulu, après le soulèvement de 1985, réorganiser l'appareil de leurs partis en y faisant une place à la jeune génération.

Le FNI a donc représenté un réel contre-modèle politique modernisateur. Certes Hassan al-Tourabi s'est constitué peu à peu son propre groupe de partisans, profondément attachés à sa personne plus qu'à son organisation, mais la constitution de cette " cour " ou de cette " coterie " a suivi des procédures un peu plus politiques que la seule logique des alliances matrimoniales qui préside le plus souvent à l'intégration dans les cercles dirigeants du PDU ou du parti Oumma.

Cette appréciation doit cependant être nuancée aujourd'hui, dans la mesure où l'aspiration dans l'appareil d'État de la direction du FNI et la décantation induite par près de six années de gestion gouvernementale ont considérablement " retraditionnalisé " le parti islamiste. Derrière l'affirmation toujours répétée de la dissolution du Front tenu par les principaux dirigeants depuis juin 1989, peut-être faut- il voir également une dénégation des aspirations d'une base autrement plus radicale que ses chefs parce qu'elle ne peut goûter aux mêmes avantages. La frustration est telle que certains notables du FNI en sont victimes[80] car elle provoque des poussées protestataires de radicalisme populiste, dont le journaliste Mohamed Mohamed Taha est sans doute l'un des porte-parole les plus virulents.

Une autre remarque est peut-être plus paradoxale. Les analystes soulignent souvent la grande proximité " religieuse " qui peut exister entre les partisans de Sadeq al-Mahdi et les islamistes. Les premiers appartiennent certes aux *Ansar* (" Compagnons du Prophète "), groupe qui communie dans le souvenir du Mahdi et du soulèvement victorieux du XIXe siècle contre la

---

[79] On aurait pu citer, parmi mille autres, les cas d'Ahmed Suleiman, diplomate aujourd'hui en poste aux États-Unis, homme de lettres et ancien membre du PCS avant de devenir un polémiste talentueux du Bureau exécutif du FNI, et de l'ancien ministre de la Culture et de l'Information, Abdel Basit Sabderat, ancien membre du PCS et homme de lettres également dont les convictions politiques demeurent mystérieuses jusqu'aujourd'hui.

[80] L'un des fils de Hassan Tourabi entretient ainsi des relations tumultueuses avec des agents de la Sécurité qui l'accusent de très nombreux trafics. D'autres dirigeants auraient été arrêtés en pleine discussion avec de jeunes prostituées, etc. Comme toujours, la corruption sexuelle et économique se conjugue pour disqualifier les conseillers du Prince, ce dernier restant pour l'instant peu affecté par ce type de critiques.

colonisation égypto-ottomane et est souvent qualifié de quasi-confrérie ; mais les pratiques religieuses induites par la lecture du *khatib* mahdiste laissent peu de place au *zikhr*, tel qu'il est conçu habituellement par les confréries[81] et sont donc très proches de celles des islamistes. Pourtant, la plupart des cadres islamistes ont une histoire familiale qui les situerait plutôt parmi les membres potentiels du PDU[82].

Expliquer un tel décalage n'est pas aisé, bien que des hypothèses convergentes puissent être faites. D'abord, le PDU est un parti très faiblement structuré qui n'existe comme tel que lors des campagnes électorales ou lorsque le dirigeant de la Khatmiyya désire faire passer un message politique. C'est d'ailleurs l'un de ses plus grands problèmes dans l'exil car la confusion entre le champ confrérique et le champ politique, notamment au niveau financier, est extrême et la centralisation trop personnalisée et peu fonctionnelle. Cela peut expliquer pourquoi des jeunes, incapables de trouver une place dans une structure aussi patrimoniale, migrent vers un autre cadre politique qui leur ouvre de tout autres perspectives. D'un autre côté, le recrutement du PDU est largement urbain, commerçant ou petit fonctionnaire : les enfants de ses sympathisants ou de ses “ membres ” appartiennent donc à la base potentielle des militants du FNI.

Les assises du parti Oumma sont différentes, nettement plus rurales et insérées dans des relations d'échange économique et symbolique qui n'existent guère chez son concurrent. Enfin, le statut du leader est aussi qualitativement différent : le projet messianique propre à l'expérience mahdiste du XIXe demeure présent même s'il est retraduit pacifiquement selon la situation politique du moment. Cette dimension charismatique est d'ailleurs particulièrement pertinente lorsque sont évoqués d'éventuels accords entre le FNI et le parti Oumma avant et après 1989 : ces deux groupes et leurs dirigeants, peut-être parce qu'ils se ressemblent trop, ne peuvent guère s'associer durablement sans de fortes tensions dues à des légitimités de nature radicalement différente.

2.2. Demandes sociales et offre d'opportunités

Faut-il y voir le fait du pragmatisme de Hassan al-Tourabi ou de l'ethos de l'élite soudanaise ? Le rapport de l'argent et de la politique a toujours été envisagé sans le moindre état d'âme par l'organisation islamiste. Son dirigeant a d'ailleurs discuté ce thème dans plusieurs conférences et ouvrages afin de justifier l'attitude très réaliste qu'il préconise. Une telle réflexion n'est pas en soi surprenante dans la société soudanaise dans la mesure où les années soixante-dix ont été marquées par une transformation très nette de l'habitus économique par suite du contrecoup de la rente pétrolière et du développement de la corruption sur une très grande échelle.

---

[81] Sur cette question on doit se reporter à l'article de Nicole Grandin, « Al-Sayyid Abd al-Rahman al-Mah- di (1885-1959) et l'héritage mahdiste au Soudan oriental » in *Le Cuisinier et le Philosophe. Hommage à Maxime Rodinson*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1982, pp. 217-226.

[82] Ainsi en est-il par exemple de presque tous les islamistes qui rentrent au gouvernement en février 1995.

S'il faut en croire un vice-ministre des Finances en 1985, sur les 8 milliards de dollars d'aide extérieure reçus jusqu'au renversement du dictateur, seuls 2 ont été investis à l'intérieur du pays. Un proche de Nimeiri, Baha el-Din Mohamed Idriss, était connu comme « Monsieur 10 % »[83]. Cette situation avait d'ailleurs entraîné l'intervention du FMI dès 1979. A partir de cette date, plutôt que de mettre l'accent unilatéralement sur la libéralisation du change et le manque d'épargne, il eût fallu concentrer davantage l'attention sur les formes très particulières d'utilisation des devises étrangères et de l'épargne.

Trois phénomènes se déroulaient alors sous le regard plutôt myope de l'institution financière de Washington : l'accroissement des migrations internationales, le développement rapide d'une économie souterraine au Soudan et les sorties de capitaux du pays. Quelques chiffres permettent de se faire une idée de leur ampleur. En 1985, plus des deux tiers des cadres et techniciens soudanais étaient employés en dehors du Soudan ; cette proportion a crû de façon exponentielle depuis 1989. En 1986, la Banque centrale du Soudan estimait que 1 400 millions de dollars avaient été changés sur le marché parallèle illégal pour 400 millions dans le circuit officiel. Enfin, entre 1977 et 1984, l'accroissement des biens soudanais en Égypte est évalué à plus de 14 milliards de dollars[84].

Le FCI, ou plus tard le FNI, avait besoin d'argent pour exister, former ses cadres et acheter une clientèle. Le choix fut donc de concevoir l'organisation comme un véritable acteur économique. En effet les cotisations étaient minimes et constituaient plus un acte de socialisation politique et une marque de confiance à l'organisation qu'un véritable moyen de financement du fonctionnement. De plus, elles étaient collectées de façon décentralisée en suivant les découpages administratifs et, pour l'essentiel, ne remontaient pas à la direction du mouvement, qui devait trouver ses propres sources de financement pour assurer les activités centrales. Ainsi, c'est au cercle dirigeant et souvent à Hassan al-Tourabi lui-même que les collectes faites à l'extérieur du pays étaient adressées[85]. L'aide étatique aux islamistes soudanais semble n'avoir été importante que durant la période dite du Front national entre 1970 et 1977. Par la suite, d'autres ressources prirent la relève, sans doute au moins aussi avantageusement.

Une stratification informelle se cristallisait dès la fin des années soixante-dix. Certains militants du FNI, recrutés dès l'école secondaire, gravissaient les échelons de l'organisation et obtenaient des fonctions importantes dans la quête de financements, qui correspondaient également à leur volonté de se lancer dans le monde des affaires. Ces gens étaient, dans la mesure du possible, formés pour cela par leur propre cursus individuel ou grâce à l'aide de l'organisation. Certains furent ainsi rappelés après 1989 pour occuper des postes de hauts fonctionnaires dans l'appareil d'État.

---

83 Mansour Khaled, *Nimeiri and the Revolution of the Dis-may*, Londres, KPI, 1985, p. 250; on peut lire tout le chapitre 4 pour en avoir d'autres détails croquants.

84 Richard Brown, *Sudan's Other Economy,* La Haye, Institute of Social Sciences, Working Paper, mai 1990.

85 Cela est l'une des causes de la panique qui régna pendant quelques semaines à Khartoum après l'agression dont Hassan Tourabi avait été victime en mai 1992 ; bien des dirigeants ont craint alors qu'il ne meure ou ne retrouve pas suffisamment de ses capacités intellectuelles pour indiquer la liste des avoirs et des comptes que le mouvement a dans certaines banques en Occident.

Le cas de Cheikh Sid-Ahmed est un bon exemple : islamiste depuis l'école secondaire, il quitte l'Université de Khartoum au terme de ses études d'économie en 1971 pour travailler dans les chemins de fer ; il rejoint Abd el-Rahim Hamdi (qui eût pu fournir une autre illustration de la même trajectoire) lorsque celui-ci ouvre la branche soudanaise de la Banque islamique Faysal en 1977 et prend ensuite la direction d'une société filiale, la Compagnie de développement islamique, puis - après un intermède dans les affaires - devient gouverneur de la Banque centrale de 1990 à 1993 pour redevenir ensuite directeur de la banque Faysal. De nombreux cadres du FNI, comme le tristement célèbre Nafi Ali Nafi, professeur à la Faculté d'agriculture et responsable de la sécurité du FNI, ont été des salariés de cette dernière entreprise avant d'obtenir des fonctions plus élevées[86].

Mais le recrutement était plus large car d'autres commerçants ou diplômés ont rejoint le Front pour des raisons étrangères à un véritable engagement idéologique et n'ont bénéficié de sa confiance que très progressivement. La grande idée du FNI était d'utiliser le dynamisme de certains de ses adhérents pour leur confier des capitaux à gérer et à faire prospérer pour le plus grand bien du groupe. Ainsi, entrer au Front ne relevait plus seulement d'un choix politique ou idéologique mais offrait également des opportunités de carrière tout à fait intéressantes pour des jeunes diplômés ne disposant pas de l'entourage social nécessaire pour se lancer seuls dans les affaires. Cette activité n'était pas purement désintéressée car le Front appliquait des conditions particulièrement attractives : les cadres rappelés de l'étranger afin de travailler pour lui ont toujours continué à percevoir le salaire qu'ils touchaient à l'étranger, tant les salaires soudanais risquaient de refroidir bien des ardeurs militantes.

Ce choix n'a pas toujours été accepté sans problème par la base ; pour s'en convaincre, il suffit de reprendre les seuls journaux du régime après 1989 et les campagnes qui y furent menées contre Abd el-Rahim Hamdi, ministre des Finances de 1990 à 1993 mais grand concepteur jusqu'aujourd'hui de la politique d'ajustement structurel prônée par le FMI et conduite par le régime islamiste, coupable de vivre au Hilton et de percevoir un salaire “ colossal ” en devises fortes (le chiffre de 15 000 $ était évoqué par la rumeur publique mais apparaît plutôt faible compte tenu des responsabilités qu'avait Hamdi à Londres avant de venir au Soudan) à une époque où celles-ci faisaient cruellement défaut au pays. Parmi les succès, il faut citer Osman Khaled Moudawi, membre de la vieille génération, qui débuta comme petit magistrat et prospéra grâce à la gestion des capitaux octroyés par l'aide libyenne au FCI après 1972 ; pour la jeune génération, Dafallah At-Tom est sans doute l'une des réussites les plus brillantes car, après des études de médecine à l'Université de Khartoum, il commençait à faire des affaires en 1979 et était déjà l'une des plus grandes fortunes du pays en 1985.

---

86 Ses locaux ont également servi après juin 1989 de "*ghost house*", où des opposants étaient retenus et le plus souvent torturés ou malmenés.

2.3. Réseaux spéculatifs et financement du FNI

La question du financement du FNI est importante, non seulement pour évaluer les ressources disponibles d'un mouvement politique mais aussi parce qu'elle fournit des indications très précieuses sur le degré d'internationalisation et les relations symbiotiques que ce mouvement a pu tisser avec des notables, des groupes ou des institutions dans une grande partie du Proche et du Moyen-Orient. L'évaluation demeure ici bien évidemment qualitative mais l'exercice n'est pas dépourvu pour autant d'intérêt.

Comme cela a déjà été évoqué, les anciens membres du FCI n'avaient pas coupé tous les ponts avec leur ancienne organisation ; des militants pouvaient demeurer dans son entourage immédiat par des mariages ou des amitiés tissés des années auparavant. Ces personnes étaient le plus souvent des techniciens ou des cadres qui avaient migré très tôt après le boom pétrolier dans les États du Golfe et y avaient acquis une surface financière tout à fait appréciable. Un démarchage systématique fut entrepris afin d'obtenir des dons, des prêts ou même l'accomplissement de tâches plus concrètes pour l'organisation. Cette approche fut couronnée de succès grâce au contexte international (révolution iranienne, montée en puissance des courants islamiques radicaux, etc.) mais également parce que les islamistes soudanais surent trouver des formes institutionnelles souples pour collecter l'argent ou mobiliser les énergies. Le financement d'une organisation politique n'était pas aussi consensuel que celui d'une organisation d'aide comme l'Agence africaine et islamique d'aide (Islamic African Relief Agency ou IARA) ou d'un groupe faisant du prosélytisme religieux comme l'Organisation de la prédication islamique, *al- Dawa al-islamiyya.*

En déconnectant les enjeux politiques des enjeux financiers, le FNI réussissait également à dépasser le premier cercle de ses sympathisants et à s'assurer avant et après la guerre du Golfe le soutien mi-naïf, mi-calculé d'institutions comme le Fonds de la *zakat* koweïtienne. Ces réseaux évergètes étaient également importants pour le développement d'organisations islamistes dans les pays d'accueil : ils permettaient d'identifier les plus religieux et les plus disposés à s'impliquer dans une activité politique locale. Le rôle des Soudanais dans le développement du mouvement *Al-Islah* au Yémen et de groupuscules fondamentalistes dans les États du Golfe fut si direct qu'il provoqua des incidents avec certains États ou des rapprochements rapides avec d'autres au sortir de la guerre du Golfe.

La seconde source de revenus est apparemment plus connue : le système bancaire islamique grâce à l'installation au Soudan des agences des Banques islamiques Faysal, Tadamon et Baraka. Ces organismes, qui furent toujours des banques commerciales, jouent trop souvent un rôle de *deus ex machina* dans les analyses du succès du FNI. Il est exact qu'elles ont considérablement appuyé sa croissance en aidant ses hommes d'affaires par l'octroi de prêts à des conditions avantageuses et en formant des cadres de l'organisation. Elles ont également, avant et après juin 1989, permis d'attirer des investissements étrangers ou de créer des *joint-ventures* qui ont été particulièrement rentables pour les islamistes soudanais.

Cependant, leur réussite s'explique aussi par l'immaturité de la grande bourgeoisie commerçante traditionnelle soudanaise, son manque de combativité et la profonde léthargie du système bancaire étatique. Autant que sur l'instrument que représentent ces banques, il faudrait faire porter l'analyse sur leurs commanditaires : on découvrirait une situation plus complexe que ne le dit trop souvent l'opposition actuelle et une diversité aux motivations du soutien dont bénéficie Khartoum, de la quête de superprofits spéculatifs à la sympathie idéologique.

Par exemple, le prince Mohamed al-Faysal, principal actionnaire de la Banque Faysal et du holding Dar al-mal al-islamiyya (une des plus grandes institutions financières islamistes), est un ami personnel de Hassan al-Tourabi depuis le début des années soixante et un islamiste convaincu ; s'il voyage peu au Soudan depuis 1991, c'est pour ne pas heurter ses intérêts bien compris en Arabie saoudite alors que s'y joue la lutte de succession ; mais ses investissements n'en demeurent pas moins importants et leur valeur n'est pas reflétée par la situation financière très médiocre de sa banque au Soudan.

A l'inverse, le principal actionnaire de la banque Baraka, Cheikh Saleh Kamel, est un homme d'affaires qui voit dans le Soudan un pays propice à des bénéfices rapides et importants : son islamisme est des plus tempérés. Bien d'autres investisseurs étrangers devraient être cités : Oussama Ben Laden, d'origine yéménite et aujourd'hui déchu de sa nationalité saoudienne, qui servit d'interface entre la CIA et les volontaires arabes pour aller combattre en Afghanistan, homme-lige du régime soudanais, qui travaille actuellement à un grand projet de média islamiste qui pourrait concurrencer la trop saoudienne *Middle East Broad- casting Corporation* ; Abd el-Latif Djemil, représentant de Toyota pour le Proche-Orient, lié au Soudan par l'une de ses épouses et aux islamistes par l'un de ses fils.

Ces réseaux sont antérieurs au coup d'État de 1989 mais prennent une importance singulière du fait de l'isolement international de Khartoum et d'une baisse drastique de l'aide internationale (celle-ci est passée, entre 1989 et 1993, de près de 400 millions à 20 millions de dollars !).

Une troisième source de revenus doit être rappelée bien qu'elle explique déjà pour une part l'intérêt que le Soudan peut représenter pour toute une catégorie d'hommes d'affaires : le différentiel des taux de change. Comme le souligne très bien l'exemple des banques islamiques en Égypte, le jeu sur les taux de change et la disponibilité en devises fortes des travailleurs migrants permettent de dégager des sommes astronomiques qui ont de plus l'avantage de pouvoir demeurer à l'extérieur du pays. Les islamistes, dès les années nimeiristes, ont mis en place des réseaux de change à des taux très proches du marché parallèle soudanais. Leur bonne organisation et leur honnêteté leur ont permis de capter un marché bien plus grand que celui de leurs seuls sympathisants : il leur suffisait de collecter l'argent des migrants dans un pays du Golfe et d'en verser la contrepartie en livres soudanaises à la famille de ces derniers au Soudan.

Les années qui suivent le coup d'État marquent une intensification de ces logiques car l'isolement est très grand et les ambitions du Front (qui ne doivent pas être identifiées à celle du régime au pouvoir à Khartoum) toujours vivaces. L'appareil d'État et le système législatif ont été mobilisés pour accroître ces sources de revenus.

Par exemple, le change clandestin au taux parallèle est devenu l'une des activités les plus dangereuses au Soudan jusqu'en 1992. Cependant, durant cette même période, les travailleurs émigrés ont pu faire transiter leur argent à un taux préférentiel grâce à des agences d'une banque islamique contrôlée par le FNI - la Banque islamique du Nord - situées dans les ambassades du Soudan à l'étranger. Les dispositions monétaires prises par le gouvernement soudanais s'accordent très bien avec la vision du FMI mais restent globalement inefficaces car, pour influer sur la monnaie, elles supposent de restaurer une confiance ce qui est loin d'être le cas à cause du blocage politique.

En effet, malgré sa désorganisation, c'est la communauté soudanaise dans les États du Golfe, largement acquise à l'opposition, qui a permis l'isolement régional du pouvoir islamiste : les mesures répressives prises par Khartoum visent autant la consolidation de la livre soudanaise que l'affaiblissement politique de l'émigration, obligée de passer sous les fourches caudines (paiement d'impôts, transfert d'une partie de leur salaire en devises fortes) pour visiter la famille au pays.

Une autre modification, qui systématise à l'extrême le comportement de certains ministres du Commerce durant la phase démocratique, est l'octroi de marchés captifs tant au niveau intérieur qu'extérieur car l'économie soudanaise est une économie de la pénurie basée sur le délit d'initié.

Les manipulations des licences d'importation ou, lorsqu'elles sont devenues obsolètes, de l'importation de produits interdits à haut taux de profit, ou des licences d'exportation de la gomme arabique et de quelques autres produits permettent encore des profits substantiels aux dépens de la société soudanaise. Les dénationalisations ont suscité des critiques tout à fait justifiées qui démontrent que les islamistes soudanais n'ont pas eu grand-chose à apprendre d'un Paul Biya ou d'un Houphouët-Boigny : la privatisation de l'État suit son cours dans la grande tradition.

Une évolution plus originale a consisté en la création d'un tissu d'"organisations non gouvernementales" depuis quelques années. Parmi les plus importantes, il convient de citer, outre les déjà connues Organisation *al-Dawa* et IARA, la Jeunesse de la Nation, la Fondation des martyrs, etc... Ces organisations ont des fonctions variées.

D'une part, elles maillent la société urbaine et optimisent le contrôle social tout en fournissant de nombreux emplois à des jeunes qui quittent le système scolaire sans réel espoir de trouver un emploi stable, compte tenu de la déliquescence de l'économie soudanaise (dont la forte

croissance actuelle n'est due qu'à une politique agricole très volontariste et aux effets fragiles). L'opposition y voit plus directement l'un des aspects d'un système répressif tentaculaire dont la fonction est de briser toute velléité de mouvement social.

D'autre part, ces associations ont acquis nombre de privilèges économiques, notamment la liberté d'importer sans payer les taxes, qui semblent avoir dévoyé leur nature : à l'entraide sociale s'est substituée rapidement l'accumulation de bénéfices en travaillant de concert avec les grossistes. Par exemple, du sucre est acheté à Kenana, exporté facticement puis " réimporté " sans taxe et vendu au même prix que le sucre réellement importé.

La Fondation des martyrs, sans doute la plus importante de ces associations, a pu avoir, en 1994, pendant six mois, le monopole d'importation de matériel électronique, avant une libéralisation et a hérité de nombreux biens appartenant à la famille Mirghani, notamment des jardins mis à la disposition du public et autres biens fonciers. Surtout, elle a un droit de regard sur la Banque islamique d'Omdourman. Celle-ci est la banque qui gère salaires et pensions des militaires et leur octroie des facilités financières à l'occasion ; c'est elle qui fournit les avances de trésorerie et autres formes de crédit à la Fondation des martyrs pour ses opérations commerciales : cela permet à cette dernière non seulement de s'occuper des familles de martyrs (le plus souvent des membres des Forces de défense populaire tombés au Sud-Soudan) mais également de récompenser ou de neutraliser, en les éloignant des circuits de décision, les officiers suivant leur attitude face au régime et à la guerre au Sud-Soudan.

Devant les protestations de plus en plus vives - y compris au sein des islamistes, où certains cherchent à prendre leurs distances avec une corruption omniprésente jusque dans les hautes sphères du Front -, ces organisations ont dû récemment déléguer leurs activités commerciales à de véritables entreprises, plus facilement contrôlables. Cela a permis la montée en puissance de la Banque islamique d'Omdourman, mais aussi d'une société de construction, comme la Dan Fodio (du nom du grand Mahdi nigérien), qui travaille pour l'organisation *Dawa islamiyya*.

L'opposition en exil évoque encore d'autres sources de financement occulte mais le chercheur est particulièrement démuni pour en vérifier l'exactitude. Deux méritent cependant d'être citées ici.

La première est le blanchiment de l'argent sale. Certains chefs d'État africains ont exprimé très clairement leur hésitation à ce sujet : pourquoi accepter peu d'argent avec des conditionnalités type FMI qui risquent de déchirer le tissu social et de provoquer des crises de régime, alors que des trafiquants proposent des solutions très avantageuses pour récupérer une partie de l'argent de la drogue ? Les excellents rapports qu'entretient le FNI avec des notables pakistanais et afghans, pour ne citer que ceux-là, leur ouvrent vraisemblablement de séduisantes opportunités. Reste à savoir si elles sont saisies.

L'autre source est plus composite. De multiples trafics, qui ne se déroulent pas sur le territoire national soudanais, peuvent exiger dans leur procédure l'existence d'un sanctuaire où discussions et

échanges peuvent se dérouler à l'abri des curieux : des rumeurs évoquent notamment la fausse monnaie américaine et l'inévitable trafic d'armes légères.

Ce qui est sûr, pour reprendre les termes du président de la Commission économique du Parlement à l'été 1994 (il a été depuis nommé ministre de l'Industrie), Badr ed-Din Suleiman[87], c'est que les chiffres de la comptabilité nationale soudanaise ne reflètent plus la réalité de la vie économique car s'ils étaient exacts, le Soudan aurait déjà disparu de la carte du continent...

3. Un contrôle impossible de l'institution militaire

Le modèle islamiste soudanais s'inspire d'expériences dans le monde arabe, où les rap- ports entre forces politiques et institution militaire jouent un rôle crucial, comme le nassérisme ou le baathisme. Néanmoins, le Soudan possède une expérience autochtone relativement riche car l'armée n'y a jamais été un acteur passif : elle prend le pouvoir entre 1958 et 1964, puis entre 1969 et 1985. Son retour sur le devant de la scène en juin 1989 se fait dans un cadre très particulier, mais elle ne peut être considérée comme un protagoniste totalement subordonné aux islamistes du FNI.

En effet, malgré son irruption fréquente dans le champ politique, elle a gardé une culture propre et, surtout, apparaît toujours pour la plus grande partie de la population et à ses propres yeux comme une institution nationale, qu'on peut opposer aux partis. Devant la dégradation de la situation intérieure, elle est devenue dans les scénarios de l'opposition un véritable *deus ex machina* qui permettrait de régler le problème de la transition, tant le dispositif coercitif des islamistes paraît efficace et rend problématique le succès d'un mouvement protestataire civil. Si les informations recueillies sur ce thème demeurent parcellaires, elles permettent néanmoins de mieux préciser certains termes d'une réflexion sur l'avenir de l'expérience soudanaise.

3.1. De premiers contacts difficiles

Les relations des islamistes et des militaires, pour être anciennes, sont toujours empreintes d'une très grande ambiguïté. Le mouvement islamiste, comme le Parti communiste soudanais, a cherché dès son origine à investir l'armée soudanaise. A l'inverse de la puissante organisation communiste ou du parti Baath, le FCI n'a guère eu de succès dans les années soixante et au début des années soixante-dix.

Dans cette période, les idéaux socialisants ou nassériens d'une part, l'attachement aux deux grands partis traditionnels de l'autre, dominaient très largement l'idéologie des officiers. La difficulté majeure était alors pour les islamistes l'étroitesse de leur base sociale, essentiellement la jeunesse scolarisée et estudiantine dont l'adhésion et le militantisme ne perduraient pas après

---

[87] Entretien, Khartoum, juillet 1994.

l'entrée dans la vie active.

Le régime de Nimeiri de 1969 à 1985 constitua la matrice d'une évolution profonde de l'institution militaire et modifia les relations entre les grands courants politiques et l'armée, associée très étroitement au pouvoir pendant seize ans malgré l'instauration d'un parti unique en 1972. Moins de deux ans après le coup d'État, le général Nimeiri éliminait dans un bain de sang en 1971 les principaux cadres du Parti communiste, le plus fort alors du monde arabe.

Ce n'est qu'en 1977 que les relations se normalisaient avec les grands courants politiques, mais de façon relativement diverse suivant les organisations. Alors que le PDU se maintenait pratiquement dans l'opposition, le parti Oumma jouait l'amnistie et son dirigeant, Sadeq al-Mahdi, rentra à Khartoum mais ne trouva guère ses marques et se retrouva rapidement en résidence surveillée.

Seuls, les islamistes ont accepté de collaborer aux institutions de la dictature. Cette décision suscita une crise au sein de leur organisation : certains claquèrent alors la porte, d'autres restèrent mais obtinrent de conserver une partie de l'appareil clandestin afin de se prémunir contre les services de sécurité encore très liés à la personne de Nimeiri et, également, de maintenir des relations avec des mouvements ou des États qui n'avaient pas toujours la sympathie de Khartoum, comme l'Iran après 1979.

C'est durant ces années que plusieurs cadres importants reçurent une formation à Téhéran, comme Nafi Ali Nafi, responsable de la Sécurité révolutionnaire depuis 1989 avant de prendre en charge la sécurité extérieure (telle est du moins sa fonction officielle) après une réorganisation des services conçue grâce à l'aide de la DST sous la haute autorité de Charles Pasqua[88] au début de 1995.

La période 1977-1985 a donc été essentielle pour les islamistes dans leur stratégie d'entrisme et de noyautage de l'appareil d'État, dans laquelle l'armée a une importance particulière. Les officiers les plus religieux étaient promus, placés à des postes clefs, les plus attachés à la laïcité ou aux autres courants politiques repérés, fichés et, dans la mesure du possible, mis à l'écart des postes stratégiques. Ces années furent donc essentielles dans la captation des élites militaires par les islamistes.

Il faut souligner le rôle du Centre islamique africain, institution créée grâce, notamment, à des financements koweïtiens et complètement contrôlée par les islamistes. Les officiers[89], dont le

[88] *Libération*, 12 janvier 1995.

[89] Ceux-ci étaient choisis le plus souvent par les deux islamistes les plus importants au sein de l'armée, Kamal Ali Moukhtar, qui se tua dans un accident d'avion à la fin 1993 alors qu'il allait négocier avec le dissident sudiste, Riek Machar et Moukhtar Mohameddin, officier de l'armée de l'air abattu en 1987 par les insurgés sud-soudanais. Dans la hiérarchie parallèle des islamistes au sein de l'armée, Omar el-Bechir n'est sans doute pas la personnalité essentielle, son adjoint Zoubeyr est souvent considéré comme l'un de ceux qui ont prévalence sur lui.

grade variait entre commandant et colonel, et qui paraissaient sensibles à la rhétorique islamiste sans forcément y adhérer, y étaient envoyés en stage durant lesquels ils rencontraient des étudiants islamistes de l'Université chargés de les convaincre de la justesse des aspirations islamistes : à leur sortie ils étaient le plus souvent promus.

Parmi les stagiaires, il faut citer pratiquement tous les officiers nordistes, membres de la junte qui prend le pouvoir en 1989, à l'exception d'Ibrahim Iddam qui obtint sa place parce qu'il était le numéro deux de la Sécurité militaire dirigée par le général Hadi Bouchra et avait fermé les yeux sur les préparatifs du coup d'État en échange d'un poste.

Même s'ils n'ont pas eu les mains libres, les partisans de Tourabi ont bénéficié d'un contexte international tout à fait favorable et, au niveau interne, surtout de l'essoufflement de la dictature militaire et de la distribution de plus en plus erratique des prébendes qui affaiblissaient le soutien des militaires au maréchal Nimeiri.

Malgré un travail de plusieurs années, les islamistes ont eu de grandes difficultés à ne pas être marginalisés à cause de leur alliance avec un régime honni au moment de l'*intifada* de 1985. Le FNI se tira néanmoins de ce mauvais pas en se retrouvant avec les militaires sur deux questions très sensibles : contribuer à la division de la coalition des principales forces politiques et syndicales qui avait conduit le soulèvement afin de laisser le champ libre à l'armée, inquiète d'une éventuelle chasse aux sorcières dans ses rangs ; ne pas brader la guerre au Sud alors que, dans l'euphorie d'une démocratie presque retrouvée, une partie importante de la classe politique semblait un temps disposée à un accord avec la rébellion sans consultation avec les forces armées.

A partir de 1986, la position du FNI s'est résumée à un soutien sans faille aux militaires qui se battaient dans le Sud ; leur " martyre " était célébré et la presse islamiste se faisait l'écho des inquiétudes des officiers, laissés souvent sur le terrain sans logistique convenable, avec des soldes misérables, pour mener une guerre sans autre but que celui d'alimenter les jeux florentins de l'élite politique à Khartoum.

Le mémorandum signé par plusieurs dizaines d'officiers supérieurs en février 1989 résume d'ailleurs très clairement toutes les frustrations des militaires, à qui on demande de combattre en silence alors même que l'intendance ne suit pas et que le gouvernement est divisé sur les négociations de paix. L'opposition démocratique y a vu alors naïvement une pression sur les faucons, mais l'armée rappelait simplement à la classe politique sa capacité d'intervention dans les allées du pouvoir.

Ce soutien se double d'un travail politique intense, grâce à l'intégration de jeunes officiers acquis aux idées du FNI, mais aussi à l'" achat " de personnalités militaires de renom, comme Sawar al-Dahab, qui présidait le Conseil militaire transitoire entre 1985 et 1986, issu d'une très grande famille d'El-Obeyd, devenu le dirigeant de l'Organisation de la *Dawa islamiyya*, ou son adjoint,

le général Taj ed-Din, qui obtint la présidence des *Chabab el-Bina* (Jeunesse de la Reconstruction), association dont le nom se transforma après 1989 en Jeunesse de la Nation.

3.2. L'alliance problématique des militaires et des islamistes

Le coup d'État du 30 juin 1989 ne constituait donc pas une surprise : il mettait fin à un gouvernement discrédité dont le premier ministre Sadeq al-Mahdi, extrêmement populaire au moment de sa nomination en 1986, avait fait preuve d'un attentisme et d'atermoiements proprement affligeants, qui avaient déçu jusqu'à ses plus fidèles partisans.

Le seul objet de supputations jusqu'aujourd'hui est le rôle plus ou moins important joué par les islamistes dans la journée du coup d'État : Hassan al-Tourabi aurait juré sur le Coran durant sa détention qu'il ignorait tout des préparatifs. Comme pour la période 1977-1985, certains analystes suggèrent que la participation du FNI au gouvernement à partir de l'été 1988 s'est doublée d'une politique plus secrète et putschiste, mise en œuvre par Ali Osman Mohamed Taha, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, qui était alors chef du groupe parlementaire du FNI : il s'agissait de ne pas répéter l'erreur de 1985 et de ne pas être affecté par la chute du cabinet de Sadeq al-Mahdi qui de possible devenait pratiquement certaine après les manifestations émeutières de décembre 1988.

Le Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), uniquement composé de militaires, était mis en place le 30 juin 1989 et constituait l'organe suprême de la " révolution " jusqu'à sa dissolution en octobre 1993. Plus prosaïquement, il incarnait l'alliance fragile entre militaires et islamistes ; son rôle dans la gestion effective du pays fut d'ailleurs minimal, il n'émit qu'une petite dizaine de décrets qui limitaient pour l'essentiel les droits d'organisation et d'expression ; ses réunions furent peu nombreuses.

En effet, les officiers soumis notamment aux pressions égyptiennes depuis la fin 1988 avaient mis au point plusieurs projets de coups d'État durant les deux mois précédents ; les islamistes, au fait de ces activités et du flottement politique au sein de l'armée, les avaient pris de vitesse. Par d'habiles promotions dans la semaine qui suivit le coup d'État, ils ont réussi à maintenir l'unité de l'armée et à convaincre pour quelque temps les services de sécurité égyptiens que la composante militaire " nationale " était plus forte que celle des islamistes. Le Caire calma toutes les appréhensions des États voisins durant l'été et incita même le colonel Kadhafi, ami personnel de Sadeq al-Mahdi, à reprendre sa collaboration avec Khartoum.

La politique du FNI par rapport à l'institution militaire a eu plusieurs dimensions. D'abord, une purge massive a mis à l'écart sans doute plus de la moitié des officiers supérieurs : le chiffre de 2 500 à 3 000 sur près de 4 500 est le plus souvent évoqué. Cette mise à pied s'est cependant faite dans certaines formes : les officiers perçoivent leur solde de retraité et ont encore accès à la plupart des services auxquels leur statut militaire leur donnait droit. Quelquefois, s'il convient de se montrer conciliant du fait de tensions au sein de l'armée ou de pénuries trop fréquentes,

le gouvernement leur garantit également un prêt dans une banque islamique afin qu'ils puissent démarrer dans le monde des affaires.

Ensuite les salaires ont été revus à la hausse et l'armée est nettement mieux traitée sur ce plan que le reste de la fonction publique ; les denrées rationnées lui sont octroyées avec une grande libéralité.

Enfin le gouvernement n'a pas ménagé jusqu'en 1991 la promotion des forces armées dans les médias. Ce n'est que plus tard, avec la phase de l'“ affirmation islamique ”, que les Forces de défense populaire (FDP)[90] ont commencé à avoir la primeur dans les programmes télévisés ou dans la presse (officielle) soudanaise. Dans le même temps, l'armée a été dotée de moyens accrus pour mener la guerre au Sud ; celle-ci n'apparaît plus comme un conflit oublié mais comme un enjeu central pour l'État soudanais, ce qui confirme le rôle des militaires dans la défense de la patrie.

Il est tentant de faire des FDP, institutionnalisées par ce régime, une armée rivale acquise aux islamistes, comme le sont les *Pasdaran* iraniens par rapport à l'institution militaire héritée de Mohamed Reza Shah. Cette appréciation est néanmoins superficielle car les FDP demeurent jusqu'aujourd'hui encadrées par l'armée (mais les officiers qui sont détachés sont en majorité de jeunes islamistes issus de l'Académie militaire) et ne disposent pas d'un état-major autonome, ni d'armement sophistiqué ou de cadres techniques en nombre suffisant pour pouvoir rivaliser avec l'armée.

Cela ne signifie pas qu'elles soient faibles ou utilisées seulement pour faire sauter les mines au Sud comme le faisaient les *bassidji* dans le conflit Iran-Irak ; certaines unités possèdent en effet de réelles capacités militaires, qu'elles améliorent sur la ligne de front contre la rébellion sud-soudanaise, et constituent l'esquisse d'une garde prétorienne du pouvoir islamiste. Mais l'armée régulière garde encore, comme corps, une prépotence incontestée.

Plusieurs indices manifestent clairement que les relations entre ces deux acteurs ne sont pas aussi bonnes que le laisseraient supposer les déclarations lénifiantes du général Omar al-Béchir ou de Hassan al-Tourabi. La première alerte extrêmement sérieuse a été l'exécution de vingt-huit officiers supérieurs, le 24 avril 1990, moins de 24 heures après leur arrestation. Deux autres militaires de haut rang ont été exécutés en juillet de la même année. Les tensions créées par ces exécutions sommaires ont été telles que le général Omar el-Béchir a dû faire plusieurs tournées d'explication et a depuis gracié tous les officiers impliqués dans des tentatives plus ou moins

[90] Initialement, les FDP institutionnalisaient (contre les vœux de l'armée) les milices tribales que Sadeq el-Mahdi avait mises sur pied dans le Sud-Kordofan et Darfour dès 1986 pour lutter contre les incursions des insurgés sud-soudanais. Ces milices ont été responsables de massacres et d'une recrudescence de l'esclavage dans toute cette zone. Elles se sont considérablement développées depuis dans l'ensemble du Sud du Soudan et constituent une force supplétive très prédatrice.

avérées de coup d'État.

Si les islamistes ont renoncé à l'usage de la force la plus brutale, ils ont tissé un réseau très serré de surveillance autour des personnalités militaires dissidentes les plus en vue et tentent de les neutraliser en les soumettant à des interrogatoires apparemment sans objet, jour après jour. Cette différence entre militaires et islamistes s'est également exprimée par plusieurs démissions d'officiers de haut rang qui n'ont guère admis de n'avoir que l'ombre du pouvoir et de devoir admettre les empiétements des services de sécurité islamistes dans leur zone de compétence : ainsi en est-il particulièrement des généraux Faysal Madani, membre du CCR, et Faysal Abu Saleh, qui démissionna du ministère de l'Intérieur.

3.3. Enjeux actuels

La dissolution du CCR en octobre 1993 marque la fin d'une période du régime issu du coup d'État de 1989. Prévue lors d'une Conférence pour la paix en 1990, elle avait été remise plusieurs fois malgré les déclarations des islamistes. Cette décision traduit d'une certaine manière l'assurance des dirigeants du FNI face à l'institution militaire et la maîtrise de la situation par leurs services de sécurité : les islamistes soudanais ont su tirer profit de leurs relations avec les régimes les plus policiers du Proche-Orient comme l'Irak, la Libye et l'Iran.

Toute une culture de la répression s'est greffée sur la mentalité islamiste et place aujourd'hui la violence et la coercition au centre du dispositif politique, laissant craindre tous les dérapages possibles et l'extension de cette technologie de pouvoir, dans sa sophistication et sa brutalité, à toutes les composantes politiques du pays. Pourtant, la disparition du CCR ne peut clore le chapitre des relations entre les militaires et le FNI.

S'il fallait caractériser très rapidement l'armée soudanaise, il faudrait en souligner trois traits. Tout d'abord, l'esprit de corps très fort de ses officiers : ceux-ci ont conscience d'appartenir à une élite, dotée de ses propres règles, devoirs et valeurs. Quels que soient les clivages politiques, cette solidarité s'exerce et tend en premier lieu à maintenir l'unité de l'institution contre toutes les pressions extérieures. Les officiers islamistes semblent certes obéir à une logique partisane avant tout, mais ils ne peuvent être totalement indifférents à cette culture de l'institution.

En particulier, malgré quelques velléités initiales, ils n'ont pu remettre en cause les modes de promotion en y intégrant des motivations plus politiques ou idéologiques : le respect des classes de formation et la méritocratie demeurent en vigueur. Certes, un contrôle très vigilant se fait à l'entrée et à la sortie de l'Académie militaire mais il arrive jusqu'aujourd'hui que des diplômés soient exclus de l'armée après quelques semaines de service.

En second lieu, son caractère national : les officiers ont conscience d'être responsables de la protection du pays et de la souveraineté nationale. Cela explique pour beaucoup leur acharnement à mener la guerre au Sud contre un mouvement qui remettrait en cause l'unité du pays et aussi une

certaine passivité vis-à-vis de Khartoum tant que ce problème n'est pas réglé. Cela suggère également qu'ils ne seraient pas acquis immédiatement à une intervention internationale pour secourir les déplacés, puisque cette idée avait été évoquée après le lancement de l'opération « Restore Hope » en Somalie, et encore moins, comme le proposent certains cercles de l'opposition, pour défaire le régime islamiste.

Enfin, troisième trait, la disparité profonde qui existe entre les soldats et les officiers : dans les hommes du rang dominent depuis l'époque coloniale des originaires des monts Nouba et du Darfour, dans les seconds la prédominance arabe est très nette. Il faut remarquer qu'une telle polarisation ethnico-culturelle n'existe pas dans les FDP. Celles-ci sont soit recrutées localement et agissent essentiellement dans leur zone d'implantation (essentiellement Sud-Soudan, Kordofan et Darfour), soit dans les villes et comportent sans doute une unité sociale (nordiste) nettement plus affirmée.

Le pouvoir, tout en mettant à pied de nombreux gradés, s'est efforcé de former de nouvelles générations d'officiers, qui ont été soumis à des contrôles idéologiques très poussés : près de 1400 officiers auraient ainsi été nommés depuis le coup d'État de 1989, plusieurs centaines cependant périssant rapidement dans la guerre au Sud.

Comme le montrait déjà l'attitude de l'armée en 1985, après plus de cinq ans de manipulation islamiste, l'institution n'est toujours pas gagnée au FNI pour de multiples raisons. Les services de sécurité ne peuvent empêcher les liens horizontaux entre militaires toujours en poste et ceux qui ont été démis : l'appartenance à une même promotion ou l'endogamie relativement forte dans les grandes familles de militaires créent des liens étroits.

Il est bien évidemment difficile d'en tirer des conclusions politiques, mais les officiers encore en fonction peuvent avoir une idée assez claire de l'évolution de l'opinion publique par de tels biais. Les nouveaux officiers, s'ils sont " politiquement corrects ", ne peuvent occuper des postes de responsabilité : il leur faudra au mieux attendre dix à quinze ans avant d'accéder à un commandement digne de ce nom[91]32.

Pendant ce temps, ce sont les officiers de carrière, dont la compétence est absolument nécessaire pour mener la guerre au Sud, qui sont aux postes de commande : ceux-ci réagissent en fonction d'intérêts variés mais ne peuvent être identifiés systématiquement à des partisans du régime.

Les islamistes ont eu un recrutement antérieur très typé : leurs adhérents ou sympathisants se retrouvent dans deux couches très spécifiques de l'armée aujourd'hui.

---

[91] Le grade de colonel ou celui de commandant dans une unité d'élite procure une certaine influence. En général, il faut 8 ans pour passer de sous-lieutenant à commandant et 7 années ensuite pour devenir colonel. A cause des mises à pied et de la guerre, cette durée pourrait être raccourcie mais une réduction à moins d'une dizaine d'années poserait d'énormes problèmes de compétences dans les secteurs les plus techniques de l'armée.

D'une part, ils ont quelques officiers supérieurs ou généraux qui occupent aujourd'hui le devant de la scène, une partie de ceux-ci étant en fait des universitaires qui ont gagné leurs galons grâce à leur diplôme plus que par leur compétence proprement militaire, comme Tayyeb Mohamed Kheir (médecin), ministre de l'Intérieur renvoyé en septembre 1995 au lendemain d'un chahut organisé à l'Université de Khartoum au moment de la visite du Président, Abd el-Rahim Mohamed Hussein (ingénieur) qui est aujourd'hui ministre à la Présidence ou Hassan Dahawi (diplômé de lettres et ancien instituteur) devenu, après la réorganisation des services secrets fin 1994, responsable de la Sécurité intérieure puis chef du Renseignement militaire en septembre 1995.

D'autre part, ils ont placé de jeunes officiers islamistes ou religieux dans l'armée mais les effets qu'aura l'idéologie de cette institution sur leur com- portement d'ici quelques années restent imprévisibles. Surtout, il leur manque les officiers, commandants, lieutenants colonels, colonels, qui devront assurer la relève dans les années à venir.

Pour pallier cette relative fragilité, le gouvernement met en œuvre plusieurs moyens. Tout en maintenant une grande ferveur nationaliste sur la question du Sud ou d'al-Hala'ib, il maintient sur le front au Sud-Soudan les cadres militaires les moins sûrs. Le pouvoir compte ainsi se débarrasser des plus turbulents et faciliter de nouvelles promotions. Il tente également d'associer les militaires aux profits importants qu'il est possible de tirer de l'économie de guerre par l'adoption, en octobre 1993, du *Military Industrialization Authority Act*, en reprenant dans un cadre à peine altéré une idée du maréchal Nimeiri. Il s'efforce enfin d'atomiser le corps des officiers supérieurs afin d'éviter toute possibilité de coordination dans le déplacement de certaines unités, etc.

Conclusion

Au terme de cette étude, des conclusions définitives sur l'avenir ne sont guère possibles. Cependant, quelques remarques permettent de dépasser des stéréotypes tenaces sur l'expérience islamiste soudanaise tout en proposant des trajectoires possibles de celle-ci. La prudence n'est pas simplement rhétorique mais est due à l'absence de discussion de la guerre au Sud et de ses conséquences sur la recomposition du champ politique nord-soudanais : qu'importe si le gouvernement se prend à rêver d'une victoire militaire et si l'opposition nordiste multiplie les pactes avec les insurgés du Sud qu'elle s'empresse ne pas respecter, la guerre a acquis sa dynamique propre et sa représentation est en train de changer dans la population, pour le meilleur et pour le pire[92].

La première observation porte sur la transformation de dynamiques sociales induites par le

[92] Voir mon article dans *L'Année politique en Afrique*, Paris, Karthala, 1995.

pouvoir islamiste. Comme dans le cas iranien, on constate que l'affirmation idéologique et les aléas d'une domination politique pourtant très autoritaire n'ont guère entravé des transformations sociales profondes qui se sont développées dès le milieu des années soixante-dix[93].

En particulier, la croissance d'une bourgeoisie acquise aux idéaux islamistes ne s'est pas traduite par de nouveaux comportements économiques. Certes, cette nouvelle strate est autrement plus partisane que ne l'était la bourgeoisie traditionnelle qui a toujours conservé une grande marge d'autonomie par rapport aux grands partis soudanais : elle paie des cotisations, reverse une quote-part de ses bénéfices. Cependant, elle demeure inscrite dans la même trajectoire historique : elle vit fondamentalement en symbiose avec l'appareil d'État qui lui fournit ses marchés les plus rentables et, surtout, poursuit sans la moindre hésitation le mouvement de décapitalisation qui frappe de plein fouet l'économie soudanaise depuis vingt ans.

Cette bourgeoisie est sans doute islamiste mais elle n'est pas nationale, n'en déplaise au FNI : elle s'est même plus rapidement internationalisée que la bourgeoisie qu'elle a exclue du champ économique intérieur. La corruption et les sorties de capitaux indiquent à ceux qui valorisent trop l'argumentaire idéologique en dotant l'islamisme d'un projet intrinsèque que cette bourgeoisie n'offre aucune solution alternative à une marginalisation progressive de couches sociales de plus en plus importantes à l'intérieur du Soudan.

Cette appréciation sur la densité des relations entre le monde islamiste et la sphère économique devrait peut-être faire plus de cas de deux aspects importants de la réalité actuelle : la guerre au Sud et la relance de la production agricole. Du conflit au Sud (dont le coût annuel est évalué à plus de 350 millions de dollars), on peut dire qu'il a considérablement contribué à cette transnationalisation de la bourgeoisie islamiste qui a dû rechercher par tous les moyens les devises fortes qui lui étaient nécessaires pour acheter des équipements militaires coûteux et payer des forces combattantes dont les effectifs au Sud ont plus que triplé entre 1989 et aujourd'hui. Mais le développement d'une économie de guerre n'a guère contribué à une rationalisation du budget de l'État ou à une moralisation des marchés militaires, bien au contraire.

Les effets macrosociologiques et macroéconomiques de la relance de l'agriculture exigeraient une discussion plus longue. D'un certain point de vue, les innovations du régime islamiste sont réelles, même si elles ne correspondent que de loin au discours qu'il tient sur elles. De l'autre, le rôle dévolu à l'État après une première phase de libéralisation n'est pas sans rappeler celui qu'avait l'appareil d'État colonial et met en lumière quelques facettes du trop fameux projet civilisationnel qui n'ont rien de très islamique : la mise au travail autoritaire de la paysannerie et la prééminence des commerçants sur les producteurs sous la coupe d'un État brutal, qui manipule les migrations forcées dues à la guerre pour les transformer en migrations de travail. Le projet ne manque pas d'originalité mais celle-ci a bien peu à voir avec l'humanisme de l'islam

93 Pour le cas iranien, voir Fariba Adelkhah, « L'imaginaire économique en République islamique d'Iran », in J.-F. Bayart (dir.), *La Réinvention du capitalisme*, Paris, Karthala, 1994.

et les idéaux populistes de redistribution sociale que diffuse si bien l'islamisme dans les masses musulmanes déshéritées.

De la même manière que le communisme ne peut se résumer à l'électrification et aux soviets, l'islamisme soudanais est plus que la *charia* et le FMI, pour reprendre l'expression d'Olivier Roy, mais la population doit trouver les compléments symboliques souvent amers et inconsistants face à l'appauvrissement qu'elle subit de façon de plus en plus aiguë. L'isolement international n'est nullement le responsable principal de cette détérioration de la condition urbaine.

Une seconde observation porte sur l'avenir du FNI : la question peut sembler déplacée puisque cette organisation est dissoute depuis juin 1989, mais bien des fantômes hantent la scène politique soudanaise. Trois remarques peuvent être faites sur ce thème.

D'abord, en l'absence d'alternative, ce mode de gestion peut se poursuivre. Il suffirait à l'État de consacrer des ressources substantielles à l'achat de notables dans les campagnes et au développement d'un encadrement sécuritaire des grands centres urbains du pays, notamment Khartoum qui est ainsi devenu l'une des capitales les plus sûres d'Afrique et du monde, la nuit... pour les étrangers.

Le projet actuel de développer les FDP pour atteindre 150 000 hommes enrégimentés (ils ne sont pour l'heure qu'environ 85 000), la rationalisation des services de sécurité et le cantonnement de troupes sûres dans la capitale montrent que des précautions sont prises et qu'un renversement de pouvoir ne répétera pas le scénario de 1964 ou de 1985. Les dirigeants du FNI dominent aujourd'hui la machine bureaucratique et se sentent suffisamment sûrs d'eux pour faire des concessions à l'Occident, comme par exemple organiser un scrutin dans les 26 États fédéraux en vue de l'élection d'un président de la République en 1996.

Reste à y croire et à s'en satisfaire. Cependant, la tension qui existe entre la consolidation d'un État islamique au Soudan et la mise en œuvre d'un projet plus messianique au niveau du monde arabe et/ou africain n'a pas disparu pour autant, même si ses potentialités de formulation d'un projet social révolutionnaire se sont, elles, estompées. Cette difficulté est d'ailleurs récurrente dans toutes les expériences révolutionnaires, islamistes ou non.

La seconde remarque quant à l'avenir du FNI porte sur la succession de Hassan al-Tourabi. Cette question s'est posée pour la première fois clairement à la fin mai 1992, lorsque le dirigeant islamiste était entre la vie et la mort dans un hôpital canadien. La manière dont les principales personnalités du mouvement ont réagi indique très clairement que les ambitieux ne manquent pas et que la transition devra être sérieusement organisée, sauf à provoquer des affrontements internes : plusieurs noms de prétendants peuvent être évoqués, le plus crédible étant Ali Osman, d'autant qu'il est en train d'acquérir l'expérience internationale qui lui faisait défaut jusqu'ici. Mais, devant les fractures qu'une nomination individuelle entraînerait, il n'est pas impossible qu'une direction

collégiale soit nommée afin de préserver l'unité face à l'opposition, très mal organisée pendant des années mais qui pourrait améliorer son efficacité grâce à l'aide et aux conseils américains et érythréens après la conférence d'Asmara de juin 1995.

On peut d'ailleurs résumer le dilemme de la direction actuelle du FNI en rappelant que la direction du pays échoit aujourd'hui aux anciens dirigeants de l'Union des étudiants de l'Université de Khartoum. Trois générations y sont facilement repérables : l'ancienne, où il convient de placer notamment Ibrahim Senoussi, Abd el-Rahim Hamdi, Hassan al-Tourabi, Ahmed Abd el-Rahman, Yassin Omar el- Iman, qui ont adhéré au mouvement avant le milieu des années soixante ; l'intermédiaire, avec des dirigeants comme Ali Osman Mohamed Taha, Mahdi Ibrahim, Awad el-Jaz, qui ont pris leur place entre 1965 et 1969 ; la " jeune " avec Ghazzi Salah ed-Din, Tayyeb Mohamed el-Kheir, qui ont commencé à militer au tout début des années soixante-dix.

Le premier problème auquel doit faire face le FNI est que la représentation des adhérents des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix est quasi nulle au niveau de la direction, ce qui peut poser des difficultés dans le contrôle de ces jeunes comme cela est évoqué plus avant. Le second est que la succession est perçue à la fois sous un angle générationnel et politique : les " vieux " ne peuvent plus qu'assurer une transition ou participer à un collège ; la génération intermédiaire a le vent en poupe mais aucun de ses membres ne dispose d'un charisme tel qu'il pourrait asseoir son autorité sur les plus jeunes sans négociation ; quant aux plus jeunes, ils ont les dents longues mais manquent d'une expérience politique consistante et se retrouvent surtout dans une haine commune des partis traditionnels qui leur contesteraient facilement leur position en cas de compétition ouverte.

La troisième réflexion porte plus sur le risque d'involution de ce mouvement. L'absence d'un corpus idéologique déterminé peut être considérée comme un facteur de flexibilité mais elle laisse également un espace aux courants les plus extrémistes. Le projet civilisationnel, dont étaient si fiers les rénovateurs du FNI, a pris des aspects de plus en plus autoritaires, rigoristes et guerriers. Cela est patent dans le traitement des populations déplacées par la guerre[94] mais cette évolution se retrouve dans bien d'autres domaines de la vie quotidienne au Nord du pays et, sans doute aussi, dans la politique internationale du Front, à la fois plus conformiste mais aussi plus sujette à des " coups " peu appréciés par les États occidentaux.

Ainsi, l'affirmation d'un islam rigoriste et salafiste est plus à l'ordre du jour aujourd'hui qu'il ne l'était en 1990, malgré les initiatives isolées de certains zélotes dans l'Est et dans le Kordofan dès cette époque. Un chanteur a été abattu sauvagement le 10 novembre 1994 et une commission s'efforce actuellement de préciser le statut de la musique et des chansons traditionnelles soudanaises. Un tel durcissement se situe aux antipodes culturels de la population et est perçu par une partie des cadres du FNI comme un danger car, pour ces derniers, le projet

---

94 Voir les derniers rapports des organisations de défense des droits de l'homme, notamment celui d'Amnesty International et d'African Rights, *Sudan's Invisible Citizens*, Londres, mars 1995.

islamiste ne peut être le wahhabisme intolérant de leur voisin saoudien.

Cette contradiction ne s'exprime pas seulement dans le champ de la culture. Elle prend toute sa dimension lorsqu'on évoque la représentation de la violence qui s'est développée dans la plus jeune génération islamiste : la présence d'arabes " afghans " dont les souvenirs romancés aiguisent les aspirations " héroïques " des jeunes agents de la Sécurité exacerbe les aspirations répressives et purificatrices : celles-ci peuvent s'exercer contre la corruption des dominants mais aussi plus simplement contre un peuple jugé ignorant et donc impie. L'écho qu'aura eu la répression dans la population est tel que le projet islamiste sera associé à la violence pendant longtemps.

Tout en répétant que le régime soudanais, pour miné qu'il soit aujourd'hui par les difficultés économiques, n'est pas à bout de souffle, il peut être intéressant de réfléchir sur quelques scénarios possibles de renversement de pouvoir dans lesquels l'armée jouerait un rôle essentiel. Cet exercice n'est pas de pure forme dans la mesure où il souligne une contradiction intrinsèque de ce type d'État : plus son renversement se fera tardivement, plus l'unité du pays sera menacée par les tendances centrifuges déjà à l'œuvre ; plus il se fera vite, plus les affrontements seront sanglants.

Le régime islamiste n'est réellement fort que dans les villes ; dans les campagnes, son autorité vacillerait rapidement dès le ralliement des notables locaux à l'opposition. L'armée basculerait également très vite. Le vrai problème, tout à fait inquiétant, est donc le contrôle des grandes villes du pays.

Le pouvoir islamiste dispose de quelques unités de l'armée dont le loyalisme est garanti par leurs officiers acquis au FNI. Il peut compter également sur des unités des FDP et les services de Sécurité liés non à l'État mais au FNI lui-même. Enfin, pour la capitale, il dispose de quelques centaines de mercenaires islamistes " afghans ". Des dépôts d'armes ont été organisés et permettraient une assez grande opérationnalité des militants du FNI, dès les premiers moments d'un affrontement. Enfin, une liste noire de personnalités politiques de premier plan a été établie : celles-ci devraient être abattues par des commandos *ad hoc* déjà constitués, afin de priver le soulèvement d'une direction.

L'attitude de l'armée demeure dans un tel contexte très problématique. Cette institution a le plus souvent fait primer son unité sur des buts politiques partisans. Un affrontement contre le régime ne serait donc possible que dans le cas d'une exacerbation très forte des contradictions en son sein. Si ce facteur semble plutôt jouer en sa défaveur, l'armée bénéficierait très vite d'un large soutien de l'ensemble de la population.

Perçue comme institution nationale, elle a dans de tels moments de crise une légitimité plus grande à assumer la direction du pays. Il est fort possible que la population s'associe au combat, dénonce les caches et arrête les membres isolés du FNI. Le véritable enjeu serait alors l'attitude

des militants du FNI après leur défaite.

Plus le temps passe, plus celle-ci sera préjudiciable à un retour rapide à l'ordre et à une situation normale : la greffe sécuritaire et la vision militarisée du champ politique perceptible chez une bonne partie des jeunes recrues du FNI laisseraient peu de place à la relance d'une négociation, voire à une mise entre parenthèses de leur mouvement pour quelque temps.

Comme tout scénario, plusieurs variantes sont possibles en délimitant plus nettement les acteurs. Au niveau de l'armée, trois méritent d'être citées. On peut envisager un modèle qui fait rêver les services égyptiens depuis six ans : les islamistes radicaux sont isolés au sein de l'armée, les " nationalistes " font un coup d'État et ne remettent pas le pouvoir aux civils. Une seconde version serait de voir l'armée se recomposer autour d'un pôle islamiste modéré promettant une ouverture politique dans un système mono-partisan : l'islamisation serait adoucie, certains compromis seraient tentés dans la guerre au Sud ; cette solution ne serait cependant pas durable, même si elle correspond le mieux aux rapports de force actuels tant dans l'armée qu'au sein de la société. Une troisième option consisterait en un coup d'État qui débuterait par une opération militaire lancée de l'étranger grâce à l'aide des Algériens, Tunisiens, Égyptiens, Saoudiens (ou de certains d'entre eux) : pour recueillir un assentiment dans l'armée et la population, elle exigerait un travail politique préalable qui en limite fortement la réalisation.

Faut-il le dire ? Aucun de ces scénarios ne paraît positif à terme pour l'avenir du Soudan, l'amélioration des conditions de vie de sa population et la fin de la guerre au Sud.

Chapitre 4 - Malaisie-Soudan : des étudiants islamistes aux bourgeois rentiers[95]

Si la Chine est souvent citée comme LE partenaire asiatique du régime de Khartoum, d'autres pays d'Asie jouent également un rôle important, quoique pas au même niveau que Pékin. Trois parmi eux méritent de retenir l'attention. Les deux premiers, le Japon et la Corée du Sud, ont en commun de faire profil bas et, tout en étant alliés diplomatiquement avec l'Occident (le Japon et la Corée du Sud sont membres de l'OCDE, et Séoul a rejoint son Comité d'aide au développement en 2010), d'avoir traité avec le Soudan de manière indépendante, pour ne pas compromettre leurs intérêts. Ils sont restés muets quand leurs alliés occidentaux ont élevé la voix à propos de la crise au Darfour et de la réticence alléguée du régime soudanais à jouer le jeu dans l'application de l'Accord de paix global (APG), qui mit fin à la guerre entre Khartoum et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS). Ils n'ont pas non plus dû se frotter, dans leurs opinions publiques respectives, à des groupes de pression sur l'Afrique et le Soudan en particulier. Le Japon est actuellement le second importateur de pétrole soudanais. La Corée du Sud est présente au Soudan depuis longtemps et a aujourd'hui des intérêts considérables dans le secteur industriel et le secteur agricole de ce pays.

Le troisième partenaire asiatique du Soudan, la Malaisie, a adopté une attitude entièrement différente, du moins sous le Premier ministre Mahathir Mohamad, qui dirigea le pays de 1981 à 2003. Au lieu de faire profil bas sur le plan politique et de mettre en avant les intérêts d'ordre économique, le dirigeant malaisien a fait à plusieurs reprises des déclarations cinglantes contre l'Occident et dénoncé divers complots contre le Tiers monde. Mais les liens entre la Malaisie et le Soudan vont bien au-delà du discours. Leurs relations à la fin des années 1990 mettent en lumière des aspects moins connus de l'histoire soudanaise, comme cet essai tente de le montrer ici. Bien sûr, la plupart des observateurs associent à raison la Malaisie au développement du secteur pétrolier soudanais et au rôle de la compagnie malaisienne Petronas (Petroliam Nasional Berhad). Cela est justifié, car le pétrole représente 99 % des importations malaisiennes en provenance du Soudan[96]. Petronas fait en outre partie des compagnies pétrolières internationales les plus profitables, et est présente et active, au-delà du

---

[95] Texte traduit de l'anglais par Christophe Jacquet.

[96] Par exemple, en 2008, cela représentait 51,120 millions de dollars (US) pour des importations totales de 52,124 millions de dollars (US). Source : Département des Statistiques, Malaisie.

Soudan, dans la plupart des pays africains producteurs de pétrole[97]. Ce texte n'explore pas cette dimension en détail, de nombreux experts en ayant déjà fait l'analyse[98] ; y seront cependant faits quelques commentaires sur les relations commerciales entre les deux pays.

Le Soudan comme la Malaisie connaissent depuis le début des années 1980 un processus d'islamisation top-down. Les islamistes des deux pays ont noué des contacts dans les années 1970 et, comme on le verra plus loin, entretenu un dialogue fructueux sur leurs problèmes communs. Les deux processus d'islamisation ont toutefois échoué, pour des raisons qui méritent d'être examinées.

Cette étude propose d'abord une comparaison entre les deux pays sur la manière dont leurs mouvances islamiques respectives ont réclamé des changements politiques et économiques à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Cette analyse montre que les relations entre ces mouvements ont commencé bien avant que les groupes islamistes proprement dits n'arrivent au pouvoir (ou n'y prennent part). Elle souligne aussi un certain nombre de tendances ou d'homologies qui montrent que le Soudan, dans les années 1990, n'était pas seulement à la recherche de partenaires dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation pétrolières, mais imitait aussi les succès mis en avant par l'État malaisien en termes de création d'une classe nationale de chefs d'entreprise et de maîtrise des tensions et des conflits avec l'Occident.

Sans être d'une importance capitale, ces liens montrent comment les élites islamistes des deux pays ont essayé de définir une modernité islamique sans pour autant mettre le « modèle arabe » au premier plan. Cet essai conclut que les deux régimes ont essayé, chacun pour des raisons qui lui étaient propres, de revendiquer un État islamique enraciné dans la modernité, et qu'ils ont tous les deux échoué.

1. Deux processus d'islamisation différents

Au Soudan comme en Malaisie, les régimes en place ont dû prendre en compte la montée des islamistes de la fin des années 1970 et du début des années 1980. La Révolution iranienne a eu des répercussions bien au-delà du Moyen-Orient et favorisé la renaissance des acteurs islamistes au sein des sociétés musulmanes. Dans les deux pays, la politique du régime en place ne s'est pas opposée aux islamistes mais en a

---

[97] Voir http://www.petronas.com.my/internet/corp/centralrep2.nsf/frameset_corp?OpenFrameset, dernier accès le 7 novembre 2009.

[98] Voir les publications de Dan Large et Luke Patey dans ce livre : Daniel Large and Luke A. Patey (dir.), *Sudan Looks Eat: China, India and the Politics of Asian Alternatives*", Oxford, James Currey, 2011.

coopté certains et a proposé, symboliquement au moins, une islamisation de certains aspects de la société. Dans les deux cas, l'appareil de l'État et ses politiques sociales ont servi de canaux ou d'outils pour lancer un processus d'islamisation allant du sommet vers la base, et qui visait tout à la fois à décapiter les oppositions politiques et renforcer le régime, dans un contexte plus large qui permettait à celui-ci de mobiliser des soutiens, au Moyen-Orient et ailleurs, pour conforter sa propre légitimité intérieure.

Dans une certaine mesure, ces politiques ont été un succès, au sens où la Malaisie est aujourd'hui une plaque tournante mondiale de la finance islamique[99] et que le Soudan, malgré une situation politique intérieure chaotique, a pu jouer un rôle régional en étant un lien entre la Grande Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique. Mais si l'on procède à une évaluation plus approfondie, la réalité est autrement plus sombre.

Quand Mahathir Mohamad passa la main, en 2003, les critiques le traitaient de pharaon (*mahafiraun* en malais) et le comparaient à Mohammed Suharto et Ferdinand Marcos. Tandis qu'Anwar Ibrahim, son ancien vice-Premier ministre, devait répondre d'un très douteux procès criminel, lui-même avait perdu contact avec sa propre communauté et ne semblait plus un défenseur crédible des autres (indienne, chinoise). Ses derniers discours étaient pleins de ressentiment contre une communauté malaise ayant cessé soudainement de soutenir son action, et contre ses alliés qui trouvaient que son autoritarisme, loin de combler le fossé entre les différentes communautés de Malaisie, avait fini par le creuser[100].

Au Soudan, le projet d'État islamiste moderne s'est noyé dans l'essor d'un lourd appareil de Sécurité, de politiques sociales coercitives, de la corruption et/ou de la mauvaise gestion des recettes pétrolières. Comme en Malaisie, les critiques les plus dures envers le régime viennent aujourd'hui de ceux qui en occupaient l'avant-scène aux premiers jours, comme Hassan al-Tourabi. Au début des années 1990, ils justifiaient la construction d'un État policier au nom de l'éducation du peuple soudanais et de la protection de l'expérience islamiste contre l'Occident. Ils sont devenus les victimes de leur création. Leurs héritiers n'en dirigent pas moins un des pays les plus corrompus, les plus violents et les plus inégalitaires d'Afrique.

1.1. L'arme politique d'une islamisation à reculons

En 2003, quand Mahathir Mohamad quitta le pouvoir après plus de vingt ans comme Premier ministre de la Malaisie, le président soudanais Omar el-Béchir fit un discours

---

99 Consultez, par exemple, le Malaysia International Islamic Financial Center : http://www.mifc.com/.

100 Khoo Boo Teik, *Beyond Mahathir : Malaysian Politics and its Discontents*, Londres, Zed Press, 2003.

vibrant pour féliciter son collègue et rappela à son auditoire qu'il s'était rendu en Malaisie pour la première fois en 1983 pour se former à l'Académie militaire malaisienne (dans le cadre d'un programme du Commonwealth). Nul doute que le jeune militaire soudanais (mais déjà islamiste) ait été quelque peu intrigué par la situation politique qu'il observa en Malaisie.

Au Soudan, Ga'afar Nimeiri et ses alliés communistes arrivèrent au pouvoir à la suite d'un coup d'État, en octobre 1969. Contrairement au coup d'État précédent, en 1958, les partis traditionnels, résolument opposés à sa personne et à ses alliés, organisèrent des manifestations violentes et des émeutes. La répression qui suivit fut brutale et sanglante, avec, notamment, le bombardement de l'île d'Aba, où les opposants s'étaient regroupés en 1970. Isolé sur l'arène politique, la faiblesse de Nimeiri semblait le mettre en position de convaincre une faction du Parti communiste du Soudan (PCS) de provoquer une révolution de palais. Grâce à l'intervention du nouveau dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, il survécut au coup d'État, médiocrement préparé, et élimina la plupart des cadres de l'organisation. En quête de nouveaux alliés, Ga'afar Nimeiri fit la paix avec l'insurrection du Sud-Soudan (Anyanya I) à Addis-Ababa, en 1972. En consentant à une dévolution de pouvoir au Sud-Soudan, à la création d'une vague structure fédérale et à l'intégration de nombreux combattants d'Anyanya dans les Forces armées soudanaises, il consolida son emprise sur l'appareil militaire et put déjouer plusieurs tentatives de coup d'État organisées depuis la Libye par ce qu'il restait d'opposition. Mais les conflits politiques internes au Sud-Soudan s'intensifiaient, tandis que la pression régionale en vue d'un compromis avec l'opposition se faisait plus efficace, à un moment où le Soudan avait besoin d'investissements directs. C'est pourquoi Nimeiri, en 1977, décida de conclure un accord et de proposer une amnistie à une partie de son opposition alors en exil, pour l'essentiel dans des camps en Libye.

Les Frères musulmans soudanais s'étaient réorganisés à partir de 1964 en créant une nouvelle entité, le Front de la charte islamique, dirigé par le charismatique Hassan Abdallah al-Tourabi. Farouchement anticommuniste, ce groupe réussit à interdire les activités du PCS jusqu'au coup d'État de 1969, qui sonna l'heure de la revanche pour les communistes : la mouvance islamique fut réprimée, et ses chefs, arrêtés. Mais en 1977, le Front ressortit en quasi-vainqueur : le PCS avait été anéanti par la répression ayant suivi l'échec du coup d'État communiste, et les islamistes avaient obtenu le droit de reprendre leurs activités, sous la bannière du parti unique, l'Union socialiste soudanaise (USS). Hassan al-Tourabi et d'autres dirigeants se virent proposer des places au gouvernement (le premier devint ministre de la Justice) ou dans l'appareil d'État.

Les changements qui se produisirent jusqu'au renversement de Ga'afar Nimeiri, en 1985, ne doivent pas être sous-estimés. D'abord, les islamistes infiltrèrent l'armée et

l'appareil de Sécurité, et préparèrent le terrain pour un nouveau coup d'État, qui eut lieu en 1989. Ils se constituèrent ensuite une base de soutien plus large dans la population en utilisant les services de l'État et en donnant des emplois à leurs fidèles. Les banques islamiques, nouvellement instituées, bénéficièrent d'un traitement spécial. Elles purent opérer à Khartoum en jouissant de privilèges fiscaux extraordinaires et devinrent un des principaux canaux de l'influence islamiste. Sous l'égide d'Hassan al-Tourabi, les islamistes surent également construire un réseau de relations avec des acteurs internationaux (et notamment, à l'époque, l'Iran) qui les aidèrent à faire face à l'isolement auquel ils étaient soumis après le coup d'État de juin 1989. Al-Tourabi et ses collègues jouèrent aussi un rôle éminent dans l'adoption de ce que l'on appellerait les « lois de septembre 1983 » (une islamisation superficielle du Code pénal). Cette décision, après bien d'autres sujets de dissension, vint s'ajouter aux raisons des Soudanais du Sud pour justifier la nouvelle guerre, qui avait démarré quelques mois plus tôt, en avril 1983.

En mars 1985, Hassan al-Tourabi et certains de ses collègues furent mis en prison : cette ultime tentative de Ga'afar Nimeiri pour identifier les islamistes à l'échec total du régime arrivait cependant trop tard. Quelques semaines après, un nouveau coup d'État ne lui laissait pas d'autre choix que s'exiler au Caire. La situation intérieure au Soudan devint plus confuse, malgré l'élection d'un nouveau gouvernement, en 1986. L'incapacité de celui-ci à agir pour arrêter la guerre dans le Sud fut le terreau d'un autre coup d'État, en juin 1989. Alors même que certains de ses dirigeants étaient encore en prison et que le pays était dirigé par une junte militaire, le Front islamique national (successeur du Front de la charte islamique), véritable colonne vertébrale du nouveau pouvoir, entreprit une réforme radicale et coercitive de la société soudanaise, au nom de l'islam.

1.2. Une islamisation par défaut ?

À la fin des années 1970, la Malaisie fut témoin, elle aussi, de l'essor d'une importante opposition islamique au régime. La coalition au pouvoir, le Front national (Barisan Nasional), était le rassemblement déséquilibré des partis politiques qui représentaient les trois principales communautés du pays : les Malais à travers l'United Malays National Organisation (UNMO) (Organisation nationale des Malais unis), les Chinois à travers la Malaysian Chinese Association (Association chinoise de Malaisie), les Indiens à travers le Malaysian Indien Congress (Congrès indien de Malaisie), et quelques autres mouvements plus petits. Elle dut faire face à une vive opposition islamique, menée par deux groupes : le Parti Islam Se-Malaysia (PAS) (Parti islamique

de Malaisie)[101], et une jeune organisation, créée en 1971, l'Angkatan Belia Islam Malaysia (Jeunesse islamique de Malaisie), ou ABIM[102].

En 1981, Mahathir Mohamad fut nommé Premier ministre. Célébré comme un farouche nationaliste malais, il arriva au pouvoir grâce à son talent et à son influence au sein de la direction de l'UMNO. Sa promotion (comme, plus tard, celle d'Anwar Ibrahim) illustrait une démocratisation réelle de la vie politique en Malaisie.[103]. Son idée de l'islam le rangeait aux côtés des nombreux « salafistes séculiers » du XIX[e] siècle, au sens que nous allons préciser ici : tout en montrant peu d'appétence pour les discussions sur le *fiqh* (la jurisprudence), le *tafsir* (l'interprétation du saint Coran) et la *sunnah* (tradition islamique), ou pour les débats avec les ulémas, il déplorait dans la plupart de ses discours que les Malais ne soient pas de meilleurs chefs d'entreprise, de meilleurs scientifiques et de meilleurs ingénieurs[104]. L'islam était compatible pour lui avec le développement économique et la modernité laïque. Tandis qu'en Occident, ses critiques violentes et répétées d'Israël attiraient l'attention et lui valaient des accusations d'antisémitisme, rares étaient les médias internationaux qui prenaient en considération son engagement de long terme pour faire évoluer la conception malaisienne de l'islam et son opposition à une approche scripturale de la religion.

C'est dans ce contexte qu'il annonça, au tout début de son premier mandat, la création d'une Université islamique internationale et d'une Banque islamique, et l'interdiction pour les musulmans de jouer au casino et de servir de l'alcool dans les occasions officielles. Il lança également la politique dite « Regarder vers l'Est », qui faisait du Japon et de la Corée du Sud (mais pas de Singapour ou de Taïwan, où l'influence chinoise était trop évidente) des modèles pour la Malaisie. Jointe à sa politique dite « Acheter britannique en dernier ressort », ces décisions furent considérées comme une rupture avec le passé.

Malgré une bruyante opposition islamique à la fin des années 1970, et le regain probable, à la suite de la révolution islamique iranienne, d'une mouvance islamique plus radicale, comme on l'observait dans de nombreux autres pays musulmans, le

---

101 Le PAS fut créé en 1951 à Penang. Nombre de ses fondateurs étaient issu du Bureau religieux de l'UMNO, qui quittèrent l'organisation en raison de divergences d'opinion sur la nature que devait avoir l'État après l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Le PAS fit partie de la coalition au pouvoir en 1973, mais la quitta en 1977.
102 Voir Kwame Sundaram Jomo et Ahmad Shabery Cheek, « Malaysia's Islamic Movements », in Joel S. Kahn et Francis Loh Kok Wah, *Fragmented Vision. Culture and Politics in Contemporary Malaysia*, Kensington, Asian Studies Association of Australia in association with Allen & Unwin, 1992.
103 Comme le rappelle un chercheur malaisien, c'était la première fois qu'un Premier ministre n'était pas issu d'une famille aristocratique et ne savait pas jouer au golf ; comme son adjoint de l'époque, Musa Hitam, il venait d'une famille roturière et était allé dans une université locale. Voir Farish Noor, « Islam et politique en Malaisie : une trajectoire singulière », *Critique Internationale*, n° 13, octobre 2001.
104 Patricia Sloane, *Islam, Modernity and Entrepreneurship among the Malays*, New York, St. Martin's Press, 1999.

système politique malaisien ne fut pas ébranlé et resta stable tout au long des années 1980. Cette capacité de digérer un pareil événement est principalement due à l'« entente cordiale » qui régnait entre les deux dirigeants, Mahathir Mohamad et Anwar Ibrahim, le chef de l'ABIM. Ce dernier apporta une crédibilité islamique qui permit au régime de triompher de l'opposition islamiste[105] quand Ibrahim changea de camp pour rejoindre l'UMNO, en 1982.

Anwar Ibrahim était alors considéré comme l'homme politique le plus talentueux de la mouvance islamique. Huit ans durant dirigeant de l'ABIM (1974-1982), il fut rapidement nommé ministre adjoint auprès du Premier ministre puis ministre de la Culture, et fut élu président de la jeunesse de l'UMNO… En 1987, il était déjà l'héritier probable de Mahathir. Cette évolution créa de tels désordres et de tels bouleversements parmi les islamistes malaisiens que Mahathir put reprendre l'initiative et redonner de la crédibilité à son programme d'islamisation de la société. Ce qui pourrait rétrospectivement s'apparenter à une alliance de convenance dura jusqu'à la crise asiatique de 1997-1998 et se termina au tribunal, où Anwar Ibrahim, démis de toutes ses responsabilités officielles, dut se défendre contre des accusations de crimes sexuels, après avoir assisté pendant plusieurs mois au démantèlement de sa faction au sein du parti au pouvoir, l'UMNO.

Comme nous venons de l'évoquer, la décision d'Anwar Ibrahim, en mars 1982, de rejoindre le parti au pouvoir surprit la plupart de ses fidèles, mais pas ses amis soudanais – nous l'expliquerons plus loin. Au cours des mois précédents, il avait exprimé son hostilité à la politique « Regarder à l'Est », au motif que ni le Japon ni la Corée du Sud ne pouvaient être des modèles pour une nation islamique. Étudiant, il avait aussi milité contre l'utilisation de l'anglais sur les inscriptions du campus. Plus tard, en 1978, Anwar rendit visite à l'ayatollah Khomeini, exilé à Neauphle-le-Château, et fut décoré par le dictateur pakistanais, Zia ul-Haq, la mouvance islamique malaisienne étant attentive à la situation dans les deux pays[106]. La plupart des observateurs pensaient qu'Anwar finirait par prendre la direction du PAS, puisqu'un grand nombre de ses prédécesseurs, tout au long des années 1970, s'étaient frayé un chemin jusqu'à la tête de ce parti.[107].

Ce tournant eut pourtant des conséquences majeures sur la mouvance islamique. Le successeur d'Anwar fut incapable de stopper l'hémorragie de fidèles, partis soit à l'UMNO, soit au PAS. Si l'événement contribua à la radicalisation de l'ensemble de

---

105 Pour être clair, si le PAS perdit les élections législatives (et ne compta qu'un député élu), la compétition ne s'arrêta pas là et l'État finit par recourir à la violence pour le contenir.
106 Plus tard encore, la question du *velayat-e faqih* provoqua une nouvelle fracture entre le PAS et l'ABIM, La jeune génération au sein de la direction du PAS s'opposant, pour l'adopter, à la génération plus ancienne.
107 K. S. Jomo montre toutefois que les dirigeants de l'ABIM se sont de plus en plus inquiétés que la coopération avec le PAS ne lui profite davantage.

l'opposition islamique, Anwar Ibrahim aida grandement à saboter la propagande du PAS, si bien que celui-ci essuya une défaite cuisante aux élections suivantes. L'ABIM redéfinit également ses positions sur des questions fondamentales, au point d'être surnommé par ses détracteurs le « Mouvement Anwar bin Ibrahim ».

Les vingt années suivantes se caractérisèrent ensuite par une politique d'endiguement systématique du PAS accusé d'être réactionnaire et passéiste. Il ne faut pas surestimer toutefois l'impact de cette propagande négative. Comme l'ont révélé de récents incidents entre chrétiens et musulmans à Penang, les décisions prises au sommet de l'État produisirent en effet son islamisation rampante, alimentée par l'étroite proximité entre les branches locales de l'UMNO et les activistes du PAS.

2. Des points communs initiaux, mais de vrais désaccords

Les relations entre les islamistes soudanais et les islamistes malaisiens commencèrent dans les années 1970, mais davantage au Royaume-Uni, au Canada et dans les États du Golfe que dans leurs pays respectifs. Campus universitaires et associations étudiantes en furent les théâtres et les acteurs. Cela reflète aussi la coercition à laquelle ces mouvements devaient faire face chez eux. Il n'était pas facile d'être dans l'opposition dans des États dotés d'appareils de sécurité efficaces, de lois très répressives et de juges obéissants. Selon mes entretiens avec des islamistes soudanais, les étudiants malaisiens islamiques étaient très impressionnés par le niveau d'organisation de leurs homologues en Afrique. Les deux groupes avaient enfin des points communs qui dépassaient le climat de répression subi dans leurs pays respectifs.

Avant la nomination de Mahathir, la loi sur la sécurité intérieure avait permis aux deux chefs de gouvernement précédents, Tun Razak et Hussein Onn, d'emprisonner non seulement tout individu soupçonné de travailler pour les communistes, mais aussi tous ceux qui tentaient d'exprimer haut et fort des griefs contre le régime, ainsi que les syndicalistes et les journalistes. C'est seulement quand Mahathir leur succéda que les prisons se vidèrent un peu de leurs opposants politiques : il y avait 1 200 prisonniers politiques en 1980, moins de 100 en 1985 et 27 en 1987. Mais la répression contre le PAS et d'autres activistes ne s'arrêta jamais[108].

Au Soudan, comme on l'a vu, le coup d'État réalisé par Nimeiri et ses alliés fut le point de départ de dix années de répression violente contre les islamistes et les partis traditionnels. Le Front de la charte islamique, dirigé par Hassan al-Tourabi, avait entamé un véritable aggiornamento à la fois en se lançant en politique et en se

[108] Farish Noor, *Islam Embedded. The Historical Development of the Pan-Malaysian Islamic Party Pas (1951-2003)*, vol. I et II, Kuala Lumpur, Malaysian Sociological Research Institute, 2004.

considérant, pour la première fois, malgré des résultats électoraux modestes, comme un mouvement politique – et non plus comme un groupe de pression usant de stratagèmes ou de relations personnelles pour convaincre les chefs des partis traditionnels d'aller vers un État islamique, c'est-à-dire la pleine application de la charia[109]. Cette stratégie valut au Front de payer un prix beaucoup plus élevé quand il fut ciblé en tant que tel.

2.1. Les points communs visibles

Parmi les points communs, certains doivent être soulignés ici, même si leur importance ne fut pas la même pour les deux groupes. Ils ont d'ailleurs été discutés et comparés à cette époque par les intellectuels islamistes, mais il n'est pas certain que ces discussions aient modifié leur compréhension interne et les politiques qu'ils essayèrent de faire adopter dans leurs pays respectifs, ni dans quelle mesure.

Les islamistes des deux pays revendiquaient d'abord et avant tout leur identité islamique, mais ils devaient le faire dans des sociétés plurielles, où le statut des autres groupes était un héritage de l'ordre colonial et l'expression d'un système économique qu'ils n'avaient pas changé ou ne pouvaient pas changer fondamentalement. Au Soudan, le « problème du Sud » était interprété comme une conséquence de la politique d'isolement imposée par les autorités coloniales britanniques (les « zones fermées ») afin de contenir l'influence islamique et nationaliste de l'Égypte et du Soudan urbain du nord. La solution préconisée d'abord par les islamistes était de laisser l'islamisation se faire, même si la question de la séparation fut discutée dans une conférence du Front national islamique (FNI) en 1987[110]. Bien sûr, cette conception était loin de refléter la complexité de la question Nord-Sud, ni les ambiguïtés de l'identité arabe du Nord, si souvent implicite dans la référence à une identité musulmane[111]. En Malaisie, la coalition au pouvoir, la Barisan Nasional, se composait de l'UNMO, du parti chinois et du parti indien, qui prétendaient représenter une large part de leurs communautés respectives. Après les émeutes de 1969 contre les Chinois, le gouvernement avait adopté une nouvelle politique visant à promouvoir les Malais dans la vie économique. La situation était différente de celle du Soudan, au sens où les populations chinoise et indienne étaient bien représentées dans les élites administratives et le monde patronal. La question de l'identité n'y avait pas la même résonance qu'au Soudan, car la représentation politique était plus démocratique et le

[109] Roland Marchal, « Éléments pour une sociologie du Front national islamique soudanais », *Les Études du CERI*, n° 5, 1995. Abdelwahab al Effendi, *Tourabi's Revolution. Islam and Power in Sudan*, Londres, Grey Seal, 1991.

[110] Abdelwhahab al-Effendi, « "Discovering the South" : Sudanese dilemmas for Islam in Africa », *African Affairs*, vol. 89, n° 356, juillet 1990.

[111] Le problème est devenu palpable dans les années 1990 dans l'attitude face aux groupes non arabes au Soudan (des *fellata* aux peuples du Darfour, en passant par la population des monts Nouba).

contexte régional plus favorable à un traitement pacifié de ce genre de tensions (comme le montrait le cas de l'Indonésie).

Le deuxième point commun était la diversité idéologique interne des mouvements islamistes. Même s'ils lisaient les mêmes penseurs islamiques et étaient influencés par le soutien financier croissant de l'Arabie Saoudite, des pays du Golfe et d'un certain nombre d'ONG et de donateurs militants islamiques, ils ne suivaient pas l'école de pensée wahhabite qui était devenue dominante chez les Frères musulmans égyptiens et chez leurs compagnons de route dans les années 1960. Les mouvances malaisienne et soudanaise étaient le reflet d'histoires locales complexes, et souhaitaient se distinguer des groupes qui partageaient ces idéologies néo-salafistes. Au Soudan, dans les années 1960, Hassan al-Tourabi avait eu suffisamment de problèmes avec les Frères musulmans et une organisation wahhabite, Ansar-e Sunna, pour adopter telle quelle leur idéologie. Il prétendait aussi développer une pensée nouvelle, qui lui était propre, et qui l'incitait à se montrer ouvert sur certaines grandes questions sociales (en comparaison du débat de 2009 au sein des « groupes révolutionnaires » islamistes ou salafi-djihadistes). En Malaisie, la situation était à la fois différente et très similaire. Pour l'ABIM, aussi, le pluralisme était un moyen de s'opposer au pilier du mouvement islamiste, le PAS. Comme les islamistes soudanais, l'ABIM était favorable à une lecture plus moderne de la situation, susceptible d'être entendue d'une base qui bénéficiait déjà largement des politiques en faveur des *Bumiputra* (les « fils de la terre »). La personnalité des dirigeants joua également un rôle très important, comme en témoigna le départ d'Anwar Ibrahim pour l'UNMO, en mars 1982.

Le troisième point commun entre les deux mouvances islamistes était leur position marginale à l'époque au sein du mouvement islamiste mondial. Les islamistes soudanais, comme cela a été expliqué, avaient été condamnés à l'exil, et certains de leurs chefs étaient restés en prison pendant la quasi-totalité des années 1970. En raison des relations très ambivalentes entre les Frères musulmans égyptiens et leur branche soudanaise, Hassan al-Tourabi exprima très tôt une opinion singulière sur la confrérie internationale. Il était d'abord absolument opposé à ce que l'organisation soit contrôlée par la branche égyptienne au motif qu'elle en avait été la fondatrice, et il n'envisageait pas que les Arabes y occupent une place centrale. Il ne cessait d'affirmer que les musulmans du monde entier, y compris en Afrique et en Asie, devaient avoir leur part dans l'organisation et la direction de celle-ci. Une pareille position ne pouvait qu'être adoptée avec enthousiasme par l'ambitieux et habile Anwar Ibrahim.

Ces points communs structuraux se reflétaient aussi dans les contacts personnels de ce dernier. C'est ainsi que pendant qu'il préparait son PhD au Royaume-Uni, il était devenu un ami proche d'Ahmed al-Tourabi, un des neveux d'Hassan al-Tourabi, devenu aujourd'hui un homme d'affaires important à Khartoum. Quand Mahathir lui proposa de rejoindre l'UMNO, une autre grande figure de l'islamisme soudanais,

Yassin Omar Iman, vint en Malaisie pour en discuter avec Anwar. C'était une époque où le Front de la charte islamique avait rejoint l'Union socialiste soudanaise au Soudan, et où les islamistes soudanais conseillaient la même évolution à Anwar. Le pragmatisme était à l'ordre du jour.

2.2. La confrontation avec la réalité du pouvoir

Ces relations continuèrent dans les années 1980 avant de se refroidir nettement, et pour longtemps, à partir de 1989. Anwar Ibrahim eut le mérite de s'opposer à ses amis soudanais et de critiquer la répression et les violations flagrantes des droits humains qui suivirent le coup d'État de juin de la même année. Ce type de politique exprimait-il l'ouverture d'esprit et la liberté de discussion prônées par Hassan al-Tourabi à l'époque où il était dans l'opposition[112] ? Il fallut quelque temps pour réconcilier les points de vue. À l'évidence, toutefois, Anwar avait un sens de la stratégie plus aiguisé que ses homologues islamistes soudanais, qui faisaient montre à la fois de naïveté et d'une relative myopie en pensant qu'il leur serait possible de gouverner par la contrainte. Cette situation finit par créer au Soudan les conditions de politiques aventureuses et de sanctions internationales. Avec le recul, un certain nombre d'islamistes soudanais finirent par accepter que leurs homologues malaisiens étaient plus sérieux et moins superficiels dans la mise en œuvre des mêmes idées. Si Anwar avait un discours assez vif et assez articulé sur les changements d'ordre culturel, les Soudanais étaient trop enclins à se satisfaire de paroles au détriment des actes. En témoigne la création des Forces de défense populaire (FDP) dans le Nord, dont le rôle initial était de donner une meilleure éducation et une meilleure connaissance de l'islam aux jeunes les moins instruits. L'initiative déboucha sur une institution coercitive, qui bridait les étudiants d'université et qui provoqua des tensions graves entre civils et militaires au sein du régime.

Ces liens entre les deux groupes islamistes jouèrent un rôle quand Petronas entra en jeu, mais il ne faut pas s'y tromper : les intérêts de l'État restèrent le facteur-clef des deux côtés, même si les islamistes malaisiens qui travaillaient dans l'entreprise pétrolière contribuèrent à réduire les différences lors des nombreuses discussions qui eurent alors lieu[113]. Quand Anwar Ibrahim fut démis par Mahathir et traduit devant un tribunal, le régime soudanais n'était pas en position de faire grand-chose : lui aussi était acculé, et le soutien de Mahathir lui était indispensable dans ses négociations avec le FMI[114].

---

112 Entretien avec Mahboub Abdisalam, Paris, 20 novembre 2009.

113 Entretien avec le premier ambassadeur du Soudan en Malaisie, Omar Yassin, Khartoum, août 2009.

114 Le FMI estimait que le Soudan devait 1,7 milliard de dollars d'arriérés d'emprunt en 1996. Le Fonds avait réduit ses mensualités de remboursement de 4 millions à 250 000 dollars, mais le Soudan avait encore des difficultés à s'en acquitter. Il fut rapporté dans *Africa Confidential* que la Malaisie avait payé des mensualités pour le Soudan à l'automne 1996 et en janvier 1997. Les

Anwar Ibrahim ne fut cependant pas totalement abandonné : des personnalités, dont feu Ahmed Osman Mekki, allèrent parler avec Mahathir et rendirent visite à Anwar en prison. Quand celui-ci fut libéré et partit en Allemagne pour des raisons de santé, en 2004, il reçut également la visite d'Ali el-Haj (actuellement numéro deux du Congrès populaire, le parti d'Hassan al-Tourabi), d'Alamin Osman (un vieil ami des années étudiantes) et d'autres cadres islamistes soudanais tenant à lui exprimer leur solidarité. Aujourd'hui, les relations sont superficielles, notamment parce que le casse-tête soudanais accapare l'essentiel de l'énergie des responsables politiques du pays.

3. Le modèle malaisien ? Homologies et leçons tirées

Comme il y a été fait allusion précédemment, la Malaisie, à plusieurs égards, était un modèle possible pour le Soudan. Les liens avec Anwar Ibrahim d'abord, puis la forte personnalité de Mahathir furent autant de facteurs qui ne pouvaient qu'inciter vivement Khartoum à s'intéresser à la dynamique politique malaisienne. Dans les années 1990, malgré la priorité donnée à leurs problèmes intérieurs, les dirigeants islamistes soudanais réaffirmèrent cet intérêt pour deux grandes raisons. D'abord, pendant toute cette période, Kuala Lumpur avait décidé de jouer la carte islamique dans ses relations internationales. Les contacts avec les États du Golfe furent renforcés et la Malaisie s'impliqua dans les opérations de maintien de la paix dans des pays musulmans comme la Somalie et la Bosnie[115]. L'implication de Petronas était également un signal clair que le Soudan pouvait compter sur ses amis.

Cet intérêt se concrétisa par différentes mesures. D'abord, plusieurs cadres islamistes furent envoyés à l'Université islamique internationale de Kuala Lumpur, et les ambassadeurs soudanais qui y furent nommés à partir de 1990 avaient des liens évidents avec l'appareil de Sécurité. On pourrait ajouter que cet intérêt fut aussi conforté par la proximité de Singapour et par l'alternative que le secteur bancaire de la cité-État offrit aux islamistes soudanais après l'adoption de sanctions internationales, en 1996 (sanctions liées à la tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak, en juin 1995, à l'aéroport Addis-Abeba).

La fascination qu'exerce la Malaisie sur de nombreux autres pays du Tiers monde est liée à un certain nombre de caractéristiques qui s'opposent clairement aux conditionnalités habituelles que ces pays ont été contraints d'accepter des donateurs dans les années 1980, quand la crise de la dette était à son apogée. Deux parmi elles

---

transactions avaient été camouflées, la pratique étant contraire aux règles du FMI : un État ne peut pas s'acquitter des dettes d'un autre. Voir *Africa Confidential*, vol. 38, n° 5, 28 février 1997.

115 Shanti Nair, *Islam in the Malaysian Foreign Policy*, Londres, Routledge, 1997.

nous intéressent ici, et ont sans aucun doute retenu l'attention des futurs dirigeants islamistes soudanais.

3.1. Une nouvelle classe entrepreneuriale attachée à un État développementaliste

Déjà, Nimeiri avait affirmé son ambition de faire du Soudan un pays autosuffisant, promis à devenir le grenier à blé du monde arabe. La notion d'« État développementaliste » était alors très en vogue, en particulier chez les islamistes soudanais. Elle satisfaisait leur nationalisme, leur perception très utilitariste de l'État, et assimilait cet instrument magique à la réforme et à la transformation de l'ensemble de la société. Si cette idée était un concept central dans la théorie du socialisme africain (fort éloigné du socialisme marxiste), elle fut très vite regardée avec suspicion par les donateurs et les institutions de Bretton Woods, qui s'y opposèrent sans nuance à partir de 1975.

Malgré cette posture internationale négative, la Malaisie de Mahathir était un exemple flagrant d'« État développementaliste réussi », du moins vu de l'extérieur. Et Mahathir ne craignait pas de vanter son choix. En dépit de plusieurs scandales financiers qui mirent à la une des médias la corruption du secteur paraétatique, le contrôle oligopolistique de l'économie par l'UMNO et le « capitalisme de copinage », la Malaisie fut en mesure de tenir cette ligne politique, moyennant quelques amendements notables à partir de 1991.

Le soutien apporté aux Malais désireux de réussir en devenant chefs d'entreprise était le fruit de cette politique. Nous n'avons pas la place ici d'entrer dans les détails et d'évaluer le succès discutable de cette politique sur une vingtaine d'années. La nomination de Mahathir au poste de Premier ministre fut une conséquence de l'influence croissante d'une classe moyenne malaise qui bénéficiait largement de contrats publics. Pendant des années, les voyages de Mahathir en Afrique furent autant d'occasions données (souvent même imposées) aux entreprises malaises d'accéder à de nouveaux environnements d'affaires et de se développer à l'étranger. En Malaisie, elles furent la clef de voute du soutien apporté par la communauté malaise à l'UMNO et à la coalition au pouvoir.

Dans une large mesure, la décision de Mahathir de passer la main, en 2003, fut le fruit de son incapacité à construire cette classe indépendante. Nul plus que lui ne déplorait davantage l'absence de résultats de cette politique. Cependant, la nouvelle bourgeoisie – de rentiers, comme il finit par le reconnaître – se montrait à la fois très critique de l'ère Mahathir et très opposée à une islamisation plus radicale de la société, qui risquait de mettre à mal les relations du pays avec l'Occident (les États-Unis sont le premier partenaire commercial de la Malaisie) et d'autres grands pays non-musulmans de la

région (c'est-à-dire le Japon, qui était le véritable moteur de son développement industriel).

Un grand nombre de dirigeants du Tiers monde ou d'Afrique n'ont jamais analysé la complexité des comptes des entreprises paraétatiques, ni le coût financier réel du développement de la Malaisie. Kuala Lumpur avait une telle image de modernité qu'aucune voix critique n'était en mesure de remettre en cause le succès supposé des politiques de Mahathir. Celles-ci étaient en outre en accord avec les précédents idéologiques cultivés sur le continent africain par les dirigeants potentiels, et correspondait largement à plusieurs expériences de privatisation réalisées sous la tutelle du FMI et de la Banque mondiale, comme au Mozambique ou en Côte-d'Ivoire.

Au Soudan, la question de l'émergence d'une bourgeoisie autochtone n'était pas prioritaire dans les années 1990. Dans une large mesure, l'ère Nimeiri (1969-1985) fut témoin de la fermeture d'un grand nombre d'entreprises étrangères dans le pays et de la réduction de la bourgeoisie « compradore » à un noyau d'affairistes grecs, libanais, égyptiens et syriens. Le principal défi pour les islamistes était de se débarrasser d'une bourgeoisie qui était liée, de façon symbiotique, aux partis traditionnels, à la suite du « pacte colonial » établi dans les années 1910 et 1920 avec la réintégration de la famille Mahdi dans l'arène politique et l'endiguement du nationalisme égyptien[116].

Cette transformation des élites économiques soudanaises fut réalisée dans les trois années qui suivirent le coup d'État de 1989 par un mélange de stratégies coercitives et de politiques macroéconomiques. L'idée était alors, comme en Malaisie, de promouvoir une nouvelle classe capitaliste, faite non pas des membres des vieilles et grandes familles commerçantes liées aux partis traditionnels, mais de « roturiers ». Comme en Malaisie, être riche ou le devenir ne contredisait pas l'éthos de l'époque : c'était un moyen de consolider le régime. Comme en Malaisie, enfin, le coût réel de ce choix ne doit pas être sous-estimé : beaucoup de ces nouveaux entrepreneurs furent au mieux des amateurs, certains furent convaincus d'escroquerie, et un bon nombre échouèrent, malgré le soutien de l'État.

Ce qui rendait les choses différentes, c'était la nature des deux régimes. En Malaisie, le secteur économique non-malais – comme, plus tard, dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid – réagit pour s'adapter aux nouveaux défis et le fit principalement par une « corporatisation » de ses actifs : les firmes contrôlées par des actionnaires non-malais recrutèrent des PDG malais qui agissaient sous la surveillance d'adjoints compétents non-malais… En un mot, ils perdirent la préséance, pas la prééminence. Au Soudan, la dynamique de croissance fut plus opportuniste, car elle était fondamentalement liée à la mise à l'écart de certains acteurs économiques, aux

116 Tim Niblock, *Class and Power in Sudan. The dynamics of Sudanese Politics 1898-1985*, New York, State University of New York, 1987.

opportunités offertes aux ONG islamiques et à l'emprise de l'appareil de Sécurité sur une part des contrats les plus profitables, en particulier ceux liés au secteur de l'import-export, au secteur pétrolier et aux technologies de l'information. Cette différence reposait sur la légitimité différente dont jouissaient les deux régimes. Si les islamistes soudanais n'ont jamais pris le risque, jusqu'à présent, de revenir à des élections réellement libres, les partis malaisiens se sont frottés plusieurs fois à la compétition électorale. Mais ne soyons pas naïfs. Nombre d'élections en Malaisie étaient truquées, les médias placés sous contrôle, les activistes mis en prison. Rien cependant de comparable aux dernières élections au Soudan, en décembre 2000.

Je soulignerais, entre parenthèses, un autre élément de comparaison qui me paraît frappant et qui concerne l'autonomie du secteur pétrolier vis-à-vis des autres entreprises possédées ou dirigées par le parti au pouvoir. Dans les deux pays, les recettes pétrolières constituent l'essentiel du budget national. Or l'autonomie du secteur pétrolier est remarquable. Petronas a tout d'un État dans l'État et n'a de comptes à rendre qu'au Premier ministre Sous Mahathir, certains des hommes les plus puissants du régime ont essayé d'intervenir dans les pratiques de la firme ou de jouer de leur influence pour que leurs « protégés » soient promus au sein de son top-management. En vain. Cet échec ne résulta pas seulement de l'attitude du PDG de Petronas, qui garda une autorité sans partage sur la direction de l'entreprise, mais aussi du soutien politique dont il ne cessa de bénéficier de la part de Mahathir. Cela n'alla pas non plus sans un certain nombre de conditions, comme le montra la crise asiatique, quand il fut demandé à Petronas d'acquitter une part substantielle des dettes dues à la mauvaise gestion de quelques entreprises publiques, comme Proton. Au Soudan, pour le dire vite, rien ne pourrait mieux décrire la situation que le fait suivant : quand le MPLS réclama le ministère du Pétrole, alors même qu'il négociait la création du gouvernement d'union nationale, en septembre 2005, on lui répondit que la demande n'était pas réaliste, le ministre alors en place, Awad el-Jazz, considérant son ministère comme son propre enfant[117]…

3.2. S'ouvrir pour revendiquer un rôle plus mondial

La Malaisie et le Soudan ont été ambitieux dans la manière dont ils ont su affirmer leur importance respective dans l'arène internationale, au-delà des cercles islamistes. Les deux pays ont réussi à bâtir leur stratégie à partir d'un certain nombre de potentialités économiques et d'hommes politiques de talent. Mais, comme on le verra plus loin, ils ne furent pas capables de mobiliser le même niveau de moyens et de montrer les mêmes signes de succès, loin de là.

---

[117] Aujourd'hui en 2010, Awad el-Jaz dirige le ministère de l'Économie, mais il a toujours la haute main sur son ancien ministère.

Habituellement, pour promouvoir un pays, on essaie de se faire de nouveaux amis et de conserver les anciens. Si Mahathir commença par être perçu en Afrique et au-delà comme un tiers-mondiste et un défenseur de la coopération Sud-Sud, il ne faut pas oublier qu'il était très hétérodoxe dans ses relations personnelles. Il devint ainsi un proche de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, et son anticommunisme reposait à la fois sur l'histoire de la Malaisie (la guérilla communiste y fut principalement chinoise) et sur un engagement sans faille au côté de l'Occident. Mais Mahathir pouvait faire des discours dénonçant l'impérialisme et la domination injuste du Nord sur le Sud, et serrer la main de dirigeants aussi douteux que Robert Mugabe.

Il fallut beaucoup de temps aux islamistes soudanais pour seulement envisager d'en faire autant. Pour être juste, il faut dire qu'ils comprirent très tôt qu'ils n'auraient pas la sympathie de l'Occident. Après le renversement de Nimeiri, les islamistes se rassemblèrent dans une nouvelle organisation, le Front national islamique (FNI). Ils pensaient avec confiance qu'ils reviendraient tôt ou tard au pouvoir, et cherchaient donc à identifier des scénarios et de possibles soutiens internationaux. La Chine fut sérieusement considérée, ce qui explique pourquoi le FNI envoya une très nombreuse délégation à Pékin auprès du Parti communiste chinois en 1987. Cette délégation était composée de dirigeants, parmi lesquels Hassan al-Tourabi, de représentants de diverses organisations sociales liées au FNI, et d'hommes d'affaires. En 1988, une délégation chinoise vint à Khartoum, où de premiers contacts furent établis, en particulier parce qu'à cette époque, le FNI participait à nouveau au gouvernement, dirigé par Sadeq al-Mahdi. Si les discussions réelles sur l'exploitation du pétrole ne commencèrent que plus tard, on peut considérer ces deux moments comme le point de départ d'une relation durable entre le régime de Khartoum et celui de Pékin.

Les relations avec l'Occident n'étaient pas inexistantes, mais posaient davantage de problèmes. Pendant plus de dix ans, la France prêta une oreille amicale au régime, et d'autres pays européens firent souvent preuve de pragmatisme quand des intérêts économiques étaient en jeu. Le véritable tournant fut la crise de la direction du FNI de décembre 1999, quand Hassan al-Tourabi fut démis de ses fonctions. Cette décision fut utilisée comme une preuve que le régime voulait normaliser ses relations avec l'Occident. Des contacts et un commencement de coopération s'amorcèrent au début de l'an 2000, mais cela ne fut reconnu qu'après le 11 Septembre. Cependant, le conflit au Darfour et l'application à reculons de l'Accord de paix global soulignèrent la fragilité de ces évolutions.

Si les dirigeants de la Malaisie surent jouer les deux cartes (l'Occident et le Sud) simultanément, les islamistes soudanais semblent avoir eu des difficultés à garder leurs nouveaux amis. Sans trop entrer dans le détail, de nombreux membres de l'élite dirigeante à Khartoum pensent aujourd'hui qu'il ne faut pas parier uniquement sur la Chine et sur la Russie, les deux pays ayant déjà montré qu'ils pouvaient fort bien laisser

tomber le Soudan si d'autres enjeux en valaient la peine. Quelques-uns, menés par un membre éminent du FNI, Nafi Ali Nafi, sont convaincus que toute réconciliation avec l'Occident aurait un coût trop élevé et que les pays asiatiques peuvent être une alternative. La Malaisie pourrait voir cela autrement.

Mais la promotion ne passe pas uniquement par la politique et la diplomatie. Le secteur de l'éducation peut rehausser de façon spectaculaire le prestige d'un pays. Les deux régimes ont effectivement voulu faire de leur pays une plaque tournante éducative pour la Communauté musulmane toute entière (Oumma). Mais ils n'étaient pas dans la même position pour le faire. L'Université islamique internationale, située aux abords de Kuala Lumpur, est un site immense qui ressemble aux campus universitaires états-uniens. Le personnel enseignant est vraiment international, et le système de bourses d'étude et de recherche lui permet de disposer d'un large spectre d'étudiants et de professeurs. Si l'État malaisien a consacré d'importantes ressources à cette institution au fil du temps, il a aussi su trouver des financements d'origines diverses, en particulier auprès des États du Golfe.

Au Soudan, les islamistes avaient la même ambition mais ils agissaient dans un environnement beaucoup plus difficile. Tout d'abord, le pays fut perçu pendant des décennies comme un pays très pauvre qui était tiré en arrière par la mauvaise gestion de ses dirigeants et une culture de la corruption qui révélait son profond enracinement chaque fois que des étrangers envisageaient d'investir. Le Centre africain islamique, créé au sud de Khartoum en 1977[118], n'avait rien d'impressionnant sur le plan des infrastructures, mais il joua un rôle non négligeable dans l'identification des militaires religieux qui participèrent à ses sessions de formation jusqu'en 1985. Sa fonction principale, en réalité, était de donner un enseignement religieux supérieur et des compétences professionnelles qui permettent aux élèves de passer une partie de leur temps à faire le prêche *(dawa)* et l'autre partie à avoir un travail normal. Les élèves étaient censés être africains.

Après le coup d'État, cette ambition limitée fut réévaluée afin de faire du Centre une institution éducative diplômante de haut niveau, l'Université internationale d'Afrique. Bien que cette appellation ne fasse pas allusion à la religion, l'objectif principal est resté le même, et la colonne vertébrale de l'enseignement reste attachée aux sciences islamiques. Jusqu'à présent, cette institution a été un succès et attire des étudiants d'Afrique de l'Ouest et de la Corne, et notamment des Somalis. Cependant, la comparaison avec son homologue malaisienne ne serait pas à l'avantage des Soudanais. A Kuala Lumpur, les étudiants viennent du monde entier, comme j'en ai été témoin. À Khartoum, l'éventail est plus limité. Les équipements et les services ne

118 Pour plus d'information, consulter le site http://www.iua.edu.sd/history.htm

sont pas non plus équivalents. Et l'on ne trouve pas parmi les professeurs la même variété de compétences et de nationalités.

Il n'est pas certain que Mahathir eût la prescience du développement futur du secteur financier islamique mondial quand il annonça, en 1981, la création d'une banque islamique en Malaisie. Il avait pourtant mis dans le mille. Si cette décision a pu apparaître à l'époque comme un moyen de canaliser des fonds du Golfe vers la Malaisie, elle eut pour résultat effectif de faire de ce pays une plate tournante centrale de la finance islamique en Asie. Le secteur financier islamique est apparu comme un élément-clef de l'économie malaisienne après la création d'un Conseil consultatif de la charia au sein de la Banque centrale, Bank Negara Malaysia, qui supervise aussi le système financier classique du pays. Les actifs bancaires islamiques malaisiens se montent à environ 65 milliards de dollars US, les actifs du *takaful* [mutuelle islamique] à environ 2,6 milliards, et le marché islamique des capitaux à environ 235 milliards. Le pays est aussi un centre pour les *sukuk* [obligations islamiques] et développe un marché islamique des marchandises. Selon Bank Negara, les actifs islamiques gérés au niveau mondial se montent à près de 750 milliards de dollars et croissent de 15 à 20 pour cent par an. La Malaisie a signé des accords avec plusieurs pays, parmi lesquels Bahreïn, Dubaï et le Qatar, pour collaborer pour développer la finance islamique, et notamment instituer une reconnaissance mutuelle des normes communes.

Au Soudan, la création des banques islamiques (principalement la Fayçal Islamic Bank et la Barakat Islamic Bank), à la fin des années 1970, fut à la fois une conséquence de l'énorme afflux de pétrodollars investis par les États du Golfe et un moyen de promouvoir un programme islamique au niveau économique. Elles bénéficièrent largement d'avantages qui n'étaient pas donnés aux institutions bancaires privées, et du soutien politique des islamistes qui étaient en place dans l'appareil d'État. Comme il y a été fait allusion plus haut, ces banques n'ont pas eu la réussite de leurs homologues malaisiennes, et cela pour plusieurs raisons.

L'État soudanais a souvent frôlé la faillite, mais il fut aussi l'unique acteur économique majeur jusqu'à la fin des années 1990, quand les grandes compagnies pétrolières internationales ont commencé à s'impliquer. Du fait du climat politique, les banques islamiques n'ont guère pu se développer, le Soudan étant soumis à de lourdes sanctions des Nations unies et des États-Unis à partir de 1996 (les premières sanctions tombèrent en réalité au début des années 1980, à cause du non-paiement des intérêts dus sur les prêts du FMI). En outre, comme l'ont montré plusieurs rapports successifs du FMI à partir de la fin des années 1990, il y avait trop emprunts toxiques au bilan de certaines banques qui apparaissaient comme des produits de la corruption et de l'escroquerie. Les vieilles habitudes ont la vie dure.

Encore une fois, on peut penser que le Soudan ne fit que promouvoir très superficiellement un secteur bancaire islamique, et préféra ne pas trop le réglementer afin qu'il puisse se développer au-delà de ce qui était strictement nécessaire pour l'état de l'économie. Certains à Khartoum, en 2009[119], affirmèrent même que les banques islamiques encore en activité étaient souvent disposées à proposer aussi des services bancaires classiques pour garder leurs clients ou en attirer de nouveaux.

Conclusion

À partir du début des années 1980, la Malaisie et le Soudan se sont lancés dans des processus d'islamisation décidés par leurs gouvernements et poursuivis d'abord dans le but d'affaiblir leurs oppositions politiques. Dans les deux pays, les islamistes font partie des élites dirigeantes et ont mis en avant leurs programmes. Au cours du processus, la lutte pour le pouvoir provoqua la défaite de la faction qui se prétendait la plus islamique (Anwar Ibrahim en Malaisie, Hassan al-Tourabi au Soudan).

Ces politiques ont pourtant eu un impact drastique et durable sur le tissu social des deux pays. Cependant, ce qu'il y avait de plus commun entre eux aux premiers jours de leurs relations, le désir de bâtir un État islamique moderne et inclusif dans une société plurielle, s'est peu à peu évaporé.

En Malaisie, Anwar Ibrahim se bat depuis plus de dix ans en justice pour être blanchi de douteuses accusations de crime sexuel et participer à la compétition pour la direction du pays. Au niveau social, les tensions entre les différentes communautés et au sein de la communauté malaise se sont exacerbées et mobilisent la rhétorique de l'islam militant. Les élites qui prospéraient sous Mahathir semblent répugner à stabiliser ces processus ou ces compétitions.

Au Soudan, malgré la prospérité visible des élites dirigeantes, les inégalités ont tellement augmenté que la paix civile pourrait être rompue demain ailleurs qu'au Darfour. Les politiques coercitives – plus brutales et moins ciblées qu'en Malaisie – semblent encore la panacée pour un régime incapable de se réformer, en dépit des immenses défis auxquels il doit faire face, à l'intérieur et sur la scène internationale.

La division de leur pays et la création du Sud-Soudan constituent un nouveau défi pour les islamistes soudanais. Ces événements mettent en crise le nationalisme qui est un des piliers idéologiques de l'islamisme soudanais et crée de nouvelles difficultés pour définir une citoyenneté soudanaise. Vouloir continuer comme si rien n'était en

[119] Entretien avec un expert financier international, Khartoum, août 2009.

mobilisant une vision coercitive de l'État et de l'Islam ne peut produire que de nouvelles raisons pour se diviser.

Il est loin d'être sûr que les islamistes malaysiens soient dans une meilleure position pour conseiller leurs homologues soudanais. Dans leur situation, ils pourraient aussi opter pour une attitude plus rigide concernant la nature de l'État et leur société afin de mieux mobiliser leurs partisans potentiels.

Dans les deux cas, la possibilité d'opter pour des valeurs démocratiques semble se réduire à cause de dynamiques locales et plus globales.

Chapitre 5 - Face à la paix, face à la guerre : le régime soudanais entre 2000 et 2008

La division du pouvoir en décembre 1999 a constitué un moment décisif dans l'évolution du régime soudanais issu du coup d'État de juin 1989. S'il est tentant rétrospectivement de se gausser de la perte d'influence de Hassan Tourabi, un retour sur cette période mouvementée montre au contraire combien la scission a paralysé les cadres du régime, reconfiguré les cercles dirigeants et incité ces derniers à prendre des décisions radicales. La réunification de la Tendance islamique au sein du Parti du Congrès national est ainsi une tentative de restaurer une légitimité mise à mal par les révélations faites par le dirigeant exclu et ses proches. Mais, cette légitimation, le régime va surtout la chercher dans une normalisation internationale et la quête de la paix avec l'APLS au Sud-Soudan. Celle-ci est finalement moins problématique qu'escomptée initialement grâce au positionnement américain : l'Envoyé spécial John Danforth se polarise sur une dimension religieuse pourtant contestable du conflit[120], conforme à la lecture des soutiens américains du MPLS. Il a ainsi adopté une approche qui ne remet fondamentalement en cause ni le régime ni, surtout, son mode de fonctionnement au nord du pays : « un pays, deux systèmes » est la solution promue par l'universitaire Francis Deng et reprise par la diplomatie américaine. Pourtant, la période des négociations au Kenya n'est pas sans fortes incidences sur la structure factionnelle qui prend forme à Khartoum. Ces points sont développés dans une première partie.

La suite de ce texte se concentre sur la crise humanitaire au Darfour, parce qu'elle permet de voir comment le débat politique est mené. Cette crise est certainement parmi les cas les plus compliqués d'intervention auxquels la communauté internationale, dans toutes ses composantes (acteurs humanitaires, États et organismes médiateurs, groupes internationaux de pression et faiseurs de l'opinion internationale), doit faire face aujourd'hui. La complexité de la situation ne se résume pas seulement à rétablir une relative unité politique des factions rebelles afin d'aboutir à un accord acceptable par tous les protagonistes du conflit mais elle tient aussi au défi que représente la compréhension de ce régime perçu comme profondément énigmatique tant il semble à l'occasion choisir la fuite en avant sur ce dossier plutôt que le compromis.

Depuis 2003, la direction du Parti du Congrès National a dû se positionner sur des questions délicates et, souvent, elle s'est divisée. Les résolutions votées par le Conseil de sécurité des Nations unies, notamment celles qui ont suscité le plus de réactions en son sein (1593 et 1706 votées respectivement en mars 2005 et août 2006) sont donc des épisodes intéressants pour

---

[120] Lors de la publication de son rapport au printemps 2002, les organisations des droits de l'homme protesteront contre le silence fait sur les droits politiques.

observer comment ce régime gère une crise qui paraît menacer sa survie. Au-delà de la véhémence des discours des dirigeants soudanais sur la souveraineté et le rejet de l'ingérence extérieure (véritables piliers sémantiques qu'ils opposent avec détermination à la fameuse "responsabilité de protéger"), il y a bien des logiques propres et des dynamiques internes qui expliquent une grande partie de ses positionnements vis-à-vis de la communauté internationale.

Sont donc analysés le contexte politique national au moment de l'adoption de chacune de ces trois résolutions et le débat que chacune a suscité au sein des cercles dirigeants. Il est intéressant de voir plus précisément comment les diverses factions regroupées autour des dirigeants se sont positionnées par rapport à ces résolutions. Mais il faut également comprendre ce que chacune de ces factions représentait dans le(s) cercle(s) du pouvoir, c'est à dire, "qui" était "quoi" sur l'échiquier politique au moment de ces résolutions.

On peut ainsi arriver à deux conclusions ou confirmations importantes sur le fonctionnement du régime soudanais. La première est qu'il y a plusieurs cercles de décision du fait que le pouvoir politique s'est considérablement fractionné depuis la scission de décembre 1999. La seconde conclusion est que la dichotomie pragmatiques/durs qu'on utilise souvent pour distinguer ces factions est peu pertinente, puisqu'elle tend à être fluctuante selon le moment et en fonction des enjeux. Il n'y a plus de vision d'un projet national autre que la propre reproduction du pouvoir et la décision politique relève davantage de la tactique que de stratégie sur le long terme.

L'analyse politique, dans un tel contexte, vise autant à décrire le dispositif factionnel qu'à éclairer la rationalité des divisions basées quelquefois sur des perceptions différentes du problème. L'important est donc le champ des positions et le dispositif d'alliances à maintenir pour garantir son importance dans la direction du pays.

1. Schisme et recomposition

La rupture ente Hassan Tourabi et un groupe composite de dirigeants en décembre 1999 a profondément recomposé les équilibres internes ainsi que les modes de délibération et de décision politique. On voudrait ici se concentrer sur trois aspects importants, même s'ils ne sont pas les seuls : le "retour" des militaires et la désagrégation du premier cercle ; les négociations avec l'APLS et la lente marginalisation de Ali Osman Mohamed Taha ; l'influence accrue des sécuritaires.

Lors de la déclaration de l'état d'urgence en décembre 1999, le régime devait faire face à une situation inédite : l'ennemi était intérieur et la ligne de fracture passait dans toutes les institutions de l'État, sauf peut-être une : l'armée. En effet, Hassan Tourabi n'a jamais caché tout au long de sa carrière politique le peu d'appétence qu'il avait pour les pouvoirs prétoriens. Ses critiques acerbes de l'armée ont à peine été mises en veilleuse pendant la décennie suivant le coup d'État.

Aussi, le retour des militaires sur le devant de la scène à partir de 2000 et les multiples signes que donnait alors Omar el-Béchir de son statut militaire s'expliquaient par des causalités convergentes. Il s'agissait d'abord, grâce aux revenus résultant de l'exploitation pétrolière, de choyer une institution (ou plutôt des officiers supérieurs) dont la caution était devenue importante dans la crise[121]. Il faut également, en leur offrant de nouvelles prébendes, contenir le mécontentement qui naît de la perspective de négociations avec le MPLS. Certes, l'armée n'est pas unifiée par son hostilité à une solution politique mais la poursuite des hostilités alors que les revenus pétroliers affluent est aussi une manière d'accumuler. Enfin, cette option offrait un scénario connu : un retour au nimeirisme des années 1980 (le maréchal, exilé en Égypte, rentrait d'ailleurs d'exil peu avant en mai 1999). Pourtant, dès ce moment, un certain nombre de cadres civils optèrent pour Omar el-Béchir dans la mesure où leurs relations avec Ali Osman manquaient singulièrement de chaleur : parmi eux, on doit citer Mustafa Osman Ismaël et, jusqu'à un certain point, Ghazi Salah ed-Din.

L'élimination de Hassan Tourabi créait un vide à un autre niveau car ce dernier avait réussi à maintenir et à faire admettre une cohérence globale des décisions. Si, dans un premier temps après son expulsion, ce rôle paraissait rempli par Ali Osman Mohamed Taha, alors vice-président, le nouvel équilibre était fragile. En effet, Ali Osman appartenait à la même génération que ses collègues et donc n'était plus, à la différence de Hassan Tourabi, que le *primus inter pares*. S'il avait été adoubé numéro deux du FNI en 1985, il n'avait jamais jusqu'alors donné une preuve irrécusable de ses talents de dirigeant ; il n'avait aucune œuvre "intellectuelle" et ne disposait pas d'un carnet d'adresses internationales digne de ce nom. Pourtant, bon an mal an, ce rôle de *de facto* Premier ministre fonctionna jusqu'au début des négociations de paix en 2002.

Si le traumatisme des sanctions onusiennes après la tentative d'assassinat d'Hosni Moubarak en juin 1995 puis du bombardement de l'usine pharmaceutique al-Chifa en août 1998 n'avait pas suffi, la rupture avec Hassan Tourabi poussait à une normalisation avec la communauté internationale. Celle-ci d'ailleurs présentait de nombreux avantages. Par exemple, la fin de la guerre au Sud-Soudan inciterait les entreprises occidentales à investir dans le secteur pétrolier, ce qui protègerait d'autant le régime de nouvelles pressions internationales (l'Arabie saoudite ou l'Angola étant des paradigmes de cette logique). Ce rapprochement avec Washington était palpable dès le printemps 2000 et se construisait sur une double logique : blâmer le vieux dirigeant pour tous les excès du régime et, surtout, parier déjà sur une coopération visant à affaiblir les groupes radicaux islamistes dans la région. Une telle orientation prenait une toute autre vigueur avec les événements du 11 septembre[122].

---

[121] Plusieurs officiers supérieurs, lors d'une visite à l'Etat-major des Armées peu après la crise lui demandèrent quand il allait se débarrasser des autres "barbus". Entretien Khartoum février 2008.

[122] A la fin septembre 2001, le Soudan a livré à Washington un de ses citoyens impliqué dans le bombardement à la roquette d'une base américaine en Arabie saoudite. Avant le 11 septembre, des listes de radicaux avaient été fournies aux autorités américaines et à leurs correspondants dans la région. La guerre en Irak et la crise somalienne allaient fournir dans les années suivantes de multiples opportunités au régime soudanais pour démontrer son utilité dans la guerre contre le terrorisme.

Il fallait donc trouver un accord avec le MPLS de John Garang. La nomination de John Danforth, comme Envoyé spécial du président Bush le 6 septembre 2001 (avant le 11 donc) se révélait être une bonne surprise pour les autorités de Khartoum. Le cadre de négociation qu'il préconisait laissait présager de nombreuses concessions, mais ces dernières ne remettaient finalement pas en cause l'existence du régime même si elles impliquaient pour lui des coûts marginaux supplémentaires en termes de relative retenue intérieure en termes d'usage de la répression et de posture internationale jugée raisonnable par les grandes puissances occidentales. C'est sans doute le premier vice-président de l'époque, Ali Osman Mohamed Taha, qui avait alors la conscience la plus claire de cette nouvelle donne. La normalisation des rapports avec les États-Unis, la levée des sanctions économiques imposées par ceux-ci et la réhabilitation du Soudan sur la scène internationale étaient les compensations espérées par le régime en acceptant de signer un accord de paix avec le MPLS, bien qu'un tel accord soit en mesure d'altérer la structure de l'État soudanais, voire de mettre fin à l'hégémonie historique de certaines communautés du Nord sur la société et l'État.

C'est sans doute entre le printemps et l'automne 2003 que s'est jouée une véritable recomposition au sein du cercle dirigeant. Probablement à la demande de certains acteurs internationaux au cours des négociations au début 2003, le Conseiller présidentiel sur la paix, Ghazi Salah ed-Din, jugé peu enclin aux compromis avec le MPLS, fut remplacé par Ali Osman Mohamed Taha. Celui-ci, au contraire, était perçu comme un homme politique plus flexible et également plus élevé dans la hiérarchie du régime. En le poussant à s'impliquer dans les négociations et à conclure un accord paix, on lui offrait la possibilité de s'affirmer au sein du pouvoir soudanais dans un rôle éminent (l'interlocuteur respecté de la communauté internationale en mettant donc entre parenthèses ses responsabilités antérieures dans les politiques les plus contestées), de démontrer sa prééminence dans la tendance la plus pragmatique et réaliste à cette époque du groupe dirigeant. Il est important de noter que ce remplacement, s'il était sollicité notamment par Washington, était entériné sans difficulté par le président el-Béchir[123].

Malgré ce rôle d'Omar el-Béchir, c'est Ali Osman Taha qui était réellement la personnalité clé de l'accord avec le leader du MPLS, John Garang. Il ralliait d'ailleurs une série de cadres intermédiaires (Sayyed al-Khatib, Mutrif Siddiq, …) qui jouèrent un rôle important dans les négociations au Kenya. La signature de l'accord de paix et sa reconnaissance par la communauté internationale comme interlocuteur principal et privilégié inauguraient surtout une nouvelle concurrence entre lui et le Président el-Béchir. Pour la première fois depuis juin 1989, la position du président en titre était menacée à terme par l'émergence du couple Ali Osman/John Garang, qui pouvait représenter une solution de compromis intérieur pour une transition

123 Suite à sa mise á l'écart, Ghazi se retire de la vie politique jusqu'à sa nomination de conseiller à la Présidence lors de la formation du Gouvernement d'unité nationale en septembre 2005 et président du groupe Parlementaire du PCN. Lors d'une interview récente à un journal soudanais, il expliquait ainsi les raisons de son retour : « Il est vrai que la politique est le domaine des salauds. Mais pourquoi leur en laisser le monopole ? ».

douce, solution tout à fait populaire dans les chancelleries occidentales puisqu'elle offrait une alternative crédible à la sécession du Sud-Soudan.

A partir de ce moment, une nouvelle configuration des alliances au sein du groupe dirigeant se cristallisa. Derrière le Président se rangèrent d'autres figures qui, pour des raisons différentes, s'opposaient à l'accord de paix ou à la personne du vice-président, et qui désormais faisaient bloc contre ce dernier et ses partisans. Deux arguments alimentèrent cette recomposition. La plupart des militaires soudanais – islamistes ou non - s'opposaient au protocole sur la sécurité qui reconnaissait l'existence et légalisait l'APLS, l'armée de la rébellion, quand bien même ce texte avait été contresigné par le ministre de la Défense d'alors, très proche du président el-Béchir, le général Bakri Hassan Saleh. Il est vrai que la communauté internationale faisait peu d'effort pour expliquer ce dispositif très particulier qu'on ne retrouvait dans aucun autre accord de paix sur le continent africain, la norme étant la fusion des forces pro et antigouvernementales dans une nouvelle armée nationale avec un programme de DDR à la clé.

Ce compromis permettait également aux sécuritaires, d'une part, de faire valoir que Khartoum avait été trop généreux vis-à-vis de son ancien ennemi et que la nouvelle insertion internationale du Soudan grâce à la rente pétrolière aurait permis de donner bien moins. Ce compromis, soudain inacceptable, permettait, d'autre part, de questionner de façon de plus en plus ouverte les raisons pour lesquelles Ali Osman s'était montré aussi conciliant : l'accusation formulée de plus en plus clairement au cours de l'année 2005 était que ce dernier avait abandonné l'essentiel du régime pour se sauver et devenir l' « homme des Américains » après Garang. Ce débat était aiguisé par son silence lors de l'annonce de la résolution 1593 alors que Omar el-Béchir ou Nafi Ali Nafi multipliaient les déclarations fracassantes, y compris contre la Chine coupable de "les avoir abandonnés".

Une raison purement conjoncturelle, si l'on peut dire, explique aussi la relative facilité avec laquelle les opposants d'Ali Osman ont pu tisser des alliances. Ce dernier, comme on l'a dit, jouait encore en 2002 un rôle de coordination et de centralisation au sein du pouvoir. Absorbé par les négociations au Kenya et, surtout, absent pendant de longues semaines de Khartoum, il n'avait plus le même contrôle sur (ou le même entregent avec) l'entourage immédiat du président el-Béchir : ce dernier, depuis 1989, était plus le porte-parole du régime que son premier chef et était encadré par des proches du vice-président afin d'éviter des déclarations contradictoires entre lui et ses ministres réellement aux commandes. Le vide laissé par le départ d'Ali Osman fut vite rempli par ses concurrents, militaires ou civils. Ce changement se fit d'autant plus ressentir que la signature du protocole sur la sécurité coûta à Ali Osman la perte du soutien de l'armée, lui qui avait pourtant été le responsable au sein du FNI des contacts avec l'institution militaire. Cet affaiblissement concernait moins le décideur politique que l'intermédiaire capable de faire une synthèse acceptée entre différentes factions. Cette marginalisation signifiait aussi que la discussion collective et la coordination ne se menaient plus sous l'égide du vice-président, mais sous celle du président qui n'avait jamais montré un grand enthousiasme (pas plus que de talent) pour une telle tâche. Prenait forme ainsi un nouveau

fonctionnement beaucoup plus atomisé du pouvoir et de la mise en œuvre des politiques. Il y avait une répartition des rôles politiques et des dossiers. Chaque groupe était en charge de certains dossiers : celui de l'application des accords Nord-Sud relevait fondamentalement d'Ali Osman ; celui de l'Est revenait à Mustapha Osman, le Conseiller diplomatique à la Présidence ; celui de Darfour à Mahjoub al-Khalifa puis après sa mort à Nafi Ali Nafi ; celui du terrorisme et du Darfour bien évidemment à Salah Abdullah Gosh ; le secteur pétrolier était supervisé par Awad Ahmed el-Jaz.

Le pouvoir du Président fut alors renforcé (et mécaniquement celui des militaires). Lors du deuxième congrès du PCN en novembre 2005 (quelques mois donc après la mort de John Garang et la nomination du Gouvernement d'unité nationale), le mandat de Omar el-Béchir à la tête du parti fut renouvelé, et, plus significatif encore, il fut officiellement déclaré candidat du parti aux prochaines élections présidentielles. De plus, sa signature devint nécessaire pour accéder aux ressources de l'État. La constitution du Gouvernement d'union nationale en septembre 2005 est une autre preuve de la marginalisation d'Ali Osman. Celui-ci avait parié sur un renouvellement des équipes ministérielles et la promotion des cadres qui l'avaient suivi au Kenya. Ce ne fut, comme à l'accoutumée, qu'une nouvelle partie de chaises musicales.

Un tel dispositif a également permis aux sécuritaires d'accroître durablement leur influence dans un certain nombre de dossiers, notamment celui du Darfour. Au-delà des points évoqués dans la section 3 de ce texte, les sécuritaires ont réussi à amalgamer l'humiliation ressentie lors de la signature du protocole sur la sécurité (la reconnaissance de deux armées) avec la guerre au Darfour. Ils se positionnaient ainsi comme les défenseurs de la Nation (réduite aux dirigeants) et, pour un temps, effectuaient une jonction avec les militaires. A cause de l'incapacité de retrouver un cadre de coordination politique collective, les sécuritaires pouvaient ainsi mener leur politique sans être contraints à un débat contradictoire avec des dirigeants souvent assez dubitatifs sur la gestion de la crise au Darfour ou l'éventuel renversement du régime tchadien. Certes, les positions des uns et des autres ont considérablement varié. Ali Osman n'était pas le modéré qu'on voit aujourd'hui en lui au début 2003 et il n'est pas sûr que Mustapha Osman, ministre des Affaires étrangères bis bien que conseiller à la Présidence, soit un chaud partisan du renversement d'Idriss Déby, sans même évoquer Ghazi Salah ed-Din qui a exprimé publiquement ses réserves sur une stratégie qui coupe le Soudan d'un allié européen comme la France.

2. La résolution 1593 : complémentarité plutôt que concurrence

Le Tribunal pénal international, aux termes de la résolution 1593 adoptée en mars 2005 par le Conseil de sécurité, devait se saisir des crimes de masse commis au Darfour. Cette décision s'inscrivait dans le prolongement du travail publié fin janvier 2005 par la Commission internationale d'enquête sur les violations du droit international humanitaire et des droits de

l'homme au Darfour[124]. Sur la scène politique soudanaise, on était alors deux mois après la signature du *Comprehensive Peace Agreement* entre le gouvernement et le MPLS de John Garang. Khartoum semblait dans un moment d'euphorie politique autant sur le plan national qu'international dans la mesure où le régime réussissait là où ses prédécesseurs avaient tous lamentablement échoué : la signature d'un texte mettant fin à une guerre civile de plus de deux décennies, accord qui faisait du PCN un interlocuteur incontournable et unique au Nord Soudan auprès de la communauté internationale, et tout particulièrement des États-Unis qui avaient soutenu et parrainé les négociations et l'accord final.

Toutefois, ce succès réel n'impliquait nul consensus en interne. Car au sein du régime, ce fut aussi le moment où les rivalités entre ses différentes factions se sont accentuées, peut-être justement parce que la survie globale était acquise grâce à l'accord de paix. Ce dernier inaugurait une reconfiguration au sein du groupe dirigeant qui était partagé entre partisans et adversaires du nouvel ordre politique que l'accord portait sur les fonts baptismaux. C'est à partir de cette période-là, que s'est plus nettement structurée une tendance pragmatique prônant des concessions notamment en matière de politique étrangère.

Comme on l'a vu précédemment, au moment de l'adoption de la résolution 1593, les dirigeants soudanais étaient déjà divisés. Toutefois, cet antagonisme restait contenu et dissimulé tant la position des pragmatiques apparaissait alors plus renforcée par la signature des accords de paix en janvier 2005, événement qui prédominait dans le contexte national. Cependant, ce désaccord interne ne s'expliquait pas uniquement par l'arrangement avec le MPLS. Depuis le début 2004, le régime à l'instar de la communauté internationale, était pris entre deux feux : gérer la question du Darfour et notamment se positionner face aux accusations d'y mener une politique "génocidaire" ; et mener à terme les négociations puis la mise en œuvre des accords de paix au Sud-Soudan. Tandis que le régime s'était engagé positivement avec la communauté internationale (notamment les États-Unis) et avait accepté de signer un accord de paix avec le MPLS, il menait une guerre sanglante, utilisant un savoir-faire brutal en matière de contre-insurrection. Il y avait alors un réel débat au sein des cercles dirigeants sur la façon de gérer cette crise et cette pression internationale et, à nouveau, il n'y avait pas unanimité.

En fait, dès le début de la crise au Darfour en 2003[125], l'approche sécuritaire et militaire a eu l'ascendant sur une approche plus politique[126]. Plusieurs raisons expliquent cette affirmation des

---

124 La Commission fut créée en septembre 2004 par une décision du Conseil de sécurité (1564). Le rapport concluait que les actes de violences commises au Darfour étaient des crimes contre l'humanité, mais le terme de génocide n'était pas *a priori* retenu. Néanmoins, la responsabilité d'officiers et de cadres politiques soudanais dans des crimes contre l'humanité exigeait des enquêtes appropriées. Voir la page web http://www.africafocus.org/docs05/dar0502.php

125 Cette crise commençait bien avant : cf. Alex de Waal (ed.), *op. cit.* 2007.

126 A titre d'exemple, à la fin 2004, le Représentant du Président au Darfour était d'Abdel Rahim Mohamed Hussein, un militaire et ami personnel ainsi que ministre de l'Intérieur. En septembre 2004, un décret présidentiel nommait en urgence le général de brigade Mohammed Ahmed al-Dabi son assistant. Le premier avait été le Chef des renseignements à l'Etat-major de l'Armée et déjà auparavant Représentant du Président dans l'État du Darfour occidental, la région la plus troublée.

services de sécurité et de l'armée. D'abord, comme on l'a vu, l'importance des militaires dans les processus de décision politique s'est progressivement accrue après la scission de 1999, tout comme l'immobilisme des institutions du PCN résultant de divisions à son sommet. En l'absence du vice-président Ali Osman Mohamed Taha, qui était alors l'homme-orchestre du pouvoir, les effets de ces divisions se trouvaient amplifiés. La détermination des militaires et des services de renseignement dans le dossier du Darfour s'explique aussi par le fait que, dès le départ, la rébellion du Darfour a été associée à Hassan Tourabi. Ce dernier, incarcéré depuis février 2001, était soupçonné d'utiliser (voir même d'instiguer) les rebelles pour déstabiliser le régime et pouvoir ainsi reprendre une place stratégique sur l'échiquier politique national. Il bénéficiait, selon ce scénario, d'une complicité objective de l'APLS et de certains secteurs de l'appareil d'État américain qui entendaient affaiblir le pouvoir central pour mettre en œuvre les accords de paix au Sud et changer à terme le régime à Khartoum. Deux événements ont tenu lieu de preuves. D'une part, le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) était effectivement encadré par des anciens du régime et bénéficiait d'un appui financier et humain du nouveau parti créé par Hassan Tourabi en juin 2000, le Parti du Congrès National Populaire (PCNP) ; le vieux dirigeant islamiste invita d'ailleurs les cadres du PCNP originaires du Darfour à rejoindre le MJE. De plus, la prise par des rebelles de l'aéroport d'el-Fasher, capitale de l'État du Nord-Darfour, fut pour les militaires une défaite humiliante, qui ne pouvait "donc" s'expliquer que par un appui extérieur. Par la suite, celle-ci serait attribuée soit à l'APLS, soit à l'armée tchadienne. Il faut rajouter à cela que, dans l'imaginaire politique des islamistes, le Sud n'a jamais fait partie complètement de la Nation à l'inverse du Darfour (quelle que soit par ailleurs le peu de considération accordée à sa population). La remise en cause du régime au Darfour résonnait comme une agression majeure, une situation similaire à la panique et la rage provoquées par la prise de Damazin en 1997 par l'APLS et ses alliés nordistes.

Ainsi, la gestion de la crise du Darfour a essentiellement été l'affaire de l'armée et des services, ces derniers – civils et militaires – jouant un rôle clé sur le terrain comme à Khartoum. Ali Osman fut certes impliqué dans le dossier du Darfour notamment au début 2003 mais dut par la suite se consacrer aux négociations avec l'APLS et perdit rapidement la maîtrise du dossier. Pour les factions qui se regroupaient autour d'Omar el-Béchir, la répétition du scénario joué pour le Sud-Soudan était évidemment hors de question : point de concessions politiques et pas de rôle prééminent octroyé à Ali Osman. Ceci explique pour une large part l'attribution de ce dossier et la charge des négociations d'Abuja à Mahjoub al-Khalifa, l'un des adversaires les plus déterminés du vice-président. Et tout au cours de l'année 2005, la politique vis-à-vis des acteurs internationaux a reflété ces relations entre ce qu'on considérait comme les pragmatiques d'un côté et les durs d'un autre, un rapport qui demeurait en faveur de ces derniers.

Cependant, cette divergence n'a abouti ni à une crise ouverte, ni à un divorce entre factions et cela pour plusieurs raisons. En premier lieu, tous ces groupes -en dépit de leurs différences- étaient parfaitement conscients qu'une deuxième scission après celle de 1999 se ferait au détriment de la perpétuation du régime. Ensuite, chaque faction était consciente que sa survie était aussi liée à l'existence des autres : les "modérés" avaient besoin d'"extrémistes" pour se

faire valoir ; les "durs" de "modérés" pour éviter de se faire interroger sur leur abandons antérieurs (notamment au cours des négociations avec le MPLS) ; les militaires de civils pour légitimer les politiques menées. De plus, ces factions étaient imbriquées dans leur reproduction économique à cause des fortes relations existantes dans le champ économique et l'allocation de la rente pétrolière (ainsi la neutralité affichée par le ministre de l'Énergie, Awad Ahmed el-Jaz, dans ces péripéties). Ainsi, chaque groupe détenait des ressources différentes qui, toutes réunies, garantissaient la survie du régime et le monopole du pouvoir politique.

De plus, le régime faisait face à une campagne internationale beaucoup plus agressive et plus diversifiée que celle qui avait accompagné les négociations avec le M/APLS. Les menaces de sanctions renforcées, d'envoi de troupes de l'ONU avec un mandat chapitre VII, la saisine du Tribunal pénal international après les accusations de génocide au Darfour nécessitaient une certaine cohésion, au moins apparente, entre positions divergentes. Au cours de cette période, il n'était pas rare d'entendre des internationaux exprimer leur surprise car leurs interlocuteurs supposés modérés prenaient des positions extrêmes, illusion du discours diplomatique et jeu factionnel obligent.

Toutefois, les dirigeants soudanais avaient une bonne lecture de la scène internationale dans les semaines qui précédaient le vote de la résolution 1593 : l'opposition de certains États à l'idée même de Tribunal pénal international comme les États-Unis ; la division de la communauté internationale et le soutien de la Chine au sein du Conseil de sécurité contre toute action répressive contre le Soudan. Mais il fallait néanmoins composer avec les pressions extérieures. Donc ce régime, si dur fût-il, était conscient qu'un certain pragmatisme et des concessions étaient inéluctables.

Le vice-président, au moins depuis son engagement dans les négociations au Kenya, ne s'était jamais montré un homme de confrontation. La discrétion et l'habilité politique lui sont unanimement reconnues. De plus, après la mort de John Garang, il avait conscience que sa position et celle du groupe qui avait négocié l'accord Nord-Sud s'étaient durablement affaiblies, non seulement parce que son successeur n'apparaissait pas comme une personnalité incontournable mais aussi parce que l'accord n'avait pas concrétisé les espoirs du régime en termes de normalisation internationale. Et désormais, à cause de la disparition de Garang, l'accord qu'il avait négocié renforçait paradoxalement la position d'Omar el-Béchir tant les faiblesses d'un MPLS privé du charisme de Garang apparaissaient au grand jour.

Cet amer constat éclaire la politique du vice-président et de ses partisans en 2005 et 2006 : ne pas contrarier le Président et son entourage en s'impliquant de manière volontariste dans le dossier du Darfour. La rhétorique populiste de la faction présidentielle et des "durs" avait un réel écho dans la population urbaine et réussissait à mobiliser l'opinion publique soudanaise contre la communauté internationale. Le soutien de celle-ci et, éventuellement, un succès des discussions à Abuja auraient représenté pour les pragmatiques une ressource politique importante, et aurait renforcé leur position vis-à-vis des "durs". Néanmoins, opter

publiquement en faveur d'un tel pari compromettait leur image au niveau national. Ce constat fut illustré au début de 2006, quand Ali Osman Mohamed Taha revint sur des déclarations conciliantes faites lors de sa visite à Bruxelles, au sujet de la possibilité d'accepter des forces de l'ONU au Darfour si un accord politique était conclu à Abuja. Par la suite, il en tira la leçon et paria davantage sur sa participation à la vie politique nationale qu'à sa cooptation par une communauté internationale jugée trop versatile.

Cependant, Omar el-Béchir reconnaissait toujours à Ali Osman Mohamed Taha un rôle éminent, du fait notamment de ses relations privilégiées avec la communauté internationale et de sa personnalité incontournable parmi les islamistes. Ainsi, il fut malgré toutes leurs différences reconduit comme deuxième vice-président fin 2005 dans le premier Gouvernement de l'unité nationale en partenariat avec le MPLS. Il fut également nommé à la tête d'un Haut Comité pour le Darfour au rôle mal défini mais cette dernière nomination permettait de mutualiser les coûts de la politique suivie dans l'Ouest soudanais. La stratégie de chaque faction était donc de ne pas brusquer les autres pour ne pas déstabiliser l'ensemble. La complémentarité inégale plutôt que la concurrence acharnée.

C'est à la lumière de ces relations que les décisions politiques du régime soudanais doivent être comprises. Ces décisions ne correspondent pas au résultat de concertations transparentes ou bien d'une entente entre factions. Comme mentionné, aucune instance institutionnelle n'existait pour prendre les grandes décisions politiques, pas plus le conseil des ministres (puisque d'union nationale) que les structures dirigeantes du PCN. La responsabilité d'un dossier était presque exclusive et toujours identifiée à une personne. La décision politique sur une question était largement fonction du caractère de la personnalité en charge. Mais toujours est-il que l'acquiescement du président était devenu nécessaire pour la validation d'une décision.

Cette quasi exclusivité est aujourd'hui évidente lorsqu'on considère le statut de l'accord de paix pour le Darfour, signé en mai 2006 à Abuja. Après la mort en 2007 de Mahjoub al-Kalifa qui en était le principal négociateur du côté du gouvernement, et malgré la nomination de Nafi Ali Nafi, Assistant présidentiel, homme clé des services de sécurité depuis 1989 et parmi les plus durs, un vide persiste si l'on en croit les signataires d'Abuja et certains membres des Nations Unies : ces derniers soulignent souvent l'absence d'interlocuteurs dûment mandatés ou le manque de cohérence des décisions prises à Khartoum.

Cette dynamique de groupes est devenue plus évidente au moment de l'adoption de la résolution 1706 en août 2006. En effet, le débat au sein du régime sur les résolutions 1706 et 1769 ainsi que ses réactions permettent de comprendre l'évolution des positions respectives des uns et des autres et de mieux saisir le champ des positions occupées par les dirigeants soudanais au-delà des dichotomies simples en termes de pragmatiques et dogmatiques.

3. D'une résolution l'autre : la retraite des pragmatiques

Le transfert du mandat de protection au Darfour de l'AMIS (Mission de l'Union Africaine au Soudan) aux Nations unies n'est pas une question véritablement nouvelle en 2006 car il a déjà été évoqué par des acteurs internationaux en 2005. Le 12 janvier 2006, le Conseil de Sécurité et de Paix de l'Union Africaine et le Conseil de sécurité des Nations Unies se sont réunis et ont entériné ce passage de relais au Darfour entre l'Union Africaine (UA) et l'ONU dans le cadre d'un partenariat UA-ONU. Bien évidemment, la résolution 1706 votée en août 2006, qui formalisait cet accord, a d'abord été farouchement rejetée par le régime, le président jurant de se démettre de ses épouses et de mener la guerre sainte contre l'invasion étrangère. Mais progressivement la position soudanaise a évolué d'un rejet intégral et d'une rhétorique véhémente à une position plus conciliante mais retorse qui a permis l'adoption de la résolution 1769 en juillet 2007. Pour comprendre cette évolution, il faut revenir sur la situation du régime par rapport à son environnement international et surtout sur les rapports de force entre factions.

La résolution 1706 a été adoptée en août 2006 suite à un long débat au niveau international sur l'incapacité des forces de l'Union Africaine à mettre en œuvre leur mandat au Darfour[127]. Cependant, la capacité défaillante de l'AMIS n'a pas été le seul argument pour justifier ce texte. Le gouvernement soudanais était également mis en cause. Dans son rapport trimestriel en janvier 2006, le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, notait ainsi que "…quant au gouvernement, il n'a pas encore fait de concessions substantielles" en se référant à la lenteur des négociations à Abuja. En effet, les deux camps n'arrivaient pas à conclure un accord et les efforts internationaux échouaient à convaincre les factions rebelles d'unifier leurs positions dans ces pourparlers[128], tandis que les rapports sur la situation sécuritaire et humanitaire restaient alarmants.

Du côté du régime, il y avait d'abord les contrecoups d'un échec cuisant : l'incapacité à accéder à la présidence de l'Union Africaine, lors du sommet qui se tint à Khartoum en janvier 2006. Ce revers a constitué une très sévère humiliation d'autant plus que cette décision a été votée dans la capitale soudanaise même. Khartoum s'était préparé à cette nouvelle fonction et l'on peut penser que certains accommodements durant l'année 2005 visaient à satisfaire ses partenaires africains.

Au plan national, la période de transition suscitait alors beaucoup de crispations dans la classe politique et provoquait des réactions diverses. Bien que partenaires au sein du Gouvernement

[127] En effet, le moral de la Mission de l'Union Africaine à Darfour, mandatée depuis l'accord de cessez-le-feu signé á N'Djamena en 2004, est au plus bas en 2006 : environnement très hostile, équipement réduit, gestion problématique de la logistique et des soldes versées aux soldats, etc.

[128] En janvier 2006, deux délégations américaines de haut niveau étaient engagées dans des négociations avec les leaders de deux principales factions, Mini Arkwoi Minawi et Abdul Wahid al-Nur. Mais, loin de se rassembler, de nouvelles fractures sont apparues avec la création du G-19, reflétant le rôle de l'Erythrée et le poids des clivages locaux et l'importance non négligeable du gouvernement.

d'unité nationale, les relations entre MPLS et PCN ne s'amélioraient pas tant leurs avis étaient difficilement conciliables. Ainsi, tandis que le PCN fut véhément dans son rejet de la résolution 1706, le MPLS se déclara en faveur d'un tel transfert, voire d'un mandat sous chapitre VII de la charte des Nations Unies. Pour les partis politiques de l'opposition, cet épisode fournissait une nouvelle opportunité de discréditer la politique du PCN coupable d'inciter à une "intervention internationale".

Au sein du PCN, sans surprise, la résolution 1706 fut à la source de nouvelles tensions internes. Le camp présidentiel était le plus explicite dans son rejet absolu d'une telle transition. Au moment du vote de cette résolution, l'attention internationale était concentrée sur la fin de l'occupation israélienne au Liban et l'envoi de troupes onusiennes au pays du Cèdre, ce qui donnait à ce groupe de bons arguments de circonstance pour discréditer le transfert de responsabilité envisagée. Une telle thématique était mobilisée par les plus intransigeants et certains responsables évoquaient déjà la possible expulsion du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Soudan (2004-2006), Jan Pronk[129], après celle de plusieurs cadres onusiens sans véritable réaction de la communauté internationale depuis janvier 2006. Cette campagne d'opinion utilisait aussi des arguments plus fallacieux : la communauté internationale était ainsi accusée de n'avoir pas financé l'AMIS au Darfour, sans trop s'interroger sur les responsabilités des uns et des autres dans la précarité des moyens de la force africaine et tout en proposant une assistance financière soudanaise au contingent africain (qui ne fut jamais versée).

Le second vice-président, quant à lui, laissa la porte ouverte à une transformation de la force de paix sous une condition : la conclusion préalable d'un accord politique sur le Darfour. Ses déclarations lors d'une Conférence internationale sur le financement de l'AMIS au Darfour, en mars 2006 à Bruxelles, allèrent dans ce sens. Cependant, c'était la première fois qu'il exprimait publiquement une position qu'il savait ne pas être partagée par ses pairs au sein du gouvernement. Ce pari allait le marginaliser davantage sur le court terme et approfondir le fossé entre lui et la faction présidentielle. L'explication à son retour à Khartoum semble avoir été si orageuse qu'il décida de prendre du champ et partit en vacances en Turquie pour plusieurs semaines. Cet incident permit aux sécuritaires de consolider leur maîtrise sur le dossier du Darfour et renforça leur alliance (ou leur identification partielle) avec la faction présidentielle.

Toutefois, de part et d'autre, le choix fut fait de ne pas aller à l'escalade et de contenir la crise interne compte tenu du maintien de l'hostilité internationale. De fait, au moment de l'adoption de la résolution 1706 en août 2006, on ne peut plus parler d'une opposition tranchée entre pragmatiques et durs. Du côté du premier groupe, on savait que l'environnement national témoignait d'une hostilité envers toute forme de présence internationale et que soutenir cette dernière, pouvait conduire à une perte de crédibilité et d'influence. C'est la raison pour laquelle Ali Osman Mohamed Taha reconsidéra son positionnement tactique et préféra adopter un

[129] Il est finalement expulsé en novembre 2006.

profil bas, allant jusqu'à revenir sur ses déclarations une fois rentré de ses "vacances" turques. Il décida alors de s'impliquer dans les affaires internes du PCN. Depuis, le poids desdits pragmatiques dans les décisions importantes sur le Darfour est moindre et c'est l'entourage immédiat du président Omar el-Béchir qui paraît avoir la plus grande latitude.

Privé de la direction et de la présence d'Ali Osman, les pragmatiques semblaient ainsi marquer le pas. Tel n'était pas le cas des durs dont l'influence ne dépendait pas nécessairement du Président mais aussi de Nafi Ali Nafi, de Salah Gosh, voire même de Ghazi Salah ed-Din, suivant les dossiers. Du coup, certaines personnalités considérées comme plus ouvertes se rallièrent (par réelle conviction ou par tactique) à cette ligne politique dure dans la mesure où le président el-Béchir semblait en mesure de concentrer à son profit le pouvoir et que les élections de 2009 laissaient présager de clarifications internes, pour ne pas parler d'évictions (mais au niveau intermédiaire). Les distinctions entre durs et pragmatiques devinrent ainsi plus opaques. Désormais, on assistait à un retour d'une certaine centralisation de la décision politique : la convergence des positions et le consensus sur les grandes questions du moment (au-delà donc de la seule situation au Darfour) ne semblaient plus recherchés comme auparavant.

En dépit d'un rapport de forces favorable, les durs étaient conscients qu'une plus grande flexibilité et une posture diplomatique plus ouverte étaient inéluctables. L'échec pour accéder à la présidence de l'Union Africaine les a convaincus de négocier avec les acteurs internationaux. Ainsi, le président accepta la proposition de Washington d'envoyer Ali Osman à Abuja pour convaincre les factions darfouriennes de signer l'accord. Bien sûr, son intention n'était pas vraiment de donner à son vice-président un rôle éminent dans la gestion du Darfour ou la résolution de la crise. La stratégie alors était de signer rapidement un accord avec les mouvements darfouriens (quelle que soit la qualité de cet accord) et d'utiliser cette opportunité pour négocier en direct avec les États-Unis. De l'avis des participants internationaux, la présence d'Ali Osman se révéla bénéfique pour la conclusion des accords même si personne ne s'est satisfait de la seule signature de Mini Arkoi Minawi du côté des rebelles darfouriens[130].

Le régime était cependant conscient que signer un accord n'était pas suffisant dès lors que la plupart des factions darfouriennes s'y opposaient. Il fallait surtout anticiper un éventuel transfert de mandat et ses possibles conséquences. Au-delà de la portée symbolique d'un déploiement ébranlant la souveraineté nationale, le régime redoutait particulièrement un

130 Le Vice-9
,Président menait des discussions séparées avec les leaders de deux principales factions, Mini Arkoi Minawi et Abdul Wahid Mohamed Nur. Il était également activement engagé dans les discussions avec les représentants internationaux à Abuja et à Khartoum. Il faisait surtout preuve de flexibilité sur certaines questions litigieuses telle que l'intégration d'une partie des rebelles dans les forces régulières, ce qui était refusé par Majzoub al-Khalifa. Ce fut aussi la première fois qu'une délégation du MPLS était présente aux négociations. Un observateur international nous confirme que les leaders darfouriens accordaient plus de respect à la personne d'Ali Osman Mohamed Taha qu'aux autres membres de la délégation gouvernementale. Entretien, 15 avril 2008.

mandat chapitre VII, qui aurait pu faciliter l'action du Tribunal pénal international[131]. Aussi, quelques semaines après la signature de l'accord d'Abuja, une amnistie générale fut décrétée pour les mouvements signataires de l'accord de paix au Darfour et pour ceux qui participaient au processus de réconciliation intercommunautaire dans l'Ouest soudanais (dont le tristement célèbre Mussa Hilal) afin de ménager les milices soutenues par Khartoum. Ces dernières redoutaient un "lâchage" par le pouvoir central et tendaient à adopter une rhétorique de plus en plus critique envers le gouvernement. En août, le gouvernement proposa aux Nations Unies un plan pour la restauration de la sécurité et pour la protection des civils au Darfour, plan qui renforçait aussi la présence de l'armée au Darfour. En même temps, le gouvernement multiplia ses critiques contre la Mission de l'Union Africaine au Soudan et menaça de ne pas accepter un renouvellement de son mandat tout en renvoyant la responsabilité de son échec sur la communauté internationale.

Jusqu'à l'adoption de la résolution 1706 en août 2006, le régime refusa toute concession politique substantielle et resta intransigeant sur la question de la transformation de l'AMIS. Un élément clé expliquait l'assurance du régime face à la communauté internationale : l'opposition à cette résolution de pays arabes et africains mais surtout de la Chine et de la Russie. Ces deux membres permanents ainsi que le Qatar s'abstinrent lors du vote du texte. Ces abstentions renforçaient la position du régime soudanais dans les négociations et, dès lors, les efforts de la communauté internationale allèrent dans le sens d'une démarche plus consensuelle à son égard. La solution proposée en novembre 2006 sur une composition hybride de la force (UA et ONU), son déploiement progressif en trois phases et le déplacement du Conseil de sécurité en juin 2007 à Khartoum se sont inscrits dans cette démarche et, dans une grande mesure, expliquent l'acceptation par le régime de la résolution 1769 en juillet 2007.

Outre cette nouvelle posture diplomatique de la communauté internationale, deux autres événements, au courant de l'année 2007, expliquent la flexibilité du régime soudanais vis-à-vis de la communauté internationale et de l'accord de paix au Darfour : l'implication plus grande d'une Chine soumise à des pressions croissantes concernant la tenue des Jeux Olympiques, la mort de Mahjoub al-Khalifa dans un accident de voiture. Avec la disparition de ce dernier, nombre de difficultés liées à la personnalité d'un médiateur influent mais obtus dans le processus de paix ont disparu. En 2008, Khartoum est disposé à renégocier l'accord de paix pour le Darfour, ce qui était impensable du temps de Mahjoub al-Khalifa. La réflexion sur le type de règlement politique du conflit et la présence des forces de maintien de la paix au Darfour est désormais le fait d'un groupe de personnes très restreint. Celui–ci est dominé par des durs mais adopte désormais une approche apparemment plus souple. Comme le règlement de la crise du Darfour est devenu la condition *sine qua non* d'une normalisation des relations avec la communauté internationale, le régime soudanais adopte une posture faite de concessions – limitées - de principe, tout en concentrant ses capacités de résistance sur la mise en pratique de

[131] Cette crainte (exprimée par des membres du gouvernement à certains interlocuteurs internationaux) est motivée par le paragraphe 12 de la résolution 1706 qui autorise les forces de l'ONU à agir sous le mandat du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

ces concessions : refus de certains contingents, lenteur de la signature des accords-cadres avec le Département des Opérations de Maintien de la Paix (DOMP) permettant le déploiement, ou pour l'allocation de terrain permettant l'établissement de bases au Darfour, etc. Ces différents aspects présentent en outre l'aspect de réduire les négociations à des dimensions d'apparence technique et souvent délaissées par les principaux membres du Conseil de sécurité. De plus, la plupart de ces négociations se font entre le DOMP et Khartoum, situation où le rapport de forces joue nettement en faveur des responsables soudanais.

Conclusion

Si les crises suscitées par les résolutions des Nations Unies illustrent bien la nature factionnelle du groupe dirigeant au Soudan, elles démontrent en même temps sa capacité de résistance et sa détermination à durer. Une grande part de l'explication tient à la posture d'une communauté internationale dont l'approche présente des faiblesses importantes, que Khartoum réussit fréquemment à utiliser.

Face à ces enjeux, il est possible de distinguer au moins deux lignes de clivage qui certes ne peuvent aujourd'hui dessiner des factions homogènes (existent-elles ?) mais pourraient servir de socle à des recompositions significatives.

S'il est difficile au niveau des services de sécurité de faire du clivage civils/militaires une dimension structurante, cela reste possible au niveau du régime et l'on peut escompter que les différences civils/militaires joueront un rôle croissant dans les équilibres internes du pouvoir : l'attaque d'Omdurman le 10 mai 2008 et ses suites en sont une illustration. On peut suggérer deux types de dynamiques convergentes. La première est la fragilité du dispositif politique partisan : certes, l'ethnicité joue un rôle considérablement plus important qu'au début des années 1990 mais il y a peu de références dans la vie politique soudanaise d'un usage intensif et fonctionnel du tribalisme politique pour construire un bloc hégémonique. Omar el-Béchir et ses collègues pourraient donc jouer la carte prétorienne de manière croissante. De l'autre, les positions d'accumulation incitent aussi à des regroupements. Depuis 2000, la place de militaires dans le secteur économique – public mais aussi privé - s'ajoute aux anciens enjeux budgétaires tels que les soldes, et l'équipement. Cette « corporisation » de l'armée a de profondes résonances chez les militaires et finira par déteindre sur leurs relations avec les factions plus clairement civiles.

Un ralliement significatif aux thèses desdits pragmatiques semble improbable en l'état moins à cause des positions adoptées vis-à-vis de la communauté internationale que des trajectoires militantes antérieures et des antagonismes qui en ont résulté. Pourtant, il n'est pas totalement absurde d'imaginer à terme une "thermidorisation" des services de sécurité, le clivage se faisant moins sur la question démocratique que sur le tracé d'une ligne rouge à ne pas franchir

pour éviter de mobiliser l'attention des plus grandes puissances. De ce point de vue, l'évolution de Salah Gosh est intéressante. S'il joue un rôle majeur dans le conflit darfourien, il veut se présenter comme un technicien sans états d'âme, un fonctionnaire de la sécurité qui invite la presse (mais la menace aussi), bref un serviteur de l'État désireux d'entretenir les meilleures relations avec ses homologues occidentaux.

Cette analyse amène à s'interroger sur la profondeur des changements que pourrait provoquer un processus électoral décent. Si les élections sont jugées frauduleuses, la communauté internationale se retrouvera face à un régime moins enclin aux compromis de fond. Si ces élections se déroulent correctement, il faudra du temps pour que tous les acteurs politiques prennent la mesure de l'autonomie politique acquise grâce à la légitimité des urnes.

Chapitre 6 - Le Parti du Congrès national face à l'indépendance du Sud-Soudan[132]

À bien des égards, la situation politique à Khartoum est paradoxale en 2011. Alors que l'accord de paix avec le M/APLS (Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan) a été signé en janvier 2005 et prévoyait un référendum d'autodétermination, les autorités semblent être surprises par son résultat, pourtant totalement prévisible. Alors que le discours martial est depuis plusieurs mois la norme plutôt que l'exception, les contrôles et la présence des services de sécurité dans Khartoum sont discrets au point de donner l'illusion d'une libéralisation qu'on aura attendue (en vain) en 2005. Alors que la rhétorique du pouvoir est plus que jamais centrée sur le consensus national et le développement, jamais les luttes factionnelles et les dénonciations publiques de la corruption n'ont été aussi bruyantes.

Ce texte essaie de rendre compte de ces réalités contradictoires et suggère que le climat politique au Nord-Soudan va se tendre dans les mois qui viennent. L'apparente libéralisation en milieu urbain va se dissiper sous l'impact de la récession économique induite par l'indépendance du Sud-Soudan et de la montée des mobilisations sociales provoquées par les difficultés de la vie quotidienne. Si une guerre frontale avec le Sud-Soudan est peu probable, il faut s'attendre à des affrontements sur les zones contestées de la frontière et un nouvel épisode guerrier au Darfour, dont les implications humanitaires seront certes sans commune mesure avec celles de la violence croissante à l'intérieur du Sud-Soudan indépendant.

1. Le Parti du congrès national face à ses contradictions

La mise en œuvre des accords de paix signés en janvier 2005 a considérablement aiguisé le factionnalisme politique au sein du parti au pouvoir. Certes, la possibilité d'une recomposition politique majeure à Khartoum s'est dissipée avec la mort de John Garang en juillet 2005 puisque beaucoup dans la communauté internationale avaient parié sur une alliance entre le dirigeant du MPLS et le vice-président d'alors (aujourd'hui deuxième vice-président) Ali Osman Mohamed Taha. Ce dernier, quel qu'ait été son rôle dans le conflit au Darfour, avait tenté à plusieurs moments de faire preuve de plus de flexibilité par rapport aux Occidentaux mais avait dû en rabattre face à son isolement dans le régime.

---

132 (2020) : ce texte est originalement issu d'un article paru dans *Politique africaine* n° 122 (2011) qui est reproduit dans la troisième partie de cette thèse (sans ces emprunts). Les deux premières sections de cet article initial sont ici supprimées.

La génération montante du parti a connu les années les plus dures du régime et a accédé à des responsabilités importantes au moment des négociations de paix et de la tentative de normalisation internationale pendant la période 2000-2004 (avant que la crise du Darfour ne soit reconnue comme telle internationalement). Si cette nouvelle génération n'a pas l'influence des anciens, elle est celle qui dans les cinq ans à venir jouera le rôle le plus grand compte tenu de l'âge des principaux décideurs du PCN (souvent plus de 65 ans). Cette génération doit faire face à une triple contradiction :

D'abord, elle est polarisée par son histoire. Alors que certains ont été promus pour leur rôle dans les négociations avec le MPLS et la communauté internationale, d'autres – notamment parmi les nouveaux ministres nommés après les élections d'avril 2010 – ont une histoire milicienne (les fameux *dababiins* - ceux qui se battaient contre les tanks [du MPLS]) qui en fait les héritiers du djihad mené au Sud.

Ensuite, ces promus, essentiellement des civils, sont arrivés aux affaires au moment où le Président Omar el-Béchir réaffirmait son statut militaire en 2003. Le rôle des militaires dans l'équilibre interne du régime demeure stratégique mais est de plus en plus contraire à la dynamique arabe et internationale. Après les élections d'avril 2010, le régime peut affirmer sa légitimité internationalement et Omar el-Béchir est aujourd'hui un civil. De plus les soulèvements dans le monde arabe semblent éloigner la pertinence de régimes prétoriens mais la possibilité accrue d'incidents sur la frontière (toujours à déterminer) entre le Nord et le Sud-Soudan indique que les officiers supérieurs acquis à Omar el-Béchir n'ont pas forcément joué leur dernière carte.

Enfin, cette génération montante dans l'appareil du parti et de l'État grâce à son rôle dans les négociations de paix est redevable à un dirigeant qui est aujourd'hui malmené au sein de la direction du mouvement. Elle exprime un *aggiornamento* idéologique et politique (certes composite) qui a perdu son porte-voix.

Certains secteurs du pouvoir annoncent une réaffirmation de l'identité islamique et arabe du Nord Soudan et l'inévitable « application de la Shari'a ». Cela devrait être le cas depuis 20 ans. Depuis des années des fractions du PCN sont en faveur de politiques plus hostiles aux accords de paix, à l'Occident et même prônent un retour aux années de fer de 1989-1992. Le succès de cette stratégie serait possible, selon eux, grâce au soutien (non dépourvu de failles) de la Chine, de l'Inde et de la Russie et de l'évolution des transitions en Libye et en Égypte.

La possibilité d'un cycle sécuritaire, d'un moment andropovien pourrait-on dire, n'est pas exclue mais se heurte à un problème de taille en sus de ceux mentionnés précédemment. Un tel régime serait à couteaux tirés avec le Sud-Soudan (ce qui ne consoliderait guère l'appui des puissances émergentes) et surtout aurait quelques difficultés à conserver l'aide économique occidentale vitale dans les deux ou trois prochaines années pour éviter une récession d'ampleur

au Nord-Soudan (seule une posture positive des instances de Bretton Woods rendra confiance aux investisseurs internationaux).

2. La conversion de l'islamisme en tribalisme politique ?

Très frappante est aujourd'hui la croissance du tribalisme politique, résultat d'une lente décomposition de l'autoritarisme islamiste imposé à la population soudanaise depuis 22 ans et d'élections tenues dans des conditions très discutables au Nord (et au Sud) Soudan, qui renouvellent l'efficacité du patronage ethnique.

L'ethnicité a toujours joué un rôle dans la politique soudanaise comme on le constate dans les sommets de l'administration publique ou dans le recrutement des officiers de l'armée dès l'indépendance pour ne pas l'évoquer avant. Cependant, elle n'a jamais eu le rôle qu'elle a gagné depuis 1999 et la crise au sein du PCN. Cette dynamique ne concerne que les élites politiques et n'a pour l'heure que peu d'impact sur les relations quotidiennes au sein de la population ordinaire.

L'émergence de ce tribalisme correspond à la maturation d'une crise idéologique profonde parmi les islamistes, que ne règle pas l'éviction d'Hassan Tourabi en décembre 1999, et à l'incertitude des nouveaux clivages (notamment en termes de sécurité) que dessine cette division. On peut aussi penser que ce tribalisme politique a été grandement facilité par la rente pétrolière qui apparait à cette période et accroît la capacité de tisser des réseaux de patronage au-delà du cercle restreint des islamistes.

Ce tribalisme politique – réel ou perçu comme tel – s'est imposé comme une grille de lecture de certaines crises au sommet de l'État, quand bien même elle ne convainc qu'à moitié les observateurs extérieurs. Ainsi la récente éviction au début mai 2011 de l'ancien chef des services de renseignement, Salah Abdallah Gosh, peut être analysée comme un affaiblissement des réseaux Shaïgi (groupe ethnique d'Ali Osman Mohamed Taha) par rapport à ceux du chef de l'État et d'un des mentors des services de sécurité, Nafi Ali Nafi (Jahili).

Dans la conjoncture actuelle, non seulement ce phénomène tend à être perçu comme l'une des dynamiques structurantes des clivages au sein de la direction de l'État et du parti mais influence des sphères plus grandes et pourrait à terme poser de nouveaux problèmes au pouvoir actuel. En effet, si la communauté internationale s'est concentrée sur le score de Omar el-Béchir aux élections d'avril 2010, peu d'attention a été portée à l'élection des gouverneurs des États fédérés (le Soudan est une fédération même si le pouvoir central demeure omniprésent et omnipotent).

Cette légitimité du vote, puisque, auparavant, les gouverneurs étaient nommés par Khartoum, incite les nouveaux élus à critiquer publiquement la corruption au centre et le non-respect des

promesses financières de l'État et, dans le même temps, à construire au plus vite des réseaux de patronage ethniques qui pourraient résister à une réduction significative des dotations financières de Khartoum aux administrations des États fédérés.

La volonté de voir enfin le pouvoir central allouer les ressources « nécessaires » au développement local (c'est-à-dire aux administrations locales) s'exprime aussi par la création de nouvelles associations pour le développement de telle ou telle région. Bien sûr, on ne peut simplement réduire le rôle de ces nouvelles associations à ce seul cadre car elles peuvent aussi traduire des compétitions locales, des stratégies de notables locaux pour être cooptés au centre. Mais leur succès fait penser à cette situation politiquement très particulière des dernières années de la dictature Abboud (1958-1964) quand de nombreuses organisations à vocation « localiste » - à commencer par le Front pour le développement du Darfour - avaient servi de canaux à l'organisation de la révolte populaire contre une dictature pesante.

Sans surprise, cette situation met en exergue un certain nombre de conflits qui affectent aujourd'hui le Nord-Soudan, du Darfour au Sud Kordofan en passant par l'Est. Si l'analyse qui précède a quelque validité, on comprend pourquoi cette dynamique recèle plus une dissolution du lien citoyen d'une force toute relative que la fameuse alliance des périphéries qui devrait selon la doxa des opposants apporter enfin la démocratie au Nord-Soudan.

3. Vers une crise morale au Nord-Soudan

Un dernier débat mérite mention tant il est à la fois fondamental et évanescent : il touche à la définition de la citoyenneté que les Soudanais et leurs élites ont échouée à redéfinir dans cette dernière décennie malgré la probabilité croissante d'une sécession du Sud. Suivant la manière dont on le perçoit, ce débat aura été constant depuis l'indépendance (puisqu'il touche à la revendication récurrente d'une « bonne » constitution qui ne pouvait qu'être islamique pour les élites au Nord) ou au contraire totalement absent (comme le reflète l'incompréhension jusqu'à aujourd'hui, dans une grande partie de la population urbaine nord-soudanaise, des causes fondamentales du conflit au Darfour).
Pour un observateur extérieur, l'échec le plus affligeant des neuf dernières années dans les négociations puis la mise en œuvre de l'accord de paix au Soudan aura été l'incapacité profonde des élites politiques de tout bord, de la société civile sponsorisée par les grands donateurs et d'une population désireuse d'en finir avec la guerre et de goûter, même en proportions inégales, des fruits de la croissance, de tirer certaines conclusions de la guerre au Sud-Soudan, notamment celles portant sur une citoyenneté en friches.

Il faut rappeler que de 1955 à 1972 puis de 1983 à 1992 (date de la première grande offensive du régime actuel contre le MPLS), la guerre au Sud-Soudan jouissait d'un statut paradoxal. Alors qu'elle constituait souvent le seul motif d'intérêt des opinions occidentales, elle était

proprement dédaignée par la presse locale et le débat public, simplement perçue comme une nuisance de plus. En cela, la presse ne faisait que refléter l'attitude des élites et celles-ci, on doit l'admettre, exprimait ainsi une indifférence (pour ne pas dire un mépris) profondément ancrée à l'égard des Sud-Soudanais. Cette représentation du conflit au Sud-Soudan s'appuyait sur une réalité militaire : la guerre affectait le budget de l'État mais pas la vie de la population des grands centres urbains du Nord (à commencer par Khartoum) car l'armée soudanaise qui se battait sur le terrain était pour l'essentiel composée de soldats originaires du Darfour et des monts Nouba, régions jugées elles-mêmes peu dignes d'attention.

Hassan Tourabi, arrivé au pouvoir, redéfinissait cette guerre comme un djihad et de nombreux jeunes du monde urbain partirent combattre au Sud-Soudan, y moururent ou revinrent handicapés. Malgré le coût de ce conflit, après 2005 aucun grand leader d'opinion soudanais ne s'est attelé à en tirer les leçons en termes de citoyenneté. Le débat, jusqu'à la mort de John Garang fin juillet 2005, demeurait plutôt centré sur la réforme du pouvoir ou son renversement puis, après août 2005, sur le coût de l'indépendance du Sud et le contrôle des ressources pétrolières. Jamais l'idée qu'il fallait apprendre à vivre ensemble d'une autre manière n'a structuré le débat politique ou social, même si les Sud-Soudanais ont été (un peu) plus respectés dans la société nord-soudanaise.

Ce débat pourrait rebondir dans les mois qui viennent pour deux raisons fondamentales qui expliquent aussi pourquoi il avait tant de mal à prendre forme auparavant sans volontarisme des élites :

La première est que le nationalisme soudanais s'est construit à partir du XIXe siècle dans une vision du Soudan qui incluait le Sud, bien que ses populations n'aient jamais eu la reconnaissance qu'elles méritaient. Les trois grandes périodes qui portent sur les fonts baptismaux le Soudan contemporain, Turkiyya, Mahdiyya et Condominium anglo-égyptien[133], marquent leur attachement à cette partie du pays et la geste nationaliste (révolte du mouvement du Drapeau Blanc en 1924, etc.) fait également une place – fût-elle marginale – aux Sud-Soudanais dans la construction du Soudan moderne. Ce nationalisme est échu alors même qu'il constitue l'une des rares références communes des élites et des populations nord-soudanaises.

La seconde tient à la définition de l'État au Soudan. Au risque d'approximations, l'État soudanais a toujours fonctionné comme un système complexe d'inégalités de statut entre différentes communautés au Nord et au Sud du pays. Les activistes occidentaux ont voulu n'y voir qu'un clivage Nord-Sud mais la réalité est tout autre : les discriminations existent entre communautés sud-soudanaises comme entre communautés nord-soudanaises (une réalité mieux acceptée depuis la guerre au Darfour). Rétrospectivement, ce système a relativement bien fonctionné au Nord eu égard aux faibles moyens de l'État pour garantir la paix civile. Ce succès

---

[133] La Turkiyya est la période d'occupation ottomane (1821-1884), la Mahdiyya (1884-1899) désigne la période du règne des successeurs du Mahdi indépendantiste, le condominium anglo-égyptien précède l'indépendance (1899-1956).

était fondamentalement dû au fait qu'il y avait toujours un groupe en dessous du sien, qu'on n'était jamais le bas du bas. Cette justification a vécu puisque l'indépendance du Sud-Soudan (et la guerre du Darfour) remet en cause cet ensemble de hiérarchies implicites.

La probabilité d'une crise morale qui irait au-delà du débat identitaire et de la responsabilité immédiate dans la perte d'une partie du territoire national (et qui sait, pour certains, de ses populations) est donc à considérer. Si celle-ci est possible, il faut cependant se garder d'en tirer mécaniquement des implications précises en termes de changement de régime. Sauf quelques intellectuels et hommes politiques de renom, les élites nord-soudanaises n'ont sur cette question jamais joué le rôle de direction qu'elles prétendent assumer à tout propos. Elles partagent toutes, pas exactement dans les mêmes proportions, une responsabilité dans ce qui est vécu socialement comme un échec cinglant.

Conclusion : Le printemps arabe et ses déclinaisons soudanaises

L'évolution du Nord-Soudan après le 9 juillet ne se joue pas seulement dans les tensions internes du parti au pouvoir. Sans partager les illusions de certains opposants, il faut être attentif aux contrecoups de la crise financière de 2008 (prix du baril en forte baisse) et aux soulèvements actuels dans le monde arabe. La politique macroéconomique discutable de Khartoum a entraîné une dévaluation importante de la devise nationale et une altération profonde du niveau de vie pour la majorité de la population. Des subventions aux produits de première nécessité, réduites en septembre 2010, vont encore baisser dans les mois à venir.

La vigueur et la récurrence des articles de presse critiquant la corruption des officiels du parti et de l'État ne peuvent pas passer inaperçues. Elles indiquent que non seulement l'opposition mais une partie des membres du PCN et des services de sécurité ne se contentent plus des solutions imaginaires évoquées à tout propos pour pallier la chute des revenus pétroliers.

Ce régime, pourtant, essaie encore de faire de son isolement international la première de ses qualités au niveau intérieur. Ce qui peut apparaître comme une fuite en avant dans la dénonciation aujourd'hui pratiquement rituelle du complot international contre le Soudan a une fonction essentielle au niveau intérieur : rappeler que l'unité du Nord-Soudan, qui demeure unanimement désirée par la population, ne peut se faire que sous ce régime et à ses conditions.

Cependant, le régime reste attentif à ne pas créer l'incident qui pourrait susciter le début d'un large mouvement social urbain. La sécurité n'est plus aussi tatillonne avec la jeunesse et le Président Béchir multiplie les déclarations sur la rénovation indispensable du PCN avec la nomination de cadres plus jeunes. La mise en œuvre de telles mesures n'est pas impossible mais on peut douter qu'elles affectent réellement le premier cercle du pouvoir. Restent ce mécontentement populaire et cette fuite en avant des politiques.

Deuxième partie - Une économie politique

Articles

« Des contresens possibles de la globalisation. Privatisation de l'État et bienfaisance au Soudan et au Somaliland », *Politique Africaine*, n° 73, mars 1999.

« Le Soudan d'un conflit à l'autre », *Les Études du CERI*, n°107-108, septembre 2004, 56 p.

« Multiples uses of liberalism: war, new boundaries and the reorganisation of government in the Sudan", in Francisco Gutierrez and Gerd Schönalder (ed.), *Economic Liberalisation and Political Violence: Utopia or Dystopia*, Pluto Press & IDRC, Londres et Ottawa, 2011. (avec Einas Ahmed pour la rédaction de la partie 3 de l'article)

Introduction : une économie politique

L'économie politique du régime issu du coup d'État de juin 1989 est à tous égards originale. On assiste dans une même dynamique répressive à la destruction d'une classe d'opérateurs économiques dont les origines sont liées à l'histoire coloniale du Soudan et, dans le même temps, à la construction à partir de cooptations partisanes d'une nouvelle strate sociale qui dans la durée va tout faire pour se réinscrire dans le temps long des structures sociales soudanaises en renouant avec les grandes familles liées aux partis traditionnels (notamment par les mariages ou l'actionnariat) et en mettant à distance le projet idéologique d'une transformation sociale en marquant une fidélité à l'État plus qu'au parti islamiste.

Pourtant, cette reconfiguration sociologique n'aboutit pas vraiment à une transformation du tissu productif soudanais. Si le débat sur l'échec de l'islamisme devait être mené dans le cas soudanais, plutôt que mettre en avant avec raison la brutalisation de la société, il serait utile de rediscuter dans le détail les explications de la survie d'un régime aux abois dans les années 1990 et son incapacité, même lorsque l'argent du pétrole est là, à réinventer une nouvelle économie. La montée en puissance du secteur financier a plus à voir avec des dispositifs spéculatifs et la captation de l'argent de la diaspora que la volonté d'initier de nouveaux services. La centralité de l'État comme acteur économique n'est pas réellement remise en cause par des politiques inspirées du consensus de Washington.

La mise en crise du projet tourabiste n'aboutit pas simplement à la marginalisation politique du leader islamiste et de ses fidèles. Elle se fonde sur (autant qu'elle conduit à) des politiques dites libérales qui produisent à grande échelle de la violence pour la mise en œuvre décomplexée d'un néo fondamentalisme dans les grandes villes et pour s'approprier de nouvelles ressources foncières afin de remercier les clients du régime. Comme le rappelle Oliver Roy, l'échec de l'islamisme ce n'est pas de ne pas arriver au pouvoir, c'est de se montrer incapable de construire une société qui se rapproche du modèle rêvé.

Le Soudan montre à l'envi comment un État peut conduire des négociations de paix alors que ses politiques produisent de la guerre, comment les enjeux peuvent s'entremêler face à une communauté internationale qui hésite dans ses buts, ses priorités et finalement ses choix.

Chapitre 7 - Des contresens possibles de la globalisation. Privatisation de l'État et bienfaisance au Soudan et au Somaliland

Parmi les nombreuses questions, voire apories, que distille la privatisation de l'État[134], il est au moins deux thèmes qui devraient retenir l'attention. Une première précaution, d'ailleurs soulignée[135], est la confusion possible entre la globalité d'un phénomène, en l'occurrence la diffusion des modes de gouvernement indirect médiatisé par des acteurs privés, et sa signification précise dans un contexte historique donné, ici la formation et la construction de l'État. Un second moment critique pourrait s'attacher à la polysémie du mot « État », dont l'usage peut paraître trop délié : il s'agit tantôt des classes dirigeantes, tantôt du bloc au pouvoir, voire de l'appareil d'État, ou des réseaux articulés à l'État, etc. Certes les auteurs répondent en récusant toute démarche normative mais cette réponse laisse dans le vague les distinctions qui relèvent d'un pouvoir comme par exemple celui d'un mouvement armé sur les zones qu'il contrôle et d'un État qui se situe dans un champ élargi an niveau international et dispose de ressources symboliques et matérielles autrement plus diversifiées.

Le texte qui suit essaie d'éclairer ces deux réserves à partir de l'analyse d'un spectre de pratiques liées au don[136] et à la bienfaisance dans deux sociétés différentes, le Soudan et le Somaliland. En effet, ces actions privées par excellence s'inscrivent dans l'espace public et contribuent ainsi à une redéfinition des limites entre public et privé, entre domaine de l'État et sphère des particuliers. La thèse qui est ici ébauchée peut se résumer de la manière suivante. Dans le Soudan islamiste, les pratiques évergètes, si elles traduisent un phénomène de « décharge », contribuent à un renforcement de l'État grâce à une division plus élaborée de ses tâches internes d'organisation du marché, de contrôle social et de mobilisation guerrière. Au Somaliland qui déclare son indépendance en 1991, les mêmes pratiques semblent avoir des effets différents et jusqu'à un certain point opposés. Certes, ces pratiques contribuent fortement à l'organisation du marché et à la survie de l'État (pris dans son sens descriptif de pouvoir) mais en limitant d'autant la capture par l'État de la sphère économique et en minant de l'intérieur la problématique construction d'un appareil d'État, doté d'une culture et d'une autonomie propres, fussent-elles peu conformes à l'idéal-type wébérien. L'analyse de ces deux situations fournit ainsi une illustration des problèmes qui restent à résoudre pour une théorisation plus rigoureuse, si elle est possible, de la privatisation de l'État.

---

134 Cf. dossier dans *Critique internationale*, n° 1. Dossier sur la privatisation de l'Etat en Afrique, Bordeaux, 22-23 octobre 1998.
135 Béatrice Hibou, *De la privatisation des économies à la privatisation des Etats*, Bordeaux, p. 42.
136 Alain Globhut, *Essai sur le don*, Paris, La Découverte, 1991.

1. L’évergétisme comme modalité de construction de l’État au Soudan

Si le Soudan n'évoque en général que la guerre et les crises humanitaires à répétition qui s'y déroulent sans rémission depuis plus de 15 ans, on oublie trop souvent qu'il a également été l'un des pays qui ont appliqué avec une certaine rigueur des pans entiers de la philosophie pratique du FMI. Plus d'une soixantaine d'entreprises publiques ont ainsi été privatisées pour le plus grand avantage de la clientèle du pouvoir islamiste. Une grande partie des régulations économiques dépendantes de l’État mises en place dans la période coloniale et immédiatement postcoloniale ont également été partiellement ou totalement remises en cause. Dans le même temps, cet État s'est considérablement renforcé dans ses moyens coercitifs, sa capacité de contrôle et, d'une certaine manière, a su s’autonomiser par rapport aux pressions de la communauté internationale, préoccupée avec plus ou moins d'opportunisme et de sincérité par la durée d'une guerre qui a débordé largement le cadre du Sud-Soudan. L'étranglement financier annoncé par l'opposition dès 1989 ne s'est pas produit, et les multiples pénuries dont continue à souffrir ce pays ne semblent pas qualitativement distinctes de celles qui prévalaient durant la période dite démocratique (1985-1989). Les bailleurs de fonds, à commencer par le FMI, ont dû prendre acte de ces réformes économiques radicales entreprises après des années d’atermoiement et, en dépit d’une mention formelle condamnant une guerre au coût humain bien élevé, ont entériné le succès proclamé depuis de longues années par le régime islamiste au point de discuter favorablement la réouverture d’un bureau du FMI à Khartoum après plus de 10 ans de fermeture. Cela ne signifie évidemment pas que tout va pour le mieux dans le meilleur des Soudan…

Les pratiques d'évergétisme dans la société soudanaise sont anciennes et ancrées dans la vie sociale. On peut les référer au répertoire islamique de la générosité redistributive (*sadaqa*, *zakat*) et à la forte influence des confréries ou quasi-confréries religieuses qui servent de soubassement sociologique aux grands partis traditionnels. Elles relèvent depuis longtemps d'un répertoire d'actions plus étendu incluant par exemple le don aux dirigeants politiques (qui, il est vrai, sont souvent également des leaders religieux) au nom d’allégeances confrériques, régionales ou plus simplement clientélistes : ces financements ne sont pas pour peu dans la grande faiblesse institutionnelle des organisations politiques traditionnelles dont les ressources sont pour l’essentiel collectées et redistribuées sur des bases éminemment patrimoniales. Cette générosité n’appartient plus seulement à l’espace du don mais est constitutive d’un réseau relationnel où le tribut à la classe politique rime avec la mise sous influence des décideurs potentiels au sein de l’État. Cet évergétisme appartient également à un continuum d'initiatives privées lancées en faveur du bien commun qui sont en position proclamée d'extériorité par rapport à la sphère de l'État en mettant l’accent sur l’entraide, l’autosuffisance, thèmes d’ailleurs repris par la propagande officielle du nouveau pouvoir après juin 1989 (construction d’écoles, de petites infrastructures publiques, etc.).

Ce qu'il est intéressant de souligner, c'est qu'ailleurs ou dans un autre contexte, ces pratiques ont été le lieu de formation ou d'expression de contre-pouvoirs aux appareils d'État. Dans le Soudan islamiste, elles ont suivi une dynamique opposée puisqu'elles ont principalement permis une plus grande intégration de la société civile à l'État, et par là même une consolidation de l'État et de l'élite dirigeante. Ce glissement est d'ailleurs moins le fait de l'État lui-même que d'une conception nouvelle et plus léniniste des islamistes du Front national islamique (FNI) qui gouvernent depuis juin 1989[137].

L'actualité des derniers mois fournit un bel exemple de cette transition ou de ce déplacement sur le spectre des pratiques de bienfaisance qu'a su ordonnancer le régime. Le 20 août 1998, les américains bombardaient une usine pharmaceutique dans la banlieue nord de Khartoum, al-Chifa[138], suspectée de fabriquer l'un des composants d'un gaz mortel. Plus que cet épisode qui illustre les nouvelles mœurs internationales, c'est la personnalité du propriétaire des lieux qui mérite réflexion. Celui-ci, Salah el-Din Idriss, pourrait en effet incarner le passage des modalités traditionnelles à la situation très moderne et utilitariste de l'évergétisme soudanais[139]. En effet, originaire de la région de Shendi, camarade de classe de l'actuel président de la République, Salah Idriss partage initialement la trajectoire de bien des cadres soudanais. A vingt-quatre ans, ses études achevées, il migre en Arabie Saoudite et travaille comme comptable dans la Banque nationale commerciale que possède un magnat, Sheykh Khalid Ben Mafouz, dont les activités s'étendent dans les années 1990 jusqu'au Yémen et en Somalie. Comme de très nombreux expatriés, il est connu pendant cette première période comme un homme à l'aise qui multiplie les aides à son village d'origine et les bourses d'étude à des enfants de proches parents ou voisins : attitude traditionnelle renforcée également dès cette période par des dons au chef religieux de la Mirghaniyya (et par ailleurs dirigeant du Parti démocratique unioniste)[140]. C'est d'ailleurs durant ces années qu'il se lie avec d'autres personnalités de l'opposition actuelle comme Mansour Khalid, ancien ministre de Nimeiri et en charge des relations extérieures de l'Alliance nationale démocratique qui regroupe l'essentiel de l'opposition au régime islamiste.

Son destin change au moment de la liquidation de la Banque de Crédit et de Commerce International en 1991. Grâce à une rapide promotion due au succès de quelques opérations financières, il est en charge des négociations pour récupérer les avoirs de son employeur et

---

137 Roland Marchal, *Eléments d'une sociologie du Front national islamique*, Les Etudes du CERI, n° 5, 1995. Iman Buchra & Patrick Haenni, *Liberté prétorienne et Etat minimum au Soudan. L'effort civique entre la poudre et les travaux publics*, Le Caire, CEDEJ, 1997.

138« Washington's military option », *Africa confidential*, vol 39, N°17, 28 août 1998.

139 On ne discutera pas ici les détails de sa situation actuelle (compte en banque bloqué aux Etats-Unis, usine d'une valeur de plus de 10 millions de dollars détruite, intermédiaire des islamistes et du célèbre Oussama Ben Laden). Sur ces aspects d'actualité, on pourra se reporter utilement aux articles suivants «Sudan: political chemistry», *Africa confidential*, vol 39, n° 20, 9 octobre 1998, ainsi que Daniel Pearl, «In Sudan bombing, 'evidence'depends on who is viewing it», *The Wall Street Journal*, 28 octobre 1998 et James Risen, «New evidence ties Sudanese to Ben Laden, U.S. asserts», *The New York Times*, 4 octobre 1998.

140 Ceci explique les divergences très fortes qui vont apparaître entre des dirigeants des deux grands partis traditionnels après le bombardement de l'usine. Les uns, derrière Moubarak al-Fadel al-Mahdi, saluant l'action américaine, les autres derrière le Parti unioniste la critiquant comme une nouvelle gaffe américaine.

réussit à sauver la modique somme de 442 millions de dollars… Il y gagne la citoyenneté saoudienne, un capital qui récompense son entregent, et son entrée dans cette catégorie d'hommes d'affaires richissimes du Moyen-Orient qui lui permet de croiser et de travailler notamment avec Mohamed Hussein al-Amoudi, premier investisseur privé en Éthiopie et propriétaire du luxueux Sheraton d'Addis-Abeba.

A partir de 1992, il va faire une entrée en force sur le marché soudanais car 1992 est l'année de la grande libéralisation économique ; c'est aussi, ajouteront en août 1998 ses contempteurs, le moment où un certain nombre de personnes plus ou moins fréquentables comme Oussama Ben Laden s'établissent à Khartoum. Il est difficile de connaître l'ampleur des investissements réalisés par Salah Idriss : certains journalistes évoquent la somme de 300 millions de dollars, ce qu'il dément le sourire aux lèvres. Il possède le groupe Bitar qui fut un temps le plus important du pays, puis des usines textiles et de fabrication de piles, une compagnie de transport (Trans Arabia Air Transport) qui fut d'ailleurs accusée de transporter du matériel militaire d'Iran vers Khartoum, la joint-venture Sudatel avec Alcatel, etc…

Cette frénésie d'investissement n'est possible que parce que Salah Idriss sacrifie aux nouveaux modes de gestion sociale du pouvoir soudanais. Il verse généreusement son obole, non plus seulement pour l'éducation ou la santé à partir de relations interpersonnelles mais il finance comme tant d'autres des associations caritatives mises en place par le pouvoir[141] ou des fonds comme la Caisse de solidarité de la Zakat qui sont utilisés pour aider les pauvres, enrégimenter les jeunes et les femmes et accessoirement concurrencer dans les zones rurales l'influence des grands partis traditionnels. Derrière ces nouvelles pratiques évergètes, il faut reconnaître la double influence des islamistes soudanais et du ministère de la planification sociale, ministère dont l'intitulé anodin dissimule mal l'importance mise sur l'ingénierie sociale islamiste pour consolider un pouvoir qui n'a guère de base populaire depuis le coup d'État.

A quoi répond ce développement surprenant de l'évergétisme privé dans le Soudan islamiste. On peut lui trouver trois grandes fonctions qui répondent au projet du FNI. La première est de participer à un mécanisme socio-économique de concentration du capital dans la classe dirigeante et de cooptation sélective d'éléments de la vieille classe commerçante dans le cercle des nouveaux privilégiés. Le FNI a mené dès son origine une politique déterminée, on pourrait dire quasi-léniniste, de construction d'un secteur d'affaires qui correspondait à la fois à des nécessités propres (entretien de son appareil et de ses contacts internationaux, animation de ses activités nationales) et à une vision plus stratégique de marginalisation des secteurs classiques liés aux grandes confréries musulmanes et aux partis traditionnels. Les pratiques évergètes dans un tel contexte constituent bien évidemment un soutien peu ambigu au régime, d'autant que ce sont ses sympathisants ou les structures semi-publiques comme la Caisse de solidarité de la Zakat qui vont souvent servir d'interface entre le bienfaiteur et les bénéficiaires. L'exemple de Salah Idriss illustre bien les ambiguïtés de la recomposition actuelle, qui expliquent pour une

[141] Jérôme Belloin-Jourdan, « L'humanitaire et l'islamisme soudanais », *Politique Africaine*, n°66, 1997, pp. 61-73.

part la grande faiblesse de l'opposition politique au régime. Par sa famille, son origine régionale, sa trajectoire professionnelle, il est lié aux nouvelles couches instruites qui souvent constituent les bataillons critiques des grands partis traditionnels : farouchement nationalistes, ils demeurent proches de ces organisations tout en se démarquant, à l'occasion des pratiques les plus factionnelles. Pourtant, alors que le clivage entre ces tendances politiques est également aujourd'hui un clivage militaire puisque l'opposition et le régime se combattent les armes à la main, cette division n'a guère de trace sur sa sociabilité et les limites de son évergétisme : il conserve les anciennes formes, tout en se pliant aux nouvelles demandes étatiques.

Une seconde utilisation de l'évergétisme privé n'est pas moins importante et traduit la nécessité de l'État de réagir à la conjonction de deux phénomènes : la baisse de l'aide internationale et la migration croissante des "classes dangereuses" vers la capitale[142]. Khartoum, depuis bien longtemps est un pôle d'attraction pour les populations précarisées par des sécheresses récurrentes ou par la montée de l'insécurité : d'importants flux de déplacés ont eu lieu depuis 20 ans et ont considérablement modifié la structure urbaine, tant en termes d'habitat informel que d'économie grise. Conscients à la fois de la nécessité de ne pas abandonner le contrôle de la rue aux jeunes marginaux mais aussi de donner un lustre nouveau à la capitale, le gouvernement s'est lancé dans une politique de grands travaux, de rénovation des jardins publics, et d'expulsion. Mais, évidemment la répression ne peut suffire et il faut prendre acte de certaines réalités. Faute de disposer d'une aide internationale suffisante ou complaisante, le gouvernement a suscité des initiatives civiques auxquelles les commerçants sont fortement invités à participer. Parallèlement, la mise sur pied des fameux Comités populaires a pour principale fonction de "policer" ces interventions et de vérifier qu'elles sont bien congruentes aux politiques étatiques[143].

Enfin, le régime doit gérer la guerre. Le conflit au Sud coûte cher. Certains experts l'évaluent à 400 millions de dollars par an ; même si le coût réel peut être la moitié de cette évaluation, l'État est clairement dans une situation financière très difficile. Le financement de la guerre est donc une nouvelle pratique qui s'est imposée surtout dans les milieux commerçants et leurs dons font d'ailleurs figure, pour les moins enthousiastes à subventionner l'effort de guerre, de véritables tributs collectés par l'intermédiaire des organisations qui gèrent les grands marchés. Évidemment, cette générosité est aussi intéressée que dans d'autres cas. D'une part, elle permet de garantir sa place sur un marché et de rendre plus symboliques encore les potentiels contrôles fiscaux. De l'autre, elle permet d'entrevoir de nouvelles faveurs à l'occasion d'une pénurie dont la gestion ne sera pas abandonnée à la triste loi de la concurrence….

Cet évergétisme est un élément intéressant en ce sens qu'il traduit certes une décharge de l'État sur des bienfaiteurs privés mais en même temps constitue l'un des moments d'une stratégie de

142 T. Abdou Maliqalim Simone, *In whose image ? Political islam and urban practices in Sudan*, Chicago & Londres, University of Chicago Press, 1994, surtout pp. 83-99.
143 Marc Lavergne, « La violence d'Etat comme mode de régulation de la croissance urbaine : le cas de Khartoum », *Espace, populations et sociétés*, n° 1 1997, pp. 49-64.

recomposition sociale visant à refaçonner les relations de compétition dans la sphère économique et les allégeances politiques. Il souligne donc la grande capacité de l'État à agir de manière indirecte sans perdre aucune de ses prérogatives antérieures, bien au contraire.

2. L'évergétisme comme instrument de la privatisation au Somaliland

La situation du Somaliland est à bien des égards aux antipodes de la description faite dans le cas soudanais. Avant d'évoquer les pratiques évergètes, il faut rappeler certaines spécificités du Somaliland. Le Somaliland, bien plus que l'ancienne colonie italienne de Somalie a connu un conflit long et éprouvant. Jusqu'à l'offensive du SNM (Mouvement national somalien) en mai 1988, ce conflit est relativement classique : la nature clanique des recrutements existe mais est contrôlée par les chefs militaires. Après cette offensive éclair au printemps 1988, le SNM est presque physiquement éliminé, de nombreux cadres et combattants sont morts mais paradoxalement il sort de cette confrontation doté d'une nouvelle vigueur : c'est en effet l'essentiel de la population Isaaq qui bascule dans la guerre et non plus ses éléments les plus radicaux[144]. Les Isaaq, clan majoritaire dans le Somaliland, font alors preuve d'une hégémonie sans conteste sur ce mouvement malgré la présence et l'adhésion d'individualités, voire de lignages d'autres clans résidant dans cette région de la Somalie. Peu après le renversement du régime de Siyaad Barre en janvier 1991, la sécession est décidée contre l'opinion des plus importants leaders politiques du SNM. Les clans minoritaires entérinent cette décision car cela leur garantit la fin des hostilités et l'abandon de représailles qui auraient été très coûteuses. Il faut cependant ajouter qu'un sentiment régional existait depuis longtemps même si l'effervescence identitaire liée à la conduite de la guerre l'avait affaibli.

Ainsi l'État qui se construit au Somaliland est fondé sur un accord clanique, qui souligne à la fois les raisons d'un certain succès (puisqu'aucune faction au Sud n'arrivera jamais à un tel résultat) et ses faiblesses (puisque l'institutionnalisation de ses procédures reste très largement une fiction, comme d'ailleurs d'autres dimensions plus régaliennes comme le monopole de la violence légitime ou le contrôle de son territoire). Il ne s'agit pas de dire que cet État est dominé par un clan, c'est vrai mais cela n'est pas le sens recherché ici. Ou que cet État est basé sur un contrat avec un clan majoritaire, en quelque sorte une version somalisée de Jean-Jacques Rousseau, ce qui est également vrai et plus proche déjà du sens recherché. En fait, cet État existe parce qu'il bénéficie du soutien d'un groupe (un clan devrait-on également dire) majoritaire de la population qui a accepté de voir ses contradictions internes (nombreuses et fréquentes) euphémisées par une structure, tout en récusant en même temps cet État comme

---

144 Sur cette période voir notamment : Daniel Compagnon, « Dynamiques de mobilisation, dissidence armée et rébellion populaire : le cas du Mouvement national somalien », *Africa* (Rome), vol 47, n° 4, 1992, pp. 503-530.

instance de régulation suprême, car dès qu'un conflit s'aiguise les véritables protagonistes ne sont plus définis par leur position dans le champ politique mais dans la configuration clanique.

En 1993, après plus d'un an d'affrontements générés par l'effondrement du SNM, la conférence de Borama[145] permet le retour de la paix et la mise en place d'une nouvelle Administration (en fait première, puisqu'entre 1991 et 1993, celle-ci n'est qu'une liste de ministres et d'officiels sans autre existence propre) dirigée par Mohamed Ibrahim Egal. Cet accord conduit aussi à une gestion relativement surprenante de la nouvelle Administration et de son personnel. Des données parcellaires montrent en effet que les ministères sont gérés d'une manière qui reflètent surtout des modes d'action de la fin des années 1980 à Mogadiscio. Comme l'affirme un ancien directeur général, chaque ministre a deux tâches prioritaires dès sa prise de fonction : la première est de se débarrasser d'une partie des fonctionnaires nommés par son prédécesseur dont l'utilité était alors de montrer la disponibilité de ce dernier vis-à-vis du sous-clan dont il est issu ; la seconde est d'y placer ses hommes afin une nouvelle fois de tisser les allégeances nécessaires au niveau clanique et de mobiliser les moyens économiques de sa survie politique[146]. On peut d'ailleurs entendre un certain nombre de plaisanteries sur cette classe politique étatique qui rappellent celles de la fin des années 1980 (par exemple sur le nombre de ministres sachant écrire, etc..) à Mogadiscio.

Malgré la sécurisation d'une importante partie du territoire, les réalisations de l'État somalilandais sont limitées. Ce système demeure régi par deux régulations apparemment contradictoires. D'une part, le Président est le maître du jeu : les recettes de l'État transitent d'abord par la Présidence avant d'être reversées en totalité, en partie, ou pas du tout, à la Banque centrale ou aux ministères. Sa capacité politique est très largement liée à la corruption de ses opposants[147]. D'autre part, ce système est considérablement décentralisé, chacun dans la position qu'il occupe ayant à cœur de rivaliser avec les comportements présidentiels. Cette situation n'est donc pas équivalente à celle que pouvait signifier le «enrichissez-vous» édicté par Mobutu, car l'initiative vient du bas, s'inscrit en quelque sorte dans une compétition avec les notables prédateurs et ne suppose en aucun cas un contrôle même *a posteriori* des actes de détournement. On est donc très loin du cas soudanais, où cette corruption est certes disséminée mais répond le plus souvent pour les cas majeurs de décisions prises aux sommets de l'appareil politico-administratif.

Une autre donnée fondamentale dans la situation somalilandaise est l'activité économique. En effet, la révolte contre Siyaad Barre s'est nourrie de toute une série de frustrations économiques,

---

145 Ahmed Y. Farah & Ion O Lewis, « Making peace in Somaliland », *Cahiers d'études africaines*, n° 146, 1997, pp. 349-377.

146 Entretien, Hargeysa, août 1998.

147 Ultime exemple en date : au mois d'août 1998,comme le prescrit la constitution adoptée en 1997 après plus de 18 mois de débats fiévreux, les deux Chambres entendent discuter le budget de l'Etat. Après quelques séances houleuses où son ministre des Finances est chahuté, il fait venir à la Présidence les représentants les plus bruyants qui repartent muets comme des carpes mais les poches bien remplies.

souvent justifiées, dès le début des années 1980[148]. Certes, l'exportation des ovins et des camélidés, ressource essentielle de l'économie nationale, s'est poursuivie. Les entrepreneurs sur ce marché ont avec plus ou moins de succès traversé dans la guerre civile. Mais, ils se sont trouvés asphyxiés au moment de la libération de leur région par la disparition de toute structure bancaire et l'absence d'accès au crédit puisque l'essentiel de leurs biens est immobilier (des maisons et des entrepôts) et a souffert des destructions occasionnées par les multiples confrontations armées.

Le marché autant que la nature ayant horreur du vide, cette marginalisation n'est pas restée sans réaction. On a eu en fait un phénomène complexe basé sur au moins trois dynamiques distinctes dans un cadre régional recomposé. Il faut en effet se souvenir que l'année 1991 est aussi celle de la fin du régime Mengistou Haile-Mariam en Éthiopie et le début d'une "petite" guerre civile entre les Afars djiboutiens (seulement eux ?[149]) regroupés au sein du FRUD et le gouvernement d'Hassan Gouled Aptidon (considérablement renforcé par les recrutements d'Issas originaires de l'Éthiopie et du Somaliland).

D'abord de grands commerçants Isaaq de Djibouti avaient déjà des relations commerciales avec la Somalie avant la guerre civile. Beaucoup ont investi dans le SNM pour des raisons claniques et comprennent qu'il y a une opportunité commerciale à ne pas manquer. L'arrivée au pouvoir du EPRDF à Addis-Abeba est un changement important. Ce dernier, désireux donc de se concilier les périphéries contre ses adversaires potentiels que sont les Amharas puis les Oromos, est donc disposé à fermer les yeux sur le commerce informel transfrontalier avec la Région somalie. Ce groupe de commerçants joue un rôle essentiel dans le marché des produits alimentaires et indirectement dans celui de l'exportation des ovins et camélidés puisque l'achat de ces bêtes aux nomades est souvent effectué par le troc de produits alimentaires. Surtout, ces grands opérateurs économiques, démultiplient leur influence car ils doivent créer leurs réseaux commerciaux. La parentèle est alors l'une des ressources les plus activement mobilisées.

Un second groupe, sans avoir la même surface financière, est composé de commerçants qui ont réalisé leur accumulation primitive grâce à l'aide internationale déversée dans les camps de réfugiés somaliens en Éthiopie. En prenant de grands risques, certains ont pu devenir des grossistes qui s'insèrent souvent s dans les réseaux mis en place par les grands commerçants mentionnés juste avant. Un troisième groupe composé d'anciens émigrés fait actuellement son apparition sur le marché. Il est malaisé de prédire l'importance économique qu'il pourra acquérir dans l'avenir. En bonne logique, il faudrait adjoindre un dernier groupe à cette description rudimentaire : l'ancienne élite politique de Mogadiscio qui après avoir laissé passer la fièvre vengeresse (elle fut de très courte durée, comme au Sud) a de nouveau pignon sur rue à

[148] Africa Watch, *A government at war with its own country*, Londres, 1990. Pour une analyse plus approfondie, voir D. Compagnon, *Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie, le régime de Siyad Barre*, thèse de doctorat en science politique, Université de Pau, 1995.
[149] Les Afars éthiopiens ont joué surtout dans les premiers mois un rôle essentiel qui n'a pas échappé aux dirigeants djiboutiens.

Hargeysa (l'actuel vice-président est un ancien cadre dirigeant des services de sécurité de Siyaad Barre).

Ce marché fonctionne car il n'y a pas réellement au niveau des affaires (entendons ici le *big business*) un territoire étatique qui donnerait à tous les mêmes droits économiques[150].Ce système a une rationalité qui est celle du territoire clanique et donc d'une certaine manière protège également des conflits potentiels qui pourraient naître dans une situation qui est certes stabilisée mais demeure à bien des égards fragile. Surtout, les acteurs économiques ont une représentation très particulière de l'État : par leur expérience, ils en ont été les partenaires puissants (cas des djiboutiens) ou se sont faits contre lui (les autres). Leurs relations avec la classe politique et l'administration sont presque surdéterminées par leur propre stratégie d'accumulation antérieure.

L'évergétisme au Somaliland comprend bien des aspects traditionnels liés à l'espace culturel de l'Islam. Dans le même temps, il s'est également polarisé sur des fonctions plus délimitées socialement, avec notamment une bien plus grande polarisation clanique. Il s'étend sur un spectre relativement plus large de pratiques, qui intègrent une dimension clanique propre, comme le *qaraan* qui est une collecte nécessaire à la résolution d'un problème clanique. Il a également pour bénéficiaires aujourd'hui l'État, la classe politique et même le Président.

Ainsi, les fonctionnaires n'ont que des salaires ridicules qui, dans le meilleur des cas, peuvent représenter l'équivalent d'une ou deux journées de dépenses de leur foyer. Le véritable salaire n'est pas celui versé par l'État mais les dons octroyés par des entrepreneurs du lignage qui entendent bien que cet appui leur soit dûment rétribué à un stade ultérieur de diverses manières : exemption des taxes et passe-droits, influence pour obtenir des contrats avec des intervenants étrangers, etc. Dans les années 1980, ce système – certes moins polarisé claniquement - avait un nom qui montrait bien le réalisme et l'humour des Somaliens : *hawl fududayn*, i.e. ce qui aide à travailler. Dans un tel cadre, le don ne consolide pas l'appareil d'État, éventuellement la fonction publique mais avec des inégalités flagrantes qui correspondent aux ressources économiques inégales des différents lignages ou sous-clans qui font preuve d'une générosité intéressée. En effet, la construction d'une identité propre ou d'intérêts communs ne peut se faire puisque les conditions de la reproduction n'appartiennent pas à un univers maîtrisé par cet appareil d'État : c'est la société qui capture l'État plus que l'inverse.

Le Président Egal, à la suite de la nouvelle classe politique, n'a pas eu de peine également à

---

150 Cette réalité est moins le fait de l'Etat, complètement impuissant, que des responsables claniques ou d'opérateurs économiques qui entendent réserver des marchés potentiels à des parents, gage d'un contrôle plus sûr des opérations et d'une influence économique et politique du clan. Par exemple, les camionneurs ont certes le droit de circuler partout mais il est fort probable qu'un camion appartenant à quelqu'un originaire de Burao serait mal reçu à Borama ou l'inverse dès lors que son activité concurrencerait un transporteur local. De la même façon, les compagnies de téléphone à Hargeysa se sont partagées la ville et fort curieusement on voit que cette répartition commerciale recoupe étrangement la répartition clanique de la population urbaine.

faire valoir son statut de nécessiteux. Dès son élection en 1993, il a suscité la générosité des grands marchands djiboutiens pour obtenir un premier pécule : le chiffre de 1 million de dollars a été alors évoqué. Depuis, la dépendance financière s'est encore accrue surtout au moment de sa réélection en 1997. Une conférence des anciens coûte cher surtout quand il s'agit de s'y faire réélire après avoir déclaré *urbi et orbi* qu'on était plus candidat et que l'âge était venu de jeter l'éponge. Les observateurs estiment cette somme entre 6 et 8 millions de dollars, c'est à dire 60 à 80% du budget de l'État de 1997 (il ne s'agit que d'une grossière évaluation). Ces sommes sont tantôt perçues comme des dons, tantôt comme des prêts sans intérêt, sans qu'il soit possible d'en trouver trace dans une comptabilité publique plus que symbolique…

Il y a au moins deux manières d'analyser cette situation. La première est de faire une comparaison avec l'économie politique de l'Ancien régime et le principe d'affermage[151]. Ces collecteurs privés des recettes fiscales étaient également les fournisseurs de prêts (volontaires ou non) au roi. Celui–ci dépendait donc pour ses revenus des fermiers généraux et de financiers qui pouvaient certes en théorie toujours lui refuser de nouveaux prêts ; mais ces derniers dépendaient également de la protection de la Cour et des Conseils pour avoir accès à ces positions et devaient donc être affiliés à un homme ou à une faction politiques pour obtenir les ressources nécessaires à l'accomplissement de ce rôle. Ce modèle, pourtant, ne paraît pas correspondre totalement à la réalité au Somaliland parce qu'il omet de prendre en compte le fonctionnement du marché.

Les relations entre les commerçants et leur clan sont à bien des égards ambivalentes. D'une part, comme déjà souligné auparavant, la logique du profit exige de dépasser le plus rapidement possible le cadre restreint du marché et les commerçants répètent comme pour s'en convaincre que le clan et les affaires appartiennent à deux univers différents. Pourtant dans le même temps, les commerçants ont besoin de la protection et du prestige du clan : ceux–ci, outre leur importante intrinsèque dans l'ethos traditionnel, permettent de dissuader des bandits de s'attaquer à leurs biens et convaincre des partenaires, soudain réticents, de respecter les termes d'un accord qui est moins favorable que prévu. C'est d'ailleurs ce qu'affirme un proverbe : *Tol iyo fardo, tol baan dortay* qu'on peut traduire par «entre la richesse et le clan, je choisis le clan».

Dans un tel contexte, l'attitude des commerçants a une rationalité différente, qui n'engage pas les mêmes acteurs que celle de l'affermage au Grand siècle. On peut d'abord imaginer, dans le cas où il s'agit d'un prêt sans intérêt, une opération commerciale dont les bénéfices sont à la hauteur des risques, c'est à dire tout à fait conséquents puisque le remboursement est promis mais sans cesse remis[152]. On peut plus finement discuter les rapports triangulaires qui existent au Somaliland entre leaders politiques, opérateurs économiques et clans. Le soutien financier

---

151 Dominique Dessert, *Argent, pouvoir et société au Grand Siècle*, Paris Fayard, 1984.

152 Attitude qu'on peut mettre en parallèle avec l'attitude des grands commerçants de Mogadiscio qui ont refusé de financer l'Administration régionale mise sur pied durant l'été 1998 :la différence entre le prêt et le don est souvent minime.

des commerçants à un dirigeant politique est d'abord une opération qui doit se comprendre comme une action vis-à-vis du clan, opération dont le coût réel est discutable mais dont les conséquences claniques sont fortes. Il est clair que de tels débiteurs bénéficient de la mobilisation du clan, de sa protection et d'une espèce d'assurance sur toutes les opérations qu'ils pourront entreprendre. Cette mobilisation n'est pas le fait seulement des membres de l'appareil d'État, en fait divisés par cette pratique qui renvoie les individus à l'une de leurs identités (celle clanique), mais s'appuie sur des secteurs plus divers de la société.

> Cet évergétisme a d'ailleurs d'autres formes quelquefois plus surprenantes ou plus classiques comme par exemple l'importation au Somaliland de containers remplis de Coran par des commerçants dont le prosélytisme n'est par ailleurs pas le premier souci ou encore la construction de mosquées ou le subventionnent d'écoles coraniques. On peut aussi ajouter à ces raisons valides, une autre tout aussi importante. Les grands commerçants djiboutiens sont régulièrement critiqués par l'opinion publique qui trouvent que leurs activités sont finalement limitées au transit et n'influent que marginalement sur le bien-être de la population, argument d'ailleurs développé par les hommes politiques surtout lorsqu'ils sont dans le besoin. L'évergétisme est alors un moyen de calmer les critiques les plus acerbes et réaffirmer le lien clanique contre une identité étatique ambiguë puisque double.

Pour conclure ici, on peut dire cette description reflète une hésitation permanente entre deux idéaux-types de l'État en Somalie. En effet, ce qui est aujourd'hui la Somalie a connu dans son histoire deux grands types de gestion sociétale. La première est celle du modèle centralisé et prédateur avec une stratification interne peu différenciée mais avec un système complexe de taxation et d'extorsion des ressources dont les deux principaux exemples pourraient être la théocratie des Ajuran[153] et le Sultanat Majerten. Le second modèle est la gouvernementalité de l'*abbaan*[154] dont l'existence fut un élément fondamental pour établir des contacts avec des sociétés différentes et entreprendre du commerce. Ce qui est intéressant dans cette figure de l'*abbaan*, c'est que celui-ci est à la fois une expression des structures segmentaires de la société somalie et en même temps il est le *big man*, i.e. celui qui est seul capable de faire des alliances crédibles au niveau supra-local et supra-clanique avec d'autres *abbaan* contrôlant d'autres territoires et développant de nouveaux réseaux économiques

Conclusion

On a essayé de suggérer à travers ces deux cas l'impact différent et peut-être contradictoire de pratiques liées à l'évergétisme sur les processus multiformes de la privatisation de l'État. Dans le cas soudanais, ces pratiques servent l'extension du pouvoir de l'État à travers un processus

---

153 Lee. Casanelli, *The shaping of the Somali society 1600–1900*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1982. Robert Hess, *Italian colonialism in Somalia*, Chicago, University of Chicago Press, 1966.

154 Ion Lewis, *Blood and bone : the call of kinship in Somali society*, Lawrenceville, Red Sea Press, 1994, chapitre 5.

de décharge. Au Somaliland, ces pratiques au contraire contribuent à une polarisation des différents segments de l'appareil d'État et à une capture plus difficile de la sphère économique. Certes, cette situation pourrait être décrite comme le moment d'un processus de consolidation, une instabilité potentielle que résoudrait l'affermissement de l'autorité étatique : telle d'ailleurs est la position des analystes favorables au Somaliland. On bute cependant sur un problème récurrent, et autrement plus visible au Sud de la Somalie, qui est l'incapacité à institutionnaliser des formes réglées de négociation et de délimitation des interventions.

Ainsi il importe de bien différencier la globalisation de la privatisation avec son impact sur les trajectoires spécifiques des États. On peut y voir la cage de fer de l'histoire qui invite le chercheur à faire preuve d'une saine prudence dans ses généralisations, on peut surtout y voir ses ruses et ses stratagèmes qui sont à l'œuvre de façon permanente en rappelant après J. Clifford, que la globalisation c'est aussi une réinvention des différences, pour le pire et le meilleur.

Chapitre 8 - Le Soudan d'un conflit à l'autre

Le 26 mai 2004, le vice-président soudanais, Ali Osman Mohamed Taha, et le dirigeant du MPLS/APLS[155] John Garang de Mabior, signaient trois accords qui concluaient le cœur d'une négociation entamée en juin 2002 et laissaient espérer un accord global et final pour l'automne 2004[156]. La paix semblait probable et non plus seulement possible, au terme d'un conflit qui avait débuté en mai 1983, après un premier épisode guerrier, de 1955 à 1972, et un premier accord signé alors entre insurgés sudistes et gouvernement de Khartoum à Addis-Abeba[157]. Pour la seconde fois depuis son indépendance, le 1er janvier 1956, le Soudan pouvait entrevoir le retour à une situation normale et bénéficier de la récente manne pétrolière (aujourd'hui près de 300 000 b/j) pour doper son développement.

Pourtant, à l'annonce de cette nouvelle, la liesse populaire ne fut pas aussi grande qu'auraient pu l'escompter les observateurs internationaux. D'une part, la crise du Darfour et les accusations de génocide et de nettoyage ethnique à l'encontre du gouvernement troublaient quelque peu l'image d'une paix retrouvée : plus d'un million de personnes avaient été obligées de fuir leurs habitations en quelques mois, des milliers étaient mortes dans des combats, d'autres encore plus nombreuses allaient mourir des conséquences de leur déplacement forcé et des difficultés de l'accès à l'aide d'urgence. D'autre part, certains secteurs de la population urbaine entendaient exprimer leur réserve sur les implications de ces accords, peut-être moins sur leur contenu que sur l'identité des signataires. Les accords eux-mêmes garantissaient en effet pour plusieurs années encore le maintien aux affaires des principaux responsables du conflit.

Lors de son premier discours au soir du coup d'État, le 30 juin 1989, le général Omar Hassan el-Béchir, chef de la junte militaire et président *de facto* du pays, avait promis la paix des braves et, bien évidemment, l'éradication de la corruption. La guerre, plutôt que la paix, avait pourtant été à l'ordre du jour pendant la décennie suivante et cela n'avait changé que grâce à des pressions internationales extrêmement fortes après le 11 septembre 2001[158].

---

155 Mouvement populaire de libération du Soudan/Armée populaire de libération du Soudan.

156 Pour se tenir informé de l'actualité soudanaise http://www.sudantribune.com/

157 La meilleure synthèse disponible sur cette guerre est celle de Douglas Johnson, *The Root Causes of the Civil War in the Sudan*, Oxford, James Currey, 2003. Cette lecture indispensable peut cependant être complétée par d'autres livres plus anciens et parfois plus partisans qui éclairent certaines facettes du conflit, notamment Lam Akol, *SPLM/SPLA: Inside an African Revolution*, Khartoum, Khartoum University Press, 2001 ; Abel Alier, *Southern Sudan: Too Many Agreements Dishonoured*, Exeter, Ithaca Press, 1990 ; Lazarus Leek Mawut, *The Southern Sudan: Why Back to Arms ?*, Khartoum, St George Printing Press, 1986.

158 Affirmer cela n'implique nullement qu'il y ait un lien organique entre les deux événements. La nomination du sénateur J. Danforth comme représentant spécial du président G. W. Bush date du 6 septembre

Encore, leur accouchement avait été difficile depuis la signature du premier protocole, en juillet 2002, à Machakos (Kenya): il avait fallu attendre deux ans durant lesquels celle-ci avait été promise jour après jour. A l'été 2004, le Soudan fait donc face à plusieurs paradoxes. Après avoir tenté avec un réel succès de se réinscrire comme un partenaire normal sur la scène régionale et internationale depuis 1996, certes non sans ambiguïtés, Khartoum est aujourd'hui pratiquement accusé du plus grave de tous les crimes, celui de génocide, par certaines organisations de défense des droits de l'homme[159]. Comment expliquer que pour régler un conflit sans apparente importance stratégique, les dirigeants soudanais aient adopté une stratégie militaire si violente et si coûteuse en termes diplomatiques ?

Quant aux accords de paix, le débat sur leurs implications ne fait également que commencer. En effet, leur logique est de porter les nouvelles autorités du Sud-Soudan au niveau le plus proche de l'indépendance au sein du Soudan. Si cette lecture peut être contredite de multiples manières par une lecture attentive des textes, il reste que le mouvement de John Garang disposera pour une période intérimaire de plus de six ans d'une armée sous son propre contrôle, aura sa propre banque centrale, mettra en place un système judicaire spécifique. Un tel résultat valait-il les sacrifices consentis ou imposés depuis deux décennies ? Telle est la question que peuvent se poser notamment les familles desdits martyrs partis mener la guerre sainte (djihâd) au Sud-Soudan sur les injonctions de ce régime.

Le présent texte tente une analyse de cette période singulière : un entre-deux entre la guerre qui n'a pas encore trouvé son terme dans quelques poches isolées du Sud- Soudan et se redéploie au Darfour, et une paix rêvée qui devrait être plus que le cessez-le feu dont bénéficient les populations des monts Nouba, de la région du Nil bleu et d'une grande partie du Sud-Soudan depuis près de deux ans. Une telle analyse ne peut escompter rendre compte de la multiplicité des scénarios possibles ; elle peut à peine prétendre donner un aperçu sur quelques aspects cruciaux et certains points aveugles importants du discours politique actuel sur le Soudan. En particulier, à la question rituelle de savoir si la paix va prévaloir, la seule réponse possible est de souligner, au-delà de la complexité du processus politique enclenché par ces accords et de la très grande méfiance qui demeure entre les protagonistes, les énormes ambiguïtés qui parsèment les textes.

2001 et marque le début d'un processus diplomatique qui a conduit à la situation actuelle. Les événements du 11 septembre et leurs conséquences ont convaincu les dirigeants soudanais que des menaces américaines ne seraient plus seulement rhétoriques comme cela avait été, pour l'essentiel, le cas sous la présidence démocrate.

[159] Human Rights Watch, *Darfur Destroyed: Ethnic Cleansing by Government and Militia Forces in Western Sudan (*http://hrw.org/reports/2004/sudan0504/) et Amnesty International, *Sudan: Security Council has a Moral and Legal Responsibility to Act* (http://www.amnesty.org.uk/) ainsi que Physicians for Human Rights (http://www.phrusa.org/research/sudan/). Seule cette dernière organisation soutient sans réserve l'accusation de génocide au moment où ce texte est écrit. Les deux autres organisations demandent de pouvoir se rendre au Soudan pour vérifier des données avant de donner un avis définitif, ce que leur refuse le gouvernement soudanais.

Dans une première partie, cette étude rappelle l'évolution politique qui a incité depuis 1996 le régime à une certaine ouverture, lui a permis de se réinsérer sur la scène régionale, grâce au conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie engagé en mai 1998, et lui a donné dans sa division interne en 1999 les gages apparents d'un aggiornamento idéologique. Cette partie souligne aussi les conditions dans lesquelles les principaux acteurs occidentaux se sont impliqués dans les négociations de paix, leur vision de la crise soudanaise : grâce à la diplomatie américaine tout à fait volontariste, peut enfin se mettre en place une réelle négociation.

La seconde partie s'interroge sur le contenu des accords et tente de sérier les inévitables difficultés que leur mise en œuvre devrait rencontrer. Il serait erroné à en voir la liste de conclure mécaniquement à un échec prévisible et au retour de la guerre. La thèse défendue ici est que le processus politique n'est pas complètement verrouillé par les principaux protagonistes du conflit et qu'il est donc possible, sous certaines conditions, d'escompter un processus certainement brouillon mais qui pourrait aller de l'avant, rendant le retour de la guerre forclos à l'échelle du Sud-Soudan. Les négociateurs soudanais ont su tirer un certain nombre d'enseignements des multiples débats qu'ont suscités les différents épisodes de la guerre. La nouvelle donne internationale et proche-orientale ainsi que les conditions économiques internes dessinent un cadre radicalement original. Les tensions auxquelles la société soudanaise devra faire face dans son proche avenir sont sans doute inscrites dans ces dynamiques de changement autant que dans l'histoire du conflit.

La dernière partie est consacrée au conflit au Darfour, qui est une première illustration des questions laissées en suspens par les négociations. Elle vise à deux objectifs. Le premier est de proposer une analyse de cette crise, de son histoire et de ses enjeux au-delà du discours humanitaire qui prédomine depuis que la communauté internationale l'a découverte en décembre 2003. En mettant l'accent sur les formes de ce conflit, elle remplit un second objectif qui est de souligner les faiblesses structurelles du dispositif de négociations entre Khartoum et le mouvement de John Garang, ses points aveugles et ses implications sur la recomposition politique qui devrait théoriquement advenir dans les prochaines années, si la communauté internationale et les signataires des accords respectent leur parole.

1. Trajectoires divergentes des islamistes soudanais

Il est hors de propos ici de proposer une tentative de bilan du régime arrivé au pouvoir par un coup d'État le 30 juin 1989, pas plus d'ailleurs que du mouvement islamiste soudanais ou de sa tendance tourabiste, le Front national islamique (FNI) théoriquement dissous après le coup d'État. Pour tenter de cerner les contours du pouvoir soudanais à l'aube des négociations, il faut revenir sur un certain nombre de facettes de son existence depuis 1989. L'image qui s'en dégage alors est celle d'un régime qui a perdu son socle idéologique, toute ambition de mettre en œuvre un projet politique et social, mais qui sait faire

preuve d'un certain pragmatisme et d'une volonté de durer, d'autant qu'il n'a pas perdu, malgré ses fractures internes, le contrôle d'un instrument essentiel de sa survie, un dispositif sécuritaire omnipotent.

1.1. De l'unité problématique à la division du mouvement islamiste

Si, pendant la seconde moitié des années 1980, les islamistes soudanais ont tenté peu ou prou de proposer un contre-modèle d'organisation et de pratique politiques, leur prise de pouvoir par un coup d'État en juin 1989 et leur aspiration dans l'appareil d'État ont paradoxalement limité leur capacité à moderniser la vie politique soudanaise. Alors qu'avant le coup d'État, le Front national islamique semblait dessiner un nouveau pacte social aux frontières certes ambiguës[160], son arrivée aux affaires a eu des effets extrêmement ambivalents sur sa capacité à proposer des solutions politiques originales et à maintenir une unité qui avait eu un rôle essentiel dans sa percée dans le monde urbain des années 1980.

Si le contrôle de l'appareil d'État lui donnait des moyens significatifs pour restructurer le tissu social soudanais et mettre en œuvre le projet « civilisationnel », il créait d'emblée des résistances et des contradictions qui, on le voit rétrospectivement, ont eu raison des velléités de réforme affichées par ses dirigeants, sauf à confondre effets de la coercition et peur avec soutien et participation au changement. Les divisions internes, la montée inégalée de la corruption dans les cercles dirigeants et l'apparition d'un discours ethnique comme discours de pouvoir manifestent à des degrés divers la crise de ce courant politique et son incapacité actuelle à penser son avenir au–delà de son simple maintien aux affaires.

Si, rétrospectivement, on tente de mettre en lumière les facteurs qui ont poussé vers une telle impasse ce mouvement porteur d'une réelle modernité, il faut revenir sur la manière dont Hassan Abdallah el-Tourabi a pu conquérir un ascendant sur un mouvement islamiste soudanais divisé, polarisé par différents courants idéologiques et par des affiliations variées, dynamisées par le factionnalisme qui existe bien au-delà des plus grandes organisations politiques soudanaises, que sont le parti Oumma dirigé par le Premier ministre renversé par le coup d'État de 1989, Sadeq el-Mahdi, et le Parti démocratique unioniste (PDU) conduit par une grande figure religieuse, Mohamed Osman el-Mirghani.

Après sa division officialisée en 1999 avec la scission entre le vieux dirigeant et un groupe composite conduit par le vice-président Ali Osman Mohamed Taha, l'accent est mis sur l'hétérogénéité interne, les choix divergents et les rivalités dans l'appareil politique islamiste. Si Hassan el-Tourabi apparaît comme un leader charismatique aux yeux de la base de son mouvement, dans les cercles dirigeants les avis sont plus contrastés. Certes, il est le seul au sein du premier cercle à avoir produit une œuvre intellectuelle qui lui donne une certaine

[160] Voir notamment Roland Marchal, « Eléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais », *Les Etudes du CERI*, 5, octobre 1995 (http://www.ceri-sciences- po.org/cerifr/publica/etude/1995.htm). et Abdelwahab el-Effendi, *Tourabi's Revolution. Islam and Power in the Sudan*, Londres, Grey Seal Books, 1991.

aura dans le petit monde des islamistes du Maghreb et du Golfe, et à pouvoir entretenir des amitiés avec certains dirigeants comme l'Émir de Qatar (par ailleurs, et bien avant 2001, un allié des États-Unis).

Mais au sein de son organisation, ses choix ont depuis longtemps alimenté des clivages et des scissions, et pas seulement avec les courants les plus proches des Frères musulmans égyptiens ou des wahhabites regroupés dans l'organisation Ansar-e sunna. Par exemple, son choix de rejoindre en 1977 le régime de G a'afar Mohamed Nimeiri, un régime pro-américain qui avait réprimé avec détermination les militants de son organisation et le seul régime arabe à soutenir les accords de Camp David, avait suscité des départs et de profondes réserves internes. Dix ans plus tard, l'alliance de son parti avec celui du Premier ministre Sadeq el-Mahdi, en 1988, avait été conditionnée par l'acceptation d'une stratégie alternative, la préparation d'un coup d'État par des militaires acquis au mouvement, sans mesurer les problèmes qu'une telle alliance pouvait créer. Pour autant qu'on puisse le savoir, ce débat avait fourni à Ali Osman une occasion supplémentaire de marquer sa différence avec le dirigeant du FNI (*cf. infra*).

L'arrivée au pouvoir des islamistes dans de telles conditions ne pouvait qu'accroître les tensions internes dans les cercles dirigeants de l'organisation officiellement dissoute[161]. L'aspiration des cadres du parti dans l'appareil d'État, la différence entre logiques partisanes et administratives, la nécessité pour l'État de tenir compte de ses interlocuteurs au niveau régional et international ne pouvaient qu'aiguiser des différences, d'autant que le dirigeant islamiste avait refusé toute fonction ministérielle et présidait le Parlement mis en place à ce propos dès 1992. Certes, Tourabi avait la haute main sur les décisions de l'État, mais ce contrôle demeurait extérieur à la machinerie de l'appareil d'État et, à l'occasion, pouvait susciter quelques interrogations. En 1992, par exemple, Tourabi révélait à la BBC que la première opération militaire d'ampleur contre l'APLS avait été conduite à partir du territoire éthiopien, ce avec la bénédiction d'Addis-Abeba. De la même manière, deux ans plus tard, il expliquait que les Français avaient fourni des images satellites sur les bases des insurgés sud-soudanais pour remercier Khartoum de l'arrestation de Carlos, ce que nient encore aujourd'hui les autorités françaises.

Si l'on en croit certains témoins[162], les différences se faisaient jour dès l'instauration du nouveau régime, et consacraient déjà des rivalités à l'œuvre dans les années 1980. Hassan el-

---

[161] Depuis la création du Front de la Charte islamique en 1965, le mouvement islamiste s'était doté d'un Comité de 40 cadres dirigeants, d'un mandat de deux ans, dont la fonction était de débattre les grandes orientations mises en œuvre par l'organisation. En 1989, 38 des 40 donnaient carte blanche à Hassan el-Tourabi. Seuls deux s'opposèrent à ce blanc-seing qui impliquait une dissolution du FNI : Hassan Mekki Ahmed, un universitaire expert du FNI sur la Corne de l'Afrique, et l'universitaire Tayyeb Zein Abdi. Après le coup d'Etat, les ministères étaient gérés par des comités composés de membres du FNI. Après 1992, les sympathisants les plus sûrs furent inclus. Avec l'instauration du Congrès national, toutes ces structures semi-clandestines fusionnèrent avec l'appareil d'Etat officiel. Entretiens avec Mahboub Abdi Salam, ancien secrétaire particulier de Hassan el-Tourabi, Londres, juillet 2004.

[162] *Id.*

Tourabi aurait voulu une dissolution de la junte militaire dès 1991 : il dut attendre 1993. Il aurait dû être libéré avant la fin de l'été 1989, il ne le fut qu'en fin d'année. Son premier contact en tête à tête avec Omar el-Béchir n'aurait eu lieu qu'après l'échec de la tentative d'assassinat de Hosni Moubarak en 1995, tant celui-ci était toujours cornaqué par des proches de l'actuel vice-président, Ali Osman Mohamed Taha, alors ministre de la Planification sociale. Etc.

Sans doute un tournant crucial se produisit-il avec l'attentat manqué contre le président Hosni Moubarak, le 29 juin 1995, lors de son arrivée dans la capitale éthiopienne. Très rapidement, l'implication des services de sécurité soudanais était attestée[163]. Malgré dénégations et manœuvres dilatoires, le gouvernement soudanais ne pouvait éviter des sanctions internationales ; celles-ci furent ordonnées par le Conseil de sécurité en 1996[164]. Dans le même temps - il serait difficile d'y voir une pure coïncidence - les relations déjà extrêmement tendues entretenues par Khartoum avec le FMI[165] se dégradaient encore, au point que la menace d'une expulsion de l'organisation internationale devenait probable, rendant encore plus difficile pour les dirigeants soudanais la conclusion d'accords avec des partenaires internationaux pour l'exploitation du pétrole[166]. *Last but not least*, l'aide à l'opposition, d'abord l'APLS mais aussi l'Alliance nationale démocratique (AND) forte des plus significatives organisations politiques soudanaises, était à nouveau à l'ordre du jour et le ton martial des diplomates américains laissait penser aux opposants réfugiés à Asmara que cette aide ne serait pas uniquement politique.

Le débat dans les cercles dirigeants soudanais se focalisa rapidement sur une série de décisions qui prirent effet dans les dix-huit mois suivants. Plus tard, les chancelleries arabes et occidentales analysèrent ces luttes factionnelles sur le registre des « durs » - Tourabi et les fervents partisans de sa diplomatie arabe et populaire - et des « modérés » puisque gestionnaires de l'État au jour le jour, une erreur majeure pour la compréhension de ces phénomènes. Pourtant, les clivages ne reflétaient alors pas du tout ces camps dessinés *a priori* : les plus durs se regroupaient autour de l'alliance des sécuritaires et des militaires, le général Zoubayr Mohamed Saleh[167] et Ali Osman Mohamed Taha, qui avaient déjà réussi à retarder de 1991 à

---

163 « Calling the shots after Addis-Abeba », *Africa Confidential* 36 (14), 7 juillet 1995. Cette revue fut poursuivie en justice par les dirigeants d'une ONG impliquée dans la tentative d'attentat, Moafak el-Hairiya. Elle perdit plusieurs centaines de milliers de £ car aucun service de sécurité (éthiopien ou occidental) ne voulait publiquement dire combien cette analyse était partagée. L'ONG fut mise sur la liste noire quelques semaines après le 11 septembre.

164 Résolutions 1056 et 1070 du Conseil de sécurité des Nations unies.

165 Le FMI ferma son bureau en 1984 à Khartoum. Malgré le très net réchauffement depuis 1998, il ne l'a toujours pas rouvert.

166 Un projet qui était également au cœur de la décision d'organiser le coup d'Etat en 1989.

167 Il décède dans un accident d'avion le 12 février 1998 ; parmi les 8 autres victimes sur les 57 passagers que comptait l'avion se trouvaient également Abdel Salam Souleiman, directeur de l'importante ONG islamique internationale, aujourd'hui mise sous contrôle, al-Dawa, et Musa Sid-Ahmed, l'un des négociateurs du côté gouvernemental avec les groupes qui avaient fait scission de l'APLS en 1991, dans la région du Haut-Nil.

1993 la dissolution de la junte militaire ; Hassan el-Tourabi et Ghazi Salah ed-Din Atabani et leurs partisans faisaient alors figure de « libéraux ». Nombre de débats acides de cette période furent déballés publiquement au moment de la rupture, après décembre 1999, au point de troubler beaucoup de militants et de sympathisants de base du FNI. Le vieux dirigeant islamiste en tira argument pour se dédouaner de ses responsabilités et ajouta qu'à l'inverse du vice-président, il n'avait en rien participé à l'organisation de l'attentat contre Hosni Moubarak, une assertion confirmée par Ghazi Salah ed-Din Atabani qui ne lui était plus politiquement proche.

Même si le débat était vif, les dirigeants islamistes durent néanmoins agir. Un certain nombre d'hôtes de marque comme Oussama ben Laden furent invités à quitter le pays : mieux valait ne plus trop susciter l'ire américaine[168]. Hassan el-Tourabi, contre les sécuritaires du parti regroupés derrière Ali Osman, prônait une ouverture politique ; il annonçait dès sa prise de fonctions comme président du nouveau Parlement, le 1er avril 1996, la rédaction d'une nouvelle Constitution - elle devait être adoptée en mai 1998 - et la création, dès 1996, d'un parti qui agglomérerait le noyau dur des islamistes (le FNI), d'autres groupes islamiques (Ansar-e Sunna, Ikhwan al-Muslimin), des personnalités du nimeirisme ralliés de la première heure (comme Abdel Basit Sabdarat) et des notables légitimistes ou plus simplement opportunistes. Le Parti du congrès national (PCN) devait refléter la capacité du régime issu du coup d'État de 1989 à tisser de nouvelles alliances politiques (notamment dans les provinces) et à construire un nouveau bloc au pouvoir grâce aux diverses politiques mises en œuvre depuis 1989 : investissements ou promesses d'investissement dans certaines régions, mobilisation de la zakat pour des projets sociaux, cooptation d'une élite locale en rupture de ban avec les partis traditionnels, etc.

Pour faire bonne mesure, une nouvelle loi, mise en œuvre dès le 1er janvier 1999, devait offrir aux anciens partis politiques une possibilité restreinte de retourner dans le champ politique et donner ainsi au nouveau système l'apparence d'un certain libéralisme. Cette loi sur les associations (*Tawali*) ne faisait guère illusion dans les rangs de l'opposition, dont les membres étaient toujours soumis aux arrestations arbitraires. Cependant, le changement ne fut pas qu'en trompe-l'œil.

D'une part, la répression devenait, dans la capitale au moins, plus ciblée et moins violente dès lors qu'elle concernait des Nord-Soudanais. On était loin du compte, mais les terribles excès du début des années 1990 étaient forclos. D'autre part, la presse faisait son apparition. Le Soudan avait toujours eu une presse d'une certaine liberté de ton, ce qui souligne d'autant la

---

[168] Dans ses années de participation au Nimeirisme et après 1989, le FNI avait fourni un certain nombre de facilités à des mouvements islamistes palestiniens, libanais, égyptiens, maghrébins et autres. Après le 11 septembre 2001, c'est évidemment la seule lecture sécuritaire de cette aide qui prévaut. La réconciliation entre l'OLP et Hamas après la signature des accords d'Oslo s'est faite en partie au Soudan ; il faudra un jour dresser de manière plus sereine le bilan de l'action de Khartoum durant cette période, de son aide à des groupes terroristes mais aussi de ses médiations entre groupes radicaux et services secrets arabes ou occidentaux.

nature de certains régimes dits modérés dans son environnement arabe (Égypte, Yémen et Tunisie, pour ne prendre que des pays alliés de l'Occident dans la grande guerre contre ledit terrorisme). A partir de 1997-1998, non sans risque ni dommage, les journalistes soudanais ont essayé de faire revivre cette tradition et y sont parvenus, car pratiquement tous les grands courants d'opinion sont aujourd'hui représentés[169].

Deux événements majeurs allaient considérablement influer sur l'évolution du régime : le bombardement d'une usine à Khartoum, en août 1998, qui soulignait la nécessité de normaliser ses relations avec les États-Unis et la guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie qui démontrait que le Soudan pouvait redevenir un arbitre régional.

Le 20 août 1998, le président Clinton, en plein scandale Monica Lewinsky, ordonnait le bombardement d'une usine de fabrication de médicaments à Khartoum Nord, en représailles contre une possible participation soudanaise à l'opération menée par al- Qâ'idah contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie au début du mois. Cette opération était basée sur des informations contestables recueillies auprès d'un seul opposant soudanais[170] et avait été décidée avec tout l'amateurisme dont l'administration Clinton était capable dans sa gestion du dossier soudanais. Mais l'usine al-Shifa[171] entrait dans l'histoire…

Les responsables soudanais prenaient peur et adoptaient progressivement une attitude plus conciliante sur les questions de sécurité, d'abord avec les pays voisins (notoirement l'Égypte) puis, à partir du début 2000, avec les États-Unis. Comme ironisaient les opposants à Khartoum, si en août 1998 les dirigeants soudanais n'avaient pas regagné leur couche au lendemain de l'envoi de missiles sur al-Chifa, le 12 septembre 2001 ils dormaient paisiblement dans leurs lits. Cette normalisation partielle, sans doute ambiguë comme le souligne la presse américaine après le 11 septembre, permettait de ramener les déclarations très agressives de Madeleine Albright et de Susan Rice à leur réalité la plus nue : un pur exercice de rhétorique sans implication d'un réel soutien de l'opposition.

---

169 Restent cependant deux faiblesses structurelles que ce régime a su utiliser à son profit. D'une part, la profitabilité douteuse de ces entreprises qui les rend très sensibles à la confiscation des numéros imprimés. D'autre part, l'absence de réel réseau de distribution en dehors de la capitale, ce qui d'une certaine manière conforte l'isolement de l'opposition en limitant les termes du débat politique. Voir Heather J. Sharkey, « A century in print: Arabic journalism and nationalism in Sudan, 1899-1999 », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 31, n° 4, 1999.

170 Déjà ! Si l'on en croit les observateurs soudanais, il s'agissait de Moubarak al-Fadel Al-Mahdi, cousin de Sadeq el-Mahdi. Proche du FNI lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, il avait pu fuir en Libye au début juillet 1989, sans doute à cause de son lien de parenté indirecte avec Ghazi Salah ed-Din. Dirigeant du parti Oumma en exil, ses relations orageuses avec Sadeq l'incitèrent, après être rentré avec ce dernier à Khartoum en 2000, à rallier le régime. Il est à l'heure actuelle conseiller à la Présidence. Il semble que sa dénonciation ait été provoquée par une rivalité commerciale l'opposant alors à Salah Idriss, le propriétaire de l'usine al-Shifa. Voir Roland Marchal, « Des contresens possibles de la privatisation. Privatisation de l'Etat et bienfaisance au Somaliland et au Soudan », *Politique africaine*, 73, mars 1999.

171 Andrew Marshall, « US evidence of terror links to blitzed medicine factory was "totally wrong" », *The Independent*, 15 février 1999. Seymour Hersh, « The missiles of August », *The New Yorker*, 12 octobre 1998.

Le second événement était plus important peut-être pour la géopolitique régionale : le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie à partir de mai 1998 et, sur un mode mineur, celui dans l'Est de la République démocratique du Congo redessinaient une nouvelle carte des enjeux régionaux[172] et mettaient un terme à la grande alliance contre l'islamisme qui avait marqué la majeure partie des années 1990.

Les dirigeants érythréens et éthiopiens étaient arrivés au pouvoir en 1991 grâce au soutien décisif de Khartoum, mais ils n'avaient cessé de montrer depuis lors leurs réserves puis leur hostilité vis-à-vis d'un régime qui confondait si allègrement services de sécurité et organisations caritatives islamiques et offrait l'hospitalité à des groupes d'opposition armés… Aussi les conflits dans la grande région marquaient l'échec de la politique clintonienne d'appui aux « nouveaux leaders africains » et l'aiguisement des rivalités entre la France et ses pourtant alliés anglo-saxons, créant un espace politique supplémentaire pour Khartoum.

Le très net rapprochement du Soudan avec l'Éthiopie était manifeste dès l'automne 1998, quelques mois après le début des hostilités sur la frontière avec l'Érythrée, et permettait d'esquisser une alliance régionale dont les effets démultipliés sont encore perceptibles aujourd'hui. Le choix de Khartoum était d'ailleurs limité. L'Érythrée jouait un rôle essentiel dans la survie d'une opposition politique civile et militaire et maintenait l'Est du Soudan sous la menace d'incursions de groupes insurgés auxquels l'armée érythréenne pouvait prêter main forte. De plus, depuis 1994, l'Érythrée avait rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan.

Exacerber l'opposition de l'Éthiopie à Khartoum aurait été un choix périlleux. D'abord parce que l'Éthiopie aurait pu redonner aux insurgés sud-soudanais les facilités militaires et logistiques qu'ils avaient perdues avec le renversement du régime de Mengistou Hailé Mariam. Ensuite, parce qu'il est très vite apparu que les États-Unis avaient choisi de soutenir l'Éthiopie plutôt que l'Érythrée, sans doute par réalisme géopolitique et peut- être parce que les Erythréens avaient engagé un conflit mal venu. Enfin, parce que l'opposition armée éthiopienne, très active sur Internet, l'était bien moins sur le terrain. Ce basculement permettait le développement d'une intégration économique et un isolement de l'Érythrée à travers une alliance associant Sana'a, Addis-Abeba et Khartoum.

Les relations entre Hassan el-Tourabi et les dirigeants de la génération suivante n'étaient ni simples ni bonnes, comme on en avait eu une première illustration en 1992 lorsque son état de santé s'était dégradé à la suite d'une agression subie au Canada et que les rivalités s'étaient alors exprimées sans fausse pudeur. Si Hassan el-Tourabi faisait valoir son passé de dirigeant charismatique, de théoricien reconnu et de personnalité internationale, les autres responsables

[172] Roland Marchal, « Le Soudan au cœur du conflit érythréo-éthiopien », *Politique africaine*, 74, juin 1999, et, plus récemment, Frank van Acker, « Uganda and the Lord's Resistance Army: the new order no one ordered », *African Affairs*, 103 (412), juillet 2004, et Gérard Prunier, « Rebel movements and proxy warfare: Uganda, Sudan and the Congo (1986-1999) », *ibid*

du parti avaient depuis la seconde moitié des années 1960 suivi ses pérégrinations politiques et portaient sur lui un regard plus désabusé qu'il ne le pensait.

Ali Osman, en particulier, s'était imposé comme dirigeant du groupe parlementaire lors de la période 1986-1989 et, déjà à cette époque, avait marqué sa différence face à un dirigeant qui lui paraissait prisonnier du système des « grandes familles » qui avaient confisqué l'arène politique au Soudan dès la fin de la seconde guerre mondiale[173]. Sans aura particulière mais militant déterminé, c'était un homme d'organisation, méticuleux et radical. Il avait été le véritable concepteur du coup d'État, même si l'on sait que Hassan el-Tourabi avait été étroitement associé au projet et avait donné son accord[174].

Lorsque Hassan el-Tourabi décida à l'automne 1999 de prendre le contrôle du parti et d'asseoir son rôle dirigeant, la manœuvre apparaissait d'une grande limpidité pour ceux qui, comme Ali Osman ou Ghazi Salah ed-Din, avaient pratiqué le personnage depuis de longues années. A travers cette prise de contrôle se dessinaient en fait plusieurs enjeux.

Le premier, personnel, était pour le vieux leader islamiste de retrouver l'influence sur l'appareil d'État qu'il avait progressivement perdue, ses opposants imposant peu à peu leurs hommes et ne l'associant plus de la même manière aux décisions grandes et petites de l'État. En se repositionnant ainsi, il montrait également que c'était le parti qui restait l'organe de décision véritable, et non l'appareil d'État, une situation qui ne pouvait que déplaire à ses anciens camarades omnipotents dans et par l'État mais devenus minoritaires dans la nouvelle direction du parti. Évidemment, cela valait en particulier pour les islamistes au sein de l'armée et notoirement pour Omar el-Béchir, maintes fois humilié par son aîné.

Une autre raison vaut mention ici : la nouvelle équipe dirigeante qu'entendait concocter le vieux dirigeant aurait été un groupe rajeuni de responsables d'abord fidèles à sa personne et n'aurait donc pas tenu compte de la hiérarchie interne antérieure : cela signifiait passer par pertes et profits la génération de Ali Osman et s'appuyer sur la génération suivante… La décision du président al-Béchir, le 12 décembre 1999, de dissoudre le Parlement et de suspendre la Constitution marquait donc une rupture radicale dans le mouvement ; elle marquait l'apogée de la crise mais pas exactement son dénouement.

La décomposition du mouvement islamiste et la division des membres du FNI en deux courants très polarisés au printemps 2000, avec la création du Congrès national populaire, ne pouvaient qu'avoir des effets importants sur la société soudanaise urbaine. Le trouble manifeste chez les militants de base du mouvement était redoublé par celui provoqué par les décisions prises d'un côté comme de l'autre. Ainsi, jouant la carte du pragmatisme face à la radicalité

---

173 Gabriel Warburg, *Islam, Sectarianism, and Politics in Sudan since the Mahdiyya*, Londres, Hurst and Co. 2002. Rappelons que Hassan el-Tourabi est marié à l'une des sœurs de Sadeq el-Mahdi.

174 Au moins trois autres dirigeants du FNI étaient au fait du projet : Ali el-Hajj Mohamed, Awad Ahmed el-Jaz et Ibrahim Senoussi.

du Congrès populaire, le gouvernement soudanais pariait sur un rapprochement avec les pays occidentaux qui avait également pour but d'élargir la concurrence entre investisseurs étrangers. Il n'hésitait pas pour se blanchir de ses activités passées à fournir des listes de noms d'islamistes recherchés (et même à en arrêter quelques-uns et à les déporter après le 11 septembre 2001).

Le populisme doctrinaire et la rhétorique anti-corruption du régime disparaissaient : la corruption, déjà très présente, se développait encore et, à en croire les milieux d'affaires, atteignait alors les premiers cercles du pouvoir. Du côté des dissidents, l'heure était à la soudaine radicalisation de la critique du régime. Celle-ci était d'autant mieux informée que Tourabi en avait été le mentor pendant plus d'une décennie. De plus, après avoir été vilipendée pendant des années, la revendication démocratique devenait le point central du programme politique du Congrès populaire. Enfin, pour être sûr de donner le vertige aux plus fidèles de ses partisans, Tourabi concluait en février 2001 un accord pour renverser le gouvernement en place par des moyens pacifiques (quand même) avec le mouvement de Garang, décrit jusqu'alors *ad nauseam* comme une marionnette américaine et israélienne[175].

Plus largement, cette crise profonde allait cristalliser des réactions au-delà du cercle d'influence immédiate des islamistes. Certes, il est vraisemblable que d'autres dynamiques ont joué un rôle important dans leur cristallisation, peut-être plus essentiel, mais la concomitance des phénomènes mérite quelque réflexion. C'est peut-être d'abord la dépolitisation qu'il faut citer en premier. Celle-ci est manifeste chez nombre de sympathisants et de membres du parti islamiste et se double d'un cynisme de bon aloi vis-à-vis de la chose politique. Mais elle va bien au-delà de ces milieux tout à fait restreints. Elle explique pourquoi la fameuse *intifada* rêvée dès les premiers jours du coup d'État n'est pas pour demain. L'autre dimension du comportement s'affiche aujourd'hui sans nuance à Khartoum : la volonté de consommer, de vivre mieux et de s'en tirer individuellement, renvoyant sans doute à une évolution structurelle de la société soudanaise due notamment à la paupérisation de larges couches de la population urbaine, à la montée du consumérisme et à un individualisme porté par la globalisation.

1.2. Les relations avec l'armée et la question de la coercition

Centrale dans le dispositif de gestion sociale induit par la prise de pouvoir, la sécurité recoupait en fait plusieurs dimensions : les relations entre islamistes et militaires, l'encadrement de la jeunesse, la dimension sécuritaire du pouvoir comme assurance de sa conservation. Encore une fois, sans en proposer une analyse approfondie, quelques points saillants méritent d'être rappelés.

Si l'influence des islamistes dans l'armée n'était pas nulle, elle demeurait fragile. Le coup d'État

175 Pourtant, grâce à ces positionnements si déroutants eu égard à leur passé, les islamistes du CNP pour la première fois pouvaient entretenir comme organisation des relations normales avec toutes les forces politiques soudanaises, y compris le Parti communiste.

avait créé une situation particulièrement délicate. Non sans hésitation, l'armée s'était ralliée au bout de quelques jours, tant elle était mécontente du gouvernement de Sadeq el-Mahdi, tant aussi elle escomptait retrouver avec le nouveau régime des avantages matériels et symboliques qu'elle avait perdus depuis le renversement du maréchal Ga'afar Nimeiri, en mai 1985.

L'implication de l'armée fut, au début, décisive pour obtenir une caution régionale au nouveau pouvoir, tant les régimes prétoriens sont la norme dans le monde arabe : Le Caire faisait campagne en faveur de ces « militaires nationalistes et religieux » qui le débarrassaient de Sadeq el-Mahdi, hostile à l'Égypte et ami des régimes sulfureux libyen et iranien.

Cette nécessité de jouer la carte prétorienne rendit nécessaire pour quelques temps la dyarchie du pouvoir à Khartoum. Si Omar Hassan el-Béchir était bien le chef de la junte et le Président, pratiquement toutes les décisions étaient prises ailleurs par Ali Osman Mohamed Taha, qui fut ministre de la Planification sociale, puis ministre des Affaires étrangères avant d'occuper le poste de premier vice-président laissé vacant par la mort accidentelle du général Zoubayr Mohamed Saleh, en février 1998[176]. Cette dyarchie était donc inégale, mais le maintien de Béchir aux plus hautes fonctions officielles ne correspondait pas simplement à un jeu diplomatique ; il permettait d'assurer l'armée d'un traitement privilégié dès lors qu'elle n'intervenait pas contre la politique du gouvernement. On retrouvait cette ambiguïté en décembre 1999 lorsque Béchir était acclamé au mess des officiers de Khartoum pour avoir renvoyé Tourabi à ses chères études, de nombreux officiers lui demandant d'achever un travail si bien commencé en se débarrassant également des autres « barbus » dans l'armée et dans les cercles du pouvoir[177].

Si l'armée a connu une chasse aux sorcières radicale avec des centaines de mises à pied, certaines règles ont prévalu, surtout après la période la plus dure, jusqu'en 1993, lorsque le régime craignait pour sa survie. Dans l'armée soudanaise, l'avancement se fait selon des règles institutionnelles, rarement en fonction de purs critères idéologiques. Les postes sont évidemment attribués avec une plus grande prudence aux non-islamistes, mais l'engagement militant n'est pas suffisant pour gagner du galon : il faut être « vert et expert », si l'on peut dire.

Malgré une période d'ajustement structurel particulièrement rigoureux, les avantages matériels octroyés aux officiers sont significatifs et l'armée, comme durant la période nimeiriste, dispose aujourd'hui d'un véritable secteur financier et industriel où la Banque nationale d'Omdurman et le GIAD (zone industrielle où sont construits notamment des

---

[176] Certains affirment que Hassan el-Tourabi aurait alors voulu occuper ce poste devenu vacant et que Béchir dut le convaincre de n'en rien faire car le vieux dirigeant islamiste se serait retrouvé protocolairement sous l'autorité de celui qui avait obéi à ses ordres depuis juin 1989… Entretien, Khartoum, mai 2004.

[177] Entretiens, Khartoum, juillet 2000.

camions civils et militaires, quelques-uns sous licence française) figurent en bonne place. De la même manière, peu est dit sur l'organisation de l'économie de guerre au Sud-Soudan (et aujourd'hui au Darfour) et les relations parfois symbiotiques (ou familiales) entre certains officiers supérieurs et des commerçants qui ravitaillent les entrepôts militaires ou revendent le butin (notamment les bestiaux pillés ici et là) sur le marché national et international.

En fait, au cours des ans, pour pallier l'absence de base populaire pour le régime, s'est ainsi reconstitué un des versants du nimeirisme, jadis honni par les islamistes. Le retour du Maréchal en 2000 et, depuis, la célébration de son règne correspondent sans doute à l'une des trajectoires possibles de ce régime après la signature des accords de paix : une intégration beaucoup plus prégnante de l'armée dans les mécanismes de décision étatique et sans doute, à terme, une militarisation des administrations régionales (i.e. des États puisque le Soudan est censé être une fédération depuis 1994).

Cette forme de pouvoir militaire où Béchir jouerait un rôle plus conséquent a été également rendue possible par la disparition de cadres islamistes importants dans l'armée : deux accidents d'avion en février 1998 et en avril 2001, ont privé les islamistes de personnages clefs au sein de la hiérarchie militaire. On retrouverait alors l'un des scénarios déjà actés au Proche-Orient avec la militarisation du parti Baath et, à terme, celle du pouvoir. Si c'est une trajectoire possible qui satisferait ses voisins arabes (qui finiraient par avoir raison), d'autres possibilités existent et rendent mieux compte du peu d'ascendant exercé par Omar el-Béchir sur ses collègues islamistes au sein du gouvernement, à commencer par la faction majoritaire conduite par Ali Osman.

La mise sous tutelle de l'armée selon de telles modalités et la formation dans les écoles de guerre de jeunes officiers acquis aux idéaux islamistes (ou plus prosaïquement au régime actuel) ont été évidemment coûteuses : le FMI estime que le Soudan dépense bon an mal an environ 4,9 % de son PIB pour son appareil militaire et d'autres évaluations sont encore supérieures. Mais le pouvoir actuel y a gagné davantage que sa survie.

Le premier gain est une remise en cause du monopole de la violence à travers un dispositif institutionnel[178]. La création des Forces de défense populaire (FDP), quelques semaines après la prise de pouvoir, avait plusieurs fonctions qui se sont dessinées avec le temps. La première était de légaliser, et donc d'optimiser par l'octroi d'un entraînement spécifique et de matériels militaires, des milices créées localement et mieux à même de conduire l'affrontement contre les insurgés du Sud-Soudan. Ces milices n'étaient pas toujours des créations du nouveau régime[179]. Certaines avaient été suscitées par un membre du Conseil

---

178 S'il y a une caractérisation du Soudan qu'il faut remettre en cause, c'est bien celle d'un État failli.
179 Pour une part, ces milices étaient issues de l'exil libyen des années 1970, lorsque les opposants à Nimeiri tentaient de renverser le pouvoir à Khartoum.

militaire transitoire (1985-1986), le général Fadlallah Burma Nassir[180], pour stopper les avancées de l'APLS dans le Nord du Bahr el-Ghazal, à la frontière avec le Sud-Kordofan et le Sud-Darfour.

L'armée avait alors protesté et avait redit son opposition avec une plus grande vivacité encore en février 1989, lorsqu'elle avait fait savoir au Premier ministre tout le mal qu'elle pensait de son immobilisme : s'il voulait la guerre, il devait donner à son armée les moyens de la mener, au lieu d'armer des milices qui lui étaient personnellement attachées et dont le rôle semblait à terme de le protéger lui plus que le pays. L'histoire trancha dans le sens que l'on sait, mais l'armée obtint que les Forces de défense soient encadrées par des officiers de l'armée.

Cette logique de constitution de milices locales, parfois en rivalité les unes avec les autres, a été mise en œuvre année après année au Sud- Soudan[181] : il y avait en 2002 au moment des premières négociations, plus de 25 milices, capables si le besoin s'en faisait sentir d'apparaître indépendantes ou au contraire comme segments de l'appareil d'État. Leurs relations avec l'armée étaient ambivalentes. C'étaient elles plus que les soldats qui allaient au feu tant l'armée soudanaise montrait peu d'enthousiasme à se battre[182] ; c'est sans doute pour cela qu'elles pouvaient éventuellement disposer d'un meilleur soutien logistique, ce qui leur donnait aussi une marge supplémentaire d'autonomie. Prenant plus de risques, elles avaient acquis le droit de vivre sur la population, notamment grâce aux pillages et à la capture de prisonniers. D'une certaine manière, les formes actuelles de la crise du Darfour ont leur origine dans le trop grand succès de cette stratégie de contre- insurrection au Sud-Soudan.

Cependant, les FDP ne se limitaient pas à ces milices locales, elles comprenaient également des groupes constitués dans l'univers urbain du Nord du pays à partir d'un recrutement soit volontaire soit obligatoire. Tourabi et ses proches critiquaient souvent, dans les premières années martiales du régime, « l'indolence » de leurs concitoyens et pensaient qu'il était essentiel de conforter l'éducation des adolescents par une période de service dans les FDP où seraient enseignés l'islam, tel que compris par les dirigeants, ainsi qu'un patriotisme « djihadiste ». Tous les étudiants devaient passer par cette épreuve pour pouvoir poursuivre leurs études supérieures[183].

Le gouvernement a pu ainsi disposer de troupes de choc dans sa guerre contre l'APLS,

---

180 Son grade est « Brigadier » ; il est issu d'une grande famille baggara du Sud-Kordofan acquise au parti Oumma.

181 Des milices existaient déjà dans la première guerre civile, mais elles n'avaient pas eu alors le rôle déterminant qu'elles eurent dans le second cycle d'affrontements pour mener la prédation et les massacres à une grande échelle.

182 A des officiers supérieurs qui venaient se plaindre du manque de matériel, Hassan el-Tourabi avait l'habitude de répondre que l'État soudanais ne pouvait pas fournir des équipements à des soldats qui les vendaient immédiatement au camp opposé. Entretien, Londres, juillet 2004.

183 On pourrait d'ailleurs souligner des similitudes entre ce projet islamiste et le service national érythréen qui lui aussi vise à reconstruire une nation à partir de l'enrégimentement de sa jeunesse.

identifier et recruter des cadres pour ses mouvements de jeunesse et ses organes de sécurité. Cependant, cette politique a eu deux effets importants qui ont miné à terme le soutien de la population à sa politique. D'une part, la guerre au Sud-Soudan était ignorée par la grande masse des Soudanais au Nord : elle était loin, l'armée qui s'y battait ne recrutait que marginalement dans le monde urbain, l'ennemi était dévalorisé[184]. En envoyant ses enfants se battre au Sud, le régime rapprochait la guerre de la population. De plus, quels que soient l'entrain du régime et la vigueur du culte des martyrs, la guerre était meurtrière, elle tuait de très nombreux Sud-Soudanais, mais aussi des jeunes combattants des FDP, ou les renvoyait dans leurs familles, amputés d'un bras ou d'une jambe. Les islamistes eux-mêmes y perdirent nombre de leurs cadres estudiantins et l'on sait qu'une partie de l'opposition aux accords actuels est liée à cet aspect de la guerre[185].

Aujourd'hui, à l'heure où la paix doit être signée, on peut pressentir les enjeux que recouvre l'existence des FDP, sans même mentionner ici la crise du Darfour où elles pourraient fournir le mécanisme institutionnel pour faire disparaître les trop fameux *janjawid* (combattants à cheval).

Reste peut-être l'élément le plus secret mais aussi le plus efficace du pouvoir actuel : ses services de sécurité. Très peu d'informations sont disponibles sur ces derniers. Il faut les appréhender dans leur double origine.

D'une part, le régime Nimeiri a été très autoritaire et s'est doté de services de sécurité qui se sont acharnés avec violence sur l'opposition armée, surtout en exil mais aussi à l'intérieur du pays (les sympathisants de cette opposition ont été systématiquement arrêtés et torturés) ainsi que sur tous les sympathisants de l'opposition civile. Certes, en mai 1985, le nouveau régime a ordonné la dissolution de ces unités et le renvoi des figures les plus contestables. Il est douteux que cela ait été fait. Le régime issu du coup d'État de juin 1989 a donc pu faire appel très rapidement à des experts confirmés pour mener sa répression.

D'autre part, les islamistes soudanais, à l'instar des Frères musulmans originels, avaient développé une branche clandestine militaire chargée de la protection de leurs dirigeants et du renseignement. Lors de leur participation au pouvoir sous Nimeiri, ils avaient tout fait pour former des cadres supplémentaires et avaient également eu recours à des pays amis, à commencer par l'Iran révolutionnaire. C'est dans cette double histoire qu'on peut comprendre

---

184 Les stéréotypes raciaux ne relèvent pas simplement d'une adhésion à une idéologie politique singulière au Soudan. Pour nombre de Nord-Soudanais, à l'occasion proches de l'opposition ou plus simplement apolitiques, la guerre se fait contre des « esclaves » (*abd*) aidés par Israël et les États-Unis.

185 Après le protocole de Machakos, un « Forum pour une paix juste » fut créé à Khartoum pour protester préventivement contre les concessions faites à l'APLS. Il est animé par un lointain cousin du président Béchir, Tayyeb al-Mustapha, vice-ministre, qui milite pour une sécession du Nord avec le Sud après avoir perdu son fils.

la trajectoire politique d'un Nafi Ali Nafi[186], du colonel Shams ed-Din Ibrahim[187] ou d'un Salah Abdallah Gosh[188] sans oublier Awad Ahmed el-Jaz, le tout-puissant ministre de l'Énergie.

La dimension coercitive du projet islamiste ne pouvait qu'être accentuée par les conditions de la prise de pouvoir : les complots réels ou imaginaires, la volonté de se débarrasser de toute opposition, les velléités normatives du projet politique et social du nouveau pouvoir, tout concourait à un développement de services de sécurité dans et autour de l'appareil d'État, chargés de tout surveiller. Cette attitude obsidionale et totalitaire était renforcée par les dissensions qui apparaissaient peu à peu au sein du mouvement et par l'économie politique des services ainsi créés. En effet, si certains services relevaient directement de l'appareil d'État, d'autres, au contraire, prenaient des formes plus privées : des ONG (aux appellations pas toujours des plus islamiques) aux petites compagnies de services, en passant par certaines firmes financières.

Après avoir décrit les réels clivages internes actuels dans la direction islamiste, il serait rassurant de penser que les organes de sécurité ont en quelque sorte levé le pied. La réalité semble un peu différente. D'un côté, tout visiteur étranger au Soudan doit reconnaître combien la situation s'est améliorée dans la capitale depuis les heures sombres de 1989-1993 : la population a repris une part de l'espace qui lui avait été interdit, l'expression est libre et le débat plus ouvert. De l'autre, un pessimisme certain prévaut sur la capacité de ce système à se réformer, à aller au-delà du minimum consenti à cause de l'actuelle attention internationale et des indécisions quant à l'avenir. La presse, par exemple, continue d'être soumise à de multiples pressions : le terme *janjawid*, lié à la crise du Darfour, a été longtemps interdit, comme les mentions sur la détention de Hassan el-Tourabi. Si l'on veut un indice de sa capacité de réaction, il suffit de considérer comment en pleine période de décompression autoritaire la sécurité a « organisé » une tentative de coup d'État pour se débarrasser d'opposants potentiels et remettre en prison Hassan el-Tourabi relâché en octobre 2003. D'ailleurs, l'état d'urgence, imposé en décembre 2000, n'a toujours pas été levé.

1.3. *L'économie et le pétrole*

Les islamistes prirent le pouvoir dans une situation délétère. Les relations avec le FMI étaient exécrables depuis 1984, avant donc l'effondrement du régime Nimeiri : l'endettement du pays était tel que le service de la dette nourrissait à lui seul une aggravation significative

---

186 Enseignant à la faculté d'agriculture de l'Université de Khartoum et, depuis au moins la fin des années 1970, chef des services de sécurité de l'organisation de Tourabi. Aujourd'hui ministre des Affaires fédérales, il avait été démis de son poste de chef de la Sécurité peu près l'attentat contre Hosni Moubarak, pour faire bonne mesure.

187 Décédé dans un accident d'avion en mars 2001, il a été le responsable des plus violentes répressions au sein de l'armée et dans le Sud. Il était notamment impliqué dans l'exécution de travailleurs soudanais de USAID à Juba.

188 Actuellement en charge de la Sécurité de l'État et grand organisateur de la politique gouvernementale au Darfour depuis 2003.

des comptes de la nation. La posture du nouveau régime sur cette question était extrêmement politique et il lui fallut près de trois ans avant de reconnaître que la déconnexion n'était pas une solution.

En fait, pendant les premières années, la politique économique sous ses différents atours avait deux fonctions essentielles. La première était de restaurer l'autorité de l'État par rapport à une bourgeoisie qui, usant des liens familiaux ou des faiblesses du système régulatoire, menait ses petites affaires sans considération aucune pour la situation macroéconomique du pays. Une telle attitude politique acquit tout d'abord au régime le soutien d'une partie significative de la haute fonction publique qui avait plus d'une fois constaté avec amertume comment l'autorité de l'État était bafouée par des passe-droits signés souvent par les ministres eux-mêmes. Un second objectif était de mettre à genou les grands partis traditionnels et la manière la plus efficace n'était pas seulement d'enfermer leurs dirigeants et de confisquer leurs propriétés en faisant valoir de possibles prévarications ; elle était de briser les reins à la bourgeoisie qui en constituait la colonne vertébrale financière. Cela fut fait avec une rare détermination. Le marché ayant horreur du vide, il ne s'agissait pas seulement d'éliminer des acteurs économiques, de les pousser à l'immobilisme ou à l'exil, il fallait susciter une bourgeoisie qui entretiendrait des relations symbiotiques avec le FNI et le nouveau régime. Une telle orientation était basée sur une double référence. D'une part, le FNI était une organisation très soudanaise qui donc avait noté combien les deux grands partis traditionnels avaient pu prospérer politiquement parce que l'État (ottoman et britannique pour l'un, uniquement britannique pour l'autre) avait défini des règles du jeu qui leur avaient octroyé un quasi-monopole sur les secteurs les plus porteurs de l'économie. Cela devait et pouvait être répété au profit du courant islamiste. D'autre part, pour Hassan el-Tourabi, le mouvement islamiste ne pouvait être que « transclassiste » : si le Soudan islamiste devait être prospère, cela serait le fait de sa bourgeoisie plus que de son État et il fallait s'atteler à la création d'une bourgeoisie acquise au mouvement.

Un maître instrument pour aller de l'avant devait être la construction d'une économie islamique. Ce n'est pas le lieu ici de dessiner les contours réels de ce qui a pu être réalisé durant ces quinze années de règne. Des économistes proches de l'islamisme, comme Mohamed Hashim Awad, écrivent aujourd'hui plus sur la paupérisation de la société soudanaise et sur les pratiques spéculatives des banques islamiques que sur l'avènement rendu possible par le régime actuel d'une économie islamique[189] répondant aux besoins de la population.

Il est cependant prématuré de tirer un bilan digne de ce nom. Comme pour d'autres pays (ainsi l'Éthiopie dont le régime n'a rien de religieux), on peut effectivement noter combien l'État intervient de façon pressante sur le marché en faveur de compagnies « amies » : les entreprises étrangères qui doivent opérer au Soudan font vite l'expérience de la vacuité des procédures

---

189 Cet économiste eut d'ailleurs maille à partir avec ses homologues du ministère du Plan à propos de son projet de Rapport sur le développement humain au Soudan pour 1998, qui donnait une image très pessimiste des réalisations du régime et mettait l'accent sur une paupérisation accélérée des couches populaires.

d'appel d'offres. Les marchés publics sont alloués à de telles firmes également. Si les opposants affirment que ces compagnies versent une partie de leurs bénéfices au mouvement islamiste, il y a plus de scepticisme au niveau interne : les cotisations n'ont plus l'ampleur des premières années[190].

C'est là aussi l'une des batailles perdues de Tourabi. Pendant des années, contre le gouvernement qui entendait taxer (un peu) les importations faites par des associations islamiques caritatives dont les activités se limitaient souvent à ce seul négoce, il avait tenu la dragée haute au ministre des Finances. Au moment de son éviction du Congrès national, ces associations se rallièrent en masse derrière l'État car elles savaient qu'elles perdraient tout sans son soutien.

Les incertitudes politiques des quatre dernières années ont également eu un effet sur les formes légales de ces entreprises, permettant à des éléments de l'ancienne bourgeoisie de retrouver une place s'ils acceptaient de passer sous les fourches caudines du régime. On pourrait comparer cette évolution avec celle qu'a connue la Malaisie après les émeutes de 1969, lorsqu'une politique de ségrégation positive pour les Malais a vu le jour : les entreprises chinoises se sont « corporatisées »[191] pour pouvoir afficher des Malais comme directeurs ou gestionnaires sans rien abandonner du pouvoir réel, une pratique que l'Afrique du Sud postapartheid a également mise en œuvre. Pour autant, on ne peut que souscrire à l'avis sarcastique d'Olivier Roy[192] : à partir de 1992, et malgré de fortes déclarations des responsables soudanais, la politique économique aura été dictée par le FMI. Le bilan de ce point de vue est d'une simplicité affligeante pour certains responsables islamistes qui voient dans cet échec plus que la conséquence de pressions internationales[193].

Reste le pétrole. Dès avant le coup d'État, les islamistes, comme d'autres forces politiques soudanaises, s'interrogeaient sur l'exploitation du pétrole après le départ de Chevron en 1984, à la suite de l'assassinat de quatre membres de son personnel par l'APLS. Sans surprise, la méthode mise en œuvre faisait moins appel à un règlement politique qu'à une manipulation des contradictions parmi les Sud-Soudanais en les militarisant, sans aucun regard pour le coût humain.

En aidant les insurgés érythréens et éthiopiens (notamment tigréens et oromos) à partir de l'été 1989, le pouvoir islamiste savait affaiblir un régime éthiopien allié d'un communisme déjà défait

---

190 Ce problème est évidemment plus vaste. Il faudrait considérer la projection du monde des affaires soudanais dans le Golfe ou en Asie (notamment en Malaisie) et analyser la manière dont les privatisations ont été menées. Une comparaison avec les pays voisins soulignerait la communauté des pratiques malgré la différence des idéologies proclamées.

191 Edmund Terence Gomez, *Chinese Business in Malaysia. Accumulation, Accommodation and Ascendancy*, Richmond, Curzon, 1999.

192 Olivier Roy, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1992. Sa formule 'néo-léniniste' pour définir cet islamisme fin de siècle (la *charia* et le FMI) a fait mouche au Soudan.

193 Entretien avec Ghazi Salah Ed-Din Atabani, Khartoum, mai 2004.

internationalement, mais surtout visait à se débarrasser du dernier soutien de l'APLS, puisque ce mouvement était sanctuarisé en Éthiopie et y disposait même de camps d'entraînement. C'est donc par le même calcul qu'il aida à partir de l'été 1991 les dissidents du mouvement sudiste à survivre à une meurtrière confrontation avec John Garang[194], et les instrumentalisa pour sécuriser avec d'autres les zones pétrolifères. Cette démarche aboutit à des accords conclus en 1997, la trop fameuse « paix de l'intérieur » organisant le ralliement des factions sudistes disposées à proximité des champs pétroliers[195] et prévoyant d'ailleurs la tenue d'un référendum d'autodétermination en 2002, qui fut « étrangement » reportée.

Si la question du pétrole avait évidemment été centrale dans les discussions internes depuis la prise de pouvoir, l'absence d'expertise des cadres soudanais et, surtout, les conditions léonines mises par certains opérateurs étrangers (comme l'Iran) avaient considérablement retardé la mise en exploitation des puits[196].

Le Soudan échappa en 1997 à sa mise à l'index par le FMI grâce à l'aide de Kuala Lumpur et du Dr. Mahathir, une aide qui se traduisit malgré tout par un contrat aux termes très favorables pour la grande multinationale malaisienne, Petronas. Ainsi se constitua le conglomérat qui allait s'atteler à l'exploitation du pétrole soudanais malgré l'absence de paix et des problèmes logistiques impressionnants : la grande alliance avec la Chine, la Malaisie et une entreprise canadienne avait pris forme.

La mise en fonction d'un oléoduc long de 1 600 km en mai 1999 souligna qu'en dépit des contrats aux avantages léonins de ses partenaires étrangers, la crise fiscale de l'État pouvait rapidement trouver un terme. L'amélioration des relations avec le FMI était d'ailleurs tangible dès l'automne 1999, sans que le Soudan s'engage dans un effort financier trop important. Cette relative embellie dans l'évaluation de leur marge de manœuvre aiguisa sans nul doute la lutte factionnelle qui aboutit quelques mois plus tard à la division des islamistes.

Faute de transparence, il est extrêmement difficile de savoir quels revenus fournit le pétrole soudanais. La rumeur publique laisse entendre qu'une partie significative de la rente reste à l'extérieur du pays, soit pour acheter des armes, notamment des hélicoptères et des avions, soit pour alimenter les caisses de compagnies qui travailleraient pour le régime ou certains de ses dirigeants.

---

[194] Voir Douglas Johnson, *op.cit.*

[195] Cette période est bien analysée dans l'ouvrage de D. Johnson. On pourra également se reporter à la narration qu'en fait l'un de ses protagonistes, Lam Akol dans l'ouvrage précité. Le livre de Deborah Scroggins, *Emma's War. A True Story*, New York, Vintage Books, 2002, en fournit une description plus axée sur l'humanitaire.

[196] La littérature sur le pétrole et le conflit au Soudan est particulièrement vaste et répétitive. Voir entre autres, Peter Verney, *Raising the Stakes. Oil and Conflict in the Sudan*, Londres, Sudanupdate, 1999. Une coalition d'ONG européenne s'est constituée en lobby pour faire pression sur les firmes. Sans surprise, seules les firmes occidentales y sont éventuellement sensibles (http://www.ecosonline.org/.

Reste que l'argent du pétrole se voit à Khartoum, dans les constructions enfin achevées, la réfection des routes, une prospérité sélective mais réelle de la capitale, une conclusion qu'on ne peut étendre à l'ensemble du pays et c'est d'ailleurs là l'un des grands problèmes à venir du Soudan : une polarisation très rapide et très forte des revenus avec en corollaire une remise en cause d'un certain *ethos* de la modestie sociale qui permettait de prévenir certaines tensions dans l'espace public.

1.4. Conclusion

L'importance croissante qu'acquiert la rente pétrolière dans l'imaginaire économique des Soudanais est un élément majeur des recompositions politiques en cours. Si, d'une certaine manière, le régime a échoué à de nombreux niveaux, il joue aussi sa survie dans sa capacité à redistribuer cette rente d'une manière qui réduise les tensions sociales et lui octroie une base sociale élargie.

Plus qu'une éventuelle contestation orchestrée par les forces politiques existantes, c'est en effet la cristallisation des multiples déséquilibres économiques et dysfonctionnements sociaux qui constitue aujourd'hui le principal danger pour ce régime qui est comptable non seulement de ses propres erreurs, mais aussi des hiérarchies sociales et économiques qui ont présidé à la construction de l'État postcolonial (notamment la différence marquée entre le Soudan utile et le Soudan réel, comme l'illustre la crise au Darfour).

On comprend bien alors les scénarios que recèle la situation actuelle. En raison de la forte attention internationale et de l'épuisement des fondements de son autoritarisme, le pouvoir actuel peut opter pour une décompression autoritaire élargie et faire une place à ses opposants de toujours dans la mesure où les défis auxquels il va être confronté l'obligeront à des alliances au-delà de sa base sociale traditionnelle.

Il peut aussi - et son comportement au Darfour semble indiquer son inclination pour une telle option - refuser l'évidence et tenter de mobiliser sous leurs diverses déclinaisons des logiques répressives et coercitives qui ont, dans le passé, contenu l'insurrection au Sud-Soudan et affaibli durablement la capacité d'y reconstruire un consensus social sur le moyen terme.

Un tel choix lui garantirait une marge de manœuvre tout à fait significative mais laisserait ouverte la question de sa capacité à gérer ces contradictions d'une manière acceptable par la communauté internationale.

2. Une lecture des accords de paix pour le Sud-Soudan

Pendant la présidence Clinton, l'approche de la crise soudanaise s'était concentrée sur les aspects sécuritaires et humanitaires, en dénonçant les camps d'entraînement terroristes, le blocage de l'accès à l'aide humanitaire ou encore la résurgence de l'esclavage[197]. Peu d'initiatives politiques majeures avaient été prises.

Cependant, dans la dernière année de l'administration Clinton, la crise à Khartoum avait réveillé un léger intérêt pour aider à une reprise des négociations (on était en année électorale...) et, surtout, les relations s'étaient peu à peu relativement normalisées au niveau des contacts entre services de sécurité[198]. Il faut cependant rappeler qu'aux États-Unis, la Maison Blanche n'est pas la seule à concevoir et à mettre en œuvre la politique étrangère.

Après des années d'impasse dans les négociations organisées sous les auspices de l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement), l'élection de George W. Bush modifiait radicalement la donne. La nouvelle administration américaine entendait obtenir la paix en soutenant le cadre de négociation existant et en mobilisant tous ses moyens de pression sur les insurgés sud-soudanais et sur un gouvernement soudanais soucieux de ne pas se retrouver du mauvais côté de la ligne de front après le 11 septembre 2001[199].

La question soudanaise était une question de politique intérieure américaine et renvoyait aux liens étroits et personnels de George W. Bush avec les milieux religieux conservateurs de Midland (Texas) (dont Bill Graham)[200]. S'y rajoutaient certes d'autres motivations : la volonté du Département d'État et de la CIA de normaliser plus avant leurs relations et la coopération avec Khartoum, le jeu régional et le pétrole. Mais elles n'ont jamais eu, jusqu'à aujourd'hui tout au moins, un poids aussi prépondérant que celui des milieux religieux conservateurs.

L'implication américaine ne changeait pourtant pas le cadre de la médiation : était conservée la fiction d'une facilitation dans le cadre de l'organisation sous-régionale de la Corne de

---

[197] Sur la question de l'esclavage, on pourra lire Jok Madut Jok, *War and Slavery in Sudan*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2001. Pour un point de vue plus distancé : Alex de Waal, « Exploiter l'esclavage : droits de l'homme et enjeux politiques », *Politique africaine*, 66, juin 1997, et Ahmed Bachir Abdallah Bola, « Soudan : les séquelles de la honte », *Journal des africanistes*, 70 (1-2), 2000.

[198] Ce qui explique pourquoi Washington ne s'opposa pas à la levée de sanctions onusiennes le 14 septembre 2001, malgré le maintien des siennes.

[199] Roland Marchal, « Le facteur soudanais, avant et après le 11 septembre », *Critique internationale* 17, octobre 2002.

[200] Bill Graham avait aidé George W. Bush à abandonner l'alcool et à opter pour un style de vie plus conformiste. Son fils est responsable d'un projet de santé à Yei au Sud-Soudan qui a été bombardé plusieurs fois par l'aviation soudanaise. Évidemment, autant que la compassion, l'hostilité face à l'Islam est une motivation importante pour ces milieux fondamentalistes. Voir notamment le documentaire *The Jesus Factor* (www.pbsonline.org). Et lire George Neumayr, « Midland ministers to the world. Just as it shaped his character, President Bush's hometown is shaping events in far away Sudan », *The American Spectator*, décembre 2003/janvier 2004.

l'Afrique, même si les États-Unis, et leurs partenaires européens à un moindre degré, étaient omniprésents et très influents dans les couloirs. Un autre choix explicite était que la négociation n'associait en aucun cas des forces politiques ou militaires autres que le gouvernement et l'APLS[201].

Ce choix était motivé par plusieurs raisons. Les deux protagonistes de la négociation et l'IGAD n'étaient pas enthousiastes pour des raisons différentes. Les États-Unis craignaient que l'implication de l'Égypte (la Libye était encore hors-jeu pour Washington) ne complique le processus en augmentant la marge de manœuvre de Khartoum. Enfin et surtout, tradition américaine, il y avait un dédain considérable pour l'opposition nordiste.

En maintenant de telles options, les États-Unis évitaient une réflexion plus poussée sur les causes profondes de la guerre et s'en tenaient à une vision étriquée du conflit (Nord/Sud, musulmans contre chrétiens et animistes) et de sa solution (« un État, deux systèmes »[202]), sur le conseil, il est vrai, d'intellectuels de la diaspora, bien éloignés socialement et culturellement des évolutions de leur société.

A l'été 2004, tous les observateurs internationaux s'accordent sur la probabilité d'une conclusion positive des négociations de paix : ne restent à discuter que les conditions du cessez-le-feu global et la mise en œuvre concrète des accords. Face à un tel unanimisme, il n'est peut-être pas inutile de s'interroger sur les scénarios de divergence et sur les difficultés dirimantes que le processus de paix, tel qu'il a été engagé, pourrait susciter dans un avenir proche.

Nous proposons donc ici une lecture en quelque sorte « d'un pessimisme préventif » : elle met l'accent sur les dynamiques politiques négatives qui, isolées ou corrélées, pourraient se traduire par des dysfonctionnements structurels des accords et une crise politique majeure.

Il suffit de se remémorer les processus de paix en Angola, le terrifiant échec rwandais ou le succès plus qu'ambigu au Burundi, les bégaiements de l'histoire en Sierra Leone avant l'intervention massive des troupes britanniques, pour comprendre qu'une involution de la dynamique de paix n'est pas impossible, même si elle n'est qu'un des scénarios envisageables sur le moyen terme. Nier la fragilité du processus et s'en remettre aux événements ne peut être une solution : telle devrait être la première leçon de la crise du Darfour.

---

201 Il s'agit donc d'un règlement de conflit qui diffère profondément de ceux adoptés pour le Burundi, la République démocratique du Congo, le Libéria ou la Somalie, où toutes les factions armées et politiques sont représentées dans les négociations.

202 *Cf.* Stephen Morrison, Francis Deng, *US Policy to End Sudan's War. A report of the CSIS Task Force on US-Sudan Policy*, Washington, Center for Strategic and International Studies, février 2001 (http://csis.org/africa/sudan.pdf).

2.1. *Une négociation inscrite dans la durée et la méfiance*

S'il est hors de question de faire ici la chronique détaillée des négociations[203], on se propose néanmoins de rappeler les principaux acquis des différents protocoles signés entre le 20 juillet 2002 à Machakos et le 26 mai 2004 à Naivacha. Différents éléments d'analyse seront mentionnés plus avant.

Sans aucune ambiguïté, la nomination, le 6 septembre 2001, de l'ancien sénateur J. Danforth au poste de conseiller spécial du président Bush constitua un nouveau départ pour le processus de paix au Soudan. Avant d'entrer en politique, ce dernier était un prêtre épiscopalien mais n'appartenait pas aux secteurs les plus fondamentalistes.

Cependant, ce passé jouait un rôle important dans la manière dont il valorisait certains aspects du conflit aux dépens d'autres : la dimension religieuse avait, par exemple, une très grande importance par rapport aux droits citoyens. Danforth entreprit une visite de la région et formula peu à peu le cadre de sa démarche.

Le premier acquis en fut, le 19 janvier 2002, la mise en place d'un cessez-le-feu dans les monts Nouba, une région particulièrement brutalisée par la guerre dans les années 1990, au point que le terme de génocide avait alors été utilisé par les secteurs les plus critiques envers le gouvernement soudanais[204].

Son rapport, rendu public le 26 avril 2002, énonçait une série de conditions qui permettaient d'encadrer l'intervention américaine dans le processus de l'IGAD et de son représentant spécial, le général Sumbeiywo : cessez-le- feu dans les monts Nouba ; création d'une commission d'enquête sur l'esclavage[205] ; établissements de « zones de tranquillité » pour permettre la distribution d'aide humanitaire ; création d'une commission d'enquête sur les attaques des populations civiles. Les deux premières furent rapidement mises en œuvre. Les deux autres allaient susciter de nombreux problèmes, comme on le verra plus loin.

Les négociations de paix inter-soudanaises, depuis la fin 1993, relevaient d'un exercice convenu où tout le monde semblait d'accord pour ne point l'être. Un premier cycle s'était brutalement achevé en juillet 1994 lorsque les médiateurs de l'IGAD avaient couché sur le papier une « Déclaration de principes » qui exprimait avec la plus grande netteté les points de divergence fondamentaux (laïcité de l'État et tenue d'un référendum d'autodétermination, notamment) et soulignait la nécessité de les résoudre.

En 1997, dans un contexte régional et international difficile pour lui, le gouvernement soudanais revenait à la table des négociations en acceptant de « considérer cette

203 Un tel exercice est tenté par l'ONG Justice Africa (http://www.justiceafrica.org/index.html).Voir également pour une information quotidienne http://www.sudantribune.com/.

204 African Rights, *Facing Genocide: the Nuba of Sudan*, Londres, African Rights, 1995.

205 Le rapport est disponible sur http://www.freedomhouse.org/research/sudanreport.pdf .

déclaration comme une base de discussion », sans donc en entériner le contenu. Depuis lors, si les discussions allaient quelquefois de l'avant à un niveau technique, elles demeuraient statiques au plan politique[206].

Tel ne fut donc pas le cas lors de la session qui débuta en juin 2002, malgré le manque de préparation initiale des médiateurs kenyans et de leurs conseillers sud- africains. Encore faut-il dire que le protocole signé à Machakos le 20 juillet le fut dans des conditions originales. Au terme de plus de trois semaines de discussions, les deux délégations n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur le moindre texte et on se retrouvait une fois encore dans un dispositif trop habituel. Cependant, les diplomates américains présents ne l'entendaient pas de cette oreille ; ils proposèrent à une heure avancée de la nuit un texte de compromis dont ils ne niaient pas les énormes ambiguïtés mais qui établissait un ordre du jour pour de futures discussions et définissait d'emblée un cadre général de règlement du conflit. Chacune des deux délégations dut réagir rapidement et les pressions étaient alors telles que le texte fut accepté de part et d'autre malgré de fortes réticences. C'était un succès américain plus que soudanais.

Le texte définissait fondamentalement une période intérimaire de six ans avant qu'un référendum d'autodétermination ne se tienne au Sud-Soudan, référendum dont le résultat devrait être entériné par le gouvernement central. Il définissait le conflit comme un conflit Nord/Sud, garantissait la *charia* au Nord et la laïcité au Sud. Il octroyait aussi dans une très large mesure le contrôle de l'administration du Sud-Soudan au mouvement de John Garang et ne remettait pas en cause le gouvernement en fonction à Khartoum : pas de changement de régime préventif, donc. Il laissait cependant dans la plus totale ambiguïté certains aspects essentiels, notamment le statut des zones contestées (monts Nouba, Sud de la région du Nil bleu) au Nord- Soudan, celui également des Sud-Soudanais vivant en dehors de leur région d'origine, l'inclusion des autres forces politiques, etc.

Ce premier protocole inaugurait donc un cycle de tractations complexes portant sur la sécurité, le partage des richesses, la répartition du pouvoir. Pourtant, le retour à la table des négociations fut extrêmement bref du fait de la reprise d'opérations militaires significatives, notamment dans les zones pétrolifères du Nil occidental et dans l'Est du Soudan à proximité de la frontière avec l'Érythrée. Ces incidents armés indiquaient que certains secteurs, tant du côté gouvernemental que de celui des insurgés, n'étaient pas acquis à un règlement politique du conflit et pensaient encore une victoire militaire possible[207]. Il fallut de fortes pressions américaines et la reprise par les forces gouvernementales de la ville de Torit (Sud-Soudan) pour aboutir finalement à la signature d'un mémorandum sur la cessation des hostilités au Sud-Soudan, le 17 octobre 2002. Ce n'était pas rien, mais cela ne pouvait être considéré comme une avancée - sauf

[206] Sur ces aspects, lire l'analyse d'Alex de Waal, « Une perspective de paix pour le Soudan en 2002 », *Politique africaine*, 85, mars 2002.

[207] Du côté de l'APLS, certains voulaient parier sur l'appui des faucons à un renversement de l'équipe dirigeante à Khartoum. Du côté du gouvernement, les revenus pétroliers laissaient espérer une dotation plus généreuse de l'armée en équipements militaires performants pour réduire l'insurrection.

pour les populations les plus directement concernées.

A partir de cette date, se déroula une série de longues sessions entrecoupées de pauses et émaillées d'incidents militaires, toujours au Sud-Soudan (et sans surprise dans les zones pétrolifères) sans qu'aucun document significatif ne fût signé. La préparation et le déclenchement de la guerre en Irak accaparèrent quelque peu l'attention des médiateurs et relancèrent les stratégies de contournement des uns et des autres, chaque acteur de la négociation essayant d'évaluer ce qu'il pourrait gagner en fonction de l'évolution du conflit.

C'est sans doute sur la base d'une évaluation très optimiste de la situation régionale que les États-Unis incitèrent le médiateur kenyan, le général Sumbeiywo, à revoir le projet de document portant sur les questions de sécurité qu'il avait pourtant déjà discuté avec le gouvernement soudanais au début de juillet 2003. Cette décision quelque peu brutale était également une réponse de l'Administration Bush à la décision du Congrès de voter le *Sudan Peace Act*, le 7 octobre 2002, prescrivant au gouvernement américain d'engager des sanctions contre Khartoum en cas de non- coopération[208]. La délégation soudanaise quitta la table des négociations de Nakuru (Kenya) et les dirigeants soudanais cherchèrent alors pendant quelques semaines un autre cadre de négociation, avec d'ailleurs d'autres protagonistes[209].

Cette impasse fut levée par l'intervention directe et personnelle du vice-président Ali Osman Mohamed Taha[210] dans une négociation qui prenait la forme d'un tête-à-tête avec John Garang et l'abandon de l'approche « holiste » prônée jusqu'alors par Ghazi Salah ed-Din, mis d'ailleurs sans ménagement sur la touche et démissionnaire peu après de ses fonctions de conseiller spécial à la Présidence pour la paix au Sud.

Le 25 septembre 2003 était signé un second protocole traitant des questions de sécurité. Il garantissait de fait l'existence de deux armées disposant chacune de sa proche chaîne de commandement durant toute la période intérimaire. C'est seulement au-delà de celle-ci qu'elles fusionneraient. Les forces gouvernementales devaient être cantonnées au Nord du 12ème parallèle, celles de l'APLS au Sud. Des unités intégrées devaient symboliser l'unité du pays. Les milices d'un bord ou de l'autre devaient être dissoutes ou intégrées dans les structures militaires officielles. Les effectifs étaient également précisés de part et d'autre.

---

208 Cette loi, votée sur l'initiative des secteurs républicains les plus radicaux, demandait à la Maison Blanche de fournir une évaluation semestrielle de l'évolution des négociations et, en cas de non- coopération de Khartoum, octroyait une aide de 100 millions de dollars à l'opposition.

209 Khartoum ressuscita une médiation égypto-libyenne dépourvue de tout contenu et reprit langue avec différents secteurs d'une opposition marginalisée et en exil.

210 Cette intervention, consécutive à la rencontre à Londres entre le responsable américain des Affaires africaines, Walter Kansteiner, et le vice-président Ali Osman, est également un moment important de la lutte factionnelle au sein du pouvoir soudanais. En concluant cet accord, Ali Osman démontrait qu'il était indispensable au processus de paix et que son maintien aux affaires devait donc être entériné par les États-Unis. Cependant, cela ne signifiait pas pour autant que son camp basculait dans la modération, comme la crise du Darfour le démontrait au même moment dans l'indifférence générale.

La signature de cet accord transformait l'atmosphère des négociations. Pourtant, malgré cette amélioration du climat de discussion et la visite du secrétaire d'État américain Colin Powell en octobre 2003 à Nairobi, celles-ci duraient plus qu'il n'était alors escompté. Ce n'est que le 7 janvier 2004 qu'un troisième accord était signé sur le partage des richesses entre Nord et Sud, laissant espérer à la diplomatie américaine que le reste pourrait être conclu avant le Discours de l'Union, le 20 janvier, et permettrait une cérémonie à la Maison Blanche afin de bien commencer cette année électorale. Rien n'y fit.

Ce troisième texte était remarquable à plusieurs égards. D'abord, il consacrait une organisation administrative différente au Sud et au Nord du pays avec l'instauration de deux banques centrales fonctionnant selon des principes différents (islamique au Nord et conventionnel au Sud). Si le partage des richesses était conçu sur une base pratiquement paritaire, il ne concernait que les richesses du Sud, rien en particulier n'était dit sur la redistribution de la rente pétrolière en cas de nouvelles découvertes ailleurs dans le pays (par exemple, au Sud-Kordofan et au Sud-Darfour où elles ne sont pas improbables). Le texte ne revenait pas sur les contrats déjà signés mais établissait une commission mixte pour négocier les nouveaux.

Ce qui frappait aussi à la lecture de ce texte était son aspect extraordinairement procédurier et bureaucratique, laissant peu de place à la discussion politique : on peut gager que sa mise en œuvre ne sera pas des plus aisées, ou qu'elle le sera trop… Enfin, la question de la gestion des eaux du Nil n'était pas mentionnée. Cette absence était d'autant plus surprenante que la construction du canal de Jonglei avait été l'une des principales causes de mécontentement poussant à la reprise des affrontements en 1983[211]. Délicatesse faite aux Égyptiens ou question trop sensible régionalement pour faire l'objet d'un marchandage ? Interrogé sur ce point, un haut responsable de l'APLS déclara qu'il n'y avait rien à négocier car les deux délégations étaient en total accord sur cette question[212].

Enfin, le 26 mai 2004 à Naivasha, au terme de longues heures d'attente, étaient signés plusieurs accords qui concluaient le cœur de la négociation. Deux textes définissaient le statut de régions particulièrement importantes : les monts Nouba et le Sud du Nil Bleu. Pour ces zones contestées, un partage du pouvoir sur une base de 55 % au parti gouvernemental et 45 % à l'APLS était décidé

De plus, durant la période intérimaire, la population de la région d'Abyei[213] aurait une double

[211] Voir par exemple Mohamed Osman el Sammani, *Jonglei Canal. Dynamics of Planned Change in the Twic Area*, Khartoum, Graduate College Publications n° 8, University of Khartoum Press ; Robert O Collins, Robert Oakley, *The Waters of the Nile: Hydropolitics and the Jonglei Canal 1900-1988*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

[212] Entretiens avec Pagam Amun à Naivasha, mai 2004.

[213] Région d'où est originaire Francis Deng, l'un des grands intellectuels onusiens sur le Soudan. Selon les accords d'Addis-Abeba, la population d'Abyei aurait dû être consultée par référendum pour décider de son

affiliation et serait administrée par un organisme dépendant directement du président de la République. Au terme de la période intérimaire, elle devrait voter pour décider de son appartenance au Nord ou au Sud.

Enfin, un très long document décrivait dans le détail le partage du pouvoir. Celui-ci, pour ce qui concerne le Sud, privilégie sans surprise l'APLS qui aura 70 % des postes, y compris dans l'Assemblée intérimaire, mais Khartoum reste représenté dans toutes les institutions du Sud. Au niveau national, si l'APLS obtient un poste de premier vice-président, c'est Ali Osman qui reste en droit, malgré son titre de second vice-président, en cas de défaillance du président, le commandant en chef de l'armée du Nord. A noter que les autres forces politiques sont dotées d'une représentation un peu plus que symbolique en l'attente de nouvelles élections.

Ces signatures, cependant, ne mettaient pas formellement un terme aux négociations. Différentes annexes devaient encore être finalisées, portant sur le détail du cessez-le-feu, les conditions de mise en œuvre des accords et les garanties internationales. Malgré le brouillage des comportements induits par la crise du Darfour, les médiateurs escomptaient arriver au terme de leur travail au début de l'automne.

Sans doute au terme d'une guerre aussi longue, la confiance entre les négociateurs n'était-elle pas des plus faciles à établir. Ce qui est frappant dans le cas du Soudan, comme ce le fut d'ailleurs dans le cas angolais en 1994, c'est qu'après autant de cycles de discussion, d'heures passées ensemble à dialoguer, aucune confiance n'a pu être établie entre les principales figures des délégations, à l'inverse de ce qui s'était produit à Addis-Abeba[214] L'encre n'était pas encore sèche que, dans les délégations, se multipliaient des propos pleins d'acrimonie et d'hostilité.

2.2. De quelques impasses faites durant les négociations

Nul processus de négociation n'est parfait. Comme cela a été noté, malgré de nombreuses insuffisances, les discussions ont su utiliser un acquis historique et aussi des expertises généreusement financées par les États-Unis ou l'Union européenne. Sachant que « le diable est dans les détails », les deux délégations se sont appliquées à évoquer toutes les facettes de certains enjeux. De plus, la négociation politique n'est pas close avec la signature des accords, du moins peut-on l'espérer : elle ne procédera plus de la même manière mais pourrait être aussi plus simple, puisque exprimée dans et par le fonctionnement normal des institutions étatiques soudanaises. Malgré tout, plusieurs remarques doivent être faites en tenant compte de l'histoire politique du Soudan.

Le fait que seuls le gouvernement et le MPLS/APLS de John Garang négocient a plusieurs

appartenance administrative. Cela ne fut jamais fait. Pour une présentation des enjeux, voir Douglas Johnson, *Conflict areas: Abyei* , Karen, KCB Management Centre, 2003.

[214] Hizkias Assefa, *Mediation of Civil Wars. Approaches and Strategies. The Sudan Conflict*, Boulder, Westview Press, 1987.

implications, qui ne tiennent pas toutes au refus, dénoncé vertueusement aujourd'hui par l'opposition, de considérer d'autres sensibilités politiques des deux côtés de la ligne de front. Pour le dire brutalement, cette éviction a un double aspect.

D'une part, il y a la peur de voir la communauté internationale accepter que la classe politique nordiste se réduise fondamentalement à l'équipe aujourd'hui au pouvoir[215]. Comme on l'a analysé précédemment, la fraction islamiste de Hassan el-Tourabi a été rapidement mise hors-jeu au niveau international : cela a permis sans trop y regarder de blanchir la direction du pays des actes les plus contestables et d'imputer les comportements les plus controversés au vieux leader islamiste.

Quant aux grands partis traditionnels, il est vrai considérablement affaiblis par la clandestinité et la répression, les chancelleries occidentales s'accordent pour les voir comme des perdants, incapables de formuler une ligne politique et de s'y tenir, tourmentés par les délices du factionnalisme. Le problème est qu'une telle évaluation n'est pas inexacte, mais qu'elle ne rend pas compte de l'influence sociale de ces partis, en dehors des cercles des élites urbaines de la capitale.

Cette dimension de la réalité soudanaise est sans doute incommode, mais on doit se souvenir de la capacité des partis traditionnels de rebondir au terme de près de quinze années de nimeirisme avec un réel succès, malgré leurs profondes divisions internes et l'absence de renouvellement de leurs cadres dirigeants[216]. La crise dans le Darfour, ainsi que la faiblesse de la contre-élite à la tête des insurgés qu'elle laisse apparaître, manifeste à l'inverse l'ancrage social des grands partis traditionnels.

D'autre part, la classe politique au Nord a depuis plus de trente ans su jouer de son exclusion réelle ou supposée de la table des négociations pour se dédire d'accords conclus avec les Sud-Soudanais, en arguant qu'ils n'en étaient pas les signataires. Ainsi, les accords d'Addis-Abeba qui amenèrent la paix en 1972 furent ceux signés entre le maréchal Nimeiri et les rebelles Anyanya I. Aucun grand dirigeant des partis alors interdits ne voulut voir en cet accord un accomplissement remarquable de l'État soudanais : la paix enfin retrouvée sur un tiers du territoire national après dix-sept ans d'affrontements sanglants. L'hostilité ou la forte réserve sur le contenu de ces accords était basée sur cet argument utilisé à plusieurs moments dans les années 1970 et au début des années 1980 ; elle se prévalait également du fait que les troupes sudistes s'étaient comportées de manière loyale par rapport au chef de l'exécutif et avaient réprimé plusieurs tentatives de coup d'État qui avaient émaillé la vie politique entre

[215] Impressionnante à ce niveau est la description de la vie politique soudanaise faite par l'ambassadeur américain à Khartoum. Donald Petterson, *Inside Sudan. Political Islam, Conflict, and Catastrophe*, Boulder, Westview Press, 1999. Voir également le communiqué de l'AND formulant ses requêtes après la signature des accords (Aspmara, 24 juillet 2004) (http://www.sudantribune.com/article.php3?id_article=4168.

[216] Roland Marchal, « Vers une recomposition du champ politique soudanais », *Revue du monde arabe et de la Méditerranée*, 81-82, 1996.

1971 et 1977. Les Sud-Soudanais étaient ainsi coupables d'avoir été légitimistes.

Le même dispositif de dénégation se mettait à nouveau en place à la suite du renversement du régime Nimeiri en 1985 et lors de la négociation entre forces politiques « nordistes » et APLS, en mars 1986, lors de la conférence de Koka Dam. Sadeq el-Mahdi, élu Premier ministre peu après, s'empressait de remettre en cause la signature de son parti au bas de ces accords qui préfiguraient pourtant un cessez-le- feu et une négociation avec Garang. Il justifiait alors son refus en expliquant que ces fameux accords n'avaient pas été entérinés par l'autre grand parti de la coalition gouvernementale, le Parti démocratique unioniste. La guerre qui aurait alors pu connaître un tournant s'intensifia. Le même jeu tacticien prit forme en novembre 1988 après qu'un accord eut été conclu entre l'ensemble des forces du Nord – à l'exception du parti de Sadeq el-Mahdi et des islamistes – et l'APLS. Cette fois-là, la population ordinaire ne fut pas la seule à faire les frais des réflexes politiciens de ses dirigeants : un coup d'État mit fin à des mois de tergiversations et envoya Sadeq el-Mahdi en prison pour de très longs mois.

Les médiateurs n'ont guère voulu faire évoluer le cadre de négociation. En dépit de la lettre même de l'accord sur le partage du pouvoir, le résultat laisse beaucoup plus le sentiment d'une division du pouvoir entre deux pouvoirs armés que d'une recomposition politique affectant l'ensemble du spectre politique national. Certes, des élections sont prévues deux ans après le début de la transition et un certain espace politique reste octroyé dans les institutions nationales aux autres forces politiques, mais on pressent déjà des scénarios qui permettraient au Congrès national de jouer sur l'appui de scissions mineures des grands partis traditionnels[217] pour s'autoriser une ouverture sans risque, et à l'APLS de prétendre être, au-delà de ses déclarations vertueuses sur le système démocratique, la seule force politique véritablement sud- soudanaise, toute autre étant taxée par avance d'expression tribaliste et de marionnette de Khartoum. Une fois de plus, ce sont les différences au sein de ces deux acteurs qui permettront ou non une véritable instauration d'un champ politique concurrentiel, plus que les déclarations apaisantes de leurs dirigeants aujourd'hui.

Cette situation pourrait avoir des effets d'autant plus dommageables qu'elle est construite sur une appréciation contestable : la vision de la guerre comme une guerre Nord/Sud. La représentation du conflit, de manière essentielle, a guidé le travail des médiateurs. Les États-Unis, par la voix du représentant spécial du Président Bush, J. Danforth, ont accrédité la thèse contestable que la guerre était une guerre Nord/Sud, faisant du même coup du Nord-Soudan le royaume de l'Islam et du Sud celui d'une laïcité pénétrée de christianisme. Cette affirmation était d'autant plus stupéfiante qu'elle était proférée alors qu'un accord de cessez-le-feu était conclu en Suisse pour les monts Nouba, une région qui n'a jamais fait partie du Sud-Soudan et qui n'est pas homogène religieusement, non plus.

---

[217] Ainsi pour le parti Oumma de l'ancien Premier ministre Sadeq el-Mahdi, la fraction conduite par Moubarak al-Fadel al-Mahdi suscitée en juillet 2002. Et la faction al-Hindi du PUD, etc.

Elle a d'emblée créé au moins trois grandes difficultés. La première est le statut des Sud-Soudanais au Nord. Contrairement à une idée généreuse mais naïve, cette présence ne résulte pas seulement de la guerre et elle ne prendra pas fin avec le retour de la paix. Elle correspond aussi à des migrations de travailleurs existant dès l'indépendance. Ces migrants ont investi plusieurs secteurs (travail de force non qualifié, construction, domesticité) afin de pouvoir accumuler un peu d'argent soit pour payer leur dot, soit pour permettre à leur famille l'accès à des produits de première nécessité. Leur présence est donc vitale pour leurs parents restés au Sud. Le MPLS aurait, lors des premières négociations, soulevé ce point avec vigueur sans obtenir de concession de Khartoum, ni attirer suffisamment l'attention des médiateurs américains convaincus que ces populations étaient déplacées et ne désiraient que rentrer chez elles[218].

Dans la dernière phase de négociation, la question du statut de la capitale et de l'imposition de la *charia* a été à nouveau soulevée par les négociateurs de l'APLS, car Garang et ses partisans savent que les Sud-Soudanais ne veulent plus s'accommoder de l'arbitraire policier mâtiné de racisme trop courant au Nord. Si de tels comportements se poursuivaient, « leurs » populations y verraient une atteinte à une dignité âprement regagnée et le retour silencieux d'une politique d'expulsion qui avait déjà été menée au début des années 1980 (*kasha*) avec de fortes incidences sur l'accès au marché du travail et aux biens de consommation les plus élémentaires.

Le débat sur le statut de la capitale fédérale n'était donc pas que symbolique ou politique, sauf à croire que le Sud-Soudan pouvait offrir une alternative en quelques mois. L'accord actuel prescrit une tolérance et une souplesse tout à fait significatives mais en laisse l'appréciation aux forces de l'ordre et aux tribunaux : il faut donc être doté d'un solide optimisme pour penser qu'une telle attitude durera au-delà d'une éventuelle période de grâce. De plus, ce dispositif ne vaut que pour la capitale et exclut donc les autres zones du Nord-Soudan où des Sud-Soudanais sont installés, notamment l'Est à proximité des zones agricoles, ou encore le Kordofan.

La seconde difficulté touche à une dimension centrale de l'entendement de ce conflit : en en faisant une guerre Nord/Sud, on fige deux populations et deux modes d'organisation politique, sans prendre la mesure de la réalité sous-jacente. Par exemple, si la croyance en l'islam de la population musulmane ne peut être contestée, son adhésion à la *charia* imposée par un régime autoritaire aux vues souvent étriquées est nettement plus fluctuante. De plus, cette question a un ancrage historique dont il faut prendre la mesure. Dès le début du mouvement nationaliste, la revendication d'une constitution islamique est apparue comme une arme tactique dans la compétition entre partis tous également islamiques, beaucoup plus que comme une revendication identitaire essentielle comme les islamistes ont voulu le faire croire[219]. La

---

[218] Entretien Pagum Amun, Naivacha, mai 2004.

[219] Roland Marchal, « Vers une recomposition du champ politique soudanais », *op. cit.*

charia est donc un thème éminemment politique plus qu'éthique et relève d'une décision sur la citoyenneté et non de la protection des valeurs et d'une sociabilité islamiques qu'aucune force politique n'entend contester. Mais ce raisonnement sur le fait religieux vaut également pour le Sud-Soudan, n'en déplaise aux fondamentalistes chrétiens qui ont mené dans les années 1990 campagne contre le régime avec des accents anti- islamiques que ne renieraient pas certains des électeurs de George W. Bush.

En effet, le christianisme au Sud-Soudan n'est pas un facteur d'unification aussi consensuel qu'on le pense à Washington, à cause des rivalités entre différents courants religieux, et également de la renaissance des religions dites traditionnelles, des comportements sectaires des Églises évangélistes dopées par les aides extérieures, de la réalité d'un islam sud-soudanais, très minoritaire, certes, mais qui n'est pas toujours une création de l'actuel régime de Khartoum. Ce dispositif politique fait un peu penser à la gestion coloniale du Soudan où ce type de taxonomie a eu des effets très dommageables sur la constitution d'une identité soudanaise partagée.

D'une certaine manière, si cette représentation a eu un tel écho dans les milieux religieux occidentaux, c'est aussi la faute des propagandistes proches de l'APLS, qui, en quête de ressources pour cette organisation ou certains de ses dirigeants, ont fait flèche de tout bois et ont corroboré les visions les plus simplistes pour capter la sympathie et l'argent des donateurs. On pourrait faire une remarque similaire à propos des dénonciations de l'esclavage par l'APLS. Quel crédit a été perdu le jour où les journalistes se sont rendu compte que certains commandants du mouvement de John Garang fabriquaient des « esclaves » pour toucher une commission sur leur rachat[220] ?

La troisième difficulté, corollaire de la précédente, est que si l'on en appelle aux identités religieuses universalistes, il devient très difficile de penser la coexistence (surtout après le 11 septembre) dans une citoyenneté commune. C'est d'ailleurs là une tension majeure dans la position américaine où se manifestent une fois de plus les divergences d'appréciation entre le Département d'État, très conservateur sur les problèmes frontaliers et donc favorable au maintien de l'unité du Soudan, et d'autres courants plus proches de la droite religieuse ou des fractions les plus conservatrices du Parti républicain acquis d'emblée à l'idée d'une différence irréconciliable entre les deux parties de ce pays. C'est également une aporie évidente du modèle conceptuel « un État, deux systèmes » sauf à ne pas voir le refus de Pékin de permettre la construction d'une démocratie à Hong Kong. Il n'est pas de meilleur argument pour la sécession du Sud-Soudan que l'affirmation de cette différence, qui est intrinsèquement pensée sur le mode de la contradiction.

Force est de constater que les représentations sociales (liées notamment à la traite extensive des esclaves au XIXe siècle) qui ont permis pendant des décennies de justifier la guerre

[220] Voir les commentaires de l'ancien membre du FNI, Abdelwahab al-Effendi, « Disgraceful revelations about "slavery" in Sudan », *The Daily Star* (Liban), 31 mai 2002.

auprès de la population ordinaire du Nord-Soudan n'ont pas été remises en cause dans le cours de la négociation : les fameuses sociétés civiles tant célébrées dans les documents internationaux ont été priées d'attendre que les choix essentiels aient été faits. Aucun dirigeant, au Sud comme au Nord, n'a réellement essayé de soulever ce problème qui ne se limite pas au seul champ politique mais est profondément enraciné dans le champ social.

Personne parmi les belligérants ne tente à l'heure actuelle de redessiner les traits d'une citoyenneté commune et l'accueil fait à la délégation du MPLS à Khartoum fin novembre 2003 risque de faire long feu. D'une certaine façon, l'âpreté des négociations sur certaines questions semble même condamner toute ébauche de réintégration de l'ensemble des acteurs de la guerre dans la même idée nationale.

Peut-être, ces réelles faiblesses seront-elles dépassées par le jeu politique et par le retour de l'opposition à Khartoum ? Les débats qu'anime l'opposition font souvent état de ces questions, personne ne doit en douter. Le problème est qu'ils n'apportent rien de substantiellement nouveau et qu'ils demeurent trop souvent limités aux seules directions en exil.

2.3. Le Sud-Soudan face à lui-même

Si le Nord-Soudan doit solder le bilan d'un régime autoritaire, la tâche qui attend les Sud-Soudanais est autrement plus ambitieuse, délicate et problématique. Ce que les agences internationales désignent sous le terme attrape-tout de « reconstruction » devrait se comprendre comme la conjonction de trois processus dépendants les uns des autres et chacun susceptible de fragiliser l'ensemble dans la période intérimaire : la construction d'une identité commune au-delà des multiples fractures de la guerre et de l'opposition commune au Nord-Soudan ; le désarmement de toutes les milices et la pacification intérieure ; la (re)construction d'un appareil d'État viable et donc, dans la conjoncture présente, minimum.

Le plus grand défi au cœur de la situation actuelle pour les Sud-Soudanais est de vivre ensemble entre eux, dès lors que la guerre avec Khartoum aura pris fin. Il faut en effet se remémorer les multiples différences et les luttes souvent extrêmement violentes qui ont existé à l'intérieur du Sud-Soudan depuis le début du premier conflit en décembre 1955. On peut certes mettre l'accent sur les manipulations des partis nordistes ou de l'État central mais elles n'expliquent pas tout. Elles laissent notamment ouverte la question de savoir pourquoi ces compétitions ou contradictions se sont systématiquement militarisées.

La politique coloniale britannique a eu des effets très négatifs sur le Sud-Soudan, notamment en retribalisant des régions entières du Sud qui évoluaient bien différemment après les rafles d'esclaves et en isolant le Sud-Soudan par rapport au reste du pays[221]. Le Sud-Soudan

[221] Voir notamment, Nicole Grandin, *Le Soudan nilotique et l'administration coloniale (1898-1956),* Leyde, Brill, 1982. Martin Daly, *Imperial Sudan. The Anglo-Egyptian Condominium*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991. Douglas Johnson, *Nuer Prophets. A History of Prophecy from Upper Nile in the Nineteenth and Twentieth*

reste aujourd'hui l'une des zones les plus sous-développées d'Afrique, une sorte de *museo di populi* comme le dit E. Cerulli à propos de l'Éthiopie occupée par l'Italie, une zone donc où les références ethniques et régionales sont devenues également dans le cours de la guerre des marqueurs identitaires extraordinairement efficaces. Dans de telles circonstances, le conflit a en effet aiguisé la compétition pour les rares ressources disponibles, les replis communautaires, l'usage de la violence comme mode de régulation sociale[222].

La population doit apprendre à se connaître dans et malgré les préjugés que l'histoire et la guerre ont cristallisés, passer ainsi d'une identité caractérisée par l'hostilité (voire la haine) partagée vis-à-vis du Nord-Soudan à une identité construite autour de l'acceptation de ses différences internes. C'est un processus lent, indispensable mais aussi terriblement miné par les drames du conflit, les allégeances diverses, les déséquilibres démographiques et économiques que la paix remettra à l'ordre du jour, comme ils l'avaient été à la fin des années 1970 jusqu'à constituer un blocage des accords d'Addis-Abeba[223].

Un aspect essentiel de ces retrouvailles d'une population avec elle-même est évidemment la gestion du passé, de la guerre civile qui a eu cours sous l'égide de ce conflit entre Khartoum et le Sud-Soudan. Il existe aujourd'hui près d'une trentaine de milices dont le seul point commun est leur appétence pour la prédation[224]. Nombre d'entre elles ont, au cours des ans, et singulièrement depuis 1991 avec la chute du régime éthiopien qui avait permis à l'APLS de se sanctuariser, basculé d'un camp à l'autre en fonction de l'évolution des contradictions locales, de l'approvisionnement en armements et munitions, des libertés octroyées dans le cycle prédateur par les uns ou les autres.

L'existence de tels corps armés pose problème. Elle rappelle, au moins dans l'imaginaire occidental post-génocide rwandais, l'ampleur des massacres et des crimes de masse, les millions de personnes disparues du fait de la guerre et pose la question de la responsabilité et du refus de l'impunité. Contrairement au Darfour où les qualifications les plus fortes sont utilisées, dans le cas du Sud-Soudan, malgré le nombre impressionnant de victimes, ni les Nations unies ni les autres porte-parole de la communauté internationale n'évoquent un tribunal international comme au Rwanda, une cour spéciale comme en Sierra Leone ou, à tout le moins, une commission Vérité et réconciliation…

S'il est important de souligner ce silence, ce n'est pas forcément pour le critiquer : contre le conformisme moralisateur, il peut y avoir d'autres modes de gestion de la mémoire et de

---

Centuries, Oxford, Clarendon, Press, 1994.

222 Sharon Hutchinson, « A curse from God? Religious and political dimensions of the post-1991 rise of ethnic violence in South Sudan », *The Journal of Modern African Studies*, 39 (2), 2001.

223 Contrairement à une image d'Epinal entretenue par certains, les contradictions à l'intérieur de la classe politique sud-soudanaise ont constitué un puissant argument pour demander une implication de Khartoum qui ne demandait pas mieux. Voir Douglas Johnson, *op. cit.* notamment.

224 Anonym, *The South Sudan Defence Force: A Challenge to the Sudan Peace Process,* 8 avril 2004 (http://www.iss.org.za/AF/current/2004/sudanapr04.pdf

construction de la paix que ceux fournis par l'actuel kit onusien. Mais tenir à distance ces questions ne dit rien sur la manière dont elles doivent être résolues[225].

L'existence de ces milices et le rôle décisif qu'elles jouèrent dans la guerre à l'intérieur de la population sud-soudanaise rappelle également les enjeux stratégiques du désarmement et de la démobilisation à venir. Après les accords de paix de 1972, il n'avait pas fallu deux ans pour que des groupes armés se reconstituent (Anyanya II).

Sans même évoquer ici les tiraillements plus que probables que provoquera l'exploitation pétrolière (qu'on pense à la situation dans le delta du Niger au Nigeria)[226], il y aura fort à faire pour contenir les dissidences armées et veiller à maintenir un champ politique pacifié.

Deux tendances opposées se sont données à voir depuis septembre 2003. D'un côté, différents groupes armés sudistes sont en pourparlers avec l'APLS et négocient leur intégration dans la future armée sud-soudanaise (cette appellation n'est pas la plus officielle) ou dans un programme de démobilisation qui devrait être financé généreusement, si l'on en croit les déclarations de la communauté internationale.

De l'autre, des milices font la preuve de leur capacité de nuisance et poursuivent des opérations meurtrières pour garder le contrôle d'un territoire ou chasser des populations non acquises : cela est le cas à la fin du printemps 2004 dans la région du Haut Nil, en pays Shilluk, avec la complicité active du gouvernement et des Forces de défense populaire[227].

Ce type d'action laisse entrevoir ce qui, aux yeux des observateurs, pourrait être la stratégie des secteurs les plus extrémistes du gouvernement central : des conflits dans des zones politiquement ou économiquement sensibles pour les nouvelles autorités du Sud-Soudan menées par milices interposées, la continuation sous une forme à peine euphémisée de ce qui aura été le quotidien de ce conflit pour une fraction importante de la population sud-soudanaise, l'apparence d'une guerre civile avec des munitions et des armes octroyées par le gouvernement central.

Quant à l'APLS, elle a déjà formulé son projet de démobilisation dont la logique est tout à fait parallèle à celle à l'œuvre du côté gouvernemental où les achats de matériels militaires se poursuivent indépendamment des acquis des négociations[228]. Démobilisation et

---

[225] Voir le débat tenté par le dossier « Justice internationale et réconciliation nationale », *Politique africaine*, 92, décembre 2003.

[226] M. Watts, « Economies de la violence : or noir et espaces [in]gouvernables du Nigeria », *Politique africaine*, 93, mars 2004.

[227] Voir IRIN, *Sudan: Thousands Displaced by Militias into Malakal*, 19 avril 2004, et IRIN, *Sudan: Heavy Fighting in Malakal*, 23 juillet 2004 (http://www.irinnews.org)/

[228] International Institute of Strategic Studies, *Strategic Survey 2004*, Londres, Oxford University Press, mai 2004. Ces achats et des négociations pétrolières expliquent les réticences de la Russie à sanctionner le Soudan au Conseil de sécurité.

désarmement procèdent simplement d'une rationalisation du dispositif militaire actuel. Il s'agit de renvoyer dans leur foyer les combattants les plus âgés ou les invalides et de conserver une armée aussi redoutable que possible afin de garantir la poursuite et l'achèvement du processus de paix[229].

Si tant est qu'il y eut un appareil d'État au Sud-Soudan, celui-ci était demeuré limité aux principales zones urbaines et réduit au minimum. Il faut en convenir, l'administration militaire durant la longue guerre n'a guère construit ni administré[230], ses nombreuses milices supplétives de même. Le problème de la reconstruction de l'État recouvre de nombreuses facettes, mais peut bénéficier d'une réflexion sur certaines périodes antérieures[231]. Elle devra aussi tenir compte des actions menées par les administrations centrales ou fédérales qui entendent demeurées présentes au Sud- Soudan avec un maximum d'autonomie vis-à-vis des institutions de cette région[232].

Idéologiquement ou politiquement, deux grandes tendances se dessinent. Les cadres potentiels sud-soudanais, au-delà des équipes qui participent aux négociations actuelles, sont absolument convaincus qu'ils vont à l'indépendance, quand bien même celle-ci prendrait effet à l'intérieur du Soudan. Il y a donc une volonté affirmée de créer tous les instruments de la souveraineté sous forme d'une décentralisation radicale de l'État fédéral (typiquement, la Banque centrale, la nouvelle monnaie, etc.).

D'un côté, peut-être en hommage aux consultants américains qui les ont tant conseillées, s'affirment au niveau du discours les thèses démocratiques sur la construction politique, l'État minimum et le libéralisme économique. De l'autre, peut-être à cause de leur ancienne alliance avec l'Éthiopie communiste de Mengistou, peut-être à cause de leur appétit de pouvoir et de leur désir d'accumulation, ces cadres octroient à l'État un rôle que ne renieraient pas les plus étatistes des islamistes : tous les pouvoirs et le reste.

Les médiateurs occidentaux promettent pour obtenir un accord final des aides extrêmement importantes. Peut-être faudrait-il, au-delà de l'ingénierie propre à la médiation, réfléchir plus au fond. D'abord, le cas de l'Afghanistan montre, s'il en était encore besoin, qu'il y a loin de la pomme à l'arbre : certes, Kaboul n'est pas abandonné par la communauté internationale mais les superlatifs ont vécu.

Ensuite, il conviendrait de se demander comment un pays comme le Soudan, et singulièrement

---

229 Entretiens, Pagam Amun, Naivasha, mai 2004.

230 John Young, « Le MPLS/APLS et le gouvernement du Sud-Soudan », *Politique africaine*, 88, décembre 2002.

231 Terje Tvedt, « The Collapse of the State in the Southern Sudan after the Addis-Abeba Agreement », in : Sharif Harir, Terje Tvedt, *Short-cut to Decay. The Case of Sudan*, Uppsala, The Scandinavian Institute of African Affairs, 1994.

232 Entretiens, Khartoum, mai 2004.

le Sud, peut absorber les aides financières qui sont aujourd'hui promises. Certes, dans les années 1970, des centaines de millions ont été investis au Soudan, mais on sait bien que cet argent n'y est pas allé ou resté et s'est retrouvé sur des comptes personnels en Égypte et ailleurs : les économistes soudanais parlaient alors de la corruption comme d'un cinquième facteur de production dans leur pays…

Se pose enfin le problème des cadres capables d'occuper les postes créés ou laissés vacants par les accords de paix. Si la diaspora sud-soudanaise est aujourd'hui autrement plus nombreuse qu'elle ne l'était en 1972, sa frange qualifiée reste peu étoffée et on peut croire qu'il sera difficile d'attirer un nombre significatif de ses éléments au Sud-Soudan : conditions de vie spartiates, modestie obligée des salaires dans la fonction publique, appareil d'État peu différencié, méritocratie sans ancrage réel, etc.

L'Érythrée et l'Éthiopie voisines avaient fait le pari du retour en nombre significatif d'instruits de la diaspora au terme de leur long conflit. Peu sont rentrés car, si beaucoup sont revenus pour de courts séjours, les conditions de vie, de scolarisation des enfants, les niveaux de salaire et le climat politique n'ont guère convaincu.

Ce manque de cadres pour l'appareil d'État risque donc de se poser. De plus, l'aide internationale risque également de créer d'autres difficultés. Nombre de personnes qualifiées vont opter pour un travail au sein des projets car les agences et les ONG internationales paient davantage (et les salaires sont versés) et octroient d'autres facilités (formation permanente, visas pour l'étranger).

2.4. Conclusion

On sait qu'il est parfois possible que la démocratie s'installe sans démocrates, comme le seul système permettant une gestion des tensions et des alliances du champ politique. Une telle thèse développée initialement pour d'autres pays a sans doute quelque validité dans le cas du Soudan[233]. Et peut-être l'analogie peut-elle être poussée plus loin à propos de la paix.

Celle-ci se produit dans un contexte régional marqué par la militarisation des compétitions, le nouvel ordre sécuritaire et la possible déstabilisation de pays jusqu'ici alliés des États-Unis. Pourtant, cet environnement pourrait paradoxalement lui donner une plus grande chance de durer, pour les enjeux indirects et internationaux qu'elle recouvre soudain, bien au-delà du pétrole comme il est trop souvent dit.

Fin juillet 2004, la question fondamentale est de savoir comment il est possible de finaliser des accords de paix au Sud alors qu'un des protagonistes dans la discussion est accusé par le Congrès américain de génocide au Darfour. Ce dilemme est largement dû à l'approche

[233] Ghassan Salamé, *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.

américaine de la crise soudanaise. Celle-ci n'a pas fait l'objet d'une véritable analyse qui aurait sans doute conduit la diplomatie américaine à privilégier sinon d'autres axes de négociation au moins d'autres forums.

Mais le Soudan a été une véritable question de politique intérieure américaine où se jouait la relation avec la droite religieuse et l'administration républicaine. Le Soudan y a gagné un engagement hors du commun des États-Unis dans les négociations, il y a peut-être perdu la possibilité d'une réelle reconfiguration de l'État, condition indispensable à une paix durable sur l'ensemble du territoire national.

3. Le conflit au Darfour point aveugle des négociations Nord/Sud

La guerre au Darfour surgit dans l'actualité à partir de février 2003. Avant, l'attention était ailleurs, sur le Sud-Soudan, sur le nouveau contexte régional créé par la lutte antiterroriste, et peut-être aussi sur la constitution d'une économie pétrolière transnationale impliquant une bonne partie des pays du bassin du lac Tchad[234]. Pourtant, ce n'est qu'en décembre 2003 que les grandes puissances occidentales, médiateurs ou observateurs dans les négociations qui se déroulaient alors au Kenya, décidaient de s'exprimer sur l'escalade d'un conflit dans une région difficilement accessible du Soudan. Ce décalage important entre l'éclatement « médiatique » de la crise et sa reconnaissance au niveau diplomatique laissait l'impression que le Darfour s'invitait à la table des négociations.

La suite fait partie d'une histoire déjà dix fois répétée sur le continent africain. D'inconnu et de marginal, le Darfour en l'espace de quelques éditoriaux et d'articles de journalistes audacieux se transformait en « crise humanitaire complexe », avec l'inflation des chiffres, la mise en spectacle de la misère, la construction des victimes et des coupables. 20 000 à 50 000 morts, plus d'un million de déplacés, près de 200 000 réfugiés au Tchad : telle était la sordide arithmétique de cette petite guerre.

Du jour au lendemain, les populations arabes du Darfour étaient mises dans le même sac que les miliciens, coupables de tous les excès devant des victimes qui, puisque victimes, étaient innocentes : telle était la morale de la guerre. La célébration du dixième anniversaire du génocide rwandais et le désir des plus hauts responsables internationaux de ne pas être une fois de plus pointés du doigt pour leur silence incitaient à de fortes déclarations. Cependant, les accusations de génocide et de nettoyage ethnique n'étaient pas explicitées complètement car il aurait alors fallu en tirer les conséquences légales et politiques[235]. Bref,

---

234 Voir le dossier sur ce thème dans *Politique africaine*, 94, juin 2004.

235 Ainsi l'intervention de Kofi Annan, le 7 avril 2004, pour commémorer le génocide rwandais (SG 04/03). Voir le recueil d'articles de presse fait périodiquement par un universitaire américain, Eric Reeves (http://www.listserv.emory.edu/archives/sudan-l.html). Les grands quotidiens anglais et américains ont

l'approche victimaire et humanitariste[236] prenait son essor dans une dépolitisation croissante de la crise au Darfour.

Il s'agit d'abord, dans la suite de ce texte, de restituer les dynamiques du conflit, ses enjeux politiques locaux et nationaux et d'essayer de comprendre pourquoi, alors que le Soudan bénéficiait d'une telle attention internationale, une crise de cette ampleur a pu se développer et le gouvernement soudanais accepter de payer un tel prix diplomatique pour un conflit qui ne le menaçait pas directement[237].

Cette analyse met en évidence également des points aveugles de la négociation en cours pour mettre un terme au conflit au Sud-Soudan. Parmi ceux-ci, plusieurs méritent une mention particulière : l'absence de réflexion (et donc de solution) sur la citoyenneté et donc sur la forme d'État qui doit prévaloir pour une normalisation durable, la transformation des revendications sociales et politiques que génère la rente pétrolière ou son utilisation peu transparente, le coût politique d'une éviction d'acteurs secondaires et des contre-élites dans le processus politique en cours.

Cette crise donc ne renvoie pas comme on l'a trop souvent entendu à des conflits ancestraux entre pasteurs arabes et cultivateurs africains (voir la suite), pas plus qu'elle n'exprimerait la volonté d'un pouvoir d'arabiser soudain par le fer et le feu une région qui, politiquement, lui a été acquise depuis 1989[238]. Elle est le produit d'une histoire locale dont une partie de la classe politique soudanaise n'a pas voulu prendre la mesure, de politiques d'État peu cohérentes et partisanes qui ont aggravé plutôt que résorbé les tensions, d'un choix du tout répressif à partir de juin 2003, qui a suscité des désaveux même au sein du régime et, aujourd'hui, l'opprobre de la communauté internationale.

Compte tenu du discours dominant sur cette crise, il a paru essentiel de faire de longs développements sur le contexte écologique et ethnique du Darfour. Pourtant, il est essentiel de ne pas s'y tromper. Cette guerre civile ne relève pas simplement du dérèglement des rapports de voisinage entre groupes différents ; elle cristallise au contraire trois dynamiques

également suivi cette ligne éditoriale. C'est tardivement qu'on commencera à réfléchir à quelques-unes des implications de ce dispositif rhétorique. Lire Marc Lacey, « In Darfur, appaling atrocity but is that genocide ? », *New York Times*, 23 juillet 2004, et Stephen Smith, « Un, deux, trois, beaucoup de génocides », *Le Monde*, 20 juillet 2004.

236 La critique ici souligne les responsabilités des hommes politiques, pas des organisations humanitaires ou de défense des droits de l'homme qui sont dans leur rôle.

237 Pour de nombreuses raisons, ce conflit reste surprenant si l'on adopte une démarche en termes de choix rationnel. Le gouvernement est aujourd'hui mis au ban d'une partie de la communauté internationale ; les principaux groupes impliqués dans la guerre étaient ceux qui avaient bénéficié le plus de leur intimité avec le régime pour accroître leur puissance économique avant de le combattre, etc. Mais il existe d'autres paradigmes d'analyse que le choix rationnel

238 En ce sens, notre analyse diffère radicalement de celle courante dans le monde anglo-saxon qui voit dans cette guerre la volonté idéologique du gouvernement de faire du Soudan ou du Nord Soudan un pays ethniquement arabe.

qui ont chacune leur propre temporalité : la déstabilisation de l'économie politique d'une région, le dévoiement du rôle de l'État et les effets de la guerre civile au Tchad hier et aujourd'hui.

3.1. Modes de production et transformations écologiques au Darfour

Le Darfour est une région du Soudan équivalente en superficie à celle de la France et peuplée de près de 6 millions d'habitants sur une population soudanaise estimée à plus de 32 millions[239]. Ce simple fait, sans prendre en compte la rareté des voies de communication et son sous-développement, incite à une prudence méthodologique : tirer des conclusions générales de certaines réalités ancrées dans des terroirs spécifiques ne devrait être fait qu'avec une précaution d'autant plus grande qu'il y a une grande variété de situations écologiques et de modes de production dans cette région.

De façon très schématique, on peut suggérer une classification en trois zones[240]. Si au centre de la région, et tout spécifiquement dans le Djebel Marra, existe une agriculture significativement développée, ailleurs prédominent des zones de savane et de désert laissant donc la possibilité au développement d'agro-pastoralisme et de semi-pastoralisme.

Dans cette partie centrale se retrouvent de nombreux groupes classifiés aujourd'hui comme « africains » (ou *zourga*) : on doit citer notamment les Four, les Masalit, les Berti, Bergid, Tama et Tounjour, etc. Les cultures traditionnelles sont le mil, le sorgho, l'arachide, le sésame, les fruits, la gomme arabique. Il faut évidemment penser en termes de transition d'une économie d'autosubsistance à une économie monétarisée, avec un rôle croissant des commerçants et du négoce des récoltes pour l'économie familiale. Les migrations vers les grandes villes ou comme travailleurs agricoles dans les zones irriguées se sont également intensifiées depuis les années 1960 et participent également de la prise de conscience politique des populations.

Dans la partie septentrionale, essentiellement au Nord-Darfour mais aussi dans une partie du Darfour occidental, compte tenu de la modicité des pluies, pour l'essentiel, ovins et camélidés sont élevés. Les populations qui se consacrent à cette activité sont appelées des Gamala (ou Aballa). Parmi elles, il faut citer les Beni Hussein, les Zeyadiyya, les Mahamid, les Mahariyya, les Ereigat, les Zabalat et dans le Darfour occidental, les Nawayba et Awlad Rashid. Ces groupes seraient classifiés comme « arabes », mais d'autres groupes qui seraient « africains » (*zourga*) font de même, notamment les Zaghawa et les Meidob.

---

[239] Pour une première comparaison entre le Darfour et les autres régions du Soudan, on pourra se reporter à *Major Socio-Economic Indicators for Population*, Khartoum, General Secretariat, Ministry of Welfare and Social Development/National Population Council, 2003.

[240] On pourra pour une description se reporter à Georg Nachtigal, *Sahara and Sudan,* vol IV. *Wadai and Darfur*, Londres, Hurst and Co., 1971 [1874] ; Alan Theobald, *Ali Dinar, the Last Sultan of Darfur 1898-1916*, Londres, Longman, 1965 ; Lidwien Kapteijns, *Mahdist Faith and Sudanic Tradition. A History of Dar Masalit, 1870-1930*, Amsterdam, University of Amsterdam Press, 1982.

Dans le Sud, au contraire, les conditions climatiques et aquifères autorisent l'élevage du bétail : les populations concernées sont donc appelées des Baggara. Parmi elles, il convient de citer les Rizeigat, les Habbaniyya, les Taisha, les Beni Halba, les Maaliya, les Miseiriyya, les Salamat, les Beni Hussein et Beni Mansour. D'autres font de même mais n'appartiendraient pas aux groupes « arabes », notamment les Fellata près de Toulous, les Gimir et les Fellata Ambororo[241].

Il convient de nuancer d'emblée cette description trop rigide : ces divisions liées au mode de production sont réelles mais elles ne sont pas absolues. Les pasteurs ont souvent une partie de leur lignage qui est sédentarisée et cultive ce qui est possible (mil, sorgho notamment) pour ajouter aux ressources traditionnelles. De plus, les chemins de migration (*damer*) sont relativement définis et font d'ailleurs l'objet de négociations avec l'État et les communautés sédentaires pour limiter les conflits[242]. Cette codification, la volonté de donner une instruction religieuse aux enfants dans des écoles coraniques (elles ne sont pas toutes mobiles) et le développement de marchés incitent donc à une sédentarisation sélective dans le cadre d'une division des tâches au sein de lignages élargis.

Cette situation dynamique a évidemment été considérablement affectée par les sécheresses récurrentes qui ont frappé le Darfour depuis longtemps, et notamment, pour ce qui nous préoccupe, dans les années 1969-1974 et 1983-1985[243]. Celles-ci ont eu plusieurs effets majeurs sur les sociétés pastorales. Elles ont limité l'ampleur des migrations autour d'un point moyen qui s'est rapproché de la zone centrale du Darfour, augmentant ainsi la pression sur celle-ci. Par exemple, les Rizeigat nomadisaient encore au Nord d'el-Fasher au début des années 1960. Aujourd'hui, ils s'arrêtent au Sud de la capitale du Nord Darfour.

Elles ont également modifié la carte démographique de la région en disséminant certains groupes au-delà de leur zone d'établissement traditionnel, inaugurant aussi la possibilité de nouvelles migrations. Ainsi les Zaghawa sont présents au Nord-Darfour où ils disposent de leur territoire traditionnel (*Dar*) mais aussi aujourd'hui dans le Centre et le Sud de cette province. Une telle évolution ne fait que confirmer l'incroyable vitalité de cet espace migratoire[244].

D'autre part, les sécheresses ont également poussé à une sédentarisation plus grande d'une partie de ces populations, sans commune mesure avec les stratégies familiales propres à

---

241 Sur le pastoralisme et ses problèmes au Darfour, consulter : Al-Massar, *Pastoralist Baseline Survey, Greater Darfur 2003*, Khartoum, n. p. 2004. Le site http://www.darfurinfo.org/ fournit également toute une série de rapports d'ONG et de littérature grise sur la région, son agriculture et le pastoralisme.

242 Le Soudan n'a pas en ce sens de politique particulière par rapport à d'autres où le pastoralisme est présent.

243 Pour une liste des sécheresses ayant affecté cette zone et les conséquences, voir Alex de Waal, *Famine that Kills. Darfur, Sudan, 1984-1985*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

244 Laurence Marfaing, Stephen Wippel (dir.), *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine*, Paris, Karthala, 2003.

l'économie pastorale d'antan. Si cette immobilisation ne constituait pas en soi un facteur belligène, l'absence de toute politique de développement d'une économie urbaine posait, elle, problème car leur présence recomposait un marché du travail et aiguisait la compétition. On peut imaginer que les *janjawid* ont pu y trouver un bassin de recrutement.

De la même manière, il serait profondément inexact de penser les paysans crispés dans leurs traditions[245]. La transformation des méthodes d'irrigation, la plus grande accessibilité aux méthodes de pompage, le développement urbain et donc la possibilité de cultures péri-urbaines ont généré des changements. Ceux-ci ont été également dynamisés par la volonté des paysans de consolider par eux-mêmes des mécanismes de résistance aux sécheresses et d'accroître leur autonomie productive. Sans surprise donc, il s'en est suivi une extension des terres mises en culture ou servant de pâturages et des enclosures (*zariba*), sans qu'il y ait eu forcément de consultation avec les pasteurs disposant de troupeaux alentour.

Ces évolutions, on le conçoit, multiplient les sources possibles de compétition, mais des pans entiers du droit coutumier sont consacrés à leur régulation. Cette dernière suppose évidemment la légitimité des structures d'encadrement traditionnelles et une non-politisation des chefs coutumiers, phénomènes qui, tendanciellement, ont été de façon croissante contestés par les évolutions économiques et les stratégies des partis politiques, désireux de s'attirer des clientèles.

Une telle description pose la double question de la propriété et de la gestion de la terre. C'est en effet l'un des enjeux de la crise, aujourd'hui comme hier. Dans l'économie morale des populations du Darfour, un certain nombre de groupes à travers leurs autorités traditionnelles (sultanat, etc.) ont le contrôle de la gestion de la terre. Ils possèdent un territoire spécifique (*Dar*) à l'instar des Four, des Zaghawa, des Masalit mais aussi des Rizeigat au Sud-Darfour. Ces autorités traditionnelles peuvent octroyer un droit de passage ou l'usufruit de terres à de nouveaux venus, contre paiement d'une dîme sur leurs récoltes, par exemple : ces terres sont alors appelées *hakura*.

On peut imaginer l'un des clivages essentiels de l'économie du Darfour : les pasteurs doivent se déplacer mais leurs zones de migration et de campement sont définies par des accords négociés. Bien qu'ils soient souvent les mieux armés et les plus aguerris, ils doivent s'en remettre à un accord des populations autochtones avant de s'installer à proximité d'un puits.

Un tel système peut fonctionner sans problème dès lors qu'il y a une grande disponibilité de terre (ce qui compte tenu de la superficie de la région est probable) et que les pluies sont suffisantes. Mais on peut d'emblée concevoir sa fragilité. Par exemple, les sécheresses

[245] Voir le très intéressant article de Ladislav Holy, « Cultivation as a Long-Term Strategy of Survival: the Berti of Darfur », in : Douglas Johnson, David Anderson (eds), *The Ecology of Survival. Case Studies from Northeast African History*, Londres, Lester Crook Academic Publishing, 1988.

locales sont la norme année après année au Nord Darfour, incitant à changer les chemins de migration et à se rapprocher des puits les plus sûrs. De plus, l'équation démographique joue également dans un cadre écologique aussi précaire. L'arrivée de pasteurs qui fuient par exemple des razzias au Tchad renforce la pression sur des infrastructures très limitées.

Enfin, il faut également indiquer que ce mode de gestion du foncier a pendant longtemps suscité des revendications : certains groupes autochtones ont voulu nier toute représentation dans l'administration locale aux groupes qui ne possédaient pas de *Dar*, quelle que soit leur réalité démographique.

Dans la mesure où l'on est dans un système de souveraineté multiple, il n'y a pas de solution élémentaire à ces problèmes, mais une neutralité informée de l'État est un élément essentiel de limitation des tensions. Or celle-ci a dramatiquement fait défaut, pour des raisons multiples, certaines contingentes (la personnalité d'un gouverneur), d'autres structurelles (la fidélité au régime plus que l'application du droit).

A ce stade de l'analyse, il est important de s'arrêter sur le contenu des termes *Zourga* et « Arabes » utilisés pour expliquer les clivages qui ont suscité le conflit actuel au Darfour. Un certain nombre de spécificités doivent inciter à ne pas utiliser ces catégories en les décalquant sur la représentation commune du conflit au Sud- Soudan[246], en particulier en les dotant d'emblée du même contenu ethnique.

D'abord, toutes ces populations sont musulmanes et fières de l'être[247]. Il y a un *ethos* qui incline les gens à accroître leur proximité avec la culture de l'islam et le Prophète. On le constate couramment dans la valorisation de la langue arabe ou dans la reconstruction des généalogies des groupes pour les lier soit à la tribu du prophète Mohamed soit même à ses parents plus ou moins proches. L'histoire orale de la fondation du sultanat Four explique ainsi qu'un Arabe, Ahmed al-Magrour, construisit la première mosquée au Darfour, épousa une princesse de la dynastie Keira des Tounjour et fonda la famille « royale » Four (ce genre d'histoire est absolument commune dans le monde islamique)... Tout cela pour dire que les Zaghawa et les Four, acteurs « africains » de cette guerre se revendiquent respectivement comme Zaghawa ou Four mais ne sont guère portés *a priori* à se revendiquer « Africains » dans une opposition aux « Arabes ».

Si le terme *Zourga* est utilisé depuis longtemps, il faut peut-être comme nous y invitent les grands historiens de cette région lui donner plutôt un sens contextuel de spécialisation

---

246 C'est un conseil maintes fois répété par les plus grands historiens de cette région. Voir Robert O'Fahey, *State and Society in Dar Fur*, Londres, Hurst and Co., 1980, et, surtout, Michael Horowitz, « A reconsideration of Eastern Sudan », *Cahiers d'études africaines*, vol. VII, n°3, 1967, pp. 381-398.

247 C'est l'une des grandes différences à prendre en compte lorsqu'on veut faire un parallèle avec une autre sale guerre, celle dans les monts Nouba , qui a également nourri des accusations de génocide contre l'actuel régime à Khartoum.

économique : les *Zourga* sont les agriculteurs, les populations autochtones, en regard des pasteurs qualifiés d'Arabes. Comme on l'a déjà indiqué, ces divisions ne sont pas absolues. Une approche sociolinguistique confirmerait d'ailleurs cette conclusion. Des populations comme les Meidob (liés au Nubiens du Sud de l'Égypte) ou Zaghawa sont des pasteurs non arabes et certains sous-groupes Four proviennent d'une agglomération d'anciens nomades sédentarisés (*Dar Kunjara*). Cela met l'accent sur une autre réalité que connaissent bien tous les chercheurs qui travaillent sur des sociétés agro-pastorales, l'importance des mariages entre groupes et l'assimilation réciproque, au-delà des discours ethniques ou claniques[248]. C'est d'ailleurs ce qui explique le calme relatif du Sud-Darfour dans le conflit actuel. Par exemple, les intermariages entre Beni Halba et Four sont extrêmement nombreux et rendent l'escalade d'un conflit entre les deux groupes plus difficile.

Néanmoins, comme toute taxinomie sociale, la signification du bipôle *Zourga*/Arabe a évolué durant les deux dernières décennies. Elle s'est, en particulier, peu à peu enrichie d'un contenu ethnique. L'explication en est complexe et tient à plusieurs aspects sur lesquels on reviendra par la suite : les luttes au sein de l'élite régionale pour l'accès à l'État, un accès dont l'importance change au début des années 1980 à cause d'une réforme constitutionnelle, puis de la démocratisation, et surtout la récurrence de conflits intérieurs à la région dans la seconde moitié de cette décennie et la polarisation induite par le conflit au Sud-Soudan.

3.2. *Les conflits des années 1980 et 1990 et la crise tchadienne*

Pour comprendre la guerre au Darfour, il est essentiel de garder à l'esprit sa position de sanctuaire pour les opposants dans le Tchad voisin : une fonction hier omniprésente et qui le demeure encore dans l'esprit des Tchadiens et de leurs alliés soudanais. On ne reviendra pas ici sur le partage colonial, mais plutôt sur les crises violentes du Tchad qui, de 1980 à aujourd'hui, ont contribué à aiguiser les tensions au Darfour. S'il ne s'agit pas, comme le fait aujourd'hui Khartoum, de blâmer les « étrangers » pour les infamies qui s'y déroulent, il faut voir que la guerre au Darfour révèle aussi une archéologie des conflits dans le pays voisin et une réalité peu amène du pouvoir actuel au Tchad.

Le renversement de Goukouni Weddeye par Hissène Habré en 1982[249] ne marquait pas le terme d'une présence militaire tchadienne au Darfour. Jusqu'alors les partisans d'Habré y avaient été encadrés par les services égyptiens, américains et français, tous avides d'en découdre avec la Libye du colonel Qadhâfî, dont l'armée avait porté sur les fons baptismaux ce dirigeant tchadien[250]. En effet, d'abord sous forme de migrations forcées dues à l'insécurité au Tchad

---

248 Typiquement, la situation des Digil-Mirifle dans le Centre-Sud de la Somalie. Mais on pourrait arguer que cela est également vrai dans d'autres groupes connus pour leur plus grande implication dans le nomadisme. Voir par exemple les Moallim Diblawe des Harti Abgaal.

249 Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, 1987.

250 Voir le livre à la tonalité très « américaine » de J. Millard Burr, Robert O. Collins, *Africa's Thirsty Years War. Libya, Chad and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Westview Press, 1994.

et à la terrible sécheresse de 1983-1985, puis grâce au renversement du maréchal Nimeiri et à l'accession au pouvoir de Sadeq el- Mahdi, les groupes tchadiens venaient s'installer au Darfour. Parmi eux, les partisans d'Acheikh Ibn Omar, qui dirigeait alors le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), recrutant pour l'essentiel dans les tribus arabes tchadiennes. A ce groupe composite venaient s'ajouter les Zaghawa entrés en dissidence avec Hassan Djamous qui était tué en 1988.

La Libye n'avait pas accepté son échec et conservait un rôle important dans la politique tchadienne. Le nouveau Premier ministre, Sadeq el-Mahdi, avait pendant des années été l'hôte de Tripoli qui avait également toléré ses camps militaires, peuplés d'ailleurs pour l'essentiel de combattants provenant du Darfour. Ces derniers étaient rentrés au Soudan à la fin des années 1970, Sadeq ayant finalement abandonné en 1977 l'idée d'un renversement violent du pouvoir à Khartoum et conclu un accord d'amnistie pour les siens avec le maréchal Nimeiri.

Après le renversement de son allié tchadien, Goukouni, la Libye volait au secours d'Acheik Ibn Omar et de ses nouveaux alliés Zaghawa en leur fournissant armes et munitions. Les autorités soudanaises ne firent rien (ou trop peu) pour stopper ces flux d'équipements militaires. Elles n'essayèrent pas davantage d'expulser les contingents de cette Légion islamique, bande de mercenaires et pauvres hères à la solde de la Libye censés aider l'opposition à Habré, qui fit l'objet de nombreux reportages sensationnalistes en Occident.

Cette passivité ou impuissance était interprétée localement à l'aune de l'amitié qui liait les dirigeants soudanais et libyen. La présence de ces différents groupes entraîna très rapidement des troubles et des affrontements au sein de la population car elle ajoutait des tensions à une situation rendue déjà très difficile par la sécheresse, l'accès très inégalitaire à l'aide humanitaire et aux compétitions politiques qu'avait rouvertes le retour de la démocratie.

Hissène Habré ne restait évidemment pas passif. Ses troupes multipliaient les incursions en territoire soudanais, détruisant camps et villages et pillant, sans grande distinction, réfugiés tchadiens et populations autochtones. Surtout, il armait les groupes qui pouvaient s'opposer à ses ennemis : les Four notamment bénéficièrent alors d'une aide militaire substantielle car ils étaient entrés en conflit contre leurs voisins Zaghawa.

Cette stratégie se retourna peu à peu contre le dirigeant tchadien car les Zaghawa soudanais, initialement peu impliqués dans la crise tchadienne, se mobilisèrent à la fin des années 1980 aux côtés du successeur de Hassan Djamous, Idriss Deby, tant ils souffraient des embuscades orchestrées par les forces de H. Habré. Idriss Deby réussit à renverser Habré au terme d'une contre-offensive éclair lancée à partir du territoire soudanais en novembre-décembre 1990. Il avait bénéficié de l'aide des nouveaux dirigeants de Khartoum grâce aux

liens d'amitié qu'entretenait avec Béchir un des généraux de la junte, Tijani Adam Taher[251].

Ailleurs au Darfour, mais plus au Sud, la situation s'était dégradée pour d'autres raisons. L'armée soudanaise, dès 1985, armait des groupes du Sud-Darfour (Arabes) afin de mettre fin aux pénétrations des Dinka ou de l'APLS dans cette zone. Les *murahalin*[252], comme on les appelait, ne pouvaient qu'aider leurs parents vivant plus au Nord et les approvisionner en armes et en munitions dont ils étaient alors généreusement dotés par le gouvernement. Les Four qui avaient déjà fort à faire avec les Zaghawa étaient attaqués sur un autre front.

Pourtant, la dégradation de la situation au Darfour ne laissait pas la classe politique soudanaise passive. En mars 1988, des manifestations avaient lieu dans la capitale pour critiquer l'immobilisme du gouvernement et exiger une intervention de l'armée et de la police pour restaurer l'ordre dans cette région[253]. En juin 1989, quelques semaines avant le coup d'État, une conférence de paix se tenait finalement entre 27 groupes arabes et four pour régler la crise. Elle exigeait notamment une présence plus forte de l'appareil d'État pour rétablir la sécurité, lutter contre le banditisme et éviter que des incidents mineurs ne dégénèrent en confrontations d'envergure. La prise de pouvoir par les islamistes pouvait donner l'impression pendant quelques mois que l'État entendait jouer son rôle tant il réaffirmait son autorité. Mais cela exigeait des moyens, une attention constante et un intérêt politique que personne n'avait dans les cercles dirigeants.

Le Soudan d'Omar el-Béchir gagnait au Tchad un allié fidèle et sûr[254] et cette victoire manifestait les liens multiformes entre les deux pays tant pour les Zaghawa que pour les groupes qualifiés d'Arabes. Le départ de Hissène Habré et l'arrivée d'Idriss Deby au Tchad avaient calmé mécaniquement la situation au Darfour. Les dirigeants soudanais, libyen et tchadien entretenaient depuis des relations de bon voisinage et la logique de confrontation avait vécu.

On en avait pour preuve le développement sur une grande échelle d'un commerce triangulaire

---

[251] Il s'agit d'un Four, non membre du FNI. Il sera mis hors-jeu lors de la dissolution de la junte militaire, le Conseil de commandement révolutionnaire, en 1993. Son amitié avec Béchir lui a valu également de participer à une médiation entre Idriss Deby et Abbas Koty.

[252] Alex de Waal, « Some Comments on Militias in Contemporary Sudan », in : Hervé Bleuchot, Christian Delmet, Derek Hopwood (eds), *Sudan: History, Identities and Ideologies*, Exeter, Ithaca Press, 1991. Mohamed Mahamed Saleh, Sharif Harir, « Tribal Militias. The Genesis of National Disintegration », in : Sharif Harir, Terje Tvedt (eds), *Short-cut to Decay…, op. cit.*

[253] Elles étaient organisées par un Conseil national pour la sauvegarde du Darfour. Les députés du Darfour du parti Oumma reçurent l'ordre de Sadeq de ne pas se joindre à ces manifestations. Deux députés du Darfour du FNI démissionnèrent alors et rejoignirent le PUD. L'un d'entre eux, le Dr. Farouq Ahmed Aden, est aujourd'hui l'un des nombreux « émissaires de paix » du gouvernement au Darfour.

[254] Si les rapports avec la Libye, officiellement toujours harmonieux, ont connu des hauts et des bas, les relations avec le Tchad semblent avoir été depuis 1991 au beau fixe. Différentes théories essaient d'expliquer cette situation un peu étonnante par sa constance. Il n'est pas impossible que celle-ci évolue après la tentative avortée de coup d'Etat en mai 2004.

où les marchandises achetées dans les pays méditerranéens ou dans le Golfe (Djeddah et Dubaï) transitaient par Tripoli et Port Soudan pour être échangées à Koufra, Abéché ou el-Fasher. Cette prospérité relative se manifestait également par la grande vitalité du « marché libyen » à Omdurman et surtout par l'émergence d'une communauté d'affaires zaghawa à Khartoum et dans les Émirats arabes unis.

Pourtant, l'actualité tchadienne allait à nouveau interférer avec la situation au Darfour. D'une part, arrivé au pouvoir grâce à l'aide des Zaghawa soudanais, Idriss Deby entendait néanmoins les renvoyer au plus vite chez eux dès lors que leur présence n'était plus très utile. Ces combattants furent donc les premiers remerciés et retournèrent au Soudan avec un petit pécule et des ambitions déçues. Néanmoins, un accord avait été conclu : les Zaghawa tchadiens devaient se porter au secours de leurs parents soudanais dès que ceux-ci en feraient la demande[255].

De plus, les luttes factionnelles parmi les partisans d'Idriss Deby l'amenaient à faire assassiner Abbas Koty et d'autres Zaghawa Kobe[256], un acte qui ne servit pas sa popularité au Darfour et fut rappelé lorsque les mouvements insurgés qui prirent forme au début des années 2000 souffrirent de son alignement sur Khartoum. Enfin, les Zaghawa arrivés au pouvoir à N'Djamena n'eurent pas le triomphe modeste et, avec ou sans l'aide directe de l'armée ou de la garde présidentielle, lancèrent ici et là des razzias dans le Ouaddaï pour prendre le contrôle de territoires détenus par des groupes arabes (tchadiens). Ceux-ci, sans illusion sur le résultat d'une confrontation, choisirent donc d'aller s'installer au Darfour, soit parce qu'ils y avaient déjà résidé dans les années 1980, soit parce que des groupes qui leur étaient apparentés étaient disposés à les accueillir. C'est sans doute l'une des explications possibles de la très forte croissance démographique dans le Darfour entre le recensement de 1993 et celui de 2002[257]. Si l'on en croit des représentants des mouvements insurgés, ces groupes ont fourni nombre de recrues *janjawid*, notamment dans la région du Nord-Darfour.

Une autre péripétie allait jouer un rôle dans la construction de la crise actuelle au Darfour : la brève et quelque peu dérisoire épopée de Daoud Yahya Bowlad, qui s'acheva par son exécution en décembre 1991, avant même son procès. Il peut être considéré comme une

---

255 Entretiens, Paris, mars 2004, et Dubaï, mai 2004.

256 Les Zaghawa se divisent en multiples fractions qui ont été étudiées en France par Marie-José Tubiana. Idriss Deby appartient au sous-clan des Bidayat, dont le territoire est au Tchad. Les Kobe, quant à eux, vivent sur la zone frontalière entre Tchad et Soudan et bénéficient d'une élite significative, notamment au niveau du négoce. Les Twer sont eux des Zaghawa dont le territoire est entièrement sur le sol soudanais. On laissera de côté les autres groupes. On peut trouver nombre d'informations sur le site http://www.tchad-info.net/. Les pages des 9 et 16 janvier 2004 fournissent un certain nombre de données sur la répression des opposants tchadiens au Soudan.

257 Une croissance que souligne le rapport de l'ONG soudanaise al-Massar : les nomades étaient estimés à 259 887 selon le recensement de 1993 et à plus de 575 268 en 2002. Voir pour une réflexion sur ces transformations démographiques l'article de François Ireton et Eric Denis à paraître dans *Politique africaine*, 95, octobre 2004.[cela sera publié beaucoup plus tard : voir Eric Denis, « Inégalités régionales et rébellions au Soudan » *Outre-terre. Revue européenne de géopolitique*, 2007, vol. 3, n° 20, pp.151-168].

figure emblématique de la manière dont les élites de cette région réagissent aux exactions de la part de la capitale. Daoud Yahya Bowlad, né en 1952 dans une famille four connue pour son soutien au parti Oumma, était devenu un militant islamiste dès l'école secondaire et gravissait les échelons de l'organisation du mouvement de Hassan el-Tourabi alors même qu'il poursuivait ses études d'ingénieur à l'Université de Khartoum, pépinière de l'élite politique et administrative nationale. Militant hors pair, arrêté à de nombreuses reprises avant que Tourabi n'accepte un accord avec Nimeiri en 1978, il était devenu le président de l'Union des étudiants de l'Université de Khartoum. Las, il retourna finalement à Nyala au Darfour et fit carrière tout en maintenant son engagement militant. Sa rupture avec le mouvement eut lieu en 1988, lorsque le conflit au Darfour atteignit son apogée : Daoud Bowlad soutenait les Four contre le FNI et disparut peu après. Il ne réapparut qu'à l'automne 1991 à la tête d'une colonne de l'APLS. Khartoum réagit alors avec une violence qui n'est pas sans rappeler celle à l'œuvre depuis la mi-2003 et dépêcha pour mater la rébellion al Tayyeb Ibrahim Mohamed Kheir[258]. Celui-ci mit en œuvre avec la plus grande brutalité ce que toutes les administrations coloniales avaient fait au Darfour pour contenir des révoltes : une politique de la terre brûlée et la constitution de milices pour mener la guerre plutôt que l'utilisation d'une armée peu enthousiaste à la tâche.

De cet épisode tragique et peu connu on peut tirer au moins deux conclusions. La première est que la stratégie de Bowlad avait échoué : ce dernier avait escompté un soulèvement des siens, les Four, par la simple présence de combattants de l'APLS[259]. Cela ne s'était pas produit et il n'y avait pas eu identification des uns aux autres : au Soudan comme ailleurs, l'alliance des marginalisés ne va pas de soi et l'on ne peut pas simplement ajouter des revendications sous prétexte qu'elles visent le même pouvoir et prétendent avoir des fondements identiques. C'est sans doute une leçon que les insurgés actuels et l'APLS devraient se remémorer à l'heure où chacun essaie de renouer des alliances pour la mise en œuvre des accords de paix.

Cette tragédie (des villages entiers furent détruits pour avoir accueilli *volens nolens* les partisans de Bowlad) eut une autre conséquence : elle démontra au gouvernement qu'il pouvait compter sur l'intervention de certains groupes mais escompter la passivité d'autres en cas de menace. La méfiance envers les Four se développait d'autant que les sympathisants de l'APLS développaient à leur égard un discours qu'on peut synthétiser ainsi : « Vous, Four, les Arabes vous ont convertis à l'islam pour que vous ne les combattiez pas ». L'idée germa alors de récompenser les premiers, quitte à humilier les seconds. Ce choix, ou plutôt cette tendance - tant il est important de concevoir que la politique vis-à-vis du Darfour n'a jamais fait

---

258 Militant islamiste de la première heure, il est l'un des proches d'Ali Osman Mohamed Taha. Il est réputé pour la brutalité de son engagement : il hérita de son passage à l'Université de Khartoum où il fit ses études de médecine avant d'opter pour la carrière militaire, du surnom de Tayyeb Sikha, i.e. « barre de fer ». Le reste se passe de commentaire.

259 Certains expliquent l'échec par le fait que la plupart des recrues étaient étrangères au Darfour, et venaient des monts Nouba et, bien sûr, du Sud-Soudan.

l'objet de consultations significatives sauf lorsque les affrontements y devenaient trop importants - se manifesta dans des réformes ou dans la manière dont des réformes furent mises en œuvre au Darfour.

La première fut la remise en cause de l'unité du grand Darfour et sa division en trois États à partir d'une réforme constitutionnelle instaurant le fédéralisme pour l'ensemble du Soudan en 1994 : Nord-Darfour, Darfour occidental et Sud-Darfour. Cette réforme, dont on n'analysera pas ici les attendus, avait une conséquence évidente pour le Darfour : elle divisait le groupe le plus nombreux, les Four, en trois et donc ne pouvait que réduire son influence et le mécontenter. Elle fut suivie d'une rationalisation de l'administration locale à l'image de celle mise en place au Sud-Kordofan par le gouverneur Mohamed Ahmed al-Fadal.

Cette réforme redessinait des circonscriptions administratives et donnait à des groupes « non autochtones » le contrôle de certaines d'entre elles, surtout dans le Darfour occidental[260] : l'attribution de *Dar* ou de *hakura* sans suivre le mode traditionnel esquissé plus haut devenait possible et, dans le même temps, les autorités les plus importantes (notamment les sultans des trois principaux groupes Zourga, les Zaghawa, les Masalit et les Four) étaient rabaissées au rang de chefs de tribu. Cet épisode est essentiel pour comprendre l'origine des troubles dans le Darfour occidental.

Cette réforme mise en place à partir de 1996 ne pouvait être à l'origine d'un embrasement de la région car elle n'avait pas les mêmes implications partout, mais elle a produit ou contribué à produire une constellation d'incidents et d'affrontements auxquels le gouvernement régional a répondu de façon totalement inadéquate. Caractéristique est à ce niveau le conflit qui opposa les Masalit à des pasteurs arabes à compter de 1998. Le gouvernement ne prit conscience que tardivement de la gravité du conflit, mais joua finalement son rôle de médiateur et de facilitateur. Au terme d'une grande conférence où participèrent officiels de Khartoum, figures politiques locales et chefs traditionnels, un accord de paix fut conclu, dans l'acrimonie, certes, mais avec une garantie de la part de l'État de verser des dédommagements (*diyya*) et de contraindre les fortes têtes à le respecter. Cependant, cette bonne volonté (?) de l'État ne dura pas : une très faible partie de l'accord fut mise en pratique, ouvrant la voie à une reprise des hostilités.

A l'aube de la révolte actuelle, les États du Nord-Darfour et du Darfour occidental n'étaient donc pas à feu et à sang malgré tous les indicateurs au rouge. Comme l'écrivait en 1994 Sharif Harir à propos de la situation des années 1980, tous les éléments d'une escalade étaient réunis sans qu'aucun n'eût en lui-même une capacité de déstabilisation radicale de la situation. Particulièrement préoccupant était un accroissement du banditisme social et de grand chemin (surtout au Nord-Darfour), une réalité importante que le gouvernement essaie

[260] Mariam Abdel Rahman Ibrahim Ali, *Research Report on Conflict Management and Resolution in the Sudan. Case of Arab-Masaleet Conflict in Darfur*, Khartoum, Economic and Social Research Institute/Organisation for Social Science Research in Eastern and Southern Africa, décembre 2003.

d'utiliser aujourd'hui pour masquer l'ampleur de la guerre au Darfour. Mais il faut également mentionner une constellation de conflits fonciers et autres. Ces dynamiques d'involution se développent dans la région alors que la présence de l'État est faible et finit par être totalement partisane.

C'est à Khartoum qu'est le gouvernement et c'est bien sûr le gouvernement qui est comptable de ces négligences, de la passivité face à l'accumulation de signaux d'une déstabilisation radicale de l'ordre public dans cette région. Mais il n'y a alors pas d'intérêt, pas d'attention à prévenir une crise en gestation : tous les responsables sont alors focalisés sur les divisions internes du mouvement islamiste, sur la redistribution de la rente et sur les négociations avec l'APLS qui se profilent avec la nomination du sénateur J. Danforth.

3.3. L'émergence des mouvements insurgés au Darfour : interrogations

En février 2003, pour la première fois, la responsabilité d'incidents armés était revendiquée par une organisation politique, le Front de libération du Darfour, qui devait changer de nom quelques semaines plus tard et adopter son appellation actuelle : le Mouvement de libération du Soudan/Armée de libération du Soudan (MLS/ALS)[261]. Un autre mouvement apparaissait également, le Mouvement pour l'égalité et la justice (MEJ). Les plates-formes politiques de ces mouvements consistaient surtout en une critique en règle de l'attitude historique de l'État central vis-à-vis de leur région[262].

Des contacts en février 2003 entre figures du régime et sympathisants du premier groupe à el-Fasher concluaient à la nécessité du dialogue et au refus d'une résolution militaire de la crise. Mais rien ne se passait au niveau politique. Plus que leurs revendications, la prise de contrôle en avril 2003 pendant quelques heures de l'aéroport d'el-Fasher où d'importantes quantités de matériels militaires furent détruites ou volées, puis, un mois plus tard, celle de la seconde ville de cet État fédéral, Mellit, démontrèrent que ces mouvements constituaient une menace bien plus sérieuse qu'on ne l'avait estimé à Khartoum. La guerre était à l'ordre du jour.

Nous allons tenter ici de fournir quelques éléments sur la généalogie de ces groupes. Dans la mesure où ils demeurent très mal connus, de nombreuses hypothèses devront être vérifiées. La création d'élites modernes au Darfour est relativement tardive, à la mesure du développement de son système d'enseignement : le premier lycée date de 1959 à el- Fasher. De fait, la formation des premières générations s'est faite ailleurs, à el- Obeyyed au Kordofan ou directement dans la capitale. L'élite politique élue alors avait peu d'appétence pour l'instruction formelle ou préférait déjà se concentrer sur ses intérêts dans la capitale.

---

[261] Un élément de plus qui dénote une impréparation politique. Comme le disait l'un des sympathisants de ce mouvement à Khartoum, en mai 2004 : « Libérer le Darfour, mais de qui ? Cette région n'est occupée par personne ».

[262] Voir http://www.darfurinfo.org/, http://www.sudantribune.com/ ou la liste Sudan-L déjà citée.

C'est d'ailleurs l'un des clivages initiaux qu'on retrouve également au Tchad et dans d'autres pays à large population nomade : il y a une certaine résistance à la scolarisation, due non seulement aux contraintes de la migration, mais aussi à la perception d'une déculturation (et même christianisation) liée au fait que les écoles ont d'abord été gérées par l'appareil d'État colonial. Cette situation fournit initialement deux trajectoires d'élites distinctes : certains étaient propulsés à des postes politico-administratifs à cause de leur appartenance partisane et en dépit d'un faible niveau d'instruction (notamment les Zaghawa et les groupes arabes, tous au parti mahdiste) et d'autres connaissaient une progression plus lente dans les rangs de l'élite car elle dépendait de leur niveau de scolarisation (notamment les Four, les Berti, les Masalit, etc.).

Cette situation éclaire les conditions d'émergence du Front pour le développement (ou avancement) du Darfour (FDD) en 1964. Ses fondateurs, tous des instruits, eurent une vie politique bien remplie. Son premier président, Ahmed Ibrahim Diraige (Four) fut élu en 1968 au Parlement sous l'étiquette Oumma ; il fut gouverneur du Darfour de 1981 à 1983, date à laquelle il jeta l'éponge devant la passivité du gouvernement central face aux menaces de famine. D'autres, comme Ali Hassan Taj ed-Din (Masalit)[263], auront un cheminement analogue. Ali el-Hajj Mohamed (Bornou), déjà un Frère musulman au moment de la formation de ce groupe, fit carrière au sein de l'organisation de Hassan el-Tourabi et est aujourd'hui le numéro deux en exil du Congrès national populaire. Mais il faudrait également citer Mohamed Saleh al-Faki (Awlad Massa), Mohamed Tayyeb Zein ed-Din (Berti), Mohamud Muse Mohamud (Berti) Abdirahman Bishara (Zaghawa), Mohamed Aden Shanaib (Zaghawa), Yahya Mohamed ed-Din (Masalit)[264].

Le FDD, créé dans la fièvre du renversement de la dictature militaire en 1964, entendait être un groupe de pression en faveur de la région d'origine de ses membres, plutôt qu'une organisation politique au sens intégral du terme. Les remarques précédentes permettent de comprendre sa situation un peu paradoxale : comme c'est un regroupement d'instruits, les membres arabes sont peu nombreux au sein de sa direction : le vice-secrétaire général est Habbaniyya et le trésorier appartient à une toute petite tribu arabe du Sud Darfour.

Cela s'explique aussi par la volonté du parti Oumma de conserver le monopole de l'expression politique régionale, d'autant que l'idée d'une rivalité (ou d'une insatisfaction) envers lui transparaissait assez clairement dans le discours de ces instruits, mais les réunions du FDD dans la capitale eurent souvent lieu au Club Rizeigat à Khartoum 2. L'organisation de la vie politique soudanaise ne donnait donc pas d'espace à une telle organisation sans base

263 Ce dernier fit aussi carrière au sein du parti Oumma et, proche du cousin de Sadeq, Moubarak al- Fadel al-Mahdi, fit scission avec lui en 2002 pour travailler avec le Congrès national. Il est à l'été 2004 l'un des conseillers présidentiels et fait partie des négociateurs du côté gouvernemental.

264 Liste fournie lors de différents entretiens et sans doute à compléter. Nombre de ces personnes ont eu des charges officielles à différents moments et certaines d'entre elles comme Mohamud Muse Mohamud, universitaire, sont encore députés au Parlement dans les rangs du Congrès national.

sociale propre et, si ce groupe s'est maintenu, son activité publique aura été minimale. Cependant, le FDD avait un réel impact sur l'ouverture d'écoles privées et de bibliothèques au Darfour pour pallier les déficiences du système public.

La situation évoluait avec la nomination d'Ahmed Diraige à la tête de la région en 1981. C'était un enfant du pays et il entendait tenir compte des rapports de force démographiques dans les nominations au sein du gouvernorat régional. Pour la première fois depuis la déposition par les Britanniques du dernier sultan four, Ali Dinar, on avait une administration des « enfants du pays » conduite par un Four. Les témoignages sur son passage aux affaires sont contradictoires.

Pour beaucoup, cette méthode de gouvernement a considérablement aiguisé l'ethnicisation de l'administration locale et donc produit des effets plutôt négatifs à moyen terme, malgré la qualité de l'homme. D'autres, au contraire, mettent l'accent sur le sabotage de sa politique à l'intérieur même de son équipe par ceux qui, profitant d'un meilleur accès au pouvoir central à Khartoum, ne voulaient pas abandonner des privilèges indus[265]. Un point intéressant pour la compréhension de la situation actuelle est que tous critiquent le fait qu'il ait jeté l'éponge[266] sans plus se situer politiquement sur la scène soudanaise : ses partisans ne savaient plus s'ils devaient demeurer au parti Oumma, ou adhérer à un autre parti politique. L'idée de forger une organisation régionaliste n'était pas alors à l'ordre du jour.

Les élections de 1986 marquèrent l'ascendant du parti Oumma sur cette région : il y fit élire 34 de ses 99 députés et le FNI rafla les trois autres sièges à l'autre grand parti traditionnel. Ces résultats traduisaient une profonde continuité historique : depuis la participation au soulèvement mahdiste contre la puissance ottomane jusqu'à ces années, le parti Oumma fonctionnait comme une institution totale car la quasi-confrérie religieuse, les Ansar, qui en est le soubassement social, organisait la vie religieuse, les leaders traditionnels et l'administration locale, l'espace public.

Quelles que soient les réserves qu'on puisse formuler face à l'immobilisme du parti Oumma, son fonctionnement durant les périodes démocratiques pouvait constituer un moyen de prévention ou de règlement des conflits car il avait la capacité de réunir les autorités religieuses et tribales, les administrateurs locaux et les combattants et de faciliter les conditions d'un accord de paix.

Mais ce sont alors les islamistes qui passaient à l'offensive, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, l'islam pratiqué dans cette région du Soudan, à la très notable et importante exception des Four, est très dépouillé et donc pas très éloigné de celui des islamistes, polarisé

265 Entretien, Tijani Seifi Ateem, Londres, juillet 2004. Ce dernier, d'origine four, a été gouverneur du Darfour en 1987-1988 puis ministre des Finances régional avant de partir en exil au moment du coup d'Etat de juin 1989.

266 Il vit à Londres depuis, malgré de fréquents séjours au Soudan durant la période démocratique.

par le salafisme. D'autre part, le parti de Tourabi était un véritable vecteur de modernité alors que les dirigeants Oumma commirent de nombreuses erreurs. Ils refusèrent notamment de coopter des jeunes à des postes de responsabilités après le soulèvement de 1985 et ne déployèrent aucune ressource nouvelle dans une région qui en manquait tant au terme de l'aide d'urgence de 1986. Les islamistes eux investissaient, recrutaient dans les écoles, chez les petits commerçants, fournissaient des services et aidaient aussi les jeunes lycéens diplômés à s'insérer dans les universités de la lointaine capitale. Cette politique allait être décuplée après 1989, au point que certains affirment qu'une bonne partie des services de sécurité du nouveau régime a été recrutée dans cette région.

Tourabi capitalisa d'ailleurs ce succès lorsqu'il fut mis en difficulté au sein du Congrès national, entre décembre 1998 et septembre 1999 : ce furent les délégués du Darfour qui lui permirent de l'emporter sur les autres caciques du PCN lors du congrès du mouvement, en septembre 1999, et qui lui redonnèrent pour quelques mois la direction du parti gouvernemental. Cependant, cette réussite était partielle et non dénuée de critiques acides vis-à-vis de son mouvement. Entre l'accumulation de promesses et les réalisations, il y avait un univers. Le financement des fameuses universités régionales fut minime ; la route qui devait permettre de relier el-Fasher à Khartoum en toute saison s'était rapidement arrêtée et les fonds avaient disparu ; les investissements de l'État demeuraient pratiquement inexistants dans le système de santé, etc.

Il est difficile d'avoir des certitudes sur l'émergence des deux mouvements. Ce qui suit est basé sur des entretiens avec des dirigeants et leurs proches, ou avec des sympathisants : c'est une construction rationalisée à partir de récits souvent contradictoires. Le crédit à y apporter doit rester mesuré.

Pour nous, le MEJ est sans doute celui des deux mouvements dont la constitution a été la plus réfléchie. Lorsqu'en décembre 1999 Tourabi est démis de ses fonctions dans l'appareil d'État et dans le Congrès national, le doute s'installe sur la stratégie à adopter : constituer le Congrès national populaire (cela sera fait quelques mois plus tard) certes, mais l'arrestation de Tourabi en février 2001 marque l'échec prévisible de cette stratégie. Dès le printemps 2000, un opuscule fait beaucoup de bruit à Khartoum et est interdit à la diffusion : il s'agit du *Livre noir*[267] qui recense les différents aspects de la présence de Darfouriens dans l'appareil d'État et entend ainsi démontrer la marginalité de cette région. Qui en sont les rédacteurs ? Ali el-Hajj éminente figure politique du Darfour, Khalil Ibrahim Mohamed le futur président du MEJ ou des cadres moins connus du Congrès national populaire ? Cette phase constitue l'amorce du MEJ qui a d'ailleurs mis l'ouvrage sur son site Internet.

Le MEJ, lorsqu'il apparaît, est donc rapidement perçu comme une émanation du parti de Tourabi, une accusation niée avec la plus grande énergie jusqu'à aujourd'hui. De nombreux

---

[267] Evidemment disponible sur le site Internet du MEJ, http://www.sudanjem.com/. Voir le commentaire fait par l'auteur et Mohamed Nagi dans *Critique internationale*, n° 12, juillet 2001.

faits militent pourtant en faveur de cette thèse. Il y a d'abord l'histoire politique de son dirigeant, Khalil Ibrahim Mohamed : militant du FNI avant son officielle dissolution en 1989, ministre de l'Éducation au Darfour dans les années 1990, mais aussi, selon certains[268], responsable des services de sécurité chargé notamment de la surveillance des Zaghawa au Tchad et de l'organisation des Forces de défense populaire au Darfour.

Cet engagement politique est partagé également par de nombreux cadres de son mouvement. Remarquable est aussi la sympathie affichée à tout propos par le vieux dirigeant islamiste après sa libération, en octobre 2003, jusqu'à son retour en prison en mars 2004, envers cette organisation, comme est peu commun son appel aux cadres de sa propre organisation pour qu'ils rejoignent le MEJ. Faut-il ajouter que des financiers de son mouvement versent également leur obole au MEJ ? Un autre élément plus contourné peut également conforter cette vue. Lors de sa libération, Tourabi défend l'idée d'un mouvement islamiste plus décentralisé et mieux inscrit dans les réalités régionales du Soudan : le MEJ serait-il le produit d'un aggiornamento décentralisateur du CNP ?

Mais d'autres éléments invitent à nuancer l'adhésion à une telle thèse. Il y a d'abord les dénégations répétées des dirigeants et de leurs proches : s'ils se ralliaient purement ou simplement au Congrès populaire demain, ils en payeraient le prix. Khalil lui-même explique que la crise entre Tourabi et Ali Osman a été un choc et a provoqué son éloignement d'abord en Hollande pour achever ses études de médecine, puis au Tchad en 2001 pour rédiger les premiers textes de son organisation[269]. Il y a la nature du recrutement de ce parti : même s'il prétend regrouper les marginalisés du Darfour et d'ailleurs, ses recrues à l'intérieur sont pour l'essentiel des Zaghawa du sous-groupe Kobe dont est issu Khalil lui-même. Quelques observateurs notent également son origine familiale – un lien direct avec le sultan de Tine - qui lui donne un capital social conséquent et une reconnaissance des deux côtés de la frontière tchado-soudanaise.

Il est douteux, au Soudan comme ailleurs, qu'un mouvement armé construit sur des bases ethniques aussi limitées puisse exister par la seule référence à une idéologie, islamiste ou non. Lors de toutes les discussions politiques, jamais aucune mention des motifs idéologiques traditionnels des islamistes (*charia*, État islamique, hostilité vis-à-vis des États-Unis) n'a réellement épicé les propos des cadres du MEJ. De plus, l'autre mouvement, le MLS/ALS, qui se déclare très proche de l'APLS, collabore avec lui : cela suggère également que sur le terrain ces questionnements idéologiques n'ont pas un réel ancrage. Les discussions politiques en cours à N'djamena, Addis-Ababa, Asmara et Genève n'accréditent pas non plus l'idée d'un mouvement acquis aux valeurs islamistes.

---

268 Entretiens, Khartoum, mai 2004. Voir également l'entretien de Mustapha Ismaël, ministre des Affaires étrangères soudanais au journal *Le Monde*, 22 juin 2004.

269 Entretien avec Khalil Ibrahim Mohamed, Paris, mars 2004, et Djibril Ibrahim Mohamed, Dubaï, juin 2004.

On peut donc imaginer de nombreux scénarios. Celui auquel nous souscrivons à l'été 2004 est le suivant : le MEJ est né notamment d'une impulsion initiale de Tourabi et s'est autonomisé de façon croissante à la faveur de son succès au Darfour. Il fournit également une possibilité de reclassement pour les élites darfouriennes du Congrès populaire dans la mesure où l'existence de leur parti est de plus en plus précaire, compte tenu de l'emprisonnement de son dirigeant. Sans doute, le débat sur le lien avec un projet islamiste serait relancé si Hasan el-Tourabi se retrouvait à nouveau au centre de l'échiquier politique. Mais il faudrait alors considérer la tension entre les solidarités ethniques, très fortes au Darfour, et les idéologies politiques.

Le MLS/ALS est sans doute encore plus singulier. C'est le plus important des deux mouvements, il recrute essentiellement au sein des Zaghawa Twer, des Four et des Masalit. Une telle présentation est un peu trompeuse car elle laisse entendre une coordination initiale, un projet commun, alors que nombre d'éléments indiquent en fait que différents groupes se sont peu à peu rassemblés autour d'une plate-forme commune. C'est un peu une histoire similaire à celle du Frolinat tchadien dans ses premières années[270].

Les données de première main sont rares. Il semblerait - avec toutes les précautions d'usage - que ce mouvement plus que le MEJ reflète une greffe horizontale et verticale. A la base de l'ALS, il y aurait en effet trois phénomènes de nature radicalement différente. Le premier est le retour au Tchad des Zaghawa Twer et leur disponibilité à en découdre pour se défendre face à des « incursions » de groupes arabes liés souvent à leur passé tchadien. Le second est le retour à la faveur du cessez-le-feu d'octobre 2002 de combattants darfouriens de l'APLS qui, sachant la guerre terminée au Sud et la situation de plus en plus problématique chez eux, décident de rentrer. On ne peut exclure une incitation des dirigeants de l'APLS même si seule une aide en munitions est attestée. Enfin, il y a l'essentiel, la dégradation de la situation au Darfour.

Le mouvement existe et est centralisé par le discours politique de dirigeants en qui les chefs militaires se reconnaissent par défaut plus que par affinité, peut-être d'ailleurs comme pour le MEJ. Le président, Abdel Wahid Mohamed Ahmed Nour, qui a fréquenté l'école secondaire à el-Fasher avant d'aller finir ses études de droit à Khartoum, n'a pas un passé politique très substantiel, à l'exception sans doute d'une sympathie estudiantine pour le Parti communiste soudanais, un élément d'appréciation peu signifiant compte tenu de sa génération. Mini Arkoi Minawi, le secrétaire général qui est un Zaghawa, est pratiquement un inconnu. Certains cadres militaires du mouvement pourraient à la limite avoir une expérience politique plus grande dans la mesure où ils ont combattu ave Deby et se sont retrouvés pendant quelques années au Tchad (y compris dans la garde présidentielle) ou au Sud-Soudan ou dans les monts Nouba avant de rentrer chez eux.

---

270 Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976*, La Haye, Mouton, 1978.

Le scénario qui apparaît à ce jour le plus crédible serait donc le suivant. Sur le terrain même, on a des escarmouches qui associent Four et Zaghawa (peut-être même comme le disent certains, vivant dans les mêmes villages) contre des ennemis communs, ainsi que, plus vers la zone frontalière, les Masalit. L'ALS est donc déjà dans son noyau une organisation assez déliée : on peut la voir comme une mise en réseau de groupes d'autodéfense avec toutes les implications que l'on peut imaginer sur la coordination interne, le degré de politisation, la capacité d'exprimer des revendications communes au-delà de grandes généralités. Des élites marginalisées du Darfour décident de s'impliquer alors que les tourabistes évoquent déjà dans les cercles darfouriens une possible révolte. Cet engagement est aussi consécutif aux nombreuses arrestations des instruits au Darfour et à Khartoum – Abdel Wahid était lui-même arrêté pendant plusieurs mois avant de rejoindre le mouvement – et à la mise en place de procédures d'exception pour éliminer tout opposant potentiel (*cf.* le système de cours spéciales créées au Darfour en 2001[271]).

Il y a donc la convergence de plusieurs dynamiques. La première est l'hostilité aux islamistes et au régime, car ce mouvement fait peu de cas des différences entre Béchir et Tourabi, et donc la volonté de ne pas voir des élites islamistes capter la représentation régionale alors que les deux sont jugés responsables de la répression qui s'abat sur les lettrés darfouriens et, de façon croissante, sur les populations.

La seconde est la dynamique des affrontements sur le terrain qui incite à une meilleure coordination, à une mobilisation des réseaux urbains pour financer les groupes d'autodéfense et conduit mécaniquement à une implication plus grande d'instruits qui pourraient mieux guider et conseiller les chefs militaires. La troisième est la concomitance des négociations Nord-Sud. Comme pour le MEJ, le fait que le gouvernement négocie avec l'APLS semble indiquer qu'il est temps de s'imposer également dans les discussions : la définition précise du projet politique, au-delà de la critique absolument justifiée de la marginalité du Darfour, viendra plus tard…

L'alliance Four/Zaghawa, manifestée par la présence de Minawi et d'Abdel Wahib aux négociations, est sans doute plus fragile qu'il n'est souvent dit. Non seulement parce que les relations entre les deux dirigeants n'apparaissent pas toujours comme très cordiales, mais plus sérieusement parce que les deux groupes se sont combattus avec acharnement dans les années 1980 et que chacun tient sur l'autre un discours ethnique pas toujours chaleureux. Enfin, le régime à Khartoum dispose également de partisans dans les deux communautés et peut mobiliser, comme il le fait depuis le printemps 2004, une frange d'instruits four et de grands commerçants zaghawa pour miner le soutien à la rébellion[272].

---

271 Voir les rapports d'Amnesty International qui, depuis des années, suit la détérioration de la situation au Darfour.

272 Ainsi les pseudo-négociations entre le MEJ et le régime au début juillet à Paris, provoquées par un grand commerçant zaghawa de Khartoum.

Comment comprendre l'attitude du gouvernement soudanais ? Il faut d'abord remarquer qu'elle a changé suivant les événements : la modération initiale a vécu, en mai 2003, et un an plus tard, si l'on peut croire les ONG internationales, c'est un appareil d'État divisé qui fait face à la crise, certains restant ébahis devant une politique aussi violente et contre-productive, d'autres au contraire assumant et voulant maximiser les gains militaires avant de devoir reculer. La description qui suit pourrait donc rendre compte des calculs de la fraction la plus dure mais aussi la plus active du régime dans la gestion du Darfour, tels qu'ils apparaissent au début de l'été 2004.

La volonté de contrecarrer les mouvements insurgés a été dopée par trois considérations cardinales. La première est que ces mouvements sont aidés par l'opposition qui, elle-même, peut s'appuyer sur l'étranger. On doit comparer l'engagement du gouvernement à la ferveur militariste dont il faisait preuve chaque fois que l'APLS prenait pied au Nord-Soudan dans des zones qu'il considérait comme siennes : qu'on pense à Kourmouk ou à Kassala… Dans sa vision, l'APLS (et donc les États-Unis ou les Israéliens) veut ainsi se donner des moyens de pression militaire lors de la mise en œuvre des accords de paix. Le rapport avec les tourabistes, puisque le MEJ est vu comme tel, est aussi dicté par une forte animosité : rien de pire que la haine entre deux frères.

Il y a ensuite un calcul qui se révélera dramatiquement faux. Le gouvernement escompte une réaction de la population de même nature que celle qui avait prévalu lors de l'épisode de Daoud Yahya Bowlad : la passivité et l'apathie. A cause de tous les conflits et des tensions qu'ils ont suscitées après 1996, cette réaction est à l'opposé : la population prend fait et cause pour les insurgés et ce basculement change la nature de la guerre, précipite le recrutement sur une grande échelle des *janjawid* et la radicalisation des affrontements.

Il y a enfin une inquiétude sur le devenir du régime, ou plus exactement sur le rôle de la rente pétrolière dans son maintien aux affaires. L'accord avec l'APLS est politiquement une victoire de Khartoum mais symboliquement une défaite, pour des raisons mentionnées dans la seconde partie de ce texte. Le gouvernement sait que son maintien au pouvoir est lié à sa capacité à faire basculer les élites rurales de son côté lors des élections, un peu plus de deux ans après la mise en œuvre officielle des accords de paix. L'usage le moins conditionnel de la rente est donc indispensable.

Si ces élites venaient à bénéficier d'un accès indépendant à des ressources significatives, par un accord de même nature que celui signé avec l'APLS mais pour leur région, elles pourraient faire preuve d'une tout autre indépendance, opter peut-être pour le gouvernement, mais aussi pour d'autres partis dans un champ politique à nouveau concurrentiel. En s'opposant ainsi aux insurgés du Darfour, le gouvernement maintient la centralité du pouvoir à Khartoum comme vecteur d'allocation de ressources et peut espérer entretenir le légitimisme.

3.4. Conclusion

Au début phénomène périphérique dans la grande recomposition politique soudanaise, le conflit au Darfour paraît avoir ramené jusqu'à un certain point le régime soudanais à sa situation de 1996 : le Conseil de sécurité des Nations unies doit statuer et sa résolution sera sous chapitre VII. Certains États évoquent leur disponibilité pour fournir des soldats dans le cadre d'une intervention internationale. Pourtant, les ambiguïtés sont beaucoup plus grandes qu'il n'y paraît. Le discours humanitaire n'est pas d'une absolue cohérence, comme l'atteste l'attitude du Congrès américain votant une résolution pour qualifier de « génocide » la guerre au Darfour mais n'exigeant pas l'application intégrale de la Convention internationale dont Washington est signataire. De la même manière, *mezza voce*, les Nations unies font savoir que les États envoient leurs ministres, multiplient les déclarations, mais oublient de financer l'opération humanitaire à la hauteur de leurs promesses publiques[273].

Sur le terrain, la situation est plus confuse. L'aide arrive, mais les vraies questions se poseront à l'automne lorsque les taux de mortalité au sein des déplacés vont monter en flèche. Leur rapatriement forcé, comme l'enrégimentement des *janjawid* dans les FDP, est une manière pour le gouvernement de recouvrir d'un voile fort peu pudique une crise où sa responsabilité est essentielle.

Contrairement à 1996, pourtant, ce gouvernement n'est pas acculé. Au niveau international, la sainte alliance qui avait si bien fonctionné pour le sauver d'un vote négatif à la Commission des droits de l'homme à Genève s'est remise en place : la Chine populaire, la Russie, le Pakistan se mobilisent pendant que le monde arabe ne veut voir dans la dénonciation américaine qu'un nouvel épisode de « l'impérialisme libéral » qui justifie au nom du droit et de la morale universelle une intervention en Irak ou en Sierra Leone mais pas en Israël[274]. Enfin, il y a le pétrole…

Les conséquences de ce conflit dépassent aujourd'hui le Soudan. Le régime tchadien en subira tôt ou tard les effets. La tentative de coup d'État en mai 2004 en est l'effet aujourd'hui le plus apparent, mais il faudrait dans un autre cadre s'interroger sur plusieurs recompositions en cours.

D'une part, face à un Idriss Deby qui veut durer et bénéficie du soutien français et peut-être occidental, une partie de l'opposition tchadienne n'imagine plus comme alternative la voie armée et des contacts existent déjà au Darfour pour convaincre des groupes tchadiens de rentrer avec armes et bagages (et bétail, devrait-on dire).

D'autre part, l'attitude de Khartoum pourrait également évoluer rapidement. En effet, une manière de se débarrasser du problème des *janjawid* serait de convaincre ces derniers de

---

[273] IRIN, *Sudan: Interview with UN's Jan Egeland on the situation in Darfur*, 5 juillet 2004 (http://www.irinnews.org).

[274] Voir, par exemple, Julie Flint, « A conspiracy of silence in Beirut », *The Daily Star*, 23 juillet 2004.

traverser la frontière. De plus, la position de N'Djamena sur le conflit s'est distanciée de celle de Khartoum après la tentative de coup d'État et Khartoum regrouperait depuis le printemps des opposants armés à Deby dans le Sud-Darfour et le Darfour occidental pour ramener celui-ci à une attitude plus conforme aux intérêts du régime soudanais. On le voit, à l'aune de ses aspects politiques, militaires et humanitaires, la guerre du Darfour établit un lien entre deux régimes autoritaires désireux de durer sans se réformer.

Conclusion générale

La conclusion d'accords de paix au terme d'une guerre de plus de vingt ans n'est pas aisée. Sa difficulté est à la fois atténuée et renforcée par le climat régional. La lutte antiterroriste s'est profondément durcie et a simplifié des choix politiques qui savaient, avant le 11 septembre, jouer sur l'ambiguïté. Les raisons qui motivent le soutien ou les réserves vis-à-vis d'un régime ont considérablement évolué et provoquent de nombreuses contradictions. Qu'importe, dans cette période, si les populations ont souvent des évaluations radicalement différentes de celles des chancelleries étrangères.

La déclaration de Mukesh Kapila, le coordinateur des Nations unies, le 22 mars 2003, qualifiant le Darfour de « plus grave crise humanitaire au monde » précipitait un raidissement diplomatique généralisé du monde occidental. Elle redonnait substance à une alliance hétérogène qui s'était quelque peu délitée avec les négociations en 2002 entre la droite religieuse, les défenseurs des droits de l'homme et le Black Caucus.

De nouveau certains rêvent de changement de régime malgré son peu de succès ailleurs. Entre les défenseurs des droits de l'homme, excédés devant la violence de la guerre et la versatilité de la communauté internationale, et les partisans d'un changement radical d'équipe à Khartoum se construit une nouvelle alliance basée sur des faux-semblants : sur fond de campagne électorale américaine, la polémique sur le génocide avéré ou non au Darfour laisse béante la question de la citoyenneté et la géographie politique de l'État pétrolier au Soudan.

L'une des contradictions actuelles est en effet le statut du Soudan dans la politique américaine. La volonté de conclure un processus de médiation avant l'élection présidentielle américaine est un facteur important, notamment parce que le Soudan est devenu une question de politique intérieure. Mais, sans mise à distance critique des thèses de la droite religieuse et en se focalisant sur l'aspect Nord-Sud comme elle l'a fait, la médiation américaine a repris nombre de thèses développées par les islamistes.

Elle a essentialisé un conflit, reconstruit l'identité des protagonistes et donné aux religions universalistes un rôle dans le conflit dont les croyants de part et d'autre se seraient sans doute bien passés. Surtout, elle a accepté une géographie du pouvoir et de l'État, une définition

de la souveraineté et de la citoyenneté qui sont pour beaucoup dans la crise au Sud-Soudan, mais aussi au Darfour.

En reconduisant un gouvernement et en lui redonnant symboliquement un quitus pour les années les plus dures, elle a également indiqué que, sauf à parier sur des élections libres et transparentes, il n'y avait pour des contre-élites d'autre choix que de jouer les spoilers dans la situation actuelle. C'est ce qu'ont réussi à faire les mouvements insurgés du Darfour car leur émergence était aussi liée à une forte dégradation de la situation dans leur région et leur garantissait une base populaire qui fait, par exemple, encore défaut au Congrès des Beja dans l'Est du Soudan.

L'attitude internationale n'a pas été exemplaire des valeurs qu'elle prône. Elle a pendant de longues années laissé se développer une crise profonde au Sud-Soudan sans agir mais en dépensant une fortune en aide humanitaire. Elle a pendant de trop longs mois refusé de mesurer l'ampleur de la crise au Darfour tant cette dernière pouvait interférer négativement sur les négociations en cours. Puis, elle a voulu l'utiliser comme un moyen de pression pour les accélérer tant ces discussions avaient déjà trop duré.

Au-delà de ces comportements internationaux, cocktails de naïveté, de compassion et de cynisme électoral, restent l'ampleur des recompositions en cours de la société soudanaise, les effets de la rente pétrolière sur les répertoires de revendication et l'étroitesse du chemin entre la guerre et la paix[275].

[275] Cette étude a été rédigée grâce à un financement du Centre d'études et de recherches internationales. Pour des raisons évidentes, certaines sources ont désiré rester anonymes.

Chapitre 9 - Le Soudan et les sanctions internationales : un habitus de la résistance

Le Soudan, pratiquement depuis la prise de pouvoir en juin 1989, a été soumis à des sanctions décidées par les États-Unis, puis les Nations Unies, sans oublier des relations difficiles avec les institutions de Bretton Woods. Les toutes premières étaient consécutives au coup d'État mettant fin à un régime démocratique. Les suivantes ont puni les amitiés troubles du nouveau régime (inscription sur la liste des États soutenant le terrorisme en août 1993) et ont été suivies par la décision du FMI de suspendre les droits de vote de ce pays, compte tenu de son incapacité à faire face au service de sa dette auprès de l'institution financière internationale.

A la suite de la tentative d'assassinat du président égyptien en juin 1995, la machine onusienne sollicitée par les grands États occidentaux et l'Éthiopie a condamné une première fois le Soudan à des sanctions par la résolution 1044 (1996) passée sous chapitre VII, qui était prolongée par la 1054 (1996) puis faute d'une attitude jugée plus positive de Khartoum par la résolution 1070. En novembre 1997, le président Clinton par l'*Executive order* 13067 a imposé de nouvelles sanctions en accusant Khartoum de n'avoir cessé de soutenir des organisations terroristes et de commettre des violations massives des droits de l'homme.

Le conflit au Darfour a provoqué une nouvelle série de sanctions : résolutions 1591 et 1593 votées en mars 2005, puis par une nouvelle décision américaine (*Executive order* 13412 faisant suite à l'adoption par le Congrès américain du *Darfour Peace and Accountability Act*).

A l'été 2008, le bilan qu'il faut tirer de ces sanctions est tout à fait mitigé. Le but ici est double. Il s'agit d'abord de détailler ces différents régimes de sanctions et d'indiquer pourquoi ils semblent n'avoir eu que des effets limités sur certaines des politiques menées par le régime soudanais. On reviendra ensuite sur le rôle de la France en proposant quelques pistes de réflexion sur le contexte actuel.

Comme dans d'autres situations, on verra qu'une partie de l'explication est générique: les sanctions ont été votées à l'arrache sans être réellement appliquées, faute d'un réel consensus international. Cette seule constatation aurait sans doute dû motiver une approche plus prudente des membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité. Mais un des problèmes des sanctions est de générer un véritable régime où le non-respect d'une clause induit un niveau supérieur de répression[276]. La résistance du régime soudanais s'explique par d'autres aspects que

[276] Pour une analyse de ces effets mécaniques des régimes de sanction, se reporter à Ariel Colonomos, " Les mutations dans les sanctions après la Guerre froide. Malheurs et espoirs de la punition vertueuse", in Pierre Hassner et Roland Marchal (ed.), *Guerres et sociétés. État et violence après la Guerre froide*, Paris Karthala, 2003.

celui-là. D'une part, elle souligne la montée en puissance dans les années 1990 de nouveaux opérateurs internationaux dont on ne prendra la mesure qu'après 2000 : l'Iran d'abord au tout début des années 1990, la Malaisie du Dr. Mahathir qui a permis à Khartoum de trouver un premier terrain d'entente avec le FMI en 1997, la Chine évidemment et, de manière croissante, la Russie et l'Inde. Encore, ne parle-t-on pas des positions ambiguës de certains États africains influents comme l'Afrique du Sud ou d'États européens qui n'ont pas toujours eu la fibre "droits-de-l'hommiste". D'autre part, cette capacité à résister aux sanctions s'explique aussi par la spécificité de l'insertion du Soudan dans l'arène internationale. Le régime islamiste a su maintenir le contrôle que le FNI via les banques islamiques avait obtenu sur les envois d'argent de la diaspora, une manne qui était renforcée par le développement économique agricole et les aides généreuses fournies par les admirateurs du régime dans la péninsule arabique.

Il est peut-être une dernière raison qu'il faut avoir à l'esprit et qui indique combien la poursuite des régimes de sanctions actuels ne pourra déboucher sur une quelconque évolution. Les dirigeants soudanais sont convaincus - et ils ont de bonnes raisons de l'être - que la communauté internationale ne joue pas franc jeu avec eux. L'administration Bush leur a, à plusieurs reprises, affirmé que si des décisions dans le bon sens étaient prises, les sanctions américaines seraient levées. Khartoum a accepté un accord de paix avec l'APLS mais les sanctions ont été maintenues…

1. Un historique des sanctions

Les premières sanctions auxquelles le Soudan a dû faire face étaient en fait antérieures au coup d’État et dataient de mai 1989. Le Congrès obtint alors du président Bush qu’il réduise l’aide programmée de 52 à 15 millions de dollars, une mesure plus symbolique que susceptible d’influer sur Khartoum. Les États-Unis réagirent avec prudence le jour du coup d’État, tant Sadeq el-Mahdi avait suscité d’exaspération. Cependant, la section 513 du *Foreign Assistance Appropriation Act* obligeait l'administration américaine à suspendre toute aide à cause de la nature de la prise de pouvoir à compter du 28 février 1990. La Commission européenne emboîta le pas en gelant toute aide non humanitaire. Inutile de dire que le régime restait relativement serein : ses problèmes étaient alors de nature différente et un certain irréalisme dominait à Khartoum la vision des relations que le Soudan entretenait avec le reste du monde.

En août 1993, le Soudan fut placé sur la liste des États soutenant le terrorisme par Washington mais cette mesure ne suscita guère d’appui au niveau international et peu de trouble au sein de l'élite dirigeante. Le véritable tournant eut lieu à la suite de la tentative d’assassinat du président Moubarak à Addis-Abeba en juin 1995. C'est sans nul doute un moment charnière au sein de la direction islamiste. Pour la première fois, l'habituel jeu de chaises musicales qui permettait de faire permuter les responsables sans réellement affecter leur influence sur la décision politique devenait impossible. Nafi Ali Nafi perdit son poste et, à sa suite, une dizaine de hauts cadres de

la sécurité, dont Moutrif Siddig et Salah Abdallah Gosh, rétrogradés pour un temps. On retrouverait une partie de ces sanctionnés en décembre 1998 comme signataires de la "Lettre des 10" au côté de Ghazi Salah ed-Din[277], première tentative publique de marginaliser Hassan Tourabi. En janvier 1996, une résolution du Conseil de sécurité condamnait les menées terroristes du Soudan et l'enjoignait de livrer les auteurs présumés de l'attentat qui avaient trouvé refuge sur son territoire. Quatre mois plus tard, le Conseil de sécurité adopta des sanctions ciblant le déplacement des membres du gouvernement et des Forces armées soudanaises. Sa mise en œuvre allait être extrêmement aléatoire. D'une part, il semblait assez rapidement évident que les trois personnes soupçonnées n'étaient plus sur le territoire soudanais, ainsi que l'affirmait le gouvernement soudanais. Cette situation illustrait aussi un débat récurrent dans les couloirs du Conseil de sécurité : il était relativement aisé de voter des sanctions mais nettement plus difficile de les lever, une situation qu'on retrouve d'ailleurs sur la question du terrorisme après le 11 septembre.

Pour respecter la chronologie, il faut maintenant évoquer le statut original du Soudan au sein des institutions de Bretton Woods. Appelé au chevet du Soudan dès 1978, le FMI a mis en œuvre initialement des mesures d'appui (le Soudan était alors un allié crucial des États-Unis dans cette région où la compétition Est-Ouest était vive, comme l'étaient les répercussions du conflit israélo-palestinien). Il a préconisé à partir de 1980 des mesures d'ajustement structurel qui n'empêchaient pas la fuite en avant de la dette. En 1986, le Soudan était déclaré inéligible[278]. Peu après l'inscription par Washington du Soudan sur la liste des États soutenant le terrorisme en 1993, le FMI a décidé de suspendre les droits de vote du Soudan (la contemporanéité des deux mesures n'est sans doute pas une pure coïncidence). Cette décision était largement symbolique puisque les votes du Soudan représentaient moins de 1% du total des votes au FMI mais elle manifestait une escalade dans le débat sur l'expulsion qui allait nourrir les discussions des années suivantes à Washington. Cette éviction ne se produisit pas à cause de l'opposition d'un certain nombre de pays comme la France, qui entretenaient des relations moins conflictuelles avec Khartoum que les États-Unis et qui voulaient éviter une expulsion des institutions de Bretton Woods pour des raisons de gouvernance globale : si le Soudan devait être exclu, dix autres pays suivraient et l'utilité même des institutions de Bretton Woods serait caduque. En mars 1997, grâce à un appui financier malaisien important à quelques mois de la crise asiatique, un accord fut finalement conclu avec le FMI obligeant le Soudan à repayer 4,5 millions de dollars/mois pour le service de la dette, une réduction drastique de l'inflation (de trois à deux chiffres), l'unification des taux de change et la réduction des emprunts de l'État à la Banque centrale soudanaise. En août 1999, alors que l'exploitation du pétrole débutait, le

[277] Jusqu'à aujourd'hui, la paternité de cette initiative reste incertaine. Certes, c'est Ali Osman qui en profitait sur le moyen terme mais il venait alors de se réconcilier pour la énième fois avec Hassan Tourabi. Peut-être, faut-il y voir une manœuvre de Ghazi qui, si la crise n'avait pas éclaté, aurait alors perdu son ascendant sur le PCN.

[278] Ironie de l'histoire. En 1984, Washington accordait un prêt commercial à Khartoum afin de lui permettre de régler le service de sa dette. Le Congrès américain mis au fait de cette pratique l'interdisait immédiatement. En 1997, à un moment où les relations entre le FMI et le Soudan étaient au plus bas, la Malaisie du Dr. Mahathir Mohammed faisait de même…

FMI a levé sa déclaration de non coopération et en 2000 les droits de vote furent restaurés : la dette était alors évaluée à 20 milliards de dollars, dont 1,6 milliards de dollars dus au seul FMI. C'est aussi à cette époque que la normalisation des relations entre services de sécurité américains et soudanais est accomplie[279].

L'*Executive order* 13067[280] signé par le président Clinton en novembre 1997 soulignait déjà combien la question des sanctions américaines vis-à-vis du Soudan relevait autant de considérations diplomatiques que du jeu politique interne. Cette décision était d'abord prise pour contrecarrer une initiative du Congrès qui aurait encore davantage lié les mains de l'Administration démocrate et aurait pu servir de levier contre d'autres pays au Moyen Orient. Les sanctions visaient tous les avoirs soudanais aux États-Unis (notamment donc les comptes de l'ambassade) mais surtout interdisaient l'essentiel des transactions financières transitant par le territoire américain (ce qui avait un tout autre impact). Cependant, d'emblée étaient autorisées des exceptions, la première étant l'achat de la gomme arabique (et aussi les droits d'exploration de la compagnie Marathon associée à Total sur le bloc B au Sud-Soudan). En avril 1999, le président Clinton annonça que le gouvernement américain exemptait des sanctions les produits agricoles, les médicaments, et tous les équipements médicaux. Une licence spéciale devait être accordée pour l'exportation aux entreprises. Les ventes devaient avoir lieu au prix du marché et ne pouvaient concerner les organes de sécurité. Cette décision fut ratifiée en octobre 2000 par le Congrès (*Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act*).

Face à la reprise des hostilités au Sud-Soudan malgré la signature du protocole de Machacos (Kenya) en juillet 2002 entre les deux belligérants soudanais, le président Bush signa, en octobre 2002, le *Sudan Peace Act*, qui engageait l'Administration à faire des rapports semestriels au Congrès sur l'avancée des négociations entre le gouvernement soudanais et le MPLS. Si le processus ne progressait pas, il devait en informer les directeurs des institutions financières internationales afin de s'opposer à toute demande de prêts, de crédits et de garanties pour le Soudan ; il devait aussi réduire les relations diplomatiques, prendre toutes les mesures possibles pour annuler les bénéfices liés à l'exploitation du pétrole au Soudan, et chercher une résolution du Conseil de sécurité pour imposer un embargo sur les armes contre le Soudan. Une version de ce texte incluait même la mise en place de sanctions sur le marché des capitaux, ce qui était sujet à controverses car Wall Street n'appréciait guère ces nouvelles régulations qui risquaient de limiter la présence des très gros investisseurs chinois. En septembre 2003, le Président Bush imposa des sanctions sur une demi-douzaine de pays, incluant le Soudan, pour manquements aux standards minimums des droits de l'homme en référence au *Trafficking Victims Protection Act of 2000*. Quelques semaines plus tard, sans doute pour ajouter à la clarté de l'attitude américaine, le Soudan fut déclassé du "niveau 3" (*sanctionnable*) au "niveau 2" (sur la base de mesures prises). Enfin, en mai 2004, le Département d'État a retiré le Soudan de la liste des pays considérés

---

[279] Daniel Benjamin et Steven Simon, *The Age of Sacred Terror. Radical Islam's War against America,* New York, Random House, 2003.
[280] Voir la mise à jour sur la page suivante :
http://www.ustreas.gov/offices/enforcement/ofac/programs/sudan/sudan.shtml

comme non-coopératifs dans la guerre contre le terrorisme. Aussitôt après le secrétaire d'État, Colin Powell, déclara que la normalisation des relations avec le Soudan était concomitante à la résolution de la crise au Darfour.

Mais cette dernière a une nouvelle fois affecté la possible sortie du régime de sanctions. A la fin juillet 2004, la résolution 1556 du Conseil de sécurité a instauré un embargo sur les armes pour les entités gouvernementales et les individus opérant au Nord Darfour, Sud Darfour et Ouest Darfour. En mars 2005, deux nouvelles résolutions ont illustré l'escalade liée à l'impasse sur le Darfour La résolution 1591, exigeait des États membres de l'ONU qu'ils s'accordassent pour *« geler les fonds, actifs financiers et ressources économiques des individus qui empêchent le processus de paix, constituent une menace pour la stabilité au Darfour et dans la région, commettent des violations du droit international humanitaire ou des droits de l'homme, et autres atrocités, ou violent l'embargo sur les armes de la résolution 1556 ».* L'absence de liste des individus concernés – puis leur très faible nombre - permit à la Chine et à la Russie de contourner la mesure arguant du manque de preuve de la participation de Khartoum aux attaques. Quant à la résolution 1593, comme on l'a vu précédemment, elle demandait la saisine de la Cour Pénale Internationale (texte voté grâce à l'abstention de la Chine et des États-Unis). La CPI a finalement lancé un mandat d'arrêt international contre deux responsables soudanais, Ahmed Haroun, ancien responsable de la sécurité au Darfour, et Ali Kosheib, l'un des chefs des milices *Janjawid.*

En octobre 2006, le président Bush reprenant le texte de la loi *Darfour Peace and Accountability Act*, promulgua l'*Executive order* 13412 qui imposait des sanctions contre les personnes identifiées comme responsables du génocide (interdiction de voyager et gel des actifs, proscription de l'accès aux revenus du pétrole, incluant comme moyen l'interdiction d'entrée dans les ports des USA de navires livrant du pétrole soudanais, définition de conditions pour une levée partielle des sanctions). Le gouvernement américain devait néanmoins faire face à une situation nouvelle, compte tenu de l'existence d'un gouvernement au Sud-Soudan et de l'existence de "zones de transition" (Sud-Kordofan, Nil Bleu, région d'Abyei). En mai 2007, 31 sociétés soudanaises ont été ajoutées à la liste de 101 entreprises interdites d'accès au système financier américain (dont une demi-douzaine liées au secteur pétrolier, et une fournissant des armes aux militaires soudanais et milices du Darfour). En décembre 2007, fut promulgué le *Darfour Accountability and Divestment Act*, qui créait une liste noire de sociétés, autorisait les États de la fédération et les gouvernements locaux à désinvestir, prohibait les contrats du gouvernement américain avec les compagnies impliquées dans le génocide et autorisait aussi à rompre les contrats existants. Cette dernière loi visait les principales sources de revenus de Khartoum: le pétrole, la production électrique, les mines et les équipements militaires. Compte tenu de l'accumulation de sanctions préexistantes, cette loi ne pouvait avoir un impact que sur les compagnies étrangères au point d'ailleurs que le président Bush au moment de sa signature affirmait "qu'elle serait mise en œuvre d'une manière telle qu'elle ne contredise pas l'autorité du Président en matière de politique étrangère"[281].

---

[281] Wasil Ali, "US SEC moves to enforce Sudan divestment law", *Sudan Tribune*, 30 avril 2008.

1. Des sanctions inefficaces

La longue liste des sanctions pourrait laisser penser que la communauté internationale a mobilisé tous les instruments de pression politiques et diplomatiques. La vérité est que tous ces efforts n'ont guère eu, sans aucun doute dans le cas du Darfour, l'effet escompté sur les rapports de force dans la crise soudanaise[282]. Une telle constatation ne signifie pas que cet intense travail diplomatique doit être disqualifié car il a permis, malgré toutes les réserves, de contenir la crise humanitaire à plusieurs moments au Sud-Soudan ou dans les camps de déplacés aux abords de la capitale et, plus récemment, d'éviter une catastrophe absolue au Darfour.

Une autre constatation est que le seul moment où les sanctions ont eu un impact sur les équilibres politiques à Khartoum fut 1996, l'attaque d'al-Chifa en août 1998 en confirmant la lecture faite par les autorités. En effet, c'est en 1996 que le débat sur l'ouverture politique prend forme et que les débats se font les plus vifs au sein de l'élite dirigeante. C'est à ce moment-là qu'apparurent des fractures qui menèrent à la division de 1999. A cette époque, la rente pétrolière ne se déverse pas dans les coffres de l'État soudanais et la Chine n'apporte pas un soutien aussi franc qu'aujourd'hui au pouvoir soudanais.

Les sanctions ne jouent guère le rôle qui leur est assigné par la communauté internationale pour plusieurs raisons qu'il faut détailler ici. D'abord, il n'y a pas de communauté internationale, pas plus d'ailleurs qu'il n'y a une politique américaine. Le simple fait qu'en mars 2005, il ait fallu trois résolutions pour définir la posture du Conseil de sécurité face au Soudan en est une illustration incontournable. Faut-il même évoquer l'invitation de Salah Abdallah Gosh (dont les services, plus que l'institution militaire, conduisent la contre insurrection au Darfour) à Langley quelques semaines après le vote de la résolution 1593[283] ou les déclarations accommodantes des trois États occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité après le vote de cette même résolution en arguant d'un abandon dès lors que la situation au Darfour s'améliorerait. Quant à Washington, sa crédibilité sur la possible levée des sanctions est proche du zéro absolu compte tenu des positions adoptées par le Congrès et par les lobbies comme *Save Darfur Coalition*, sans même évoquer l'instrumentalisation de cette question par le débat électoral. On ne peut donner tort aux dirigeants soudanais sur ce point. A plusieurs moments, sans doute sincèrement, l'Administration américaine a prétendu abandonner ces sanctions puisque Khartoum avait rempli sa part de contrat (notoirement sur des aspects cruciaux de l'accord de paix avec le MPLS). A chaque fois, les termes de l'accord étaient revisités au désavantage de Khartoum. A chaque fois aussi, les mesures additionnelles ne transformaient pas radicalement le régime de sanction.

[282] Tim Niblock, "Irak, Libye, Soudan : efficacité des sanctions ?", *Politique étrangère*, 1, 2000.
[283] Il venait de démanteler un réseau de recrutement soudanais pour l'Irak.

Ensuite, hormis les transactions financières où la centralité de la place de New York reste incontestée, l'essentiel des sanctions est contournable avec des coûts ou des manques à gagner supplémentaires pour l'État soudanais. Le seul véritable élément nouveau est l'implication du Tribunal pénal international dont la prédictibilité est encore incertaine aux yeux des dirigeants soudanais. Il est évident, comme cela a été mentionné dans la section 4, que les dirigeants sont très nerveux à l'idée de se voir pointer du doigt par la nouvelle institution internationale et qu'ils n'arrivent guère à évaluer la probabilité d'une action déterminée de la communauté internationale pour faire appliquer la résolution 1593. Reste que le coût politique et humain est aussi important pour les adversaires de Khartoum. Une fois le débat moral sur la crise du Darfour éteint, on risque de se rendre compte que, comme dans le cas de l'Armée de Résistance du Seigneur au Nord Ouganda, l'implication de cette nouvelle juridiction internationale eût été plus appropriée une fois l'accord politique acquis. En transformant un outil de gouvernance globale en un instrument tactique de pression sur Khartoum, certains États ont certainement voulu imposer l'existence du Tribunal aux deux États les plus réticents, les États-Unis et la Chine, mais ils ont pris le risque de faire durer la guerre, de causer de nouvelles victimes et de rendre la quête de la paix encore plus problématique.

2. Une réévaluation de la politique française ?

La France a eu un positionnement original sur la question soudanaise jusqu'à l'élection de Nicolas Sarkozy. En effet, après une réserve initiale en 1989 et 1990, les autorités françaises ont fait preuve d'une certaine mansuétude à l'égard de Khartoum. Une coopération a pris forme en 1990 pour soutenir Idriss Déby contre Hissène Habré et les relations entre services de sécurité semblent avoir été cordiales bien avant une évolution de l'appareil diplomatique. Fatih Erwa, l'homme en charge de la sécurité à la Présidence soudanaise, se félicitait de ses excellentes relations avec le colonel Mantion alors en poste à Bangui[284].

Le sentiment à Paris à partir de 1993, pour ce qu’il est possible de le décrire, paraît avoir été qu’il fallait conjurer la possibilité d’un appui soudanais à la guerre civile algérienne, accroître l’internationalisation de la DST tactiquement alliée alors avec la DRM "contre" la DGSE dans son analyse régionale, ne pas se laisser trop abuser par les renseignements distillés par les services de renseignement israéliens pour leurs propres intérêts via Washington, et finalement aussi profiter du vide que généraient à Khartoum l’hostilité américaine et le suivisme britannique. De fait, même si cet événement donnait lieu à de fortes tensions dans l'équipe gouvernementale française, cette politique était payante pour certains puisque le régime soudanais livra en 1994 le terroriste retraité Carlos au gouvernement français.

[284] Entretien Khartoum 1993.

Le désir de Paris de ménager Khartoum était aussi lié à la crise dans la région des Grands Lacs. Dans la lecture faite alors par les dirigeants français, Khartoum était sans conteste francophile par rapport au MPLS qui ne pouvait que jouer la carte des "nouveaux dirigeants africains", c'est-à-dire les présidents Museveni et Kagamé. Cependant, l'attitude de la France dans les cénacles internationaux n'était pas rigide : Paris s'est rangé à plusieurs résolutions et condamnations du régime soudanais mais leurs conséquences sur les relations bilatérales ont toujours été modestes.

La France, comme ses homologues occidentaux, s'est donc félicitée de l'éviction de Hassan Tourabi et le Président Chirac a noué des relations cordiales avec le président el-Béchir qui a même été invité aux réunions des chefs d'État France-Afrique, à partir du sommet de Yaoundé de 2001. C'est, murmure-t-on, sur la base de cette cordialité que la compagnie Alstom a obtenu un important contrat pour la construction du barrage de Merowe.

La crise du Darfour a très certainement fait trébucher cette entente relative à partir de 2004, évolution de la position française rendue plus perceptible alors par le changement d'ambassadeur. Il est vrai que d'autres évolutions régionales ont incité Paris à montrer une plus grande réserve vis-à-vis du régime soudanais. D'une part, le règlement de la crise des Grands Lacs a considérablement avancé et sa lecture en termes de rivalités avec le camp des anglophones est reléguée. De l'autre, le début des négociations Nord-Sud a clairement indiqué que la diplomatie française devait se recentrer et renouer des relations avec l'APLS, qui n'avaient jamais été très chaleureuses, y compris sous le gouvernement dirigé par Lionel Jospin.

L'élection de N. Sarkozy et l'attention que celui-ci et son ministre des Affaires étrangères portent au Darfour ont constitué une nouvelle posture française. Paris a fait le choix de suivre Washington sur la question du Darfour. Une autre position aurait été également possible. Paris aurait pu aussi utiliser la cordialité antérieure de ses relations avec Khartoum, le crédit que la France avait recueilli (à tort ou à raison, peu importe ici) de son hostilité à la guerre en Irak, pour mener une politique dont les buts stratégiques auraient été totalement congruents avec ses partenaires occidentaux mais en ayant l'oreille des dirigeants soudanais convaincus que l'attention internationale sur la guerre dans l'Ouest soudanais relevait d'un énième complot international contre l'islam, le Soudan et Omar el-Béchir

Ce renoncement à mobiliser les anciennes bonnes relations a été renforcé par la politique française dans la région. Paris a d'abord su se coopter comme acteur international au Soudan en aidant le Tchad à mettre en place une médiation contestée. Mais, Paris n'a guère voulu ensuite reconnaître l'ambiguïté des dirigeants de N'Djamena sur la crise du Darfour puis l'ampleur du soutien tchadien à certains groupes armés de l'Ouest soudanais, qui jouent le rôle de forces supplétives au régime d'Idriss Déby[285].

---

[285] Ce soutien est attesté par de nombreux travaux d'experts et d'universitaires. Voir par exemple, Roland Marchal, "Chad/Darfur: how two crises merge", *Review of African Political Economy*, 109, 2006. Jérome Toubiana, "The Chad-Sudan proxy mar and the 'darfurisation' of Chad: myths and reality", Small Arms

En effet, sans revenir sur l'attitude qu'on ne peut qualifier de neutre du président tchadien entre 2003 et 2005 (ses troupes attaquent en 2004 des éléments darfouriens au Soudan, ses tentatives de division de l'insurrection au Darfour connaissent même quelques succès), depuis l'été 2005 Khartoum a exprimé de plus en plus clairement son analyse de la situation. On peut la résumer ainsi. L'insurrection au Darfour ne serait possible que par l'appui octroyé par N'Djamena aux chefs militaires Zaghawa[286] qui constituent la véritable épine dorsale de l'insurrection au Darfour. Puisque Idriss Déby est incapable de contrôler les siens, il faut renverser son régime et mettre à sa place un nouveau chef issu d'un groupe qui n'a aucun lien avec le Darfour (un Gorane, mais pas un Arabe par exemple).

Plutôt que de saisir ce problème à bras le corps, la diplomatie française (et la communauté internationale à sa suite) jusqu'à l'attaque contre Omdurman en mai 2008 aura minimisé la réalité de cette question. La relative impasse faite sur la crise de régime au Tchad s'est révélée coûteuse pour le Darfour, les sécuritaires soudanais ayant le champ libre face aux politiques à Khartoum faute d'une approche diplomatique concrète.

Mais, il y a plus. L'attitude de la France et de ses partenaires occidentaux par rapport à la Libye sur le dossier du Darfour et du Soudan paraît trop généreuse. S'il est heureux de réintégrer ce pays dans la communauté internationale, il faut aussi évaluer la permanence des mauvaises habitudes et les ambitions inavouées et insatisfaites qui demeurent. Comme N'Djamena, Tripoli a travaillé à la division de certains groupes darfouriens à un moment où leur unité était essentielle à une solution politique. Tripoli a aussi financé ces groupes pour ses propres intérêts et les a incités à des aventures militaires discutables (ainsi de l'attaque contre Omdurman en mai 2008)….

La crise au Darfour est une crise internationale et il est clair que la France ne peut influer seule sur son règlement. A l'heure où la médiation internationale est dans une véritable impasse, il y a lieu de reconsidérer les hypothèses sur lesquelles la gestion nationale et multilatérale de ce conflit a été menée. C'est à partir d'une analyse renouvelée du régime soudanais et de sa perception des enjeux au Darfour et dans la région, que la France pourrait donner une impulsion pour sortir de l'immobilisme actuel.

Conclusion

L'analyse faite du PCN milite en faveur d'une approche radicalement différente de la communauté internationale sur le Soudan. Celle-ci, au lieu de succomber aux désirs d'opinions

Survey, *Sudan working paper* 12, avril 2008 et Patrick Berg, "The dynamics of conflict in the tri-border region of the Sudan, Chad and Central African, Republic", Berlin, Friedrich Ebert Foundation, 2008.

[286] En fait, avec surtout des chefs militaires du MJE et du MLS-Unité. Une partie des Zaghawa du Darfour n'a aucune relation avec le Tchad. D'autres chefs militaires (notamment Massalit) jouent un rôle identique.

publiques qui veulent des réponses simples et immédiates à des problèmes compliqués, devrait évoluer sur plusieurs niveaux.

D'une part, la communauté internationale manque dramatiquement de stratégie politique, même d'une vision de la nécessaire médiation pour clore le drame du Darfour. On peut certes blâmer les médiateurs nommés par l'Union africaine et les Nations unies, mais cela n'explique pas tout. Faute de ce cadre politique, tout exercice impliquant des sanctions positives ou négatives risque de conduire à un marché de dupes. Par exemple à Abuja au début 2006, aiguillonnée par les promesses américaines, la délégation soudanaise a davantage et sérieusement négocié avec les envoyés de Washington sans trop se préoccuper des rebelles. Ces derniers étaient assommés par les milles et unes promesses faites par les diplomates américains si les négociations aboutissaient. Les Soudanais, toutes tendances politiques confondues, comprirent après que, comme le disait avec talent un ancien Président français, les promesses n'engagent que ceux qui les croient.

D'autre part, le Soudan a été capable de survivre dans des situations d'isolement qui indiquent combien de nouvelles sanctions ne seraient pas forcément productives. On peut blâmer Pékin, New Delhi et Moscou mais on n'imagine guère la communauté internationale vertueuse se retourner vers ces pays pour leur demander des comptes alors que les positions occidentales sont déjà pleines d'ambiguïtés et que le comportement de ces États évite de les mettre trop en lumière.

Chapitre 10 - Les usages multiples du néolibéralisme. Guerre, nouvelles frontières et réorganisation du gouvernement au Soudan[287]

Le coup d'État de la junte militaire en juin 1989 ne devait pas se résumer à un simple soubresaut de l'histoire soudanaise. L'armée avait déjà mené des prises de pouvoir extraconstitutionnelles en 1958 et 1969, mais cette fois-ci, elle devait jouer un rôle ambigu, voire secondaire, dans la mesure où le gouvernement, après le 30 juin 1989, ne peut être considéré comme un régime prétorien. Ce sont les islamistes du Front national islamique (FNI)[288] dirigé par Hassan al-Tourabi qui, d'emblée, s'imposèrent à la tête du pouvoir, tel un État dans l'État – même si cette formule peut être sujette à débat. En conséquence, l'autoritarisme du gouvernement se caractérisa moins par une coercition propre à l'ethos militaire que par la mise en place de réelles contraintes disciplinaires teintées de justification religieuse qui affectèrent la sphère publique comme la sphère privée.

Le nouveau gouvernement se lança également dans un ambitieux programme de transformation du champ social et économique qui allait au-delà de la simple répression politique. L'opinion publique internationale est restée focalisée sur l'imposition unilatérale de la langue arabe et des pratiques islamiques dans un pays où la pluralité linguistique et religieuse – y compris chez des groupes se désignant eux-mêmes comme arabes et musulmans – n'avait jamais été fondamentalement menacée auparavant, malgré plusieurs périodes d'intolérance depuis la fin de la période coloniale. Les médias ont insisté, et à juste titre, sur les coûts humains de la guerre sanglante menée au sud du pays[289] contre le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) – qui, selon la formule acceptée, était censé représenter les chrétiens et les animistes du sud – mais ils n'ont pris la mesure de la brutalisation de la société dans le nord du pays que de façon plus superficielle.

Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement n'avait pas l'intention d'établir un ordre immuable et, contrairement à ses prédécesseurs, il s'engagea résolument dans une réforme radicale de l'État. Après une décennie ou presque de statu quo économique, il mit en œuvre des politiques économiques néolibérales. Ce qui nous intéresse dans ces politiques, c'est donc moins ce qui pouvait s'aligner sur les modèles du FMI que la manière dont elles furent mises en œuvre, parce qu'elles n'étaient pas le fruit d'une logique d'expert mais relevaient plutôt d'un programme

---

[287] Ce texte a été initialement publié en anglais. Il a été traduit en français par Lise Garond. Roland Marchal, chercheur au CNRS au sein du CERI-Sciences-Po Paris, est l'auteur principal de ce texte. Einas Ahmed est membre associée du CEAN/IEP de Bordeaux et chercheuse au CEDEJ de Khartoum. Elle est l'auteure de la section 3.

[288] Après sa dissolution en 1989, comme tous les autres partis politiques, les islamistes soudanais se rassemblèrent au sein du Parti du Congrès national (PCN) en 1998. Cette organisation comprenait cependant des membres non islamistes dont les activités professionnelles et/ou privées exigeaient une alliance stricte avec le gouvernement.

[289] Douglas Johnson, *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*, Oxford, James Currey, 2003.

véritablement politique visant à la stabilité du gouvernement dans le nord et à la continuation de la guerre au sud.

Cette réforme radicale de l'État soudanais postcolonial sous l'égide du néolibéralisme intervint dans un contexte très particulier. D'une part, le pays était déjà ostracisé par la plupart des organisations multilatérales, en particulier celles de Bretton Woods, en raison de sa gestion calamiteuse de la dette nationale depuis le début des années 1980. Cet ostracisme international s'intensifia lorsque les États-Unis inscrivirent le Soudan sur leur liste des États soutenant le terrorisme en 1993, et fut encore aggravé par les sanctions votées par l'ONU à l'encontre du gouvernement de Khartoum, lorsqu'il s'avéra qu'il était impliqué dans la tentative d'assassinat du président égyptien en juin 1995. En outre, la politique de libéralisation accélérée fut mise en œuvre au moment où la guerre faisait rage dans une grande partie du sud du pays, si bien que certaines mesures semblèrent faire converger la rationalité économique néolibérale avec une stratégie contre-insurrectionnelle dévastatrice mais efficace.

Le résultat est d'autant plus intéressant à analyser que l'exploitation du pétrole soudanais, situé pour l'essentiel dans des zones de guerre ou de conflit d'allégeance, conduisit à une intensification des politiques néolibérales à partir de décembre 1999 tout en conférant au gouvernement une importance économique déterminante en raison de son rôle dans l'allocation de la rente pétrolière.

L'analyse qui suit a pour but de souligner certaines des facettes de cette réalité politique et économique qui a pris forme dans un contexte à la fois d'autoritarisme[290] (au Soudan du Nord) et de guerre sanglante (dans le « grand » sud)[291]. Elle montre que le néolibéralisme appliqué au contexte soudanais n'a fait qu'offrir les conditions nécessaires pour démanteler une partie de l'élite traditionnelle (et incidemment les partis politiques que celle-ci soutenait) et mettre en place un appareil sécuritaire à cheval entre l'appareil gouvernemental et le secteur privé. Au lieu d'une transformation radicale du tissu social et économique, cela a surtout entraîné une reconfiguration de l'élite, l'élimination ou la marginalisation forcée d'un large pourcentage de cette élite et l'émergence d'un nouveau groupe. Ce dernier était plus plébéien dans ses origines sociales, avec un niveau d'étude plus élevé que la génération précédente, plus ouvert sur le contexte international et surtout, il était en symbiose non seulement avec le gouvernement mais aussi avec son appareil sécuritaire, dont les ramifications dans la sphère économique et sociale montrent qu'il s'agissait d'un acteur économique et politique autonome et de plus en plus important.

Si l'on ne peut tirer de conclusions théoriques sur la base d'une seule étude de cas, il semble tout de même que le néolibéralisme mis en place au Soudan ait conduit à la reconstruction d'une

---

[290] Sans vouloir nous étendre davantage sur ce sujet, les premières années du gouvernement furent à bien des égards pré-totalitaires, montrant à quel point le nouveau gouvernement était capable de mobiliser les techniques répressives acquises durant les périodes antérieures d'autoritarisme, en particulier de 1969 à 1985, et de mettre à profit l'expertise des autres gouvernements de la région (baathiste, libyen, iranien) dans la création d'un réseau national de forces de sécurité, notoirement dans les centres urbains.

[291] Contrairement aux idées reçues, la guerre Nord-Sud n'avait que peu à voir avec une division géographique, religieuse ou ethnique. Des populations situées au nord du Soudan se révoltèrent contre le gouvernement central en collaboration avec l'insurrection menée principalement dans le sud du pays ; les monts Nouba ou la région méridionale du Nil bleu, sans parler de la zone frontalière avec l'Érythrée, se rebellèrent pendant des années avant d'accepter de réviser leur position.

sphère politique centrée autour du Parti du Congrès national (PCN), successeur du FNI et aujourd'hui dominant, malgré la promesse d'élections libres et transparentes en 2009. Mais si elle met en lumière les transformations radicales subies par le régime colonial, l'étude du néolibéralisme soudanais permet aussi de saisir d'autres aspects importants de la machine gouvernementale soudanaise, en particulier la dévolution de la violence à des groupes privés et la militarisation des forces armées en milieu rural, créant les conditions pour qu'éclate une véritable guerre civile au Soudan du Sud à partir de 1991 – intensifiant ainsi la guerre contre le gouvernement de Khartoum – et au Darfour à partir de 2003 (sans même évoquer les épisodes précédents). L'application de schémas néolibéraux au cas soudanais met en évidence à la fois des méthodes de transfert de pouvoir entre entités publiques et privées, une géographie politique du gouvernement qui ne peut se réduire à une opposition ville-campagne, et surtout une capacité de déstabilisation identitaire sans doute plus traumatisante encore en milieu rural que dans les centres urbains.

Notre première section retrace le contexte historique de la construction du gouvernement et de la sphère économique soudanaise avant le coup d'État de juin 1989. Comme l'a souligné Polanyi, aucun marché ne peut exister isolément, et la mise en œuvre de politiques publiques néolibérales se fait toujours de manière singulière, en prenant en compte l'histoire des structures économiques nationales. Ce rappel historique montre comment la création des partis politiques s'est faite en grande partie grâce au soutien de certaines composantes de l'élite économique qui avaient elles-mêmes été façonnées par l'administration coloniale. Les relations de dépendance entre le gouvernement, les partis politiques et la bourgeoisie étaient donc structurelles. Les islamistes – les nouveaux venus sur la scène politique et économique, même si leurs leaders étaient les enfants de l'élite la plus traditionnelle – prirent en considération cette histoire et, sans céder aux théories historicistes ou complotistes, on peut dire que les islamistes mirent énergiquement en œuvre leur programme politique parce que cela faisait partie du processus de démantèlement des règles historiques qui les maintenaient en marge du pouvoir politique[292].

La deuxième section analyse les politiques macroéconomiques menées à partir de juin 1989 et leur rationalité dans le contexte international brièvement évoqué ci-dessus. En plus d'une adhésion assez dogmatique au néolibéralisme, il s'agira de montrer que le rythme des réformes a suivi un cours très politique, dont les objectifs majeurs semblent avoir été rétrospectivement d'empêcher la formation de toute opposition politique et de financer un gigantesque appareil sécuritaire en faisant appel à des entreprises dont l'importance dans l'import-export, le secteur des services et celui du pétrole confine aujourd'hui à un quasi-monopole.

La troisième section examine la colonisation des terres et les changements de frontière au Kordofan. Nous nous intéresserons ici aux relations entre néolibéralisme et guerre, ainsi qu'aux ambiguïtés de la libéralisation économique en Afrique, déjà soulignées depuis plus d'une décennie (leçons peu ou mal prises en compte dans les mesures adoptées en ex-Union soviétique)[293]. La question de la survie d'un gouvernement considéré par la communauté occidentale comme hors-la-loi et soumis à des sanctions économiques internationales invite à

---

292 Il serait intéressant de comparer le FNI – créé à l'automne 1985 et véritable acteur politique pleinement engagé et doté de moyens financiers significatifs, grâce à la montée en puissance de l'économie islamique à partir de 1977 (en particulier dans le secteur bancaire) – et son prédécesseur, le Front de la charte islamique (FCI), créé en 1964 et qui est toujours resté un acteur de second rang.

293 Anne Pitcher, *Transforming Mozambique: The Politics of Privatization, 1975-2000.*, African Studies Series. New York and Cambridge: Cambridge University Press, 2002.

examiner de plus près les politiques d'occupation des terres mises en œuvre dans les années 1990, avec détermination et souvent avec violence. La rhétorique de la nouvelle frontière n'est pas un simple effet collatéral de la privatisation : elle a également servi de véritable stratégie contre-insurrectionnelle et, selon les statistiques officielles de la Banque mondiale, c'est l'augmentation des exportations agricoles durant cette période d'isolement qui a permis au gouvernement de s'en sortir, au prix d'immenses sacrifices sur le plan social.

Cette libéralisation eut aussi d'autres effets dont l'importance est devenue de plus en plus manifeste au fil du temps et des crises militaires répétées, malgré la signature d'un accord de paix avec les rebelles sud-soudanais en janvier 2005. Deux aspects importants seront donc brièvement examinés : d'abord, la privatisation du secteur de la sécurité, et ensuite, les dynamiques d'individuation qui sont à l'œuvre sous couvert de discours islamiste, et qui ne peuvent être réduites au seul succès du consumérisme aujourd'hui si visible à Khartoum mais pas ailleurs au Soudan.

1. Gouvernement, bourgeoisies et guerres au Soudan avant 1989

Colonisé par l'Empire ottoman entre 1821 et 1885, le territoire qui correspondrait plus tard au Soudan actuel ne possédait pas de véritable organisation gouvernementale. La période ottomane fut donc marquée par la création d'un appareil administratif, la mise en place de taxes et l'institutionnalisation de l'Islam et des pratiques juridiques qui lui sont associées. La conquête du Soudan correspond aussi à un moment clé de la construction de l'État égyptien, son expansion ayant été financée par le commerce d'esclaves pour servir dans l'armée impériale ainsi que de l'or et autres revenus dérivés de l'exploitation du Soudan.

Un soulèvement mahdiste mit en déroute les troupes ottomanes dirigées par le général Gordon en 1885. Mais le gouvernement mahdiste n'eut que peu de répit : les Britanniques toujours présents en Égypte intervinrent rapidement pour faire naître une opposition interne avant d'entreprendre la reconquête en 1898. On peut interpréter cette longue décennie de différentes manières, et notamment en fonction des événements traumatiques qui l'ont marquée (en particulier les multiples guerres, périodes de sécheresse et déplacements forcés de population). Cette décennie correspond aussi au moment fondateur du nationalisme soudanais contemporain et à l'indigénisation et la réappropriation des structures gouvernementales imposées sous les Ottomans (les ressources devant alors être centralisées pour se défendre contre le retour des Égyptiens, soutenus par les Britanniques) ; elle correspond en outre à l'arrêt complexe et ambigu de la traite des esclaves, et à l'imposition d'un Islam simplifié.

Avec la chute des mahdistes et l'imposition du condominium anglo-égyptien, deux grandes forces politiques soudanaises modernes virent le jour : un courant pro-ottoman et pro-égyptien, liant le destin du Soudan à celui de son voisin du nord et souvent placé sous la dénomination de groupes unionistes dont les leaders étaient systématiquement des membres ou des proches de la famille al-Mirghani, qui dirige la confrérie soufie Khatmiyya ; et un courant qui se réclamait du mouvement mahdiste et réintroduisit le projet de guerre sainte et les attentes eschatologiques au cœur d'un nationalisme pacifique centré sur les descendants du Mahdi et circonspect vis-à-

vis de la première colonisation ottomane[294]. Quelques décennies plus tard, ces forces politiques conduisirent le pays à l'indépendance et, grâce à diverses alliances factionnelles habiles, le dirigèrent jusqu'en 1989, à l'exception bien entendu de deux grandes parenthèses militaires ambiguës (1958-1964 et 1969-1985)[295].

Jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, les nouvelles autorités accordèrent des faveurs aux élites religieuses qui leur étaient restées fidèles pendant la guerre mahdiste. Ces élites étaient surtout groupées au sein de confréries soufies, dont celle de Khatmiyya sous l'égide de la famille al-Mirghani, et elles étaient de ce fait très égyptiennes dans leur philosophie. Bien qu'ayant une base rurale, elles formaient le noyau dur des bataillons de la bourgeoisie urbaine et se virent allouer par l'administration d'importants privilèges économiques, notamment des licences d'importation et des postes au sein de l'administration coloniale.

Dans le même temps, les Britanniques déployèrent tous les efforts possibles pour endiguer l'hostilité des vaincus et apaiser leurs relations avec les descendants du Mahdi – en particulier Abdel Rahman – et leurs partisans (connus sous le nom d'Ansar, ou compagnons). À compter de 1908, ils octroyèrent de vastes propriétés foncières à Sayed Abdel Rahman al-Mahdi sur l'île d'Aba dans la région du Nil blanc, puis d'autres types d'avantages, si bien qu'en 1936, al-Mahdi était en possession sur ses terres d'une entreprise de 4500 employés. Ce soutien favorisa en outre le développement d'une classe moyenne commerciale étroitement liée au secteur agricole et aux cultures d'exportation.

Sans entrer dans des détails historiques, les efforts des Britanniques pour favoriser l'équilibre entre forces politiques soudanaises rivales s'expliquent par la montée en force du nationalisme arabe alors que la Turquie rentrait en guerre en 1915. Ce contexte et les relations plus pacifiques entre l'administration britannique et les partisans du mouvement mahdiste permirent aussi à ce dernier groupe de formuler une nouvelle doctrine politique appelée néo-mahdisme, qui encourageait la compétition politique civile sans requérir de soulèvement eschatologique : cette évolution doctrinale permit la formation d'une sphère politique au sein de laquelle les deux principales forces politiques pouvaient cohabiter pacifiquement, malgré leur révérence envers la guerre civile du XIXe siècle qui tenait lieu de moment fondateur.

Ces rappels historiques ont pour but de mettre en évidence les origines d'un certain nombre de rouages sociopolitiques qui éclairent les politiques mises en place après le coup d'État de juin 1989. Tout d'abord, le gouvernement colonial a structuré l'émergence de groupes économiques relativement distincts, et ce dans un but spécifique : soutenir les forces politiques spécifiquement liées à ces groupes. Les organisations politiques apparues à la fin de la Deuxième Guerre mondiale prirent ainsi forme dans une dépendance religieuse et financière vis-à-vis de ces deux groupes économiques et/ou religieux, représentés par les deux Sayyed : Sayyed Ali al-Mirghani et Sayyed Abdel Rahman al-Mahdi. C'est donc sur la base d'une relation duelle et

---

294 Voir Nicole Grandin, « Al-Sayyid Abd al-Rahman al-Mahdi (1885-1959) et l'héritage mahdiste au Soudan oriental », in Jean-Pierre Digart (dir.), *Le cuisinier et le philosophe. Hommage à Maxime Rodinson*, Paris, Maisonneuve et Larose,1982 et Martin Daly & Peter Holt, *History of the Sudan. From the Coming of Islam to the Present Day*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1979.).

295 Le premier gouvernement militaire fut en effet coopté par les partis politiques qui, à l'époque, étaient incapables de gouverner le pays. Le deuxième tenta à partir de 1977, et avec un certain succès, de joindre ses forces aux grands courants politiques traditionnels, même si ce sont les islamistes qui ont finalement pris le dessus.

symbiotique État/bourgeoisie/sphère politique que la politique soudanaise s'est construite à partir de 1945, avec pour condition de toujours respecter l'équilibre instable ente ces deux grandes forces politiques, même lorsque d'autres sont apparues (communistes, baasistes, islamistes).

Ce qui est moins évident à première vue, c'est qu'un tel système permettait aussi une gestion « traditionaliste » des zones rurales dans lesquelles la majorité de la population vivait à l'époque. Les deux Sayyeds jouissaient d'une telle sphère d'influence que c'était souvent à leurs représentants que revenait la tâche d'apaiser les tensions provinciales. Ces représentants étaient aussi censés traiter avec les autorités coutumières. La cooptation de ces grandes organisations permettait ainsi, d'une certaine façon, de maintenir les activités politiques au niveau de l'élite politique urbaine. C'est à Khartoum que les relations de pouvoir étaient mises à l'épreuve et que les alliances se faisaient et se défaisaient, les zones rurales restant la propriété de l'élite religieuse à la tête des deux principaux partis. Un tel système ne pouvait pas durer éternellement : il était remis en cause de l'intérieur par la croissance de l'économie monétaire et la présence du gouvernement dans les zones rurales. C'est de l'extérieur, par le biais de transformations environnementales régressives et de migrations volontaires ou forcées que ces failles apparurent, failles dont les islamistes surent tirer avantage pour prendre le pouvoir en juin 1989.

Un dernier point mérite d'être souligné. Le gouvernement colonial n'avait pas simplement instauré cette structuration politique pour stabiliser le pays d'un point de vue sécuritaire. Le gouvernement s'imposa aussi comme le plus grand entrepreneur agricole du pays. En 1925, les Britanniques mirent en place le plus vaste projet d'irrigation au monde, le projet Gezira : entre le Nil blanc et le Nil bleu, il concernait près de 880 000 hectares de terres où vivaient plus de 100 000 métayers avec leurs familles. Si c'était là le plus important projet du gouvernement colonial, ce n'était pas le seul : celui-ci devait continuer à s'imposer, pour les décennies à venir, comme le principal acteur économique du pays.

Les politiques économiques introduites par le gouvernement colonial se sont poursuivies sans heurts jusqu'au coup d'État d'octobre 1969. Celui-ci fut mené par des soldats alliés au Parti communiste soudanais (PCS), à l'époque le plus grand parti communiste du monde arabe après le Parti communiste irakien. Pendant deux ans, le nouveau gouvernement de Ga'afar Nimeiri se lança dans une nationalisation des entreprises et de l'économie caractéristique du communisme ; au début des années 1970, le secteur public représentait plus de 50% du PIB national. Une tentative avortée de coup d'État par une faction du PCS se solda par une purge sanglante parmi les militants et sympathisants communistes au sein de l'armée, du gouvernement et des syndicats : le PCS ne s'en remit jamais, et Ga'afar Nimeiri s'engagea dans une transformation complète du gouvernement à l'image du modèle occidental. En 1972, 30 entreprises nationalisées retournèrent au secteur privé et un nouveau code des investissements plus libéral fut adopté. Cette inclinaison libérale (c'est-à-dire pro-occidentale) s'observa aussi au niveau politique : Nimeiri fut le seul dirigeant arabe à apporter son soutien aux accords de Camp David en 1979, et bénéficia durant cette période du plus important afflux d'aides américaines d'Afrique subsaharienne.

Cette réorientation économique se poursuivit, affectant durablement la vie économique soudanaise pour le meilleur et pour le pire. Tout en agissant violemment dès son premier jour d'exercice à l'encontre de ses opposants du nord, le gouvernement accepta de faire la paix avec

le mouvement de rébellion Anyanya au sud du Soudan, venant ainsi clôturer en 1972 la guerre qui avait débuté avec la mutinerie de décembre 1955, quelques jours avant l'indépendance. Cet accord, qui octroyait l'autonomie régionale à cette partie du Soudan, constituait aussi un signal fort vis-à-vis des intérêts occidentaux et régionaux.

La crise pétrolière de 1973, ainsi que l'émergence de pétromonarchies dans le Golfe, nouvelles sources d'emplois et d'investissements, transformèrent considérablement le paysage économique soudanais. Avec la multiplication par quatre du prix du pétrole, ces monarchies se retrouvèrent avec plus de capitaux qu'elles ne savaient en faire. La présence d'un gouvernement pro-occidental de l'autre côté de la mer Rouge, doté d'un énorme potentiel en termes de ressources humaines et naturelles, représentait une source de profits appréciable. Le gouvernement Nimeiri, débarrassé de ses encombrants alliés communistes, ne pouvait demander mieux. En à peine quelques mois, il recentra ses priorités sur l'agriculture (seuls 12% des terres arables étaient alors cultivées) et les infrastructures de transport (ces dernières risquant en l'état d'enrayer toute stratégie de développement). Un plan de développement fut mis en place, financé par le Fonds arabe pour le développement économique et social à hauteur de 6 milliards de dollars sur 25 ans. De 1975 à 1985, il finança une centaine de projets dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et autres secteurs connexes pour un coût total estimé à près de 3 milliards de dollars. Cette première impulsion généra d'autres projets moins ambitieux mais tout aussi importants sur le long terme. Cependant, tous ces projets de développement, sans même parler de leur méthodologie, donnaient la priorité à une agriculture mécanisée et irriguée et à la grande industrie, au détriment du secteur traditionnel. La vie devenant plus difficile dans les campagnes, ils provoquèrent l'exode des populations rurales vers les centres urbains. Décevantes, les performances du secteur agricole moderne ne permirent pas de compenser le déclin de la production économique rurale.

Pour la première fois, le Soudan avait néanmoins une réelle possibilité de sortir du sous-développement. Pour des raisons qui échappent largement aux limites de notre sujet[296], le pays échouait spectaculairement. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est que loin de correspondre à sa fameuse image de grenier du monde arabe, le pays se souleva en 1985 contre Ga'afar Nimeiri pour dénoncer la situation d'extrême endettement dans laquelle il se retrouvait (7 milliards de dollars à l'époque, soit plus de 35 milliards de dollars en 2009 – EIU, 2010 – somme en grande partie due à des arriérés). L'année 1985 marqua donc la fin de la première phase d'un programme de développement qui se voulait ambitieux et qui, pourtant, s'accompagnait d'une hausse record des importations de produits alimentaires.
Cette période est donc très importante pour notre étude à plusieurs niveaux. Tout d'abord, elle a vu naître un projet de développement basé presque exclusivement sur des investissements

[296] En plus des problèmes liés à la coopération entre pays arabes, il faudrait prendre en compte les coûts engendrés par le blocage de Port-Soudan (seul port soudanais), les nombreux retards causés par l'inefficacité et la corruption des intermédiaires et des fonctionnaires, le développement d'un consumérisme du luxe désormais accessible aux familles immigrées, la fuite rapide des capitaux lorsque la situation politique intérieure s'affaiblit à partir de 1976, etc. Toutes ces raisons ont joué à un moment ou un autre un rôle essentiel dans l'involution/le déclin de l'économie soudanaise après l'euphorie de 1973-74.

étrangers qui plaçaient le Soudan au centre du monde arabe tandis que ses élites, toutes tendances politiques confondues, souffraient du statut de seconde classe qui leur était le plus souvent attribué par les pays voisins. La persistance de l'héritage colonial et la faible urbanisation du Soudan expliquent sans doute cette marginalisation des élites arabes soudanaises modernes. Ce projet économique voyait le jour à une époque où l'économie héritée de la colonisation – notamment la culture du coton – s'essoufflait. Sa mise en œuvre, même partielle, a aussi cristallisé l'émergence de nouveaux acteurs économiques qui ont marqué les années 1990 en parvenant à transgresser le monopole acquis de fait par la bourgeoisie traditionnelle dans les secteurs clés de l'économie soudanaise : on a ainsi assisté à la réorientation directe ou indirecte de hauts fonctionnaires du gouvernement vers le monde des affaires ; à la « corporatisation » de soldats installés à la tête d'entreprises semi-publiques afin d'acheter leur loyauté politique ; et à l'exonération des sbires de certains partis politiques, alliés au gouvernement pour attaquer « économiquement » certains secteurs de la bourgeoisie traditionnelle qui, victimes d'une implacable répression politique, avaient déjà largement décidé d'exporter leurs capitaux vers l'Égypte et d'autres pays de la région.

Un autre de ces nouveaux acteurs mérite une attention particulière : les banques islamiques. La première de ces banques, la Faisal Islamic Bank of Sudan, a été fondée en 1977 à Khartoum, suivie par la banque al Baraka al Sudani. Grâce à leurs relations au sein des cercles islamistes venus en appui du gouvernement en 1977, ces banques bénéficièrent d'exonérations fiscales et d'un accès plus facile aux devises fortes, ce qui leur permit d'afficher des résultats sans précédent par rapport aux banques plus conventionnelles. Le rôle croissant de ces banques islamiques et la protection dont elles bénéficiaient (et ce malgré les nombreuses allégations de corruption et de contournement des réglementations financières établies par la Banque centrale du Soudan), témoignent de leurs connexions internationales et de l'influence grandissante de l'environnement islamiste au sein de la classe politique soudanaise de l'époque, préparant le terrain pour une confrontation avec les milieux traditionnels du monde des affaires qui avaient forgé des relations symbiotiques avec le système financier largement contrôlé par le gouvernement, malgré d'incessantes rivalités politiques. Bien que systématiques, ces rivalités participaient aussi à une certaine répartition des tâches qui permettait à chacun de profiter du marché, avec des périodes de plus ou moins grande réussite.

C'est pendant la période du gouvernement Nimeiri, dont nous avons brièvement évoqué les principaux événements, que les régulations mises en place par le gouvernement colonial s'effondrèrent. En février 1986, le FMI annonçait que le Soudan n'était plus éligible aux prêts de l'organisation. Fin 1987, la Banque mondiale estimait que la dette soudanaise avait dépassé son PIB et que les exportations ne représentaient que 30 % de son économie. Le gouvernement issu des élections « presque » démocratiques d'avril 1986 n'était guère en mesure de prendre des décisions drastiques – et de se montrer impartial : il décida de limiter le paiement du service de la dette à 25% des recettes d'exportations. Une mesure insuffisante et trop tardive, et ce d'autant plus que la guerre avait repris au Soudan du Sud en 1983 et que son coût (à l'époque estimé, de manière certes exagérée, à 2 millions de dollars par jour) pesait lourdement sur les faibles ressources encore disponibles.

L'inaction du gouvernement démocratique mettait surtout en évidence l'incapacité de ses dirigeants à se positionner tant au plan national qu'international. Prisonniers de la rhétorique islamiste sur la nécessité pour l'État soudanais d'adopter la charia (loi islamique), ils se

coupèrent des perspectives de paix vers lesquelles il aurait été impératif de s'engager pour obtenir de la communauté internationale une attitude plus conciliante. Le coup d'État du Front national islamique, intervenu au moment où le gouvernement acceptait enfin de reprendre les négociations avec le mouvement de révolte sud-soudanais, n'en est que le parfait exemple.

2. Réformes et recompositions sous le néolibéralisme islamiste

Le nouveau gouvernement islamiste se retrouva confronté à un certain nombre de défis, le premier étant de survivre malgré une position politique extrêmement minoritaire au sein de la population soudanaise et un manque de soutien généralisé au sein de la population urbaine. Les islamistes avaient surtout mené ce coup d'État par peur de se retrouver complètement marginalisés si un accord était conclu entre le gouvernement central et les rebelles du Sud. La tâche promettait d'être difficile : il s'agissait de gagner en pouvoir à Khartoum ; de prendre le contrôle de l'armée, qui ne les avait suivis qu'en raison des malentendus créés par les responsables du FNI ; et de briser toute tentative de résistance de la part d'une opposition privée de chefs par l'arrestation de ses dirigeants mais conservant des relations dans la société urbaine et l'appareil gouvernemental.

En outre, Le FNI mena une réflexion sur sa conception de l'État islamique, et l'interprétation qu'il en proposa s'avéra être en accord avec le néolibéralisme : l'État perdit la plus grande part de son rôle économique pour se limiter à une simple fonction régulatrice ; le secteur privé devint vecteur de développement et de richesses, les islamistes soudanais aimant l'argent et ne se satisfaisant pas d'un ascétisme populiste.

L'islamisation de l'économie soudanaise, comme au Pakistan et en Iran, n'était pas une simple affaire, et l'étude même approfondie de la tradition musulmane et des penseurs islamistes ne permettait pas de trouver toutes les réponses sur le sujet. Avant tout, cette islamisation devait tenir compte de réalités économiques incontournables : le manque drastique de devises fortes, l'isolement croissant du Soudan sur la scène internationale et, par conséquent, la nécessité de trouver des investisseurs capables de résister aux pressions occidentales ou du moins américaines, ce qui était difficile.

Enfin, le nouveau gouvernement devait faire face à ses propres défaillances internes. Afin de donner de la crédibilité au caractère non partisan du coup d'État (l'armée n'était-elle pas, au Soudan comme ailleurs, une institution nationale ?), le Front national islamique fut dissout, tout comme les autres partis politiques, et son leader charismatique fut lui-même emprisonné pendant plusieurs mois[297]. La dissolution du parti créait une situation radicalement nouvelle : contrairement aux années précédentes, les décisions étaient désormais le plus souvent prises sans véritable débat. Qui plus est, les postes occupés au sein du gouvernement tendaient à créer

[297] Néanmoins, contrairement aux autres partis dont les leaders furent poursuivis/emprisonnés, les dirigeants du FNI, à l'exception de Tourabi, furent immédiatement intégrés aux opérations/activités gouvernementales, d'abord discrètement puis, une fois le pouvoir consolidé, de plus en plus ouvertement. La première querelle interne fut causée par la durée d'emprisonnement du leader islamiste : au lieu du mois de détention escompté, il ne le fut libéré qu'au bout de six mois.

de nouvelles hiérarchies qui n'étaient pas toujours en phase avec celles propres au parti. Par exemple, le président Omar el-Béchir était, au sein du FNI, un membre sans réelles responsabilités, alors que le général Zubeyr Mohamed Saleh, devenu son vice-président en 1993, était un leader important du parti, sans doute à la tête de l'aile militaire. Les ambitions des membres du parti au sein de l'appareil gouvernemental mériteraient qu'on leur consacre ailleurs une analyse approfondie, qui donnerait certainement des résultats intéressants.

Durant les deux premières années, les politiques économiques allèrent radicalement à l'encontre du libéralisme prôné par la théorie islamiste : étatisme, subvention des produits de première nécessité comme le pain et le gaz, doublée d'un rationnement organisé par des structures politiques locales basées sur un modèle libyen, comités populaires, contrôle strict des devises fortes et des taux d'intérêt, etc. Ces mesures furent instaurées avec une détermination qui surprit tous les observateurs du Soudan : trois personnes furent exécutées pour avoir participé au marché noir des devises pour de petites sommes ; le contrôle strict des licences et, davantage encore, de la légalité de certaines pratiques commerciales entraîna des pénuries mettant en difficulté la population soudanaise plus encore que le régime.

Néanmoins, il ne faudrait pas voir dans cette période un simple coup d'essai du gouvernement, pariant sur une politique plus étatique et isolationniste avant d'effectuer un revirement à partir de 1992. Cela aurait été un pari hasardeux, compte tenu de l'état des finances publiques au moment du coup d'État. La politique économique de cette période avait en réalité deux objectifs majeurs, conditions essentielles à la mise en œuvre du projet islamiste de libéralisation économique.

D'une part, il s'agissait de démanteler la bourgeoisie traditionnelle. Celle-ci jouissait d'un quasi-monopole sur la plupart des contrats gouvernementaux, chaque parti favorisant ses membres à chaque opportunité créée par la nomination d'un ministre issu de ses rangs. En échange, ces acteurs économiques étaient généreux lorsqu'ils étaient sollicités par les leaders de leur parti. Ce factionnalisme et cette instabilité ministérielle ont peut-être contribué à créer sur le long terme une certaine forme de concurrence économique en permettant à chaque groupe composant cette bourgeoisie traditionnelle d'acquérir un savoir-faire tout en évitant que l'un ou l'autre ne prenne entièrement le contrôle d'un secteur du marché. Le factionnalisme politique permit ainsi de réaliser ce que l'absence de concurrence empêchait. À partir de 1989, en limitant ou en révoquant les licences d'import-export, en contrôlant l'accès aux devises fortes et en interdisant aux opérateurs économiques soupçonnés de soutenir l'opposition de mener leurs activités, le gouvernement soudanais créa un vide. De 1989 à 1992, de nombreux hommes d'affaires abandonnèrent pour cette raison le marché soudanais, déplaçant souvent leurs activités d'abord en Égypte, puis en Europe, et de plus en plus en Asie, bien avant que cela ne soit en vogue à la fin des années 1990.

D'autre part, et parce que les marchés détestent le vide, le gouvernement islamiste s'est mis à promouvoir activement « ses » opérateurs économiques et à les nommer à des postes clés dans les principaux secteurs de croissance, en particulier ceux créés, bien entendu, par et pour le gouvernement. Comme nous le verrons plus loin, cette « nouvelle » bourgeoisie se distinguait de la bourgeoisie traditionnelle à plusieurs titres (origine sociale, formation, socialisation, utilisation du système financier formel).

Une politique aussi strictement contrôlée visait également un objectif qui dépasse la portée économique : la disciplinarisation de la société soudanaise. Pour les dirigeants islamistes – et pas seulement pour les militaires qui les soutenaient – ce contrôle et la répression brutale de toute dissidence signalaient le rétablissement de l'autorité du régime et du gouvernement (même si le gouvernement et le régime se confondaient aux yeux de beaucoup de gens). Cela explique pourquoi de nombreux hauts responsables de l'État, auparavant apolitiques, prêtèrent allégeance au nouveau régime après juin 1989. Si l'on peut y voir de l'opportunisme ou une stratégie de survie lors des vastes purges menées au sein de l'appareil gouvernemental, cela va au-delà. Fatigués et humiliés par les faveurs longtemps accordées à des hommes d'affaires et politiciens hauts placés qui s'en servaient pour piller les ressources gouvernementales, certains pensèrent qu'une telle répression permettrait de rétablir l'idée d'un gouvernement capable de défendre les intérêts supérieurs du pays contre les intérêts individuels des divers partis. Bien entendu, leurs espoirs furent déçus : ceux qui avaient autrefois subi l'exclusion s'avérèrent être de bons élèves, surpassant bientôt les partis traditionnels par leur savoir-faire.

Cependant, faute de temps et de ressources financières immédiates, l'effondrement ne pouvait être évité. Comme à chaque coup d'État, le discours inaugural du 30 juin 1989 fit référence à la corruption qui minait l'État, annonçant la mise en accusation de hauts responsables politiques et administratifs. Et comme ailleurs, une fois la situation stabilisée, ces procédures furent soudainement suspendues, ou plutôt redirigées arbitrairement à l'encontre de personnalités mineures, laissant ainsi tranquilles les grands corrupteurs des années 1980. La population soudanaise, extrêmement méfiant à l'égard du nouveau gouvernement, affirmait qu'arrêter ceux au pouvoir était mission impossible, citant en exemple la façon dont Hassan al-Tourabi avait stoppé les enquêtes sur les détournements et malversations des banques islamiques au plus fort de la sécheresse des années 1980.

Depuis 1989, le thème de la corruption n'a jamais cessé d'alimenter les rumeurs ou de nourrir le débat public. Dans la dernière partie de ce texte, nous examinerons ces différentes formes de corruption car elles expliquent à la fois la continuité sociale avec la période Nimeiri et les efforts sans cesse déployés pour délégitimer un gouvernement impopulaire.

En février 1992, les politiques économiques soudanaises s'infléchirent radicalement, empruntant un véritable tournant néolibéral. Il s'agissait d'une application stricte des préconisations du FMI, sans les mesures correctives habituellement mises en place pour en tempérer le coût social. Ce revirement était d'autant plus paradoxal que les relations avec les organisations de Bretton Woods se détérioraient. Mais sur le plan intérieur, ce changement était facilité par les politiques précédentes : l'opposition politique avait été éradiquée ; ses sympathisants présumés au sein de l'appareil gouvernemental, de l'armée et des syndicats avaient été suspendus et souvent emprisonnés ; et ses soutiens économiques se retrouvaient ruinés ou forcés de quitter le pays.

Lorsqu'il fut appelé à venir en aide au Soudan en 1978, le FMI mit en place des mesures de soutien. À partir de 1980, le FMI introduisit des mesures d'ajustement structurel empêchant la dette de s'envoler. Mais en 1986, le Soudan fut déclaré inéligible aux aides. En 1993, les États-Unis inscrivaient le Soudan sur leur liste des États soutenant le terrorisme ; peu de temps après, le FMI décida de suspendre les droits de vote du Soudan. Il y eut alors à Washington d'intenses discussions sur la possible exclusion du Soudan. L'exclusion n'eut finalement pas lieu, grâce à l'opposition de plusieurs pays, dont la France qui entretenait des relations moins conflictuelles

que les États-Unis avec Khartoum et qui voulait éviter cette mise à l'écart pour des raisons de gouvernance mondiale : si le Soudan était exclu, 10 autres pays suivraient et le FMI deviendrait obsolète. Ce n'est qu'en mars 1997, grâce à un important soutien financier de la Malaisie, quelques mois avant le début de la crise asiatique, qu'un accord fut conclu avec le FMI. Le Soudan devrait s'acquitter de 4,5 millions de dollars par mois en remboursement du service de la dette, baisser drastiquement le taux d'inflation (passant de trois à deux chiffres), unifier les taux d'intérêt et réduire les emprunts du gouvernement auprès de la Banque centrale du Soudan. En août 1999, à l'heure où l'exportation du pétrole soudanais n'en était encore qu'à ses débuts, le FMI leva sa déclaration de non-coopération et en 2000, les droits de vote du pays furent rétablis. À l'époque, la dette soudanaise était estimée à 20 milliards de dollars, dont 1,6 milliard dus au FMI seul. C'est aussi au cours de cette période qu'eut lieu la normalisation des relations entre les agences de sécurité américaines et soudanaises[298].

La mise en place des politiques de libéralisation se fit sur plusieurs plans. D'une part, grâce à une réforme constitutionnelle en 1994, l'État soudanais était devenu une fédération[299]. Cette mesure permettait de déléguer aux nouvelles administrations, même si elles ne disposaient généralement pas des ressources suffisantes, la responsabilité de couvrir les coûts des services publics essentiels (santé, éducation, infrastructures locales). En conséquence, entre 1992 et 1998, le gouvernement put enregistrer une réduction de moitié de ses dépenses en pourcentage du PIB. Sur le court terme, les provinces largement ignorées des gouvernements précédents se virent sollicitées et dotées, au moins nominalement, d'institutions prestigieuses (parlements, universités, etc.). Mais dès la fin des années 1990, avant que la rente pétrolière ne permette une répartition plus équitable des ressources, l'expérience laissait pour beaucoup un goût amer : les étudiants manquaient de professeurs, ceux-ci étant souvent occupés par un second emploi plus lucratif, les employés des collectivités locales étant encore très mal payés voire pas du tout. L'augmentation des effectifs dans les collectivités locales s'accompagna en outre d'une baisse drastique des emplois fédéraux ; les licenciements étant facilités par une répression politique impitoyable et une crise fiscale au sein du gouvernement qui poussa certains à retourner dans le secteur privé déréglementé à la recherche d'éventuelles opportunités tandis que d'autres, plus nombreux, choisirent la voie de l'exil économique.

La libéralisation économique se traduisit également par une diminution progressive des subventions pour les produits de première nécessité, en particulier le pain. Sur ce point, le gouvernement agit de manière différenciée : tandis que d'autres produits subissaient des hausses de prix plus abruptes, les subventions pour le pain furent réduites par étapes. Mais l'humanité de ce geste était moins évidente que le souvenir des révoltes urbaines qui avaient marqué la chute de Ga'afar Nimeiri en 1985. Encore sensible aujourd'hui malgré la prospérité apportée par les accords de paix de janvier 2005 et surtout par la répartition (très inégale) de la rente pétrolière dans la capitale, le coût social de telles mesures de libéralisation urbaines ne doit pas être sous-estimé : les employés les plus humbles se retrouvèrent par exemple à ne manger souvent qu'un seul vrai repas par jour.

Le dernier volet de ces politiques de libéralisation concerne le secteur parapublic soudanais, un secteur créé par le gouvernement colonial et qui, à son apogée, représentait près de 70% du

---

298 Daniel Benjamin and Steven Simon, *The Age of Sacred Terror. Radical Islam's War Against America,* New York, Random House, 2003.

299 Marc Lavergne, "Le nouveau système politique soudanais ou la démocratie en trompe-l'œil", *Politique africaine*, 66, 1997.

PIB du Soudan. Mais avec la gestion catastrophique des années 1970 et la pénurie en devises fortes de la décennie suivante, les 190 entreprises publiques du Soudan se retrouvèrent confrontées à des problèmes semblables : elles fonctionnaient souvent à moins de 30% de leur capacité (notamment en raison du manque de pièces de rechange) et manquaient de nouveaux investisseurs et d'employés qualifiés, ces derniers ayant souvent préféré quitter le pays à cause des bas salaires et du climat politique tendu.

Entre 1992 et 1995, 17 entreprises furent vendues et 22 furent restructurées. Entre 1996 et 1998, le total atteignit 50, mais les conditions de privatisation suscitèrent d'âpres débats, non seulement au sein de la population, déjà très remontée contre le régime, mais aussi au sein même du gouvernement. De fait, islamiste ou pas, le gouvernement commettait souvent des « erreurs » profitables à ses sbires : appels d'offres confidentiels qui manquaient de transparence ; privatisations d'entreprises cédées à moindre coût voire impayées, etc. À l'instar d'autres situations en Afrique (sans parler des autres continents), certains ont vu dans ce processus un véritable dépouillement du pays au profit des clients du régime bien plus qu'un ajustement aux normes de Bretton Woods. En réalité, sous réserve d'une analyse au cas par cas, on peut dire qu'à l'époque, avec ces privatisations, le Soudan n'a pas tant bénéficié d'un afflux de capitaux frais que de l'effacement de ses déficits structurels.

On aurait pu s'attendre à ce que ce démantèlement du secteur parapublic ouvre la voie à une économie plus libérale dans laquelle le gouvernement cesserait de jouer un rôle central. Mais le développement de l'industrie pétrolière remit en cause ce fragile « acquis » : le gouvernement retrouva alors sa centralité économique, et l'hypothèse vertueuse de la construction d'un marché libre fut écartée. À l'exception des marchés publics, il ne restait que très peu de place pour une véritable capitalisation indépendante.

Dans l'introduction, nous avons noté que dans les années 1990, le Soudan se trouvait dans une position intenable face à la communauté internationale. Lourdement endetté, il n'avait pas les faveurs du FMI. Son caractère islamiste et ses relations avec des organisations et des individus réprouvés par Washington (dont Oussama ben Laden et le Hamas palestinien) l'ostracisaient du reste de la communauté internationale. La guerre que menait le pays à l'intérieur de ses propres frontières, les massacres récurrents et les allégations de pratiques esclavagistes et de violations massives et répétées des droits humains suscitaient aussi l'indignation dans divers secteurs de la société civile internationale. Enfin, après la tentative d'assassinat du président Hosni Moubarak par un commando terroriste égyptien auquel certains responsables soudanais avaient apporté leur soutien, le Conseil de sécurité des Nations unies vota des sanctions à l'encontre du pays. En août 1998, suite aux attaques à la bombe de deux ambassades américaines en Afrique de l'Est, une usine de fabrication de médicaments fut bombardée dans une zone industrielle de la capitale soudanaise, ce qui était moins la preuve de l'implication de Khartoum dans des activités criminelles que de l'exaspération de Washington à l'égard du Soudan.

Cependant, malgré la sévère diminution de l'aide internationale au Soudan – 17 millions de dollars en 1997, contre près de 1,9 milliard en 1977 – le gouvernement soudanais parvint à survivre, à assumer le financement de sa guerre sanglante au Sud et le paiement des salaires de ses soldats et de ses employés, et ce, bien avant que la rente pétrolière ne rééquilibre la situation. Comment expliquer que ce gouvernement ait réussi à accomplir ce que ses prédécesseurs n'étaient pas parvenus à faire dans des conditions internationales plus favorables ?

La réponse n'est pas simple, parce que l'analyse ne peut se baser sur les seuls documents comptables fournis par les grandes institutions internationales. Celles-ci se sont d'ailleurs montrées jusqu'à présent extrêmement prudentes à cet égard, notamment parce qu'elles ont été témoins de l'acquisition d'équipements militaires coûteux dont le financement ne figurait nulle part dans les comptes gouvernementaux du Soudan. Différentes hypothèses ont été avancées. L'une d'elles implique les admirateurs internationaux de l'ancien leader islamiste, Hassan al-Tourabi. Souvent issus des familles royales du golfe Persique, ou hommes d'affaires arrogants/Hommes d'affaires souvent issus des familles royales du golfe Persique, ceux-ci sont soupçonnés d'avoir financièrement aidé le gouvernement de Khartoum à survivre, au moins au début des années 1990. Ce financement diminua sans doute beaucoup lorsque les attaques, purement rhétoriques, à l'encontre des monarchies du Golfe se multiplièrent après la crise irakienne. D'autres hypothèses, plus réalistes, mettent en avant les accords interétatiques conclus au début des années 1990 (avec la Libye, l'Iran, la Malaisie et plus tard la Chine) et la promesse pétrolière en germe bien avant la construction de l'oléoduc de 1600 km qui acheminerait le pétrole du puits au port. Certains mentionnent aussi un trafic à grande échelle de fausse monnaie, argument utilisé par ailleurs depuis 2006 contre le Hezbollah libanais.

Sans se prononcer sur la validité de ces différentes explications, l'analyse des statistiques fournies par le gouvernement soudanais permet de tirer une tout autre conclusion. Au cours des années 1990, les régions agricoles du nord et du centre du Soudan profitèrent de conditions climatiques favorables, contrairement à la décennie précédente. Les politiques gouvernementales – suppression du contrôle des prix et de la commercialisation, stimulation des exportations et réduction drastique des taxes – eurent aussi des répercussions sur le secteur agricole. Le secteur de l'agriculture pluviale, négligé par les gouvernements précédents qui avaient accordé la majorité des subventions à de grands projets irrigués, réagit positivement à ces nouvelles politiques macroéconomiques, tout comme le secteur de l'élevage. Dans les années 1990, ces secteurs connurent une croissance annuelle moyenne de 24 % pour l'agriculture pluviale et de 10,4 % pour l'élevage.

Ces données ne sont pas simplement d'ordre technique. Elles montrent bien que la politique gouvernementale de colonisation agraire, souvent imposée de force par le régime, n'avait pas seulement pour objectif potentiel d'éradiquer les populations qui n'étaient pas jugées « suffisamment arabes » ou musulmanes. Dans un contexte d'isolement international et de retrait des aides bi- et multilatérales, une telle politique offrait également une solution économique durable qui permettrait d'acquérir des devises fortes, de consolider l'influence gouvernementale dans les zones rurales et d'affaiblir les populations hostiles en utilisant la colonisation agraire comme stratégie contre-insurrectionnelle. Tout ceci n'étant que quelques-uns des multiples usages du néolibéralisme au Soudan.

3. Colonisation des terres et changements de frontières : le cas du Kordofan

Dès leur arrivée au pouvoir en 1989, les dirigeants islamistes affichèrent leur slogan, *syassat al-tamkin* : contrôle exclusif du gouvernement et de la société. Comme nous l'avons vu, la domination de la sphère économique était l'une de leurs priorités. Depuis les années 1970, le

pouvoir économique était au cœur de la stratégie de domination du pouvoir politique. Désormais le mouvement islamiste, rebaptisé Parti du Congrès national (PCN), allait mettre en œuvre ce projet hégémonique tant au niveau économique que politique.

Les politiques agricoles du gouvernement, surtout pendant les années qui suivirent 1989, étaient centrées sur une rhétorique de mobilisation populaire et insistaient sur l'indépendance économique et l'autosuffisance. Les slogans étaient « nous mangerons ce que nous cultivons » et « *al-nafra al-khadra* », ce qui signifie mobiliser toutes les ressources disponibles (humaines, financières et technologiques) pour promouvoir le secteur agricole. Cependant, ces politiques consistèrent surtout pour le gouvernement à se retirer des grands projets agricoles en suspendant ses subventions aux métayers et à adopter des systèmes islamiques d'achat de produits agricoles à exporter.

La domination de la sphère économique ainsi que l'exclusion sociale et régionale (concentration des activités économiques et de distribution en milieu urbain – en particulier dans la capitale – et marginalisation accrue du monde rural) entraînèrent de profondes transformations, la plus notable politiquement étant la réémergence de l'ethnicité politique[300]. Les structures traditionnelles de médiation politique et de régulation sociale (administration autochtone, droit coutumier) qui, historiquement, avaient permis de faire le lien entre les élites politiques traditionnelles et leurs ancrages ruraux, les groupes ethniques et les partis politiques, furent affaiblies voire détruites par les islamistes dont le but était de marginaliser une fois pour toutes leurs concurrents. Aujourd'hui, l'un des effets de cette situation est que la révolte des zones périurbaines contre la marginalisation politique et économique tend à se traduire par des conflits armés ethniques faute d'autres canaux d'expression, comme on le voit au Darfour ou dans la province du Kordofan, sans parler de l'Est ou du Nord.

L'analyse de la politique foncière montre le lien qui existe entre ce projet économique hégémonique et la logique guerrière. La politique foncière constitue aussi un excellent angle d'approche pour comprendre l'importance accrue de la dimension ethnique dans les réalités politiques et sociales du Soudan actuel. La question foncière reste en effet au cœur de la politique du régime islamiste en matière de reconstruction des relations économiques avec le monde rural, monde qui demeure aujourd'hui une réalité dominante au Soudan. Cette question représente un enjeu politique majeur dans le contexte actuel d'ouverture économique, d'afflux d'investissements étrangers, et de tensions accrues entre communautés ethniques dans les régions périphériques – comme ce fut particulièrement le cas après la signature des accords de paix de janvier 2005 entre le gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS).

En effet, dans les régions agricoles périphériques de toute la région méridionale, dont le sud du Kordofan et le Nil bleu, la terre revêt une grande importance politique et constitue un facteur majeur d'instabilité entre les régions du nord et du sud. Car, outre le fait que ces deux régions offrent d'excellentes opportunités en termes d'agriculture commerciale, la terre possède une grande valeur immatérielle. Elle est un paramètre important dans la façon dont les populations autochtones définissent leur identité. La propriété foncière se base sur le groupe ethnique et la hiérarchie sociale : les populations locales, quoique propriétaires « historiques » de la terre (selon

---

[300] John Lonsdale, "Ethnicité, morale et tribalisme politique", *Politique africaine*, 1996, n°61.

le droit coutumier), forment l'essentiel des effectifs la travaillant, le fruit de leur travail profitant surtout à des propriétaires « étrangers », c'est-à-dire non originaires de la région.

Nous nous concentrerons sur les pratiques foncières du gouvernement soudanais, en particulier dans le cadre de sa politique économique libérale (remise en question du système traditionnel de propriété foncière, redistribution sélective des ressources, marginalisation et exclusion de certaines populations) tout en analysant leur rôle dans l'apparition et la propagation des conflits civils régionaux. Notre champ d'étude est la région du Kordofan méridional. C'est en effet dans cette région périphérique que l'on peut le mieux saisir la relation entre la logique guerrière du gouvernement et ses politiques libérales, ainsi que les effets de sa politique foncière sur le tissu social. Nous nous pencherons aussi sur les zones de production pétrolière où il existe un lien spécifique entre la terre, la violence gouvernementale et l'ethnicité politique.

Le cadre juridique de la propriété foncière soudanaise, constitué de systèmes hybrides, est déjà en lui-même source de contradictions. Les législations foncières modernes et le système de propriété traditionnel institutionnalisé par le droit coutumier ne s'accordent pas. Selon le système traditionnel, la propriété rurale est communale, c'est-à-dire que la terre appartient à la communauté ou au groupe ethnique qui y vit. En 1970, une nouvelle loi fut promulguée selon laquelle le gouvernement était seul propriétaire des terres qui n'étaient pas officiellement enregistrées. La communauté n'avait donc plus que l'usufruit de ses terres, et y accéder nécessitait désormais de contracter une location ou un bail à long terme. Or dans la plupart des cas, les terres rurales avaient été héritées de génération en génération, sans enregistrement administratif officiel. Mais la loi ne prenait guère en compte la persistance des institutions sociales sur lesquelles, dans une grande partie du pays, reposait pourtant l'ordre social.

Cette situation est devenue problématique dès que, dans les années 70, le gouvernement s'est lancé dans le développement de l'agriculture mécanisée pour promouvoir les cultures d'exportation. À cette époque, les investisseurs pouvaient acquérir des terres (par le biais de baux à long terme), et notamment des propriétés communautaires où se trouvait la majeure partie des terres arables. La plupart de ces investisseurs n'étaient pas originaires de ces régions (mais du centre du pays) et disposaient des moyens nécessaires (dont l'accès aux équipements offerts par le gouvernement) pour exploiter les terres et participer aux grands projets de développement agricole.

La persistance, encore aujourd'hui, de cette anomalie juridique, la hiérarchie sociale qui en résulte, sa juxtaposition avec la marginalisation économique, sociale et politique de certains groupes ainsi qu'avec la violence gouvernementale envers certaines communautés pendant la guerre civile ont créé dans ces régions une grande instabilité et un ressentiment ethnique très profond, qui se manifestent aujourd'hui par des affrontements intercommunautaires[301]. C'est cette situation que l'on retrouve dans notre étude de cas du Kordofan méridional.

Le Kordofan méridional offrait des opportunités d'investissements agricoles à grande échelle (en particulier pour les cultures d'exportation), et l'expansion agricole qui s'en est suivie n'a pas été sans conséquence sur l'ordre social local qui reposait sur la cohabitation de diverses communautés ethniques grâce au respect des institutions traditionnelles (administration

---

301 Pour une histoire des législations sur la propriété foncière, voir Mohamed Hashim Awad , "The Evolution of Land Ownership in the Sudan", *Middle East Journal*, vol. 25, n° 2, 1971.

autochtone et droit coutumier) dans la gestion des relations intercommunautaires. La terre jouait ici un rôle important dans la définition de l'identité, ainsi que dans la hiérarchie sociale et la structure traditionnelle du pouvoir politique.

La politique du gouvernement a consisté à redistribuer de manière sélective et exclusive les terres arables expropriées au profit principalement de populations originaires du nord et de communautés arabes qui résidaient dans la région depuis plusieurs générations. Dans une société aussi hiérarchiquement organisée par communauté ethnique que le Kordofan méridional, cette pratique foncière a d'abord contribué à la polarisation ethnique et économique de la société locale. Plus important encore, cette exclusivité de la redistribution et l'expropriation initiale ont créé chez les populations locales un sentiment de dépossession et même de colonisation, car l'introduction dans cette région de l'agriculture commerciale (ou ce que l'on appelle des projets d'agriculture mécanisée) s'est faite le plus souvent au détriment du système agricole traditionnel (petites exploitations familiales) utilisé par la majorité des populations locales non arabes, les Noubas. La loi de 1970 a contribué à l'expropriation de nombreuses petites propriétés appartenant aux Noubas, dont la plupart n'avaient pas fait l'objet d'un enregistrement officiel.

Cette nouvelle réalité sociale se trouva aggravée par l'appauvrissement des petits propriétaires terriens qui, très vite, sont devenus des travailleurs sur leurs propres terres, non pas pour leur propre profit mais pour celui de riches propriétaires terriens non autochtones. Ces petits propriétaires terriens ne disposaient ni des moyens financiers ni du savoir-faire pour concurrencer les nouveaux acheteurs et prendre part à ces nouveaux projets. En définitive, la situation ne profita guère à la région du Kordofan méridional ou à ses habitants, les bénéfices revenant directement à de grands propriétaires terriens largement absents.

Le développement de l'agriculture commerciale se fit au détriment du pastoralisme, qui était une activité importante dans la région. Les espaces et les chemins de pâturage historiquement définis furent gravement affectés par cette expansion. Le gouvernement n'était cependant absolument pas conscient de cette réalité/resta pourtant aveugle à cette réalité/se montra pourtant insensible à cette réalité, et aucune mesure ne fut prise pour contrôler ces transformations. Les sécheresses qui frappèrent durement la région au début des années 1980 attisèrent les tensions et provoquèrent même des affrontements armés entre agriculteurs et bergers. Dans les sociétés du Kordofan méridional, du Nil bleu et du Darfour, où le découpage socio-économique correspondait à peu près au découpage ethnique (les communautés arabes pratiquant le pastoralisme, les autres l'agriculture), les tensions se transformèrent rapidement en conflits armés entre groupes ethniques.

Le gouvernement joua un rôle direct dans l'escalade de ces rivalités nées de la raréfaction des ressources. S'il y avait toujours eu des querelles entre bergers et agriculteurs, les mécanismes d'arbitrage traditionnels de l'administration locale et du droit coutumier permettaient de les maîtriser efficacement. En affaiblissant ces mécanismes, le gouvernement créa un vide dans la résolution des tensions sociales.

La politique d'expansion agricole est bien antérieure à l'avènement du gouvernement issu du coup d'état. Et pourtant, c'est avec celui-ci qu'elle s'est transformée en véritable stratégie de guerre à l'encontre d'une population locale considérée à la fois comme hostile et comme alliée

potentielle du MPLS. Le gouvernement actuel s'est en cela distingué de ses prédécesseurs de trois façons.

Premièrement, il ne s'agissait pas seulement pour lui de promouvoir certaines communautés au détriment d'autres : la politique foncière fonctionnait également comme un véritable clientélisme politique. Les investisseurs proches du parti étaient favorisés parce qu'ils étaient susceptibles de remplir les caisses du parti et de constituer des alliés dans la gestion politique locale, le PCN ne disposant pas d'une assise sociale propre dans la région. Il n'en reste pas moins que ses clients appartenaient à des groupes ethniques spécifiques. Les années précédentes, il n'y avait pas eu de véritable distribution de baux, le gouvernement refusant de promouvoir le secteur agricole dans cette région. Lorsqu'elle se mit à les distribuer, l'administration ne fit que renouveler des baux (puisque les terres étaient la propriété de l'État) au nom de ses alliés. Aujourd'hui, les terres deviennent des objets d'échange entre le PCN et les populations locales, le premier cherchant ainsi à se constituer localement une assise sociale.

Deuxièmement, la question du profit ayant toujours pesé dans les choix des décideurs, l'utilisation des terres dans le Kordofan méridional était peut-être davantage due à la stratégie de guerre déployée contre le MPLS qui, depuis les années 1990, occupait militairement certaines parties de la région et bénéficiait d'un véritable ancrage populaire. Cette guerre était surtout menée par des communautés locales alliées, recrutées et armées par les forces gouvernementales. Certes, cette stratégie de recrutement communautaire avait débuté sous le gouvernement précédent (1986-1989). Mais elle prit de l'ampleur sous le gouvernement d'el-Béchir pour finalement aboutir à l'officialisation des Forces de défense populaires (FDP), groupe paramilitaire dont il sera question dans la section suivante.

Malgré la signature de l'accord de paix de janvier 2005 et la participation du MPLS aux institutions politiques de l'appareil d'état, la guerre entre ces deux anciens ennemis s'est poursuivie par procuration. Mais elle est passée d'un conflit ouvert à une guerre localisée et reformulée en termes ethniques pour l'accès à la terre et au pétrole. Du côté du MPLS, la mobilisation politique (et guerrière) pour défendre la terre et lutter contre l'expropriation et les politiques capitalistes du gouvernement est aujourd'hui à son paroxysme, notamment avec le retour des communautés noubas qui, avec la guerre, avaient été déplacées vers d'autres régions du pays[302].

Aujourd'hui au Soudan, la propriété foncière peut ainsi être source de conflits armés entre groupes ethniques, notamment dans les régions limitrophes du nord et du sud. Les signataires des accords de paix l'ont reconnu, et l'accord prévoyait la création de Commissions foncières à

[302] Parmi les principales recommandations exprimées lors du sommet des peuples noubas (All Nuba Conference) qui réunit la diaspora nouba et toutes les principales factions politiques noubas au Sud-Kordofan en avril 2005, quelques mois après la signature de l'accord de paix, étaient prévues : « ...la révision de tous les baux [fonciers] accordés par l'État au cours des périodes précédentes, et leur suppression si nécessaire » (par. 23) ; « ...la liste de toutes les terres confisquées aux populations locales/autochtones afin de les redistribuer dans le cadre de programmes publics ou privés, et leur restitution à leurs propriétaires légitimes ou l'indemnisation de ceux-ci » (par. 24) ; « l'élaboration de nouvelles lois foncières conformes aux souhaits des citoyens de posséder ces terres » (par. 25) ; et « la révision de toutes les législations et des bases sur lesquelles les terres ont été distribuées pour des projets agricoles afin de donner la plus grande priorité à la population locale... » (par. 28). « The Final Communique of the All Nuba Conference », 2-6 avril 2007, p. 38.

l'échelle nationale ainsi que dans chaque État comme organes chargés de résoudre les conflits fonciers, de réglementer l'usage des terres, voire de solliciter des indemnisations auprès du gouvernement. Cependant, fin 2007, ce point de l'accord n'avait toujours pas été mis en œuvre. En l'absence de mécanismes d'arbitrage et d'une intention claire de la part du gouvernement de légiférer pour régler les situations problématiques, le nombre et l'étendue des conflits fonciers risquent de s'accroître lorsque les populations déplacées et les réfugiés rentreront chez eux.

Enfin, la redéfinition des frontières administratives de l'État du Kordofan méridional est au cœur de la politique foncière du gouvernement actuel et de sa volonté de contenir les Noubas. Quelques semaines avant la signature de l'accord de paix de 2005, le gouvernement soudanais décida de faire fusionner le gouvernement du Kordofan occidental avec celui du Kordofan méridional : le principal objectif de cette décision était de restructurer la démographie ethnique de la nouvelle entité administrative, une fois de plus à l'avantage des communautés arabes et au détriment des populations noubas, non arabes. Les premières, voyant les affrontements s'intensifier et la guerre progresser vers leur territoire, s'allièrent au gouvernement qui les armait. Mais l'unification de ces deux régions s'explique aussi en termes d'intérêts économiques, ou plus exactement pétroliers. Cela nous ramène à la question de l'exploitation pétrolière dans la région, à l'origine elle aussi de l'émergence de l'ethnicité politique et de la violence communautaire.

Les champs pétroliers de Heglig se situent au sud du Kordofan méridional et, d'après le MPLS, ils appartiennent au Soudan du Sud. Le MPLS considère que cette région fait partie des territoires arbitrairement rattachés au nord par les autorités coloniales en 1905. Constituant l'un des points de désaccord entre le PCN et le MPLS, cette question de la frontière entre le nord et le sud, encore non résolue, représentait un enjeu important du référendum de 2011 sur l'autodétermination des peuples du sud prévu par l'accord de paix.

La définition des frontières tient aussi une place essentielle dans l'allocation des revenus pétroliers. L'accord de paix prévoyait trois niveaux de répartition : le niveau national (incluant les États du nord et du sud), celui du gouvernement du Soudan du Sud (comprenant les États du sud) et celui des États producteurs, le gouvernement de chaque État producteur recevant 2 % des revenus nets. La fusion récente des deux régions du Kordofan a créé une grande confusion dans cette répartition. En plus des 2% revenant à l'État producteur, une disposition spéciale de l'accord allouait aussi 2% au Kordofan occidental, principalement habité par un groupe arabe, les Misseriyas. Cela créait une nouvelle inégalité entre ce groupe et les Noubas, augmentant les rivalités déjà existantes.

Nous avons essayé de montrer les liens qui existent entre les pratiques du gouvernement soudanais, sa politique de libéralisation économique et la réémergence des ressentiments ethniques. La dimension ethnique et les pratiques hégémoniques (économiques et sociales) ont marqué l'État soudanais depuis l'indépendance du pays. La particularité se situe ici dans l'intensité du phénomène et de ses conséquences sociales et politiques. Les islamistes soudanais ont réussi à dominer la sphère économique, modifiant sa structure à leur avantage. Mais cela les a amenés à démanteler le tissu social et même à remettre en question la structure même de l'État soudanais. La libéralisation économique et l'importance des revenus pétroliers n'ont fait qu'accroître l'enjeu que représente le contrôle de la sphère économique (et de l'État), et ont exacerbé l'exclusion de communautés historiquement marginalisées ainsi que d'autres groupes politiquement et socialement prédominants. Cette situation a alimenté les mouvements de

rébellion dans les régions périphériques, donnant lieu à de graves affrontements ethniques qui appellent aujourd'hui à un nouvel ordre politique au Soudan.

4. Coercition versus individuation à la mode néolibérale

Par philosophie autant que par nécessité, le nouveau gouvernement préféra ne pas recourir au seul contrôle de l'État pour construire son projet politique, comme l'avaient fait avant lui d'autres régimes autoritaires arabes. Ce faisant, il devait néanmoins trouver le moyen de satisfaire ses partisans et d'assurer sa propre survie. Dans ce qui suit, nous voudrions souligner trois éléments qui, articulés à une politique néolibérale, ont eu des effets structurels importants en termes de contrôle social et d'individuation au sein de la société soudanaise. Il s'agit de la manière dont les islamistes envisagent l'individu, de l'établissement ou du développement d'organisations humanitaires islamiques, et de la milicianisation du monde rural.

La théorie politique des islamistes a donné lieu au développement non seulement d'un modèle néolibéral mais aussi d'une théorie de l'individu, élaborés à partir de leurs affinités communes. L'argent et son utilisation n'avaient pas ici de connotations négatives, même si certaines tendances populistes y faisaient parfois référence ; mais il était également admis que certains étaient doués pour les affaires comme d'autres pour la politique. Hassan al-Tourabi n'hésita pas à confier une partie des fonds de son parti à certains individus pour qu'ils les fassent fructifier et reversent une part importante des bénéfices à son organisation. Ce mode de fonctionnement présentait plusieurs avantages : il permettait de coopter rapidement au sein de l'élite économique des individus plus jeunes possédant une formation différente de celle des générations précédentes et connaissant déjà le leader et son organisation ; il permettait aussi de faire appel à des individus talentueux sans exiger d'eux, comme dans d'autres mouvements politiques, un capital social similaire à celui de l'élite ; il encourageait en outre l'innovation, les nouveaux membres tentant de montrer à quel point leurs idées différaient des anciennes méthodes. Incidemment, cette attitude favorisait également une définition très globalisée de la réussite et de l'individuation.

Ce qu'il était possible de faire en tant qu'organisation lorsque de telles opportunités existaient mais n'étaient pas très courantes devint impossible une fois que le parti eut pris le contrôle du gouvernement et qu'il fallut récompenser des dizaines, voire des centaines de personnes tout en préservant le budget public de l'asphyxie financière. La création et le développement d'organisations humanitaires islamiques permirent alors de combiner deux objectifs importants. Premièrement, en ce qui concerne la question de la capitalisation, ces ONG s'avérèrent être de parfaites petites entreprises : elles employaient un personnel relativement qualifié qui avait accès au marché humanitaire international (la loi exigeant pour les ONG internationales d'avoir un partenaire local) et était en mesure d'importer et d'exporter sans avoir à payer les taxes habituelles. Deuxièmement, ces organisations – ou les personnes travaillant en leur sein – ont joué un rôle important à la fois de soutien auprès de sympathisants sans ressources, mais aussi de relai entre des populations jugées dangereuses (le plus souvent il s'agissait des quatre millions de personnes déplacées) et les services de sécurité avec lesquels ces organisations étaient en lien, tout cela en gardant un œil sur les ONG internationales soupçonnées d'abriter des espions.

Le financement des services de sécurité par des entreprises privées présentait aussi plusieurs avantages. D'une part, une telle politique ne représentait qu'un coût modique pour l'État, qui n'avait pas ainsi à falsifier ses livres de comptes pour diminuer l'importance de ce secteur aux yeux du FMI. D'autre part, elle garantissait la survie des islamistes à la fois en rendant presque impossible tout soulèvement (*intifada*) contre le régime et en assurant, dans le cas peu probable d'un changement de gouvernement, les ressources financières nécessaires pour reprendre le pouvoir.

Cette politique, déjà manifeste dans les années 1990, s'intensifia avec l'exportation du pétrole. Tout d'abord, la normalisation des relations avec Washington à partir du printemps 2000 sembla augurer d'une reprise des négociations de paix avec le MPLS et d'une possible participation de groupes non islamistes au gouvernement, à commencer par l'ancien ennemi, le MPLS lui-même. Dans un tel contexte, il était nécessaire pour le gouvernement de renforcer sa politique sécuritaire pour éviter tout risque de perdre le pouvoir. Ensuite, la réaffirmation de la centralité économique du gouvernement dans l'allocation de la rente pétrolière attisa les appétits, notamment au sein des services de sécurité qui se considéraient à la fois comme les gardiens du gouvernement et comme ceux à qui revenait le sale boulot. Certains leaders islamistes destitués diront que la croissance du secteur privé de la sécurité montrait aussi l'essoufflement d'un certain évergétisme partisan. Alors que dans les premières années, le gouvernement pouvait compter sur la générosité militante des acteurs économiques islamistes, la ferveur partisane s'estompa pour laisser place à une soif du profit qui, moins de dix ans plus tard, était devenue prééminente. L'individualisme sapant la logique partisane, les ressources issues de ces acteurs n'avaient plus la même nature stratégique, puisqu'ils tiraient toujours davantage profit de leurs liens privilégiés avec certains leaders du gouvernement. L'enrichissement personnel des uns et des autres, chez ces opérateurs mais aussi au sein du gouvernement et de ses membres, faisait perdre à la dimension politique une grande partie de sa valeur, dynamique qui n'est pas sans rappeler la deuxième période du gouvernement Nimeiri.

Ainsi, à la fin des années 1990, de nombreuses sociétés de services se développèrent. Certaines tentaient de dissimuler (sans grand succès) les activités réelles de leurs employés. D'autres se firent une place grandissante sur le marché, cherchant à s'enrichir en profitant de relations privilégiées avec le gouvernement afin de remporter des marchés publics. Ces entreprises se situaient notamment dans le secteur des activités dérivées de l'extraction pétrolière, le secteur financier et le secteur informatique, sans oublier l'import-export. Cela ne signifie pas qu'elles contrôlaient totalement ces divers secteurs stratégiques : il y avait par exemple des niches du fait qu'il fallait des compétences qu'elles ne possédaient pas. Néanmoins, la présence de ces entreprises était incontournable, au point de court-circuiter les procédures officielles ou internationalement certifiées[303].

À la « défense » des dirigeants soudanais, ce modèle économique est pour ainsi dire la norme chez beaucoup de leurs voisins et alliés. Dans une plus ou moins grande mesure, c'est ce que l'on constate en Érythrée et en Éthiopie, malgré la nature très séculière de ces gouvernements. C'est à l'évidence aussi le cas de la Libye, de l'Irak de Saddam Hussein, ainsi que de l'Algérie

303 Il n'est pas rare pour une entreprise étrangère voulant faire affaires au Soudan de solliciter l'aide d'un partenaire local pour faciliter les procédures. Au moment de l'attribution des marchés pour la construction du barrage de Merowe, les entreprises internationales furent invitées à choisir les entreprises locales avec lesquelles elles voulaient sous-traiter parmi la liste qui leur fut aimablement remise, balayant appel d'offres et concurrence réglementaires.

sous le FLN et durant la guerre civile. Quand bien même ils l'auraient souhaité, les islamistes soudanais n'ont rien créé de nouveau.

Si les détails de cette « capitalisation sécuritaire » soudanaise restent obscurs, la milicianisation du milieu rural a suscité beaucoup d'interrogations et d'inquiétudes. Les prémisses d'une telle politique étaient en germe bien avant le coup d'État de juin 1989. Le gouvernement colonial eut sans vergogne et à plusieurs reprises recours aux milices, tant au Darfour qu'au Sud-Soudan, tant que cela lui permettait d'épargner son maigre budget. Pendant la première guerre du Soudan du Sud, des milices ethniques furent recréées pour contrer les soulèvements dans les zones où l'armée préférait ne pas se rendre. Cependant cette politique, menée de manière très sélective, n'eut pas d'effets macro-politiques majeurs.

À partir de 1986, toutes les conditions étaient réunies pour que se mettent en place de nouvelles milices dans les zones rurales, ou du moins dans les zones de guerre : reprise de la guerre au Soudan du Sud en 1983, incursions des insurgés dans les régions du nord du Soudan qui formaient le fief du Premier ministre, faillite économique du gouvernement, et réinsertion infructueuse de ceux qui s'étaient opposés par les armes à Nimeiri dans les années 1970, sans compter l'incapacité de l'armée à mener la moindre bataille. Et pourtant, la privatisation de la violence resta limitée et provoqua d'importantes controverses nationales et internationales qui en limitèrent l'intensité et la portée géographique. À plusieurs reprises, l'armée protesta contre la perte de son monopole (exprimant là des préoccupations qui n'étaient sans doute pas seulement d'ordre constitutionnel, la guerre étant aussi un moyen pour certains officiers de se remplir les poches). Une partie de la classe politique dénonça également le retour du projet de guerre mahdiste (le chef du gouvernement étant à l'époque Sadeq al-Mahdi, arrière-arrière-petit-fils du Mahdi) et la tentative de coup d'État qui aurait fait du Premier ministre le chef d'une monarchie religieuse. Quant aux défenseurs des droits de l'homme, ils virent plutôt dans la communautarisation forcée de la taxation gouvernementale le risque d'une perte de contrôle, et attirèrent l'attention sur les massacres et l'impunité que cette politique avait autorisés, en particulier à El Daim en 1987.

Le nouveau gouvernement de 1989 se situait dans une toute autre optique. Avec la situation fiscale dans laquelle se trouvait l'État, il était impossible de réarmer les forces militaires et d'engager une offensive immédiate contre les insurgés – cela ne put avoir lieu qu'au printemps 1992, même si les zones refuges du MPLS sur le sol éthiopien avaient déjà été éliminées à cette date. Par ailleurs, le moral de l'armée était au plus bas et sa loyauté envers le nouveau gouvernement incertaine : la guerre au sud fut donc utilisée pour maintenir ces éléments à risque parmi les troupes et leurs officiers à distance suffisante de la capitale, le temps d'effectuer des purges et de consolider le pouvoir. L'avantage de la formalisation des milices ethniques, c'était qu'elles permettaient de relocaliser la guerre, de la dépolitiser et de disposer de bataillons de combattants peu coûteux, le pillage étant d'emblée présenté comme la conclusion inévitable d'une bataille.

La création des Forces de défense populaires (FDP) en novembre 1989 fut un véritable tournant dans la guerre au sud, mais aussi dans la gestion gouvernementale des zones périphériques. En l'espace de quelques années, la guerre donna lieu à une multiplication des conflits civils provoqués localement par des milices incitées par le gouvernement central à prendre les armes pour empêcher la progression des insurgés ou la consolidation de leurs positions. La guerre devint ainsi un conflit sud-sud plus encore que nord-sud. Dans le même

temps, le régime islamiste craignait l'émergence d'une alliance des milices suffisamment puissante pour remettre en cause son pouvoir. Avec détermination, il s'efforça donc non seulement de créer des milices fortes, mais aussi d'attiser les ambitions et les rivalités entre leurs chefs afin de pouvoir, le cas échéant, les diviser et provoquer des affrontements entre des branches soudainement devenues rivales.

Cette politique de clientélisation de la guerre fut d'abord appliquée au Soudan du Sud, causant des milliers de victimes et le déplacement de centaines de milliers de personnes. Comme nous l'avons vu dans la section précédente, cette politique a également été farouchement menée dans les zones frontalières entre le nord et le sud où elle s'est présentée comme une forme de dévolution des fonctions souveraines de l'État et comme une forme de colonisation agraire favorisant certaines communautés au détriment d'autres qui soutenaient la rébellion. Cette même politique a également été menée au Darfour, avant même le début du conflit actuel en février 2003. Dès 1991, la répression d'une tentative de soulèvement menée par Daoud Bowlad, ancien islamiste passé au MPLS, s'est faite à l'aide de techniques ensuite reprises au niveau régional à partir d'avril 2003 et conduisant à la triste situation que nous connaissons aujourd'hui.

Si cette analyse des Forces de défense populaires met l'accent sur la privatisation de l'ordre public, cette dernière n'est pas sans ambiguïté ni sans limites. Preuve sans doute de l'accord tacite de l'institution militaire, ces milices n'étaient pas totalement indépendantes du gouvernement. En plus des armes et des munitions qui leur étaient remises avant les combats, elles étaient le plus souvent entraînées et supervisées par des islamistes qui étaient eux-mêmes soldats. La dévolution n'était donc pas complète, même s'il existait de fortes tensions entre les forces armées officielles et ces milices dûment contrôlées.

Les Forces de défense populaires, cependant, ne se limitaient pas à ce phénomène des milices communautaires ou tribales. Le régime islamiste entendait mettre en place un véritable processus de disciplinarisation et de sujétion de la société urbaine. Dans les villes du nord, les FDP tendaient à regrouper deux types très différents de recrues. D'une part de nombreux cadres de la fonction publique et étudiants islamistes, répondant à un appel à la guerre sainte (*jihad*), s'engagèrent pour aller combattre les « infidèles » du sud. Les cyniques ne seront peut-être pas d'accord avec cette affirmation, mais cet appel eut un réel retentissement auprès de la jeunesse polarisée par l'islamisme : les inscriptions furent nombreuses et le PCN perdit de ce fait des cadres importants, qui auraient pu enseigner dans les universités et diriger l'appareil gouvernemental. D'autre part, les étudiants et ceux qui aspiraient à certains postes de la fonction publique durent, à un moment ou à un autre, passer de longs mois au sein des FDP, pour accéder à leur formation ou pour la valider. Pendant cette période qui pouvait durer jusqu'à deux ans, les jeunes recrues étaient soumises à un endoctrinement idéologique qui s'accompagnait d'un entraînement militaire assez complet.

Ces unités répondaient à plusieurs besoins du gouvernement. Tout d'abord, elles permettaient d'identifier en leur sein les éléments les plus religieux et ceux qui étaient en accord avec le discours politique du gouvernement. Ceux-ci bénéficiaient d'un traitement de faveur et pouvaient à terme recevoir une formation militaire pour devenir officiers ou intégrer l'un des nombreux services de sécurité. Cela permettait aussi d'identifier les éléments les plus rebelles qui, en plus de la punition qui leur était infligée, étaient placés sur une liste noire qui conditionnerait leur avenir professionnel au sein de l'appareil d'état. Qui plus est, ces unités étaient en fait celles que le gouvernement envoyait se battre au sud, tandis que les soldats du

gouvernement, chargés de lâcher les bombes, tentaient d'éviter le plus possible les actions sur le terrain. Là aussi cependant, une certaine hétérogénéité prévalait, certaines de ces unités étant quasi-professionnelles tandis que d'autres étaient davantage considérées comme des *bassidji* (telles les unités utilisées dans la guerre Iran-Irak), c'est-à-dire faites de jeunes gens envoyés au front pour déclencher les mines avant que le combat rapproché ne s'engage.

L'avantage pour le gouvernement était double. Premièrement, il disposait d'un pouvoir de frappe indépendant de l'institution militaire sans être une alternative prétorienne, ce qui lui garantissait un soutien militaire indépendant. De plus, le gouvernement pouvait attribuer à ces forces, plutôt qu'à l'armée officielle, les victoires remportées au sud, renforçant ainsi leur prestige auprès des partisans nationaux et internationaux du régime. Le gouvernement instaura en outre un culte des martyrs extrêmement semblable à celui qui prévalait en Iran. Les murs de l'université de Khartoum affichèrent les photos de jeunes étudiants morts au combat, les rues étaient rebaptisées du nom des plus héroïques d'entre eux tandis que les programmes de télévision louaient leur sacrifice.

Mais cette politique, en plus des nombreuses pertes humaines, eut aussi des conséquences très ambivalentes. Tout d'abord, et c'est le plus paradoxal, les islamistes auront été les premiers à replacer la guerre dans son contexte national, malgré leurs tentatives pour la tribaliser. L'armée soudanaise était surtout composée de populations rurales des régions périphériques (en particulier les monts Nouba mentionnés plus haut) du Sud-Soudan et du Darfour. Les officiers étaient pour la plupart d'origine arabe. En modifiant le recrutement de ses forces armées, le gouvernement a involontairement encouragé le monde urbain à reconnaître que la guerre dans le sud n'était pas une réalité lointaine, réductible à une simple part – certes financièrement conséquente – du budget du gouvernement. Les enfants de l'élite urbaine risquaient soudain leur vie ; certains mouraient, d'autres revenaient définitivement handicapés. Cette cruelle réalité eut d'importantes répercussions. Elle engendra d'une part une résistance croissante, au sein de la population, aux campagnes de recrutement des FDP. D'autre part, elle étaya l'idée qu'il fallait trouver une solution politique, même si cela n'impliquait ni sympathie ni désir de réconciliation sociale avec les Sud-Soudanais.

Le culte des martyrs eut lui aussi des effets très ambivalents. Bien sûr, il célébrait le symbole du sacrifice de soi pour son pays, mais il marquait aussi les itinéraires individuels, dans un pays où les islamistes ne représentaient pas, loin s'en faut, une part importante de la jeunesse. Ce culte résonnait donc aussi comme un signe de déconnexion croissante du gouvernement par rapport à une jeunesse qui se désintéressait de la guerre et recherchait d'autres sources d'identification. Après la division qui secoua les islamistes en décembre 1999, Hassan al-Tourabi tint des propos très durs, fruits peut-être d'un cynisme absolu, sur la quête du paradis par ce type de guerre sainte : « Le paradis se construit sur terre, pas ailleurs, et c'est là que vous devez trouver vos femmes. » En ne proposant que le martyrologe comme idéal individuel, le gouvernement finit étrangement par donner plus de poids à d'autres tendances dans ses politiques néolibérales : l'individualisme et le consumérisme.

Des études anthropologiques approfondies permettraient de mieux comprendre ce qui, dans les processus sociaux actuels, tient à l'individuation produite par la globalisation, au retrait des individus de la sphère politique et sociale en raison du traumatisme engendré par la répression politique ou au poids des nouveaux critères sociaux de la réussite. Dans le même temps, comme

dans d'autres régions du monde musulman, les islamistes tendent à se redéfinir comme un peuple religieux qui pense par lui-même plutôt que de suivre une voie tracée par d'autres. S'il existe une alternative entre le martyre et le consumérisme, les islamistes soudanais ne l'ont pas trouvée, et la rente pétrolière n'a pas facilité cette tâche.

Conclusion

La mise en œuvre délibérée d'une politique néolibérale au Soudan a eu des effets radicaux sur la configuration de l'État postcolonial. Si cette politique était le fruit des projets islamistes, il est évident que le résultat n'est que très peu conforme aux idéaux développés par ses théoriciens et qu'il ne témoigne d'aucune sorte d'idéologie islamiste.

En un peu plus d'une décennie, en usant de tous les instruments étatiques à sa disposition, de la coercition à l'endoctrinement, en passant par les politiques macroéconomiques libérales, le gouvernement soudanais est parvenu à survivre et à reconfigurer ses fonctions, tout en agissant de manière plus partisane et monopolistique que jamais. Alors que le gouvernement colonial avait donné naissance à une bourgeoisie fortement stratifiée par l'histoire politique du XIX[e] siècle et le clivage rural/urbain, près de deux décennies de régime islamiste et de politiques néolibérales ont profondément réorganisé le marché et l'élite économique dans ses relations avec le gouvernement, la classe politique et le monde extérieur.

Si ce gouvernement est parvenu à de se débarrasser de la plus grande partie de ses anciennes élites, celles qu'il a fait naître à leur place se sont montrées peu intéressées par la concurrence et l'autonomie économiques. Tout en étant opportunistes, elles ont surtout démontré la réussite d'un projet de reconstruction hégémonique du marché dans lequel l'islamisation des pratiques sert à masquer le contrôle exercé par les opérateurs économiques les plus dynamiques ou les plus importants – en lien avec les dirigeants du pays comme avec leurs services de sécurité – à l'exclusion de tous les autres. L'enjeu est moins la reproduction élargie d'un marché concurrentiel que la préservation stratégique d'un gouvernement certes miné par le factionnalisme comme ses prédécesseurs, mais aussi toujours capable, grâce au rôle fédérateur de ses services de sécurité, de résister aux pressions nationales et internationales en faveur d'une véritable démocratisation. On pourrait sans doute affirmer que cette évolution est en grande partie liée à la transformation du Soudan en un État rentier, étant donné qu'il produit aujourd'hui près de 500 000 barils de pétrole par jour. Cependant, bien que valable, cet argument ne doit pas occulter la dynamique qui était déjà à l'œuvre bien avant le début de l'extraction pétrolière.

C'est là sans doute une conclusion abrupte, bien éloignée de cette vision idéologique qui voudrait nous faire croire que la libéralisation du marché entraîne à terme la libéralisation de la sphère politique. Non seulement le cas du Soudan ne nous permet pas de valider un tel argument, mais il montre que la libéralisation peut avoir comme conséquence paradoxale d'étendre la guerre à des zones où elle n'existait pas auparavant, soulignant par la même occasion le statut périphérique de vastes zones et de nombreuses communautés du pays.

Troisième Partie - Le Soudan dans sa région. Conflits, systèmes de conflits et guerres par procuration

Articles :

« Conflits et recomposition d'un ordre régional dans la Corne de l'Afrique, *Études internationales*, vol. XXII, n°2, 1991.

"L'après Mengistu dans la Corne de l'Afrique : une stabilisation impossible ?", *Cultures et conflits*, n°8, hiver 1992-1993.

« Les ambitions internationales du Soudan islamiste », *Politique Africaine*, n°65, juin 1997, (en collaboration avec Oussama Osman).

« Le Soudan au prisme du conflit érythréo-éthiopien », *Politique Africaine*, n°74, juin 1999.

"Le facteur soudanais avant et après [le 11 septembre]", *Critique internationale*, n°17, octobre 2002.

« Tchad/Darfour : vers un sytème de conflits », *Politique africaine*, n°102, 2006.

« Sud-Soudan : une histoire d'États », *Politique africaine*, Paris, n°122, 2011

Mutations géopolitiques et rivalités d'Etats : la Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe, CERI, Observatoire de l'Afrique de l'Est, 2018.

La Russie et la Corne de l'Afrique : anachronismes ou nouvelle configuration ?, CERI, Observatoire de l'Afrique de l'Est, 2019.

Introduction : le Soudan dans sa région. Conflits, systèmes de conflits et guerres par procuration

Si l'Éthiopie est considérée comme un *museo di populi* par l'anthropologie coloniale italienne, on pourrait reprendre pour la Corne de l'Afrique une définition de même style en soulignant comment elle est une zone où tous les types de conflits se retrouvent, ce qui constitue sans doute l'une des raisons qui expliquent la multiplication des nouveaux État alors que le reste de l'Afrique s'agrippe aux frontières coloniales qui, bon an mal an, ont plutôt bien résisté.

Ma « chance » de chercheur aura été de faire mon métier dans une période où des changements drastiques de régime se sont produits dans cette région et ont obligé à redéfinir souvent le cadre régional pour pouvoir rendre compte des dynamiques de violences ou de crises politiques.

Certains auteurs comme C. Clapham ont opté pour ce que je considère être une solution de facilité, en excluant le Soudan, et donc le Sud-Soudan, de la Corne et en adoptant une posture très centralisatrice faisant de la construction de l'État en Éthiopie la matrice des formations étatiques dans le reste de la région. Si la thèse ne manque pas d'arguments, elle s'appuie sur une vision historique assez peu originale, l'extension de l'Abyssinie au XVIII et XIX siècles pour donner jour à l'Éthiopie contemporaine. D'autres dynamiques liées à des soulèvements religieux et à l'existence d'autres sphères économiques ou politiques (notamment les sultanats de Zanzibar, du Darfour, du Ouaddaï, l'Égypte et l'empire ottoman bien évidemment) mériteraient d'être considérées.

Pourtant, le débat contemporain est moins sur cette définition régionale que sur l'intérêt très marqué des puissances extérieures pour cette zone du continent. Cela était très vrai durant la Guerre froide et les textes réunis dans cette partie en soulignent l'actualité depuis 1991. Ce qu'ils mettent en avant, c'est également une constellation de phénomènes miliciens qui ne reflètent pas purement et simplement ladite faiblesse des États mais au contraire peuvent en être le bras armé ou conduire à la création de quasi-États comme au Somaliland.

Réfléchir sur ces dynamiques suppose d'abord de bien les connaître et c'est pour l'essentiel le but des textes présentés ici. Il me faudra faire mon Habilitation à Diriger des Recherches pour aller plus avant d'un point de vue conceptuel.

Chapitre 11 - Conflits et recomposition d'un ordre régional dans la Corne de l'Afrique

Depuis 1988[304], la Corne de l'Afrique paraît être rentrée dans un nouveau cycle de son histoire tragiquement mouvementée. En Somalie, le renversement de Mahamed Siyaad Barre en janvier 1991, après plus de 21 ans de pouvoir autocratique, est le résultat d'une montée en puissance de l'opposition armée à partir de l'attaque d'Hargeysa par le Mouvement national somalien (MNS) en mai 1988.

C'est durant la même année qu'en Éthiopie, le régime de Mengistou Haïle-Mariam a connu d'importants revers militaires qui se sont poursuivis jusqu'au printemps 1990: une grande partie de l'Érythrée était alors sous le contrôle du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) alors que les combattants du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) se retrouvaient à moins de 150 km d'Addis-Abeba[305].

Au Soudan, le refus du premier ministre d'entériner le projet de négociation avec l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) de John Garang en novembre 1988 ouvrait la voie du pouvoir aux militaires sympathisants du Front national islamique (FNI) en juin 1989.

La Corne de l'Afrique est sans doute un ensemble régional dont la cohérence tient plus à une certaine perception géostratégique dominante durant la période de la Guerre froide qu'à une véritable unité historique, culturelle ou religieuse[306]; lorsque les États-Unis changèrent de vision stratégique au moment de la révolution iranienne, ils en firent la bordure d'une nouvelle zone: l'Asie du Sud-Ouest[307].

Toutefois, relativiser la pertinence d'un tel concept ne signifie cependant pas lui dénier toute signification au niveau politique ou social. En effet, plusieurs facteurs, outre l'intérêt des grandes puissances, contribuent à légitimer une appréhension régionale.

Au premier chef figurent les liens spécifiques qui se sont tissés entre la civilisation arabo-islamique et cette partie de l'Afrique. Ces liens ne sont pas homogènes et surtout sont actualisés en fonction d'événements locaux et globaux.

---

304 Rappelons que l'article est écrit en 1991.
305 Roland Marchal, « Éthiopie : vers l'implosion ? », *L'Année Africaine 1989*, Pédone, 1990, pp. 351-386.
306 John Markakis, *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
307 Fred Halliday, *L'URSS et le monde arabe*, Paris, Le Sycomore, 1982.

En second lieu, il convient de souligner l'importance du pastoralisme dans tous les États de cette région et l'impact de sa crise profonde depuis une vingtaine d'années à cause de sécheresses récurrentes et de la fragilisation des écosystèmes consécutive à des déplacements massifs de population (réfugiés).

Enfin, une appréhension régionale se justifie au regard de la multiplication de conflits d'intensité variable qui sont instrumentalisés par les acteurs de cette zone et qui mobilisent les faibles ressources dont dispose chaque État.

Plutôt que d'entreprendre une chronique de cette période, mieux vaut essayer d'en détacher les lignes de forces tant au niveau interne que régional.

1. La recomposition d'un ordre régional

Les événements rappelés plus haut renvoient à des modifications importantes de l'ordre régional qu'on va décrire rapidement en s'attachant à l'analyse de l'évolution de l'attitude de l'Union soviétique et des États-Unis, des réactions des puissances régionales et, enfin, de l'effet de certains flux culturels et humains transnationaux.

1.1. La fin d'une période

La caractéristique essentielle de cette période est le désengagement soviétique de l'Éthiopie. On sait l'importance que l'URSS a eue dans l'histoire des trois dernières décennies de la Corne[308]. En particulier, le choix soviétique de soutenir Mengistou Haïle-Mariam à la fois dans sa lutte pour le pouvoir à Addis-Abeba et dans sa confrontation avec les mouvements rebelles érythréens et somalis en 1977-1978 a fortement influé sur les formes d'institutionnalisation du pouvoir postrévolutionnaire et sur les relations entre les États de la région[309].

Cependant l'attitude soviétique n'a cessé d'évoluer depuis l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir. Cela s'est tout d'abord traduit par une critique à peine voilée de certaines politiques sectorielles, notamment l'agriculture, puis par des pressions de plus en plus marquées pour une amélioration des relations avec la Somalie (qui aboutirent à l'accord d'avril 1988 resté pour l'essentiel lettre morte), enfin par la remise en cause de certains droits acquis.

---

[308] David A. Korn, *Ethiopia, the United States and the Soviet Union*, Carbondale & Edwarsville, Southern Illinois University Press, 1986 ou Robert G. Patman, *The Soviet Union in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

[309] Christopher Clapham, *Transformation and Continuity in Revolutionary Ethiopa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

D'une part, l'approvisionnement en pétrole, s'il est toujours garanti, ne se fait plus depuis 1989 avec la décote antérieure de 20 % sur le prix du marché international. Ensuite, l'accord de coopération militaire signé en 1986 ne sera honoré que jusqu'à son terme en 1991 ; pour l'avenir, cette coopération devra être renégociée dans des conditions qui apparaissent aujourd'hui nettement moins avantageuses aux Ethiopiens d'autant que les Soviétiques manifestent très clairement leur désir de voir la situation politique intérieure se normaliser, fût-ce au prix de compromis substantiels[310].

Le régime éthiopien ne s'y est pas trompé, car il n'a marqué qu'une sympathie extrêmement limitée pour la perestroïka et la glasnost : les médias n'y ont guère fait allusion et lorsque ce fut le cas, c'était pour souligner l'originalité du processus politique en Éthiopie qui vidait ces réformes de tout contenu... Durant ces années, les relations avec les Allemands de l'Est se sont encore améliorées, non seulement parce que ceux-ci occupaient dans cette période de crise des postes très sensibles (dans l'appareil de sécurité et de communication de l'armée) mais aussi parce que Berlin-Est était tout aussi réservé qu'Addis-Ababa sur l'évolution politique en Union soviétique. Hélas pour le pouvoir éthiopien, les manifestations en Allemagne de l'Est eurent raison en novembre-décembre 1989 de son trop orthodoxe partenaire.

Pourtant, quelle que soit l'ampleur des réserves actuelles de la direction soviétique vis-à-vis de Mengistou Haïle-Mariam et du coût de la collaboration avec l'Éthiopie, il est sûr que Moscou n'envisage nullement d'abandonner son ancien allié. Certes, l'aviation soviétique ne participe plus à des opérations militaires dans le nord de l'Éthiopie et le nombre des conseillers militaires a baissé drastiquement. Toutefois, l'octroi de matériel militaire se poursuit et la diplomatie soviétique veille à ne pas laisser le leader éthiopien trop isolé sur la scène internationale. À moins d'une implosion du système soviétique ou d'un retournement radical, il est probable que l'URSS dans les années qui viennent continuera de consentir certains sacrifices sans cependant que ceux-ci atteignent le niveau de ceux occasionnés par l'aide au régime afghan. Les États-Unis n'avaient quitté l'Éthiopie en 1977 que contraints et forcés[311].

Depuis cette date, sans réellement jouer la carte somalienne, ils avaient mené une politique globalement hostile à l'Éthiopie malgré certaines tentatives de rapprochements qui avaient échoué pour des raisons diverses, à commencer par l'anti-américanisme ombrageux du Président éthiopien. La déliquescence du système soviétique et la fin de toute menace inspirée par les pays de l'Est les incite à ne plus s'impliquer de la même manière qu'au milieu des années 70, lorsque le renforcement des alliés potentiels des Soviétiques en Afrique australe (avec l'indépendance du Mozambique et de l'Angola) et orientale suscitaient les plus grandes inquiétudes. L'intérêt stratégique de l'Éthiopie n'est plus le même[312]. L'heure est plus à l'intervention diplomatique dans le cadre d'une médiation des conflits locaux (Soudan en 1989-

310 Paul Henze, *Glasnost about Building Socialism in Ethiopia :Analysis of a Critical Soviet Article*, Santa Monica, Rand Corporation, avril 1990.
311 Korn, *op. cit.*
312 L'intérêt de la Kagnew Station (centre de télédétection) était contesté dès 1973. Patman, *op. cit.* p. 140.

90; Éthiopie en 1990-91) qu'à un retour en force d'autant que les perspectives économiques, surtout dans cette région de l'Afrique, sont quasi nulles.

Si l'on pouvait parler avant l'occupation irakienne du Koweït d'un désengagement conjoint de la région, la crise du Golfe a modifié l'attitude américaine d'autant que les militaires soudanais ont accueilli depuis leur arrivée en juin 1989 des groupes ou des personnes liés aux courants les plus radicaux de l'islamisme ou du terrorisme international : l'hospitalité quasi officielle accordée à des islamistes égyptiens, accusés de plusieurs actions armées en Égypte et la libération de Palestiniens responsables de l'attentat contre l'hôtel Acropole de Khartoum en 1988 ont provoqué de très vives réactions au Département d'État et au Foreign Office. Le soutien à l'Irak et le refus du gouvernement soudanais jusqu'en février 1991 de reconnaître l'ampleur de la famine n'ont fait que durcir cette attitude très hostile.

1.2. L'extension à la Corne du conflit proche-oriental

Cette relative vacance des deux superpuissances dans la région (qui ne va donc pas sans nuance) a laissé le champ relativement libre aux puissances régionales, l'Égypte, l'Arabie Saoudite (appuyée le plus souvent par les autres membres du Conseil de coopération du Golfe) et, surtout dans la période récente, l'Irak et Israël.

Le cas de la Libye est un peu particulier. Certes elle entretient d'excellentes relations avec le Soudan, malgré le coup d'État qui renverse Sadeq el-Mahdi qui est un ami personnel de Kadhafi. Mais le soutien à la junte islamiste de Khartoum est lié à ses prétentions sur le Tchad. La fourniture de pétrole à bas prix au Soudan et le projet d'unification (un de plus) sont en quelque sorte récompensés par un quasi blanc-seing pour intervenir dans le Darfour. Cette coopération n'empêche pas des critiques concernant l'alliance entre islamistes et militaires soudanais. La Libye entretenait également d'excellentes relations avec le régime de Siyaad Barre auquel elle aurait livré des armes et des gaz de combat en grandes quantités. Ses relations avec l'Éthiopie s'inscrivaient plus dans l'anti-américanisme (ou anti-impérialisme des deux régimes) mais elles n'ont jamais joué un rôle stratégique surtout après l'échec de Kadhafi d'accéder à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine. De plus, les rapports de la Libye avec certains fronts d'opposition demeurent ambigus. Sa faiblesse essentielle, à l'inverse d'autres pays rentiers, est d'être incapable de s'appuyer sur des interlocuteurs non étatiques. Même au Soudan, les Comités révolutionnaires ne sont qu'un groupuscule peut être dangereux mais sans aucune base sociale.

La politique égyptienne dans cette région est largement dictée par une préoccupation : le Nil, qui fournit à ce pays l'eau et l'énergie nécessaires à son existence[313]. Traditionnellement, Le Caire se doit d'entretenir de bonnes relations avec l'Éthiopie à cause du Nil bleu (deux tiers du débit du Nil après Khartoum) et, bien sûr, avec le Soudan qu'il avait colonisé. Les rapports avec Djibouti et la Somalie de Siyaad Barre (pays membres de la Ligue arabe), pour être excellents,

[313] John Waterbury, *Hydropolitics of the Nile*, New York, Syracuse University Press, 1979.

relèvent d'une tout autre dimension. Cependant, depuis l'accession au pouvoir de Sadeq el-Mahdi en avril 1986, les relations soudano-égyptiennes n'ont cessé de se tendre au point que Hosni Moubarak choisit de soutenir les putschistes le 30 juin 1989 malgré la coloration déjà islamiste du nouveau pouvoir : incompatibilité d'humeur entre les deux dirigeants, rage devant les manœuvres dilatoires du premier ministre soudanais qui refusait des négociations avec son opposition armée, illusions sur la nature du coup d'État, toutes ces hypothèses sont valides sans qu'on puisse aujourd'hui choisir celle qui fut décisive.

Cependant l'influence égyptienne, si l'on exclut le Soudan d'avant juin 1989, est minime comparée à celle de l'Arabie Saoudite et de ses alliés du Conseil de coopération du Golfe, au premier rang desquels figurent le Koweït (avant août 1990) et Abou Dhabi. Ces relations prennent plusieurs formes, certaines proprement étatiques, d'autres non. D'une part, il y a d'importants financements dans la Corne sur des projets divers (essentiellement agricoles ou agro-alimentaires). D'autre part, il faut mentionner une aide financière aux États (dont le Soudan fut le principal bénéficiaire durant la période démocratique) qui permettait de restaurer certains équilibres financiers avant de négocier avec le Fonds monétaire international[314]. Parallèlement, les États du Golfe finançaient généreusement des centres culturels ou des institutions aidant à une arabisation et à une islamisation plus grandes (Institut africain islamique à Khartoum, grande mosquée et centre culturel à Djibouti ou à Asmara, très nombreuses écoles privées arabes dans tous les pays de la Corne...).

L'Éthiopie constitue un cas particulier dans la mesure où la tradition chrétienne orthodoxe avait largement structuré la culture politique de ses élites. Cependant, avec la révolution de 1974, les musulmans ont acquis une égalité fragile, mais non dépourvue d'une certaine réalité. Après que l'hystérie anti-communiste - axe essentiel de la perception saoudienne et de sa politique régionale - soit retombée, les relations se sont normalisées à partir de 1982. En 1988, le pouvoir éthiopien qui commençait à connaître des défaites importantes entreprit une grande campagne diplomatique dans le monde arabe qu'il accusait avec de bonnes raisons de contribuer directement ou indirectement au financement des oppositions armées, notamment du FPLE. Cette offensive politique avait déjà produit certains résultats non négligeables (normalisation avec les pays du Maghreb, ouverture annoncée d'une ambassade irakienne) lorsque Mengistou Haïle-Mariam privilégia la réouverture de relations diplomatiques avec l'État d'Israël qui lui permettait d'escompter une aide nettement plus performante du lobby pro-israélien à Washington à l'heure du désengagement soviétique.

Israël, en effet, suivait avec une certaine appréhension les ballets diplomatiques qui se succédaient dans le second semestre 1988. Depuis longtemps[315], l'État hébreu tente de s'appuyer sur une Éthiopie non arabe pour fragiliser son encerclement et mettre en échec le projet de transformer la mer Rouge en « lac arabe » : les relations entre les deux pays sont donc

---

314 Richard Brown, *The Sudan Debt's Crisis*, Londres, Macmillan, 1991.
315 Voir Kassim Shehim, «Israel-Ethiopian Relations: Change and Continuity», *Northeast African Studies*, vol. 10, n° 1, pp. 27-42.

relativement anciennes et leur versant militaire - notamment en Érythrée - s'était considérablement développé avant 1974, avant qu'il y soit officiellement mis un terme avec l'arrivée des Soviétiques et la reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine.

Depuis quelques années, cette priorité s'est doublée d'une volonté de faire venir en Israël les derniers représentants de la plus ancienne communauté judaïque : les Falasha[316]. Ce n'est qu'en 1973 que les autorités religieuses israéliennes reconnurent leur appartenance au judaïsme. Lors de la famine de 1984-85, plusieurs milliers d'entre eux quittèrent leurs villages du Gondar pour passer au Soudan et, de là, être transportés en Israël. Le retour de Kassa Kebede, demi-frère de Mengistou Haïle-Mariam, à des responsabilités de premier plan exprimait déjà un net réchauffement des relations avec l'État hébreu. Cependant, il faut attendre novembre 1990 pour que le départ des Falasha (environ 15 000 regroupés dans les faubourgs d'Addis-Abeba) prenne un rythme soutenu.

Cette histoire explique pourquoi les relations entre les deux pays n'ont connu qu'un bref interlude avant de reprendre de plus belle, les experts militaires israéliens[317] remplaçant en décembre 1989 au pied levé les Allemands de l'Est qui rentraient chez eux. La nomination de Yeir Yoffa, ancien directeur du département Afrique au ministère israélien des Affaires étrangères, confirme l'importance de l'Éthiopie dans la stratégie africaine de Tel-Aviv. Dans le même temps, bien que cela soit nié par les intéressés, il est fort probable que l'aide israélienne à I'APLS de John Garang ait repris à un niveau significatif[318].

Mais c'est l'Irak sans conteste qui apparaît comme la puissance montante dans la Corne dès le cessez-le-feu avec l'Iran en 1988[319] jusqu'à la crise du Golfe. Ceci n'est d'ailleurs pas surprenant, dès lors qu'on se remémore la place de ce pays dans la région avant le déclenchement des hostilités en septembre 1980. L'Irak qui était alors l'un des soutiens financiers les plus importants du Soudan, appuyait également la lutte des Érythréens contre le pouvoir éthiopien et maintenait une aide financière conséquente à la Somalie et à Djibouti afin de consolider les liens fragiles de ces deux pays avec le monde arabe, après leur récente adhésion à la Ligue arabe (1974 pour la Somalie, 1977 pour Djibouti). Libéré de la lourde charge de la guerre contre l'Iran, l'Irak a redéployé son influence dans l'ensemble des pays de la région et bien plus avant, si l'on considère l'aide fournie à la Mauritanie et plus traditionnellement au Tchad.

La cohérence de cette politique existe et se retrouve au moins à deux niveaux. D'une part, la politique irakienne soutient les forces politiques qui mettent en avant l'arabité - cela pour des raisons tactiques ou stratégiques, la référence baathiste n'étant pas discriminante - contre celles qui mettent en avant des identités proprement nationales-étatiques. D'autre part, elle cherche à

316 Wolf Leslau, *Falasha Anthology: Black Jews of Ethiopia*, New Haven, Yale University Press, 1950.
317 On évalue leur nombre entre 400 et 700. Ils servent dans les transmissions et encadrent l'armée éthiopienne. Malgré quelques succès, ils n'ont guère pu retourner la situation militaire en faveur d'Addis-Abeba.
318 L'État hébreu aida considérablement la révolte sud-soudanaise entre 1967 et 1972.
319 Voir *Africa Confidential*, vol. 31, n° 17, 24 août 1990.

contenir une extension de l'influence israélienne qui a marqué des points en Afrique noire après la déroute de la coopération arabo-africaine. L'attrait principal de l'aide irakienne est sans doute qu'elle est accordée sans demi-mesure à des régimes autoritaires (qui ont certes besoin de peu) fragilisés par des contestations importantes et qu'elle est fondamentalement une aide militaire (sous forme d'experts très efficaces ou de matériels acquis durant les hostilités avec l'Iran) ; de plus, le type de coercition à l'œuvre en Irak fournit un modèle séduisant pour des dictatures sans cesse sur le qui-vive.

1.3. L'influence religieuse des pays du Golfe

Ces politiques étatiques, pour importantes qu'elles soient, ne rendent pas compte d'un autre type d'influences qui se situent plus à un niveau social ou culturel et qui sont médiatisées par des groupes plus ou moins institutionnalisés : banques islamiques, associations islamistes qui pratiquent un prosélytisme religieux musclé grâce aux financements octroyés par des États ou, le plus souvent, par des fondations largement subventionnées par des personnes privées. La réussite de telles pratiques est aussi largement due à la conjoncture actuelle: d'importantes migrations de travail dans le Golfe (par exemple, plus d'un million de Soudanais - sur 23 - travaillent à l'extérieur de leur pays) et la concentration de réfugiés la plus importante d'Afrique qui constitue une véritable aubaine pour tous ceux qui, sous prétexte d'aide humanitaire, veulent influer d'une manière ou d'une autre sur le devenir de ces populations vivant souvent dans le plus grand dénuement. Quelques exemples peuvent permettre de comprendre l'impact de ces flux culturels et humains.

L'opposition soudanaise souligne aujourd'hui avec beaucoup de passion le rôle extrêmement actif qu'auraient joué les banques islamiques (notamment la Fayçal Islamic Bank et la Baraka Islamic Bank) qui se sont implantées au Soudan à partir de 1977 dans le financement et le développement des activités des Frères musulmans soudanais[320].16 Grâce à ces institutions financières, le Front national islamique déjà populaire dans certaines fractions de la «petite bourgeoisie instruite urbaine» aurait réussi à prendre pied dans les campagnes, fief des grands partis religieux traditionnels, en proposant des crédits aux petits commerçants et aux paysans souvent endettés d'une année sur l'autre. En marginalisant le système bancaire traditionnel, ces institutions ont pris le contrôle de l'essentiel du marché des céréales et offrent ainsi à leurs dirigeants de puissants leviers de mobilisation populaire...

Les pays du Golfe ont attiré de très nombreux diplômés des pays de la Corne mais aussi des jeunes qui désiraient recevoir une formation religieuse. Il existe ainsi aujourd'hui des associations wahhabites aux moyens considérables qui essaient d'exercer leur prosélytisme dans tous les pays de la Corne. Ceci ne va pas sans problème car leur islam ultra-rigoriste est souvent refusé par la population mais aussi par les États qui n'apprécient pas que la paix religieuse puisse

[320] Cette explication est très insuffisante bien que l'actuel ministre de l'économie et des finances soit l'un des fondateurs de la première et fut le responsable de l'agence londonienne de la seconde avant sa nomination.

être menacée (certains de leurs militants furent expulsés d'Éthiopie, d'autres de Djibouti). Mais la situation est souvent plus complexe comme l'illustrent les deux cas suivants.

La division du mouvement érythréen au début des années 1970 avait des causes complexes mais qu'on ne peut ramener à la seule division religieuse de la population érythréenne. Malgré les diverses accusations qui n'ont cessé de fleurir, surtout après l'éclatement du Front de libération de l'Érythrée (FLE, rival jusqu'alors du FPLE) en 1982, jamais aucune tendance ou organisation ne s'est construite sur le discours religieux : celui-ci pouvait exister mais était instrumental dans les rapports avec certains pays arabes comme l'Arabie Saoudite pour obtenir un financement. En 1989, pour la première fois, se créa une organisation sur une base islamiste. Celle-ci, Djihad érythréen, provenait de la fusion de quatre groupes islamistes érythréens basés dans le Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Émirats arabes unis) et au Soudan mais qui n'avaient jusqu'alors pas dépassé la plus stricte confidentialité. La situation était soudain bien différente. Grâce aux moyens octroyés par ses sympathisants dans le Golfe et par les Frères musulmans koweitiens, cette organisation réussissait à se développer dans les camps de réfugiés au Soudan : alors que le FPLE entamait les premières négociations avec J. Carter avant la réunion d'Atlanta, ce groupe voulait soudain mobiliser les musulmans contre la domination éthiopienne et, d'abord, contre le front érythréen caractérisé comme «organisation chrétienne qui entendait négocier avec les autres chrétiens sur le dos des musulmans*. Sans doute leur expédition militaire tourna court durant l'été 1989 mais ce problème demeure plus que jamais.

La Somalie est un pays islamique à pratiquement 100 % ; on ne retrouve donc pas le type de problème décrit dans le cas érythréen. Il n'existait pas pendant longtemps une opposition islamique ou islamiste au pouvoir de Siyaad Barre malgré l'idéologie «socialiste» du régime puis le contrecoup de la révolution iranienne. Ce n'est qu'en mai 1986 qu'apparut pour la première fois un éphémère mouvement islamique somalien mais il n'était constitué alors que par la coordination déjeunes shaykhs formés dans les États du Golfe, en Égypte et au Soudan. Durant la même période, des Haber Awal (sous-clan Issaq du nord de la Somalie qui fournit l'essentiel des travailleurs immigrés dans le Golfe) auraient créé à l'ombre du MNS un conseil islamique du pays Issaq. Enfin plus récemment, en août 1990, un mouvement islamique s'est autoproclamé à Londres sans qu'on sache très bien quelle réalité il recouvre. Pourtant on ne peut mesurer l'influence de tels courants simplement à partir de l'existence de groupes autonomes. Les mouvements de l'opposition somalienne possèdent tous une certaine sensibilité islamique dont l'origine comme son expression est variable. Ainsi le Congrès de la Somalie unifiée (CSU) affirme dans son programme la nécessité de mettre le système juridique somalien en conformité avec l'islam, le MNS lui a opté pour une expression plus subtile de ce lien : le nombre de membres de son comité central est de 99, soit exactement le nombre connu de noms de Dieu dans le Coran[321] - le centième restant à découvrir...

[321] Ion M. Lewis, entretien avec l'auteur en novembre 1990, Londres.

2. Les dynamiques internes

Trois des pays de la Corne sont déchirés par des conflits armés qui durent depuis de longues années : 30 ans en Éthiopie, 13 ans en Somalie, 8 ans au Soudan, si on met de côté le premier épisode de cette guerre de 1955 à 1972. Il convient donc de s'interroger sur les raisons de telles durées. Plusieurs éléments d'explication doivent être mentionnés. D'abord, ces conflits sont des «petites guerres», des guerres de pauvres qui ne nécessitent pas de ressources importantes. Aussi, pour durer, il suffit aux dissidents de bénéficier d'une aide minime grâce à un État-patron, à des communautés exilées, ou au détournement d'une partie de l'aide humanitaire. Ensuite, les affrontements se produisent pour l'essentiel à la périphérie politique et géographique du pouvoir central et ne l'affectent pas directement : au sud-Soudan, dans le nord de l'Éthiopie menacé par la désertification. A contrario, la création en janvier 1989 d'un mouvement d'opposition armé dans le centre de la Somalie, le CSU, accélère considérablement l'affaiblissement du régime[322] et sa fin. Enfin, ces conflits ne relèvent pas seulement de contradictions politiques mais s'appuient également sur des clivages sociaux, ethniques et/ou religieux systématisés et manipulés par l'un ou l'autre des protagonistes. Cette donnée n'est pas en soi une caractéristique de cette zone mais c'est sa localisation comme interface de deux aires culturelles distinctes arabo-islamique et africaine qui explique largement sa force actuelle.

On peut repérer deux grands niveaux d'analyse : le premier est l'essoufflement d'un certain mode de régulation politique, le second concerne l'articulation entre crise sociale et militarisation dans la région.

2.1. Des systèmes politiques en crise

Dans l'analyse de ces contestations armées, le modèle centre/périphérie paraît s'imposer de prime d'abord (pour bien des pays de la zone sahélo-soudanaise, il recoupe d'ailleurs un clivage nord/sud). En effet, si l'on considère la guerre au Soudan, on constate qu'elle naît d'aspirations de régions et de couches sociales marginalisées par rapport à la redistribution des ressources étatiques[323]. L'APLS ne cesse de souligner la condition de citoyen de seconde zone faite aux sud-Soudanais et les priorités économiques de l'État qui confortent le différentiel de développement entre nord et sud du pays pour le plus grand profit de la bourgeoisie commerçante musulmane, véritable ossature de l'élite politique du Soudan[324]. Dans le cas éthiopien, le modèle se retrouve avec une égale cohérence. L'opposition du FPLT au pouvoir central ne manque pas de racines historiques depuis la marginalisation des Tigréens dans

---

322 Grâce à l'une des deux fractions du CSU, les émeutes urbaines de décembre 1990 largement spontanées prirent un caractère insurrectionnel le 29 décembre et conduisirent à l'effondrement de la dictature.
323 Roland Marchal, «D'une guerre à l'autre: le conflit au Soudan hier et aujourd'hui», *Afrique Contemporaine*, 1990 n° 153, , pp. 27-41.
324 John Garang, *John Garang Speaks*, Londres and New York, KPI, 1987

l'édification de l'empire à partir de Ménélik au XIXème [325]. Un autre front joue également un rôle important : le Front de libération oromo (FLO). Celui-ci met l'accent sur les rapports proprement coloniaux qui existaient (et existeraient jusqu'à aujourd'hui) entre la fraction dominante de la société éthiopienne (les Amhara et ceux qui ont adopté leur culture) et le principal groupe ethnique éthiopien constitué par les Oromo qui ont été soumis au siècle dernier[326]. Même si la question érythréenne relève d'une problématique différente, les raisons du soulèvement sont liées à l'incapacité du pouvoir central d'admettre l'autonomie régionale, telle qu'elle avait été définie par les Nations Unies en 1952 pour l'ancienne colonie italienne. On pourrait retrouver la même logique à l'œuvre dans la rébellion du MNS en Somalie du Nord. Après un premier moment d'euphorie nationaliste, cette région, Tex-Somaliland britannique, n'a pas vécu très facilement la fusion avec la Somalie italienne. L'attitude brutale du pouvoir central après la défaite contre les Éthiopiens et la marginalisation économique de la bourgeoisie commerçante Issaq[327] à partir de 1982 n'ont fait qu'augmenter le ressentiment de cette partie du pays.

Cependant, pour peu qu'on s'attache plus profondément à la description du jeu factionnel des luttes politiques, ce modèle d'analyse se montre vite d'une grande pauvreté. La première raison est qu'il ne rend guère compte des divisions au sein du «centre» alors même que celles-ci jouent le plus souvent un rôle aussi fondamental dans la dynamique du conflit que l'opposition avec la périphérie. Dans le cas du Soudan, les relations des deux grands partis traditionnels du Nord avec les Frères musulmans constituaient l'un de leurs problèmes essentiels et permettaient d'expliquer bien des alliances surprenantes, des alignements énigmatiques[328], et l'incapacité d'avancer dans le règlement du conflit. L'arrivée au pouvoir de militaires très proches du FNI a donc une signification qui dépasse le seul cadre de la guerre contre I'APLS, même si cet événement a été précipité par le conflit: ce coup d'État marque la fin du mode d'organisation politique qui s'était cristallisé durant la colonisation anglaise.

Dans le cas éthiopien, les contradictions au centre ont joué un rôle tout aussi dominant dont on ne proposera qu'un exemple. Depuis 1988 jusqu'à la fin 1990, l'armée éthiopienne paraît incapable de surmonter des désaccords de fond avec la politique prônée par Mengistou Haïle-Mariam. Pour une majorité d'officiers, d'une part, la guerre n'apparaît plus comme une option satisfaisante car elle ne peut être gagnée après l'échec de réformes politiques comme la création de régions autonomes en Érythrée et au Tigré; d'autre part, elle ne doit plus être faite sous le

325 Patrick Gilkes, *The Dying Lion: Feudalism and Modernisation in Ethiopia*, Londres, Julian Friedmann Publishers Ltd., 1975

326 Paul Baxter, « Unacknowledged Problem: the Oromo », *African Affairs*, vol. 77, n° 308, juillet 1978, pp. 283-296.

327 Bien qu'ethniquement homogène, la société somalie est divisée par la segmentation lignagère en multitude de clans, définis par une généalogie commune. Ceux-ci sont regroupés en six «familles» (Hawiye, Darod, Dir, Issaq, Digil, et Rahanweyn) : voir Ion M. Lewis, *Peoples of the Horn of Africa*, Londres, International African Institute, 1955. Sur la situation économique au début des années 80, cf. Norman Miller, «The Other Somalia (part 1) : Trade and Hidden Economy», *American Universities Field Staff Report*, Hanover, 1981.

328 Peter Woodward, *Sudan 1899-1988: The Unstable State*, Boulder, Lynne Rienner Publishers Inc., 1990.

contrôle de membres incompétents du Parti des travailleurs éthiopiens[329]. Ces contradictions expliquent la désorganisation de l'armée qui permit l'importante victoire du FPLE à Afabet en mars 1988, puis la tentative de coup d'État en avril 1989 et l'incapacité des militaires éthiopiens jusqu'à la fin 1990 à lancer une offensive d'ampleur.

La nature du régime somalien a été souvent présentée comme l'alliance de trois clans somalis (Dhulbahante, Ogaadeeni, Mareehaan) qui, sous la houlette du président Mohamed Siyaad Barre, se seraient répartis les prébendes de l'État[330]. Pourtant, une telle vision - qui s'appuie sur une incontestable réalité - occulte la diversité de la nature du pouvoir somalien. Pour s'en convaincre, il n'est besoin que de reprendre les biographies des leaders actuels des principaux mouvements d'opposition tout en considérant leur date de défection. Le général Mohamed Nuur Galaal (Hawiye) qui a dirigé l'insurrection de Mogadiscio en décembre 1990-janvier 1991 est un ancien ministre des Travaux publics puis un vice-ministre de la Défense ; il n'est passé dans l'opposition qu'en 1990 en devenant alors l'un des leaders du CSU. Le titulaire du poste de secrétaire aux Affaires étrangères du MNS depuis juin 1990, Suleyman Mohamed Aadan (Isaaq) était vice-ministre dans le gouvernement somalien jusqu'en 1989...

Le modèle centre/périphérie ne permet pas non plus d'interpréter les dynamiques ou les divisions internes de la périphérie. Dans le cadre soudanais, force est de constater que I'APLS ne représentait pas de larges fractions de la population du Sud-Soudan. Cette organisation avait quelques difficultés à obtenir le soutien des populations de la province la plus méridionale du pays, l'Equatoria. Les raisons en étaient complexes et demeuraient liées à la perception de la crise qui présida au déclenchement du conflit en 1983 : les politiciens de l'Equatoria pariaient plus sur une alliance avec le pouvoir central que sur un accord avec leurs collègues nilotiques passés à la rébellion armée, qu'ils suspectaient d'hégémonisme. Ce choix ne s'est modifié que plusieurs mois après le coup d'État de juin 1989 quand il est devenu clair que Khartoum ne laissait plus aucune marge de manœuvre à ses alliés sudistes.

Dans le cas éthiopien, la fragmentation de l'opposition armée constitue un avantage essentiel pour le pouvoir central: il existe en effet plus d'une douzaine d'organisations qui prétendent défaire Mengistou Haïle-Mariam. Mais le consensus n'existe que sur cet objectif; lorsqu'il s'agit d'évoquer le futur système politique ou économique, les positions divergent très rapidement. Le FPLT est favorable à la permanence de l'État éthiopien tel qu'il existe aujourd'hui -tout en acceptant l'indépendance de l'Érythrée -, le FLO à un éclatement de l'Éthiopie et à la création au moins d'un nouvel État, l'Oromia. Dans le cas somalien, il faudrait noter la nature changeante des organisations armées : ainsi le MNS n'est devenu une organisation réellement populaire qu'après son offensive de 1988 ; auparavant, il n'était considéré par la population qu'avec une sympathie distante. On pourrait aussi s'interroger sur les aspirations diverses du combattant de

329 La perte du Tigré serait plus due à l'incompétence militaire de Leguesse Asfaw qu'à une véritable défaite militaire de l'armée éthiopienne...
330 Voir lon M. Lewis, «The Ogaden and the Fragility of Segmentary Nationalism», *African Affairs*, vol. 88, n° 353, octobre 1989, pp. 573-580.

base et de son dirigeant: si les cadres ont d'ordinaire un discours national, la base des mouvements de guérilla reste souvent attachée à des logiques locales. Aucune organisation ne peut se prévaloir d'une véritable représentation nationale dans sa composition sociale : le MNS est majoritairement Isaaq, les deux tendances du CSU Hawiye et le Mouvement patriotique somalien dirigé par Ahmed Omar Jess Ogaadeeni[331].

Ce qui frappe l'observateur est la très profonde inadéquation actuelle des cultures politiques dominantes à penser les solutions de ces conflits et à gérer les situations concrètes des pays de cette région. Ceci explique sans doute que dans chaque pays, on assiste sous une forme ou une autre à un retour d'idéologies communautaristes qui tentent de pallier aux manques effarants des idéologies étatiques de la période précédente. Pourtant, ces constructions ne sont pas nouvelles: islam et arabisme au Soudan, idéologie salomonienne en Éthiopie, idiome de la parenté en Somalie. Les couches sociales ou les individus qui s'en font les expressions les plus déterminées sont souvent les plus «modernes». Il n'est pas facile de fournir une réponse générale à cet apparent paradoxe. Deux motivations sont présentes. D'une part, la mise en avant de telles idéologies permet de poser sous un autre angle les problèmes de la légitimité politique et de la mobilisation sociale: le cas soudanais est ici paradigmatique. D'autre part, ces idéologies permettent à leurs locuteurs de se constituer en alliés ou en clients d'États et de réseaux internationaux plus puissants: ainsi, le soutien musclé de l'Irak au pouvoir militaire à Khartoum, ville choisie par ailleurs comme centre de la puissante organisation de la Dawa Islaamiyya ; ainsi, la reprise des relations d'Addis-Abeba avec Tel-Aviv puis avec Washington, ainsi l'implosion du système politique somalien.

2.2. *La militarisation des sociétés*

Un détour par l'histoire s'impose. L'autorisation des activités missionnaires en Éthiopie au XIXème siècle était bien plus liée à la fourniture d'armes occidentales qu'à la poursuite du débat sur le monophysisme. Les affrontements de la Seconde Guerre mondiale après l'invasion fasciste fournirent de nouveaux flux d'armements. Ceux-ci se sont poursuivis dans la période contemporaine sous la conjonction de plusieurs facteurs : une multiplication des crises (Tchad, Ouganda, Northern District kenyan, Érythrée...) et des dotations grâce à des filières internationales étatiques (israélienne, syrienne, irakienne, libyenne...) ou non.

Dans le même temps, les sécheresses et l'effritement des activités économiques traditionnelles (notamment la crise du pastoralisme) déchirent le tissu des sociabilités et des alliances traditionnelles et rendent de larges sections de la jeunesse rurale disponibles pour des aventures militaires où ces jeunes retrouvent un statut social valorisé et accumulent les biens nécessaires à la reproduction de leur communauté. Les États, confrontés à des oppositions plus ou moins puissantes et privés de moyens militaires suffisamment efficaces n'ont pas hésité à opter pour

[331] Daniel Compagnon, «The Somali Opposition Fronts: Some Comments and Questions», *Horn of Africa*, vol. 12, n° 1 & 2, juin 1990, pp. 29-54.

une stratégie basée sur une militarisation des sociétés rurales par la constitution de milices plus ou moins contrôlées, chargées de faire le coup de feu contre la guérilla.

Le cas du Soudan est ici exemplaire. Depuis le début des années 80, de nombreuses milices sont apparues dans le sud-Soudan, dans le Kordofan et le Darfour. Ces milices (Murahaleen, Anaynya 2, milices Mandari, Fertit, Mûrie-Toposa...) sont responsables de massacres, de vols de troupeaux, voire de la résurgence de l'esclavage[332]. L'origine de ces groupes supplétifs est cependant plus complexe qu'il n'est souvent dit. On peut retenir quatre facteurs explicatifs. Le premier insiste sur la dimension locale de certaines contradictions qui ne peuvent plus être gérées par un système de régulation traditionnelle et qui sont accentuées par l'accès à des armes automatiques grâce à un marché noir florissant. Le second facteur est relatif à la crise économique que traversent ces groupes : après la récession de la fin des années 70, et les sécheresses à répétition de 1982 à 1985, bien des ruraux ont compris que la razzia restait de loin l'activité la plus lucrative et la plus sûre, surtout si elle se menait avec la bénédiction des autorités. À ces dimensions locales, il faut cependant adjoindre deux autres facteurs plus nettement politiques. Le premier est bien sûr lié à l'incapacité de l'armée de remporter une victoire décisive contre la guérilla, soit parce qu'elle n'en a pas les moyens (il faudrait une conscription dans les villes du nord du pays qui serait trop coûteuse au niveau politique), soit parce que la nature de la guerre la rend pratiquement impossible. Le dernier facteur n'a pas été le moins important: bien des organisations politiques (sans même évoquer la trop célèbre légion islamique de Kadhafi dans le Darfour) désiraient disposer de partisans armés prêts à tous les oukases.

On peut retrouver ce modèle de militarisation dans les autres pays de la région. En Éthiopie, il n'a été appliqué dans un premier temps qu'en Érythrée dans des zones hostiles aux mouvements nationalistes. Les miliciens recevaient souvent du grain supplémentaire en même temps que des passe-droits. Depuis 1988, le gouvernement effrayé par ses défaites successives, a généralisé cette tactique. Pour lui, il s'agissait également de pallier à la difficulté d'une conscription forcée de moins en moins acceptée par la population[333]. En mars 1990, le gouvernement revenait sur l'essentiel de la politique agricole mise en œuvre depuis la révolution de 1974 et proposait une nouvelle alternative aux paysans : ils pouvaient rester chez eux et défendre les armes à la main leurs terres et un État qui ne bridait plus leurs initiatives....

En Somalie, où le clanisme a constitué la principale ressource politique du dictateur vieillissant, les milices ont joué également un rôle important, d'abord dans le Nord où les réfugiés Ogadeni d'Éthiopie ont été mobilisés ainsi pour la défense du régime au début des années 80, puis de

---

332 Voir Amnesty International, *Sudan: Human Rights in the Context of Civil War*, Londres, décembre 1990 ; G. Lamarche et G. Obat, «Chronique de la guerre ordinaire : le massacre de Jebellein (décembre 1989)», *Politique Africaine*, n° 38, juin 1990, pp. 111-120; Africa Watch, «The Forgotten War in Darfur Flares again», *News from Africa Watch*, 6 avril 1990.
333 Cf. Africa Watch, «Abuses of Human Rights during Recruitment to the Armed Forces in Ethiopia», *News from Africa Watch*, ler juin 1990.

façon plus généralisée contre les oppositions[334] au point qu'aujourd'hui les membres des clans Mareehaan et Gadabuursi risquent d'être massacrés à cause des multiples exactions commises par des milices recrutées parmi eux. L'existence de tels groupes supplétifs, qu'on peut également retrouver du côté des mouvements armés, n'est absolument pas un problème marginal car, le plus souvent, le niveau d'armement et l'autonomie acquise sur les autorités politiques en font des acteurs à part entière des conflits, comme l'illustre tragiquement la situation dans le Darfour. De plus ces groupes, par les exactions qu'ils commettent, changent aussi la nature de la guerre et rendent plus difficile encore une résolution politique car, s'ils sont alliés à l'un ou l'autre des protagonistes du conflit, ils reflètent des crises locales profondes dont le règlement ne sera pas facile car celles-ci ont des historicités propres et produisent également de nouveaux groupes sociaux. Ainsi l'un des problèmes essentiels consécutifs au renversement de Siyaad Barre est le retour sinon à une paix civile, du moins à un contrôle d'affrontements dont la rationalité n'est pas toujours liée aux rivalités des différents fronts d'opposition. Cette situation pose évidemment la question complexe de la démilitarisation mais aussi de la pérennité d'une anomie régionale.

La recomposition de l'espace régional s'inscrit donc dans des temporalités différentes. Si le désengagement soviétique et, sur un mode mineur, américain produit des effets importants sur les lignes de force des relations intra régionales, il ne peut occulter d'autres dimensions qui sans être prédominantes, restent essentielles. Parmi celles-ci, deux sont fondamentales: d'une part, la poursuite sur le terrain africain de rivalités proche-orientales ; d'autre part, la dynamique ambiguë de l'arabisation et/ ou de l'islamisation par des biais étatiques ou paraétatiques. Si le système régional peut fonctionner ainsi, c'est aussi parce que les logiques relationnelles qui viennent d'être analysées s'inscrivent en phase avec les dynamiques politiques locales. L'optimisme n'est pas de rigueur.

334 Cf. «Somalia : A Government at War with its Own People. Testimonies about the Killings and the Conflict in the North», *Africa Watch*, janvier 1990.

Chapitre 12 - L'après-Mengistou dans la Corne de l'Afrique : une stabilisation impossible ?

Il fallait quelque naïveté pour espérer une rapide normalisation de la situation dans la Corne de l'Afrique après l'effondrement du système communiste et la disparition - ou tout au moins la réduction - des enjeux stratégiques dans cette région du monde liée à la fin des tensions Est-Ouest. C'était méconnaître le très profond enracinement local de ces conflits - perceptible déjà par le seul fait de leur durée - et surtout leur autonomisation par rapport aux logiques internationales dues à des facteurs complexes comme la recomposition de ces sociétés par la guerre et les importantes quantités d'armes disponibles pour toutes les aventures militaires[335].

Sans doute, aucune de ces raisons n'était rédhibitoire mais il faut souligner que le nouveau climat international portait également en germe des facteurs de déstabilisation dont deux demeurent tout à fait manifestes dans la Corne de l'Afrique : la disparition d'une cohérence nationale-étatique portée notamment par le modèle soviétique (avec le développement de projets qualifiés de "sécessionnistes") et la nécessité pour de nombreux pays de recycler leurs industries ou stocks d'armement en profitant des opportunités locales (Afrique du Sud, Égypte, Liban, pays de l'Est..)[336].

Avec un peu plus de recul historique, il sera sans doute possible de mieux décrypter la séquence d'événements qui a conduit à l'effondrement du régime éthiopien, alors qu'il semblait pourtant s'être doté des instruments de sa consolidation : appareil sécuritaire très performant, parti unique, constitution... Il est probable que l'analyse retiendra alors la métaphore d'un phénomène de résonance entre logiques internes et internationales, bien plus que celle d'une induction par

---

335 Pour en rester à une vision purement statistique dans le cas éthiopien : selon le ministre de la Défense du gouvernement provisoire éthiopien, Siye Abraha, il ressort de documents officiels des gouvernements éthiopiens depuis 1974 que l'armée éthiopienne qui comptait 38.815 militaires en 1974 a recruté 1,1 million de personnels durant ces 17 années. L'ancien régime a acquis 370 avions (dont 224 avions de guerre et hélicoptères de combat), plus de 1700 tanks, 1600 autres engins blindés et 4000 pièces d'artillerie. Il a reconnu officiellement 300.000 pertes humaines avant l'offensive finale du FDRPE. Mais ce dernier estime les pertes à plus de 500.000 morts pour la seule armée régulière. Le ministre de la Défense a estimé que les pertes du côté des insurgés avaient été cinq fois moins importantes. Les pertes civiles sont estimées à un million de mort. En 1991, le budget militaire de l'ancien régime (plus de 2,2 milliards de birr) était 20 fois supérieur à celui de 1974. En 17 ans, les dépenses militaires ont représenté 17 milliards de birr et les achats d'armement environ 18 milliards de birr au total 35 milliards de birr soit environ 17 milliards de dollars, *Lettre de l'Océan Indien*, 16/11/91

336 Roland Marchal " Conflits et recomposition d'un ordre régional dans la Corne de l'Afrique " *Études internationales*, vol. XXII, n°2, juin 1991, pp. 307-321.

l'extérieur, quel que soit par ailleurs le rôle joué par la soudaine modération soviétique face à l'allié d'hier, toujours empêtré dans des conflits sans rémission.

L'entrée des maquisards du Front populaire démocratique du peuple éthiopien (FDRPE) dans Addis-Ababa à la fin mai 1991, avec l'aval américain, marquait un tournant radical dans les trajectoires de tous les conflits de la Corne de l'Afrique. C'est en Éthiopie bien sûr où il fut le plus directement perceptible car le nouveau pouvoir devait rapidement trouver un mode de réorganisation du champ politique qui donne au moins l'apparence d'un certain pluralisme jugé indispensable pour continuer à bénéficier du soutien diplomatique des États-Unis.

De façon toute aussi évidente, la chute du régime de Mengistou Haïle-Mariam témoignait également de la victoire du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) qui apparaissait sans doute plus que le FDRPE comme le véritable maître d'œuvre des offensives menées depuis près de trois ans et qui firent basculer le pouvoir à Addis-Ababa, alors que ce dernier avait tenu bon pendant trois décennies contre les indépendantistes érythréens appuyés à partir de la fin des années 1970 par ses épigones éthiopiens.

Ce succès était optimal pour les nationalistes érythréens sur deux plans. Le FPLE avait provoqué d'une part une crise de régime à Addis-Ababa, les nouveaux détenteurs du pouvoir dans la capitale éthiopienne demeuraient cependant largement dépendants de lui tant au niveau politique que militaire[337]. D'autre part, en Érythrée même, le FPLE retirait, seul, une légitimité accrue d'une victoire, qu'il avait obtenue sans s'allier avec d'autres organisations érythréennes dont la réalité opérationnelle et les capacités militaires étaient par ailleurs toutes relatives.

L'analyse commune a fait des États-Unis les parrains de ce nouvel ordre régional, puisqu'après avoir porté sur les fonts baptismaux le nouveau régime à Addis-Ababa et noué d'excellentes relations avec Asmara, ils n'ont pas ménagé leur soutien depuis, tant au niveau interne (lors des élections régionales de juin 1992 en Éthiopie) qu'au sein des instances internationales comme le Fonds monétaire international (lors des négociations sur la dévaluation du birr).

Pourtant, cette perception fait peu de place au véritable gagnant au niveau régional : le Soudan. Cet État n'a pas ménagé ses efforts pendant des années pour affaiblir l'Éthiopie. Son armée avait déjà mobilisé bien avant la prise de Massawa en février 1990, tournant décisif dans la guerre, ses moyens logistiques et ses services de renseignements pour aider les insurgés à écraser les forces gouvernementales éthiopiennes[338].

[337] Bien que cette information ait été démentie plusieurs fois par les principaux intéressés, de nombreux observateurs s'accordent à penser que des troupes d'élite érythréennes ont joué un rôle clef dans la prise de la capitale éthiopienne par le FDRPE. De plus, l'aide logistique et les instructeurs du FPLE furent également indispensables à l'autre composante de l'opposition éthiopienne active jusqu'en juin 1991 essentiellement dans le Wollega, le Front de libération Oromo (FLO).
[338] Voir le dossier publié par *Politica Internazionale*, n°4, juillet-août 1992, avec notamment mon article "Il caso eritreo", pp. 67-79.

Les dividendes politiques et militaires d'une aide aussi massive allaient être multiples. Comme nous allons le voir, la crise de l'Armée populaire de libération du Soudan/Mouvement populaire de libération du Soudan (APLS/MPLS) dirigée par John Garang en constituait un de taille, mais ce n'était pas le seul. La victoire du FDRPE permettait de plus au régime soudanais, pourtant isolé sur la scène internationale et en proie à des difficultés économiques internes considérables, d'accéder à une reconnaissance régionale dont il n'avait pas bénéficié depuis près de 20 ans. Il y a quelque ironie à souligner cette convergence d'intérêts entre les États-Unis et le Soudan islamiste, mais on aurait tort de n'y voir que malice.

De façon plus ambiguë, ces changements radicaux affectèrent également Djibouti où certaines parties de l'opposition afar se retrouvèrent alors dans une posture complètement nouvelle, la lutte armée devenant une option moins irréaliste que dans la période antérieure. En l'espace de quelques mois, plusieurs des difficultés qui avaient miné les tentatives de luttes armées vers la fin des années 1970 (lors de la constitution du Front démocratique de libération de Djibouti) étaient levées : l'armement était disponible en quantité et en qualité ; l'effondrement de l'appareil d'État éthiopien permettait la constitution d'un sanctuaire accessible sans condition politique forte ; la dissolution de la milice afar de la région autonome d'Assab offrait de réelles possibilités de recrutement de cadres expérimentés.

Il serait erroné cependant de faire de l'opposition armée djiboutienne un appendice des Afar d'Éthiopie. Si leur participation au Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) est aujourd'hui assurée, ce mouvement a ses racines dans le blocage de la vie politique à Djibouti et l'internationalisation relative du FRUD doit être analysée également comme le pendant d'une évolution analogue de l'Armée nationale djiboutienne.

Le cas somalien n'est pas le moins inintéressant avec les implications des transformations en Éthiopie sur la situation somalienne tant au Sud du pays où les forces de Congrès de la Somalie unifiée (USC) se battaient alors contre les restes de l'armée du dictateur déchu et des milices des clans identifiées à son destin, qu'au Nord où le Mouvement national somalien (MNS) décidait la séparation de l'ancienne colonie anglaise, le Somaliland, de l'État somalien et la constitution d'une nouvelle entité étatique dont la légitimité internationale s'appuyait sur l'histoire coloniale, comme pour l'Érythrée. Le Somaliland déclara son indépendance le 26 juin 1960 et attendit jusqu'au 1er juillet pour fusionner ses institutions avec celles de l'ancienne colonie italienne devenue indépendante ce même jour.

Plutôt que de survoler ces différents conflits, il est plus intéressant de se consacrer à une analyse un peu fouillée de deux cas significatifs dans la conjoncture actuelle : le conflit au Sud-Soudan avec l'émergence d'une faction sécessionniste au sein de l'A.P.L.S. et la réorganisation du champ politique en Éthiopie liée au règlement de la question oromo.

1. La fragmentation du mouvement insurgé sud soudanais

L'effondrement du régime de Mengistou Haïle-Mariam à la fin mai 1991 a eu des conséquences désastreuses pour l'APLS[339], à commencer par la perte de son sanctuaire et, donc, le quasi-effondrement de son système logistique. Ces effets se faisaient rapidement sentir et provoquaient l'affaiblissement de la coordination entre les différents contingents de l'APLS au Sud-Soudan. La perte de la radio qui émettait à partir d'Addis-Ababa vers le Soudan allait se révéler l'un des aspects les plus négatifs de ce retournement de situation. Elle constituait de loin le principal atout politique de l'APLS[340] dans ses rapports avec l'opposition nord-soudanaise alors complètement marginalisée par la répression extrêmement efficace et brutale des islamistes à Khartoum. En effet, la radio offrait tout à la fois une tribune pour la critique du régime à un moment où une bonne partie de la population doutait encore de la nature réelle du pouvoir mis en place après le coup d'État de juin 1989[341], une possibilité de contourner le contrôle extrêmement strict des moyens d'information au Nord-Soudan, le moyen d'agréger la lutte menée par l'APLS à celle de l'opposition nordiste et de crédibiliser ainsi aux yeux d'une opinion publique particulièrement rétive la convergence politique entre mouvements politiques traditionnels et opposition armée sud-soudanaise.

Ce départ précipité d'Éthiopie, qui ressemblait plus à une fuite éperdue voire à une déroute, posait déjà un premier problème politique à la direction du mouvement. Certains ne comprenaient pas pourquoi John Garang s'était obstiné dans son aveuglement : non seulement, il n'avait pas organisé le retrait en bon ordre de ses troupes du territoire éthiopien mais il avait refusé jusqu'au dernier moment d'avoir des contacts avec le FDRPE et le FPLE ; or ces deux organisations n'étaient pas fondamentalement hostiles au niveau des principes à certaines revendications des sud-soudanais, quand bien même leur dépendance vis-à-vis de Khartoum rendaient les résultats d'une telle démarche particulièrement aléatoires[342].

Les conséquences furent tout aussi négatives pour les 400.000 réfugiés sud-soudanais chassés de leurs camps dans la zone de Gambella et d'Itang par les combats provoqués par le Front de libération oromo (FLO) qui entendait, sans doute sur la suggestion de Khartoum qui ne lui avait pas ménagé son soutien dans les années précédentes, prendre sa revanche sur l'APLS.. En effet, depuis sa création en 1983, l'APLS opérait dans la région éthiopienne de Gambella et avait installé une base à Assossa à partir de laquelle les insurgés sud-soudanais menaient des actions militaires dans la région du Nil Bleu où de nombreux réfugiés éthiopiens, notamment

---

339 Pour une présentation du conflit sud-soudanais, on pourra se reporter notamment à : Abel Alier, *Southern Sudan : Too Many Agreements Dishonoured*, Exeter, Ithaca Press, 1990 et Roland Marchal, "D'une guerre à l'autre : le conflit au Soudan hier et aujourd'hui", *Afrique contemporaine*, n°153, 1er trimestre 1990, pp. 27-42.

340 Cette remarque vaut pour toutes les organisations armées de la région. Le FPLE et le FLO notamment ont su acquérir un soutien et une audience au-delà de leurs cercles habituels grâce à ce média dont l'utilisation par les mouvements armés devraient susciter une analyse plus circonstanciée.

341 Voir Roland Marchal, "Le Soudan entre islamisme et dictature militaire", *Maghreb-Machrek*, n°137, juillet-septembre 1992, pp. 56-80.

342 Entretiens avec les représentants de ces mouvements à Londres et à Khartoum (octobre-novembre 1990).

oromo, s'étaient installés. Un camp du FLO à Yabus fut attaqué une première fois en 1988, mais ce fut surtout en septembre-novembre 1989 que l'APLS réussit à détruire de nombreuses infrastructures de l'organisation oromo[343]. On comprend donc l'animosité de ces derniers. Il parait de plus assez évident que des deux côtés de la frontière, les gouvernements ont réussi avec succès à instrumentaliser les mouvements armés[344] et que ces derniers ont souvent multiplié les exactions contre les populations civiles de l'autre côté de la frontière, parce qu'ils se sont retrouvés pris dans des conflits de localité peu liés à leur lutte spécifique.

Ce reflux de réfugiés vers la zone de Nasir au Soudan constitua l'un des facteurs qui contribuèrent à la division du mouvement. En effet deux problèmes se posèrent rapidement dès leur retour au pays. En exil, les "instruits" avaient mis en place des structures d'administration civile dans les camps de réfugiés qui leur octroyaient de réels pouvoirs. De retour au Soudan, ils se retrouvaient face à des combattants de l'APLS qui n'avaient aucune envie de respecter des prérogatives qui n'existaient nulle part ailleurs dans les zones dites libérées et qui ont donc fait jouer la force en leur faveur. Cette contradiction déjà importante, qui soulève un problème essentiel sur lequel nous allons revenir, fut encore aiguisée par une série de coïncidences. En effet parmi ces réfugiés se trouvaient des Dinka, originaires de la province d'Aweil, qui considéraient avec hostilité le mouvement de John Garang, jugeant notamment que ce dernier n'avait rien fait lorsque les milices pro-gouvernementales avaient dévasté leur région. De plus, le dénuement de ces migrants était extrême et l'aide humanitaire qu'ils espéraient de la part de l'APLS n'arriva pas. La mort en août 1991 du général Pio Yukwan, membre du Conseil de commandement révolutionnaire (organe dirigeant de la junte militaire à Khartoum) et originaire de la zone de Nasir suscita également la croyance parmi les cadres de l'APLS que l'accalmie dans les combats pourrait être bien plus courte que prévue dans cette région et que le coût humain allait être très élevé.

La question de la sécession vint se surajouter à l'ensemble de ces problèmes. La revendication sécessionniste n'apparaissait plus comme un tabou politique, parce qu'elle pouvait s'appuyer sur des précédents légitimes ou quasi-légitimes, aux yeux des occidentaux, en Europe de l'Est et dans la Corne de l'Afrique (Érythrée, Somaliland). La séparation du Sud-Soudan à laquelle aspirent les dissidents de l'APLS est un thème récurrent du discours politique depuis l'indépendance. D'abord, la base de la guérilla a toujours été largement acquise à l'idée d'une séparation. Les raisons d'une telle attitude ont certes varié ; mais affirmer, comme le firent les dissidents, une préférence pour la sécession ne pouvait que leur faire gagner la sympathie d'une

343 Thomas Zitelmann, "Politische Grenze und strategisches Hinterland - Überlegungen zur grenzüberschreitenden Mobilität zwischen dem Sudan und Äthiopien " in Bernhard Streck (ed), *Tradition, Migration, Notstand - Themen heutiger Sudanethnologie*, Göttingen, Ed. Re, 1990, pp. 97-109.

344 Cette intervention des troupes éthiopiennes dans le conflit sud-soudanais n'a sans doute guère cessé depuis. De nombreuses rumeurs font état d'une implication éthiopienne (oromo ?) et même érythréenne dans les combats sur la zone frontalière, par exemple pour la prise de Pochalla en mars 1992, pour le plus grand avantage de Khartoum qui obtient ainsi les dividendes de son aide massive aux nouveaux dirigeants de l'Éthiopie et de l'Érythrée. *La Lettre de l'Océan Indien*, 02/05/92 & *Africa Analysis*, 30/10/92.

population qui éprouve quelque difficulté à comprendre le contenu du "nouveau Soudan" proposé par John Garang, alors même que l'armée et les milices gouvernementales poursuivent prédations et massacres. Les sécessionnistes optèrent pour cette attitude d'autant plus facilement que la position américaine depuis le renversement de Mengistou n'était pas dénuée d'ambiguïté. De nombreux observateurs soudanais sont convaincus, non sans bonnes raisons, que les États-Unis tiennent jusqu'à présent un double discours, affirmant l'unité nécessaire du pays mais adoptant dans leurs propositions de règlement un échéancier qui autorise pour une période significative une quasi-séparation du Sud d'avec le Nord du pays.

Une autre facette mérite également attention : le doute de plus en plus grand qu'éprouve les Sud-Soudanais sur la sincérité des hommes politiques de Khartoum, quelle que soit leur appartenance partisane. La manière dont les accords d'Addis-Ababa ont été rompus par le président Nimeiri, les manœuvres dilatoires des grands partis traditionnels après 1986 pour ne pas abroger "les lois de septembre" (i.e. la législation islamique imposée par la dictature militaire en septembre 1983) ont alimenté cette méfiance croissante. Les Sud-Soudanais ont également le sentiment de faire seuls les frais de la guerre actuelle. C'est leur région qui est dévastée par la guerre, leur population massacrée, leurs enfants privés de formation, accroissant d'autant le différentiel de développement entre les deux parties du Soudan.

La division de l'APLS en deux tendances, dites de Nasir et de Torit, à la fin août 1991 se fit également dans un cadre politique général tout à fait délétère à l'intérieur du mouvement et qui peut être analysé à partir de plusieurs faiblesses structurelles récurrentes depuis le début de la guerre en 1983 : un fonctionnement interne plus militaire que politique, une sous-politisation de la guérilla, une importance accrue des problèmes ethniques liés à l'attitude de J. Garang et à l'absence de vision politique de ses cadres.

En effet, les origines de ce mouvement de guérilla restent fondamentalement attachées à une mutinerie de certains contingents de l'armée. L'APLS s'est constituée, pour l'essentiel, à partir de deux groupes. Le premier est formé de guérilleros Anyanya des années 60, intégrés dans l'armée nationale après les accords de paix d'Addis-Ababa en 1972, qui prirent le maquis à Akobo dès 1975. Après quelques embuscades, ces soldats perdus, qui revendiquaient le nom d'Anyanya II, se réfugièrent en Éthiopie ; ils y ont vivoté jusqu'en 1983 où ils furent rejoints par d'autres militaires, officiers et soldats, qui abandonnèrent individuellement leur poste. Le second groupe est constitué par la grande majorité des recrues des bataillons 104 et 105 stationnés à Bor, qui se révoltèrent au printemps 1983. Les dirigeants de ces deux factions étaient donc des militaires, bien que des politiciens aient figuré dès cette période dans leur entourage.

Alors que la faction Anyanya II préférait d'emblée une sécession ou une fédération sans réelle consistance, l'autre tendance conduite par John Garang s'y refusait sachant que l'option séparatiste ne pouvait que rendre plus difficile la quête de soutiens internationaux, notamment de la part de l'Éthiopie de Mengistou Haïle-Mariam. Surtout, John Garang refusa une

différenciation très nette des rôles politique et militaire au sein du mouvement. Derrière ces questions importantes d'organisation transparaissaient en fait les termes d'un débat récurrent depuis plusieurs années parmi les opposants sud-soudanais sur l'échec du mouvement Anyanya I dans les années 60. Anyanya I ne réussit à adopter un fonctionnement centralisé qu'en 1970 sous la houlette de son chef militaire, Joseph Lagu, qui marginalisa autoritairement les politiciens. Cette défiance vis-à-vis des civils, présumés apporter divisions tribales, polémiques absconses et corruption, se retrouve avec la même intensité dans l'APLS. Certes, le gouvernement de Khartoum sut nourrir ces dissensions grâce à certains hommes politiques sudistes dévoués, qui acceptèrent la remise en cause des accords d'Addis-Ababa puis l'organisation de milices tribales opposées à l'APLS, dans l'espoir de gagner quelque promotion.

Ce poids des militaires fut également renforcé par la politique d'Addis-Ababa. Peu sensibles au vernis marxiste du manifeste de l'APLS/MPLS, les autorités éthiopiennes ont préféré parier sur John Garang, réputé bon officier, doté d'un certain charisme et connu pour sa fermeté. L'attaché militaire éthiopien à Khartoum ne ménagea pas ses efforts pour convaincre les opposants sudistes les plus hésitants que cet ancien capitaine du mouvement Anyanya I, qui avait obtenu un doctorat dans une Université américaine, était vraiment l'homme de la situation. Leur aide fut également décisive dans plusieurs crises qui affectèrent l'APLS, notamment dans la mise à l'écart en 1988 du numéro deux de l'organisation, Karabino Kuanyin Bol, qui commandait la place de Bor avant de passer à la dissidence en 1983.

Ce caractère martial de l'organisation, censé être le meilleur antidote aux comportements politiciens ou ethniques, a donc été cultivé avec constance et a considérablement contribué à une sous-politisation de la guérilla. S'il lui a permis de subsister, sous une forme relativement unifiée jusqu'en août 1991, il a induit de nombreux effets pervers. D'abord, la militarisation de la vie interne du mouvement a considérablement réduit l'espace laissé au débat politique. Le manifeste publié en 1983 est le seul texte programmatique après plus de huit années de combat. La mise en forme d'intuitions intéressantes sur le "nouveau Soudan"[345], à commencer par les futurs rapports entre pouvoir central et entités régionales, est restée à un stade excessivement idéologique. La réflexion sur l'organisation du champ politique, notamment au Sud du pays, fut tout aussi embryonnaire. Ensuite, la guerre contre Khartoum étant l'enjeu unique, la mise en place de nouvelles structures d'administration et d'éducation dans les zones libérées n'était plus qu'un faire-valoir utile pour les contacts avec les organisations humanitaires et laissée pour le reste à la bonne volonté de certains cadres intermédiaires. Aussi, le pire y côtoie le meilleur, compte tenu des faibles moyens dont dispose cette guérilla. Il en découle une conséquence importante : la constitution de groupes combattants et leur entretien ont été très longtemps des priorités absolues. Le recrutement forcé, notamment de jeunes adolescents, n'est certes pas une spécificité sud-soudanaise. Les Erythréens, les Tigréens et, à une échelle bien plus grande, le gouvernement d'Addis-Ababa y a eu recours sans aucun état d'âme. Mais cet usage répété de la

345 Voir la nouvelle édition qui comporte en outre des documents plus récents particulièrement intéressants sur la crise du mouvement : Mansour Khalid (ed.), *The Call for Democracy in Sudan by John Garang*, Londres, Kegan Paul International, 1992.

coercition augure mal du Soudan démocratique et laïc, sans cesse promis par la propagande de l'APLS. Tout aussi graves, mais la responsabilité des dirigeants de l'APLS est là plus difficile à mesurer, sont les violations permanentes des droits de l'homme (massacres, pillages, détentions arbitraires, mauvais traitements...). Les cas ont été fréquents dans l'Est-Equatoria mais certains groupes nuer ou dinka n'y ont guère échappé non plus. Ces violations furent souvent le fait de chefs militaires qui, issus d'un terroir, mettaient en œuvre leurs moyens militaires pour intervenir dans des conflits locaux sans rapport avec la confrontation entre le gouvernement de Khartoum et la guérilla. Il faut souligner les énormes difficultés de communication, qui rendent très lentes les interventions de la direction du mouvement, lorsque celle-ci essaie d'y mettre fin. Un autre aspect tout aussi dangereux de cette option militariste réside dans la stratégie adoptée. L'APLS a miné des centaines de kilomètres de pistes sans tenir compte le moins du monde des populations pour qui ces voies de communications demeuraient vitales. On trouve, dans certains discours de responsables de la guérilla, l'idée que cette guerre, pour amener une véritable solution, devra être meurtrière.

La dimension ethnique est particulièrement importante et dans le même temps très difficile à analyser car il faut tenir compte d'éléments politiques ou sociologiques (comme la différence entre militaires et civils) qui ont joué un rôle important dans les prises de position depuis la création du mouvement. John Garang a insisté dès le début de la crise sur cette dimension qui aurait été instrumentalisée par les dirigeants de l'autre faction pour tenter de le marginaliser. Certes, la personnalité des leaders[346] et les zones du Haut-Nil dans lesquelles la scission se limita pendant plusieurs mois, donnaient quelque cohérence à cette version : on peut en effet faire référence à des tensions anciennes entre Nuer Jikany et Mor Lou d'un côté, et les autres Nuer de la province de Jonglei de l'autre ou, sur une autre mode à l'alliance Shilluk-Nuer contre Dinka. Mais, il faudrait également souligner l'intensité de ces problèmes avant la crise du mouvement car elle explique pour une part les difficultés que l'APLS a rencontrées lors de son installation dans la province de l'Equatoria : le poids des proches de J. Garang et de façon plus général des Dinka de Bor (d'où est originaire J. Garang) a suscité des mécontentements et des tensions très fortes qui se sont manifestés sous de multiples formes depuis un an. Ainsi des Dinka du Bahr el-Ghazal conduit par Dhol Acuil, le lieutenant Ajing Adiang et le capitaine Benjamen Atem, ont mené une fronde contre Garang l'accusant de les envoyer toujours sur le front afin de préserver les Dinka de Bor. A cette critique s'ajoutait l'amertume liée à l'exécution

[346] Lam Akol, Shilluk, enseignant à l'Université de Khartoum et docteur ingénieur, avait été élu député aux élections d'avril 1986. Surtout , il fut à la même époque l'un des négociateurs de l'accord mort-né de Kokadam entre l'APLS et une majorité de partis soudanais dont le parti Oumma de Sadeq el-Mahdi. Il passa à la guérilla en mai 1986 lorsque ce dernier, devenu premier ministre, refusa d'appliquer l'accord et revint sur des promesses faites durant la campagne électorale dont la réalisation aurait considérablement détendu le climat entre les insurgés et Khartoum. Gordon Koang Chol, quant à lui, est un Nuer et a fait ses premières armes dans la guérilla des années 1960 mais ne put intégrer l'armée soudanaise en 1972 pour des raisons de santé et devint un petit employé. En 1982, il gagna l'Éthiopie où résidait une partie de sa famille et s'engagea alors dans Anyanya II, dont il prit la direction quelques années plus tard. C'est lui qui négocia l'accord de 1988 avec l'APLS, qui mit pratiquement fin pour trois ans à une guerre entre sud-Soudanais dont les victimes se comptent par milliers. Il représente la véritable force militaire de la dissidence.

de Benjamin Bol, ancien représentant de l'APLS à Londres, lors d'un séjour à Addis-Ababa[347]. Le régime de Khartoum a su profiter de cette division dans un mouvement dont l'unité constituait une force et une différence peu communes avec les partis politiques classiques en facilitant pendant de longs mois l'approvisionnement de la faction de Nasir. Sa stratégie était remarquable et a failli réussir. Elle était construite en trois étapes : isoler d'abord la tendance de Torit (i.e. de John Garang) en discutant avec l'autre tendance et en menant campagne au niveau international contre les "comportements dictatoriaux" (sic) du leader sud-soudanais. Ce soutien diplomatique au groupe de Nasir devait être complété par une aide alimentaire et sans doute militaire pour combattre la faction rivale dans tout le Sud-Est du Sud-Soudan. Deuxièmement : mener une offensive militaire contre l'APLS de Torit sans chercher la confrontation avec l'autre tendance et lui briser les reins ; c'est ce qui s'est fait à partir de la prise de Pochalla au début mars 1992. Troisième temps : accepter tambour battant la médiation nigériane et arriver à la conférence d'Abuja face à deux tendances affaiblies par des affrontements fratricides et disposées à entériner un accord largement dicté par Khartoum.

Ce plan a bien failli fonctionner mais Khartoum a commis une erreur qui est traditionnelle dans les relations entre politiciens du Nord et du Sud : les islamistes ont largement sous-estimé l'intelligence tactique de leurs adversaires et leur lucidité sur les conséquences d'une trop grande complicité avec eux. Certes, la crédibilité du groupe de Lam Akol fut rapidement limitée par une accumulation de choix politiques privilégiant des alliances avec les islamistes du Nord du pays et surtout par la récurrence de massacres de Dinka dans les localités de Kangor, Bor, Yirol, Rumbek, Tonj et Gogrial entre septembre 1991 et mars 1992, qui relativisaient fortement les critiques formulées sur l'autre faction, d'autant que ces tueries n'étaient pas exclusives d'autres violations des droits de l'homme comme le vol de bétail et des biens, le déplacement forcé de villages entiers. Certains responsables du groupe, plutôt atterrés par ces alliances politiques ou le comportement de leurs troupes sur le terrain ont préféré se distancier du mouvement armé, comme les commandants Achol Marial, Deng Ayen, et Telar Ring[348]. Derrière la polémique entre les deux factions on retrouve à vrai dire des problèmes récurrents de la guérilla sud-soudanaise depuis sa naissance, à savoir la multiplication des exactions et opportunisme total dans la politique locale.

L'offensive de l'armée gouvernementale contre le mouvement de John Garang fut un succès même si elle commença tardivement et fut particulièrement meurtrière pour toutes les parties en présence. Mais la junte militaire avait parié trop vite sur un essoufflement rapide des combattants de l'APLS et n'avait pas escompté un rapprochement des deux tendances au moment de la conférence d'Abuja en juin 1992, rapprochement qui fit capoter sa stratégie politique ne lui laissant plus que l'option militaire.

Depuis cette date, les événements se sont précipités au Sud-Soudan. D'une part, la junte islamiste connaît d'importantes difficultés au niveau international à cause de la répression que

347 Voir *Africa Analysis*, 21/08/92.
348 Voir *Sudan Democratic Gazette*, décembre 1992.

mène son armée dans la région de Juba[349] après l'attaque lancée par l'APLS en juillet 1992. D'autre part, le mouvement de John Garang connaît une nouvelle crise avec la dissidence de William Nyuon Bani, qui était l'adjoint de John Garang depuis la division de l'APLS en août 1991, mais qui avait beaucoup contribué à réunifier les deux factions lors des discussions d'Abuja en circonvenant les partisans d'un ostracisme de la faction de Nasir. Comme les autres dissidents, il bénéficie d'une certaine aura comme militaire dans le mouvement et son départ crédibilise aux yeux des plus hésitants les vives critiques sur le comportement dictatorial de John Garang. Il est difficile de mesurer actuellement les implications de cette nouvelle division sur les combats qui se poursuivent autour de Juba d'autant que, d'un point de vue ethnique, William Nyuon Bani est Dinka par naissance et Nuer par "résidence et affiliation". Il est cependant sûr que la situation de John Garang s'est nettement effritée dans le Bahr el-Ghazal et l'Equatoria. La nomination de Kuol Manyang Juuk en remplacement de William Nuyon Bani risque de poser rapidement de nouveaux problèmes. Cet homme est connu depuis plusieurs années pour les mauvais traitements infligés aux populations civiles et entretient de très mauvaises relations avec les Latuka d'Equatoria, parmi lesquels est recrutée une partie importante des combattants de l'APLS de cette région, depuis qu'il a giflé lors d'une vive altercation l'évêque de Torit qui est également un notable de cette communauté.

Le groupe de Nasir ne peut qu'être satisfait de ces nouveaux développements : sa stratégie actuelle est de contribuer à une fragmentation de l'autre faction en espérant pouvoir à terme renouer des alliances avec les opposants en jouant non sans démagogie sur des accords locaux ou sur la peur omniprésente d'une domination Dinka. Pourtant sa crédibilité n'est pas au plus haut malgré l'attaque surprise de Malakal en novembre 1992 : l'aide patente du gouvernement à certains moments, le comportement tout aussi prédateur de son aile militaire et les problèmes politiques internes diminuent d'autant la portée de ses critiques à l'encontre du mouvement rival et relativisent ses prétentions démocratiques. Sa position radicale sur l'indépendance du Sud-Soudan serait également moins ferme qu'il n'avait semblé à un certain moment et dépendrait largement de la configuration de l'opposition au Nord du pays ou de l'attitude des grandes puissances.

L'APLS est donc aujourd'hui à un carrefour de son histoire. Deux scénarios semblent s'imposer, sans qu'il soit aujourd'hui possible de choisir l'un plus que l'autre : la fragmentation de cette organisation en petites bandes de bandits ruraux ou une recomposition relativement rapide d'un mouvement d'où John Garang serait éventuellement exclu. La première trajectoire correspondrait à une situation analogue à celle qu'avait connue le Sud-Soudan entre 1963 et 1970. Il avait alors fallu une aide massive d'Israël et le sanctuaire ougandais pour permettre une réorganisation et une centralisation des groupes rebelles. Le second scénario n'est pas

349 Voir *Amnesty International*, Soudan : morts et incarcérations : la destruction de Juba., 23 septembre 1992. C'est l'exécution de deux employés l'un travaillant pour USAID et l'autre pour la CEE qui a déclenché une campagne internationale nourrie depuis par les multiples exactions commises contre la populations par les deux protagonistes armés. Voir Amnesty International, " Sudan : both sides committing grave abuses in the South says Amnesty International", *Weekly Update News*, 04/11/92.

improbable mais dépend de variables difficiles à évaluer. L'impact du départ de William Nyuon Bani, le résultat des combats autour de Juba, la mobilisation internationale contre le régime de Khartoum, l'attitude de l'Éthiopie face à la stratégie islamiste de son voisin, l'évolution de l'opposition nordiste tant il est vrai que, si l'opposition au Sud a besoin d'unité, celle au Nord devra se construire une nouvelle crédibilité...

2. La question oromo et la recomposition politique en Éthiopie

L'autodétermination des nationalités en Éthiopie, quelquefois rebaptisée régionalisme ethnique, est aujourd'hui défendue par le FDRPE contre toute la tradition politique éthiopienne (mais aussi une bonne partie de la tradition des études éthiopiennes[350]). Certains observateurs font cependant remarquer que ce principe tend à devenir de plus en plus abstrait au fur à mesure que l'assise du nouveau pouvoir s'affermit. Sans dénier cet aspect de la réalité, il faut admettre que cette politique est motivée par plusieurs raisons qui tiennent à la fois à la trajectoire historique de l'opposition armée dans ce pays et à des raisons plus conjoncturelles liées notamment au nouveau contexte international et à la prime à la démocratie offerte par les États-Unis dans ce nouvel (?) ordre international.

Tout d'abord, l'affirmation des droits des nationalités traduit sans doute la fin d'un cycle historique de la contestation en Éthiopie. En effet, depuis le milieu des années 60, pratiquement toutes les organisations politiques se sont construites comme des tentatives de solution au problème des nationalités[351]. On aurait donc tort de ne faire de cette question qu'un stratagème idéologique ou un idiome politique particulier. La dynamique actuelle et les nouveaux positionnements des différents groupes éthiopiens - à commencer par le FDRPE lui-même- attestent d'ailleurs la prééminence du sentiment national sur d'autres choix idéologiques ou politiques. Par exemple, la principale composante du FDRPE, le Front populaire de libération du Tigray (FPLT), a été créée en 1974 comme l'expression d'un double constat. D'une part, les organisations politiques "multinationales" ou pan-éthiopiennes comme Meïson ou le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE) restaient dominées intellectuellement par des "Amhara" et donc par une vision centralisatrice et "chauvine" de l'Éthiopie. D'autre part, il n'existait pas d'expérience politique commune suffisamment significative pour mener la lutte contre le Derg sur une base transcommunautaire. Outre sa méfiance (qui a perduré) vis-à-vis des organisations politiques non strictement nationalitaires, le FPLT a hésité sur le contenu de ses propres revendications. Ainsi, au début 1976, il se prononça pour la sécession du Tigray. Il fallut les pressions conjointes d'une fraction de son appareil militaire et du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), peu désireux de voir le cas érythréen perdre sa spécificité, pour que ce programme évoluât vers une autodétermination dont on laissait entendre, sans toutefois

[350] Albert Rimbaud, « La négation de l'Éthiopie ? », *Hérodote*, n° 65/66, octobre 1992.
[351] Voir Randi Ronning Balsvik, *Haile Sellassie's Students : The Intellectual and Social Background to Revolution, 1952-1977*, East Lansing, African Studies Center Michigan State University, monograph n°16, 1985.

le dire, qu'elle pourrait aller jusqu'à la sécession. Pendant plus d'une décennie, le FPLT a donc fonctionné comme une organisation régionaliste sans visée explicite sur le contrôle du pouvoir central. Cette stratégie n'a été remise en cause que très tardivement avec la création du FDRPE en janvier 1990, qui n'a pas toutefois induit de transformations substantielles dans l'énoncé des revendications nationalitaires du FPLT et, donc, du FDRPE.

Une seconde motivation était plus conjoncturelle. Il fallait marginaliser l'ancienne classe politique accusée globalement de tous les maux sans faire l'analyse des raisons de son implication réelle dans le jeu politique et dans les mécanismes de prise de décision, quitte également à leur préférer des personnages de l'époque impériale qui avaient été fustigés 15 ans auparavant pour leur corruption et leur népotisme. Près de 1500 personnes sont détenus depuis juin 1991, certes dans de bonnes conditions. En imposant un tel choix, on pénalisait fortement la seconde nationalité du pays, à savoir les Amhara, quelque peu diabolisés dans les premiers mois du nouveau régime notamment parce qu'ils étaient très bien représentés dans les instances du Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), même si ce n'est pas au niveau décrit par la rhétorique du FPLT. Cette nationalité ne peut guère se reconnaître aujourd'hui dans le Premier ministre amhara, Tamrat Layne, et dans les responsables de son Mouvement démocratique du peuple éthiopien, partenaire principal du FPLT au sein du FDRPE, mais marginal dans la société amhara, tant urbaine que rurale. De plus, c'est cette communauté qui fournissait la majorité des fonctionnaires et, plus justement, la culture et la langue de l'appareil d'État : si on ne naissait pas Amhara, on pouvait le devenir pour peu qu'on adoptât dans la sphère publique les normes et les comportements de ce groupe. L'excessive marginalisation des Amhara entraîna des phénomènes de résistance, notamment au sein de l'administration, et mit en difficulté plusieurs fois une politique dont la réalisation nécessitait une mobilisation importante des capacités intellectuelles et techniques de l'appareil d'État. Les cadres du Parti des travailleurs éthiopiens demeurent le plus souvent l'objet d'une grande méfiance durant cette phase intérimaire alors que sociologiquement ils représentent une strate sociale absolument indispensable pour la mobilisation des forces vives du pays[352].

Une dernière raison était liée à l'obligation internationale pour le FDRPE de coopter le plus rapidement des organisations ayant une autre expression politique au niveau de l'Éthiopie afin de donner au moins l'apparence de la démocratie. Ceci fut fait une première fois d'une main de maître lors de la conférence nationale en juillet 1991. Le FDRPE intégra dans le jeu politique national des organisations qui prétendaient représenter un groupe ethnique sans s'interroger sur leur légitimité pour peu qu'elles acceptent des compromis sur leurs revendications et ne remettent pas en cause la position absolument dominante (qu'on pense à la composition actuelle des forces armées) du FPLT. Le but visé était donc d'obtenir d'une part une reconnaissance politique de la part de groupes ethniques ou régionaux qui n'avaient pas été réellement défaits dans la guerre et, d'autre part, une déconnexion entre des revendications "admissibles" puisque pouvant trouver une réponse à un niveau régional et d'autres qui affecteraient d'emblée

352 Voir l'analyse qu'en propose Christopher Clapham dans *Transformation and Continuity in Revolutionary Ethiopia*, Londres, Cambridge University Press, 1988.

l'économie du pouvoir au plan national et donc l'hégémonie du FDRPE. C'est cette stratégie qui a été mise en application avec un peu trop d'enthousiasme par les cadres du FDRPE et de quelques partis épigones lors des élections régionales de juin 1992 ; malheureusement pour eux, les observateurs internationaux semblaient avoir une conception différente des élections pluralistes et le firent savoir aux États-Unis qui étaient disposés dans un premier temps à passer l'éponge sur des pratiques plus que contestables. Une question irrésolue jusqu'à aujourd'hui concerne le rôle qu'entend jouer dans le futur sur la scène politique le Parti démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (PDRPE), fondé lors du congrès du FDRPE en janvier 1991, qui s'efforce de recruter à l'heure actuelle de façon discrète, mais relativement systématique, dans toutes les organisations nationalitaires. Certes le FDRPE a réaffirmé plusieurs fois sa conversion au multipartisme et à la démocratie, mais cette démarche est parallèle à la stratégie antérieure du FPLT construite autour d'un "front uni large et démocratique" (qui pourrait être aujourd'hui formé des organisations présentes à la Conférence nationale) et d'un "front uni stratégique révolutionnaire" (hier les ligues marxistes-léninistes, aujourd'hui le PDRPE).

Le cas des Oromo est dans un tel dispositif tout à fait paradigmatique[353]. Ils constituent plus de 40% de la population du pays (certains affirment qu'ils seraient même majoritaires) et sont musulmans à 60%, orthodoxes à 30%, le reste se partage entre des églises missionnaires comme Mekane Yesus et l'adhésion à la religion "traditionnelle" des Oromo. Ils peuvent revendiquer donc le territoire le plus important de l'Éthiopie ainsi que les deux premières villes du pays, Addis-Ababa (Finfine en oromo) et Dire-Dawa. Certes, les organisations oromo ont fait de notables compromis en octobre 1991 au moment de la discussion des nouvelles entités régionales qui devaient servir de cadre aux élections au début 1992[354] ; ces dernières furent d'ailleurs reportées plusieurs fois pour se tenir finalement en juin dans des conditions telles qu'elles furent boycottées par plusieurs organisations oromo, dont le FLO. Évidemment, de telles aspirations territoriales étaient contestées par d'autres groupes quelquefois violemment comme ce fut le cas plusieurs fois durant l'années 1991 et 1992 pour Dire-Dawa, puisque, s'il est souvent délicat de définir une frontière d'un territoire ethnique, l'identité d'une ville selon un tel critère demeure encore bien plus problématique : affrontements en juillet, août, septembre, novembre, puis pratiquement durant tout l'hiver 91-92[355] et qui fut apparemment

[353] Voir John Markakis, *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 ; et Gadaa Melbaa, *Oromia*, Khartoum, 1988 (pas de maison d'édition) pour une vision plus militante.
[354] *Africa Confidential*, vol.32, n°22, 1991.
[355] Pour une chronique plus ou moins exhaustive et exacte, se reporter à *La Lettre de l'Océan Indien* durant cette période. Cependant l'importance que revêt la question oromo aujourd'hui n'est pas simplement liée à la superficie du territoire de cette nationalité, pour reprendre cette catégorie du discours politique éthiopien, mais également à l'affirmation d'un droit à la sécession qui mettrait en cause radicalement l'existence de l'Etat éthiopien et la pérennité de l'Éthiopie. Sans doute, les mouvements politiques oromo ont-ils des opinions plus ou moins nuancées sur cette question, diversité qui peut s'expliquer autant par leur compétition que leur recrutement, mais, par certains aspects, la dynamique du débat depuis un an poussent à une homogénéisation des points de vue, voire sur des questions très précises à une radicalisation. Même si certaines positions sont susceptibles d'évoluer, des désaccord fondamentaux n'en continuent pas moins d'exister avec le nouveau

négocié sous pression. Cependant quatre organisations oromo ont obtenu une représentation au Parlement (ou Conseil des représentants) et deux au gouvernement ; trois de ces organisations méritent d'être mentionnées ici[356]. La plus importante des quatre, celle qui a conçu le corpus idéologique et politique le plus sophistiqué est sans conteste le FLO. Créé en 1974, actif après 1978 au Soudan dans l'organisation des réfugiés qui avaient fui pour beaucoup la conscription forcée, il débuta ses actions militaires dans le Wollega en 1982-1983 ; le nombre de ses combattants est passé de quelques centaines à cette époque à plus de 10.000 en 1990-91. Cependant, au moment de la préparation des élections régionales de juin 1992, il ne fut pas capable malgré une campagne de recrutement forcé sur plusieurs semaines d'atteindre le chiffre de 40.000 combattants comme il l'avait annoncé lors des négociations sur le cantonnement de ses troupes[357]. Le FLO disposait de quatre ministères au gouvernement (Information, Agriculture, Éducation nationale, Commerce) qu'il abandonna le 23 juin 1992 pour protester contre les conditions dans lesquelles s'étaient déroulées les élections. Depuis cette date, le FDRPE a emprisonné dans des camps près de 17.000 membres (civils et combattants) du FLO[358], compte tenu du climat d'hostilité et de l'impasse des négociations entre les deux organisations, malgré une habile médiation érythréenne. Le Front islamique de libération de Oromiyya (pays oromo), -FILO- a été créé en 1986 à partir d'une scission du FLO datant de 1978 et a alors adopté ce nom essentiellement pour bénéficier les faveurs de l'internationalisme islamique, de là à en conclure qu'il s'agit d'une organisation islamiste il y a un pas qu'il ne faut pas franchir[359].

L'organisation démocratique du peuple oromo (ODPO) est un mouvement affilié au FDRPE, largement créé au début 1990 à partir de prisonniers de guerre du FPLT retournés. Profitant

pouvoir en place, liés fondamentalement à la quasi-monopolisation de la gestion du pays par les Tigréens, qui sont comme les Amhara perçus par les Oromo comme les descendants des colonisateurs abyssins.
Il est également intéressant de noter qu'au moment de la Conférence nationale d'Addis-Abeba en juillet 1991, les cinq organisations oromo présentes furent au préalable réunies par le gouvernement de Khartoum, qui réussit à les convaincre de signer un accord qui n'eut pas de suite (*Lettre de l'Océan Indien* 01/06/91 et *Africa Confidential*, vol. 32, n°4, 12/07/91).

356 Les deux autres sont les suivantes. la Direction unie du peuple oromo (United Oromo People's Leadership) a été fondée deux jours avant la conférence nationale d'Addis-Ababa et est composée pour l'essentiel d'anciens membres du Front de libération somali-abo. Son leader est une figure historique du mouvement de rébellion dans le Balé au milieu des années 60 : Waaqo Guutu Usu (voir outre l'ouvrage déjà cité de John Markakis, l'étude magistrale de Gebru Tereke, *Ethiopia : Power and Protest*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991). Le second mouvement est le Front de libération oromo-abo, issu de la même organisation que le précédent. Son dirigeant est Siraaj Haaji Isaaq, qui fut le leader d'un mouvement rural autonomiste "Bilisa Baaftu Oromoo" en 1975-76 dans le Balé.

357 Information recueillie lors de la mission d'observation des élections dans la région de Dire-Dawa en juin 1992.

358 Ces camps sont visités régulièrement par le CICR ; pour l'heure, il n'y aurait aucun manquement au respect du droit international concernant la détention de ces personnes, si l'on excepte évidemment l'absence de procédures judiciaires.

359 Son dirigeant est Sheck Jaara, de son vrai nom Abdulkarim Ibrahim Hamid, qui fut un cadre du Western Somali Libération Front entre 1960 et 1969 avant de passer quelques années dans les geôles de Siyaad Barre. De façon assez significative, la division de 1978 fut entre la "branche de Khartoum" et la "branche de l'Est" du FLO : elle rendait compte de la diversité sociologique impressionnante des Oromo autant que de facteurs politiques plus traditionnels comme l'influence des États les plus proches ou les luttes pour le pouvoir.

largement de l'appui du FDRPE et du sentiment légitimiste des cadres ruraux, cette organisation a pu prendre pied dans le Wollega, l'Ilubabor et les bourgs du pays oromo. Partageant pour l'essentiel la perception du FDRPE sur la question oromo, elle a tenté avec plus ou moins de succès de contrecarrer la progression du FLO dans les campagnes, provoquant d'ailleurs des affrontements. Pourtant, il semble que dans les derniers mois, désireuse de conforter certains succès remportés en juin ou de ne pas s'isoler davantage par son alliance avec un pouvoir très contesté par les Oromos, elle ait pris des positions moins suivistes et se soit rapprochée du FLO, provoquant d'ailleurs des réactions d'hostilité du FDRPE. L'ODPO n'en conserve pas moins ses deux ministères (Intérieur et Affaires sociales) et son groupe parlementaire au Conseil des représentants.

La divergence fondamentale entre FLO et FDRPE peut s'énoncer très simplement : la question oromo relève-t-elle d'une interprétation en termes de féodalisme (et dans ce cas la conservation de la structure étatique ne fait plus problème) ou de colonialisme (dans ce cas l'éclatement est synonyme de libération à moins que...). Plutôt que d'essayer de trancher un débat aussi byzantin, quand bien même on peut s'accorder sur son importance, il vaut peut-être mieux comprendre l'organisation de la conception du nationalisme telle qu'elle est développée par le FLO. Il faudrait certes analyser les raisons qui ont permis à une partie non négligeable de la population oromo de s'identifier aux thèses nationalistes, au-delà de soulèvements locaux ponctuels au milieu des années 1970 : maintien d'une politique de bas prix aux producteurs pour maintenir un approvisionnement des villes à bon marché malgré une réforme agraire dont les premiers mois avaient été perçus avec beaucoup de sympathie, réinstallation autoritaire de populations sur des territoires oromos sans consultation des autorités locales, villagisation, conscription forcée, répression politique, effets différés de la guerre de l'Ogaden en 1977-78.

La pierre angulaire de la construction de l'identité nationale est depuis dix ans - faut-il s'en étonner ?- le discours sur la culture oromo avec notamment un usage de la langue écrite en caractères latins et l'idée d'une contre-société projetée dans un passé idéalisé où tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes jusqu'à l'arrivée de Ménélik à la fin du siècle dernier. On oublie le rôle des Oromos du Shoa qui constituèrent les forces supplétives de la "colonisation" amhara, la cooptation d'élites oromo locales, le système d'inégalités qu'engendre le système gadaa de classes d'âge. Dans le même temps, le discours nationaliste s'est efforcé de définir des rapports très théoriques entre la nation oromo et les autres groupes présents sur le territoire qui serait le sien ; il y a d'abord les nations voisines qu'on distingue parce qu'elles possèdent une langue, une culture, une histoire, un territoire propre ; ensuite les nationalités (i.e. les petites nations) qui vivent sur des territoires revendiqués comme oromos et possèdent une langue, une culture et une histoire (comme les Adare de la ville d'Harrar) ; enfin les étrangers qui se subdivisent en deux : les colons (naftanyoota, qui devraient retourner chez eux), les migrants comme les Somali ou les Gurage, les Grecs ou les Arméniens qui peuvent rester à condition d'accepter la constitution mais qui ne sont pas réellement reconnus comme communautés.

La dynamique conflictuelle actuelle s'inscrit cependant à plusieurs niveaux qui ne sont pas réductibles les uns aux autres. D'abord, il y a bien sûr une compétition politique entre les nationalistes oromo et le pouvoir central qui est ancienne mais qui a aujourd'hui des enjeux qui ne sont pas purement idéologiques. La composition des forces armées, la nomination des administrateurs locaux, le contrôle des mécanismes de décision au niveau gouvernemental constituent à ce niveau des points de clivage essentiels. Cependant, il faut également mentionner la très importante composante sociale dans les troubles actuels. Ceux-ci ont très schématiquement une double origine. D'abord, le gouvernement éthiopien a entrepris une démobilisation aussi radicale que rapide de l'ancienne armée. Près de 350.000 hommes, peut-être plus, se sont retrouvés pratiquement du jour au lendemain sans ressource et certains se sont reconvertis dans le banditisme rural dans la grande tradition des shifta du XIXème siècle.

Mais l'autre aspect est sans doute essentiel. A la faveur de la propagande nationaliste, la paysannerie oromo a relancé les mouvements de contestation qui s'étaient déjà exprimés une première fois entre 1974 et 1976 puis avaient été gelés par la répression du pouvoir central. Derrière les massacres d'Amhara, il y a souvent plus qu'une question ethnique ou religieuse mais également des luttes foncières dont les enjeux sont accrus par la nouvelle politique de libéralisation de l'agriculture. Enfin, il faut mentionner, comme dans toute construction d'une idéologie nationaliste, derrière l'unanimisme de certaines références (comme l'officialisation de l'usage de la langue oromo ou son écriture), la compétition entre organisations où se manifestent le poids des influences extérieures et la fragilité de la construction d'une identité nationale.

Ainsi les affrontements entre FLO et ODPO renvoient moins pour l'instant à des différences régionales (dans les deux cas la direction politique des organisations est originaire du Wollega et de confession chrétienne) qu'au mode d'accès à l'État et aux alliances à conclure avec les notables ruraux. La différence à l'intérieur des Oromos entre chrétiens et musulmans n'a pas encore provoqué de réelle confrontation, mais il est probable que l'interventionnisme de certains États voisins aura des conséquences néfastes dans les mois qui viennent, surtout si les tentatives de médiation tournaient court et que la confrontation avec le pouvoir central reprenait une tournure violente.

Conclusion

La question oromo autant que la trajectoire de l'APLS reposent sous une forme très complexe une série de questions dont les réponses affecteront l'ensemble des trajectoires politiques des États de la région. Le Soudan n'accepterait pas sans broncher une nouvelle politique éthiopienne vis-à-vis de l'APLS et jouerait alors de son influence chez certains partis oromo mais aussi chez d'autres organisations nationalitaires en Éthiopie. De la même manière, une confrontation trop violente entre Oromo et Somali, après toute une période d'alliance des deux

nationalismes[360], risquerait également de provoquer de nouvelles déflagrations dans le sud de l'Éthiopie, d'autant que les armes ne manquent guère depuis l'intervention américaines en Somalie. Mais la question la plus importante est celle liée à l'articulation entre conflits sociaux, aspirations et statuts territoriaux : cette dimension qui met l'accent sur les acteurs locaux et déconstruit les rationalités globales qui servaient de cadre au moins apparent aux conflits dans la période antérieure possède une dynamique propre dont les effets politiques risquent d'être plus délicats encore à gérer. Le cas de Djibouti est à ce niveau aussi exemplaire que dramatique : la polysémie de la territorialité permet de justifier l'action d'un État autoritaire autant que les prétentions quelquefois excessives des Afar, dont certains aspirent à une représentation qui diluerait un peu vite l'importance de la démographie dans celle de la superficie des territoires revendiqués. Si l'on voulait être plus optimiste, on pourrait affirmer que la Corne sera le lieux des scénarios croisés du nouvel ordre mondial en Afrique. Mais jusqu'où cet ordre impliquera-t-il la fin des désordres armés et la recomposition des sociétés civiles à l'opposé de la militarisation des champs politiques des dernières années ?

[360] Il ne s'agit pas d'ignorer l'instrumentalisation des Oromos par l'État somalien indépendant mais cette politique pratiquement constante depuis l'indépendance n'épuise pas l'analyse de cette question.

Chapitre 13 - Les ambitions internationales du Soudan islamiste

Le Soudan n'avait guère fait parler de lui dans les années 80 et son rôle d'acteur sur la scène internationale était largement défini par rapport à des conflits ou des tensions dont il n'était pas à l'origine : la Libye était un encombrant voisin, les divers fronts de libération érythréen et éthiopiens avaient pignon sur rue à Khartoum.

Tout parut changer après le coup d'État en juin 1989, lorsque les militaires inspirés par les islamistes du Front national islamique (FNI) s'emparaient du pouvoir et mettaient fin dans la passivité générale à une expérience démocratique (dont les limites étaient cependant manifestes au Sud-Soudan déchiré par une guerre civile sanglante ignorée par les médias occidentaux). Il est vrai que d'autres événements ébranlaient alors l'ordre international avec la chute du mur de Berlin.

Néanmoins ce changement ne fut réellement pris en compte qu'après la guerre du Golfe, au printemps 1991 : d'une part le régime qui avait eu un profil bas sur son identité islamiste durant les deux premières années l'affirmait soudain plus nettement tant au niveau intérieur qu'au plan international ; surtout, la tenue d'une Conférence populaire arabo-islamique[361] sous la houlette de Hassan al-Tourabi soulignait la capacité du régime soudanais et de ses mentors de polariser les oppositions islamistes ou nationalistes radicales aux régimes arabes.

Simultanément, les chancelleries occidentales s'inquiétaient de l'accueil donné à des groupes qualifiés de terroristes et du rôle de plate-forme logistique que le Soudan islamiste pouvait jouer sur la scène proche-orientale à un moment où les sanctuaires traditionnels s'effaçaient. Enfin, le talent médiatique de Hassan al-Tourabi, dirigeant du FNI, faisait merveille devant des diplomates, des journalistes et quelquefois des chercheurs, qui trouvaient en lui un théoricien du mouvement islamiste moderniste et volubile. Qu'importait la réalité autrement plus glauque de la guerre civile, d'un système répressif d'une brutalité jamais connue au Soudan ; Hassan al-Tourabi s'exprimait si clairement en français et en anglais que ses déclarations se suffisaient à elles-mêmes.

Il convient de revenir un instant sur les raisons d'un tel succès qui peuvent être résumées comme la conjonction d'une ambition longuement mûrie et d'un contexte international tout à fait spécifique.

1. Les contrecoups de la guerre du Golfe

[361] François Burgat, « La Conférence populaire arabe et islamique », *Maghreb-Machrek*, 148, 1995.

La guerre du Golfe marque très certainement la fin d'une période dans le monde arabe dont les conséquences se font sentir jusqu'à aujourd'hui. Sans entrer ici dans la complexité des transformations induites dans cette région, deux aspects sont particulièrement importants pour l'analyse du Soudan.

La première est la très forte polarisation qui s'est produite, alors, entre forces politiques, basée sur la position adoptée vis-à-vis de l'occupation irakienne du Koweït et de l'intervention internationale pour y mettre un terme. La plupart des mouvements islamistes ou nationalistes radicaux se ralliaient à un régime qui avait porté des coups sévères à leurs sympathisants au nom de l'anti-impérialisme et du refus d'un ordre américain sur le Golfe. Les élites dirigeantes d'États comme le Koweït et l'Arabie saoudite, qui avaient fait preuve d'une grande permissivité vis-à-vis des groupes fondamentalistes, réalisaient alors avec amertume que leur soutien financier n'était pas payé en retour d'un appui politique.

Au moment de l'occupation du Koweït par l'Irak, les dirigeants soudanais hésitaient. Les islamistes n'avaient aucune sympathie pour le Baath irakien puisque celui-ci développait un projet aux antipodes du sien et n'avait pas hésité en 1988 à abattre durant le congrès du FNI un islamiste irakien de renom, Bager Hakim ; les relations étaient d'autant plus tendues que les admirateurs soudanais de Saddam Hussein se recrutaient dans des couches sociales en concurrence musclée avec les islamistes (la « tribu des diplômés » et les militaires). C'était cependant sans compter sur les liens très forts qui unissaient les officiers supérieurs des deux armées grâce aux stages de formation dans les académies militaires irakiennes et l'anti-américanisme viscéral du général-président Omar el-Béchir : celui-ci fit une déclaration de soutien intempestive jetant le trouble pendant quelques jours dans la nouvelle élite dirigeante soudanaise. Les travailleurs soudanais émigrés au Koweït purent rentrer au pays avec de belles voitures qui ne leur appartenaient pas toujours, réglant pour quelques temps la crise des transports dans la capitale soudanaise. Les islamistes, après une période d'indécision, endossaient cette position car les gains politiques paraissaient finalement appréciables : jouant sur leur double facette d'État et de mouvement, ils pouvaient prendre la tête de cette opposition multiforme à l'ordre américain en mettant en cause le conservatisme des régimes arabes alliés aux Occidentaux et en se faisant les hérauts d'un nouvel ordre islamique, indépendant et populaire.

Ce changement d'attitude était facilité par les ambitions propres développées par le FNI. En effet, le projet d'une Conférence arabo-islamique réunissant tous les mouvements islamistes du monde arabe avait déjà été discuté durant son Congrès de 1988. Il n'avait pu voir le jour à cause de la crise politique dans laquelle le Soudan s'enfonçait alors. Une autre difficulté était le rayonnement, très limité alors, des islamistes soudanais. Certes, le FNI entretenait déjà des relations avec le mouvement palestinien Hamas, le mouvement En-Nahda de Tunisie, le Parti du travail égyptien, le parti Al-Isla au Yémen mais les relations avec les autres groupes, notamment du Maghreb, étaient nettement plus épisodiques. De plus, l'image du Soudan dans le monde arabe n'était pas la meilleure : pays en ruines, confronté à une crise économique récurrente, avec une capitale aux rues défoncées, un téléphone toujours aux abonnés absents, pratiquant un islam très marqué par des pratiques confrériques peu conformes à l'idéal salafiste, il n'offrait pas la part de rêve moderniste que de nombreux militants recherchaient.

Cette prétention à conduire les mouvements islamistes et à jouer un rôle sur la scène arabe et internationale figurait bien sûr dans les ambitions personnelles du dirigeant charismatique du FNI mais aussi dans un orgueil blessé d'une grande partie de l'élite nord-soudanaise. Arabes de la frontière », de nombreux instruits n'étaient pas hostiles à une réaffirmation de leur identité alors que leurs voisins la considéraient avec quelque suffisance. Pays situé à la bordure des mondes arabe et africain, le Soudan avait été colonisé par l'Égypte et restait perçu comme peuplé d'Africains vaguement islamisés ; de plus, sa situation économique difficile paraissait en faire un État atteint d'une mendicité chronique. Ce racisme ou, au mieux, ce paternalisme condescendant était évidemment très mal vécu par des cadres soudanais qui, travaillant dans les États du Golfe, voyaient une corruption des mœurs et une fragilité de l'administration qu'ils pouvaient comparer avec leur situation nationale finalement plus avantageuse. Voir le Soudan jouer un rôle et être plus respecté sur la scène internationale trouvait donc un assez large écho, même s'il y avait bien des nuances sur la manière de procéder...

A cette revanche sur l'histoire s'ajoutait un argument partagé par la direction des islamistes soudanais. Conduits par Hassan al-Tourabi, ils estimaient non sans de bonnes raisons représenter un modèle nouveau, plus en phase avec les demandes sociales que les islamistes s'efforcent ordinairement de capter[362]. En effet, ils se pensaient beaucoup plus intégrateurs vis-à-vis de groupes sociaux souvent délaissés malgré leur efficacité dans l'action sociale, comme les femmes, ou vis-à-vis de pratiques hétérodoxes de l'islam (mettant initialement plus l'accent sur la lente éducation que sur l'imposition de normes rigoristes), ou encore vis-à-vis de courants politiques en pleine mutation (ainsi l'arabisme des pères fondateurs où l'islam joue un rôle plus net dès la fin des années 70).

Ce désir ne correspondait cependant pas uniquement à un désir idéologique qu'on pourrait ramener de loin en loin au thème de l'Oumma et du califat retrouvé. Il correspondait également à des exigences plus prosaïques, et pour tout dire financières. Le Soudan est un pays pauvre, au moins aujourd'hui, et les ambitions intérieures et internationales du « projet civilisationnel » des islamistes ne pouvaient se financer simplement sur les deniers d'un État pratiquement en banqueroute et soumis depuis 1990 à la lancinante question de son expulsion du Fonds monétaire international : il importait de mobiliser sur la longue durée des ressources conséquentes tant de la part des riches commerçants islamistes, des institutions islamiques (via la *zakat*[363]), des États qui, à un titre ou à un autre, sympathisaient avec certains de leurs objectifs (Iran, Irak, Afghanistan).

Assumer un tel leadership comportait également certaines tâches auxquels les islamistes soudanais se plièrent avec enthousiasme. Disposant d'un État, ils étaient en mesure de fournir des services que d'autres devaient abandonner à cause des réaménagements politiques consécutifs à la défaite irakienne. Le plus remarquable est sans nul doute l'hospitalité (et un peu plus) allouée fort généreusement aux groupes terroristes et autres « Afghans » (combattants arabes en Afghanistan) qui trouvaient jusqu'en 1991 assez facilement un gîte soit dans certains pays de l'Est (cela prend fin avec la chute du mur de

[362] Roland Marchai, « Éléments d'une sociologie du Front national islamique » *Les Études du CERI, n*° 5, 1995.
[363] Voir l'article de Jérôme Bellion-Jourdan dans *Politique africaine*, n°66, 1997.

Berlin), soit en Syrie, en Irak, en Libye, etc. En effet, la Syrie profitait de son rapprochement avec les États-Unis dans la crise du Golfe et adoptait un profil bas sur ce pan de sa politique, compte tenu de l'enjeu qui se dessinait derrière la reprise des négociations israélo-palestiniennes : le retour du Golan occupé depuis 1967. L'Irak avait des problèmes plus urgents que de provoquer à nouveau l'ire américaine : les sanctions, les limitations de souveraineté sur certaines parties de son territoire l'invitaient à rechercher des appuis internationaux que la protection de terroristes pouvait limiter. Le régime libyen devait faire face à une agitation islamiste et ne montrait plus la disponibilité d'antan[364].

Parmi ces hôtes, plusieurs sont remarquables à l'instar de Carlos et valent au Soudan une publicité dont il se serait passé. Le premier est Oussama Ben Laden, citoyen saoudien (il est déchu de sa nationalité en 1994) qui fut un temps l'homme lige de la CIA pour l'envoi de recrues arabes contre l'URSS en Afghanistan. Financier de grand talent, il s'installait à Khartoum, se mettait en affaires avec le régime, tout en maintenant des activités nettement plus contestables : il serait impliqué notamment dans les attentats contre les bases américaines en Arabie saoudite. Le second a eu un destin autrement plus médiatique : Cheikh Omar Abd el-Rahman, dirigeant du Jihad égyptien, arrivé aux États-Unis après un long séjour à Khartoum, fut reconnu coupable en janvier 1995 dans le procès de l'attentat du World Trade Center à New York. D'autres personnalités, comme le dirigeant du mouvement tunisien d'En-Nahda, Ghannouchi, eurent droit pendant quelque temps à des passeports diplomatiques. Sans évoquer des personnages moins connus mais aux titres aussi fameux, on comprend pourquoi certains États, à commencer par les États-Unis et Israël, ont été préoccupés par leur présence à Khartoum...

2. Ambiguïtés américaines, hostilité israélienne et indécision égyptienne

Contrairement sans doute à une idée reçue, la diplomatie américaine n'a eu dans les années 1970 et 1980 qu'un intérêt très relatif pour le Soudan. L'essentiel, pour elle, était moins la nature du régime que sa bonne volonté à accorder des facilités et des services lorsque le besoin s'en faisait sentir. Car l'enjeu se limitait à deux pays voisins, l'Éthiopie de Mengistou Hailé Mariam et la Libye de l'imprévisible colonel Qadhafi. Le maréchal Nimeiri, arrivé au pouvoir en 1969, s'était rapidement débarrassé des communistes, après deux ans de difficile cohabitation, et avait prouvé son ancrage au camp occidental de multiple manières : participation aux manœuvres Bright Stars de la Force de déploiement rapide, aide logistique au Darfour à Hissène Habré et à ses mentors français, égyptiens et américains, soutien aux accords de Camp David (seul État arabe avec Oman à le faire) dans le cadre d'une alliance stratégique avec l'Égypte, facilités octroyées aux mouvements érythréens et éthiopiens en lutte contre Addis-Abeba.

La guerre au Sud-Soudan en 1983 et ses développements jusqu'à aujourd'hui ont longtemps laissé de marbre le Département d'État : peut-être parce que John Garang, le dirigeant de l'APLS (Armée

364 Le colonel Qadhafi fit d'ailleurs sensation lors de visites à Khartoum dénonçant un islamisme dont il côtoyait les meilleurs représentants. Un certain rapprochement se produisit en octobre 1996 avec la signature d'un accord de coopération dont la concrétisation se fait attendre (sauf pour les aspects sécuritaires).

populaire de libération du Soudan), était perçu comme un marxiste allié à des marxistes, peut-être parce que cette guerre empêchait Chevron de poursuivre ses recherches pétrolifères et d'en engranger les résultats. Les Américains étaient également très sensibles aux très nombreuses violations des droits de l'homme perpétrées par l'APLS qui n'était visiblement pas en cour au Département d'État. Le coup d'État de 1989 entraîna certes un arrêt de l'aide à Khartoum mais il s'agissait d'une disposition légale. De fait, la priorité américaine (si elle existait !) à ce moment-là se situait plus sur le versant éthiopien où le régime Mengistou accumulait les défaites militaires. L'enjeu était de taille : le contrôle des rives de la mer Rouge...

Ce n'est qu'au printemps 1992 que se manifestaient publiquement les appréhensions américaines : l'ambassadeur Robert Houdek[365] était dépêché à Khartoum pour s'inquiéter du nombre de terroristes présents dans la capitale soudanaise. Durant l'été, l'assassinat par l'armée de deux membres de l'USAID au Sud-Soudan augmentait encore la tension. A partir de l'attentat du 24 juin 1993 à New York où cinq détenteurs de passeport soudanais furent arrêtés, l'hostilité de Washington ne faiblissait plus : le Soudan était mis sur la liste des États terroristes en septembre et la dégradation des relations était manifeste jusqu'à la quasi-fermeture de l'ambassade à Khartoum en février 1996.

Le Soudan est accusé alors d'être devenu par la grâce de Hassan al-Tourabi La Mecque du terrorisme international. Des accusations plus ou moins fondées sur des faits irrécusables sont communément citées : l'octroi de passeports diplomatiques soudanais à des terroristes, le transfert d'armes destinées aux mouvements islamistes vers l'Égypte et l'Algérie, les camps d'entraînement militaire où des recrues de diverses nationalités sont formées par des Pasdaran iraniens et des « Afghans » en quête de nouveaux champs de bataille, le soutien actif et multiforme à des groupes islamistes violents du Golfe et de Bosnie[366], etc.

Comment expliquer cette radicalisation de la politique américaine, qui a su jusqu'à aujourd'hui faire preuve d'une toute autre flexibilité dans ses relations avec d'autres États aux pratiques éminemment contestables ou des mouvements engagés dans le terrorisme comme le FIS algérien après 1991 ? La réponse n'est pas simple. Certains analystes, islamistes ou non, expliquent que l'islam(isme) remplacerait dans l'imaginaire américain la menace communiste[367]. D'autres soulignent plus modérément l'enjeu majeur qui se dessine derrière : le conflit israélo-palestinien et la sécurité en mer Rouge. Quelques-uns mettent en avant des préoccupations plus liées à la stabilité interne du Soudan avec un régime dont la violence ne donne que l'illusion d'un État fort.

---

365 Ambassadeur en Éthiopie jusqu'au renversement de Mengistou, il était nommé après un séjour à Washington ambassadeur en Érythrée à la fin 1992. Il est très enthousiaste sur les nouveaux dirigeants érythréens et éthiopiens.

366 A voir l'expulsion respective des ambassadeurs du Soudan et des Émirats arabes unis en 1992. Sur la Bosnie et le Soudan au *Washington Post,* 22 septembre 1996.

367 Arthur Lowrie, « The Campaign against Islam and American Foreign Policy », *Middle East Policy,* vol. 4, n°1 et 2, 1995.

L'administration américaine n'a guère pardonné au régime soudanais sa prise de position dans la guerre du Golfe. La réaffirmation de liens[368] (8) avec l'Iran (Hashemi Rafsanjani fit une première visite remarquée à Khartoum en décembre 1991, sa délégation ayant une forte composante militaire et sécuritaire) n'a pu que radicaliser une inquiétude née des trop nombreux séjours de terroristes à Khartoum. Mais l'argument essentiel tient sans doute plus à l'impact de cet activisme sur le Proche-Orient. D'une part, la question israélienne est tout à fait centrale dans l'approche américaine de la région. Une déstabilisation du processus de paix qui a déjà tant de difficultés et du principal allié arabe, l'Égypte, où les islamistes (et autres opposants) sont pourtant réprimés avec la plus grande brutalité, est perçue comme un *canas belli* par Washington. C'est au nom de la même vision géopolitique qu'une sécurisation des rives érythréennes de la mer Rouge est jugée primordiale : le mot d'ordre nassérien, « faire de la mer Rouge un lac arabe », est on ne peut plus impopulaire au Département d'État. Cette attitude s'est évidemment durcie avec les premiers attentats aux États-Unis imputés aux islamistes, dans un pays où la menace a toujours été perçue comme venant de l'extérieur et non interne.

Il serait pourtant trop simple de ne concevoir l'attitude américaine que sous cette forme d'opposition résolue, drapée dans une morale internationale sur mesure. Washington est très conscient de la volonté de reconnaissance des islamistes soudanais et sait l'utiliser au mieux de ses intérêts bien compris car même si ces apprentis sorciers aiment convaincre les Français de leur hostilité irrévocable vis-à-vis de cet Occident américain, c'est quand même vers Washington qu'ils se tournent pour montrer leur bonne volonté et leur modération. Un exemple parmi dix autres d'une soudaine souplesse américaine : en août 1996, l'administration Clinton suspendait la loi antiterroriste pour le Soudan afin de permettre à l'Occidental Petroleum Co. de négocier l'exploitation d'un champ de 2,5 milliards de barils de pétrole[369].

Il est clair qu'une affirmation aussi bruyante de cette politique ne s'est pas faite sans les pressions conjuguées de ses alliés stratégiques dans la région[370] : Israël, l'Égypte et à un moindre degré l'Arabie saoudite.

L'implication israélienne est patente et militante dès le coup d'État et s'inscrit déjà dans une histoire relativement longue[371]. Elle prend une forme plus visible dans le développement de relations étroites au niveau politique et sécuritaire avec les nouveaux régimes éthiopien et érythréen. Le problème des Falashas, réglé pour l'essentiel en avril-mai 1991, ne constitue pas le seul intérêt israélien dans la région ! De fait, Tel-Aviv n'a eu de cesse d'isoler un régime qui fournissait toutes les facilités aux membres

368 Il est vrai que la personnalité des ambassadeurs iraniens à Khartoum ne pouvait passer inaperçue. Le premier, Hassan Azâd, avait été auparavant chef des Pasdaran installés au Liban après avoir, sans doute, été impliqué dans la prise de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979. Outre une aide financière aux mouvements islamistes, les deux pays signèrent différents protocoles économiques et l'Iran fournit pour environ 300 millions de dollars les armes chinoises nécessaires à la plus grande offensive au Sud-Soudan depuis 1983.

369 Cette compagnie s'était montrée très généreuse envers les partis démocrate et républicain. Voir *Washington Post,* 23 et 24 janvier 1997, *New York Times,* 28 janvier 1997.

370 Pour une vision plus historique, se reporter à Jeffrey A. Lefebvre, « Middle East Conflicts and Middle Level Power Intervention in the Horn of Africa » *Middle East journal,* vol. 50, n° 3, 1996.

371 Kassim Shehim, « Israel-Ethiopian Relations : Change and Continuity », *Northeast African Studies,* vol. 10 n° 1, 1988

du Hamas (et d'autres groupes radicaux palestiniens) et qui réussit à réconcilier cette organisation et le Fatah grâce à l'entremise de Hassan al-Tourabi. Cette forte hostilité israélienne n'a pas faibli au cours des années et donne quelque crédibilité aux déclarations de Khartoum sur des livraisons d'armes à l'opposition.

La position égyptienne est plus complexe ou confuse[372]. Dans un premier temps, Le Caire a soutenu le nouveau régime à Khartoum pensant qu'il s'agissait d'un coup d'État nationaliste, n'émanant pas de ses sympathisants au sein de l'armée soudanaise, qui mettait fin à un régime pour lequel l'Égypte nourrissait une acrimonie certaine : difficile en effet pour un pouvoir militaire d'accepter une démocratie à sa porte d'autant que le Premier ministre soudanais se voulait un grand intellectuel islamique et maintenait (déjà) de bonnes relations avec l'Iran. La situation se modifia quelques mois plus tard, lorsque l'influence du FNI fut patente. Cependant prisonnière de sa première évaluation, la politique égyptienne ne sut jamais prendre une position claire jusqu'à l'attentat contre Hosni Moubarak en juin 1995 à Addis-Abeba.

Pendant plus de cinq années, l'Égypte accueillait l'opposition soudanaise mais lui refusait les moyens nécessaires à son organisation : crainte d'un régime civil faible qui ne saurait réprimer les islamistes, espoir de voir une mystérieuse fraction nationaliste de l'armée prendre le pouvoir à Khartoum, peur de voir le Sud-Soudan faire sécession en entraînant un changement radical de la gestion, ô combien stratégique, des eaux du Nil, incapacité des services de sécurité égyptiens (éventuellement noyautés) à reconnaître leur erreur. Toutes ces raisons ont sans doute eu une certaine validité.

Les relations avec Khartoum n'ont pas été au beau fixe pour autant. D'une part la presse, reflétant les préoccupations des dirigeants égyptiens face aux fournitures d'armes à leurs opposants islamistes, menait des campagnes aussi violentes que brèves contre le régime soudanais au point qu'un lecteur néophyte eût pu croire au déclenchement prochain d'une véritable confrontation. D'autre part, l'armée égyptienne occupait Halaïb en septembre 1992 en arguant du flou hérité de la période coloniale entre frontière administrative et politique ; dès lors, les incidents sans réelle conséquence autour de ce site fournissaient un bon indicateur de la qualité des relations entre les deux capitales.

Le basculement ne se produisit qu'après l'attentat manqué[373] contre le président égyptien lors d'un sommet de l'OUA de juin 1995. On peut d'ailleurs noter qu'il correspond aussi au moment où les Erythréens offraient une alternative au Caire à une opposition qui peinait à s'organiser efficacement. Si, depuis, la position égyptienne est plus claire, il ne faut pas pour autant mésestimer les liens profonds qui existent avec le Soudan (près 1,5 million de Soudanais vivent au Caire) et les enjeux stratégiques que représente ce pays pour l'Égypte. Les discussions au Conseil de sécurité sur les sanctions contre le Soudan, après le vote de la résolution 1070, illustrent assez bien cette gestion difficile d'intérêts divergents.

---

372 Francis Deng, « Egypt's Dilemmas on the Sudan », *Middle East Policy,* vol. 4, n° 1 et 2, 1995

373 Aucune preuve intangible de la responsabilité de l'État soudanais n'a été rendue publique ; beaucoup d'analystes y voient l'action d'islamistes mobilisant les facilités de l'État. Voir *Africa Confidential,* 36 (14), 7 juillet 1995.

L'aspect le plus étonnant est sans doute l'attitude saoudienne d'une relative constance jusqu'au second semestre 1996. Très amère sur la position pro-irakienne dans la guerre du Golfe, inquiète des relations avec l'Iran et de la présence de personnalités islamistes comme Oussama Ben Laden, l'État saoudien a eu une attitude très réservée, sinon franchement hostile au régime islamiste à Khartoum. Cependant Riyad n'aidait pas pour autant l'opposition, allant même jusqu'à susciter l'organisation d'une tendance hostile à son programme jugé trop laïc. Un réchauffement apparent pourtant prenait forme à l'automne 1996 avec la reprise d'une certaine coopération (envoi de 1 400 instituteurs soudanais) et la visite au début janvier du ministre des Relations extérieures et n° 2 du FNI, Ali Osman Mohamed Taha, dans la capitale saoudienne puis le déplacement d'une mission d'investisseurs quelques semaines plus tard. Sans doute, ne faut-il pas sur-interpréter ce rapprochement Khartoum a dû adopter une posture internationale plus conciliante après le vote du Conseil de sécurité et pourrait fort bien avoir fourni quelques renseignements de valeur sur certains réseaux islamistes en Arabie saoudite. De plus, devant l'accroissement de l'influence militaire et politique de l'APLS dans la stratégie de l'opposition, Riyad peut vouloir marquer un certain mécontentement face à un alignement de l'opposition nord-soudanaise sur des positions jugées trop pro-américaines, voire israéliennes ou « africaines ».

Le Soudan islamiste a tenté de jouer un rôle ambitieux mais particulièrement controversé sans en avoir les bases matérielles. L'Iran, la Libye et l'Irak grâce au pétrole, la Syrie grâce à sa position géopolitique, peuvent jouer la déstabilisation du faible au fort car leur survie internationale est d'une certaine façon assurée pour ce qu'ils représentent en termes de marché ou de régulation d'un ordre régional jugé stratégique. Le Soudan a un PIB par habitant d'à peine 270 dollars, ses recettes officielles en devises couvrent difficilement les seules importations, sa dette est de 20,8 milliards de dollars : certes le FNI a sa propre cassette mais sa stratégie internationale nécessite le contrôle d'un appareil d'État qui ne soit pas aux abois tous les six mois à cause d'une expulsion imminente (certes toujours remise) du FMI. Ce talon d'Achille économique n'a pas manqué d'être utilisé à tout propos depuis bien longtemps pour inciter le Soudan à des positions conciliantes : les islamistes ont confondu avec naïveté leur capacité à mener leur politique comme mouvement et celle autrement plus complexe de valider leurs choix politiques dans l'arène internationale grâce à leur mainmise sur l'État.

3. Le retour de l'instabilité régionale

Le Soudan apparaissait comme le grand gagnant dans la recomposition régionale en mai 1991 même si déjà les questions abondaient sur les scénarios de divergence[374] (14). En effet, les nouveaux régimes à Addis-Abeba, Asmara, N'Djamena étaient redevables à Khartoum, tant l'armée soudanaise avait collaboré avec eux. Évidemment, ces alliances potentielles étaient soumises à des conditions implicites que le FNI ne pouvait respecter, sauf à abdiquer les prétentions régionales et internationales qui découlaient de son « projet civilisationnel ». L'aide qu'il avait fournie à des mouvements marxistes laïcistes érythréen et éthiopiens ne visait pas seulement au renversement d'un régime honni pour le soutien qu'il

[374] Roland Marchal, «L'invention d'un ordre régional », *Politique africaine,* 50, 1993.

apportait à l'APLS. Sa stratégie était plus complexe : elle visait à défaire cette grande Éthiopie chrétienne, « verrou chrétien à la pénétration de l'islam en terre africaine » diraient volontiers les islamistes, en créant un archipel d'États islamiques à sa dévotion puisque la communauté musulmane est la première numériquement en Éthiopie. L'indépendance érythréenne faisait à ses yeux sauter un interdit symbolique et devait conduire à l'avènement d'un pouvoir musulman. Dès janvier 1992, des combats opposaient les forces érythréennes à des commandos du mouvement islamique, Jihad érythréenne, mais ce ne fut qu'après un accrochage nettement plus sérieux en décembre 1993 que les dirigeants érythréens accusèrent publiquement Khartoum d'entretenir la déstabilisation de leur pays grâce à des mercenaires étrangers ; les relations diplomatiques furent rompues en décembre 1994.

Depuis cette date, l'engagement érythréen aux côtés de l'opposition soudanaise ne fait guère de mystère : Asmara est devenue le quartier général de l'AND (Alliance nationale démocratique) depuis juin 1995, des camps et d'autres facilités ont été octroyés aux opposants sommés de mettre fin à leurs querelles byzantines et de reprendre l'initiative sur les terrains militaire et politique. Cette radicalisation de l'Érythrée doit s'analyser de plusieurs manières. Il y a tout d'abord une réelle inquiétude face à un activisme islamique qui risquerait de déboucher sur de violentes confrontations internes comme ce fut le cas durant la guerre de libération contre l'Éthiopie[375]. Il y a également un choix géopolitique par rapport à son environnement arabe qui permet au régime érythréen de mener une politique intérieure (sans craindre les foudres des démocrates humanistes sincères de Washington). En maintenant d'excellentes relations avec Israël, Asmara ne gagne donc pas seulement une coopération agricole mais s'assure une grande complaisance occidentale pour se consolider et organiser le champ politique à sa manière. La France y trouve d'ailleurs son compte puisque sa présence à Djibouti n'est plus remise en cause comme ce fut le cas en septembre 1991 et qu'elle joue même un rôle de médiation apprécié dans le conflit qui oppose Érythrée et Yémen sur les îles Hanish[376].

La position éthiopienne a été pendant longtemps très mesurée vis-à-vis de Khartoum : le lancement de la grande offensive au Sud-Soudan en 1992 était inauguré par la prise de Pochalla grâce à l'utilisation de milices éthiopiennes et au passage sur le territoire éthiopien de troupes soudanaises ; le SPLA fut expulsé d'Éthiopie, ce qui est à l'origine d'une crise interne durable et d'un considérable affaiblissement de son dispositif militaire comme en témoignent les victoires de Khartoum au Sud entre 1992 et 1995[377].

Le basculement se produisit avec l'attentat contre Hosni Moubarak en juin 1995: l'enquête menée alors par la Sécurité éthiopienne mit à jour les activités séditieuses menées sous le couvert d'organisations caritatives islamiques. De plus, Addis-Abeba était confronté de plus en plus directement à des incidents

[375] Voir les points de vue différents de Shumet Sishagne, « The Genesis of the Differences in the Eritrean Separatist Movement (1960-1970) », *in* T. Beyene, *Proceedings of the Eight International Conference of Ethiopian Studies,* volume 2, Addis-Abeba, Institute of Ethiopian Studies, 1987 et 1988, et de Steffano Poscia, *Eritrea, colonia tradita,* Rome, Edizione Associate, 1989.

[376] Marc Lavergne, « Les relations yéméno-érythréennes à l'épreuve du conflit des Hanish », *Maghreb-Machrek,* 155, 1997.

[377] Roland Marchal, « Chronique d'une guerre oubliée », *L'Afrique politique 1995.*

armés ou à des actes de terrorisme dont la responsabilité était revendiquée par des groupes politiques, islamistes ou non, qui ont pignon sur rue à Khartoum, des diverses organisations séparatistes oromo[378] au mouvement Al-Itihaad somalien très présent dans l'Ogaden éthiopien. Vu leur propre trajectoire, les dirigeants éthiopiens craignent donc avec raison de voir Khartoum jouer à nouveau le rôle de coordination de ses multiples oppositions armées. Comme dans le cas érythréen, il est sûr que leur positionnement géopolitique leur assure une rente de situation au moins tant que Khartoum persistera dans ses aventures militaires au-delà de ses frontières : le nombre de journalistes emprisonnés et l'attitude musclée contre leurs opposants politiques auraient dû, dans un contexte différent, provoquer toutes autres protestations internationales.

Aujourd'hui même si l'attitude officielle demeure purement diplomatique (saisine du Conseil de sécurité, de l'organe de prévention des conflits de l'OUA, etc.), il est patent que l'AND dispose en Éthiopie de facilités logistiques pour les affrontements qui se déroulent dans la province du Nil bleu (Kurmuk, etc.).

Le Tchad maintient jusqu'à aujourd'hui des relations normales avec le Soudan. Idriss Deby doit à Khartoum la sécurisation de sa frontière orientale ainsi que le vote « très ordonné » des 300 000 réfugiés tchadiens dans le Darfour lors des élections présidentielles. Mais cette alliance n'est pas sans nuages. Suivant l'affaiblissement relatif des factions armées tchadiennes (FNT, CNR, ANT) qui ont élu résidence dans cette partie du Soudan, le président tchadien fait preuve d'un peu plus d'acrimonie face aux agissements de certaines confréries ou de centres culturels sponsorisés par les islamistes soudanais. Comme Qadhafi, il n'hésite guère lors de ses voyages à l'intérieur du pays à s'en prendre aux islamistes tentant de susciter des troubles confessionnels qui auraient d'emblée une répercussion régionale au Tchad. Au-delà des activités de réseaux français, une bonne part de l'amabilité de Paris pour Khartoum tient d'ailleurs à ce pouvoir de déstabilisation que pourrait facilement avoir le Soudan sur un régime tchadien contesté mais qui constitue un glacis protecteur pour l'Afrique de l'Ouest.

La posture des autres pays voisins du Soudan est, pour l'essentiel, défini par le conflit au Sud-Soudan, même si l'activisme islamiste n'est pas résiduel au Kenya et en Ouganda. Ce dernier pays a en effet également rompu les relations diplomatiques avec Khartoum en avril 1995. Depuis plusieurs années, les relations entre les deux pays s'étaient considérablement détériorées. Le Soudan accusait l'Ouganda de servir de base arrière à l'APLS. Kampala rétorquait avec d'aussi bons arguments que les islamistes soudanais encadraient les différents mouvements de rébellion issus de la période Idi Amin ou Obote, comme la Brigade islamique de Juma Oris, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony, ou le plus énigmatique Front de la Rive occidentale du Nil (WBNF), sans évoquer le Tabligh. L'avancée significative de l'APLS au Sud-Soudan depuis le début de l'année 1997 (reprise de Kaya, Yei, Kajo-Kaji) laisse penser que l'armée ougandaise n'est pas totalement inactive.

Les relations avec la Centrafrique et le Zaïre sont du même ordre. Le Soudan joue un rôle significatif dans la contrebande d'or et de pierres précieuses et monnaye auprès des dirigeants de ces

[378] Paul Baxter, Jan Hultin, Alessandro Triulzi, *Being and Becoming Oromo. Historical and Anthropological Enquiries,* Lawrenceville, Red Sea Press, 1996.

deux pays des facilités logistiques, qui permettent à l'armée soudanaise d'arriver en Equatoria occidentale sans aucun problème. Sans doute l'hostilité du président ougandais au maréchal Mobutu eût été moins forte, si ce dernier avait refusé l'utilisation d'aéroports et de routes aux islamistes. Le Kenya est le seul pays qui entretienne encore des relations presque cordiales avec Khartoum. L'explication en est peut-être l'antipathie que nourrit le président Arap Moi pour son homologue ougandais et la relative faiblesse des activités islamistes, malgré quelques incidents sur la Côte notamment à Mombasa.

Conclusion : L'impossible stabilisation de la Corne ?

Ce trop rapide survol permet de faire deux brèves remarques conclusives. Un aspect a été fort peu étudié ici mais serait tout à fait éclairant sur les contradictions qui secouent les islamistes, ou pour le dire autrement, sur la difficile cogestion des intérêts de l'État islamiste et du FNI. Jusqu'aux élections de 1995 qui marquent l'échec des tentatives d'élargissement du pouvoir, la diplomatie officielle est représentée par un non-islamiste mais reste subordonnée à une diplomatie populaire qui inquiète souvent les fonctionnaires soudanais, peu habitués à des tâches partisanes et clandestines. Cette administration a été considérablement épurée mais n'obéit pas pour autant aveuglément.

On pourrait également citer les déclarations contradictoires à propos d'une proposition en février 1997 de médiation par cheikh Zayed ibn Sultan al-Nahayan, le dirigeant des Émirats arabes unis : Hassan al-Tourabi s'y oppose mais le ministère des Relations extérieures l'approuve en rappelant que la diplomatie est conduite par le président et le ministre. Ces contradictions montrent que, comme dans le cas de l'Iran du début des années 50, il y a une grande difficulté à marier une logique d'État et un projet eschatologique : Mosaddeq avait dû rompre avec les Fedayin -e islam, créant ainsi les conditions pour le coup d'État de la CIA[379].

La fin de la tension Est-Ouest s'est soldée par un relatif désengagement américain de la Corne de l'Afrique. Aujourd'hui, il semble que le réalignement des États de la région se fasse suivant des logiques définies par les péripéties des conflits au Proche-Orient (Iran, Irak, Israël, Yémen, Arabie saoudite, Égypte) moins à cause du vide créé que par la permanence de contacts, d'influences et de polarisation économique. Faut-il franchir le pas jusqu'à dire que la Corne n'est pas seulement un sous-système régional hautement perméable aux influences proche-orientales mais leur est subordonnée ?

---

[379] Yann Richard, « Base idéologique du conflit entre Mosaddeq et l'ayatollah Kâshani », *in* Jean-Pierre Digard (dir.), *Le Cuisinier et le philosophe. Hommages à Maxime Rodinson*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1982.

Chapitre 14 - Le Soudan au cœur du conflit érythréo-éthiopien

Le conflit érythréo-éthiopien n'est pas seulement l'un des conflits les plus meurtriers qu'a connu la Corne depuis sans doute le renversement du régime éthiopien, il a également considérablement recomposé l'ordre régional.

Il donne ainsi à Djibouti une importance que la petite république avait perdue depuis longtemps puisqu'aujourd'hui près de 90% des importations éthiopiennes transitent par son port, alors qu'avant mai 1998 la proportion était inverse. Surtout son impact sur les rapports de force au Soudan est considérable.

Le régime soudanais que tout le monde décrivait comme vacillant il y a deux ans paraît s'être sorti de cette passe passablement difficile et a même entrepris une offensive diplomatique dont il récolte à l'heure actuelle les premiers dividendes.

Les vols réguliers entre Khartoum et Addis-Abeba, suspendus peu après la tentative d'assassinat contre le président égyptien Hosni Moubarak en juin 1995, ont repris en octobre 1998 et l'appui logistique fourni aux insurgés soudanais a cessé. L'Érythrée, quant à elle, avait été le premier pays à rompre les relations diplomatiques avec Khartoum en décembre 1994.

Ses dirigeants affirmaient alors publiquement qu'un pouvoir islamiste à Khartoum était un danger pour la région et ouvraient des camps d'entraînement pour l'Alliance Nationale Démocratique (réunion des principales forces de l'opposition à Khartoum).

Une journaliste de l'AFP, Ruth Simon, a passé près de deux ans en prison à Asmara pour avoir cité le président érythréen déclarant lors d'une réunion publique que l'armée érythréenne poussait son soutien jusqu'à l'intérieur de l'Est soudanais. Si l'animosité entre les deux capitales n'a pas diminué, les Erythréens ont été finalement contraints de signer un accord avec le régime soudanais au terme d'une médiation du Qatar.

Le gouvernement ougandais, lui-même impliqué dans deux guerres (celle au Sud-Soudan où ses forces interviennent à proximité de la frontière, celle dans l'Est congolais où les relations avec les alliés rwandais sont considérablement tendues depuis les derniers mois) a changé d'attitude face à la rébellion du Nord dirigée par Joseph Koni et pourrait à terme également reprendre langue directement avec Khartoum.

Cette modification de la donne régionale a également profondément mis en crise l'opposition soudanaise car elle s'est ajoutée à de profondes faiblesses internes. Rien ne l'exprime mieux que

la rencontre à Genève, les premiers jours de mai, de Sadeq el-Mahdi et Hassan el-Tourabi, le premier étant le Premier ministre déchu par le coup d'État de juin 1989 et dirigeant du parti Oumma, le second l'éminence grise des islamistes soudanais. Cette aimable réunion de famille (ils sont beaux-frères) s'est néanmoins soldée par un schéma d'accord politique qui, selon certains, devrait permettre le retour à Khartoum de l'opposition, ou du moins de certaines franges nordistes.

Le 23 mai, c'était l'ancien dictateur, Ga'afar Nimeiri, qui rentrait au pays après 14 ans d'exil (doré) au Caire. Enfin le 31 mai, le président Omar el-Béchir inaugurait en grande pompe un pipeline long de 1610 km, devant acheminer dans un premier temps près de 150 000 barils par jour des champs pétrolifères d'Heglig et Unity, situés au Sud-Soudan mais à proximité de la frontière avec le "Nord". Ces événements, largement indépendants les uns des autres, reflètent à première vue une consolidation du régime islamiste à Khartoum.

1. L'AND ou la crise ininterrompue

La prise de pouvoir en juin 1989 par une coalition de militaires et d'islamistes a rejeté les principaux partis soudanais dans l'opposition, une posture qu'ils pratiquent avec une certaine permanence depuis l'indépendance. Cependant, à la différence des précédents coups d'État, les islamistes en prenant les rênes du pouvoir et avaient eux un projet politique intérieur et international qu'ils ont essayé de mettre en application avec une habilité certaine.

La création d'une structure unitaire de l'opposition en octobre 1989 regroupant les principaux partis nordistes, notamment le parti Oumma de Sadeq el-Mahdi, le DUP de Mohamed Osman el-Mirghani, appuyés également par les Forces modernes et le Parti communiste n'avait pour réelle force que le mouvement de John Garang, l'APLS, qui l'a rejoint en mars 1990. Son seul résultat tangible jusqu'en 1995 fut de contribuer à l'isolement de Khartoum dans le monde arabe.

Seule l'APLS, mais elle-même divisée depuis 1991 et active uniquement au Sud, forte de ses appuis internationaux résistait activement. Néanmoins, les victoires fragiles n'avaient aucune traduction politique à cause de la grande faiblesse à ce niveau de l'APLS et de l'ambiguïté également des principaux leaders nordistes sur la question de la guerre au Sud-Soudan.

Ce n'est qu'avec la radicalisation de l'attitude érythréenne et l'arrivée de Sadeq el-Mahdi à Asmara (après avoir échappé à la surveillance dont il était l'objet à Khartoum), que l'AND se dota d'une structure digne de ce nom. Las, les rivalités de personnes - elles jouent un rôle essentiel dans l'activité politique tant à l'intérieur des partis qu'entre organisations - ont largement miné la dynamique qui s'était enclenchée.

Au niveau militaire, la coordination des différentes organisations est restée formelle jusqu'à l'automne 1998 et nombre d'observateurs estiment que les grands partis, tout en ayant opté pour une stratégie militaire de confrontation avec Khartoum, ne s'en sont guère donnés les moyens; pire même, beaucoup imaginent que certains partis laissent J. Garang se battre contre l'armée gouvernementale pour éviter qu'il ne soit trop fort au moment d'un règlement de la crise à Khartoum et aussi pour ne pas perdre les soutiens, amoindris à cause des purges successives mais toujours réels, au sein de cadres dirigeants de l'armée convaincus que cette guerre est justifiée, même s'ils n'en font pas une djihad comme les islamistes.

Au niveau politique, aucune initiative digne de ce nom n'a été prise. L'organisation d'une opposition intérieure qui aurait pu capitaliser des victoires militaires certes éphémères mais qui contredisaient les prétentions du régime est restée à un stade purement rhétorique. Beaucoup d'opposants pensaient en décembre 1995 qu'un saut qualitatif allait être franchi et les faiblesses de la période antérieure réparées. Las, le bilan est affligeant.

De fait, le débat réel était dicté par la question du statut de Sadeq et le rôle de l'AND par rapport au parti Oumma, qui voulait retrouver dans l'opposition le rôle premier qu'il avait dans le Parlement renversé en 1989. Mais les autres composantes de l'AND, grandes et petites, ne l'entendaient pas de cette oreille.

Sadeq el-Mahdi se retrouvait ainsi le plus souvent isolé sur les principaux dossiers. Son désir d'être le Premier ministre de la transition était récusé. Ses velléités de contacts diplomatiques, voir de discussions avec certains déçus à l'intérieur du régime à Khartoum étaient limités. Les positions que prenait l'AND sur les formes de la transition, sur l'abandon de la charia et sur les possibilités offertes au Sud n'obtenaient qu'une adhésion très superficielle de sa part. Sadeq entretient les relations les plus conflictuelles avec J. Garang qu'il voit comme un des grands responsables de son renversement.

Son soutien à un projet non religieux de gouvernement du Soudan relève plus de la tactique que d'une conviction profonde. Enfin, après avoir refusé dans un premier temps la présidence de l'AND, il comprenait l'impossibilité d'obtenir un statut et une autorité au sein de l'opposition que la structure de l'AND ne lui octroyait pas.

Après des mois où les rumeurs d'entretien avec les plus hauts dignitaires du régime se sont succédées sans d'ailleurs la moindre preuve, la rencontre de Genève avec son beau-frère n'est donc qu'une demi-surprise. La presse arabe ne s'y est pas trompé lorsqu'elle a évoqué une réunion de famille tant sa sœur mariée à Hassan el-Tourabi, Wisal el-Mahdi s'était dépensée pour lever ses réticences.

Évidemment, ces tendres retrouvailles n'expliquent guère les 30 heures d'entretien qu'il a eues avec le leader du Front national islamique (FNI) et la mise au point d'un accord qui permettrait

à l'opposition de rentrer au pays après la tenue d'une conférence de dialogue nationale, sans doute en Libye.

La réaction des autres membres de l'AND était sans surprise: tout devait être discuté lors d'une session de sa direction à Asmara le 7 juin, au nom de la collégialité. Ce rappel à la discipline dissimulait mal la forte opposition qui couvait et qui obligeait quelques temps après la réunion de Genève les cadres dirigeants du parti Oumma à durcir leur déclaration vis-à-vis du régime ou à imputer au président de l'AND une rencontre à Syrte avec le vice-président de la République, Ali Osman Mohamed Taha, qui – de source autre que soudanaise- n'a pas eu lieu.

Le choix de Sadeq comme interlocuteur privilégié d'Hassan el-Tourabi, outre les fameuses relations familiales, s'explique aisément. Le Premier ministre déchu est un grand intellectuel islamique et, même s'il peut être détesté par certaines franges islamistes, appartient bien à la "tendance islamique": ses interlocuteurs occidentaux, au cours des années 1990, se sont épuisés à chercher dans ses propos une prise de distance par rapport à la charia comme base de gouvernement.

De plus, Hassan el-Tourabi sait que l'ethos politico-religieux d'une majorité des partisans de l'ex-Premier ministre est très proche de celui des islamistes et que leur opposition au régime est largement dictée par celle de leur dirigeant.

Sadeq ne partage pas les thèses de l'AND sur le Sud et une position commune sur cette question est loin d'être impossible. Enfin, Hassan el-Tourabi issu d'une grande famille mahdiste sait bien que le soutien des Ansar, la quasi-confrérie qui sert de soubassement social au parti Oumma, va à Sadeq el-Mahdi et non à son oncle et rival, Ahmed el-Mahdi, intronisé chef des Ansar grâce à l'appui du président Omar el-Béchir.

Reste cependant deux questions majeures. La première est celle du retour éventuel de l'opposition, ou d'une partie (évidemment nordiste) à Khartoum. La seconde est celle de la position même de l'ancien dirigeant du FNI: celui-ci n'est-il que l'interlocuteur le plus habile mis en avant par le régime ou mène-t-il son propre jeu pour retrouver l'initiative politique dans la capitale soudanaise?

2. Un retour de l'opposition à Khartoum?

Vue de Khartoum, la situation se pose en des termes moins simples. Mis au ban de la communauté internationale (avec, certes, de sensibles différences) pendant des années, le régime soudanais a su changer ses formes institutionnelles afin de les rendre plus conformes au souhait de la communauté internationale. Il l'a fait avec d'autant plus de zèle que cela

correspondait également à la marginalisation progressive des militaires dans les processus de décision au profit des seuls islamistes.

La junte militaire, qui formellement présidait aux destinées du pays a été dissoute en 1993. Un parlement a été mis en place en février 1992, ses prérogatives ont été augmentées en mars 1996 et Omar el-Béchir se faisait élire avec un score albanais mais en ayant cette fois respecté l'apparence d'une consultation populaire. Ultime étape, une nouvelle constitution a été adoptée en juillet 1998, le droit d'association (i. e. politique) autorisé depuis le 1er janvier 1999.

Toutes ces réformes qui n'ont rien changé aux droits effectifs de la population et à la guerre dans le Sud peuvent certainement satisfaire les partisans d'un dialogue à l'extérieur du pays, pour peu qu'ils s'attachent comme dans tant d'autres pays africains aux formes plus qu'aux résultats concrets. Elles constituent avec l'amélioration des relations avec le FMI (le Soudan a échappé de peu à son exclusion de l'organisation internationale en 1997 grâce à des financements malais) ce que bien des diplomates appellent une normalisation.

Pourtant, ce processus politique a également suscité des tensions dans les significations divergentes que lui ont donné certains secteurs du pouvoir. La liberté d'association, par exemple, bien plus restrictive que ne le disent les thuriféraires du régime est âprement contestée par certains extrémistes.

De plus, de nombreuses figures du régime demeurent absolument opposées au retour des anciens partis dans les prérogatives qui étaient les leurs. L'actuel vice-président, les ministres de la Culture, des Mines, plusieurs conseillers influents de la présidence, entre autres, qui sont des cadres islamistes importants, n'ont jamais dissimulé leur refus de ce qu'ils décrivent comme un retour en arrière.

Cette opposition ne s'ancre pas seulement dans un refus de se retrouver face à face avec des organisations affaiblies mais qui socialement continuent de bénéficier d'une grande sympathie de la population nordiste. Certes, il y a la peur de perdre le pouvoir et du coup de tout perdre, mais il y a également un débat qui est plus interne aux islamistes : l'avenir du mouvement islamique et ses relations avec l'État.

Très schématiquement, il y a deux clivages importants (ils ne sont pas les seuls) qui se sont exprimés avec vigueur ces dernières années. Le premier concerne la suprématie du parti sur l'État. De nombreux dirigeants islamistes occupent depuis 1992 des positions stratégiques dans l'État et ont pris conscience de l'intérêt que revêt son contrôle par rapport à celui d'un appareil partidaire fut-il hégémonique.

On a assisté ainsi à une série de clashs publics, notamment au Parlement lors des discussions budgétaires, entre les tenants de l'État qui appelaient, par exemple, à une plus grande discipline fiscale et les tenants du parti, dont le leader n'est autre qu'Hassan el-Tourabi surtout préoccupés

de consolider les réseaux islamistes et accroître les ponctions que ceux-ci effectuent sur le budget de l'État pour se développer.

Ce clivage est de fait structurel et pourrait se retrouver dans bien d'autres situations politiques. Il est aigu parce que le Soudan a été mis à l'index et que les gestionnaires n'avaient aucunement l'intention de payer pour l'aventurisme d'autres. Un autre exemple est la tentative d'assassinat du président égyptien où l'appareil d'État a été utilisé par certains islamistes sans qu'Omar el-Béchir n'ait été mis au courant de cette très douteuse initiative.

Mais ce clivage est également très vif parce qu'il en recoupe, certes imparfaitement, un autre qui tient à la recomposition du mouvement islamiste soudanais. Hassan el-Tourabi est le père du « projet civilisationnel » et comme cette appellation l'indique, le dirigeant islamiste n'entend nullement réduire son ambition au Soudan et être le chef d'un État qui figure parmi les plus pauvres au monde. Aussi, depuis son entrée en politique au début des années 1960, n'a-t-il pas économisé son énergie pour construire le vecteur de cette ambition.

Le Front de la Charte islamique lui a donné une aura nationale dans les années 1960, en 1986 la création du FNI a été clairement un second temps où les contacts internationaux ont pris une dimension jamais atteinte jusqu'alors par aucune organisation soudanaise (à l'exception du Parti communiste). Après les déboires de la « diplomatie populaire » au début des années 1990, il entendait rebondir en prenant le contrôle du Congrès national qui est, dans les faits, l'actuel parti unique. En novembre 98, il rendait publique cette décision, alors que le Congrès national réunissait ses instances dirigeantes les 10 et 11 décembre 98. Ce qui semblait être une décision convenue ne l'était pas.

Quelques jours après, « un manifeste des 10 » était publié et critiquait l'absence de *shura* (consultation) et l'émergence d'une multitude de centres de décision paralysant l'efficacité pouvoir. En proposant une institutionnalisation plus grande du fonctionnement de l'appareil du parti et de l'État et leur harmonisation, il donnait la direction au Président de la république, reléguant le Secrétaire général (poste visé par Hassan el Tourabi) à un simple rôle de coordination. Tourabi dont le mandat comme président de l'Assemblée nationale expirait le 22 décembre se faisait réélire le 23 décembre 98 président de la Chambre à l'unanimité…

En des termes moins éthérés, cela signifiait au vieux dirigeant islamiste qu'il devrait compter avec les anciens cadres du FNI. En fait, ces derniers avaient pratiqué suffisamment longtemps le théoricien soudanais pour savoir qu'il était en fait disposé à recréer une nouvelle équipe, plus jeune donc autrement plus fidèle et attachée à sa seule personne, en laissant au bord de la route ses anciens amis, comme il l'avait fait durant toutes les grandes étapes de sa vie politique.

Hassan el-Tourabi est donc retourné au Parlement, dépité mais anxieux de reprendre l'initiative. C'est sans doute ce qui explique ses nombreux déplacements en province destinés à regagner

une popularité qu'il a perdue à Khartoum auprès des cadres de son ancien mouvement. La rencontre avec Sadeq, on le voit, s'inscrit dans la même logique politique.

Quid alors du retour de l'opposition ? Il faut d'abord revenir sur le retour de l'ancien dictateur, Ga'afar Nimeiri. Celui-ci, durant son exil au Caire, n'a guère été actif politiquement si l'on excepte quelques entretiens sensationnalistes avec la presse cairote. Son retour a deux significations.

La première, sans doute accessoire, est un message au gouvernement égyptien avec lequel Khartoum essaie de normaliser ses relations en jouant sur l'unité du Soudan, le difficile problème du partage des eaux du Nil et la compétition qui s'est créée entre Le Caire et Asmara dans la gestion de (et l'influence sur) l'opposition soudanaise. Mais l'essentiel est ailleurs.

En accueillant Ja'afar Nimeiri, le régime accueille d'abord l'un des siens. Nombre de figures nimeiristes ont participé dès le début au nouveau régime et, à tout prendre, Nimeiri est celui qui a mis la question de la charia au cœur de la vie politique nord-soudanaise en 1985. De plus, et ceci est essentiel, en amnistiant l'ancien dictateur, le régime envoie (à peu de frais, une fois de plus) un message à la communauté internationale en montrant sa sincérité sur le retour des dirigeants politiques de l'opposition et crée un précédent qu'il pourra utiliser lui-même si les choses tournaient mal un jour. Aucun procès pour les assassinats commandités, pour les détournements colossaux d'argent public, l'amnésie pure et simple.

Évidemment, un tel calcul a sa part de fragilité, surtout si le dirigeant vieillissant décidait malgré tout de retourner à une vie politique active. La gigantesque manifestation pour l'accueillir à l'aéroport, et celle tout aussi importante de protestation contre l'amnistie quelques jours après montrent que des convulsions sont possibles avec sans doute des répercussions à l'intérieur même des cercles dirigeants.

Il est encore trop tôt pour dire si Sadeq el-Mahdi, et de façon encore plus improbable, d'autres dirigeants nordistes de même niveau vont rentrer dans le dispositif actuel au Soudan. Bien des doutes sont permis. La conférence de dialogue national est très différente de la conférence constitutionnelle prévue par l'AND puisqu'elle se déroulerait dans le cadre des institutions du régime, jusqu'à aujourd'hui refusées par l'opposition. Il n'est pas non plus totalement exclu que Sadeq profite de cette crise pour exiger les réformes qu'il désire au sein de l'AND, voire la présidence.

Si l'on maintient cette hypothèse qui n'est pas impossible, on peut sans risque de trop se tromper en déduire une conséquence importante. La crise à l'heure actuelle est à l'échelle du pays, malgré toutes les formulations faciles : ce n'est ni une guerre de religion, ni un conflit Nord-Sud. Le régime a des alliés significatifs chez les Sudistes, J. Garang est allié avec les plus importants partis du Nord.

Avec le retour de Sadeq et d'autres, cette guerre changerait de nature pour devenir un conflit Nord-Sud puisque l'AND ne serait plus qu'une alliance entre l'APLS et des groupes nordistes dont le poids politique est aujourd'hui mineur. De plus, les Sudistes qui sont à l'heure actuelle alliés avec Khartoum n'auraient d'autres alternatives que de rejoindre le Sud et de recréer sous une forme ou une autre un front d'opposition armée sudiste dont la première cible sera bien sûr les champs pétrolifères.

Ce serait certainement la fin d'une période dans la guerre civile. Cela rappellerait également que l'origine du conflit actuel n'est pas simplement le problème de la citoyenneté des groupes marginalisés du Soudan (au premier rang desquels, les Sud-Soudanais) mais également la redistribution de la richesse nationale (à commencer par la rente pétrolière qui fit tant rêver les Sud-Soudanais dès sa découverte).

3. Une communauté internationale plus opportuniste que jamais

Il y a un an, le Bahr el-Ghazal était dévasté par une famine dont la responsabilité incombait assez également aux exactions commises par les groupes armés sudistes, l'armée gouvernementale et ses milices. Comme tant d'autres catastrophes humanitaires au Soudan depuis 1989, la communauté internationale a dû assister à la mise en œuvre des politiques les plus cyniques de part et d'autre.

Les violations des droits de l'homme sur une grande échelle se sont prolongées dans le Nord, l'Ouest ; la question de l'esclavage est aujourd'hui l'objet d'un débat public où le gouvernement fait figure d'accusé, tant il tolère cette pratique inacceptable.

Pourtant, un visiteur à Khartoum sera surpris de voir un certain nombre d'ambassadeurs occidentaux, à commencer par celui de l'Allemagne, de l'Italie et de la France se comporter en véritables porte-parole d'un régime qui continue pourtant à être régulièrement montré du doigt pour son refus de respecter les droits les plus élémentaires.

Les États-Unis ont depuis 1991 conduit une politique de confrontation à Khartoum, non seulement à cause de la position pro-irakienne adoptée par le Soudan dans la guerre du Golfe mais également à cause de l'hospitalité offerte à des terroristes (le plus célèbre étant Oussama Bin Laden).

Leur soutien à John Garang et à l'AND n'a pas d'autre rationalité que celle-là, les propos sur la guerre au Sud relevant le plus souvent de la rhétorique. Cette position a chancelé déjà plusieurs fois dans le passé au nom des progrès faits par le régime grâce au renvoi des indésirables et sans doute aux renseignements donnés aux agences américaines en gage de bonne foi.

Le dernier ambassadeur américain a d'ailleurs quitté Khartoum en partageant pour l'essentiel les positions de ses collègues européens mentionnés plus haut. Le conflit érythréo-éthiopien (par la fin prévisible de toute possibilité de *containtment* par ses voisins), l'apparente libéralisation du régime, l'échec cuisant que recèle la destruction d'une usine pharmaceutique à Khartoum en août 1998 en représailles des attentats contre leurs ambassades de Nairobi et de Dar es-Salaam et, *last but not the least*, les intérêts commerciaux qui devraient se développer à l'ombre de l'exploitation pétrolière constituent autant de facteurs qui vont à l'heure actuelle vers un assouplissement significatif vis-à-vis de Khartoum.

Washington, à l'instar de certaines capitales européennes, peut arguer d'au moins deux choses. D'une part, l'isolement économique et les sanctions ont été un échec comme l'atteste la construction du pipeline qui a coûté la coquette somme de 600 millions de dollars réunis par un consortium d'entreprises canadienne, chinoise, malaise, et britannique.

Il est vrai que Washington, et certains États européens, notamment la France, la Grande-Bretagne et l'Italie n'ont pas fait preuve non plus d'une vertu sans défaillance… D'autre part, son grand allié dans la région, l'Égypte, sans doute parce que Khartoum lui a communiqué une longue liste de dissidents islamiques et prodigué des assurances sur le contrôle des flux de matériels militaires sur la frontière est aujourd'hui extrêmement positive vis-à-vis du régime.

Pour combien de temps, il est difficile de le dire tant la politique égyptienne par rapport au Soudan a changé souvent depuis le coup d'état, passant de la cordialité la plus grande à la tension la plus aiguë. Mais Washington a vu sa politique régionale s'effondrer et pourrait faire d'un mercantilisme agrémenté de certaines considérations sécuritaires la base d'une politique pragmatique.

Du côté des puissances européennes, et de la France en particulier, on retrouve les mêmes choix plus faciles à mettre en œuvre puisque l'opposition à Khartoum n'a jamais été vive, bien au contraire. Les rivalités commerciales, la peur de voir Washington renouer des liens avec une équipe soudanaise qui ne rêve que de cela malgré toutes ses déclarations sur l'impérialisme américain et en faveur de l'Europe, laissent présager de nouveaux accommodements sur les questions fondamentales qui sont au cœur de la crise soudanaise.

La perspective de prendre pied dans un petit eldorado pétrolier afin d'y « accompagner la libéralisation politique », de nouer des relations avec des dirigeants soudanais qui serviraient de médiateurs avec des groupes islamistes plus radicaux, vaut bien le mécontentement d'une population qui souffre au jour le jour d'un pouvoir aussi coercitif, mais qui ne dispose pas d'une représentation politique digne de cette tâche.

Quitte, n'en doutons-pas, à augmenter l'aide humanitaire pour ces laisser pour compte de l'aggiornamento.

Chapitre 15 - Le facteur soudanais, avant et après [le 11 Septembre]

Le 11 septembre 2001 reposait la question de la nature du régime soudanais et des étranges amitiés qu'il a cultivées depuis son arrivée au pouvoir, le 30 juin 1989. En effet, les États occidentaux savaient que le chef d'Al-Qaida, Oussama Ben Laden, avait longtemps résidé au Soudan – de 1991 à 1996 – parmi bien d'autres militants fondamentalistes, et que les liens avec les courants les plus durs de l'islamisme s'étaient poursuivis. De nombreux observateurs auguraient alors une forte réaction américaine, dans la lignée de celle qu'avait eue le président Clinton en août 1998, après les attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya. Il n'en fut rien.

Le 28 septembre, les États-Unis s'abstenaient au Conseil de sécurité lors du vote levant les sanctions décidées contre le Soudan en 1996, à la suite d'une tentative d'attentat contre le président Hosni Moubarak à Addis-Abeba. Ce vote pouvait être considéré comme l'un des premiers signes des règles qui gouvernent la politique américaine depuis le 11 septembre.

En l'espace de quelques mois, bien que l'attention américaine se portât très marginalement sur le continent africain, un envoyé spécial du président Bush, John Danforth, obtenait un cessez-le feu limité dans la guerre civile qui déchirait le Soudan depuis 1983 et, le 20 juillet 2002, un protocole d'accord était signé à Machakos, près de Nairobi, laissant espérer, dans les quelques mois, un cessez-le-feu général et le règlement d'un conflit sanglant.

L'attitude de l'administration américaine aura donc été bien différente de celle, arrogante et militariste, que dénoncent ses opposants depuis octobre 2001, de l'Afghanistan au Proche-Orient. Tenter de l'expliquer oblige à faire au moins deux détours : sur l'évolution politique au Soudan et sur les intérêts américains pour ce pays.

1. Du « projet civilisationnel » à la gestion de la rente pétrolière

Lorsque les islamistes s'emparaient du pouvoir au Soudan en juin 1989, leur but était triple. Il s'agissait d'abord d'empêcher la remise en cause de la *sharia*, qu'ils avaient fait adopter en septembre 1983 sous le régime du maréchal Nimeiri et qui avait été « gelée » pendant la période démocratique (1985-1989) ayant suivi son renversement : les négociations prévues pour juillet 1989 avec les insurgés du Sud (l'Armée populaire de libération du Soudan dirigée par John Garang) impliquaient son annulation, donc la disparition d'un formidable moyen de pression

sur les grands partis traditionnels du Nord, tous dotés d'une forte base religieuse. Les islamistes entendaient ensuite s'atteler à une réislamisation de la société soudanaise, afin de capter l'allégeance de la plus grande part de la population musulmane qui allait encore aux partis traditionnels, en détruisant les bases économiques de ces partis et en modernisant certains fonctionnements sociaux. Cette « réforme » interne devait enfin se traduire par un nouveau positionnement international et un rôle dirigeant dans la constellation internationale des organisations islamistes, grâce aux possibilités d'appui à ces mouvements qu'offrait le contrôle d'un appareil d'État. Cette ambition visait autant des pays africains, comme le Tchad et le Nigeria, que le monde arabe, voire asiatique[380].

La guerre au Sud-Soudan constituait cependant un point faible de ce projet qui se voulait « civilisationnel ». Le nouveau régime islamiste s'attela à sa résolution.

D'abord, il aida les nationalistes érythréens et tigréens à prendre le pouvoir à Asmara et à Addis-Abeba en 1991, éliminant ainsi le soutien vital qu'apportait le régime de Mengistou Haïle Mariam à l'APLS. Ensuite, il développa une stratégie de contre-guérilla : création de milices dans les zones de conflit (certaines existaient déjà depuis la période démocratique) qui devaient vivre sur la population vaincue; création – sous la même appellation de Forces de défense populaire – de corps miliciens nordistes plus acquis que l'armée à son projet, sur le modèle des Gardiens de la Révolution iraniens; répression très violente, au Nord comme au Sud, de tous ceux (ils étaient nombreux) qui désapprouvaient le régime et sa politique de la terre brûlée.

Le succès fut mince. Les premières victoires, en 1992, dues à une certaine passivité de l'Éthiopie et à la scission de l'APLS survenue en 1991[381] n'étaient pas concluantes. Jusqu'à aujourd'hui, les rapports de force dans le Sud-Soudan ne cessent de fluctuer sans jamais donner une supériorité décisive à l'un des deux camps. La seule réussite notable du régime fut d'aiguiser la lutte factionnelle chez les insurgés, par la création, puis la division, de milices aussi prédatrices les unes que les autres[382].

Mais cette stratégie avait deux coûts majeurs. Le premier était que, du fait de la conscription forcée des étudiants et des jeunes fonctionnaires, la guerre entrait dans la vie quotidienne des villes du Nord : la population, jusqu'alors souvent indifférente au conflit, en mesurait soudain le coût. Le second était que la violence de la guerre au Sud et celle de la répression au Nord ne pouvaient laisser indifférente la communauté internationale. Cette « guerre oubliée » des années quatre-vingt cessa de l'être dans la décennie suivante : les ONG avaient commencé à s'inquiéter,

[380] Voir Roland Marchal, *Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais*, Paris, Les Études du CERI, septembre 1995.
[381] Gill Lusk, « Les crises du mouvement armé sud-soudanais », *Politique africaine*, n° 50, juin 1993.
[382] Sharon Hutchinson, « Una guerra nella guerra : la violenza etnica nel sud Sudan dopo il 1991 », *Afriche e Orienti*, n° 2, été 2000.

ainsi que certains États. C'est dans ce contexte que se sont développées des campagnes internationales contre l'esclavage[383].

Dynamisée par l'indécise victoire occidentale dans la guerre du Koweït, la direction islamiste créait au printemps 1992 la Conférence populaire arabe et islamique (CPAI), et plaçait à sa tête son propre leader, Hassan Tourabi. La CPAI réunissait des courants politiques assez divers mais tous réprimés dans leur propre pays, des nationalistes arabes aux islamistes les plus radicaux, en passant par des courants plus modérés, et Khartoum devint une sorte de base logistique pour tous ces groupes. Outre le tragiquement célèbre Oussama Ben Laden, bien d'autres cadres islamistes de différentes nationalités y séjournaient alors : nul visa n'était requis et l'hospitalité était chaleureuse.

Se développaient simultanément nombre d'activités de nouvelles organisations islamiques ou islamistes : collecte de l'impôt islamique dans les riches monarchies du Golfe au profit du Soudan (bien que celui-ci fût en délicatesse avec leur régime), prosélytisme musclé, renseignement, répression. Certaines de ces organisations se retrouveront sur la liste noire américaine après le 11 septembre.

Dès 1993, un premier attentat au World Trade Center impliquait indirectement Khartoum. En décembre 1994, des gardes du corps d'Oussama Ben Laden provoquaient un bain de sang dans une mosquée wahhabite à Omdurman. L'Érythrée et l'Ouganda rompaient leurs relations diplomatiques avec le Soudan, l'accusant d'armer et de faciliter la pénétration de mouvements fondamentalistes sur leur territoire. Le point de non-retour fut la tentative d'assassinat contre le dirigeant égyptien en juin 1995. Le rôle de la sécurité soudanaise y était attesté, et Hassan Tourabi se réjouit de la possible disparition d'un « pharaon »[384]. C'était une double faute : d'une part, le nouveau régime éthiopien rejoignait l'Ouganda et l'Érythrée dans leur hostilité militante contre le régime islamiste, de l'autre, le Conseil de sécurité votait des sanctions au printemps 1996, soulignant l'isolement international du Soudan.

La guerre s'intensifiait alors au Sud-Soudan, et d'autres fronts s'ouvraient à l'Est, à proximité de la frontière érythréenne et éthiopienne. La situation était très grave pour un gouvernement qui était en outre menacé de se faire exclure du FMI, mesure sans précédent depuis la création de l'institution en 1944.

Les dirigeants islamistes soudanais rebondirent pourtant. Sur le front de la guerre, ils revenaient à la table de négociation en 1997 avec une attitude plus ouverte que ne fut alors celle de l'APLS, trop sûre de sa victoire. Ils signaient également un accord avec certains groupes issus de la division de l'APLS en 1991 et reconnaissaient le droit à la sécession du Sud au terme d'une période transitoire et à l'issue d'un référendum. Au niveau interne, après la décision de

---

[383] Alex de Waal, « Exploiter l'esclavage : droits de l'homme et enjeux politiques », *Politique africaine*, n° 67, juin 1997.

[384] « Calling the shots after Addis-Ababa », *Africa Confidential*, vol. 36, n° 14,7 juillet 1995.

dissoudre la CPAI en 1996 – elle sera dissoute une seconde fois en 2000 –, le régime entreprenait, sous l'impulsion de Hassan Tourabi, une certaine libéralisation. Des élections (ni transparentes ni libres) eurent lieu et les services de sécurité lâchèrent du lest.

Surtout, deux autres événements majeurs se produisaient. D'une part, la possibilité d'exploiter le pétrole prenait forme, après de premiers balbutiements en 1993. La Malaisie aidait le Soudan à se tirer de son mauvais pas avec le FMI en gagnant une part de cette exploitation. La production, commencée au printemps 1999, allait prendre son rythme de croisière dès la fin de l'année : 180000 barils/jour, aujourd'hui sans doute un peu plus de 210000, c'était plus qu'un ballon d'oxygène pour un régime financièrement exsangue. D'autre part, le conflit érythréo-éthiopien au printemps 1998 redessinait complètement le cadre régional[385] : le rapprochement avec Khartoum, même assorti de conditions (expulsion d'ONG islamiques notamment) permettait au régime éthiopien de sanctuariser son flanc occidental quitte à sacrifier son appui logistique et militaire à l'opposition soudanaise.

La crise de décembre 1999 – l'éviction de Hassan Tourabi – fut complexe et il faut se garder, comme ont voulu le faire tant de capitales arabes et occidentales, de l'interpréter simplement comme l'épisode thermidorien de la « Révolution de salut national ». Elle renvoyait au moins à trois niveaux différents de contradictions chez les islamistes. Tout d'abord, elle traduisait un problème générationnel dans la direction. Si Hassan Tourabi avait eu les coudées franches, il aurait rapidement marginalisé des éléments dirigeants, comme l'actuel vice-président, Ali Osman Mohamed Taha, et aurait promu une nouvelle génération plus jeune et aveuglément acquise à sa personne : il avait déjà procédé ainsi en 1964, en 1979 et en 1986.

Il y avait également un problème classique chez les islamistes, la priorité à donner à l'État sur le parti : le vieux leader islamiste entendait sans doute maintenir un choix plus « mouvementiste » qui n'était pas accepté par les nombreux responsables vivant (bien) des privilèges qu'octroie le contrôle de l'État. Restait enfin une question essentielle : *quid* du projet « civilisationnel » ? Fallait-il, au moins tactiquement, accepter de revenir à une situation de compétition politique, bien sûr limitée ? Ou, au contraire, enrayer ce qui pouvait encore l'être, acheter des notables des autres partis mais ne rien remettre en cause de l'architecture réelle du pouvoir ? Peut-être le leader n'était-il pas, sur ce point, le plus extrémiste. Force est de constater, en tout cas, que les plus sécuritaires restaient avec Ali Osman Mohamed Taha.

Pourtant, la libéralisation suivait son cours, certes contrôlée et fragile mais indéniable. Beaucoup d'observateurs soudanais l'expliquaient en disant que l'adversaire principal du régime n'était plus ni l'APLS, ni l'opposition soudanaise, mais Hassan Tourabi, pourtant au secret depuis février 2001.

---

[385] Roland Marchal, « Le Soudan au cœur du conflit érythréo-éthiopien », *Politique africaine*, n° 74, juin 1999.

Khartoum, à partir de cette date, eut trois priorités. D'abord garantir à n'importe quel coût humain l'exploitation du pétrole, gage de sa survie économique et d'une plus grande sympathie internationale à son égard, ce qui permettait aussi de répondre aux demandes de son appareil militaire. Ensuite, se rapprocher des États-Unis, dans la mesure où leur modération assurait une normalisation avec les institutions financières internationales et le retour d'investissements vitaux pour le Soudan. Enfin, durer tout en maintenant le délicat équilibre entre militaires et sécuritaires et en entreprenant un reclassement économique de l'élite politique grâce à la rente pétrolière. Le projet « civilisationnel » se limitait – au moins pour un temps – à l'appropriation de la rente pétrolière.

Les événements du 11 septembre pouvaient constituer un acte d'accusation du régime islamiste mais ils étaient également une ressource diplomatique tout à fait paradoxale : ils mettaient en lumière un passé sulfureux qu'il pouvait à bon compte imputer à Hassan Tourabi et fournissaient une occasion magistrale de reprendre un dialogue public avec le grand ennemi d'hier, l'Amérique.

2. Quelle(s) politique(s) américaine(s) ?

Les États-Unis avaient soutenu le régime Nimeiri jusqu'au bout au nom du *containment*. Leur attitude vis-à-vis de Sadeq el-Mahdi, Premier ministre entre 1986 et 1989, plutôt positive initialement, s'était rapidement raidie : ce dernier avait des relations trop chaleureuses avec Tripoli et Téhéran, deux capitales peu en cour à Washington. Le coup d'État de juin 1989 fut donc accueilli plutôt favorablement, d'autant que les alliés égyptiens soutenaient le nouveau régime islamiste/militaire. Si des sanctions étaient prises alors, elles n'étaient que l'effet mécanique de lois sur le renversement d'un gouvernement démocratiquement élu.

Mais la position américaine évolua rapidement et, dès 1991, avant même l'occupation du Koweït par l'Irak soutenue par Khartoum, Washington s'inquiétait de la présence au Soudan de responsables de mouvements islamistes, notamment du Hamas et du Jihad palestiniens. En 1993, le pays était mis sur la liste des États aidant le terrorisme et, jusqu'au 11 septembre 2001, la rhétorique américaine resta d'une grande constance : le Soudan était un cas typique de *rogue state*.

On ne peut comprendre l'attitude de Washington[386] vis-à-vis de Khartoum sans rappeler l'assassinat de son ambassadeur et de son chargé d'affaires en 1973, suivi d'autres incidents à la fin des années soixante-dix, puis en 1986 et 1988. La question du terrorisme était donc cruciale et le cours des événements après juin 1989 ne pouvait laisser Washington indifférent, comme d'ailleurs nombre d'autres États occidentaux et arabes, sans oublier Israël.

[386] Ce rappel figure à la première page du livre que consacre l'ambassadeur américain, Donald Petterson, à son séjour au Soudan : *Inside Sudan. Political Islam, Conflict and Catastrophe*, Boulder, Westview Press, 1999.

La seconde raison de l'hostilité envers le Soudan était la guerre au Sud. Les gouvernements américains successifs n'avaient certes jamais apprécié l'APLS. D'abord, dans les années quatre-vingt, parce qu'elle était très dépendante du régime marxiste-léniniste éthiopien ; puis, après 1991, à cause de son comportement vis-à-vis des populations civiles, de l'emprisonnement – voire de l'assassinat– d'opposants à John Garang, de la corruption de ses dirigeants[387].

Ces réticences réelles, valables encore aujourd'hui, n'ont pas empêché un changement d'attitude vis-à-vis des insurgés sudistes. Les États-Unis considérèrent d'abord qu'il convenait d'aider l'APLS pour éviter une consolidation du régime à Khartoum; leurs alliés dans la région (Ouganda, Éthiopie et Érythrée) approuvaient cette politique, l'Égypte fluctuant, comme à son habitude. Mais il y avait plus. Le non-respect par le gouvernement de sa propre population au Sud n'était pas anodin : la liste des massacres perpétrés, la répression violente des civils (y compris de personnels soudanais de l'USAID), le refus de laisser les Nations unies et les ONG mener un travail humanitaire dans les zones de guerre constituaient autant d'arguments pour un appui mesuré à l'APLS. Surtout, la question de l'esclavage au Sud-Soudan devenait un élément de politique intérieure américaine.

Une bien étrange coalition se formait dans les années quatre-vingt-dix autour de ce thème : les responsables de la communauté noire y voyaient la répétition d'un épisode peu glorieux de l'histoire américaine; la droite religieuse en faisait la pierre angulaire de ses campagnes contre l'islam(isme) ; les avocats des droits de l'homme (en fait bien plus prudents) y voyaient un moyen de populariser leur opposition à un régime inique. Un des résultats de cette mobilisation fut un projet de loi, le *Sudan Peace Act*, qui prévoyait des sanctions contre toute entreprise inscrite à Wall Street qui opérerait au Soudan. Adopté par le Sénat et, dans une version légèrement amendée, par la Chambre des représentants en juillet 2001, il a finalement été retiré après le 11 septembre.

La seconde présidence Clinton, surtout, fut riche d'événements symboliques, de fortes déclarations et de rencontres de haut niveau avec John Garang. Pourtant, l'opposition soudanaise n'était pas enthousiasmée par ce soutien, qui n'a jamais permis de modifier radicalement le rapport de forces militaires, car l'aide concrète est restée en deçà des déclarations véhémentes des plus hauts responsables américains. De fait, la politique américaine était contradictoire, comme le démontrait l'envoi, dès juillet 2000, d'une haute délégation de la CIA et du FBI à Khartoum, et la reprise, par la suite, de contacts directs et suivis entre services de sécurité.

On peut proposer deux explications de cette ambiguïté (outre la propension de Bill Clinton à parler plus qu'à agir). D'une part, des désaccords sur une opposition musclée se sont manifestés

[387] D'autant que les organisations de droits de l'homme avaient leurs entrées dans l'Administration Clinton. Ainsi, John Prendergast et Gayle Smith avaient fait leurs premières armes dans le milieu humanitaire et travaillé dans la région.

au sein de l'Administration, tant au Département d'État qu'au Pentagone, surtout à partir de 1996. Pour certains, la menace que représentait Khartoum était surévaluée, d'autant que le régime voulait améliorer ses relations avec Washington : il fallait en profiter, obtenir des renseignements et reprendre pied au Soudan, y compris économiquement[388]. Les conditions dans lesquelles a été décidé le bombardement d'une usine pharmaceutique à Khartoum en août 1998 reflètent ces divergences.

D'autre part, un peu comme avec l'Irak aujourd'hui, l'on doutait de la possibilité d'une alternative au régime en place. L'évaluation faite à Washington de la classe politique au Nord était très négative. Les dirigeants des grands partis traditionnels apparaissaient versatiles et, finalement, bien peu différents des islamistes dans leur projet : ils avaient eux aussi exigé une Constitution islamique et fait la guerre au Sud, ils n'avaient jamais traité les habitants du Sud comme des citoyens de plein droit. Ce jugement sévère était corroboré par l'expérience faite avec Sadeq el-Mahdi : dirigeant religieux, intellectuel islamique et ami de deux régimes sulfureux.

Le gouvernement de George W. Bush héritait donc d'un dossier délicat. Le nouveau Secrétaire d'État, Colin Powell, plus proche de ses services que ne l'étaient Madeleine Albright ou Susan Rice, était plus pragmatique que moralisateur. Mais il fallait également tenir compte du rôle du Soudan dans l'équation politique intérieure américaine[389].

La droite religieuse avait un accès privilégié au président Bush, qui devait impérativement gagner une partie plus grande de l'électorat noir après une élection pour le moins problématique. Le 6 septembre 2001, un de ses représentants, l'ancien sénateur John Danforth, était nommé envoyé spécial du Président. Un nouveau processus s'enclenchait, que les événements tragiques de la semaine suivante allaient dynamiser, même si, une fois encore, les différences entre Danforth et le Département d'État étaient manifestes.

3. Quelle paix ?

Sans revenir ici sur les différentes étapes qui mènent au protocole d'accord signé à Machakos le 20 juillet 2002, offrant une nouvelle et réelle chance à la paix, il faut souligner les profondes ambiguïtés de la situation actuelle. Certains analystes expliquent ces apories par la volonté américaine de reprendre pied dans l'exploitation pétrolière au Soudan. Cette aspiration fait peu

[388] Ainsi le débat sur une possible proposition soudanaise de « neutraliser » Oussama Ben Laden dès 1996. Voir Timothy Carney (ancien ambassadeur au Soudan en 1996) et Mansoor Ijaz, « Intelligence failure ? Let's go back to Sudan », *The Washington Post*, 30 juin 2002. Et la réponse virulente de Sandy Berger, « Skeptikal about Sudan », *The Washington Post*, 13 juillet 2002.

[389] On pourra mesurer les différences de vues dans : Senate Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, « Hearing on US policy in Sudan », Congressional Hearings, 11 juillet 2002.

de doute mais ne paraît pas encore être un élément primordial dans la conception de leur politique.

Les officiels américains se félicitent aujourd'hui de la coopération anti-terroriste avec Khartoum, sans cependant lui donner un satisfecit. Est-ce pour des raisons de politique intérieure ? Est-ce parce que des figures du régime actuel ont des responsabilités plus grandes qu'il n'est dit ? Est-ce pour maintenir la pression sur un régime qui sait mieux que bien d'autres utiliser toute marge de manœuvre supplémentaire ? En ce sens, le « réchauffement » des relations avec Khartoum n'est pas si différent de ce qui se passe avec d'autres États comme la Syrie ou la Libye. Mais il faudrait aussi considérer cette attitude à la lumière d'autres aspects importants de la politique américaine comme la crise au Proche-Orient, le réaménagement des facilités militaires américaines dans la grande région (en Érythrée, notamment) et les relations avec la Péninsule arabique.

Le mérite essentiel de la signature de l'accord de juillet 2002 revient à Washington car les deux protagonistes des négociations, comme cela a pratiquement toujours été le cas depuis le début en 1994, n'y étaient guère disposés, chacun espérant monopoliser le soutien américain. Au risque de faire des supputations susceptibles d'être démenties par le règlement final, plusieurs remarques peuvent être formulées sur le contenu de ce texte[390].

Après avoir défendu l'unité du Soudan, notamment pour satisfaire l'Égypte, les États-Unis ont accepté l'idée d'un référendum d'autodétermination pour le Sud-Soudan, certes au terme de plus de six ans de transition. L'APLS ne pouvait transiger sur cette exigence, car son unité aurait été menacée et la guerre n'aurait pas cessé. Cela semble indiquer deux choses : les États-Unis veulent la paix, mais n'ont pas une vision précise de son contenu; ils sont convaincus qu'ils resteront maîtres du jeu régional avec un ou deux États.

Cette conviction explique sans doute pourquoi la question dite de la *charia* au Nord n'a fait aucun problème pour les médiateurs américains, alors que cette dernière est l'une des dernières ressources du régime pour marginaliser son opposition et que les grands partis traditionnels ont accepté dès le milieu des années quatre-vingt-dix une définition non religieuse de la citoyenneté. *Quid*, alors, des deux ou trois millions de Sud-Soudanais qui résident au Nord-Soudan ? *Quid* des musulmans qui ne partagent pas la vision de l'islam, autoritaire et normative, du régime ? *Quid* enfin de la démocratie, dont le mot est même absent du texte ? Cette question doit être soulevée pour le Sud, tant le passif démocratique de l'APLS est grand. Elle doit l'être aussi pour le Nord, où l'idéal démocratique est ancré dans la culture politique. Si des élections libres étaient organisées aujourd'hui, le régime islamiste serait battu au profit de partis qui ont opté, malgré toutes leurs faiblesses, pour la démocratie.

---

390 Pour une analyse très critique de l'accord de Machakos : « Calling the shots at Machakos », *Africa Confidential*, vol. 43, n°15, 26 juillet 2002. D'autres observateurs estiment que la dynamique est pour le moment plus positive, malgré de réelles hésitations sur certains aspects d'un accord qui n'est cependant que partiel.

Chapitre 16 - Tchad/Darfour : vers un système de conflits

Deux événements récents, la réélection d'Idriss Déby Itno au Tchad avec plus de 77% de voix le 3 mai 2006 et la signature, deux jours plus tard, dans la capitale nigériane, d'un accord de paix sur le Darfour, pourraient laisser croire que la situation dans cette zone du continent va, après trois ans de turbulences, se normaliser[391]. L'analyse proposée ici insiste, au contraire, sur les multiples liens entre les crises au Tchad et au Darfour. Elle conclut à la probabilité de voir la situation continuer à se détériorer, faute d'une prise en compte des aspects transnationaux de ces crises dont les effets en retour se manifestent également par la déstabilisation du Nord de la Centrafrique.

Comme pour les conflits du fleuve Mano, il paraît justifié d'évoquer la constitution d'un système de guerres puisque des conflits armés, produits de conjonctures nationales distinctes, relevant d'acteurs, de modalités et d'enjeux différents, s'articulent les uns aux autres et brouillent les frontières spatiales, sociales et politiques qui les distinguaient initialement. Ces conflits entrent en résonance et s'imbriquent les uns dans les autres, transformant leurs conditions de reproduction et, surtout, les parties qui s'affrontent, les enjeux de la lutte et les objectifs poursuivis. Une telle intrication de violences armées civiles et internationales fait ainsi système[392].

On se limitera ici à un survol des questions qui justifient cette appréciation sans revenir en détail sur les facteurs structuraux des deux crises[393]. On ne doit pas en effet laisser penser que la crise tchadienne – on va y revenir - n'est que le débordement de la crise du Darfour (discours du président Déby), pas plus qu'il n'est acceptable de faire de l'ethnie d'Idriss Déby, les Zaghawa, la cause ultime de la guerre au Darfour sur la base de leur surreprésentation dans les appareils militaires des insurgés darfouriens (discours de la Sécurité soudanaise). Les crises au Darfour et au Tchad ont des origines diverses, ne se sont pas nourries des mêmes contradictions pas plus

---

391 Pour montrer le fonctionnement démocratique des institutions, comme de tradition au Tchad, le score a été revu à la baisse (64,67 %) par la Cour suprême le 29 mai.

392 Pour une autre illustration de l'usage de ce concept, voir Roland Marchal, « Liberia, Sierra Léone, Guinée : une guerre sans frontières », *Politique africaine*, n° 88, décembre 2002.

393 Sur le Tchad, voir le dernier rapport d'International Crisis Group, *Tchad : vers le retour de la guerre ?*, Bruxelles, mai 2006. Pour le Darfour, voir Roland Marchal, 'Le Soudan d'un conflit à l'autre », *Les Etudes du CERI*, n° 107, septembre 2004, « La guerre au Darfour », *Politique africaine*, octobre 2004 ainsi que le dossier qu'y consacre la revue *Afrique contemporaine*, n° 214, 2005 et les deux ouvrages suivants : Gérard Prunier, *Le Darfour: un génocide ambigu*, Paris, La Table Ronde, 2005 et Alex de Waal et Julie Flint, *Darfur: a short history of a long war*, Londres, Zed Press, 2005.

qu'elles ne se sont militarisées de la même manière. Aucune symétrie ne peut être *a priori* postulée, même si certains acteurs semblent se recouper (Arabes et non-Arabes)[394].

Trois dimensions paraissent devoir aujourd'hui retenir l'attention. La première est la crise au Darfour et les enjeux militaires et symboliques qui sont en train de prendre forme au sortir d'une négociation très difficile à Abuja. La seconde est l'incapacité du régime d'Idriss Déby, pour des raisons qui tiennent tant à sa survie qu'aux assurances reçues de la France depuis des années, de se réformer de l'intérieur afin d'élargir sa base sociale. La troisième, trop rapidement abordée dans ce texte, tient à la configuration des intérêts de la communauté internationale, notamment des États-Unis, de la Libye et de la France, les États-Unis voulant régler la crise au Darfour, les Libyens éviter une présence internationale, les Français protéger à tous coûts Déby. Si l'immobilisme politique de la France se confirmait sur ce dossier (à l'instar d'autres comme la Côte d'Ivoire, fin de règne chiraquien oblige), il jouerait un rôle non négligeable dans la militarisation accrue de la crise politique tchadienne et dans l'intrication de plus en plus profonde entre celle-ci et un conflit très difficile à dénouer au Darfour.

1. La guerre au Darfour

Pour écarter d'emblée toutes les ambiguïtés, il faut rappeler que la crise au Darfour est politique et a pour fondements le fonctionnement de l'État soudanais depuis de très longues années et une détérioration des modes de gestion d'écosystèmes minés par la désertification. Les conflits fonciers, aiguisés par les tensions écologiques et démographiques des deux dernières décennies, auraient pu trouver d'autres expressions que celles qui prévalent depuis 2003. Le régime islamiste, confronté à son échec interne et aux négociations avec le Mouvement populaire de libération du Soudan dirigé alors par John Garang[395], a été incapable d'éviter l'escalade militaire et en assume le premier la responsabilité.

Le conflit au Darfour a comporté, dès ses prolégomènes, des dimensions transversales importantes - on relèvera ici les trois principales. D'abord, l'histoire : le conflit actuel dans l'ouest soudanais est, pour une large part, lié aux événements qui déchirent cette région dans les années 1980 et dont les acteurs sont soudanais autant que tchadiens. Ensuite, la mobilisation guerrière s'est faite autour de groupes ethniques disposés sur la frontière selon des formes propres et qui ont joué un rôle important dans la survie de l'insurrection. Enfin, les politiques des États de la région ont également beaucoup fait pour un approfondissement des liens entre les deux contextes.

394 Noter sur ce point le rappel que fait J. Tubiana en conclusion de son article, « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », *Politique africaine*, n° 101, mars-avril 2006.
395 Ce dernier est décédé lors d'un accident d'hélicoptère le 30 juillet 2005. Son successeur est Salva Kiir Mayardit.

1.1. Un conflit vieux de 20 ans

Même si l'argument doit être utilisé avec prudence, il faut souligner ici que le conflit qui se déploie au Darfour au début des années 2000 est l'héritier des événements tragiques des années 1980. Dans un contexte international alors très différent, marqué par l'hostilité des pays occidentaux et de leurs alliés dans la région aux ambitions du colonel Qadhdhâfi[396], ces années témoignent de l'importance du Darfour comme sanctuaire pour les oppositions tchadiennes : c'est là en effet que s'organise l'arrivée au pouvoir d'Hissène Habré en 1982 à N'Djamena, c'est dans cette région que se réfugient les restes du Gouvernement d'unité nationale du Tchad (GUNT) défait, et en 1989, Idriss Déby. Ces événements et leurs conséquences sur les sociétés locales ainsi que l'insupportable sécheresse du milieu des années 1980[397], constituent une période traumatique qu'aiguise la fin de la dictature du maréchal Nimeiri au Soudan.

Au Darfour, l'arrivée, en avril 1989, d'Idriss Déby, chef d'état-major en fuite à la suite d'une tentative de coup d'État manquée à N'Djamena, et ses efforts pour constituer une force militaire sont à l'origine dans cette région d'une polarisation sociale et militaire dont on retrouve les traces aujourd'hui : Déby s'appuie alors sur son groupe ethnique et des milices arabes du Conseil démocratique révolutionnaire. Les conflits, notamment entre populations four (le principal groupe ethnique du Darfour) et arabes, se multiplient et sont rendus possibles par les aides militaires fournies par la Libye aux partisans d'Idriss Déby et le Tchad aux populations locales qui perdent le contrôle sur la terre et l'eau du fait de cette présence étrangère militarisée. C'est aussi dans cette période que des équilibres démographiques évoluent et brouillent encore davantage les appartenances nationales, déjà bien labiles dans une telle zone et dans une telle situation. Conscients qu'ils n'obtiendraient pas d'aide humanitaire d'un régime qu'ils combattent, une partie des groupes arabes tchadiens qu'on retrouve actuellement aux côtés de Khartoum, notamment les Awlad Zeyd et autres Mahamid, avaient consolidé alors leur présence au Darfour, moins par anticipation stratégique que pour survivre.

Surtout, cette régionalisation de la guerre du Tchad incite le groupe ethnique d'Idriss Déby, les Zaghawa, à s'unir derrière lui d'abord pour se protéger des attaques brutales que mènent les forces d'Hissène Habré au-delà de la frontière avec le Soudan en 1989 et 1990. Cette unité n'allait pourtant pas de soi, comme en témoignent les fractures aujourd'hui visibles au sein des Zaghawa : les divisions internes comme celles portées par des histoires nationales différentes ont un profond impact sur les Zaghawa. En effet, les Bideyat – le groupe ethnique de Déby - est essentiellement tchadien et ne borde pas la frontière. Les Zaghawa soudanais, s'ils peuvent avoir des contacts avec leurs parents tchadiens, n'appartiennent pas aux mêmes clans. Ainsi, du côté tchadien, outre les Bideyat, de loin les plus importants, il faut citer les Kobé situés sur la zone frontalière, les Kapka (un sous clan qui s'est autonomisé des Kobé) et les Borogate,

---

396 Robert Collins et Millard Burr, *Africa's ThirtyYears War: Libya, Chad, and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Westview Press, 1999.

397 Alex de Waal, *Famine that kills : Darfur, Sudan, 1984-1985*, Oxford, Clarendon Press, 1988.

souvent associés aux Goranes, le groupe ethnique d'Hissène Habré[398]. Du côté soudanais, les clans zaghawa sont nombreux mais les plus importants démographiquement et militairement dès cette époque sont les Gala et Twer, auxquels il faudrait joindre les Suweini, Artaj, Awlad Digein, etc… Les relations entre les groupes zaghawa tchadiens sont tout sauf simples, notamment parce que la colonisation française a réorganisé les chefferies et que seule une branche des Kobé –celle d'Hiriba - en a réellement profité pour augmenter la prééminence de son sultanat : les réminiscences de cet épisode historique sont souvent mobilisées dans la crise politique actuelle.

Cet alignement sur Déby est également encouragé par les autorités soudanaises et libyennes qui soutiennent en 1989 l'ancien chef d'état-major d'Hissène Habré. La solidarité ethnique – choix décrit trop souvent comme quasi naturel - s'adosse donc sur un calcul très rationnel et fort peu primordialiste, et les promesses de « butin » en cas de victoire ne sont pas sans importance : il s'agit bien sûr d'accéder à des positions dans l'appareil d'État conquis, de bénéficier d'une manière ou d'une autre des facilités qu'octroie son contrôle mais aussi de s'appuyer sur lui pour défendre les revendications que pourraient nourrir les Zaghawa du côté soudanais de la frontière.

Pour leur part, c'est plus tôt dans les années 1980, avant la rupture entre Déby et Habré, que les groupes arabes tchadiens ont connu une période très difficile : c'est Idriss Déby et ses proches qui mènent alors la répression, pour le compte d'Hissène Habré. Les divisions entre dirigeants arabes et les multiples conflits que leur repli au Soudan aiguise n'empêchent pas leur installation dans l'ouest soudanais.

Dans la guerre actuelle au Darfour, ces groupes arabes sont sciemment mobilisés par les Renseignements militaires soudanais qui mettent en exergue leur statut tchadien et la précarité de leur présence pour en faire les fantassins d'une guerre qui n'est pas vraiment la leur. Peut-être parce que leur importance militaire n'est pas essentielle, peu de choses sont connues sur l'attitude des Masalit, une autre population qui vit sur la zone frontalière au sein de deux sultanats, durant cette première phase du conflit alors qu'ils sont directement confrontés aux « envahissements » des uns et des autres[399].

1.2. Des niveaux de mobilisation différents dans la guerre actuelle au Darfour

Alors que la situation se détériore à la fin des années 1990 au Darfour, plusieurs dynamiques vont s'enclencher: d'abord, un sentiment de déception à l'égard du président Déby ; ensuite, face à cette détérioration de la situation le rappel du pacte de solidarité entre Zaghawa conclu en 1989; encore, la formulation par les intellectuels d'un discours ethno-nationaliste **;**; enfin, l'émergence de cadres politiques ou militaires décidés à organiser les milices d'autodéfense créées à l'occasion de conflits locaux en mouvements politico-militaires au niveau régional.

398 Une plaisanterie en rend compte « Gorane sous Habré, Zaghawa sous Déby »
399 Voir la recherche en cours d'Andrea Behrends.

C'est la convergence de ces évolutions qui éclaire la création des groupes armés au Darfour - le Mouvement/Armée de libération du Soudan dont les principaux dirigeants sont Abdel Wahid Mohamed Ahmed Nour, Khamis Abdallah Abakar et Mini Arkoi Minawi[400] et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) dirigé par Khalil Ibrahim Mohamed[401]-, leur enracinement social mais aussi leurs difficultés à s'organiser et à promouvoir des programmes politiques concrets qui dépassent les pétitions de principe.

Le mécontentement vis-à-vis d'Idriss Déby croît et se radicalise dans les années 1990 et atteint sans doute un sommet lors du congrès de son parti, le Mouvement patriotique de salut (MPS), en novembre 2003. Avant même qu'il ne manifeste en 2003 sa volonté de se représenter pour un troisième mandat et de changer la constitution, trahissant ainsi une promesse maintes fois répétée, de nombreux Zaghawa critiquent férocement son incapacité à « partager », sa gestion dilettante de l'appareil d'État[402] ou son aveuglement politique - incapable de faire des compromis politiques, Déby mettrait en danger la pérennité des acquis zaghawa. Ces critiques, on l'aura compris, n'émanent ni des mêmes cercles, ni ne visent les mêmes buts tant il est clair que les Zaghawa, à l'instar de la population, sont divisés dans leur évaluation du régime. Elles s'expriment par une tentative de coup d'État en mai 2004 et de défections récurrentes à partir de l'automne 2005 autant dans les cercles dirigeants que dans la garde prétorienne du régime tchadien.

La situation au Darfour se détériore en plusieurs phases dans les années 1990 et l'on pourrait citer les affrontements qui, bien avant la date « officielle » de février 2003, mobilisent les Zaghawa au Nord-Darfour[403]. Ces vendettas ont un impact d'autant plus grand sur l'opinion zaghawa qu'elles s'inscrivent dans un fort déséquilibre de pouvoir. Du côté tchadien, les Zaghawa disposent d'une très grande impunité qui leur permet d'agir à leur guise face à une population qui n'en peut mais. Du côté soudanais, ce sont les Zaghawa qui sont les victimes de l'impunité de groupes hostiles[404]. Ce décalage et ce refus de questionner l'impunité constituent des facteurs de mobilisation et d'escalade dans ce qui devient alors la guerre du Darfour.

---

400 Abdelwahid, président du MLS, est Four ; Khamis, vice-président, est Masalit et Mini, Secrétaire général, est Zaghawa/Gala. Ainsi, les trois groupes ethniques les plus importants dans l'insurrection sont représentés au sommet. Mais, une telle représentation est vite mise en question par les événements et ne traduit aucunement les réalités militaires.

401 Khalil est un Zaghawa/Kobé, proche de Hassan Tourabi, ministre dans l'Etat du Nord-Darfour et responsable un temps dans les Forces de défense populaire.

402 Les Tchadiens se désolent souvent des sous-préfets, le plus souvent zagahwa, nommés par le président qui ne savent ni lire ni écrire, « analphabètes bilingues » et « diplômés de l'école des chèvres »…

403 Malgré certains désaccords, l'ouvrage d'Alex de Waal et de Julia Flint est une bonne source de ce point de vue. Voir également une synthèse de très bonne qualité sur l'histoire du conflit proposée par les Nations unies : Domenico Polloni, *Darfur in pieces. Conflict analysis Tools n. 6*, Khartoum, Nations unies, 24 mars 2006.

404 S'il est vrai que certaines milices tribales arabes entretiennent de très bonnes relations avec l'armée soudanaise et les Forces de défense populaire, il faut rappeler que le gouverneur du Nord-Darfour, le général Ibrahim Suleiman, fait emprisonner Musa Hilal (l'un de leurs chefs) et certains de ses acolytes qu'il considère comme des bandits à l'automne 2002. Ils sont relâchés au printemps 2003 par le vice-président, Ali Osman Mohamed Taha, et mènent depuis la sale guerre que l'on sait.

Des intellectuels zaghawa de la diaspora posent, au fil de la publication de travaux historiques, la question du statut de leur peuple (« un peuple (aujourd'hui) sans État ») et de sa grandeur passée - les Zaghawa seraient à l'origine d'un grand sultanat au IXe siècle et ont constitué la charpente militaire du sultanat du Darfour au moins dans une partie des XVIIIe et XIXe siècles. Ce débat, qui mêle poésie épique, ethnicité morale, mémoire sociale et frustrations nationalistes, a sans aucun doute joué un rôle dans l'identification de la population zaghawa à la cause du Darfour : sans qu'il s'agisse de construire un « Zaghawaland », comme le prétend le régime soudanais, il y a certainement chez certains – pas forcément les dirigeants - l'idée d'une possibilité de renouer avec l'Histoire, de clore un cycle khaldounien en quelque sorte.

Toujours est-il que les Zaghawa jouent très vite un rôle central dans les groupes militaires des insurgés même si ce sont les Four qui y sont majoritaires. Pourquoi ? Sans doute du fait de leur mode de vie, très proche de celui des *janjawid*, les milices arabes. Mais il faut aussi tenir compte de ce qu'on doit appeler la greffe tchadienne : certains Zaghawa ont passé des années dans les forces armées tchadiennes (Garde nomade, Garde républicaine, ou simplement Armée), et ils disposent d'un approvisionnement assuré par leurs anciens collègues de l'autre côté de la frontière et, bientôt, de camps de réfugiés qui leur servent de base de recrutement[405].

1.3. Des politiques d'État vecteurs d'une transnationalisation du conflit

Au Darfour comme en Afrique de l'Ouest, l'idée de la transnationalisation de la guerre évoque trop souvent des dispositifs informels tout en occultant le rôle concret des États dans leur mise en place. Plusieurs États ont joué un rôle essentiel dans le maillage des conflits au Tchad et au Darfour. Certains l'ont fait consciemment ; pour d'autres, il s'agit plutôt d'effets non intentionnels de leurs politiques ; pour la France en particulier, il s'agit sans doute d'un aveuglement de plus.

Idriss Déby et Omar el-Béchir, initialement, font le pari d'une étroite coopération sécuritaire pour réduire ce qui n'apparaît au début 2003 que comme l'agglomération de groupes miliciens créés dans des terroirs différents mais tous également hostiles à l'administration locale établie par Khartoum et à certains notables tribaux arabes. D'une certaine manière, cette collaboration va produire des effets bien au-delà de ce qui est escompté au début. En effet, les déplacements de population, la destruction des villages au Darfour, certains affrontements au sein des groupes insurgés, quelques-unes de leurs divisions sont rapidement imputés aux deux chefs d'État. Évidemment, Idriss Déby est comptable au Tchad de cette politique qui lui aliène encore des

---

405 Letter dated 30 January 2006 from the Chairman of the Committee addressed to the President of the Security Council transmitting the Report of the Panel of Experts submitted in accordance with resolution 1591 (2005) 30 janvier 2006, accessible à http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N05/632/74/PDF/N0563274.pdf?OpenElement Voir également les rapports mensuels au Conseil de sécurité sur la situation au Darfour disponibles sur la page http://www.un.org/Docs/sc/sgrep06.htm

sympathies ; les Kobé, en particulier, y voient la permanence d'une humiliation après l'élimination de leur leader, Abbas Koty, en 1993[406].

Pour illustrer cette coopération et ses conséquences quelquefois surprenantes, il suffit d'évoquer ici la création du Mouvement national pour la réforme et la démocratie (MNRD) : ce groupe rassemble des combattants essentiellement Zaghawa/Kapka qui appartiennent initialement au MJE de Khalil Ibrahim Mohamed (lui-même étant un Zaghawa Kobé). Lors de sa médiation, au printemps 2004, Idriss Déby avait tenté, sans succès, d'imposer les futurs dirigeants du MNRD, plus conciliants que Khalil et ses partisans,[407] comme les représentants légitimes du MJE. En décembre 2004, alors que les négociations à Abuja piétinent et soulignent la mauvaise volonté de Khartoum, ce groupe signe un accord de paix avec le régime d'el-Béchir tout en faisant le coup de feu contre le MJE. Les véritables fondateurs du MNRD, s'il n'y en a, sont sans doute Hassan Borgo, un Kapka soudanais, dont le propre frère est directeur de la radio al-Nasr à N'Djamena et cadre du MPS, et qui est responsable de l'Afrique de l'ouest pour le parti dirigeant au Soudan, le Congrès national et du côté tchadien, Mahamat Ismaël Chaïbo, autre Kapka et, surtout, directeur général de l'Agence nationale de sécurité (ANS) tchadienne.

Plus intéressantes, peut-être parce que plus difficiles à cerner, sont les politiques libyenne et érythréenne. La Libye, dans le conflit au Darfour, a deux priorités. La première est d'éviter la présence de troupes étrangères à ses frontières. Malgré la normalisation diplomatique avec le Royaume uni et les États-Unis, patente depuis le début 2004, le dirigeant libyen reste obsédé par la possibilité d'une tentative d'assassinat contre sa personne, à l'instar du bombardement de 1986 dont il sortit indemne mais où il perdit sa fille et des proches. La seconde est d'apparaître comme la seule puissance régionale en devenir et d'être incontournable dans la quête d'une solution au conflit. Pour ce faire, le dirigeant libyen mobilise les réseaux tombés en désuétude pendant les années 1990 : ceux attachés de près ou de loin à Abbas Koty, dont les inclinations pro-libyennes étaient indéniables; ceux noués lors de ses contacts dans les années 1990 avec le régime soudanais. Encore une fois, les Zaghawa (ex ?) islamistes du MJE jouent un rôle politique qui va bien au-delà de leur représentativité sur le terrain militaire ou social…

Le cas de l'Érythrée – et peut-être parallèlement du MPLS - est moins sophistiqué mais peut-être d'une plus grande efficacité. Les livraisons d'armes et de munitions ne nécessitent pas de

---

406 Figure importante du MPS, Abbas Koty (Kobé lié à la famille du sultan de Hiriba), fonde le Comité national de redressement à la suite d'une tentative échouée de coup d'Etat en 1992. Rentré à N'Djamena à la suite d'une réconciliation garantie par le Soudan et la Libye, il est tué le 22 octobre 2005.

407 Le secrétaire du MNRD, Nourene Manawi Bartcham, est un Tchadien, ancien membre du Mouvement patriotique du salut et auteur d'une biographie hagiographique d'Idriss Deby publiée en arabe. Il est au sein des Zaghawa connu comme l'un des hommes de main de Deby. Le « colonel » Djibrine Abdelkarim « Tek » a eu une existence plus mouvementée. Militaire, il participe à la victoire d'Idris Deby contre Hissène Habré en 1990 mais se révolte avec d'autres Zaghawa en 1992 sous la direction d'Abbas Koty : il se retrouve alors au Darfour chef militaire de son organisation, le Conseil national de la révolution. Grâce à la médiation du Soudan et à l'arrestation de plusieurs dirigeants en Libye, cette rébellion cesse rapidement et il rentre au Tchad en 1993 pour être d'ailleurs affecté un temps dans la Garde présidentielle. Le MNRD connaît une scission quelques mois après sa création au terme d'affrontements avec l'armée tchadienne.

longues arguties. Lorsque certaines factions darfouriennes[408] signent à N'Djamena en janvier 2006 une alliance sous le haut patronage du président Déby, Abdallah Mohamud Jaber, un conseiller du président Issayas Afeworki sur les questions de sécurité, joue un rôle important dans les négociations et récompense cet accord par des cargaisons d'armes et de munitions aux mouvements armés signataires.

La signature d'un accord de paix à Abuja le 5 mai 2006 à Abuja ne remet pas, pour l'heure, en cause le maillage réciproque de ces deux conflits. D'abord, s'il est fait grand cas du désarmement des *janjawid*, aucune définition n'est donnée de ces milices. Depuis juin 2004, le gouvernement soudanais a signé plusieurs (trois au minimum) accords pour démobiliser ces groupes mais on a surtout assisté à des recrutements massifs dans de nouvelles unités de gardes-frontières et de Forces de défense populaire. Un certain nombre de chefs coutumiers de tribus arabes ont déjà annoncé que l'accord de désarmement ne les concernait pas, tradition du port d'arme oblige. Le fait qu'un seul chef de faction, Mini Arkoi Minawi, ait signé, alors que celui sur lequel la communauté internationale avait parié, Abdel Wahid, s'est abstenu comme d'ailleurs le dirigeant du MJE, crée également des tensions importantes. Un scénario crédible –il n'est heureusement pas le seul – est que cette différence risque de dégénérer en batailles rangées, les Four accusant les Zaghawa d'avoir abandonné toutes les vraies revendications pour obtenir un strapontin dans la direction du Darfour. Khartoum s'apprête sans surprise à jouer cette carte. Mais le président tchadien n'est pas resté non plus inactif : il laisse se poursuivre le recrutement forcé dans les camps de réfugiés au Tchad de combattants pour les mouvements darfouriens et paraît à la fin mai 2006 aider à constituer un nouveau groupe armé dont le mentor n'est autre que Sharif Harir, un universitaire Zaghawa et opposant soudanais qu'il n'a cessé de promouvoir contre Mini au sein de son groupe ethnique.

2. La crise tchadienne

Lorsqu'une colonne de rebelles tchadiens arrive aux portes de la capitale le 12 avril 2006, le président Déby dénonce une expédition menée par des mercenaires soudanais. C'est cette explication qu'il essaie depuis de faire prévaloir sur la scène internationale. Quelle population ne serait heureuse de conserver un dirigeant malade et usé par 15 ans de règne sans partage, qui a réussi à cultiver l'impunité pour les siens, à laisser le Tchad en tête des pays les plus corrompus et les plus pauvres au monde ? Avec un tel bilan, on comprend pourquoi, faute d'oser prendre la mesure de l'opposition intérieure, Déby doit blâmer les mercenaires étrangers **:** la méthode, pour être simple, a plusieurs fois fonctionné en Afrique, au Togo par exemple.

[408] Le 18 janvier 2006, le MJE de Khalil Ibrahim, la faction de l'Armée de libération du soudan de Mini Arkoi Minawi et la faction de Khamis Abdallah signent un premier texte. Un second accord est signé avec le MNRD le 23 mais sans la participation du MJE.

La précédente section soulignait les multiples liens officieux puis officiels que le Tchad avait tissé avec l'opposition insurgée darfourienne. Si Idriss Déby semble avoir joué un temps le jeu de Khartoum, il l'a fait contre monnaie sonnante et trébuchante et a ensuite changé d'attitude. Depuis de longs mois, les services soudanais accusent Idriss Déby d'avoir joué un double jeu dès le début du conflit et de n'avoir suivi les injonctions de Khartoum que pour en tirer profit tout en limitant les effets destructeurs sur l'insurrection darfourienne. Les camps d'opposants tchadiens sont ouverts au Darfour dès l'été 2004 et les moyens qui leur sont octroyés augmentent très nettement dans l'année qui suit. Il est difficile d'être précis sur la datation dans la mesure où les indications fournies par les officiels soudanais varient et, surtout, ne peuvent être vérifiées. Il est en tout cas probable que le vote des résolutions 1591 et 1593 par le Conseil de sécurité en mars 2005 a constitué, après la publication, fin janvier 2005, du rapport Antonio Cassesse, un premier palier de rupture[409]. Le basculement est acquis lorsqu'à l'automne 2005, les défections zaghawa au sein de la Garde républicaine éclairent la profondeur de la crise de régime au Tchad. Après cette date encore plus qu'avant, il s'agit de briser ce qui constitue la seule carte militaire des insurgés au Darfour : la possible sanctuarisation au Tchad et la mobilisation guerrière transnationale efficace des Zaghawa.

Pour avancer, il faut peut-être saisir d'un point de vue plus tchadien une série de dynamiques qui se développent dans les années 1990 et produisent des effets politiques démultipliés lorsque la crise au Darfour escalade en conflit armé. On en évoquera ici trois : la centralité du factionnalisme armé dans la vie politique tchadienne ; la crise au sein des Zaghawa comme crise hégémonique ; le jeu de Khartoum face à la double marginalité sociale des élites dirigeantes et des groupes combattants.

2.1. La centralité du factionnalisme armé dans la vie politique tchadienne

De la déliquescence du Frolinat au début des années 1970 sous les coups de l'armée française, de la sécheresse qui frappe alors tout le Sahel et de ses multiples divisions internes, naît un système de factions armées qui prolifèrent grâce aux interventions internationales, à l'absence de rapports de force durables et à la permanente déconstruction de l'État auquel s'appliquent le vainqueur du moment et ses partisans.

A son arrivée au pouvoir, en décembre 1990, Idriss Déby bénéficie d'un cadre bien plus favorable à une stabilisation mais il n'a pas mené cette tâche à son terme. Celle-ci aurait supposé d'entreprendre une véritable réconciliation avec le pays réel qui n'est guère reflété par les diverses organisations militaires auxquelles Déby a accordé son attention, entre cooptation et répression. Une telle démarche ne garantit plus un maintien durable à la direction du pays, n'autorise pas davantage l'impunité pour le chef de l'État et ses proches. Elle suppose aussi la remise de l'appareil d'État au travail, un gouvernement – et non une présidence - qui gouverne, une armée et une police fortes mais d'abord soucieuses de respecter les lois, etc.

[409] Voir Report of the International Commission of Inquiry on Darfur to the United Nations Secretary-General, Pursuant to Security Council Resolution 1564 of 18 September 2004, Genève, 25 janvier 2005.

Le maître argument pour justifier le maintien des anciennes pratiques de gouvernement est alors la survivance de tentatives de coups d'État et de constitution de groupes armés aux revendications plus ou moins irréalistes. Si l'argument est irrécusable, il est politiquement biaisé puisque le président tchadien agit d'emblée d'une manière qui ne fait que conforter l'idée que les seules revendications qui obtiennent satisfaction sont celles portées par les armes : les dirigeants de ces soulèvements sont alors nommés dans la haute fonction publique, et deviennent même quelquefois ministres, leurs partisans sont absorbés dans une armée pléthorique qui vit sur la population[410].

La prédation systémique au Tchad est donc le fruit d'une configuration singulière du système social et politique qu'Idriss Déby a tout fait pour préserver et qu'on pourrait résumer, comme Marielle Debos le propose, à la permanence du statut social d'homme en armes quelle que soit la fonction assumée, douanier, soldat, gendarme, policier, douanier-combattant, coupeur de route, combattant de la liberté et bandit de grand (et petit) chemin[411].

Si les pays amis du Tchad et la France au premier rang avaient eu une véritable ambition pour leur politique d'aide, ils auraient dû travailler à rompre ce cercle vicieux par lequel la transition politique n'existe que par la violence et de tout faire pour que le départ d'Idriss Déby du pouvoir se fasse dans les règles prévues par une constitution légitime, au terme d'une consultation populaire respectant les normes internationales. Depuis 2003, au moins du côté français, telle n'aura été ni l'ambition, ni la pratique comme l'illustrent les déclarations de Xavier Darcos félicitant le président tchadien d'une réforme de la constitution qui lui permettait de postuler une troisième fois au poste de chef d'État[412], et plus encore l'appui si clairement formulé aux récentes élections présidentielles, caricature s'il en fallait encore, de ce qu'un vote truqué peut être.

2.2. *Hubris et stasis au sein des Zaghawa*

Si la logique de reproduction du système politique tchadien se fige globalement durant le règne d'Idriss Déby, le Tchad change pourtant. On n'évoquera pas ici les aléas de l'accession au multipartisme et l'émergence de la société civile. Beaucoup devrait être dit sur la faiblesse et les aveuglements de ces diverses organisations, et bien plus encore sur les difficultés qu'elles ont simplement à exister dans un système qui ne tolère que les stratégies individuelles et le clientélisme mâtiné à certains moments de méthodes coercitives d'une période révolue.

---

410 La structure même de l'armée en démontre l'inanité : il y a autant d'officiers et de sous-officiers que de soldats. Idriss Déby fait d'ailleurs tout pour éviter la réforme radicale régulièrement exigée par les donateurs.

411 Voir les travaux en cours de Marielle Debos ainsi que Janet Roitman, *Fiscal Disobedience. An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005. Saïbou Issa, "L'embuscade sur les routes des abords sud du Lac Tchad", *Politique africaine*, n° 94, juin 2004.

412 « La France soutient la position du président Deby qui a été élu démocratiquement et par deux fois, elle salue le fait que l'Assemblée nationale, à une majorité supérieure à celle qui d'habitude soutient le gouvernement, a approuvé la révision de la Constitution », (visite au Tchad le vendredi 28.05.04).

Les années 1990 sont marquées par une différenciation sociale beaucoup plus forte au sein des Zaghawa que les décennies passées, qui tient à plusieurs raisons. Du côté tchadien, l'accession au pouvoir d'État de l'un d'entre eux autorise *de facto* une multiplication des passe-droits et la « capture » de positions d'accumulation par de nombreux Zaghawa, soit dans le champ économique, soit par la prédation plus directe (douane ou extorsion) au sein de l'appareil d'État. La mise en exploitation des champs pétroliers dès l'été 2003[413] n'a fait qu'élargir les possibilités d'accaparement, quitte à faire perdre la face à la Banque mondiale. Ces facilités ne sont pas partagées équitablement au sein du monde zaghawa qui a ses nantis, ses corrompus, ses prédateurs mais aussi ses pauvres, ses révoltés et ses honnêtes gens[414].

Du côté soudanais, plusieurs dynamiques jouent concurremment. Sous l'influence d'un des premiers fonctionnaires zaghawa, un instituteur, beaucoup de jeunes dans les années 1960 et 1970 ont rejoint le mouvement des Frères Musulmans. Leurs sympathies tourabistes leur a permis peu à peu d'acquérir des postes d'influence. La société soudanaise, plus que la société tchadienne, est une société où la migration de travail hors les frontières nationales est courante. De nombreux Zaghawa se retrouvent dans des réseaux commerciaux dans le Golfe ou en Asie à faire de l'import-export dès les années 1980. Le fait que le régime islamiste après 1989 soit soumis à des pressions internationales facilite et accélère même ce dispositif tant les sanctions sont, pour certains, des aubaines. On mesure ce dynamisme par l'importance que prend le « marché libyen » dans la capitale soudanaise, quitte à oublier trop vite les communautés commerçantes zaghawa installées dans le Kordofan ou l'Est du pays.

Cette accumulation primitive qui suit un peu les règles du business ethnique est menée de manière transnationale. Non seulement, les Zaghawa acquièrent des positions importantes au sein de réseaux commerciaux qui, du Golfe ou de Malte, achalandent les marchés soudanais, libyens ou tchadiens, mais ils deviennent actionnaires dans des compagnies sises dans ces pays. C'est par exemple un très grand commerçant zaghawa soudanais qui aurait « racheté » la seule savonnerie-huilerie du Tchad en 2000. De la même manière, l'assassinat d'un homme d'affaire soudanais en octobre 2003 à N'Djamena et l'exécution, dans des formes extrêmement contestables, d'un des commanditaires supposés de ce meurtre soulignent les liens économiques entre les Zaghawa des deux pays.

Ainsi, durant les quinze dernières années, le monde zaghawa se différencie grâce à sa proximité avec l'État et la politique. Du côté soudanais, les Zaghawa bénéficient des reclassements sociaux

---

413 Pour des détails sur les aspects économiques peu abordés dans ce texte, lire : OECD Development Centre and African Development Bank, *African Economic Outlook 2005/2006 - Country Studies: Chad*, 16 mai 2006, accessible à la page http://www.oecd.org/searchResult/0,2665,en_2649_201185_1_1_1_1_1,00.html .
L'ironie de la crise politique tchadienne est qu'elle est pour une part liée aux attentes créées dans la population et les élites par les revenus pétroliers mais que le débat sur l'exploitation pétrolière, la politique des grandes firmes et de la Banque mondiale ne suscitent pas le débat politique auquel on devrait logiquement s'attendre.
414 A prendre au premier degré un certain discours oppositionnel, on risquerait d'oublier qu'une grande part de cette population vit dans des conditions presque aussi misérables que les autres.

que l'arrivée au pouvoir du Front national islamique autorise –reclassements qu'on réduit aujourd'hui d'une manière trop simple à l'arabisme supposé des dirigeants actuels du Congrès national, en droite ligne avec le fameux « Livre noir » disponible sur le site Internet du MJE[415]. Au Tchad, l'intégration est plus fragile car elle s'appuie très directement sur le contrôle de l'État et assez peu sur le « soft power » que peuvent constituer l'instruction et l'émergence d'une classe d'opérateurs économiques non parasitaires ; par ailleurs, l'émergence de nouvelles couches sociales mieux intégrées socialement fragilise le petit peuple zaghawa tchadien.

L'opposition à Idris Déby est ancienne et s'est construite sur des critiques contradictoires de son comportement public et privé. Sans reprendre la chronique détaillée de cette distanciation, on doit citer en sus de ce qui a déjà été décrit auparavant au moins trois aspects. Le premier est son reniement de la promesse faite en 2001, au terme d'élections proprement calamiteuses, de ne pas se représenter. Les barons du régime espèrent alors voir un terme à la dégradation de la gestion de l'État et aussi – surtout ? - pouvoir accéder un jour à la magistrature suprême. La santé de Déby devenant manifestement précaire – il tombe dans le coma lors du sommet de l'Union africaine à Maputo en juillet 2003 et, depuis, séjourne en France régulièrement pour des soins -, personne ne comprend son acharnement à s'accrocher ainsi sans organiser une passation des pouvoirs. Prétendre, comme la diplomatie française le répétera lors de la crise d'avril 2006, qu'il n'y a aucun prétendant crédible ne peut faire que sourire, outre le *pathos* colonial qu'une telle remarque traduit: imagine-t-on un autocrate disposé à laisser émerger une alternative ? La ficelle est bien grosse. Un deuxième point d'accrochage est sa volonté de constituer une chefferie bideyat dont il octroie la direction à l'un de ses frères Timan. Pour la fierté profonde de beaucoup de Zaghawa ceci est également inacceptable. Le dernier point est son attitude très confuse mais très intéressée alors que le conflit au Darfour prend ses marques : il tente à plusieurs reprises de faire arrêter des cadres zaghawa du MJE et de les envoyer à Khartoum, ce qui crée une animosité bien au-delà des partisans de ces Darfouriens.

Le 16 mai 2004, une tentative de coup d'État est évitée de justesse. Elle prend forme au sein de la Garde républicaine mais ne concerne que les Bideyat, les Kobé bien représentés au sein de cette garde prétorienne du régime ayant alors préféré la neutralité. En effet, compte tenu des relations alors détestables entre le MJE et la présidence tchadienne, ils craignent une manipulation visant à les éliminer, comme cela s'était produit pour Abbas Koty. Si officiellement aucune sanction n'est prise, les mutations se multiplient dans les mois qui suivent et sanctionnent les officiers soupçonnés de félonie mais aussi leurs parents, souvent innocents, à travers tout l'appareil d'État.

Les défections des Zaghawa se multiplient à partir d'octobre 2005 et donnent naissance à plusieurs groupes armés réfugiés au Darfour, notamment le Socle pour le changement, l'unité et la démocratie (SCUD) dirigé par Yaya Dillo, et le Rassemblement démocratique pour la paix et la justice (RDPJ) d'Abakar Tollimi. Cette désagrégation du premier cercle, malgré les

[415] Visiter le site http://www.sudanjem.com/en/index.php

dénégations des partisans de Déby et les ralliements payés rubis sur ongle, ne cesse pas : pratiquement chaque mois depuis octobre, des Zaghawa connus ou moins connus rejoignent ces opposants zaghawa fédérés aujourd'hui par le Rassemblement des forces démocratiques (RaFD) dirigé par un ancien directeur du cabinet civil du président Déby, Timan Erdimi.

Après avoir convaincu les Français qu'il était au-dessus de son groupe ethnique, qu'il était pour ainsi dire le seul vrai Tchadien, le seul à faire preuve d'un véritable nationalisme et à embrasser toute la nation, Idriss Déby, qui n'a pas utilisé le nom de son grand-père pendant plus de deux décennies, fait rappeler par décret présidentiel en mars 2006 que son nom est Idriss Déby Itno. Manière aussi de rappeler aux membres du lignage des Itno qu'ils lui devaient leur soutien d'autant qu'en février 2006 un de ses cousins au premier degré avait fait défection avec l'ancien chef d'état-major des armées, le général Seby Aguid. Auparavant, en janvier, il parraine un accord entre des personnalités du Darfour représentant le mieux cette dimension transnationale du conflit soudanais : Khalil Ibrahim, Mini Arkoi Minawi et Khamis Abdallah Abakar. Khalil et Mini signent cet accord pour des raisons qui tiennent à leur survie politique : si Idriss Déby tombait, toute leur logistique disparaîtrait et Khartoum serait d'autant plus fort. Mais il s'agit aussi d'une autre manifestation (mesurée) de la solidarité zaghawa. Pour les Kobé, aider le régime tchadien affaibli par les divisions au sein des Bideyat, c'est aussi prendre date pour l'avenir quant à leur place dans le premier cercle. Pour Mini dont le groupe ne dispose pas des mêmes attaches au Tchad, il s'agit d'échanger une garantie contre une autre : les camps et les armes contre le soutien face à une déstabilisation venue du Darfour. Le cas de Khamis, même s'il est un Masalit et que son groupe n'a pas d'accès privilégié au pouvoir tchadien, assez proche : défait militairement au Darfour occidental, il peut garantir aux siens un accueil digne de ce nom au Tchad, avoir accès aux armes, munitions et passe-droit qui lui permettent de repartir à l'offensive au Darfour et d'exister politiquement alors que les négociations d'Abuja suivent leurs cours. Tout aussi caractéristique est la situation qui prévaut après la signature des accords d'Abuja par la faction dirigée par Mini Arkoi Minawi : à la fin mai, Khamis est à N'Djamena, soumis aux pressions du président tchadien et peu de ses collègues doutent que ses déclarations hostiles à l'accord d'Abuja sont inspirées par son hôte, de même que tous évoquent le rôle divisionniste qu'il a dévolu à Sharif Harir[416].

2.3. *Khartoum face à la double marginalité sociale des élites et des groupes combattants*

La situation des groupes armés d'opposition tchadiens est plutôt paradoxale. En effet, à l'intérieur du Tchad, il est patent que le régime d'Idriss Déby est politiquement (mais pas militairement) moribond, faute d'initiatives politiques ou de capacité à concevoir des alliances politiques autrement que comme l'achat d'allégeances individuelles. A l'extérieur, au Darfour et

[416] Idriss Déby qui utilise les groupes darfouriens signataires des accords de janvier comme des forces supplétives n'est pas favorable à l'accord d'Abuja qui le prive de combattants alors que son opposition demeure au Darfour. C'est pour la même raison qu'il tente avec un certain succès de diviser le groupe de Mini en promouvant avec armes et munitions un autre dirigeant Zaghawa, Sharif Harir. Voir notamment "Sudan: Clashes reported between Darfur rebel factions", Excerpt from report by Sudanese independent Al-Mashahir (Almshaheer) website on 30 May, *BBC monitoring* 31 mai.

plus marginalement dans l'extrême nord du pays et en Centrafrique, les organisations armées ne s'appuient que sur des groupes ethniques de moindre importance démographique. Outre les Toubous qui se battent dans l'extrême Nord sous la houlette du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad, il faut en effet compter sur les Borogate, les Zaghawa.

Le groupe le plus important, celui en tout cas, qui bénéficie le plus ouvertement du soutien des renseignements militaires soudanais, le Front uni pour le changement démocratique (FUCD, souvent symptomatiquement réduit à FUC) dirigé par Mahamat Nour recrute pour une large part chez les Tama[417], parmi d'autres Ouaddaïens et chez les Arabes. Il a subi deux cuisantes défaites militaires à Adré le 18 décembre 2005 et à N'Djamena le 13 avril 2006, même si politiquement le bilan est tout autre : en avril, il est patent que Déby reste au pouvoir grâce à une intervention militaire française dont la légalité très contestable n'a pourtant pas été questionnée par les parlementaires français. Les journalistes, après cette bataille, ont été surpris de compter des Centrafricains parmi les combattants du FUC. Cela n'était pourtant pas inimaginable : ces Centrafricains étaient Tchadiens en avril 2003, lorsqu'il s'agissait de mettre au pouvoir le général Bozizé à Bangui avec la bénédiction des présidents tchadien et français. Ils auraient également pu noter qu'une bonne partie des compagnons du chef de cette expédition, le colonel Mahamat Issa, étaient des combattants originaires pour l'essentiel du Ouaddaï, qui avaient un temps suivi Adoum Yakoub et vécu dans la zone des trois frontières (Soudan, Tchad, Centrafrique) puis s'étaient retrouvés sous la protection du mouvement de John Garang, avant de s'éclipser pour reprendre la lutte à partir du Darfour en 2005.

De cette rapide énumération découle une réalité sociologique incontournable : les mouvements armés aujourd'hui s'adossent sur des groupes ethniques qui pèsent moins de 15% de la population du Tchad, si l'on excepte les groupes arabes qui, eux-mêmes, peuvent représenter entre 15% et 20% de la population tchadienne Cette marginalité sociologique est l'un des vecteurs de l'influence de Khartoum. Elle renvoie en miroir à la faible légitimité des élites dirigeantes tchadiennes et explique à la fois la distance entre la vie politique et une grande partie de la population, notamment sudiste, et le peu de sympathie dont ses protagonistes bénéficient dans la population. Les optimistes y trouveront un signe de la victoire des partis politiques de l'opposition civile qui ont finalement, en dépit de leurs divisions, démontré la vacuité d'un régime comme celle d'une opposition armée qui n'offre pas de véritable alternative.

La question de l'implication des Arabes tchadiens, qui représentent entre 15 et 20% de la population tchadienne, dans ces deux crises mériterait de longues analyses. Une première constatation s'impose : pas plus dans les tensions actuelles que dans les épisodes précédents de la guerre civile tchadienne, il n'y a de positionnement unique. Une partie de la communauté arabe est avec Déby jusqu'à l'attaque du FUC sur la capitale. Mais le comportement de Déby ensuite est proprement clanique : alors que des civils zaghawa sont armés pour défendre « leur »

[417] Population d'agriculteurs, les Tama sont en butte dans les années 1990 aux avancées des pasteurs zaghawa dont les pâturages sont détruits par la sécheresse. Après de nombreux incidents, ils trouvent refuge au Darfour. Mahamat Nour, petit-fils du Sultan, a bâti son soutien populaire sur cet exil obligé.

régime, un certain nombre d'officiers arabes et goranes sont désarmés, certains même arrêtés pendant les combats. Cela n'a pas aidé à la popularité déjà contestée du président tchadien parmi ses derniers fidèles.

Reste que le basculement dans l'opposition armée de cadres politiques importants est aujourd'hui rendu très difficile par le conflit au Soudan. Le cas de Ahmat Soubiane Hassaballa, ambassadeur du Tchad à Washington, qui a fait défection en décembre 2003 est exemplaire de cette difficulté : notable prestigieux des Mahamid, il lui est impossible de s'installer au Soudan sans entretenir des relations avec des responsables des *janjawid*, ce qui détruirait la crédibilité politique qu'il s'est construit dans les années 1990 en milieu tchadien et étranger. Mais il y a plus : Idriss Déby en effet a su convaincre quelques responsables français et peut-être lui-même que toute cette crise serait en fait un coup de boutoir des Arabes qui, après avoir pris le contrôle du Tchad et tout en y maltraitant les Africains, se précipiteraient vers le Niger et le Nigeria pour y remettre en cause les équilibres sociaux… Que cette géopolitique de supermarché puisse obtenir l'attention de décideurs civils et militaires français ne laisse pas d'étonner.

Il faut lui reconnaître, sous une forme inacceptable, une seule validité. Cette vision fumeuse laisse entrevoir une transformation des élites tchadiennes : alors qu'elles étaient dans les années 1960 francophones et francophiles, depuis Habré et plus encore depuis Déby, elles sont devenues beaucoup plus arabophones et, marginalement, anglophones. La francophonie et la francophilie souffrent de maux bien connus au Tchad comme ailleurs sur le continent africain. Ces derniers ont peu à voir avec la géopolitique des nomades arabes se précipitant vers les plages d'Afrique de l'ouest, beaucoup avec les nouvelles polarisations économiques[418], les politiques d'octroi de visas et de bourses et, *last but not least*, l'origine régionale des élites actuelles au Tchad, faute d'ailleurs sur ce point, de compétition politique et d'application d'une quelconque méritocratie. Il faut remarquer l' « admirable » homologie avec un autre discours tenu aux lendemains du génocide rwandais sur les ambitions coloniales des Hamites descendus de leurs collines éthiopiennes pour casser du Bantou dans les Grands Lacs et en RDC…

Une telle vision « stratégique » pose plusieurs questions dont on aimerait avoir la réponse. Quel peut être le statut des Arabes tchadiens dans leur pays si, dès qu'ils s'opposent au régime en place, ils ne sont plus que les supplétifs de la Libye hier, et du Soudan aujourd'hui ? Comment expliquer que le gouvernement français et son président, si épris de justice et de stabilité, jusqu'à l'été 2004 aient entretenu les relations les plus cordiales avec un régime soudanais qui, après 15 ans d'existence, aurait décidé de déstabiliser le Niger, le Nigeria, le Mali et, pourquoi pas, quelques pays d'Afrique centrale ? Comment prêter foi à des arguments aussi piteux et dénués de base factuelle puisque l'une des faiblesses récurrentes du FUCD est son incapacité à organiser des groupes arabes tous hostiles à Déby mais jaloux de leur indépendance ? Cette instrumentalisation de la « menace arabe » est aussi conjuguée sur un autre mode plus interne :

---

418 K Bennafla , "Tchad: l'appel des sirènes arabo-islamiques", *Autrepart*, vol. 16, 2002.

« moi ou le chaos », formule à laquelle beaucoup de Tchadiens, pas tous versés dans la politique, font écho par un « moi et le chaos »…

Faut-il pour autant minimiser l'implication de Khartoum dans les péripéties militaires qui se déroulent à l'est du Tchad et dans la zone frontalière avec la Centrafrique ? Certes, non. Il faut en tout cas en prendre la mesure exacte. Selon Hassan Borgo[419], les services de renseignements soudanais ont invité au début du conflit au Darfour leurs homologues étrangers, du moins ceux avec lesquels les relations étaient les plus cordiales. L'un d'entre eux aurait alors expliqué que la véritable menace était constituée par les Zaghawa qui bénéficiaient de l'appui d'un État – jamais pour le Soudan, le régime de Déby ne fut plus qu'un État zaghawa -, étaient disposés de part et d'autre de la frontière et faisaient d'excellents combattants. Le but aujourd'hui est donc celui-là : se débarrasser de Déby parce que, par choix ou par impuissance, ce dernier ne peut contenir les siens et leurs débordements. Pour Khartoum, ou au moins pour ses services de renseignements militaires, la solution de la guerre au Darfour passe par N'Djamena, un peu comme en 1989 et 1990 la victoire contre le MPLS passait par le renversement de Mengistou Haïle Mariam à Addis-Abeba.

Conclusion

La situation actuelle invite à plusieurs scénarii. Si la même passivité internationale et le même aveuglement français sur les aventures d'Idriss Déby devaient perdurer, la probabilité est grande de voir une guerre d'attrition se développer sur les frontières orientales du Tchad. Khartoum pense que sa sécurité nationale est en jeu et ne laissera pas Idriss Déby continuer ce qu'il fait aujourd'hui. De ce point de vue, l'accord d'Abuja peut plutôt pousser à de nouvelles confrontations que régler le problème dans son ensemble. Ces combats pourront opposer les Zaghawa entre eux ou aux Four. Ils rendront rapidement impraticable l'accord d'Abuja, ce qui ne mécontentera pas Khartoum. C'est ce scénario qui est aujourd'hui le plus crédible.

Un autre scénario est que Déby, sous la pression internationale, propose des postes à des dirigeants de l'opposition civile et fasse tout son possible dans le même temps pour obtenir que la force onusienne prévue pour le Darfour installe sa base arrière au Tchad. On risque là de se retrouver devant une évolution néfaste pour la réputation de la communauté internationale. L'opposition civile sera très réticente à accepter un accord de ce type tant elle est convaincue (avec de bonnes raisons) qu'elle y perdrait son âme, y gagnerait un peu d'argent et beaucoup de discrédit, ce qui ne ferait que valider les groupes d'opposition armés. La présence internationale serait quant à elle rapidement l'otage des règlements de compte qui auraient lieu sur la zone frontalière : elle ne disposerait pas du mandat pour intervenir mais écoperait des balles perdues et serait tenue responsable des charniers qui ne manqueront pas.

419 Entretien, Khartoum, Février 2006.

Un troisième scénario est aujourd'hui improbable tant il suppose une capacité critique et réflexive des acteurs internationaux : il suppose que ces derniers (dont le gouvernement français) abandonnent certains axiomes actuels de leur politique vis-à-vis du Tchad et du Darfour et acceptent de traiter simultanément les deux crises (et peut-être trois, si la Centrafrique bascule elle aussi dans les troubles). Avant que de se lancer dans une nouvelle gigantesque opération, ils devraient alors favoriser, dans le même temps, ce que l'accord d'Abuja appelle une conférence entre acteurs darfouriens et un dialogue national au Tchad afin de cumuler les avantages d'une remise à plat simultanée des problèmes des deux pays, sans qu'un des deux régimes puisse s'appuyer sur une indifférence de la communauté internationale pour défaire les avancées sur l'autre dossier. On gagnerait une cohérence politique qui permettrait peut-être mieux qu'hier d'inciter les protagonistes de ces crises de décider comment leur destin doit s'enraciner au Tchad, au Darfour mais toujours dans la paix…

Chapitre 17 - Une histoire d'États...

(Extrait[420])

La Corne de l'Afrique est une région singulière dans l'histoire contemporaine du continent. Elle a été un point d'ancrage de la compétition Est-Ouest pendant plusieurs décennies, le lieu des plus longs conflits civils ainsi que la plus grande pourvoyeuse de réfugiés et de déplacés du continent. Elle est aussi celle qui a vu l'éclosion des seules nouvelles entités à vocation étatique en Afrique : Érythrée, Somaliland, et aujourd'hui Sud-Soudan.

Cette constatation liminaire atteste combien les processus de construction d'États dans cette zone restent inachevés : l'Éthiopie moderne n'apparaît que dans la seconde moitié du XIX[e] siècle et le Soudan contemporain se matérialise dans les contradictions de deux grands projets coloniaux, ottoman et britannique, pratiquement dans la même période. Si l'indépendance du Somaliland bénéficie de partisans au niveau international[421] , la lutte contre le terrorisme et l'incapacité à refonder un pouvoir central dans le sud de la Somalie ont incité de grands États occidentaux à temporiser alors que les États africains se montrent, sur cette question comme sur celle du Sud-Soudan, réticents : pour eux, le conservatisme qui a régné depuis la fin de la seconde guerre mondiale dans la société internationale et, depuis les indépendances, parmi les dirigeants africains a plutôt été un facteur de paix, malgré des injustices indéniables[422].

Anthony Giddens rappelait qu'un État n'existe que dans un système d'États[423]. Un tel principe incite à considérer l'émergence de ces nouvelles entités non seulement pour ce qu'elles prétendent être (la spécificité coloniale italienne pour l'Érythrée, britannique pour le Somaliland, la conclusion d'une guerre civile pour le Sud-Soudan) mais aussi comme l'expression de dynamiques intra-régionales et internationales qui ne se limitent pas à ces territoires.

L'histoire de la première décennie de l'Érythrée confirme la nécessité d'une telle approche : l'Érythrée a dans les années 1990 joué un rôle régional qui correspondait peu à ses fondamentaux ou à l'originalité de ses développements politiques intérieurs. En effet, l'arrivée

---

420 Il m'a semblé pertinent de diviser un long texte écrit en 2011, date qui correspond à mon dernier long séjour au Soudan, en deux parties, l'une portant sur les recompositions politiques au nord et l'autre sur la dimension régionale de l'indépendance du Sud-Soudan.

421 Effet conjugué de l'influence de la diaspora issue de cette région et de la sympathie de certaines grandes ONG internationales ou de certains experts.

422 Voir Christopher Clapham, *Africa in the International System. The Politics of State Survival*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

423 Anthony Giddens, *A Contemporary Critique of Historical Materialism. Vol. 2. The Nation State and Violence*, Cambridge, Polity Press, 1985.

simultanée au pouvoir d'Issayas Afeworki en Érythrée et de Meles Zenawi en Éthiopie avait semblé non seulement un corollaire de la fin de la guerre froide dans cette région mais aussi la consolidation paradoxale d'une unité éthiopienne par les liens d'amitié politique qui semblaient alors exister entre les deux dirigeants et l'alliance (pourtant récente) des mouvements armés qu'ils dirigeaient[424]. On connaît la suite : derrière les réserves communes croissantes face au Soudan islamiste, la multiplication des tensions entre les deux capitales, jusqu'à la création d'une devise nationale érythréenne et l'incident de frontière qui conduisit à la guerre de 1998-2000[425].

L'histoire de cette période recèle d'autres enseignements qui dépassent le cadre des relations entre les deux capitales. L'Érythrée a joué un rôle important dans le *containment* du Soudan islamiste en accueillant les différentes oppositions politiques à Khartoum[426] en les entraînant militairement et en les sanctuarisant, un rôle que l'Éthiopie, compte tenu de sa fonction diplomatique continentale, ne pouvait en aucun cas jouer.

Ce n'est qu'après juin 2002, dans un contexte de « guerre globale contre le terrorisme » et de reprise des négociations de paix entre le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (MPLS/APLS) de John Garang de Mabior et le Parti du Congrès national (PCN) d'Omar el-Béchir, que l'Occident a peu à peu qualifié le régime érythréen de trouble-fête régional et de *spoiler*, au point de voter, en décembre 2009, des sanctions au Conseil de sécurité des Nations unies contre ce régime laïciste mais grand appui des djihadistes somaliens et de l'opposition armée éthiopienne[427].

Tout en reconnaissant le caractère quelque peu spéculatif de cette réflexion, il n'est pas donc pas inutile aujourd'hui de poser cette double question de l'impact de l'indépendance du Sud-Soudan sur le reste du Soudan (et la trajectoire politique de l'Éthiopie après 1993 est un bel objet de comparaison) et des recompositions régionales possibles, d'autant plus que le printemps arabe affecte des partenaires essentiels de l'environnement soudanais : la Libye, l'Égypte et, à leur suite, les États du Conseil de coopération du Golfe[428] dont la gestion différenciée des crises yéménite et bahreïni est venue manifester la réaffirmation de puissance.

D'emblée, on peut souligner un point commun qui devrait fonctionner comme un électrochoc pour les partisans les plus enthousiastes de l'indépendance du Sud-Soudan. Comme pour

---

424 John Young, « The Tigray and Eritrean Peoples Liberation Fronts : A History of Tensions and Pragmatism », *Journal of Modern African Studies*, vol. 34, n° 1, 1996.
425 Tekeste Negash et Kjetil Tronvoll, *Brothers at War. Making Sense of the Ethiopian-Eritrean War*, Londres, James Currey, 2000.
426 Il s'agissait de l'Alliance nationale démocratique qui réunissait les principaux partis « nordistes » et le Mouvement pour la libération du Soudan dirigé alors par John Garang de Mabior. Voir le dossier dirigé par M. Lavergne et Roland Marchal, « Le Soudan : l'échec d'une expérience islamiste ? », *Politique africaine,* n° 66, juin 1997 ; Roland Marchal, « Le Soudan au cœur du conflit érythréo-éthiopien », *Politique africaine*, n° 74, juin 1999, p. 95-104.
427 Résolution 1907 du 23 décembre 2009.
428 Organisation qui regroupe en mai 2011 l'Arabie saoudite, Oman, Bahreïn, Qatar, les Émirats arabes unis et le Koweït.

l'Érythrée en 1993 et le Somaliland en 2001[429] le scrutin d'autodétermination au Sud-Soudan a été l'objet d'un consensus brejnévien avec plus de 98 % des votes en faveur de la sécession. Ce score souligne moins la ferveur nationaliste ou les difficultés d'organisation de la consultation populaire que la volonté des autorités de ne pas autoriser l'expression publique d'une réserve, en dépit du fait que les partisans de l'indépendance étaient absolument majoritaires, sans être toutefois aussi unanimes[430].

On se propose de revenir dans une première partie sur différents scénarios de transformation au Nord-Soudan, puis dans une seconde sur les relations avec les pays voisins, pour s'arrêter enfin sur quelques aspects régionaux qui méritent une attention accrue car ils soulignent les possibilités de recompositions régionales sous haute tension dans les années à venir.

1. Une nouvelle polarisation Nord-Sud ?

L'indépendance du Sud-Soudan n'est pas encore acquise que le gouvernement de Khartoum fait flèche de tout bois pour souligner combien le Nord-Soudan demeure essentiel à la survie économique du Sud. Il le fait de la façon la plus maladroite, et donc hostile, qui soit : en bloquant les approvisionnements arrivant du Nord.

Le Sud-Soudan est aussi courtisé par ses voisins et alliés mais peut devenir le terrain d'expression de tensions entre ces derniers. Quatre pays doivent retenir l'attention en première approximation : l'Érythrée, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Kenya[431]. Deux autres vont jouer un rôle important dans la manière dont Khartoum pourra redéfinir sa place au niveau régional : la Libye et l'Égypte.

Si l'on essaie d'interpréter les tendances actuelles au niveau régional, on voit se dessiner une nouvelle polarisation Nord-Sud qui concerne moins le Soudan (encore que le problème soit loin d'y être réglé et qu'un « nouveau Sud » puisse émerger au Nord-Soudan) que les alignements régionaux. Les changements de régime en Libye et en Égypte vont donner un espace diplomatique accru à Khartoum.

---

429 Dans le cas de l'Érythrée, il s'agissait d'un référendum d'auto-détermination organisé selon les critères du droit international (avec donc une déclaration préalable d'Addis-Abeba autorisant sa tenue et reconnaissant son résultat). Dans le cas du Somaliland, l'indépendance est affirmée dans l'article premier de la constitution adoptée en mai 2001, sans aucune négociation préalable avec le gouvernement alors en place à Mogadiscio – gouvernement il est vrai réduit aux acquêts.

430 Les conditions du vote ont été contestables, avec une intimidation des forces de l'APLS et de l'administration locale. Mais, d'une certaine façon, ce scrutin ne pouvait que confirmer une opinion très établie au sein du MPLS et de la communauté internationale.

431 On réserve à un autre article le cas du Tchad et de la République centrafricaine.

L'Érythrée peut certes ici et là tenter d'activer des dissidences mais Asmara ne pourra que réagir aux choix éthiopiens. Ces derniers consistent en un équilibre difficile entre Nord-Soudan (où des infrastructures routières ont été construites pour approvisionner le Nord et l'Ouest éthiopien) et le Sud-Soudan où les sympathies idéologiques, le pétrole et les alliances géopolitiques sont des motivations fortes.

Si l'Ouganda et le Kenya ont toujours eu un rôle dans la guerre civile soudanaise, les nouvelles ambitions ougandaises – qui seront peut-être contrecarrées par la crise politique et sociale actuelle après des élections contestées – soulignent la tentative de Kampala de jouer plus que les utilités militaires pour le MPLS en accueillant et en entraînant les organisations armées du Darfour.

La crise somalienne et la possibilité d'émergence d'une économie pétrolière régionale conféreraient ainsi à l'Ouganda un rôle d'hégémon qui n'est pas sans rappeler celui qu'il ambitionnait d'obtenir dans les années 1990 dans la région des Grands Lacs.

1.1. L'Érythrée confirmée dans son rôle de spoiler ?

Asmara est sans doute l'allié le plus ambivalent du nouveau régime de Juba. En effet, l'Érythrée n'a pas ménagé sa peine dans les années 1990 pour aider le MPLS. Ses dirigeants ont bénéficié de toutes les facilités et leurs troupes ont pu y être entraînées, l'Érythrée reprenant un peu les fonctions de sanctuarisation de l'Éthiopie de Mengistou Haïlé Mariam.

Les négociations entre la direction du MPLS et le PCN à partir de juin 2002 ont été applaudies comme une victoire politique mais elles sont vite apparues comme un déclassement supplémentaire de l'Érythrée dans le nouveau contexte régional. En effet, privée du MPLS, la grande coalition de l'opposition soudanaise, déjà minée par des ralliements et des divisions internes, n'avait plus aucune raison d'être.

L'Érythrée, de carrefour des oppositions des États de la région, redevenait un petit pays d'autant plus pauvre que les États-Unis refusaient toutes ses offres de service dans la construction d'infrastructures de renseignements dans la lutte globale contre le terrorisme.

C'est sans nul doute pour cette raison que les dirigeants érythréens ont tenté de nouer des relations étroites avec les mouvements insurgés darfouris dès 2004 et n'ont cessé depuis de proposer leurs services.

L'accord de paix signé avec Khartoum en 2006 par le Congrès Beja[432] très fortement influencé par Asmara, correspondait à une volonté de l'Érythrée de pacifier sa relation avec Khartoum à

[432] Organisation d'opposition au régime soudanais qui recrute dans l'ethnie beja vivant sur la zone frontalière avec l'Érythrée.

un moment où ses relations avec l'Éthiopie allaient de mal en pis à cause de son soutien à l'Union des Tribunaux islamiques dans le centre-sud de la Somalie [433].

Depuis, le président érythréen a soufflé le chaud et le froid sur sa relation avec le MPLS, perçue par les dirigeants sud-soudanais comme de moins en moins productive. En effet, Asmara n'a pas hésité à condamner la corruption au sein du MPLS, puis à affirmer que l'unité du Soudan était la meilleure solution pour ce pays, une posture qui tient à la fois d'une volonté d'approfondir la normalisation avec Khartoum et à la croyance en l'exceptionnalité du cas érythréen.

Aujourd'hui, le presque *casus belli* est plutôt la part (belle) que font les Sud-Soudanais à l'Éthiopie. Mais l'Érythrée est aussi contrainte par un dispositif régional en pleine reconfiguration et par des sanctions internationales, en vigueur depuis décembre 2009, liées à son attitude vis-à-vis de la Somalie.

Le régime libyen actuel a un avenir limité et il est peu probable que son successeur affiche les mêmes objectifs dans la région et donne à ses alliés (dont l'Érythrée) les mêmes moyens pour y parvenir. Khartoum en bénéficiera davantage qu'Asmara. La même remarque vaut pour l'Égypte, avec qui l'Érythrée avait esquissé un rapprochement sur la base de la contestation des ambitions éthiopiennes sur le Nil.

Il reste néanmoins deux opportunités importantes. La première est la possible reprise d'opérations militaires au Darfour par des insurgés soutenus par Kampala et Juba. Très vite, Asmara pourrait utiliser les amitiés tissées lors des épisodes précédents de la crise, même si l'absence de moyens financiers limite son influence.

L'autre opportunité pourrait être l'hospitalité fournie à terme à de nouveaux mouvements régionalistes soudanais – en dehors du Darfour – en délicatesse avec Khartoum. Mais on resterait alors dans le cadre de cette alliance paradoxale définie à l'été 2006 entre Khartoum et Asmara.

1.2. *Éthiopie : l'ambition de ses moyens ?*

L'Éthiopie de Meles Zenawi a sans aucun doute été le grand vainqueur des deux dernières décennies, jusqu'au faux pas qu'a représenté la répression violente des élections de 2005 (trop visible pour être niée internationalement) et à l'énorme erreur de calcul qu'a été l'intervention militaire en Somalie (décembre 2006-janvier 2009)[434].

433 Roland Marchal, « Somalie : un nouveau front anti-terroriste ? », *Les Études du CERI*, n° 135, 2007.
434 Au lieu de défaire les mouvements islamistes, cette intervention a donné une seconde vie à la tendance djihadiste au sein de l'Islam politique somalien.

Par rapport au Soudan, Addis-Abeba a durant les années 1990 eu une posture beaucoup plus mesurée qu'Asmara[435]. Cependant, l'Éthiopie n'a guère goûté la tentative d'assassinat, qui impliquait Khartoum, d'Hosni Moubarak à son arrivée à un sommet de l'OUA en juin 1995. Mais, à l'opposé de l'Érythrée va-t-en-guerre, les dirigeants éthiopiens ont su jouer une partition plus complexe, obtenant un soutien occidental multiforme et la mise au rencart des ambitions de groupes islamistes opérant sur leur territoire grâce à une action déterminée de Khartoum. La guerre contre l'Érythrée en 1998 a donné l'occasion d'un réchauffement important des relations avec Khartoum qui s'est traduit par l'isolement de l'Érythrée et, surtout, par un accroissement important des relations économiques afin de tempérer les problèmes créés par l'enclavement de l'Éthiopie.

Les deux partis au pouvoir à Addis-Abeba et Juba partagent, sinon la même idéologie, du moins un même présupposé fondamental : la certitude qu'ils sont les seuls légitimes à diriger leur pays à cause de la guerre qu'ils ont menée pendant des années. Le multipartisme n'est accepté que comme un mal nécessaire pour plaire aux donateurs, mais non comme ouvrant la possibilité d'une alternance au pouvoir.

Au-delà de cet aspect idéologique, les deux pays ont des intérêts communs, à commencer par la sécurisation d'une longue frontière commune où les heurts et les conflits armés intercommunautaires sont fréquents et meurtriers. Cette frontière, toujours non délimitée, est une zone qui pourrait aussi receler d'importantes matières premières énergétiques ou minières.

Depuis 2002, et encore plus après janvier 2005, le triangle Addis-Abeba/Juba/Khartoum est devenu à la fois incontournable et en même temps sujet à des périodes de fièvre. Si Addis-Abeba a toujours montré une inquiétude vis-à-vis du rapprochement entre Khartoum et Asmara, le régime éthiopien a tenu à informer directement Khartoum de ses actions au Sud-Soudan afin de souligner qu'il traitait également les deux régimes. Cette posture peut durer dans la période qui s'ouvre avec l'indépendance formelle du Sud-Soudan mais elle sera beaucoup plus délicate à gérer, en premier lieu parce que les relations entre Khartoum et Juba ne seront pas très sereines.

Surtout, Addis-Abeba va devoir arbitrer des intérêts délicats à faire coexister dans un tel contexte. En effet, le pétrole est au Sud, et l'indépendance du Sud-Soudan laisse augurer que la logistique de l'approvisionnement éthiopien devra évoluer, sauf accord (aujourd'hui improbable) entre Khartoum et Juba. De même, au niveau sécuritaire, l'Éthiopie et le Sud-Soudan ont de nombreux points communs et les mêmes alliés internationaux (d'Israël aux États-Unis en passant par l'Union européenne). Cependant, les infrastructures portuaires et routières qui permettent un approvisionnement moins coûteux du Nord et de l'Ouest éthiopiens sont situées au Nord-Soudan et il faudra ne pas mécontenter Khartoum – même si

435 La première grande offensive de Khartoum après le coup d'État de juin 1989 au Sud-Soudan est rendue possible par le transit de ses troupes sur le territoire éthiopien au printemps 1992. Difficile de croire qu'Addis-Abeba n'avait pas donné son accord.

l'État soudanais a tout intérêt à générer de nouvelles activités économiques pour pallier la diminution des revenus pétroliers.

Enfin, les questions frontalières ont pour l'instant été gérées avec beaucoup de tact par les parties prenantes, pour peut-être éviter de devenir les otages de rivalités locales et d'accrochages sans réelle gravité mais qui pourraient prendre de l'ampleur – comme cela a failli être le cas dans l'État de Gedaref, où des affrontements ont eu lieu entre forces de l'ordre et paysans éthiopiens accusés d'avoir occupé indument des terres soudanaises.

Cette appréciation des choix se fait également dans un contexte géopolitique marqué, comme on le verra plus loin, par le débat sur le Nil et la crise somalienne où Addis-Abeba doit contrecarrer les ambitions et les objectifs de Khartoum, qui sympathise avec les islamistes au sein du Gouvernement fédéral transitoire, mais aussi de Kampala, sans même évoquer les réticences kenyanes sur certains projets de barrage qui auront un impact sur le lac Turkana…

1.3. Le Sud-Soudan comme nouvelle frontière de l'Ouganda et du Kenya

Sans grande surprise, compte tenu des conditions dans lesquelles la guerre au Sud-Soudan des années 1990 a été menée, le Kenya et l'Ouganda apparaissent à terme comme les grands gagnants économiques de l'indépendance du Sud-Soudan.

Ces deux pays ont joué des rôles différents mais vitaux dans l'appui au MPLS et sa logistique depuis l'effondrement du régime éthiopien en 1991[436]. John Garang et les cadres de son mouvement ont en effet bénéficié de l'hospitalité du Kenya qui a officiellement parrainé les négociations de paix de 2002 à 2005. Depuis lors, les entreprises kenyanes ont été le fer de lance des investisseurs au Sud-Soudan et y sont aujourd'hui dans une position dominante dans les services et la grande distribution. Cette situation n'est évidemment pas due au seul *soft power* du Kenya mais également aux liens personnels tissés depuis des années entre des commandants de l'APLS et les milieux dirigeants kenyans.

L'amitié entre le président ougandais et le dirigeant de l'APLS (le MPLS étant alors plus virtuel que réel) n'était pas feinte mais n'excluait pas les affaires, petites et grandes. Si l'Ouganda a été dans la guerre le pays de transit des armes, munitions et autres approvisionnements pour l'APLS, les militaires ougandais en ont tiré quelque profit.

Depuis lors, la donne a changé et les liens privilégiés de Yoweri Museveni et d'officiers supérieurs ougandais avec des dirigeants de cette période ont été mobilisés pour poursuivre les affaires. Surtout, les Ougandais fournissent la main-d'œuvre des multiples projets internationaux, des quelques entreprises de services et de la petite distribution, même si les

---

[436] International Crisis Group, « Sudan : Regional Perspectives and the Prospect of Southern Independence », *Africa Report*, n° 159, 2010; R. Marchal, « The Regional Dimensions of Sudanese Politics », *in* Coll., *Sudan : No Easy Ways Ahead*, Berlin, Heinrich Böll Foundation, 2010, p. 79-96.

incidents sont nombreux à cause du comportement parfois violent de leurs partenaires sud-soudanais.

La posture du président ougandais n'est pas seulement liée aux prébendes qu'il compte tirer d'une telle histoire : c'est plus fondamentalement une seconde tentative, après celle dans les Grands Lacs, de jouer un rôle géopolitique régional en bonne intelligence avec les intérêts occidentaux dans cette zone.

D'une part, l'Ouganda a une influence déterminante sur la Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom), au point d'être capable de jouer à Mogadiscio une carte différente de celle de l'Éthiopie. Cette implication en Somalie donne à l'Ouganda des moyens sans commune mesure avec ce que le budget national pouvait allouer à ses militaires[437].

De l'autre, l'Ouganda s'est arrogé un nouveau rôle dans les conflits soudanais au nom de l'éradication de l'Armée de résistance du Seigneur et de la solidarité vis-à-vis des mouvements de libération. Sans doute à la demande de la direction du MPLS, mais certainement aussi sur la base de ses intérêts bien compris, l'Ouganda accueille aujourd'hui les mouvements insurgés darfouris, octroie villas et protection à leurs chefs et entraîne leurs troupes. Les effets de cet appui sont manifestes dans les diverses réconciliations entre factions rivales darfouries auxquelles on assiste à l'aube de la signature d'un nouvel accord de paix mort-né pour le Darfour.

Les motivations du président ougandais ne relèvent pas du seul champ militaire car, derrière cette implication, il y a une volonté d'arrimer le Sud-Soudan à ses voisins du Sud en sachant que ce dispositif engendrerait des gains substantiels pour l'Ouganda en termes de marchés, de bassins d'emploi mais aussi d'élaboration d'une économie régionale du pétrole (voir *infra*).
Ce positionnement est aussi instructif dès lors qu'on considère la densification des relations régionales et les compétitions en cours, que cela soit vis-à-vis de l'Union européenne (accord de partenariat économique) ou des États-Unis – plus réservés aujourd'hui qu'hier sur la capacité du régime éthiopien à maintenir sa stabilité interne à un prix politiquement acceptable.

1.4. *Un appui diplomatique accru de la Libye et de l'Égypte à l'égard de Khartoum*

Paradoxalement, le régime soudanais au pouvoir depuis juin 1989 est sans doute celui qui dans les prochains mois bénéficiera le plus du printemps arabe. Certes, à Khartoum et à Juba, les opposants font leurs comptes et tous estiment que la corruption du régime, la difficulté des conditions de vie actuelles – y compris dans la capitale, lieu le plus privilégié du pays – et l'impasse politique fournissent de bonnes raisons d'espérer un soulèvement populaire malgré la répression très brutale d'une première tentative en février 2011.

---

437 Charles Onyanbo-Obbo, « In East Africaa Silent Drama is Unfolding and No one is Paying Attention », *The East African,* 2 mai 2011.

Au risque de se tromper magistralement, il faut souligner une importante différence entre ces processus révolutionnaires régionaux et la situation nord-soudanaise qui rend ce scénario improbable. La population en général reste convaincue que ce qui arrive aujourd'hui au (Nord-)Soudan est largement le fait d'une grande conspiration internationale. On peut y voir une victoire de la propagande du PCN ou l'incrédulité d'une population face à ses propres errements, mais ce dispositif rend difficile une montée en puissance d'une opposition au régime, et ce d'autant plus que les forces politiques qui pourraient offrir une alternative ont une crédibilité minimale.

Lorsqu'on considère les transitions brouillonnes en cours en Tunisie et en Égypte, quelle qu'en soit l'issue, il fait peu de doute que les Frères musulmans (ou la tendance islamique) jouiront d'une nouvelle influence sur la gestion des affaires. Il ne s'agit pas ici de prétendre qu'ils vont défendre les mêmes politiques, éventuellement anti-occidentales. Au contraire, les intérêts d'État et l'ouverture démocratique auront des effets complexes et aboutiront à des résultats originaux. Mais une chose est sûre : le Nord-Soudan, qui a cultivé des liens avec ces organisations de la mouvance islamiste, ne sera ni maltraité, ni isolé.

Au contraire, la fin du positionnement pro-israélien et pro-américain du Caire, la compétition pour les eaux du Nil et les liens tissés entre armées soudanaise et égyptienne, notamment après 2000, vont fournir les réseaux d'amitiés utiles pour gérer certains problèmes internationaux et éviter les diktats occidentaux sur la politique intérieure mais aussi régionale.

Le cas de la Libye est aussi intéressant car le soutien de Khartoum aux dissidents de Benghazi, soutenus eux-mêmes par les pays occidentaux, doit nous rappeler que les intérêts les plus divergents peuvent parfois converger. En effet, les relations entre les régimes soudanais et libyen ont été compliquées avant même le coup d'État de juin 1989 : la Libye s'était opposée à Hissène Habré au Tchad, avait soutenu les diverses oppositions armées à son régime et eu son rôle dans la première grande conflagration au Darfour entre 1987 et 1989. Depuis 2003, les relations étaient devenues très difficiles à cause de l'appui que Tripoli donnait à certains mouvements darfouris et de son alliance avec le Tchad (qui assurait le transit d'une partie de ces équipements).

Idéologiquement, tout séparait le régime islamiste au pouvoir après le coup d'État de juin 1989 et le dirigeant libyen, plus hétérodoxe sur l'Islam et sur ses alliances ; pourtant les relations entre les deux pays ne s'étaient pas détériorées, en grande partie en raison des sanctions internationales qui ont frappé la Libye dès 1992.

Très clairement, le régime soudanais parie sur l'opposition de Benghazi en sachant que celle-ci, tôt ou tard, sera déterminante dans la composition du nouveau régime libyen. En se comportant ainsi, Khartoum rend service à certains pays arabes (et occidentaux) mais parie aussi sur une aide massive allouée par le nouveau régime (au moins temporaire) qui récompensera son appui à un moment délicat.

2. Problèmes régionaux

Trois grands problèmes sont posés par l'indépendance du Sud-Soudan. Aucun n'est réellement rédhibitoire mais tous exigent une grande attention de la part des acteurs locaux et internationaux pour éviter une escalade diplomatique, et peut-être des tensions qui pourraient déboucher sur la violence. Si l'exposition qui suit tend à durcir le trait, il ne faudrait pas croire que la guerre est la seule conclusion qui s'impose, mais plutôt que les États de la région et la communauté internationale vont devoir être plus imaginatifs qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent.

Le premier problème a une actualité redoublée puisqu'il met en cause très directement l'Égypte et concerne le partage des eaux du Nil. Il s'agit à la fois d'un problème économique, humain, et de polarité régionale dans la mesure où les pays de l'amont entendent dicter un *aggiornamento* qui ne peut qu'être coûteux pour l'Égypte et le Nord Soudan. Les transformations politiques en Égypte, notamment l'arrivée prévisible et en nombre des Frères musulmans dans le nouveau gouvernement égyptien, redoublent un antagonisme entre le Nord-Soudan et l'Égypte, tous deux partisans du *statu quo*, et l'Éthiopie alliée aux pays riverains en amont, même si tous disent vouloir le résoudre par la seule discussion.

Le second problème est lié aux questions de frontière et s'inscrit dans un double dispositif. D'abord, comme jeune État dont le nationalisme est le principal ciment, le Sud-Soudan aura à cœur de marquer sa souveraineté sur des terres qui, au fil des années de crise, auraient connu une annexion rampante de la part des populations frontalières, notamment le long de la frontière avec l'Ouganda. Cela concerne bien sûr le difficile tracé de la frontière entre Nord et Sud mais le problème est plus général. De plus, au-delà de l'accession du Sud-Soudan à l'indépendance, une économie pétrolière régionale est en train de prendre forme dans la mesure où des découvertes substantielles dans les blocs B et E au Sud-Soudan, l'exploitation du pétrole ougandais et la possibilité d'identifier des champs pétroliers offshore au Nord du Kenya, à proximité de la frontière somalienne, fournissent les conditions macro-économiques pour la construction de nouveaux oléoducs capables d'acheminer l'huile vers l'océan Indien, sans doute, comme on le prétend, vers un nouveau complexe portuaire qui serait construit près de Lamu[438]. Or il est plausible que certains champs pétroliers se trouvent sur les zones frontalières.

Le troisième problème est le rééquilibrage en cours dans la grande région qui met aux prises deux organisations sous-régionales aux finalités très différentes. La première est l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad) et la seconde, la Communauté est-africaine. Dans cette compétition est remis en cause le statut de puissance de l'Éthiopie alors que l'Ouganda affirme de nouvelles ambitions régionales, cette fois-ci non plus dans la région des Grands Lacs mais dans la Corne de l'Afrique.

[438] Benjamin Augé, « L'enjeu pétrolier dans un Soudan éclaté », *Politique Africaine*, 2011, n° 122.

2.1. La question des eaux du Nil

Le partage des eaux du Nil est un problème ancien auquel on a fini par ne plus prêter attention[439] et l'une des grandes questions géopolitiques qui n'ont fait, étrangement, l'objet d'aucune négociation entre le MPLS et le PCN entre 2002 et 2005.

Le partage des eaux du Nil a fait l'objet de plusieurs accords durant la période coloniale (le plus important étant celui de 1929 donnant à l'Égypte un droit de veto sur tout projet affectant le Nil). Le dernier, conclu en 1959 entre Khartoum et Le Caire, confirmait une claire prééminence de l'Égypte. Cette situation n'était pas injustifiée dans la mesure où l'Égypte, à l'inverse des autres pays riverains, ne peut pas compter sur les pluies pour développer son agriculture, et dans la mesure où l'allocation globale d'eau par habitant y est inférieure de près de 20 % au seuil limite défini internationalement. Cependant, ces accords mettaient hors-jeu les besoins, notamment énergétiques, des autres pays.

La croissance démographique et, surtout, l'arrivée de la Chine sur le continent (tout particulièrement en Éthiopie) ont évidemment suscité une volonté de réforme. L'Éthiopie a fait valoir que le Nil bleu était le principal pourvoyeur d'eau du Nil et que des projets hydroélectriques ambitieux pourraient permettre un saut qualitatif de la forte croissance que connaît ce pays depuis 2005 (environ 11 % par an). D'autres pays riverains ont également mentionné des projets hydroélectriques, mais qui n'ont pas l'ambition ni l'impact de ceux envisagés en Éthiopie.

En mai 2010, au sein de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN[440]), l'Éthiopie obtenait le soutien de pays en amont du Nil blanc mais aurait eu besoin d'une voix supplémentaire pour faire passer sa proposition de réallocation des eaux du Nil : celle d'un Sud-Soudan pas encore indépendant. Depuis lors, le gouvernement sud-soudanais a dû clarifier sa position, qui consiste aujourd'hui à temporiser. L'Éthiopie, n'en déplaise à son dirigeant, n'a pas non plus trouvé le financement pour ses projets, la construction du principal barrage requérant près de 5 milliards de dollars. Le gouvernement intérimaire égyptien a également calmé le jeu en demandant un peu de temps pour pouvoir reconsidérer le dossier et évaluer les offres (peu détaillées) de partenariat faites par Addis-Abeba. Mais le désaccord reste complet sur le fond. Il l'est d'autant plus à ce stade que des considérations géopolitiques sont également sous-jacentes à cette remise en cause du *statu quo*.

En effet, dans cette renégociation – ou dispute, tant les propos échangés ont été âpres en 2010 –, il est clair que se joue aussi le statut de puissance de l'Égypte relativement à l'Éthiopie. Comme analysé précédemment, tout en se gardant d'aller trop loin, les deux pays n'ont pas hésité à parler de guerre. Cette rivalité est aiguisée par le jeu israélien dans la région. Tel-Aviv est en effet le grand vainqueur des événements actuels. Sa présence au Sud-Soudan est assurée

---

439 J. Waterbury, *Hydropolitics of the Nile Valley*, Syracuse, University of Syracuse Press, 1979.

440 Créée en 1999, l'IBN rassemble les pays riverains du Nil.

notamment dans le domaine militaire et sécuritaire et ce sont des compagnies d'ingénierie israéliennes qui ont conçu les plans des grands barrages à construire sur le Nil bleu, l'affluent éthiopien du Nil. Les islamistes à Khartoum et au Caire n'ont donc pas eu grande difficulté à utiliser cet élément dans leurs critiques de l'Éthiopie.

2.2. Problèmes de frontières et économie pétrolière

Comme en Afrique de l'Ouest, la Grande Corne de l'Afrique est dans l'expectative tant la possibilité de découvertes pétrolifères y est grande. L'attention internationale est aujourd'hui concentrée sur le Sud-Soudan et les débuts de l'exploration de deux blocs (B et E) qui apparaissent fort prometteurs. En fonction des résultats, la question de l'acheminement de l'huile pourrait rebondir.

Pour l'heure, la seule solution existante est le complexe d'oléoducs qui transporte le pétrole brut jusqu'à Port-Soudan. C'est ce monopole qui fournit à Khartoum le principal moyen de pression sur Juba (même s'il en existe d'autres, liés aux échanges commerciaux totalement déséquilibrés en faveur du Nord). En effet, même si le gouvernement du Sud-Soudan peut imaginer réduire la quantité de pétrole acheminée vers le Nord, il ne peut tenir une telle position longtemps sans mécontenter les réseaux de patronage et de corruption à l'intérieur même de l'appareil gouvernemental et du MPLS.

La recherche d'une alternative s'inscrit en fait dans un double contexte, local comme on vient de le décrire mais aussi plus régional, car l'Ouganda devient également un producteur de pétrole et aura besoin à terme de résoudre le problème de son enclavement. L'existence d'un oléoduc débouchant sur un grand port de l'océan Indien est donc un facteur dynamique de ses revenus pétroliers. Quant au Kenya, il est également intéressé à lancer la prospection pétrolière dans la zone frontalière avec la Somalie, notamment offshore[441].

Il est difficile aujourd'hui de prévoir les développements de ces scénarios. Il y a peu d'information publique et la presse se fait plutôt le porte-parole des espoirs (toujours infondés) des États de la région. Reste que cette dynamique suggère une réappréciation d'une question souvent laissée dans les limbes depuis l'indépendance : la délimitation des frontières.

On a mentionné l'échec d'une proposition d'accord entre le Kenya et la Somalie, qui concernait le socle offshore. Mais il y a plus, et on peut déjà entrevoir des discussions entre différents pays. Sont ainsi en cours des négociations entre l'Ouganda et le Sud-Soudan. Une commission frontalière entre l'Éthiopie et le Sud-Soudan est également programmée. On peut anticiper à terme que ce problème se posera avec la Centrafrique depuis qu'un contrat d'exploration a été octroyé à une compagnie chinoise dans la zone des trois frontières.

[441] Ce fut l'occasion d'un pataquès diplomatique avec le gouvernement transitoire somalien qui n'honora ni le Kenya ni les Nations unies conduites alors par Ahmedou Ould Abdallah.

Il faut bien sûr raison garder. La délimitation des frontières n'implique pas mécaniquement une crise diplomatique entre pays concernés et les bonnes relations d'aujourd'hui peuvent augurer de règlements consensuels. L'expérience érythréenne – mais le conflit avec Addis-Abeba ne se limitait pas initialement à un conflit frontalier – rappelle cependant qu'un jeune État se conçoit toujours comme spolié par ses puissants voisins (ce qui était fondé dans le cas érythréen) et adopte une posture très nationaliste dans la négociation.

C'est ce qu'on voit dans la négociation autour de la question d'Abyei[442] mais cela se produira à terme également lorsque la délimitation de la frontière entre Nord et Sud-Soudan sera entreprise, sans évoquer ici les autres pays riverains. La probabilité de tensions n'est pas forcément liée à la position défendue par le gouvernement à Juba : elle est plus souvent l'effet des ambitions politiques locales et du chevauchement de certains antagonismes ethniques des deux côtés d'une même frontière[443].

L'actualité de cette question frontalière va bien sûr être fonction de différents paramètres, la probabilité de la découverte de ressources naturelles étant sans doute le premier d'entre eux. Reste que l'appétence pour une économie rentière incitera rapidement les élites sud-soudanaises, une fois l'hypothèque d'une guerre avec Khartoum levée, à s'intéresser à cette problématique qui peut rapporter gros.

2.3. Rééquilibrage entre Igad versus Communauté est-africaine

Au-delà des politiques nationales, est peut-être en train de se jouer dans l'indépendance du Sud-Soudan et la crise somalienne un rééquilibrage de zones d'influence ou, en tout cas, la déconstruction d'un hégémon régional, l'Éthiopie. Traditionnellement, c'est en effet l'Éthiopie qui constituait le centre de gravité de la région pour des raisons évidentes (à la fois démographiques, militaires et diplomatiques). Cette situation est paradoxalement remise en cause à l'heure où l'Éthiopie apparaît comme le plus grand allié de l'Occident dans la grande région.

Pour le comprendre, il faut d'une part considérer les limites diplomatiques de l'Éthiopie. Addis-Abeba est certes incontournable mais a réduit l'organisation régionale, l'Igad, à un simple instrument d'influence. Les débats y sont preemptés au point que la crise somalienne est de plus en plus gérée soit au niveau national, soit au sein de la Communauté est-africaine qui

---

442 Faisant initialement partie du Sud-Soudan, la zone d'Abyeia été rattachée au Nord-Soudan en 1956. En 1972, les accords de paix prévoyaient un référendum d'autodétermination qui n'a jamais été organisé. Cette demande a été reprise dans le texte de janvier 2005. Le scrutin d'autodétermination prévu en janvier 2011 n'a pu se tenir faute d'accord entre les parties. Abyei est occupée militairement depuis mai 2011 par l'armée nord-soudanaise.

443 Pour une illustration de ces enjeux locaux autour des frontières voir Lotje de Vries, « Négocier l'Autorité. Les micro-pratiques étatiques à la frontière du Sud-Soudan et de la République Démocratique du Congo », *Politique Africaine,* n° 122, 2011.

compte parmi ses membres le Kenya, l'Ouganda et le Burundi – c'est-à-dire trois pays dont les armées sont de façon permanente ou plus opportuniste impliquées sur le territoire somalien.

Cette différenciation des postures est aujourd'hui particulièrement apparente dans les débats qui touchent à l'extension du mandat du Gouvernement fédéral transitoire somalien, l'Éthiopie travaillant à une éviction du président actuel alors que les pays de la Communauté est-africaine s'accommodent de son maintien au pouvoir, quitte à déconsidérer les règles constitutionnelles. Il n'est pas anodin que lors du sommet d'avril 2011, les chefs d'État de la Communauté est-africaine aient envisagé l'adhésion de la Somalie à leur organisation[444].

Cette évolution se manifeste également dans la perspective d'un Sud-Soudan indépendant. En effet, l'Éthiopie peut certes enraciner son influence dans la coopération militaire et sécuritaire avec Juba mais les flux économiques du Sud-Soudan sont clairement dirigés vers le Sud puisque les infrastructures routières et l'état de l'économie éthiopienne ne laissent pas espérer des relations commerciales significatives avant longtemps.

Au contraire, le Kenya dispose des milieux d'affaires et des instruments financiers pour intervenir massivement au Sud-Soudan. Si l'Ouganda joue de ce point de vue un rôle plus secondaire, les ambitions de reconnaissance régionale de Yoweri Museveni lui font jouer un rôle qui n'est pas sans rappeler celui des années 1990 pour le Rwanda. Aujourd'hui, l'armée ougandaise entraîne les combattants des groupes insurgés darfouris alors que leurs dirigeants bénéficient d'une hospitalité généreuse à Kampala, ce qui facilite les réunifications de différents groupes.

Il ne faut pas simplement y voir un service rendu au gouvernement sud-soudanais, qui pourrait s'attirer les foudres de la communauté internationale s'il hébergeait et entraînait des mouvements armés hostiles à Khartoum, mais aussi la volonté à terme de jouer ce rôle de mentor militaire du MPLS en approfondissant les liens tissés lors de la guerre de 1983 à 2002.

La messe n'est cependant pas dite, dans la mesure où l'Ouganda entre dans une crise politique sérieuse après des élections gagnées dans des conditions discutées et une répression violente de l'opposition conduite par Kizza Besigye. De plus, la situation à Mogadiscio est paradoxale, les gains militaires significatifs de l'Amisom étant constamment fragilisés par l'incapacité du gouvernement somalien de remplir le vide politique et par l'intensification des critiques vis-à-vis du comportement des forces ougandaises, de plus en plus souvent accusées de crimes de guerre. Quant au Kenya, il n'a jamais fait preuve d'une grande appétence pour une politique régionale énergique et s'en est toujours remis à son *soft power*.

---

[444] La fin du mandat des actuelles institutions de transition est prévue le 21 août 2011. Cette différence politique marquée entre l'Éthiopie et l'Ouganda a été réitérée avec force lors de la dernière réunion du Groupe de contact international sur la Somalie à Kampala début juin (après la rédaction de cet article) : le siège éthiopien était vide alors que le président Museveni demandait une prolongation d'un an du mandat de l'actuel président somalien et de son gouvernement.

Addis-Abeba n'est donc pas dénué de moyens mais reste pris dans un réseau de relations où Khartoum et Asmara jouent un rôle central, le premier pour l'approvisionnement énergétique de l'Éthiopie, le second pour un conflit dont personne ne peut imaginer la fin, comme l'attestent les récentes déclarations belliqueuses du Premier ministre éthiopien appelant à un changement de régime.

Conclusion

La diplomatie du jeune Sud-Soudan va donc être placée devant des choix difficiles. Son intérêt stratégique est de s'arrimer à l'Afrique de l'Est, dont la forte croissance est une garantie pour son développement et congruente avec les alliances passées du MPLS. S'investir dans l'Igad est une manière de calmer certaines craintes géopolitiques de Khartoum tout en satisfaisant Addis-Abeba, mais c'est aussi se contraindre dans une organisation dont l'efficacité est aujourd'hui très limitée.

Traditionnellement deux pays jouaient un rôle stratégique pour le Soudan, l'Éthiopie et l'Égypte. Deux autres étaient apparus plus récemment comme des partenaires difficiles avec lesquels il fallait composer, l'Érythrée et la Libye.

L'indépendance du Sud-Soudan produit des recompositions importantes du paysage régional mais aussi une nouvelle définition de la région (et sans doute pourra-t-on critiquer cet article pour ne pas avoir souligné le rôle des pays du Conseil de coopération du Golfe).

Pour le dire simplement, on peut avoir l'impression que le clivage Nord-Sud au Soudan produit une nouvelle polarisation entre Égypte, Libye et Nord-Soudan d'un côté, et Kenya, Ouganda et Sud-Soudan de l'autre.

Érythrée et Éthiopie, peut-être parce qu'ils sont empêtrés dans leur propre conflit et s'essoufflent dans la crise somalienne, ou parce que le partage des eaux du Nil peut devenir un autre élément de polarisation (y compris entre Éthiopie et Kenya), ou encore parce que les rares infrastructures du Sud-Soudan vont du Nord au Sud, sont provisoirement à la marge bien qu'ils jouent un rôle important (au moins pour l'Éthiopie).

Une telle situation, si la description qui en est faite ici est valide, ne pourra durer longtemps car elle recèle certains risques de déstabilisation et, surtout, reste prisonnière de l'absence de réponse sur des questions essentielles comme le devenir du régime érythréen, la capacité des nouveaux régimes arabes à mener une politique régionale autonome de certains choix géopolitiques et la situation économique dans la grande région.

Cette analyse ne prédit pas la guerre même si elle ne l'exclut pas, mais elle souligne combien la création d'un nouvel État nous amène à redéfinir les constructions étatiques et leur mise en système dans une région redessinée.

Chapitre 18 - Mutations géopolitiques et rivalités d'États : la Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe

La Corne de l'Afrique vit en 2018 ce qui pourrait sembler un *remake* de la période de la Guerre froide. La multiplication des crises politiques intérieures fait écho à l'annonce de la prise de contrôle des ports de la région par les puissances du Golfe. La militarisation croissante de la politique de voisinage régionale renvoie à une volonté de redessiner des zones d'influence, sans qu'on comprenne très bien la nature des enjeux à moyen terme[445].

Pour tenter de démêler les différentes logiques à l'œuvre, il faut peut-être admettre au moins pour le déroulé de l'analyse qu'il y a plusieurs crises ou dynamiques tectoniques à l'œuvre simultanément : elles se nourrissent les unes des autres mais ne relèvent pas des mêmes rationalités, ce qui sans doute explique le degré de confusion actuel. Pour aller à l'essentiel, on peut schématiquement repérer trois grandes transformations en cours.

La première est proprement géopolitique et n'a que peu à voir avec les affrontements politiques et militaires qui déchirent le Yémen ou l'autre versant de la mer Rouge. Un incident permet d'en prendre la mesure : la rupture d'un accord de gestion du port container de Doraleh à Djibouti en mars 2018 qui ne peut s'analyser sans souligner la montée en puissance de la Chine dans la grande région. Il s'agit ici d'une transformation du statut de la mer Rouge dans un contexte reconfiguré par les ambitions chinoises de sécuriser un accès privilégié au marché européen et peut-être aux ressources énergétiques de Méditerranée orientale comme de l'Océan indien.

L'émergence de ce nouveau dispositif se fait pas à pas et c'est sans doute plus dans la détermination d'avancer que dans les pas accomplis jusqu'à aujourd'hui qu'il faut voir l'indice d'une évolution radicale. Les récentes déclarations du chef d'AFRICOM[446] autant que l'annonce de découvertes pétrolières et gazières en Ogaden[447] ou l'accord conclu avec les différentes autorités somaliennes (et à peine remarqué par les observateurs) portant sur la construction d'un port à Hobyo[448] convergent pour indiquer un intérêt chinois pressant pour cette région. Le tracé d'une nouvelle « Route de la Soie » maritime, les velléités indiennes de se garantir de

---

445 Annette Weber, "Red Sea: Connecter ad Divider. Disruption waves from the Arabian Gulf to the Horn of Africa", *SWP Comments*, n° 50, November 2017.

446 Mythili Sampathkumar, "General says China's control of a port in Djibouti could have 'significant' repercussions for US", *The Independent Online*, 7 March 2018, https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/us-military-general-china-djibouti-port-africa-command-a8244976.html .

447 Kaleyesus Bekele, "Oil in Ogaden", *The Reporter*, 24 March 2018.

448 Radio Dalsan, "Farmaajo Commission's Construction of Hobyo Port", 23 January 2018.

nouvelles facilités militaires dans l'Océan indien ou la volonté de la Turquie de se réinscrire dans un projet néo-ottoman en Afrique de l'Est ne doivent donc pas surprendre.

Une seconde transformation est liée plus directement à l'actualité et à la crise qui divise les États du Golfe et leurs alliés dans la grande région[449]. Plusieurs incidents précurseurs auraient pu inciter les puissances occidentales à intervenir pour éviter l'escalade actuelle dont les effets sont particulièrement tragiques sur le Yémen. La politique iranienne dans les années 2000, l'ampleur des différences de positionnement au moment des printemps arabes tant sur l'Égypte que sur la Libye, la confrontation d'agendas nationaux radicalement différents et bien d'autres indices avant la destruction méthodique et raisonnée du Yémen auraient pu mobiliser la diplomatie des grandes puissances occidentales si elle n'avait été tétanisée par son obsession d'améliorer les chiffres du commerce extérieur.

Une troisième transformation recouvre ce que Ghassan Salamé décrivait, au sortir de la Guerre froide, comme un appel d'empire[450], ressenti par des pays dont les régimes politiques sans être aux abois se sentent menacés par des oppositions internes ou par des politiques internationales interventionnistes. Cette posture n'est pas sans rappeler comment et avec quel talent les pays de la Corne de l'Afrique ont su s'inscrire dans le grand récit de la Guerre froide pour leurs intérêts bien compris et comment leurs dirigeants ont su en retirer des ressources économiques ou politiques pour allonger la survie de leur régime.

Il faut aussi se garder dans l'analyse de la période actuelle d'une illusion. Les rapports entre les deux rives de la mer Rouge sont anciens et ont aidé à la formation de civilisations qui ont souvent perduré malgré les aléas de la globalisation ou les polarisations politiques de chaque période. Ce qui fait la modernité de la donne actuelle est double.

D'une part, il s'agit de politiques et d'ambitions d'États, les peuples et l'économie de leurs relations ayant peu d'influence sur ces compétitions quasi impériales. D'autre part, alors que dans les années 1960 et 1970, les pays qui s'efforçaient de se construire en hégémon régionaux étaient la Syrie, l'Irak et l'Égypte, tous trois parangons d'une certaine conception laïciste de l'État et de la politique organisée à travers des partis uniques, aujourd'hui ce sont des États rentiers guidés par des familles régnantes qui ne s'embarrassent pas de partis politiques et peinent à reformuler un contrat social. Seule continuité, celle des hommes forts, dictateurs éclairés qui génèrent à terme les mêmes instabilités.

On peut pointer la période de ce grand basculement dans la reconfiguration internationale qui prend forme au moment de la guerre de l'Ogaden en 1977-78. Les pays conservateurs du Golfe avaient alors pesé de tout leur poids dans l'émergence ou la consolidation de mouvements

---

449 Coll., *The Qatar Crisis*, POMEPS Briefings 31, October, 2017.Gerald Feierstein, Craig Greathead, "The fight for Africa; the new focus of the Saudi-Iranian rivalry", *Policy Focus*, 2017, n° 2, September 2017.
450 Ghassan Salamé, *Appel d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris, Fayard, 1994.

armés plus conservateurs. Leur anticommunisme de façade préparait déjà la lente évolution vers une idéologie plus influencée par le salafisme politique et l'islamisme.

Qu'on se rappelle les pressions pour coopter au sein du pouvoir soudanais le Front national islamique d'Hasan al-Tourabi, les affrontements fratricides entre mouvements nationalistes érythréens alors même que les troupes cubaines aidaient à une reconquête du territoire gagné par eux depuis 1974, l'évolution aussi des oppositions armées ethniques en Ethiopie particulièrement chez les Oromos et, bien sûr, le basculement dans le camp occidental de la Somalie. Dans chaque cas, il y a bien sûr une histoire propre, des antécédents, des choix tactiques ou stratégiques mais dix ans plus tard, le doute n'est plus permis.

Chacune de ces trois dynamiques de transformation est analysée dans la suite de ce texte en plus ou moins grands détails. Si l'étude est correcte, il faut alors craindre une instabilité qui se prolongera quand bien même la crise du Golfe *stricto sensu* prendrait fin ou serait enfin contenue. Les tensions actuelles et l'incapacité des pays du Golfe dans leurs alliances respectives à les résoudre indiquent qu'aucun ordre régional n'est aujourd'hui possible sous leurs auspices[451]. On peut de toutes façons douter de la validité d'un tel scénario lorsqu'on considère ce qui s'est passé depuis juin 2017. Contrairement au pari fait, la soi-disante grande coalition internationale conduite par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) n'a pu ni conclure victorieusement la guerre au Yémen commencée en mars 2015, ni contraindre le Qatar à accepter un diktat politique[452] qui l'aurait réduit au niveau de Bahreïn. De plus, loin de marginaliser Doha, cet antagonisme a poussé à la création d'un axe Turquie-Iran-Qatar qui bénéficie d'une certaine sympathie chez des alliés traditionnels de l'Arabie saoudite comme le Pakistan et qui, surtout, garantit une pérennité au régime qatari.

La question de l'attitude américaine n'est pas réellement analysée ici. On sait les efforts mis par les dirigeants saoudiens et émiratis à faire valoir leurs vues à Washington en s'affranchissant de nombreuses règles[453]. Le Qatar n'aurait pas eu d'hésitation à faire de même s'il n'avait déjà perdu la partie dans cette course aux proches du président américain.

Reste que la nomination de John Bolton au poste de Conseiller à la Sécurité nationale après l'éviction de Rex Tillerson remplacé par un faucon doublé d'un courtisan au Département d'État (l'ancien directeur de la CIA, Mike Pompeo) fait que le scénario d'une guerre régionale, improbable il y a encore quelques semaines, est aujourd'hui une option possible. Mais, le

---

451 Asteris Huliaras and Sophia Kalantzakos, "The Gulf States and the Horn of Africa: A new Hinterland?", *Middle East Policy*, vol. XXIV, n° 4, winter 2017.
452 Patrick Wintour, "Qatar given 10 days to meet 13 sweeping demands by Saudi Arabia", *The Guardian (UK)*, 25 July 2017.
453 Ryan Grim, Alex Emmons, Clayton Swisher, "Saudi Crown Prince Boasted That Jared Kushner Was 'In His Pocket'", *The Intercept*, 21 mars 2018, accessible à https://theintercept.com/2018/03/21/jared-kushner-saudi-crown-prince-mohammed-bin-salman/. Mark Mazzetti, David Kirkpatrick and Adam Goldman, "Adviser to Emirates with Ties to Trump Aides Is Cooperating with Special Counsel", *The Washington Post*, 6 March 2018.

système américain recèle de contrepouvoirs au-delà des réticences évidentes à l'heure actuelle du Secrétaire à la Défense et l'on ne saurait présager la longévité politique de l'actuel président, compte tenu des scandales qui affectent sa vie publique et privée.

1. La revalorisation géopolitique de la mer Rouge et les ambitions chinoises

L'actualité d'une présence militaire chinoise en mer Rouge procède de plusieurs logiques. Ne relevant pas de l'expertise de l'auteur, ni du thème central de ce texte, on se contentera de mentionner que cette présence correspond sans doute à une vision de la modernisation maritime et militaire de la République populaire de Chine. Il s'agit d'une dimension importante, peut-être même essentielle, mais pour la corroborer il faudra évaluer les raisons proprement militaires qui incitent Pékin à construire une présence militaire à Djibouti, plutôt qu'à rechercher d'autres points d'ancrage en Afrique australe ou dans le golfe de Guinée où ses échanges économiques sont plus importants.

L'affirmation d'une présence militaire à Djibouti est d'abord une rupture fondamentale avec les principes qui ont guidé la politique étrangère chinoise sur le continent africain depuis ses débuts. Elle a été, dans un premier temps, justifiée par la nécessité de maintenir un dispositif maritime contre la piraterie, argument analysé plus avant.

Il semble à considérer la situation actuelle qu'il faille évoquer plusieurs autres calculs pour éclairer l'évolution de la présence chinoise dans cette zone du continent. Le second concerne la sécurité de ses ressortissants, le troisième celle de ses exportations de cette zone. Le quatrième calcul touche au rôle alloué à la mer Rouge dans la construction de la Route de la Soie qui permettrait de relier les marchés européens à la Chine. Tentons une revue de détail.

1.1. La piraterie en Somalie

A l'inverse du phénomène récurrent qu'elle représente en Mer de Chine (du sud), à proximité des côtes de l'Indonésie et des Philippines, ou du Vietnam et autour du détroit de Malacca[454], la piraterie n'a pas d'existence historique en mer Rouge. C'est seulement avec la guerre civile somalienne qu'elle prend forme pour se concentrer dans le sud de la Somalie et, surtout, dans les années 2000 autour du détroit de Bab el-Mandeb et du golfe d'Aden.

En 2008, face à la multiplication d'attaques contre des navires commerciaux, de pêche, ou transportant de l'aide humanitaire, sous l'impulsion française, une force maritime multinationale se mettait en place pour contrer les pirates et protéger l'accès à la mer Rouge et au canal de

[454] Derek Johnson and Mark Valencia (ed.), *Piracy in Southeast Asia: Status, Issues, and Responses*, Singapore, International Institute of South Asian Studies, 2005.

Suez. Cette force initialement européenne et américaine intégrait rapidement des bateaux portant pavillon asiatique : le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud y prenaient place[455]. A certains égards, cette force maritime constituait un faux semblant puisqu'une partie des nations représentées disposaient de navires qui pillaient les ressources halieutiques somaliennes même s'ils avaient conclu des contrats avec des intermédiaires somaliens, dont la valeur juridique était nulle.

Au-delà de cette « ambiguïté », la coordination entre les pavillons nationaux permit de construire un exercice de diplomatie maritime dont n'étaient pas peu fiers les Européens. Voir des flottes souvent rivales ailleurs coopérer ainsi n'était effectivement pas un mince résultat.

La piraterie était aussi une opportunité importante pour les compagnies d'assurance qui avaient imposé des surprimes significatives aux compagnies maritimes qui opéraient dans cette zone. Une étude de la Banque mondiale dont on peut critiquer certains aspects affirmait ainsi que le surcoût de la piraterie avait été de près de 18 milliards de dollars entre 2008 et 2012[456]. L'essentiel des bateaux transportaient des marchandises d'Asie vers les marchés européens et méditerranéens.Depuis 2013, la piraterie somalienne semble avoir vécu même si un sursaut d'activité est noté. Les Émirats arabes unis ont formé des gardes côtes au Puntland, des opérations de police ont réduit les bases « historiques » des pirates des années 2000 mais évidemment rien ne peut garantir une résurgence du phénomène d'autant que l'administration du Puntland – malgré une aide internationale plutôt généreuse – peine à maintenir le peu de services qu'elle a mis en place depuis sa création en 1998, corruption oblige[457].

Dans un tel cadre, maintenir une présence navale ne peut qu'être bienvenu. La construction d'une facilité militaire chinoise à Djibouti a été justifiée en 2016, comme cela avait été le cas pour le Japon, par les nécessités logistiques requises pour ces bateaux. Ce n'est que peu à peu qu'il est devenu clair que la base chinoise était un peu trop ambitieuse dans sa conception pour ne servir que pour la logistique[458].

1.2. La sécurisation des ressortissants chinois

Il est assez difficile de mesurer l'entendement de l'opinion publique chinoise (si elle existe) des relations privilégiées de leur gouvernement avec l'Afrique, notamment de l'importance de l'aide attribuée par Pékin à ses correspondants en Afrique. On peut présumer d'un certain cartiérisme,

---

455 Lauren Ploch, Christopher Blanchard & alii, *Piracy off the Coast of Somalia*, Congressional Research Service, 27 April 2011.

456 Do, Quy-Toan. 2013. *The pirates of Somalia: ending the threat, rebuilding a nation,* Washington DC, World Bank. January 2013, http://documents.worldbank.org/curated/en/182671468307148284/The-pirates-of-Somalia-ending-the-threat-rebuilding-a-nation

457 Jason Patinkin, "Somalia's Pirates Are Back in Business", *Foreign Policy, 9 April 2017, http://foreignpolicy.com/2017/04/09/somalias-pirates-are-back-in-business/*

458 Erica Downs, Jeffrey Becker and Patrick de Gategno, *China's Military Support Facility in Djibouti: The Economic and Security Dimensions of China's First Overseas Base*, July 2017, *https://www.cna.org/CNA_files/PDF/DIM-2017-U-015308-Final2.pdf*

qui rappelle l'attitude de la masse des Iraniens vis-à-vis du Liban (et du Hizbollah) : lors d'un récent tremblement de terre au Kurdistan iranien, la télévision a diffusé le témoignage d'une victime qui se désolait de n'être pas libanaise car « au Liban, l'État iranien intervient immédiatement pour secourir ses alliés tandis que sa propre population doit attendre… ».

Le débat sur la sécurité des ressortissants chinois en Afrique est un sujet sensible. En 2007, une organisation de l'opposition armée éthiopienne – Le Front de libération de l'Ogaden (ONLF) – a attaqué un campement d'une compagnie chinoise qui menait une campagne d'exploration pétrolière et a tué plus de 60 travailleurs chinois[459]. La presse chinoise a fait état des réactions populaires qui s'indignaient de l'incapacité de leur gouvernement de protéger leurs compatriotes à l'étranger, et demandaient pourquoi on aidait des criminels, confondant rapidement État éthiopien et rebelles. La réaction des autorités chinoises a été à la mesure de cette colère : Addis-Abeba a été sommé de remettre de l'ordre. Le gouvernement éthiopien a mené pendant l'été et l'automne 2007 un véritable blocus de la région concernée avec des conséquences humanitaires désastreuses pour la population.

Le second coup de semonce est bien sûr la Libye au printemps 2011. La Chine a pu grâce à l'aide des navires occidentaux rapatrier ses citoyens basés en Libye (dont elle avait manifestement sous-estimé le nombre) mais l'alerte a été chaude et l'appui occidental une humiliation puisqu'au même moment la Chine critiquait (avec raison) la lecture de la résolution 1973 d'avril 2011 du Conseil de sécurité de l'ONU qu'utilisaient la France, le Royaume Uni et les États-Unis pour intervenir en Libye.

Le troisième rappel était évidemment le Sud-Soudan où les différentes factions du régime ont montré une absence totale de respect pour les engagements internationaux et humanitaires de leur jeune État. Les Nations unies ne brillaient guère (un commandant de la force, un général kenyan était même mis à pied) dans l'application d'un mandat qui mettait pourtant l'accent sur la protection des civils.

Aujourd'hui, la Corne de l'Afrique est l'une des zones où le nombre de ressortissants chinois reste élevé – surtout en Éthiopie et au Soudan - à un moment où la possibilité de crises politiques violentes est la plus grande[460]. L'Ethiopie évidemment est le pays où les projets sont les plus nombreux. Mais il faut aussi considérer le Soudan (anciennement Nord-Soudan), les regroupements au Sud-Soudan et même la Somalie où des entreprises chinoises en petit nombre sont présentes (région de Boorama, Sool, Nugaal, Mogadiscio). Reste qu'une telle sollicitude pour des citoyens de base ne peut qu'étonner.

---

[459] Jeffrey Gettleman, "Ethiopian Rebels Kill 70 at Chinese-Run Oil Field", *The New York Times*, 25 April 2007.

[460] Une estimation, sans doute la plus basse, est d'environ 19,000 travailleurs chinois (pour ce qui concerne les projets d'État chinois) en 2016 dans les pays de la Corne de l'Afrique. Voir http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa/

1.3. Construire et sécuriser les infrastructures pour l'exportation

L'Afrique de l'Est, de façon générique, est une zone du continent africain où les prospections notamment dans le secteur énergétique sont les plus tardives. Une carte des ressources minérales et énergétiques aujourd'hui doit donc être considérée avec précaution. La Tanzanie n'a pas encore réellement commencé l'exploitation des importantes réserves gazières qu'elle partage pour une part avec le Mozambique. Les explorations en Ouganda se poursuivent (comme les débats sur l'institutionnalisation du secteur) même si l'on sait que l'Ouganda est désormais capable de produire plus de 300,000 b/j. Les découvertes au Kenya sont plus rudimentaires à ce stade mais peu d'opérateurs imaginent qu'on puisse en rester là. La Somalie, comme le Sud-Soudan, est le pays des rumeurs les plus optimistes. L'Ethiopie, enfin, ne cache plus ses ambitions et l'annonce récente de découvertes significatives en Ogaden montre que le rêve n'est pas forcément loin de la réalité.

Le Soudan a été le pays test pour la Chine[461] et d'une certaine manière, malgré les déconvenues et un intérêt qui prend en compte les pays du golfe de Guinée, les opérateurs chinois ne sont pas disposés à plier bagage.

Une des caractéristiques de la politique chinoise en Afrique est qu'elle s'inscrit dans la durée : elle n'est pas dictée par la recherche d'opportunités immédiates[462]. En ce sens, on doit considérer la présence chinoise et les paris qui sont faits par Pékin. Lorsqu'il signa un accord avec les autorités de Galmudug et le gouvernement central pour la construction d'un port à Hobyo et la construction ou réhabilitation de routes jusqu'à Beled Weyne, beaucoup d'observateurs sourirent. La Chine arrivait en retard puisque les Émirats arabes unis avaient déjà conclu des accords avec les « vrais » ports de Berbera, Boosaaso, Kismaayo et même Baraawe. Quelques mois plus tard, on réalise mieux que les EAU ont beaucoup promis mais se retrouvent empêtrés dans des débats dont ils ne sortiront pas sans perdre des plumes (sur la souveraineté de la Somalie) et que les promesses faites aux uns et aux autres sont souvent revues à la baisse. Il fait en revanche peu de doutes que la Chine peut construire un port qui permettrait de faire l'interface avec le marché international (i.e., un vrai port et non une plage aménagée comme l'est aujourd'hui Baraawe) et les infrastructures routières nécessaires. L'accord ne soulève aucun problème juridique à l'inverse de ce qui s'est conclu pour Berbera.

1.4. La Route de la soie maritime

Enfin, la Chine de Xi Jinping est nourrie d'une ambition mondiale dont l'une des expressions est l'établissement de routes de la soie terrestre et maritime qui permettraient aux biens chinois d'accéder sans difficulté aux marchés eurasien et méditerranéen. De fait, le tracé de la route

461 Luke Patey and Daniel Large (ed.), *Sudan Looks East: China, India, and the Politics of Asian Alternatives*, Oxford, James Currey, 2014.
462 Luke Patey, *The new Kings of crude*, London, Hurst and Co. 2014.

maritime indique clairement l'importance qu'acquiert aujourd'hui la mer Rouge dans la réalisation de ce projet[463].

On peut sans doute corréler cette importance avec l'attitude de l'Inde qui s'est comme son grand rival asiatique bien éloignée de la doctrine du non–alignement et tente aujourd'hui d'obtenir aussi des facilités pour ses navires de guerre dans le Bassin de l'Océan indien[464]. Il y a, comme pour la Chine, la volonté de sécuriser des flux commerciaux (son approvisionnement pétrolier notamment) et New Dehli ne veut pas être exclue du grand partage des zones d'influence que semblent appeler la politique américaine actuelle et les ambitions régionales de certains pays au Moyen Orient.

La problématique de la Route de la Soie subsume tous les aspects évoqués précédemment. La possibilité d'une base militaire située « à mi-chemin » entre l'Europe et l'Asie manifeste la préoccupation de la Chine pour la sécurisation d'une voie maritime qui fait par ailleurs l'objet des convoitises d'une région divisée quand bien même Pékin entretient de bonnes relations avec tous les camps.

En affichant sa disponibilité à remplacer les soldats qataris qui faisaient de l'interposition sur la frontière entre Érythrée et Djibouti, les responsables chinois faisaient un triple pari. D'abord, contrairement à ce qu'on leur reproche au Sud-Soudan, montrer une capacité à remplir des tâches militaires qui vont au-delà de la simple protection de leurs concitoyens tout en restant dans un cadre délimité d'interposition traditionnelle typique du maintien de la paix selon le chapitre 6 de la Chartre des Nations unies. Ensuite, justifier leur présence militaire à Djibouti en évitant un vide qui aurait pu éventuellement fournir une opportunité pour des *spoilers* (d'un côté ou de l'autre) de dégrader la situation sécuritaire. Enfin, souligner en creux que l'association à des puissances riveraines comme l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis après le Qatar ne peut suffire pour construire un ordre régional stable puisqu'une opération aussi modeste que celle sur la frontière entre Djibouti et l'Érythrée n'a pu être remplie par aucun membre de la grande alliance internationale conduite par Riyad.

Le succès de cette Route de la Soie ne peut en aucun cas dépendre seulement de la présence d'une base militaire qui reste d'ampleur modeste eu égard au complexe de conflits dans la grande région. Cette réussite se joue ailleurs dans la redéfinition des règles du commerce international et de la politique américaine : sur ces questions-là l'incertitude est grande et les réponses dépendront de l'émergence d'un hégémon dans la mer Rouge.

463 Thierry Pairault, *Djibouti et les routes électroniques de la soie*, 4 février 2018, accessible à https://pairault.fr/sinaf/index.php/les-afriques-et-la-chine/les-nouvelles-routes-de-la-soie/1248-djibouti-et-les-routes-electroniques-de-la-soie

464 Julien Bouissou, « L'Inde accélère son rapprochement avec le Moyen-Orient », *Le Monde*, 26 février 2018.

2. Des États rentiers du Golfe en quête d'hégémonie dans la Corne de l'Afrique

Perçue par les États de la Corne de l'Afrique, la crise du Golfe telle qu'elle a pris sa forme actuelle s'inscrit dans un temps relativement court même s'il faut se remémorer une histoire sur la longue durée pour en prendre toute la mesure. En l'espace de quelques années, les bases militaires internationales se sont accrues : Assab, Djibouti, Berbera. Ces dernières sont plus le symptôme d'une incertitude régionale que l'affirmation d'une plus grande sécurité. Ces enclaves augurent aussi d'une diplomatie de la canonnière d'une autre époque. Simultanément, elles traduisent une inquiétude sur la réussite des transformations annoncées pour la prochaine décennie. Si l'Arabie saoudite se tient à son plan de route, on devrait assister à des investissements massifs dans les zones les plus peuplées de la côte de la mer Rouge et donc à un accroissement supplémentaire de leurs démographies. En regard, l'autre rive de la mer Rouge ne laisse guère espérer la sécurité pour mener à bien ces objectifs très ambitieux : il y a une multiplicité de points de tension (Soudan/Égypte, Soudan/Érythrée, Érythrée/Djibouti, Somaliland/Somalie), sans oublier une crise interne en Ethiopie dont le règlement apparaît distant tant elle met en cause les fondements du régime actuel.

2.1. La militarisation des politiques de voisinage

Pendant des décennies, les États du Golfe n'ont pas fait la démonstration de leur « hard power » et ont surtout influencé la destinée des États et des populations de la Corne de l'Afrique grâce à leurs revenus pétroliers et l'activisme de leurs associations caritatives islamiques. En retour, les pays de la Corne disposaient d'un accès plus ou moins privilégié aux bassins d'emploi que constituaient les économies rentières du Golfe, d'où l'importance des envois d'argent de la diaspora dans les économies nationales depuis au moins trois ou quatre décennies.

Une succession d'événements a profondément modifié cette donne et a abouti à une militarisation des politiques de voisinage dans la région. On peut sans doute considérer que l'élément déclencheur est la posture qu'adoptait le nouveau président iranien après 2005 et sa volonté de mimer d'autres pays émergents en ambitionnant une coopération sud-sud qui visait à se construire une clientèle sur le continent africain. Certes, il existait déjà une présence iranienne au Soudan mais celle-ci était conçue comme une possible monnaie d'échange avec les États-Unis et demeurait relativement limitée même si Israël multipliait les accusations sur des envois d'armes au Hamas palestinien à partir du Soudan en suivant la côte de la mer Rouge.

La tentative iranienne de prendre pied en Érythrée et d'obtenir des facilités militaires et portuaires à Assab a suscité l'ire et la consternation éthiopienne car Addis-Abeba craignait que cet appui extérieur ne desserrât le nœud des sanctions et fournisse des ressources économiques et militaires vitales pour la survie du régime érythréen. Cette présence a également souligné une faiblesse stratégique de l'Arabie saoudite puisque des navires de guerre iraniens localisés dans

les eaux territoriales érythréennes pouvaient menacer une ville aussi importante que Djeddah[465]. Il n'est pas sûr qu'il faille suivre les analystes américains déclarant que l'Iran pouvait alors alimenter en armes les Houthis yéménites. Les spécialistes du pays sont autrement plus prudents et surtout soulignent que le trafic d'armes passait par les proches d'Ali Abdallah Saleh, grand allié des États-Unis. Ont aussi été évoquées des livraisons d'armes à l'organisation djihadiste somalienne mais, si tel fût le cas, elles n'ont pas eu l'ampleur dite. Beaucoup d'allégations et bien peu de vérifications indépendantes.

Les « Printemps arabes », notamment la mise à l'écart d'Hosni Moubarak et l'arrivée au pouvoir d'un Frère musulman, Mohamed Morsi, ont également tétanisé le régime saoudien qui n'a pu accepter le lâchage orchestré par l'Administration Obama et encore moins la victoire symbolique du Qatar qui manifestait une fois de plus l'influence de ses moyens d'information et ses liens avec les courants islamistes[466]. Le changement de régime en Égypte posait aussi la question de la sécurisation du Canal de Suez et la fragilisation du contrôle des rives de la mer Rouge.

La crise en Syrie aurait dû rapprocher les deux pays du Golfe qui ont immédiatement opté pour soutenir des groupes armés sunnites. Mais rapidement, les Qataris se sont retrouvés au côté des Turks (et Ahrar al-Cham) quand les Saoudiens ont joué une autre carte en appuyant Jaïch al-Islam[467]. Les deux États nient avoir entretenu à un quelconque moment des relations avec Jabhat al-Nusra/Tahrir al-Cham mais les observateurs sont convaincus du contraire même s'ils ont tendance à privilégier Doha sur Riyad. Mais l'aide aux mouvements armés syriens va décroître à la fois à cause d'une implication occidentale plus forte et plus attentive à la nature des groupes armés puis surtout à cause de la guerre au Yémen qui mobilise l'Arabie saoudite.

S'y ajoutait le pari d'une mise au pas du Yémen et d'une victoire dans une *blitzkrieg* qui déferait les rebelles Houthis (et surtout l'ancien dirigeant Ali Abdallah Saleh qui disposait d'une force militaire conséquente) et remettrait en place un président intérimaire faible et médiocre politique, Abd Rabo Mansour Hadi. L'immobilisme politique international devant cette guerre a produit des effets dirimants sur les pays de la côte occidentale de la mer Rouge, la logique militaire incitant les deux pays cadres, Arabie saoudite et EAU, à préempter le contrôle de tous les ports de la zone.

L'exigence d'une rupture des relations diplomatiques des pays riverains de la mer Rouge avec la République islamique d'Iran devenait dès lors logique. Puissances rentières, Riyad et Abou

---

465 Jeffrey Lefebvre, « Iran in the Horn of Africa: Outflanking US allies », *Middle East Policy Council*, vol. XIX, n° 2, summer 2012.

466 Dans une ample littérature, voir notamment Bernard Haykel, *Qatar Foreign Policy*, Oslo, NOREF, 2013 accessible à https://noref.no/Publications/Regions/The-Gulf/Qatar-s-foreign-policy et Fayal Mukhyat Abu Sulaib, "Understanding Qatar's foreign policy, 1955-2017", *Middle East Policy*, vol. XXIV, n° 4, Winter 2017.

467 Yehuda U. Balanga, "Saudi Arabia's motives in the Syrian civil war", *Middle East Policy*, vol. XXIV, n° 4, winter 2017.

Dhabi ont également demandé un appui militaire pour sécuriser les territoires libérés des insurgés houthis puisque tous deux manquent de soldats pour stabiliser les territoires reconquis malgré des budgets de Défense généreux. Le fait que les pays de la Corne ont obtempéré sans protester (à l'exception de l'Ethiopie) a constitué une erreur de taille pour la suite.

En effet, Riyad et Abou Dhabi attendent de ces États qu'ils agissent comme des clients et que cette attitude perdure. Cet autoritarisme à peine dissimulé par l'onctuosité de quelques propos diplomatiques a des conséquences sur l'appui des opinions publiques et s'est finalement révélé tout à fait contreproductif. A Djibouti, une altercation entre l'ambassadeur émirati et un responsable militaire a conduit à la rupture ; au Somaliland, l'annonce d'une association de l'Ethiopie à la gestion du port de Berbera sans consultation préalable a conduit à une crise ouverte avec Mogadiscio qui mobilise soudain à ses côtés islamistes et nationalistes. Au Puntland, l'opposition pose des questions qui mettent à mal l'unanimisme initial.

L'Iran, n'en déplaise aux faiseurs de guerre, n'était qu'un acteur marginal alors et entendait jouir des conséquences de l'accord sur le nucléaire adopté en juillet 2015[468]. Si la levée des sanctions avait eu lieu, l'ampleur des reclassements après des années où les réseaux économiques contrôlés par les Gardiens de la Révolution avaient prospéré sur les sanctions internationales aurait mobilisé toutes les attentions sur la scène politique intérieure iranienne. Comme on le sait, bien avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, du fait de la faiblesse de l'administration Obama et de l'hostilité du Congrès, la levée des sanctions était lente, partielle, et pleine de sous-entendus menaçants. Cette analyse n'est évidemment pas partagée par de nombreux dirigeants du Golfe qui voient un pays de 80 millions d'habitants vouloir reprendre toute sa place dans la gestion des affaires régionales en profitant des énormes erreurs commises par les États-Unis durant la présidence de George W. Bush.

De là sans doute, l'appel impératif à rompre avec le Qatar et l'*hubris* de la coalition conduite par Riyad. Rompre les relations avec le Qatar et abonder dans la condamnation de Doha et de Téhéran n'étaient peut-être pas impossibles pour les pays de la Corne de l'Afrique mais la manière dont la demande était faite alors que la coalition montrait les limites de sa cohérence politique aussi bien au Yémen qu'au Soudan ne pouvait qu'inciter à une saine prudence.

2.2. Une coalition opportuniste guidée par l'Arabie saoudite ?

Au début 2018, ce qui frappe l'observateur du versant africain de la mer Rouge est la relative artificialité des alliances que la crise du Golfe a cristallisées. D'un côté comme de l'autre, elles semblent relever davantage d'une conjoncture particulière plutôt que de la mise en forme d'un véritable projet commun.

468 Alex Vatanka, "Iran's awkward diplomacy in Africa", *The National Interest*, 23 March 2016.

Les relations entre l'Arabie saoudite et les EAU sont fondamentalement exprimées dans les liens étroits qui lient le Prince héritier saoudien, Mohamed bin Salman et son homologue à Abou Dhabi, Mohamed bin Zayed al-Nahyan. Cette personnalisation des contacts entre les deux pays peut apparaître comme une force, c'est aussi clairement une faiblesse car les opposants en Arabie saoudite mettent en avant l'influence prépondérante exercée par le dirigeant d'Abou Dhabi et le fait qu'il ait été toute sa vie plus proche des milieux soufis que du wahhabisme[469].

Mais, au-delà, l'appréhension des grands problèmes est relativement différente à Riyad et à Abou Dhabi. On peut en donner ici quelques exemples tout à fait révélateurs qui portent sur l'islam politique, l'Iran, la conception des alliances au Yémen et à terme les stratégies de construction nationale. Cela tient pour une part au statut différent des deux pays : être le « protecteur » des lieux saints de l'Islam limite sans doute le champ de manœuvre du jeune prince héritier saoudien, quelles que soient ses opinions par ailleurs. L'émirat d'Abou Dhabi et le Qatar qui sont à bien des égards comparables peuvent entretenir une longue liste de rancœurs car le premier peut se considérer tout à fait égal au second mais sans la même aura internationale. S'il est juste de considérer les positions adoptées sur les grands dossiers par ces acteurs, les jalousies picrocholines ont eu leur importance dans le déclenchement de la crise actuelle[470].

Il faut créditer Mohamed bin Zayed d'une grande constance politique dans son opposition à l'islam politique à commencer par les Frères musulmans. Dès sa nomination comme Prince héritier en 2000, il a conduit d'abord dans son émirat puis peu à peu dans l'ensemble de la fédération une campagne déterminée pour réduire les capacités d'action des Frères musulmans qui représentaient l'organisation islamiste la plus influente, presque hégémoniques dans les milieux étudiants et la fonction publique. Plus tard, en Libye et en Syrie, les forces spéciales émiraties ont épaulé des milices qui n'avaient pas d'affiliation islamiste très claire et qui, surtout, combattaient des groupes qui, eux, la mettaient en avant. Cette hostilité envers l'islam politique éclaire aussi les relations sans grand nuage que les EAU entretiennent avec le général Abdel Fatah al-Sisi à la différence de l'Arabie saoudite. Abou Dhabi a été jusqu'à financer un colloque de sommités religieuses qui ont déclaré que le Wahhabisme et le Salafisme étaient des déviations de l'islam, avant de prudemment se rétracter…

En Arabie saoudite, on est dans une configuration assez différente à la fois parce que la force du lobby wahhabi est réelle (et Mohamed bin Salman bénéficie pour l'heure de la protection de son père qui en limite les protestations) et surtout parce que liens tissés depuis des décennies avec les organisations islamistes, salafistes ou non, autorisent une marge de manœuvre autrement plus importante. L'Arabie saoudite – en tout cas une part substantielle de ses élites, n'en déplaise à l'amnésie occidentale actuelle - n'a pas eu d'hésitations à soutenir directement

---

469 Entretiens, Paris, Décembre 2017.

470 Michael Stephens, *The Arab Cold War Redux: the foreign policy of the Gulf Cooperation Council since 2011*, The Century Foundation, 28 February 2017, accessible à https://tcf.org/content/report/arab-cold-war-redux/

ou indirectement des groupes armés salafistes en Libye, en Syrie, dans le Sahel et la Corne de l'Afrique. Elle entretient des relations cordiales avec le régime soudanais depuis l'éviction d'Hasan al-Tourabi en 1999 et avec les milieux salafistes somaliens.

On a une claire manifestation de cette différence au Yémen. Les forces émiraties ont sympathisé au Sud Yémen avec les partisans de la séparation et sont très réticents à l'alliance entre les Frères musulmans (al-Islah) et les Saoudiens. Alors que les Saoudiens soutiennent (et accueillent) le président yéménite Abd Rabo Mansour Hadi, les Émiratis le considèrent comme une potiche en partie responsable de la crise actuelle. On le voit également dans la manière dont Saoudiens et Émiratis se comportent au Soudan et en Somalie. Face à une opposition sans faille et, pour cela, souvent brouillonne des EAU à l'islam politique, le régime saoudien est plus habile à manier carotte et bâton et à maintenir la pression sans rompre jamais les contacts ou parler plus haut qu'il ne faut pour être entendu.

De la même façon, l'Iran est perçu comme un ennemi existentiel pour l'Arabie saoudite surtout après l'accord sur le nucléaire conclu en juillet 2015. Mais cet antagonisme prend forme dans les années précédentes et Riyad cultive une lecture de cette opposition en termes communautaires chiite/sunnite (alors qu'il s'agit bien d'une rivalité entre deux États, aiguisée par le possible retour dans la scène internationale de l'Iran après l'accord de juillet 2015). Du côté des EAU, si la logorrhée est la même, l'hostilité est moindre ou est plus limitée à Abou Dhabi. Doubaï et Ras al-Khaïma, mais aussi Sharjah, certes ne font pas preuve publiquement de leurs différences mais les observateurs iraniens veulent penser que ces émirats abondent sans trop d'enthousiasme dans le sens de leur capitale fédérale, notamment parce qu'ils bénéficient le plus de la présence d'intérêts économiques iraniens utiles pour contourner les sanctions internationales[471].

Pour saisir ces nuances, il faut revenir sur les péripéties de la construction de la fédération des EAU, des réticences initiales très fortes de certains émirats (notamment les deux premiers cités) et de la politique volontariste d'Abou Dhabi de promouvoir une recentralisation de la gestion des questions politiques, diplomatiques et sécuritaires[472]. Doubaï a dû définitivement passer sous les fourches caudines au moment de l'éclatement de sa bulle immobilière et de l'explosion de sa dette en 2008. Ce succès d'Abou Dhabi est fondamentalement lié aux transferts de fonds

---

471 Cette situation ne peut qu'évoluer de façon défavorable à l'Iran. En février 2018, la Banque centrale iranienne a averti les opérateurs économiques des nouvelles difficultés rencontrées avec les banques émiraties. Il est possible que la diminution drastique des transactions avec ces dernières ait aidé à un effondrement de la devise iranienne sur le marché libre. L'Iran cherche des alternatives du côté de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, mais aussi d'Oman. Bilan Khajepour, "How Trump is prompting Iran to improve ties with its neighbours", *Al-Monitor*, 27 March 2018.

472 Youssef Courbage, Courtney Freer, Victor Gervais, Philippe Gunet, *Les Emirats arabes unis*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, juin 2017, accessible à https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/les-emirats-arabes-unis-9 .

importants effectués vers les autres émirats en sus de la prise en charge d'une fraction importante du budget fédéral[473].

Quant à l'hostilité vis-à-vis du Qatar, elle repose là aussi sur une vision assez différente des enjeux. L'asile donné à des opposants politiques ou les choix d'alliances contraires dans certaines crises (Égypte, Libye, Syrie), n'ont pas les mêmes importances à Riyad et à Abou Dhabi. L'Arabie saoudite entend contrôler le Conseil de Coopération du Golfe, désir sans doute aussi ancien que la création de cette honorable organisation régionale et, de ce point de vue, le Qatar aujourd'hui est sans doute celui qui fait preuve de la plus grande volonté de distinction. Oman est aussi dans une configuration particulière mais la succession sera problématique et l'ampleur des problèmes économiques (notamment la croissance de la dette publique) obligera Oman à rentrer dans le rang.

Certes, en se rangeant du côté du vainqueur, Abou Dhabi ne perd rien mais, pour l'auteur de ce texte, il n'est pas évident de savoir ce que les EAU gagneraient à moyen terme, si l'influence amicale de son dirigeant sur l'Arabie saoudite s'estompait. Certains analystes mettent en exergue le rôle actuel joué par le service militaire qui concerne uniformément l'ensemble d'une classe d'âge émiratie sans distinction. L'actuel dirigeant veut en faire le creuset d'une nouvelle citoyenneté émiratie et s'est engagé dans ces conflits en pensant qu'ils offraient une opportunité d'avancer encore plus vite dans ce sens. Les funérailles nationales accordées à des membres des forces spéciales tués au Yémen à l'automne 2016 corroborent cette analyse. Reste que les transformations sociales ne suivent que rarement le rythme des politiques publiques.

Enfin, l'Arabie saoudite est à l'aube d'une tentative de transformation importante de son pacte social et ses gouvernants peuvent à juste titre craindre des dissidences qui aujourd'hui ne pourraient vraisemblablement être organisées que par les Frères musulmans ou les protestataires chiites dont leur région a beaucoup à perdre si la planification économique contenue dans *Vision 2030* est réellement mise en œuvre. La situation dans les EAU est là aussi radicalement différente. Les tentatives de diversification économique et de sortie de l'économie rentière sont anciennes et n'hésitent pas à secouer les habitudes sans d'ailleurs forcément réussir. Les études actuelles soulignent les limites du succès émirati et donc tendent à pronostiquer un échec pour l'Arabie saoudite, si les choix actuels sont maintenus[474].

2.3. *Quand la marginalisation crée des solidarités*

Mais si l'on considère maintenant l'autre « camp », des faiblesses de même nature sont patentes. L'Iran d'abord a certainement un intérêt stratégique à construire un croissant « chiite » au

---

473 Karen E. Young, "UAE fiscal policy: Shinning light on federal resource sharing", The Arab Gulf States Institute in Washington, 20 October 2017, accessible à http://www.agsiw.org/uae-fiscal-policy-shining-light-federal-resource-sharing/

474 Calvert Jones, *Bedouins into Bourgeois: Remaking Citizens for Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017., Lire aussi :"Saudi Arabia's crown prince wants to reengineer his country. Is that even possible?", *The Washington Post*, 20 November 2017.

Moyen Orient : Afghanistan, Irak, Syrie et Liban entretiennent à un titre ou à un autre une alliance diplomatique qui est relayée comme on l'a vu en Syrie par l'engagement de milices ou de mercenaires chiites originaires de ces pays[475]. D'une certaine façon, cette force est aussi sa plus grande faiblesse car elle corrobore une vision communautariste des rivalités régionales et prolonge un isolement politique y compris dans des pays où l'Iran aurait tout à gagner d'une relative normalisation (Irak et Liban). Il est commode, mais plutôt exact, de pointer les responsabilités des Gardiens de la Révolution qui, de fait, sont en charge de la politique de voisinage de l'Iran et dont certains secteurs ont une appétence réelle pour sa militarisation au prix d'un abandon de considérations à plus long terme.

Il n'y a pas de véritable politique africaine et peut-être le seul qui aurait voulu en avoir une est le président Ahmadinejad dont la présence au sommet de l'Union africaine à Banjul créa un certain affolement chez les Occidentaux. Il y a par contre une certaine réactivité qui fait qu'hormis l'Afrique du sud, le Nigeria et l'Égypte chaque fois pour des raisons différentes, aucune véritable diplomatie envers les pays du continent n'est entreprise, sauf si une opportunité se présente. L'importance de l'Égypte ne réside pas seulement dans son poids démographique dans le monde arabe et la raison est assez intéressante. Al-Azhar bénéfice hier et aujourd'hui d'un grand respect de l'establishment religieux chiite qui espère que cette instance officialisera une reconnaissance entière du chiisme comme partie prenante de l'islam et traitera le droit chiite comme les autres écoles juridiques (*madhab*) du sunnisme. Ceci explique pourquoi dans les événements actuels, l'Égypte bénéficie souvent d'un traitement particulier alors que son régime politique demeure l'un des plus intolérants et brutaux envers l'islam politique.

L'épisode érythréen de l'Iran n'a sans doute pas l'importance que lui ont donné les lectures de l'Administration américaine Comme on le constate aujourd'hui avec le Soudan, le départ de l'Iran n'a pas eu de répercussion majeure sur les équilibres politiques intérieures ou sur sa posture régionale. L'idée qu'une flotte iranienne toujours mal dotée (à l'instar d'ailleurs de celle des pays de la région, y compris de l'Arabie saoudite) puisse se lancer dans une aventure militaire si loin de ses bases nationales devrait faire sourire, si les contrats d'armement n'étaient pas aussi importants avec les adversaires de Téhéran.

Quant à l'implication dans la guerre au Yémen, pratiquement tous les experts ont souligné au début du conflit que les liens entre Houthis et Iraniens n'avaient pas de grande réalité. Il est possible et même probable que les choses aient changé depuis mais la condamnation aujourd'hui des livraisons de missiles iraniens (via le Hezbollah libanais) aux Houthis ne peut faire oublier la destruction du Yémen grâce aux missiles occidentaux si chèrement vendus aux Saoudiens.

On ne parlera pas ici beaucoup du Qatar dont la politique étrangère a fait l'objet de nombreuses études. Les amabilités faites aux Islamistes étrangers peuvent certainement inquiéter mais il est

---

475 Ces considérations sur l'Iran intègrent les conclusions d'entretiens informels réalisés lors de visites en Iran en 2017 et février 2018.

aussi curieux qu'on oublie tout ce que l'Arabie saoudite a fait et laissé faire dans les dernières décennies. Le Qatar qui héberge deux bases américaines importantes[476] a aussi été utile pour mener des négociations avec des groupes radicaux comme les Taliban afghans. Abou Dhabi a également hébergé avant 2001 une ambassade d'Afghanistan dirigé alors par ces mêmes Taliban.

La Turquie mériterait des commentaires plus détaillés[477]. Plus que le Qatar doté des moyens financiers impressionnants ou de l'Iran incapable d'élargir ses alliances des communautés chiites de la région aux États auxquels elles appartiennent, la Turquie d'Erdogan s'inscrit dans une démarche plus large arguant de son identité islamique, de son passé ottoman et de sa modernité de pays émergent. Cette palette de références fait qu'on aurait tort de ne souligner que l'activisme d'ONG islamiques ou l'ouverture de nouvelles lignes de Turkish Airlines avec les capitales de la Corne de l'Afrique, ou encore l'accueil de milliers d'étudiants africains.

Comme on le constate dans la Corne de l'Afrique, la Turquie n'est pas une économie rentière et ne se comporte pas comme un état rentier. Sa présence se manifeste à travers l'aide humanitaire, le travail d'ONG islamiques, mais également les activités d'entrepreneurs petits et grands. L'insertion dans les sociétés d'accueil est donc réelle, directe et, en général, suit des modalités qui sont acceptées par la population ordinaire autant que les élites. La fureur d'Abou Dhabi quant aux capacités militaires de la Turquie (autant au Qatar qu'en Somalie d'ailleurs) est l'indice de cette différence et rappelle ainsi la faiblesse systémique de la « petite Sparte » comme l'appelait le général Mattis vis-à-vis d'Ankara.

La véritable question est celle qu'on posait dans un cadre politique différent à la Malaisie des années 1990 : est-ce que cette politique ambitieuse vis-à-vis de l'Afrique durera après le départ de l'actuel dirigeant ou comme ce fut le cas à Kuala Lumpur après le départ du Dr. Mahathir, celle-ci sera-t-elle rapidement considérée comme obsolète ?

3. Appel d'empire, ou comment renégocier ses patronages internationaux

En décrivant pays par pays les interactions avec les coalitions définies par la crise du Golfe, on voudrait suggérer plusieurs points qui paraissent plus décisifs que les péripéties du moment. D'abord, et c'est sans doute, un aspect essentiel, dans tous les pays affectés les mécanismes de

---

476 Le US Central Command dispose d'un état-major avancé sur la base aérienne d'al-Udair, la plus grande base américaine au Proche et Moyen-Orient. Il faut aussi mentionner le Camp as-Sayliyah qui a été bâti en 2000 et est la plus importante base logistique en dehors du territoire américain.

477 Mehmet Ozkan, *Turkey's African Experience: From Venture to Normalisation*, Istituto degli Affari Internazionali, working papers n° 16, 20 August 2016. Mehmet Ozkan and Serhat Orakci, "Viewpoint: Turkey as a 'political actor' in Africa – an assessment of Turkish involvement in Somalia", *Journal of Eastern African Studies*, vol. 9, n° 2, 2015. David Shinn, "Turkey-Africa relations", unpublished paper, 3 March 2016.

prise de décision ont été réduits aux acquêts. Dans les dictatures comme l'Érythrée ou Djibouti, on peut ne pas en être surpris mais ailleurs le débat interne a été très limité. Ceci est sans nul doute l'indication d'une gouvernance moins que médiocre qui, pour n'être pas surprenante, n'en demeure pas moins préoccupante.

Ensuite, chaque pays a joué ses cartes sans volonté de chercher un positionnement commun. Cela en dit long sur les capacités de l'IGAD à jouer le rôle qui devrait être le sien : un forum régional pour débattre des problèmes qui affectent la région.

Enfin, tous ces États n'ont pas réellement inscrit leur choix dans une politique qui leur permettrait de générer des effets supérieurs à la simple récompense financière qui a été octroyée au moment du choix. En particulier, il est saisissant de voir que les pays qui ont fait allégeance à la même coalition restent fondamentalement enkystés dans leurs rivalités passées sans aucune initiative pour essayer d'en débattre dans ce nouveau cadre : Soudan/Érythrée, Érythrée/Djibouti.

Si cette description est correcte, on peut en conclure que la solidité du front construit par l'Arabie saoudite et les EAU ne vaut que dans l'instant et que les pays riverains de la mer Rouge pourront dans l'avenir renégocier leur appartenance dès lors qu'une alternative apparaîtra, qu'elle vienne de la Chine, d'autres pays émergents comme la Turquie (ce n'est pas forcément probable), de la Russie ou des Occidentaux.

Il y a donc de façon assez dialectique d'une part un appel d'empire, c'est à dire un désir de se retrouver ainsi sous le parapluie d'une grande coalition qui impressionne par sa générosité financière et sa politique de comptoir (puisque seule une présence au niveau des ports est requise) ainsi que l'absence totale de conditionnalités politiques et, d'autre part, un réflexe inhérent de l'histoire de ces États ou mouvements dans la Guerre froide, une volonté de renégocier pied à pied des engagements qui sont pourtant de leur fait en tentant de recréer les conditions de rivalité régionale qui permettent d'augmenter les ressources pour une survie des régimes.

3.1. Le Soudan face à ses multiples systèmes d'alliance

Le Soudan était le pays le plus impliqué dans la crise du Golfe pour plusieurs raisons qui tiennent à l'histoire du mouvement islamiste et aux conditions de sa prise de pouvoir en juin 1989. Tout d'abord, les liens avec le Qatar sont anciens et Doha a agi avec promptitude pour sauver le nouveau régime qui était considérablement isolé après le coup d'état et devait faire face à des pénuries particulièrement impopulaires. Cette relation cordiale s'est poursuivie après l'éviction d'Hasan al-Tourabi en décembre 1999, Doha maintenant des contacts avec tous. Le Qatar est aussi un investisseur important au Soudan.

Doha a également fourni une porte de sortie honorable au régime (et à la communauté internationale) en s'attelant à une médiation sur le Darfour à partir de septembre 2008 qui a débouché sur une série d'accords avec les mouvements rebelles darfouriens (ou certaines de leurs fractions) à partir de 2011.

Enfin, one doit rappeler l'aide économique fournie en 2011 lorsque les dirigeants soudanais doivent admettre médusés que le Sud-Soudan est devenu indépendant. La densité de cette histoire commune fait qu'on doit douter que l'isolement prescrit par Riyad et Abou Dhabi dure très longtemps. Toutes choses égales par ailleurs, le régime a besoin de financements extérieurs importants pour relancer la machine économique après la levée des sanctions.

La décision de rompre les relations diplomatiques avec l'Iran à la suite de l'attaque de l'ambassade de l'Arabie saoudite à Téhéran en janvier 2016 puis l'envoi de soldats soudanais au Yémen doit s'analyser dans un contexte particulier qui est celui des discussions sur la levée des sanctions américaines (et donc la nécessité de trouver des relais pour plaider le cas de Khartoum à Washington) et la crise économique endémique depuis l'indépendance du Sud-Soudan et le retour de la guerre dans le jeune État[478].

La prise de décision au Soudan se situe de façon générique à la présidence de la République mais ni le Premier ministre/Vice-Président de la République, Bakri Hasan Saleh, ni le chef des Services de renseignement, Mohamed Atta al-Moula Abbas, pas plus d'ailleurs que le ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Ahmed Abdelaziz Ghandour, n'ont réellement été associés à la première décision qui engageait pourtant le pays. Tout s'est passé entre le Président Omar al-Béchir et son chef de cabinet, un cadre du renseignement soudanais, Taha Osman al-Hussein. Mieux ou pire encore, la décision d'envoyer jusqu'à 6000 hommes (les chiffres varient) au Yémen a été obtenue lors d'un appel téléphonique de Riyad du même Taha qui suppliait son Président d'aider les « frères saoudiens » et tout spécialement le jeune prince Mohamed bin Salman[479].

Ces choix soudanais ont certes produit quelques rétributions mais l'envoi de troupes au Yémen s'est rapidement révélé contreproductif. Contrairement peut-être à certains espoirs, les soldats sont payés directement au Yémen et les gains pour l'appareil d'État soudanais finalement très réduits hormis la dotation initiale. Surtout, le gouvernement soudanais doit expliquer à sa population sa participation à une guerre très impopulaire dans le monde arabe (n'en déplaise aux Saoudiens) qui fait des victimes dans les rangs de la coalition saoudienne[480].

---

478 Ainsi plusieurs publications font état d'un versement d'un milliard de dollars à la Banque centrale soudanaise après cette décision. Jacquelyn Meyer Kantack, "The Gulf contest for the Horn of Africa", *Critical Threats*, 26 September 2017.
479 L'entourage d'Omar el-Béchir prouvait finalement que Taha Osman travaillait pour Mohamed bin Salman. Jeté en prison en juin 2017, il était libéré après quelques dizaines d'heures d'emprisonnement par une mission spéciale mandaté par le prince héritier saoudien. Taha Osman travaille aujourd'hui dans l'entourage de Mohamed bin Salman…
480 Entretiens avec des diplomates soudanais à Khartoum, janvier 2018.

De plus, les relations avec l'Égypte n'ont pas été améliorées par ce choix[481]. D'abord l'Égypte échaudée par son expérience historique au Yémen n'a pas cautionné cette guerre, ce qui l'a mise en délicatesse avec l'Arabie saoudite. Surtout le général Abdel Fatah al-Sissi ne peut qu'être suspicieux vis-à-vis d'un régime islamiste qui s'est rabiboché avec les Frères musulmans depuis 2000, et a tenté de les mettre au pouvoir en Libye. Mais c'est sans nul doute la question très complexe du partage contesté des eaux du Nil plus que la souveraineté sur le triangle d'al-Halaïb qui fait problème.

La crise de janvier 2018 lorsque des rumeurs faisaient état de contingents égyptien, émirati et érythréen adoubés de rebelles soudanais du JEM à proximité de la frontière érythréo-soudanaise soulignait le paradoxe d'une alliance régionale qui n'octroyait aucune garantie sur les relations entre ses membres. La crise s'est finalement résorbée, les contingents étrangers évanouis et les relations entre Le Caire et Khartoum normalisées même si rien n'a été réglé sur le fond, mais il en est ainsi depuis longtemps.

Le Soudan a également appuyé la médiation koweitienne entre le Qatar et ses voisins du Golfe, sans effet depuis son lancement.

3.2. L'Érythrée remise en selle ?

La crise actuelle permet de se remémorer un pan de la politique extérieure des dirigeants érythréens qui existait même durant la guerre de libération nationale : le compagnonnage avec les petits pays du Golfe. L'argument était construit de la manière suivante : l'indépendance de l'Érythrée avait été niée car l'Érythrée est un petit pays qui n'est pas considéré par les plus grands. Ainsi des pays comme le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis ou même Israël ont pu être courtisés à différents moments sur la base d'une sympathie « naturelle » qui devrait exister entre eux.

Cela n'a pas empêché des réalignements spectaculaires de la présidence érythréenne dès lors qu'ils semblaient accroître une marge de résistance ou l'obtention de nouvelles ressources. La gestion de l'État est, comme à Djibouti, extrême au point qu'il est devenu commun pour les analystes de confondre le parti au pouvoir et son président, Issayas Afeworki.

Le choix d'opter plutôt pour l'alliance Arabie saoudite/EAU se comprend d'abord en fonction d'une interprétation érythréenne de l'évolution de la politique américaine. Le voyage de Donald Trump à Riyad a été interprété à Asmara, comme dans d'autres capitales de la région, comme un soutien sans faille apporté à la famille bin Salman pour « combattre le terrorisme » et, surtout, s'installer au pouvoir.

481 Alain Gresh, "A Turbulent time in Saudi-Egyptian relations", *Orient XXI*, 14 December 2016.

Dans le même temps, l'Érythrée s'est refusée à couper ses relations diplomatiques avec le Qatar. Certes, les relations avec Doha ont connu des hauts et des bas et l'assurance que le Qatar resterait absolument fidèle à son amitié ancienne avec Asmara s'est un peu estompée[482]. Ainsi la réouverture d'ambassades à Doha et Addis-Abeba en 2013 marquait la fin d'une relation privilégiée avec l'Érythrée. Du point de vue du Qatar, une posture plus équilibrée entre Éthiopie et Érythrée permettait de peser plus facilement en Somalie sans apparaître menacer les intérêts d'Addis-Abeba ou de Washington. Le Qatar s'est aussi impliqué avec plus de succès qu'au Darfour dans une médiation entre l'Érythrée et Djibouti. La crise, cependant, n'avait ni la même intensité ni les mêmes ressorts. En 2010 un accord était signé entre les deux pays, les troupes se retiraient de la frontière et la seule question épineuse restait celle des prisonniers à échanger, ce qui fut finalement fait en 2016.

Les visites d'Issayas Afeworki au Qatar se sont poursuivies après 2013, même si, en 2015, le dirigeant érythréen a repris le chemin de Riyad et d'Abou Dhabi sans doute à la recherche de subsides supplémentaires. Il n'est d'ailleurs pas impossible que des combattants érythréens participent à la guerre au Yémen au sein de la coalition saoudienne. Mais comme le remarque Harry Verhoeren, L'Érythrée n'a rien à gagner à couper tous les ponts avec le Qatar et maintient une apparente neutralité dont on pensera ce qu'on veut[483].

De plus, Asmara a sans nul doute prêté une grande attention à la position de l'Égypte, à cause des tensions générées par le barrage de la Grande Renaissance et le partage des eaux du Nil. Pour les Erythréens, un succès économique aussi important de l'Éthiopie réduirait encore l'écoute qu'ils peuvent avoir dans la grande région.

On le voit, les dictateurs ne sont pas forcément irrationnels. On affirme en sus que la location pour une période de 30 ans du port d'Assab rapporterait au gouvernement érythréen près de 500 millions de dollars. Malgré tout, il y a une certaine ironie dans la situation actuelle. Faut-il rappeler que la colonisation italienne de l'Érythrée commença par un accord du sultan d'Assab et une compagnie maritime italienne, la compagnie maritime Rubattino, pour l'utilisation du port en 1882. Le nationalisme érythréen peut être plus tourmenté qu'on ne le croit généralement

3.3. L'Éthiopie en retrait

C'est sans doute l'Éthiopie qui est dans la situation la plus étrange, un peu à la périphérie de cette crise alors qu'elle est la plus directement concernée par ces nouveaux équilibres ou déséquilibres sécuritaires dans la région.

---

482 Barouk Mesfin, "Qatar's diplomatic incursions into the Horn of Africa", Institute for Security Studies, *East Africa Report*, n° 8, November 2016.

483 "Qatar crisis: Will Eritrea and Ethiopia take sides?", *The Messenger Africa*, 10 June 2017, accessible à https://messengerafrica.com/2017/06/10/qatar-crisis-eritrea-stands-with-brother-doha-but-whither-ethiopia/.

D'un côté, l'Éthiopie ne se conçoit pas comme un pays musulman et donc la capacité d'identification avec l'une ou l'autre partie dans le conflit est moindre. Addis-Abeba n'a pas non plus d'illusions sur les déclarations de vertu anti-islamiste des uns et des autres. Elle en a fait l'expérience dès les années 1990 dans sa relation difficile avec le Soudan d'Omar el-Bachir (attentat contre Hosni Moubarak en juin 1995 dont la logistique était fournie par une ONG saoudienne) ou la Somalie déjà en guerre civile.

De l'autre, à l'inverse des autres pays – le Soudan mériterait une nuance -, elle dispose d'un véritable appareil diplomatique et d'instances décisionnelles qui n'acquiescent pas aux foucades d'un dirigeant. Elle est aussi particulièrement bien insérée dans la communauté internationale et donc peut se mettre à l'écoute d'interprétations diverses d'une crise comme celle du Golfe.

Pourtant, elle a assisté dans une relative impuissance au déroulé de la crise dans la région et à la mise en place de facilités militaires qui ne la menacent pas mais qui octroient une autonomie stratégique plus grande à des États qu'elle pouvait considérer sous son influence. Djibouti et le Somaliland se retrouvent ainsi dans une bien meilleure posture dans leur rapport avec la capitale éthiopienne. Reste aussi que la rivalité entre les deux ports de Berbera et de Djibouti peut gagner une plus grande réalité si des améliorations importantes sont faites sur le corridor Berbera-Tug Wajaale. Surtout, la question érythréenne reprend une nouvelle importance avec les investissements émiratis à Assab.

Mesurer les gains stratégiques de chacun de ces États n'est pas aussi évident qu'il peut sembler de prime abord. L'Érythrée bénéficie de ressources supplémentaires importantes mais héberge sur son sol des partenaires très proches des États-Unis qui ont fait front avec l'Éthiopie dans la gestion des accords d'Alger. Djibouti est en concurrence avec le Somaliland. Le mouvement djihadiste somalien fait son miel des divisions en Somalie alors que les EAU et la Turquie (parmi bien d'autres acteurs) forment une armée dite nationale.

En 2008, l'Éthiopie coupait ses relations diplomatiques avec le Qatar arguant que Doha aidait l'Érythrée et directement ou indirectement finançait des groupes armés dans la région qui lui étaient hostiles (notamment ONLF), ainsi que, bien évidemment, les djihadistes somaliens. Les relations furent rétablies en 2012 lors de la conférence de Londres sur la Somalie. L'incertitude sur les enjeux réels de cette crise et les avantages comparatifs qu'elle pourrait créer font le reste.

Ce qui est remarquable dans le cas éthiopien est sans doute cette apparente mise à l'écart dans le déroulé de la crise du Golfe et cette omniprésence d'une nouvelle géopolitique construite autour de l'influence grandissante de la Chine (qui fournit le modèle d'État développementaliste du régime actuel) et la présence économique de la Turquie.

En effet, c'est l'Éthiopie qui bénéfice du plus large pourcentage d'investissements direct turcs dans la corne de l'Afrique (environ 40%) dans des secteurs aussi différents que les infrastructures de transport (train Awash-Woldiya), la production électrique, l'agriculture. Une

zone industrielle construite en 2015 fournit près de 33 000 emplois aux Ethiopiens. La visite du chef d'État turc en janvier 2015 a démontré la volonté d'aller de l'avant[484].

L'Éthiopie a ainsi déclaré sa neutralité dans la crise du Golfe et a sans doute influencé la décision dans le même sens de l'Union africaine en juillet 2017. L'incertitude sur les enjeux réels de cette crise et les avantages comparatifs qu'elle pourrait créer font le reste.

3.4. Djibouti : à quand une présence russe ?

Djibouti a su profiter de cette crise de façon assez remarquable mais aussi cynique compte tenu des liens historiques qui lie la petite république au Yémen voisin. Sans vouloir répéter un argumentaire développé dans la première section de ce texte, cette gestion opportuniste de la crise du Golfe se déroule dans la même période que l'installation de la base militaire chinoise. Djibouti entretient des relations avec tous les protagonistes de la crise du Golfe depuis très longtemps. Mais l'appât du gain aura été une nouvelle fois le plus fort.

Dès octobre 2015, l'Arabie saoudite a obtenu l'accès à l'espace aérien djiboutien et à certaines facilités du Camp Lemonnier (piste d'atterrissage, etc.). En décembre 2016, Riyad a annoncé son intention de pérenniser sa présence en construisant une base militaire qui permettrait de lancer des opérations au Yémen et de stopper les éventuelles livraisons d'armes iraniennes aux insurgés houthis.

Cette décision renforce l'évolution de Djibouti en cité-État caserne. Elle permet également à Djibouti de desserrer l'étau éthiopien puisqu'Addis-Abeba peu à peu a obtenu un monopole de fait sur l'essentiel de l'activité portuaire.

Mais les modalités de la rupture entre les EAU et Djibouti, une altercation de l'ambassadeur émirati avec un chef militaire djiboutien, relativisent fortement la dimension stratégique de ce qui se passe et rappelle sans doute que dans les raisons de cette crise, il y en a qui souligneraient l'égo de certains dirigeants, rien de plus.

D'ailleurs, Djibouti n'a pas coupé les relations diplomatiques avec le Qatar : il a simplement réduit le niveau de sa représentation. Tout change et rien ne change donc.

L'importance de l'endettement de Djibouti par rapport à la Chine et la dépendance qu'elle induit à terme doivent susciter réflexion. La dette chinoise – due notamment au financement du fameux port de Doraleh et la réhabilitation de l'aéroport international – atteint pratiquement

---

484 Voir la présentation plus synthétique des relations économiques entre les deux pays https://ovipot.hypotheses.org/13646

50% du PIB djiboutien. Djibouti est l'un des huit pays situés sur la Route de la Soie qui aujourd'hui sont ainsi liés à la Chine[485].

3.5. Somalie : les affres d'un fédéralisme fantomatique

Les relations entre l'actuelle classe politique somalienne et les pays du Golfe (pour ne pas mentionner l'aide humanitaire et le financement de projets d'ONG) sont anciennes dans la guerre civile pour rester dans ce cadre limité. Une manifestation publique notable a été le rôle joué par le Qatar et Yusuf Qaradawi au printemps 2009 pour tenter une médiation entre le nouveau président issu des Tribunaux islamiques, Sheekh Shariif Sheekh Ahmed, et ses anciens compagnons de route restés à Asmara ou poursuivant la lutte armée au sein d'Hisbuul Islaam. Cette médiation a tourné court mais rétrospectivement il semble qu'elle ait eu un rôle réel dans des ralliements en 2009 et en 2010 de cadres du second cercle de l'opposition armée.

L'action de l'Arabie saoudite a été plus distante même si Riyad a financé le gouvernement de transition. L'Arabie saoudite a eu un rôle moins public mais important en appelant les salafistes somaliens d'al-I'tisaam bil Kitaab wal Sunna à une plus grande modération politique et à se détacher plus nettement du mouvement djihadiste. Il y a évidemment d'autres causes à cette évolution mais ces pressions ont permis incontestablement des prises de position publiques contre l'extension de la guerre au Puntland et au Somaliland. La récente réunion à Kismaayo de la grande « famille salafiste » somalie (étaient aussi présentes des personnalités importantes du Kenya) en janvier 2018 illustre à la fois l'assise et l'audience de ce mouvement dans la société somalienne et une auto-modération dans ses revendications politiques.

L'élection de Hasan Sheekh Mahamuud en 2012 a été possible grâce à l'argent qatari. Il est vrai que d'autres raisons expliquent ce succès mais la proximité de certains Islamistes – salafistes ou proches d'une scission des Frères musulmans, Damuul Jadiid – a été déterminante lorsqu'il a fallu convaincre les derniers parlementaires[486]. Pourtant, même si les relations entre Doha et le nouveau gouvernement somalien sont restées bonnes, le groupe qui avait servi d'intermédiaire s'est divisé dès 2014 pour des raisons qu'il n'est pas aisé de comprendre. Peut-être, en dernière instance, s'agit-il d'une rivalité entre deux personnes, Faraah 'Abdiqaadir influent conseiller de Hasan Sheekh jusqu'au terme de son mandat et Fahad Yaasiin, très intime des milieux qataris, qui tous deux appartiennent au même sous-clan Reer Aw Hasan des Sheekhaal.

Cette relative mise à distance du Qatar n'a pas contribué à une amélioration des relations avec les EAU. Dès 2015, la question d'une participation de troupes somaliennes à la guerre du Yémen est posée, d'autant qu'Abou Dhabi entraine les jeunes recrues au Puntland et à

---

[485] John Hurley, Scott Morris and Gailyn Portelance, *Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective*, Center for global Development, March 2018, accessible à https://www.cgdev.org/publication/examining-debt-implications-belt-and-road-initiative-a-policy-perspective .

[486] Roland Marchal, *Mapping Political Islam in Somalia*, EU Delegation for Somalia, Nairobi/Paris, 2013.

Mogadiscio. Certains observateurs affirment que plusieurs centaines de soldats somaliens sont ainsi envoyés au Yémen combattre au côté de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite avant que Washington ne mette son véto sur un gouvernement somalien plutôt soulagé de n'avoir pas à obéir plus avant. D'autres affirment que le gouvernement à Mogadiscio n'a jamais donné son accord et que les Somaliens qui combattent au Sud-Yémen sont des mercenaires recrutés dans les camps de réfugiés par les forces spéciales émiraties.

Le gouvernement somalien est en revanche d'une obéissance parfaite lorsque Riyad sollicite la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran en janvier 2016. Du jour au lendemain, les responsables de Mogadiscio expliquent que l'ambassade d'Iran menait un prosélytisme dangereux, que des armes étaient offertes et que le chiisme est étranger à la Somalie (il y avait avant la guerre civile 4 mosquées chiites à Mogadiscio, sans même mentionner celles à Merka et Baraawe). Cinquante millions de dollars saoudiens viennent remercier ces martiales déclarations.

La fin du mandat d'Hassan Sheekh est marquée par un activisme diplomatique des EAU qui s'inquiètent d'abord de l'influence grandissante de la Turquie (selon des modalités indiquées plus haut) et des réticences du président sur la politique de la coalition, rapidement interprétées comme une solidarité avec les islamistes et Doha. Curieusement, alors que la période électorale en Somalie voit une montée d'un certain nationalisme, celui-ci se limite à la dénonciation des pressions éthiopiennes et reste silencieux sur les agissements des EAU, pourtant bien peu discrets. Tolérance musulmane ou appétence au gain facile ? On ne saurait dire.

L'élection de Mahamed Farmaajo et la nomination de son gouvernement ouvrent une période de grande tension avec Abou Dhabi car il est clair que le Qatar a parié sur le nouveau président et lui garantit des fonds réguliers pour réduire toute opposition au parlement. Des dizaines de députés bénéficient de cadeaux de la présidence et font bloc avec lui dès qu'une motion de défiance est envisagée par une opposition multiforme et divisée[487].

Les EAU tentent avec beaucoup de maladresse de construire une opposition mais échouent souvent car ils investissement sur des hommes politiques qui certes aiment l'argent mais ne bénéficient pas d'une très grande aura au sein des parlementaires. Abou Dhabi, cependant, marque des points importants en capitalisant sur les errements du gouvernement national dans ses relations avec les états fédérés.

Le nouveau pouvoir, et notamment un groupe conduit par Fahad Yaasiin à la présidence, essaie de contester les présidents des États fédérés, arrête de leur payer les dotations budgétaires définies sous l'ancien gouvernement et semble vouloir mettre au pouvoir dans ces entités des personnalités plus à l'écoute de Mogadiscio. Sans surprise, Galmudug et le Jubbaland marquent

[487] Roland Marchal, *Une élection somalienne*, Note de l'observatoire des enjeux sécuritaires en Afrique de l'Est, Avril 2017, accessible à http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/observatoire-de-l-afrique-de-l-est .

leur distance, le Puntland et l'État du Sud-Ouest leur hostilité. Ces deux derniers États fédérés sont ceux où la présence des EAU est la plus ancienne ou la plus prometteuse[488].

Le Somaliland s'est évidemment positionné pour bénéficier le plus de cette foire d'empoigne au Sud. L'accord sur la modernisation et la gestion du port de Berbera par Dubai Ports World et la construction d'une base militaire émiratie signé en février 2017 aurait dû provoquer un débat à Mogadiscio et quelques demandes d'éclaircissement. Cette base devait-elle faire le pendant au camp d'entrainement militaires inauguré par les Turcs à Mogadiscio ? Quid des détails des deux accords ? Ce n'est que lorsque la compagnie émiratie proposa à l'Éthiopie d'être actionnaire de la gestion du port en mars 2018 que les nationalistes somaliens se sont émus[489]…

Sans présager de l'issue de la crise politique que ce débat a ouverte dans la capitale somalienne, on voit que les points de tension portent sans doute plus sur le rôle et l'influence de la Turquie[490] et des EAU que sur le comportement du Qatar qui n'est pour les acteurs de cette tragi-comédie que le symptôme d'un dérèglement plus grand. On peut le mesurer à la confrontation des deux ambassades à Mogadiscio, sise l'une à côté de l'autre comme pour mieux s'espionner. Paradoxalement, les dissensions sur l'accord concernant le port de Berbera permettent de poser un débat hier et aujourd'hui tronqué par la communauté internationale : l'indépendance du Somaliland... et sa dépendance encore plus grande vis-à-vis de l'Éthiopie voisine[491].

Conclusion

La crise du Golfe va durer et il faut le craindre la guerre au Yémen également. Il est donc peu probable que la configuration régionale évolue de façon radicale dans les mois qui viennent. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour la région car tous les acteurs vont devoir chercher en dehors de ce cadre fragile et peu cohérent les soutiens nécessaires pour résoudre les défis sécuritaires ou économiques auxquels ils sont confrontés.

D'une certaine manière, cela signifie que l'Arabie saoudite et les EAU ont une prétention impériale mais ne se donnent guère les moyens de leur ambition. Les acteurs régionaux au-delà de l'affichage public de leur allégeance multiplient les critiques sur l'incapacité et l'indifférence de Riyad et Abou Dhabi (comme d'ailleurs de Doha) de comprendre les histoires et les dynamiques profondes de la Corne de l'Afrique. De là des comportements erratiques qui sont mis entre parenthèses dans l'espoir de nouvelles largesses financières.

---

488 Le rôle joué par Eric Prince mériterait de longs commentaires.
489 Anonyme, "Mogadishu fires broadside at UAE", *Africa Confidential*, vol. 59, n° 6, 15 March 2018.
490 Des compagnies turques gèrent le port et l'aéroport de Mogadiscio qui fournissent plus de 80% des revenus du gouvernement somalien.
491 Brendon J. Cannon et Ash Rossiter, "Ethiopia, Berbera port and the shifting balance of power in the Horn of Africa", *Rising Powers Quarterly*, vol. 2, N° 4, 2017.

L'Éthiopie a toujours voulu se concevoir comme l'hégémon régional durant les trois dernières décennies mais a eu beaucoup de difficultés à se voir reconnaître ce rôle par ses voisins. De plus, le conflit avec l'Érythrée n'est pas résolu, et son implication au Sud-Soudan n'a pas eu les effets escomptés. Son contrôle de la scène somalienne s'estompe et même son influence stabilisatrice au Somaliland et au Puntland marque le pas. Addis-Abeba a même perdu l'initiative pour obtenir un semblant de réaction commune face à la crise du Golfe. Certes, le régime éthiopien est aux prises avec une crise systémique intérieure et retournera à terme sur la scène régionale. Une part de ses échecs à réduire les tensions dans la Corne recouvre ceux de la communauté internationale.

Cependant, il n'en reste pas moins que dans la phase actuelle où la valeur géopolitique se mesure à la capacité à contrôler les flux maritimes, l'Éthiopie est sérieusement démunie et doit laisser la place à d'autres États. Si l'actualité oblige à se centrer sur les acteurs du Golfe, une autre dimension paraît devoir s'imposer à terme : l'arrivée de la Chine et la compétition entre puissances émergentes qui se manifestera bien au-delà de la maîtrise des côtes par l'exploitation des *hinterlands*. La question sera alors de savoir si ces nouvelles influences se façonneront dans et par le système actuel de rivalités régionales ou si elles redessineront une nouvelle géopolitique régionale.

Chapitre 19 - La Russie et la Corne de l'Afrique. Anachronismes ou nouvelles configurations

Il aura fallu l'arrivée en janvier 2018 d'armes et de coopérants civils et militaires russes en RCA pour qu'une plus grande attention se porte sur le regain d'activités diplomatiques et sécuritaires de la Russie sur le continent africain et singulièrement dans la Corne de l'Afrique. Le voyage du ministre des Affaires étrangères russe, Sergey Lavrov, en mars 2018 sur le continent africain[492], en plus de la saga centrafricaine, ont conforté l'idée que la Russie, comme la Chine, l'Inde ou la Turquie, (re)prenait pied dans cette région du monde et y bousculait des intérêts bien établis.

Il serait, comme cela est explicité dans l'analyse qui suit, inopportun de penser cette nouvelle donne en regard de la compétition qui existait jusqu'en 1991. Il ne s'agit pas à ce stade d'un nouvel épisode de guerre froide car il n'existe plus de ligne claire de démarcation entre un camp et un autre. Autant la configuration des alliances régionales que la posture des grandes puissances confère à la situation présente une originalité qui oblige à renouveler l'analyse sans s'enfermer dans d'anciennes dichotomies.

La Russie n'est pas la Chine et elle se distingue de multiples façons des autres économies émergentes. Au-delà de la question importante des échanges, se pose celle des finalités. A la différence d'autres, la Russie se définit comme une puissance globale et tel est d'ailleurs le sens de son « retour » en Afrique, sensible donc non seulement à des impératifs économiques mais également au bassin de votes que représente le continent pour un pays qui, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, peine souvent à y trouver des alliés hormis la Chine et à éviter des sanctions comme c'est le cas depuis 2014.

La Russie étonne également par les formes que revêt sa présence. A l'inverse de la Chine qui a fait pendant plus de deux décennies fonctionner à plein son *soft power* et a cultivé pendant des années l'image d'un partenariat « infra-politique », la Russie met plutôt en avant son *hard power*, ce qui se traduit par l'importance du commerce d'armement sur le continent et l'existence de niches connexes au nucléaire civil. Le rôle des sociétés de sécurité privées mérite un regard particulier à condition évidemment de le mettre en regard du comportement d'autres acteurs internationaux, à commencer par les États-Unis, qui ont sans doute été une source d'inspiration plus grande qu'il n'est publiquement reconnu.

Dans une première partie, cette note revient sur certains pans originaux de la présence russe dans les pays de la Corne de l'Afrique (la RCA ne fait donc pas l'objet d'un traitement propre),

[492] Zimbabwe, Mozambique, Namibie, Angola et Éthiopie.

en insistant sur ses spécificités. Dans une seconde partie, cette présence est mise en regard des pays de la grande région. La conclusion met l'accent sur le fait qu'il faut mettre en regard cette nouvelle présence russe dans la Grande Corne de l'Afrique avec sa politique moyen-orientale (notamment vis-à-vis de la Syrie, de l'Iran et des pays du Golfe), tout en remarquant qu'elle vise également à rendre un dialogue - si ce n'est une négociation – indispensable avec les pays de l'Union européenne. Cette présence peut donc durer et se militariser sauf à imaginer une politique occidentale, et en premier lieu américaine, plus en prise avec la région et plus désireuse de réguler des compétitions régionales qui, elles, n'ont mené pour l'heure qu'à une possibilité plus grande de guerre.

1. La Russie, une puissance originale[493]

Une première remarque s'impose : l'Union soviétique se retrouva dans la Corne de l'Afrique non par imposition mais par invitation, en Somalie dès les années 1960 puis en Éthiopie après la révolution de 1974[494]. La fin de l'Union soviétique en 1991 se traduisit par la fermeture de près d'une dizaine d'ambassades et de consulats sur le continent africain. Néanmoins, la fin de la Guerre froide débuta bien avant l'effondrement de la fédération et dès la décennie précédente, l'Union soviétique limita voire arrêta le soutien à ses relais dans le Tiers-Monde. Pour ce qui concerne l'Afrique, la nouvelle donne n'est donc pas la conséquence mécanique de l'effondrement de l'Union soviétique mais plutôt la suite logique d'une série d'accords régionaux conclus en Afrique australe et dans la Corne de l'Afrique, qui étaient les zones où l'affrontement Est-Ouest avait eu le plus de conséquences[495].

Dans la Corne notamment, le désengagement soviétique expliquait la signature d'un accord entre Mahamed Siyaad Barre et Mengistou Haïlemariam en 1988 qui induisait une ultime offensive du Mouvement national somalien sur les deux principales villes du Nord-Ouest de la Somalie (Hargeysa et Burco) et, d'une certaine façon, la montée en puissance des factions armées avant l'affrontement dans Mogadiscio en décembre 1990. De la même manière, c'est cette soudaine modération soviétique et le conseil donné par Moscou aux autorités éthiopiennes de trouver une solution politique si la guerre ne pouvait être gagnée qui incitaient les nationalistes érythréens à lancer une grande offensive qui leur permettait de contrôler Massawa (à grand coût) et de regagner tout le terrain perdu depuis 1977 avant la victoire en mai 1991[496].

493 Cette section s'inspire notamment de Eleftheris Vigne, « Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences », *Focus Paper*, n° 37, Institut royal supérieur de défense, juillet 2018 et de sa bonne bibliographie.

494 Radoslav A Yordanov, *The Soviet Union and the Horn of Africa during the Cold War: Between Ideology and Pragmatism*, The Harvard Cold War Studies Book Series, Lexington Books, 2016.

496 Robert G Patman, *The Soviet Union in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990. Jeffrey Lefebvre, *Arms for the Horn: U.S. Security Policy in Ethiopia and Somalia, 1953-1991,* Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1991.

Si la Guerre froide n'existait plus en 1991, la Corne de l'Afrique n'était pas pour autant en paix car certains conflits - hier et aujourd'hui - échappent à cette grille de lecture. L'arrivée au pouvoir des militaires et des islamistes en juin 1989 à Khartoum relançait de fait la guerre au Sud-Soudan et celle-ci se poursuivait suivant de nouvelles modalités. Les accords de paix signés en janvier 2005 et l'accession à l'indépendance en juin 2011 constituaient des moments importants mais les affrontements ont repris depuis lors et il serait prématuré en 2019 de prétendre que la paix s'installe enfin dans le jeune État. Surtout, la crise somalienne dans ses différentes déclinaisons clanique, islamiste et djihadiste, manifestait surtout la transition continue du vieux monde des années 1980 à celui des appels identitaires et transnationaux des années 2000. Le fait que ce pays ait « fixé » les interventionnismes régionaux et internationaux plus même que le Sud-Soudan illustre sans doute la profondeur de sa crise interne et la difficulté de trouver une solution qui recueille un acquiescement régional et international[497].

La question du retour de la Russie en Afrique ne pouvait se poser avant une relative stabilisation économique qui est obtenue au début des années 2000. Durant cette décennie, l'émergence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) crédibilise encore plus cet intérêt renaissant, même si encore formel, pour le continent africain. En 2006 un premier voyage officiel de haut niveau est organisé en Afrique du Sud. Mais ce n'est qu'à partir de 2014 que cet intérêt prend des formes plus tangibles alors que la politique étrangère russe en Ukraine et l'annexion de la Crimée sont vertement critiquées par les pays occidentaux. En 2017, le Premier ministre russe se rend en Afrique du Sud (premier voyage dans ce pays depuis 1917) et en 2018 c'est l'influent ministre des Affaires étrangères qui parcourt l'Afrique australe et s'arrête également en Éthiopie. C'est à cette occasion qu'il annonce de nouvelles initiatives pour l'année 2019.

La posture russe est essentiellement différente de celle de son imposant voisin, la Chine populaire. En effet, la Russie n'a guère de capacités d'exportation de biens de consommation et, d'une certaine manière, ne peut peser que dans des niches limitées même si lucratives : essentiellement le marché des armes où elle peut vendre des armes simples ainsi que des systèmes plus complexes, mais aussi le nucléaire civil et l'ingénierie pour les grandes infrastructures.

Selon le SIPRI de Stockholm, la Russie est devenue pour la première fois depuis les années 2000 le second exportateur d'armes dans le monde (9,5% du total) loin derrière les États-Unis (57%) mais devant le Royaume Uni (9%). Cette croissance a été remarquable depuis 2011 et s'est traduite par un grand succès des exportations d'armes complexes (notamment antiariennes et antimissiles) et des avions de guerre. Cela doit nous rappeler que les exportations d'armement ont été l'un des principaux vecteurs d'influence de l'Union soviétique.

[497] Roland Marchal, « L'après Mengistou dans la Corne de l'Afrique ; Une stabilisation impossible ? », *Culture et conflits*, n° 8, 1992.

Le nucléaire civil – secteur où la Russie a été un temps alliée avec la France – correspond à une spécialisation relativement récente. Avec un carnet de commandes s'élevant à 130 milliards de dollars en 2016, Rosatom est aujourd'hui le leader mondial des exportations de réacteurs et de services liés au nucléaire, devenant le troisième pilier de la diplomatie énergétique russe. L'industrie nucléaire russe s'est mise en place pendant la Seconde Guerre mondiale à des fins militaires. La filière civile se développa par la suite jusqu'à la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Au cours de la première moitié des années 2000, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, une réforme de l'industrie nucléaire fut entreprise avec la transformation du ministère de l'Énergie atomique en agence (Rosatom) et une collaboration plus étroite avec le ministère des Affaires étrangères et des Finances. Grâce à son renouveau, la filière nucléaire est ainsi devenue un des fleurons de l'industrie et de la technologie russe à l'export[498].

On peut ici rappeler les principaux clients africains de la Russie dans ce domaine : l'Algérie et l'Égypte en Afrique du Nord, le Soudan, l'Angola et le Nigéria en Afrique sub-saharienne, les marchés en Afrique du Nord étant sans commune mesure avec ce qui se fait en Afrique sub-saharienne.

La Russie est richement dotée en matières premières énergétiques et en ressources minières à l'inverse de la Chine qui trouve sur le continent africain les matières premières dont elle a besoin pour son modèle de développement économique. Néanmoins près de deux tiers des investissements russes en Afrique se concentrent sur les secteurs énergétique et minier. La principale motivation des opérateurs économiques russes semble être de trouver des gisements moins couteux à exploiter qu'en Russie même. Cela concerne le pétrole et le gaz mais également certains métaux comme l'uranium, l'or, le cuivre, l'étain et le nickel. Il n'y a pas à ce stade de volonté d'une diversification industrielle ou d'une remontée de filières dans des domaines connexes comme la vente de biens de production (à l'inverse de la Chine qui exporte de façon croissante des machines-outils vers le continent africain).

Même s'il y a une réelle progression du commerce, la Russie n'a pas grand-chose à vendre aujourd'hui et les économistes soulignent sans doute le lien entre la croissance récente des échanges avec les pays africains et les sanctions internationales prises depuis 2014 à l'encontre de Moscou. Mais les chiffres restent ridiculement bas eu égard à ceux de la Chine par exemple (moins de 3,5 milliards de dollars contre près de 200 milliards de dollars pour cette dernière). La Russie ne peut donc être un partenaire commercial significatif, hormis dans le secteur des armes[499].

Quelles finalités sont visées si ce commerce reste pour l'heure si minime ? On peut ici suivre la plupart des analystes qui voient dans les ventes d'armes russes un point d'entrée pour sa diplomatie et une manière de construire les bases de relations bilatérales plus profondes, en attirant notamment les élites africaines dans son giron. En ce sens, ce qui s'est passé en

498 Elsa Régnier, « Le nucléaire civil : un outil d'influence », *Le Courrier de Russie*, 9 avril 2018.
499 Voir en annexe les chiffres du commerce extérieur des pays de la Corne.

République centrafricaine depuis le début de 2018 est tout à fait paradigmatique[500]. Comme la Chine, l'Inde et les anciennes puissances coloniales, la Russie tente de renouer avec les cadres africains qui ont été formés dans l'ancienne Union soviétique (à l'Université Patrice Lumumba, notamment), même si pendant longtemps ces derniers ont dans leur description d'années d'études, souligné le racisme dans la vie quotidienne en Union soviétique.

La politique étrangère russe peut avoir de nombreux attraits pour des autocrates africains, surtout s'ils sont en difficulté politiquement au sein de leur régime. La Russie en effet soutient fondamentalement le statut quo (les fameux « régimes légitimes ») et argue de principes de politique étrangère qui, à l'instar de la Chine, promeuvent la non interférence dans les affaires intérieures et la stabilité des régimes. Exit donc les conditionnalités occidentales même si ces dernières sont souvent mises en œuvre avec beaucoup de prudence par ces mêmes États.

Les crises ukrainienne et syrienne avant même le meurtre de trois journalistes russes en RCA[501] ont mis sur le devant de la scène le rôle dévolu aux sociétés privées de sécurité russes quand bien même ces dernières sont à la limite de la légalité en Russie[502]. Il est facile d'être bienpensant et de se scandaliser du rôle dévolu ainsi à des acteurs privés dans la politique étrangère de la Russie, offrant une dénégation plausible à des pans entiers d'une politique étrangère qui cultive les aspects sécuritaires[503].

Il faut raison garder. D'une part, la privatisation de la guerre s'est accélérée depuis l'intervention militaire américaine en Irak en 2003 et est devenue une réalité indéniable aujourd'hui dans des conflits aussi différents que l'Afghanistan, le Yémen, la Libye ou la Somalie pour n'en citer que quelques-uns. Il est étrange que le silence règne sur leurs actions et, plus encore, sur leurs exactions[504]. De l'autre, cette mobilisation de quelques compagnies de sécurité russes souligne

---

500 Voir l'audition du général Thomas D. Waldhauser, commandant d'AFRICOM, au Sénat américain accessible à https://www.armed-services.senate.gov/hearings/19-02-07-united-states-africa-command-and-united-states-southern-command?fbclid=IwAR00LfJytdJ8kL9hqqr9RPKJuIOuMgjBbZ-HHB8jtCKR_jX9om8z2K2LNdg

501 Voir la contre-enquête menée par des médias proches de Mikhail Khodorkovsky qui n'a suscité aucune réaction du parquet centrafricain pourtant richement doté par l'Union européenne : https://meduza.io/en/feature/2019/01/10/investigators-find-evidence-tying-july-s-murder-of-three-russian-journalists-in-africa-to-putin-s-chef

502 Comme le dit un expert issu de ce milieu, les compagnies russes se préoccupent du but à atteindre pendant que leurs homologues occidentales ont d'abord le souci de définir les règles d'engagement (voir https://feraljundi.com/2019/02/11/industry-talk-russian-pmscs-evolve-and-expand/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+FeralJundi+%28Feral+Jundi%29)

503 Emmanuel Dreyfus, "Private Military companies in Russia: Not so Quit on the Eastern Front", *Research paper, n° 63*, IRSEM, 17 January 2019. Certains analystes américains pointent ainsi le fait que la Chine apporte l'argent et la Russie le muscle…

504 D'Executive Outcome (qui a servi de modèle à la firme russe Wagner) à Erik Prince (qui a l'oreille de Donald Trump) en passant par Blackwater, Dynscorps and bien d'autres qui combattent aujourd'hui au Nigeria, en Libye, au Sahel, au Yémen, en Somalie etc., avec des encadrements juridiques plus ou moins acceptables. Lire la récente enquête d'Abigail Fielding-Smith & Crofton Black, "Death and disappearance: Inside the world of privatised war", *The Bureau of Investigative Journalism*, 29 January 2019.

la faiblesse de l'ancrage russe dans les États africains : la Turquie, quant à elle, sait recourir à ses hommes d'affaires, à des *joint-ventures*, à des bourses d'études et à des organisations non gouvernementales.

Pour l'heure, rien de tel en ce qui concerne la Russie, ce qui constitue plus une faiblesse qu'une force. Incidemment, cela incite également à s'interroger sur le rôle de certaines individualités dans l'entourage du Président Poutine[505] et des rivalités à terme entre ces opérateurs publics ou privés comme d'ailleurs entre intérêts publics et privés. Les évolutions de la forme de la présence russe en RCA sont de ce point de vue éclairantes.

Les dividendes d'une telle posture n'ont d'ailleurs pas tardé puisque lors de l'annexion de la Crimée, la condamnation de cet acte n'a pas reçu l'appui de Djibouti, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, du Kenya, de l'Ouganda ni du Soudan du Sud pour l'Afrique de l'Est[506]. Attirer les votes africains dans les grands fora internationaux est donc un objectif important de cette politique russe comme cela avait été le cas pour la Chine après la répression sanglante des événements de Tien-an-men en juin 1989.

Il faut aussi souligner qu'en agissant ainsi, la Russie se pose en partenaire obligé des Européens dans la région. En effet, même si les tensions sont fortes en Ukraine, les relations de la Russie avec l'Union européenne ne se limitent pas à ce seul dossier bien évidemment et Moscou, en étant présent dans certains pays, entend s'imposer à la table de débats de la communauté internationale et devenir un partenaire des pays de l'Union européenne pour définir les termes d'une reconstruction ou d'une transition politique. C'est ce qu'elle a fait avec un grand succès en Syrie, puis à un tout autre niveau en République centrafricaine, mais c'est ce qu'elle entend réaliser à terme également au Yémen et sans doute de l'autre côté de la Mer rouge en Érythrée et au Somaliland si son ambition triomphe. On ne peut exclure également une volonté de régler ses comptes en « humiliant » certains membres de la communauté internationale ou européenne. La France mesure depuis plus d'un an la capacité russe de mobiliser acteurs politiques locaux, médias nationaux et réseaux sociaux pour agonir la politique et la présence française en RCA[507]. Le but est simple : il s'agit de régler des comptes, que ceux-ci concernent le rôle de la France dans le renversement et la mort du Guide libyen (pays où les intérêts russes étaient substantiels avant 2011), ou la politique africaine « néocoloniale » de Paris, une manière très simple et efficace de gagner une popularité à bon compte.

---

505 On pense évidemment à Yevgeny Prigozhin qui est le propriétaire de Wagner et l'un des premiers investisseurs en Afrique mais on pourrait aussi évoquer d'autres personnages moins connus et tout aussi liés au président Poutine comme Pyotr Fradkov qui gère le Comité de coordination pour la coopération économique avec les pays d'Afrique sub-saharienne depuis le printemps 2018. Son père, Mikhael, a été un chef du FSB avant de devenir Premier ministre.

506 On peut imaginer que le Soudan et la Somalie étaient alors trop dépendants aux États-Unis pour avoir marqué un soutien à la Russie.

507 « Médias, ONG… Les relais de Moscou pour torpiller Paris », *La Lettre du Continent*, 27 janvier 2019.

2. Esquisse d'une description de la présence russe dans la grande Corne de l'Afrique

L'intérêt de la Russie pour la Corne de l'Afrique est ancien, peut-être en partie à cause des liens entre les Églises orthodoxes (érythréenne et éthiopienne), comme le développe Robert Patman dans l'introduction à son livre[508]. Mais dans la période la plus contemporaine, ce regain d'intérêt est exprimé pour la première fois en 2009. On ne saurait mésestimer l'intérêt suscité par la grande opération internationale contre la piraterie près des côtes somaliennes. Celle-ci marquait le rôle stratégique de la Mer rouge dans le commerce international, rôle conforté également par la croissance du commerce entre l'Asie et l'Europe[509].

De plus, la Russie pouvait ne pas se considérer comme un nouveau venu dans cette zone. Sa marine de guerre avait, durant la Guerre froide, profité de facilités à Massawa, Assab et Berbera, sans même mentionner le port d'Aden. La Russie également ne peut être indifférente à cette course pour le contrôle des ports à laquelle on assiste au niveau international au-delà de la Mer rouge, dans l'Océan indien ou même en Méditerranée. La crise en Syrie et le rôle joué par les ports de Lattaquié et Tartous dans la logistique de la présence russe ont eux aussi confirmé l'importance d'obtenir des facilités portuaires dans les zones où la Russie ambitionnait d'accroitre sa présence[510].

Sans trop de détails et sans doute avec beaucoup d'oublis puisque ce texte se base sur les seules données publiques, on peut tenter la mise en profil suivante.

2.1. Soudan

La présence russe au Soudan est relativement ancienne eu égard aux autres pays de la Corne de l'Afrique. Elle s'est exprimée notamment par des contrats dans le secteur énergétique et minier, notamment la prospection pétrolière dans le off-shore[511]. Son importance a été confirmée par la visite du Président Omar el-Béchir à Moscou en novembre 2018.

La présence de la société de sécurité Wagner et son rôle dans la formation de troupes soudanaises qui sont intervenues en décembre et janvier pour réprimer un puissant mouvement de contestation urbain à Khartoum et dans plusieurs villes de province a suscité une polémique

---

508 R. Patman (1990) *op. cit.*

509 Do, Quy-Toan. *The pirates of Somalia: ending the threat, rebuilding a nation (English)*, Washington DC, World Bank, 2013. http://documents.worldbank.org/curated/en/182671468307148284/The-pirates-of-Somalia-ending-the-threat-rebuilding-a-nation .

510 Igor Delanoë, "Ce que la Russie a gagné de son intervention en Syrie » *Orient XXI*, 9 octobre 2018.

511 Alyaksey Malyhin, "Putin's chef mines for gold in Sudan. Who is doing it on behalf of Belarus?", *www.tut.by*, 12 December 2018 (traduction via BBC monitoring).

telle que le ministère russe des Affaires étrangères a dû intervenir dans le débat pour clarifier le rôle des uns et des autres, sans forcément convaincre[512].

L'un des enjeux de cette coopération est évidemment de savoir si la Russie obtiendra des facilités portuaires et la nature de ces dernières. Moscou avait déjà cherché à s'installer à Djibouti en bonne intelligence avec les Chinois mais s'était heurté à un refus du gouvernement djiboutien. Il est clair qu'une base ou une zone franche à proximité de Port Sudan (Suakin comme la Turquie?) fournirait plus qu'une alternative et pourrait mécaniquement permettre l'approvisionnement de contingents russes (privés ou étatiques) en Afrique centrale.

Du point de vue de Khartoum, les bonnes relations avec la Russie manifestent plusieurs aspects de sa politique étrangère. D'abord, la Russie n'est pas signataire du traité de Rome pour la CPI et cela évacue un sujet sensible dans le dialogue politique. Ensuite le régime soudanais, pour la violence de la contre insurrection qu'il mène dans plusieurs régions et la répression des mouvements sociaux, reste en délicatesse avec les grands États occidentaux. La Russie est donc une alternative pour l'acquisition d'armements complexes et de technologies policières.

Enfin, la Russie fait monter les enchères dans les pays occidentaux : la politique d'isolement de Khartoum a vécu mais les capitales européennes (pour ne pas parler des États-Unis) hésitent sur la nature des nouvelles relations. Omar el-Béchir estime que Washington ne peut être crédible car l'histoire des vingt dernières années lui a montré que la diplomatie américaine ne fait qu'ajouter de nouvelles demandes aux demandes existantes pour une normalisation pleine et entière.

2.2. Érythrée et Éthiopie

La récente visite d'une délégation érythréenne à Moscou après le déplacement de Sergey Lavrov à Addis-Abeba en mars 2018 souligne l'importance que Moscou attache à ces deux pays[513]. Au-delà des contrats d'armement, la Russie aimerait bien mettre un pied en Érythrée[514] d'autant plus utile que le conflit se poursuit au Yémen très proche et que Moscou entend y mener une diplomatie plus active[515]. Surtout, c'est une manière d'être à proximité de Djibouti et de suivre donc les actes des puissances occidentales qui y sont très bien représentées militairement.

---

512 Jane Flanagan, "Russian mercenaries help put down Sudan protest", *The Times*, 10 January 2019.

513 Salem Solomon, "Russia-Eritrea relations grow with planned logistics center", *Voice of America*, 2 September 2018.

514 La référence à Kagnew Station une station d'écoute américaine qui opéra de 1943 à 1977 est sans doute un anachronisme car bien avant les affrontements entre armée éthiopienne et nationalistes érythréens en 1976 et 1977, les militaires américains la jugeaient pratiquement obsolète. Rien de tel concernant les ports érythréens.

515 Samuel Ramani, "Russia's mediating role in southern Yemen", *Carnegie Endowment for International Peace*, 12 October 2018.

Comme dans les années 1970, mais avec une Érythrée indépendante, la Russie voit dans l'Éthiopie le principal pays à conquérir (elle n'est pas la seule à avoir cette ambition) mais a peu à offrir. C'est sans doute pour cela que la coopération dans le nucléaire civil est aujourd'hui la plus notable même si elle se limite à un centre de recherche.

L'Éthiopie a certes des besoins mais ses donateurs traditionnels occidentaux (notamment l'Union européenne, les États-Unis et le Royaume Uni, peu amènes sur les ambitions russes) couvrent déjà une grande partie de ses besoins. Le récent passage sous les fourches caudines émiraties et saoudiennes ne doit pas faire illusion : tôt ou tard, l'Éthiopie regagnera l'autonomie qu'elle a dû réduire pour trouver des financements immédiats.

L'Érythrée d'Issayas Afeworki est plus instable dans ses alliances parce qu'elle a besoin de brouiller les cartes devant ses propres alliés et accroître son indépendance : c'est une posture un peu compliquée qui justifie certains retournements de situation. Néanmoins, son inclinaison à octroyer aux Russes des facilités doit prendre en compte la position d'Addis-Abeba et de leurs puissants financiers du Golfe qui eux-mêmes entretiennent des relations très ambiguës avec Moscou. Il n'est pas impossible que l'épisode iranien se renouvelle avec la Russie[516] : le plus probable serait alors une présence qui tourne court très rapidement.

2.3. Somalie et Somaliland

En annonçant un intérêt russe pour une base au Somaliland qui serait – dit la rumeur somalilandaise - récompensée par la reconnaissance de cette région, les Russes prennent la suite des Émiratis dans les légendes urbaines de cette région : on échangerait base militaire contre reconnaissance internationale sans que les Russes ne se soucient outre mesure des implications d'une telle décision sur ce qui se passe dans sa périphérie…

La posture russe souligne combien elle entend « en être » et, puisqu'elle n'est pas bienvenue à Djibouti, trouver un autre point d'appui dans la région. Il est trop tôt et les informations disponibles peu recoupées pour élaborer sur les implications possibles ou probables d'une présence russe. On voit bien ce que les Somalilandais pourraient en retirer ; on voit moins comment la diplomatie russe pourrait capitaliser sur une décision qui met à mal la souveraineté de la Somalie, quoi qu'on en pense par ailleurs. Les Émirats arabes unis, après quelques fortes déclarations, avaient dû se déjuger devant les protestations de la Ligue arabe. On voit mal Moscou abonder dans le sens d'une confrontation avec des organisations régionales qui ne lui sont pas hostiles.

516 Voir par exemple le décalage entre cette appréciation de la menace et la réalité (puisqu'on peut y porter aujourd'hui un regard rétrospectif) : Jeffrey Lefebvre, "Iran in the Horn of Africa: Outflanking U.S. Allies," *Middle East Policy*, vol. XIX, n° 2, Summer 2012.

3. Conclusion : un positionnement africain mais aussi plus international

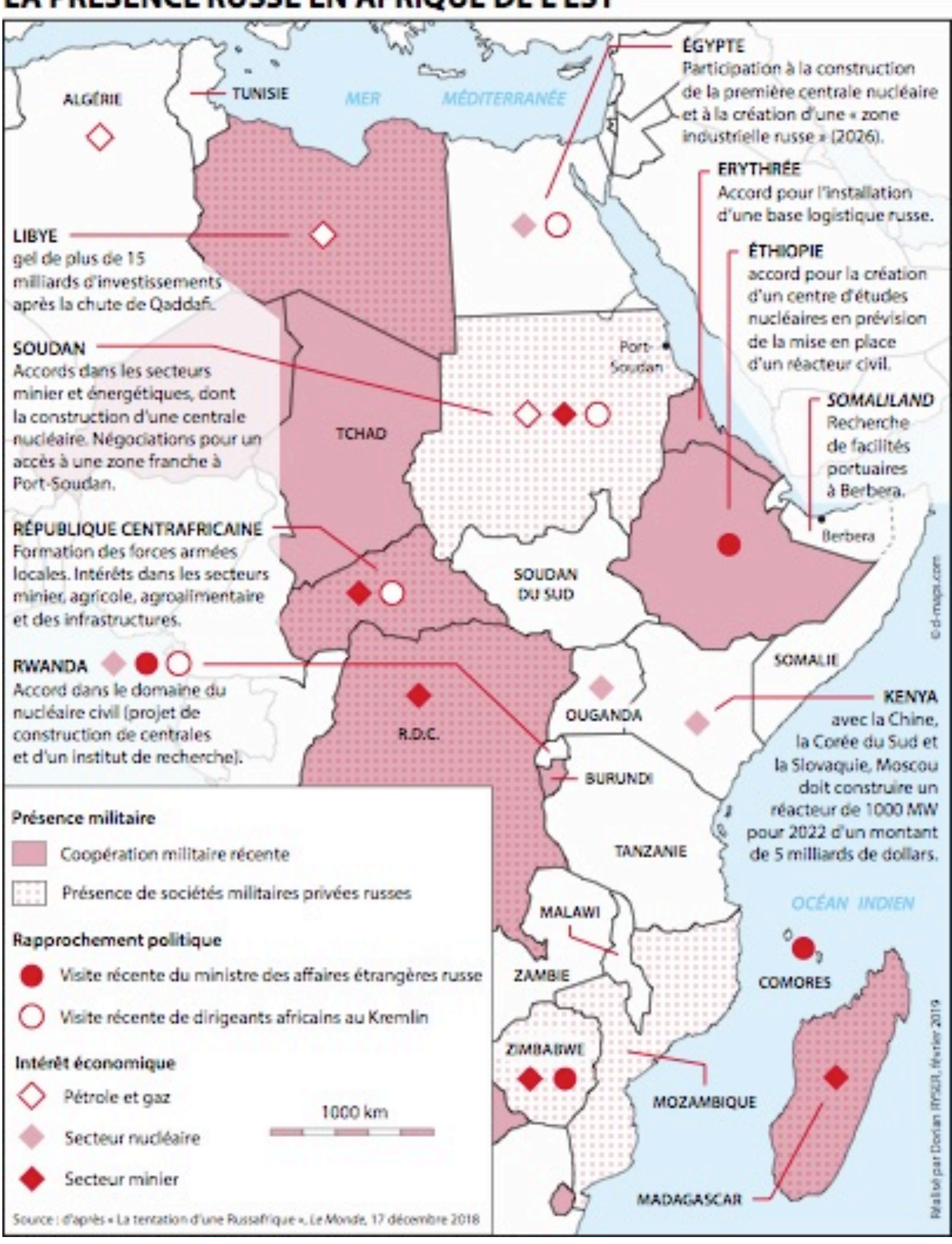
Après un premier forum Russie-Afrique qui s'est tenu à Doubaï en novembre 2018, l'année 2019 devrait être l'année de l'Afrique pour la diplomatie russe[517]. Un grand rassemblement des hommes d'États africains est programmé pour l'été à l'instar de ce que la Chine (mais aussi le Japon et la France) organise. Mr Lavrov a annoncé que ce moment inclurait également un forum des affaires et une réunion des organisations de la société civile et du monde non-gouvernemental et que les discussions devraient conduire à des projets communs regardant la jeunesse et la coopération universitaire[518].

La grande Corne de l'Afrique ne doit plus simplement s'analyser comme le bassin stratégique de la Mer rouge. Du fait de l'hostilité de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis au Qatar et à l'Iran, elle fait aujourd'hui partie d'un complexe qui intègre également l'ensemble des pays du Conseil de Coopération du Golfe et le Golfe persique[519]. Un regain de tension dans cette dernière zone aurait des conséquences importantes sur la sécurité en Mer rouge car le régime iranien ne pourrait accepter de se voir asphyxié sans réagir. La présence militaire russe, outre qu'elle relève de l'affirmation d'un pouvoir global et non plus régional comme ce fut le cas pendant les 20 premières années suivant l'effondrement de l'Union soviétique, se prépare ainsi à peser si une escalade devait se produire dans le détroit d'Ormuz.

De façon générale, les pays de la Grande Corne de l'Afrique considèrent cette avancée russe d'abord comme une manière de dire leurs profondes réserves sur ce qui tient lieu de politique étrangère américaine dans la région. C'est plus un acte de défiance, comme d'ailleurs c'est le cas dans les rapprochements paradoxaux conçus avec l'Arabie saoudite et les Émirats. On doit douter de la capacité de ces derniers pays à structurer seuls un nouvel ordre régional sans avoir recours tôt ou tard à des alliances extrarégionales. La Russie joue quant à elle une carte économique qui a sa rationalité propre. Quant à ses ambitions géopolitiques, il lui faut avancer rapidement avant les prochaines élections américaines qui indubitablement apporteront des clarifications sur la politique de Washington dans la grande région.

---

517 John Burger, "The return of Russia to Africa", *New African*, 12 décembre 2018.
518 Olga Barabanov, « The Ideology of Russia's Return to Africa, and the Zimbabwean President's Visit to Moscow », 18 January 2019, http://valdaiclub.com/a/highlights/the-ideology-of-russia-s-return-to-africa/?sphrase_id=560325 .
519 Sans évoquer ici les postures américaines et israéliennes.


LA PRÉSENCE RUSSE EN AFRIQUE DE L'EST
ALGÉRIE
TUNISIE
MER MÉDITERRANÉE
ÉGYPTE
Participation à la construction de la première centrale nucléaire et à la création d'une « zone industrielle russe » (2026).
ERYTHRÉE
Accord pour l'installation d'une base logistique russe.
ÉTHIOPIE
accord pour la création d'un centre d'études nucléaires en prévision de la mise en place d'un réacteur civil.
SOMALILAND
Recherche de facilités portuaires à Berbera.
Berbera
LIBYE
gel de plus de 15 milliards d'investissements après la chute de Qaddafi.
SOUDAN
Accords dans les secteurs minier et énergétiques, dont la construction d'une centrale nucléaire. Négociations pour un accès à une zone franche à Port-Soudan.
Port-Soudan
TCHAD
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Formation des forces armées locales. Intérêts dans les secteurs minier, agricole, agroalimentaire et des infrastructures.
SOUDAN DU SUD
SOMALIE
RWANDA
Accord dans le domaine du nucléaire civil (projet de construction de centrales et d'un institut de recherche).
R.D.C.
OUGANDA
KENYA
avec la Chine, la Corée du Sud et la Slovaquie, Moscou doit construire un réacteur de 1000 MW pour 2022 d'un montant de 5 milliards de dollars.
BURUNDI
TANZANIE
OCÉAN INDIEN
MALAWI
ZAMBIE
COMORES
ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
MADAGASCAR
Présence militaire
Coopération militaire récente
Présence de sociétés militaires privées russes
Rapprochement politique
Visite récente du ministre des affaires étrangères russe
Visite récente de dirigeants africains au Kremlin
Intérêt économique
Pétrole et gaz
Secteur nucléaire
Secteur minier
1000 km
Source : d'après « La tentation d'une Russafrique », Le Monde, 17 décembre 2018
© d-maps.com
Réalisé par Dorian RYSER, février 2019

Pour conclure - L’histoire n’est jamais écrite

Article :

« ‘L’histoire n’est jamais écrite’, Entretien avec Roland Marchal sur la révolution de 2019 au Soudan », *Politique africaine*, n° 158, 2020.

Pour conclure

‘L’histoire n’est jamais écrite’, Entretien avec Roland Marchal sur la révolution de 2019 au Soudan,

Cet entretien a eu lieu peu de temps après sa libération et son retour en France, suite à ses longs mois d’incarcération en Iran. Nous pensons à Fariba Adelkhah, toujours incarcérée.

Raphaëlle Chevrillon-Guibert : Pour vous qui travaillez depuis plus de trente ans sur le régime d’Omar al-Béchir, cette fin de règne a-t-elle été une surprise ? Pensiez-vous que les manifestations, débutées en décembre 2018 aboutiraient ?

Roland Marchal : Pour ce qui concerne la deuxième question, évidemment non, je ne le savais pas. Je pense que l’histoire n’est jamais écrite et qu’il faut être très prudent sur la capacité d’un mouvement social à renverser un régime. On ne peut exclure totalement le rebond d’un régime très faible, une répression brutale d’un mouvement social même si ce dernier est initialement imposant.

Certes, comme dans d’autres situations, par exemple en Égypte où on a vu une accumulation de luttes sociales et de luttes syndicales qui finalement a permis le renversement du régime d’Hosni Moubarak, on peut pointer au Soudan des luttes sociales et politiques qui ont donné lieu à des tentatives d’organisation originales de la contestation depuis une dizaine d’années, avec de nouvelles formes d’organisation, de nouveaux leaders moins connus de l’*establishment* et aussi avec une moindre prégnance de la classe politique traditionnelle. Il y avait donc des raisons de suivre très attentivement la dynamique de la contestation, mais penser en décembre 2018 que c’était la fin d’al-Béchir, non.

R. C.-G. : Vous aviez évoqué, dans un dossier spécial que vous avez codirigé avec Marc Lavergne sur le Soudan pour la revue *Politique africaine* et auquel ce dossier fait écho 20 ans après, le fait que les observateurs de la prise de pouvoir du régime ne lui donnaient que quelques années à vivre et que cette croyance s’est maintenue malgré l’évidence pendant longtemps.

R. M. : Je suis arrivé à Khartoum le 15 juin 1989, j’ai donc été confiné le jour du coup d’État, et le lendemain, je me suis précipité à l’université pour voir mes collègues et savoir ce qui se

passait : il y avait eu un coup d'État, mais les candidats au putsch ne manquaient pas. À ce moment-là, nombre d'observateurs soudanais, qui étaient à cette époque critiques des partis traditionnels, estimaient que le coup ne durerait pas plus de quelques jours.

Ils expliquaient que ce coup d'État n'était pas véritablement l'œuvre des militaires, mais bel et bien des islamistes, et que ces derniers ne tiendraient pas plus de quinze jours. Et pendant des années a prédominé, dans les cercles de l'opposition, le sentiment que ce régime, étant fait de bric et de broc, de marginalités politique et militaire, allait être renversé facilement. J'avoue que, sans être prescient, je n'ai pas cru à ces présages car, malgré de brillantes analyses, on ne savait pas vraiment qui était arrivé au pouvoir, car militaires et islamistes étaient déjà divisés, et quel était l'équilibre entre militaires et islamistes.

On pouvait déjà se rendre compte que ces hommes ne manquaient pas d'astuce politique et, surtout, que leur coup d'État avait été acclamé par une grande partie de la population qui n'était faite ni des fervents supporters des militaires et encore moins des islamistes, un aspect qu'il faut bien garder à l'esprit dans le contexte actuel. Seulement, l'immobilisme absolu du régime civil, son incapacité à acter des décisions pourtant essentielles, et pas seulement sur la question de la paix avec le Sud ou le gel des lois de septembre, tout ça faisait que, de mon point de vue, une grande majorité de gens ordinaires ont été pendant des mois plutôt favorables à un régime qui offrait des réponses à des débats qui divisaient alors une grande partie de la population.

Un deuxième point important à retenir est que l'armée était perçue (et sans doute le demeure-t-elle pour une fraction moins importante de la population aujourd'hui) comme la seule véritable institution nationale, qu'elle défend les intérêts du pays alors que les partis politiques ou les mouvements sociaux sont d'emblée mus par des intérêts particuliers qui ne convergent pas forcément vers un intérêt national.

Pour moi et, je crois, pour une bonne partie des analystes internationaux, beaucoup d'opposants prenaient leur désir pour la réalité, une faiblesse qui a duré. On pouvait repérer cela dans les discours de l'Alliance nationale démocratique, qui était cette union des oppositions multiples après 1994 rendue largement bancale par une alliance entre le SPLA [Sudan People's Liberation Army, Armée populaire de libération du Soudan], qui bénéficiait de soutiens politiques et militaires croissants, et une opposition politique civile « nordiste » qui se délitait dans l'exil. D'autant que le régime à Khartoum restait très efficace dans la répression ciblée des opposants, en tout cas au Nord, et aussi dans le développement d'une véritable guerre civile au Sud, qui n'était pas simplement due à la grande brutalité du SPLA vis-à-vis de certains secteurs de la population.

Au Nord, les élites politiques traditionnelles étaient incitées à l'exil et toute possibilité d'organisation de l'opposition était impossible. La dimension proprement coercitive de ce régime est intéressante à regarder du point de vue de l'analyse pour ses effets sociaux et culturels, un peu comme la répression de la tentative de coup d'État en 1997 en Angola. Il y a

beaucoup de rapports des organisations des droits de l'homme sur cet aspect et, évidemment, les Soudanais ont beaucoup souffert de cela, mais ces témoignages importants ne permettent pas toujours de voir qu'elle visait à la fois à éliminer le vieux monde et à créer les fondements d'un nouveau monde, notamment sur le plan économique, aspect sur lequel on reviendra peut-être plus tard.

R. C.-G. : Quand vous parlez de cette capacité à déliter le vieux monde et à anticiper le nouveau, je pense également à la capacité du régime à se transformer au fur et à mesure que les choses évoluaient.

R. M. : Oui, si vous voulez, eu égard à ce qu'est la scène politique traditionnelle au Soudan, quelle que soit l'opinion qu'on ait des dirigeants islamistes, il faut leur reconnaître une capacité d'innovation, d'analyse mais aussi de décision, qui a manqué cruellement au parti de Sadiq al-Mahdi au pouvoir de 1986 à 1989, qui aura été pour beaucoup le plus grand espoir et la plus grande déception pour toute cette période-là.

Les islamistes ont offert une alternative à la procrastination. Ils ont d'abord tapé très fort là où cela pouvait faire très mal, c'est-à-dire sur un système économique qui, pour des raisons qui datent du condominium anglo-égyptien, travaillait avec et pour les grands partis traditionnels dont il protégeait les intérêts.

Ils se sont également concentrés sur le contrôle de la jeunesse, des femmes et la reconfiguration des liens sociaux. Les islamistes avaient véritablement un projet politique au sens plein du terme et il faut se rappeler de quelqu'un comme Ali Osman Mohamed Taha, qui était alors le véritable chef d'État, celui qui gouvernait le Soudan au quotidien de 1989 à 2003, jusqu'à son départ pour prendre en main les négociations avec le SPLA à Nairobi. Ce personnage, qui jouait alors un rôle essentiel dans la machinerie étatique et la machinerie politique, a commencé comme ministre de la Planification sociale, afin de porter le changement au-delà du monde urbain et des capitales régionales du pays.

Le parti du Congrès national est une illustration de cette capacité des islamistes à accepter leur rôle minoritaire dans la société et à chercher à le dépasser en faisant des alliances qui ont été très mal comprises par certains collègues ou des journalistes qui refusaient d'admettre que cette cooptation de leaders locaux, de cheiks qui appartenaient pour certains à des confréries soufies, était une politique astucieuse pour construire des bases sociales au-delà d'un mouvement islamique qui est resté, jusqu'à aujourd'hui, une organisation toujours minoritaire et qui ne pouvait pas de fait gouverner seule le pays. Après l'euphorie des années 2000, il y a eu des travaux là-dessus et c'est quelque chose d'important qu'il faut garder à l'esprit.

Il faut être attentif, surtout aujourd'hui où l'on a un mouvement social urbain qui, d'une certaine façon, estime que son volontarisme peut entraîner le monde rural, qui ne reconsidère pas d'une

manière novatrice son rapport avec les populations dites périphériques (je ne parle pas ici des mouvements armés) et qui a tendance à trop espérer de la diaspora et des donateurs, sans regarder plus finement, peut-être par manque de temps car la lutte politique est intense, comment construire de véritables relais hors des principaux centres urbains, pas seulement en ayant des représentants mais en essayant de redéfinir un nouveau bloc hégémonique, pour le dire dans le jargon des universitaires, avec des milieux sociaux qui soit ont été peu impliqués dans le mouvement social qui a renversé Omar al-Béchir, par défiance vis-à-vis d'une révolte urbaine qui ne les représentait pas assez, ou peut-être qui ont été à un certain moment des soutiens du régime d'Omar al-Béchir qu'ils avaient vu comme une solution et qui ont été très déçus par celui-ci.

R. C.-G. : Vous parlez de cooptation et d'une certaine réussite des islamistes à récupérer des soutiens dans des milieux qui leur étaient extérieurs. Est-ce que cela veut dire que ce ne sont plus les mêmes hommes qu'au début que l'on retrouve dans le régime ?

R. M. : Si vous voulez, il y a deux acteurs majeurs un peu irréductibles qui ont leur propre rationalité et leur propre histoire. L'un, c'est l'armée, et l'autre, c'est le Front national islamique [FNI] avec ce qui est devenu après la Tendance islamique soudanaise. Pendant longtemps, on a eu une sorte de découplage entre les islamistes, avec Tourabi à leur tête, et l'appareil d'État. J'ai écrit là-dessus, et al-Mahboub Abdel Salam, qui était très proche de Tourabi, a écrit un livre remarquable où il décrit ce rôle du mouvement et donne beaucoup de détails qui soutiennent cette thèse.

On peut observer des phénomènes qui sont génériques de certaines situations, quand des groupes marginaux, on pourrait parler des partis Ba'ath dans certains pays du monde arabe, se saisissent du pouvoir politique et sont alors aspirés par l'État, au point que leur rationalité politique n'est plus celle d'un groupe politique mais intègre de nouveaux paramètres liés à l'histoire de l'appareil d'État lui-même.

Je crois que c'est une dimension extrêmement importante dans la crise de la tendance islamique de la fin des années 1990 alors qu'on assiste à une apparente stabilisation, car le régime réussit à durer malgré les pressions et les sanctions internationales causées par la tentative d'assassinat d'Hosni Moubarak en juin 1995. Mais la vraie crise dépasse ces péripéties politiques (malgré tout extrêmement importantes) et réactualise plutôt la question de savoir ce qui était fondamental, la position à l'intérieur du parti ou de l'État ? Si l'on observait des régimes communistes existants ou passés, comme la Russie ou la Chine, on trouverait matière à analogie. Donc il y avait cette dimension là où, évidemment, Tourabi jouait un rôle très particulier puisqu'il avait été tout à la fois l'initiateur, le penseur et, aussi, le critique de ce dilemme.

Son éviction en décembre 1999, après une longue crise qui dure presque deux ans, montre d'une certaine façon la victoire de l'État contre le parti, l'épuisement aussi de l'offre politique

de ce régime au moment où les espoirs sur la rente pétrolière commencent à se matérialiser. Là aussi, c'est quelque chose de très intéressant, al-Béchir, qui est formellement président depuis 1989, ne recouvre tous ses pouvoirs qu'en 2003, lorsqu'Ali Osman Mohamed Taha est obligé de reprendre les négociations avec le SPLA au Kenya, dans un cadre politique totalement transformé puisqu'il y a *de facto* une certaine entente avec les Américains.

Al-Béchir reprend alors le contrôle, d'abord de son environnement immédiat à la présidence de la République, puis assez rapidement du parti grâce à la rente. Donc, pour revenir à votre question, il va effectivement y avoir des évolutions avec des gens qui vont monter dans la hiérarchie de l'État et qui vont être promus, sur des bases de plus en plus tribales et personnelles, en fonction de liens spécifiques avec des dirigeants particuliers, et moins en termes de politique organisationnelle. C'est quelque chose qui met en lumière une transformation des régulations internes, ce n'est pas simplement une conséquence mécanique de la durée de vie de ce régime qui a été considérable, 30 ans – on parle quasiment de deux générations.

R. C.-G. : Vous parlez du changement de contexte lié aux négociations avec le SPLA, ce changement correspond également au début de la guerre au Darfour en 2003…

R. M. : J'ai un point de vue sans doute très minoritaire sur la guerre au Darfour qui est qu'elle a été à la fois le fruit d'une histoire spécifique, liée à des problèmes visibles dès les années 1970 et qui ont été réglés avec une grande violence à la fin des années 1980 puis au début des années 2000, mais également le résultat de deux processus qui me paraissent centraux et qui peut-être ne correspondaient pas à l'humeur des diplomaties occidentales alors, ce qui fait qu'ils n'ont pas été considérés.

C'est tout d'abord la récurrence d'une politique de l'État soudanais, c'est-à-dire la façon dont l'État s'est construit vis-à-vis de ses périphéries et la façon dont il a contrôlé ses périphéries. Ce qu'Omar al-Béchir a fait avec les Forces de défense populaire et les autres milices, c'est la même chose que ce que les Britanniques et d'autres avaient fait avant lui : une construction milicienne de l'État sur ses périphéries politiques. Il y a une récurrence d'un répertoire d'actions qui mériterait qu'on s'y attarde car elle renvoie aussi au type de gouvernance réelle, pas celle des institutions telle qu'on aime à se la représenter comme politiste ou diplomate, mais à une concaténation de périodes définies par des accords locaux fragiles et réversifs où un chef de tribu, un omda ou un cheik est beaucoup plus puissant que le représentant de l'État. Mais ces aspects n'ont guère été pris en compte alors même qu'ils aidaient à mieux cerner le problème desdites périphéries (et de leurs différences non seulement vis-à-vis du centre mais aussi entre elles) et son éventuelle solution : il était tellement plus facile de communier dans une morale humaniste, de condamner al-Béchir et de dénoncer un génocide quitte à oublier le nécessaire travail d'historien et un rapport moins idéologique à la réalité.

L'autre question, qui a été plus étudiée, est liée au contexte politique. On a conscience que les initiateurs de la révolte armée, le Justice and Equality Movement [JEM, Mouvement pour la justice et l'égalité] et les autres, ont très bien compris qu'en 2002 on allait vers des négociations soutenues par les États-Unis sur la question du Sud et que c'était le moment opportun pour militariser des contradictions sociales et des problèmes de gouvernance au Darfour ou tenter d'en devenir les porte-parole. Le calcul était simple : Khartoum céderait, soit en donnant plus au Sud, incitant ainsi les Sudistes à aider les périphéries au Nord selon le fameux discours de John Garang qui ne voulait pas le pouvoir à Juba mais à Khartoum (ce qui aurait réalisé une alliance complètement improbable des périphéries contre Khartoum), soit en cédant aux revendications du Darfour tant Khartoum voulait avant tout régler le problème du Sud et le faire sans autre contrainte.

La question régionale aussi était importante avec le Tchad, qui était rentré dans un nouveau cycle avec les débuts de la production pétrolière, et Kadhafi, désireux de régler ses comptes à Khartoum pour son appui aux islamistes libyens et d'avoir son mot à dire dans les négociations avec le SPLA. Cette situation à mon avis se renouvelle aujourd'hui avec des mouvements armés qui sont plus faibles et moins populaires qu'ils ne l'étaient il y a une quinzaine d'années. Donc le conflit au Darfour, sans revenir ici sur son coût humain terrifiant, est à la fois le produit et l'amorce d'une négociation.

Ce qui est très regrettable dans cette crise, et c'est peut-être quelque chose qui a moins à voir avec le Soudan et plus avec le contexte régional, c'est que la communauté internationale, si on peut l'appeler ainsi (à commencer par les États-Unis mais aussi l'Union européenne, qui a fait beaucoup, ou les Nations unies), a été beaucoup plus réactive que proactive dans cette négociation. Elle a été incapable d'avoir une vision intégrée de ce qui se passait alors au Soudan. Ceci a été un énorme problème qui fait qu'il n'y a pas de résolution de la crise du Darfour aujourd'hui parce qu'il y a toujours une insécurité armée qui détruit ce qui pouvait rester de tissu social dans cette région, et que la solution pour le Sud-Soudan s'est limitée à une dotation de pouvoir au SPLA, sans jamais chercher à construire un champ politique au Sud-Soudan avec aussi des acteurs civils, qui certes étaient faibles mais qui auraient pu servir de frein à un type de gouvernance extrêmement militarisée et prédatrice qui existe avant même 2011.

Les chercheurs ont leur part de responsabilité en euphémisant la violence du SPLA vis-à-vis des populations avant 2011 tant il fallait que le référendum se tienne. Je n'ai pas participé à cette illusion mais j'ai très peu écrit sur ce thème, même si j'étais parfois sidéré de ce que je lisais sous des plumes parfois universitaires et souvent très bien informées.

R. C.-G. : Ces dernières remarques sont très intéressantes et peut-être que nous y reviendrons plus tard, mais je voulais rester sur la question du Darfour et des relations centre-périphéries que vous avez bien pointées. Il me semble comme vous que cette guerre au Darfour est la

production d'une gouvernance qui s'inscrit dans la continuité des précédentes, mais aussi qu'elle est la production d'une scission dans le mouvement islamique même.

R. M. : Je suis content que vous posiez cette question car, pour moi, cela reste un vrai débat. Comme tout le monde, je lis les études sur les islamistes soudanais, je lis le poids des populations riveraines, de cet arabisme latent, etc., et en même temps cela ne m'a jamais convaincu. Peut-être est-ce lié à mon expérience personnelle et que j'ai tort !

J'ai le souvenir du grand congrès de fondation du FNI en 1985, qui ne reflétait certes pas les processus de décision et de promotion interne (les autres partis n'ont jamais eu ce genre de pudeur), et à ce congrès ont assisté beaucoup de représentants desdites périphéries, notamment du Darfour, du Nil Bleu, du Kordofan et même du Sud-Soudan. J'ai donc un sentiment mitigé par rapport à l'idée que les élites de la vallée du Nil soient les seules décisionnelles, probablement, mais qu'elles déterminent seules l'identité du parti, j'en doute.

Ces élites avaient obtenu bien plus souvent que les potentielles contre-élites périphériques islamistes des postes dans l'appareil d'État après 1989, mais la réalité du mouvement me semblait plus complexe d'un point de vue sociologique et je crois que Tourabi a toujours su combien une capacité intégrative accrue de son mouvement était beaucoup plus une force qu'une faiblesse, même si cela pouvait provoquer quelques murmures ici ou là.

Il faut se rappeler que le projet de Tourabi n'était pas, ou pas seulement, un projet national, c'était tout d'abord un projet rival des Frères musulmans égyptiens. Son intention était à terme d'obtenir la direction politique d'un mouvement islamiste international qui aurait mis de côté ces frères « arabes » et leur internationale. Le ressentiment colonial était extrêmement fort et avait joué un rôle important dans les années 1950 dans les premières années de l'islamisme soudanais, Tourabi ne s'en est jamais caché dans les entretiens. En même temps, Tourabi, qui avait une culture globalisée, savait très bien que le monde arabe ne pouvait être son objectif, alors il ne voulait pas se limiter à cela.

Je me souviens très bien comment des groupes islamiques d'Asie centrale venaient le voir dans sa villa à Manchiyya et combien il en était fier. Il a également tenté d'avoir une politique d'appui au développement de mouvements islamistes dans la zone sahélienne et a échoué, d'abord par manque de moyens, peut-être aussi parce que le Soudan d'alors était trop calamiteux économiquement pour offrir une référence alternative à l'Égypte ou aux monarchies du Golfe, malgré le racisme auquel n'échappaient pas non plus les islamistes non arabes. Il faut aussi se souvenir du rôle que Tourabi a eu auprès de leaders politiques comme Rachid Ghannouchi, leader islamiste d'En-Nahdha en Tunisie, qui a été très proche de lui alors qu'il était réfugié au Soudan, même si aujourd'hui ce qu'il fait en Tunisie est sans doute plus proche de ce qu'auraient voulu les critiques les plus radicaux de Tourabi au sein de son organisation, le Congrès national populaire, c'est-à-dire la formation créée à l'issue de la scission de 1999.

La question que vous posez me semble devoir rester ouverte, non pas que de nombreuses études publiées aient tort mais il y a une complexité du jeu et de la vision politiques de Tourabi qu'on ne peut pas simplement réduire à un opportunisme. Il ne s'agit pas ici d'en faire un théoricien rigoureux et honnête, « *the good guy among the bad guys* » du régime (en oubliant les conséquences de ses politiques au Soudan et au Sud-Soudan notamment), mais c'est un théoricien qui a eu une vision beaucoup plus subtile que ce qu'on reconnaît à son parti une fois arrivé au pouvoir. On m'a dit et redit pendant de nombreuses années combien une personnalité comme Ghazi Salah ed-Dine, qui est un grand intellectuel islamiste, ne pourrait jamais diriger le mouvement islamiste soudanais, quelles que soient ses positions politiques. Mes interlocuteurs islamistes, parmi lesquels certains étaient du Darfour, répétaient qu'il était trop blanc pour être vu comme un Soudanais et que le Soudan était très compliqué et que ramener les choix à une domination d'un seul groupe était bien trop réducteur.

Il me semble que votre question vaut pour elle-même bien plus que ma réponse qui est de toute façon très lapidaire. Les rapports du JEM avec Tourabi ne sont pas seulement des rapports d'instrumentalisation avec un Tourabi qui, marginalisé, aurait eu besoin d'un aiguillon contre Omar al-Béchir, les choses sont bien plus compliquées.

R. C.-G. : Je partage complètement votre avis. Il suffit de se rappeler Mustafa Suleiman, un Darfourien zaghawa qui fut l'un des premiers collègues de Tourabi au parlement au moment de la constituante de 1965 et que Tourabi était allé soutenir durant sa campagne à Um Boro au Darfour…

R. M. : Une des choses qu'il serait intéressant de regarder, mais il faut reconnaître que c'est un propos polémique, c'est comment cette analyse qui considère les islamistes comme liés aux *awalad al balad* est une analyse produite elle-même d'abord par des *awalad al balad*. Il me semble que ce débat est aussi une bataille à l'intérieur d'une certaine élite.

Tourabi a voulu être plus original mais il y a les pesanteurs sociales dont il n'a pas pu ou voulu se libérer et il y a aussi eu la question des moyens qui étaient alors très limités, même comparés à la période post-2011. Il faut se souvenir de ce qu'était le Soudan en 1989. Les gens faisaient la queue pour acheter du pain et, l'après-midi, vous pouviez rouler à 100 km/h dans le centre de Khartoum car, faute d'essence, il n'y avait plus de circulation. C'était une période extrêmement difficile pour le monde urbain soudanais qui aujourd'hui est en train de redécouvrir cela malheureusement. Les conditions de vie étaient difficiles dans les années 1990 également à cause des sanctions internationales, mais aussi des faibles aides matérielles reçues par le régime de la part de ses soutiens internationaux. La pauvreté a continué de se développer massivement même si un petit groupe lié organiquement au régime a pu prospérer.

R. C.-G. : Pour revenir à ce qui se passe aujourd'hui, il faut reconnaître que l'arrivée de Himeidti, un Darfourien sans aucune assise sociale, qui d'une certaine manière arrive par « la bande », mais qui se retrouve tout de même numéro deux du pouvoir militaire et au cœur du conseil de transition, est un sacré pied de nez à cette histoire du pouvoir soudanais qui octroie une place centrale aux habitants de la vallée du Nil, non ?

R. M. : Vous m'excuserez d'être une fois de plus très sarcastique avec les mouvements darfouriens d'aujourd'hui, mais les circonstances ont créé les événements. Quand il y a eu la grande mobilisation internationale contre les crimes de masse au Darfour, les responsables à Khartoum, officiers supérieurs et politiques, ont vite compris que c'était un dossier difficile à manier et qu'il fallait promouvoir des gens qui seraient un jour soumis aux vindictes d'une éventuelle justice internationale ou devraient un jour être cassés par le régime comme cela fut fait tant de fois au Sud-Soudan. De ce fait, un Darfourien était le candidat parfait car cela confirmait le discours officiel comme quoi c'étaient les Darfouriens qui s'entre-tuaient et que Khartoum n'était pas directement lié aux massacres.

Dans le même temps, cette promotion permettait de ne plus penser à ce qui se passait au Darfour car il y avait quelqu'un de sûr qui s'en occupait et que le Tchad d'Idriss Déby jouait son rôle.

Je crois également que le Hemeidti d'aujourd'hui n'est pas simplement né de la situation interne mais aussi du contexte régional. Le Soudan a exporté une main-d'œuvre militaire et a été rémunéré en conséquence, en tout cas une partie de ses élites politiques et étatiques, pour envoyer des soldats, et bien plus que les 6 000 annoncés, au Yémen.

À partir de ce moment-là, Hemeidti, qui organisait ces mouvements de troupes, a augmenté sa capacité financière et également son importance politique puisqu'il devenait un interlocuteur d'importants donateurs comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Cet élément est important mais ce n'est pas le principal. Les compétitions au sein du Darfour pour gagner les faveurs de Khartoum entre lui et quelqu'un comme Musa Hilal ont beaucoup compté également.

R. C.-G. : Quand nous avons commencé notre discussion, nous avons séparé militaires et islamistes, mais je garde toujours une question sur ceux qui étaient à la fois militaires et islamistes car, lors des manifestations, les militants semblent également avoir fait cette distinction et décrié avant tout les islamistes, plus que les militaires, bien que ceux-ci aient eu un rôle important depuis 30 ans ! Est-ce judicieux de faire cette distinction ?

R. M. : Regardez ce qui s'est passé en 1985, au moment de la chute de Nimeiri, il y a des parallèles intéressants à faire. Je vous expliquais tout à l'heure que la population reste très attachée à une image de représentativité nationale de l'armée que nous devons comme

chercheurs vraiment questionner, et il est de ce fait bien moins unanimiste de mettre en cause l'armée plutôt que les islamistes, qui invoquaient en trois mots la charia et volaient ensuite l'argent public !

L'idée a sûrement été que, pour la mobilisation, il était sans doute plus facile de s'acharner sur les islamistes que de critiquer des groupes armés qui sont liés aux militaires, et disposent par-là de la sympathie d'une partie de la population. Certains dirigeants du mouvement social sont lucides là-dessus, mais savent combien, dans d'autres secteurs de la population, l'armée est appréciée. La direction du mouvement, les Forces of Freedom and Change, sont des gens qui font de la politique, ce n'est pas la spontanéité d'un mouvement social désorganisé. Ce sont des gens qui ont une analyse très construite, que l'on peut ou non acclamer mais qui existe.

Votre question invite à poser un autre problème qui est fondamental : comment la « corporatisation » de l'armée débutée sous Nimeiri et poursuivie de façon massive depuis les années 1990 s'est articulée aux mécanismes de promotion au sein des militaires ? D'un côté, Omar al-Béchir a toujours respecté les structures militaires dans les nominations et les mises à la retraite : on n'est pas au Tchad avec des fils du président qui sont généraux à 27 ans. De l'autre, le régime soudanais a permis la construction d'un véritable secteur militaro-financier-industriel et il est intéressant de considérer la question de sa composition, des conseils d'administration et des dirigeants des entreprises. Le débat sur la déconstruction de l'État profond soudanais mériterait de longs développements, d'autant qu'il ne peut s'agir de remplacer un arbitraire par un autre.

R. C.-G. : Dans les moteurs des manifestations, on a également beaucoup pointé du doigt la crise économique. Pouvez-vous en parler, vous qui avez largement étudié l'économie politique du Soudan ?

R. M. : Ce qui m'a beaucoup intéressé au début dans la considération de cette dimension économique, c'est la reprise d'une histoire étatique coloniale et la volonté des islamistes à la fois de la subvertir et, en même temps, d'en devenir les parfaits héritiers. Au moment de la colonisation, les Britanniques ont, pour les besoins de leurs intérêts nationaux, autorisé ou stimulé des partis politiques soudanais qui étaient des familles religieuses comme les Mirghani.

C'est une stratégie politique qui leur permet de valider ou d'invalider certaines alliances régionales suivant les périodes, mais le sédiment historique est que l'intégration dans les champs religieux et politique passe toujours par l'économique, soit en termes de licences de commerce, soit d'acquisition de foncier par des dotations massives de l'État.

Les islamistes ont aussi compris que conserver le pouvoir supposait de garder cette capacité d'un grand parti à faire vivre une bourgeoisie dépendante et à utiliser cette dernière pour les campagnes électorales ou pour offrir des emplois à leurs fidèles. Il y a eu après le coup d'État

une volonté de casser ce dispositif bénéficiant aux partis traditionnels en réprimant les milieux d'affaires, en les incitant à fuir le pays ou à vendre leurs avoirs et leurs entreprises à des nouveaux venus.

On a créé, *via* des ONG islamiques, de nouvelles fonctions en termes de service, d'encadrement de la société civile, puis des nouvelles entreprises, notamment dans tout ce qui concerne les télécommunications et les nouvelles technologies de l'information. De plus, il y a eu une vraie politique de mariages. Certains cadres islamistes qui n'appartenaient pas à de grandes familles ont été mariés à des enfants de ces familles, pas simplement pour favoriser une certaine cooptation dans les élites historiques du pays, mais aussi pour miner ces élites en les mélangeant à des gens nouveaux qui pouvaient avoir des visées et une idéologie bien différente.

Je me souviens de mes premiers voyages au Soudan dans les années 1980. Tout le monde disait alors, chercheurs étrangers comme soudanais, que d'une certaine façon la fin de la Turkiyya avec le soulèvement mahdiste était le grand événement structurant de la vie politique et économique soudanaise. Les islamistes ont réussi à introduire un autre événement dans cette histoire politique qui est leur prise de pouvoir de 1989, et eux aussi l'ont fait par le fer et par le sang : il faut se rappeler la répression massive des milieux d'affaires plus ou moins proches des partis traditionnels. Cela a été une mutation économique d'ampleur.

Après 1999, une fois le pétrole produit et mis sur le marché international, on est dans de l'histoire annoncée car on sait ce que va être la gestion d'une rente pétrolière par un pays tenu par une clique affairiste affiliée à des militaires – le régime des années 2000 n'est plus celui de 1989. La prévarication, les détournements et l'accaparement étaient prévisibles, c'étaient des choses qu'on avait vues sous Nimeiri et qui se sont reproduites de manière élargie.

Il n'y avait pas besoin d'être prophète non plus pour savoir qu'après 2011 tout allait être remis en cause. Il n'y avait plus d'embellie de l'économie, et de plus une crise drastique et structurelle irrésolue depuis plus de trois décennies dans le secteur de l'agriculture d'exportation, malgré l'attention portée à de nouvelles ressources comme l'or que vous étudiez. Le régime n'a pas su se réinventer pendant la grande période de la rente pétrolière et tout analyste des pays rentiers ne sera pas surpris de cela.

R. C.-G. : La fragilisation par la crise économique était visible : des grandes manifestations avaient déjà secoué le pays avant 2018 mais, comparativement aux raisons internes, un aspect peut-être moins souvent relevé est le poids du contexte régional. Comment comprenez-vous son rôle, vous qui avez beaucoup travaillé sur cet environnement régional ?

R. M. : Tout d'abord, il faut admettre que c'est un environnement régional à la fois compliqué et changeant. On l'appelle ainsi mais il n'est pas homogène, surtout dans la période la plus contemporaine. À certains moments, ce sont les pays du Golfe qui jouent un rôle prédominant,

à d'autres l'Égypte, mais aussi l'Éthiopie. Il y a aussi le Tchad et la Libye qui ont joué un rôle essentiel dans la crise du Darfour et sur lesquels la science politique américaine a été d'une discrétion remarquable…

La grande presse internationale a eu tendance à lier ce qui s'est passé au Soudan, en termes de mouvement social, avec l'Algérie. On retrouve une certaine communauté de slogans et des régimes, où la dimension militaire est forte et où il y a une sorte d'incapacité à changer, et, évidemment, une rente accaparée par des *happy few*. Mais je privilégie plus ce qui s'est passé en Éthiopie, d'abord parce que les Soudanais suivent beaucoup l'actualité éthiopienne et strictement régionale (au sens des pays voisins).

Les Soudanais ont observé les manifestations en Éthiopie, qui ont été durement réprimées mais qui ont finalement conduit à la mise au rancart du régime construit par Meles Zénawi, arrivé en 1991. 1991 en Éthiopie et 1989 pour le Soudan, on est dans les mêmes temporalités avec deux régimes autoritaires et fortement répressifs. De ce point de vue, je crois que cette comparaison a joué un rôle important.

Mais on ne peut oublier une dimension au Soudan liée à l'économie islamique et aux liens tissés dans ce cadre avec les pays du Golfe, dont le Qatar qui a joué un rôle très important dans les coulisses du régime issu du coup d'État de juin 1989. Il y a enfin ce rapport très compliqué avec l'Égypte : à la fois une grande proximité mais aussi une très grande hostilité, et qui est dynamisé par la situation égyptienne actuelle et les débat sur le barrage de la Renaissance sur le Nil Bleu en territoire éthiopien.

R. C.-G. : C'est vrai que la reprise en main des militaires en Égypte et le caractère « frères ennemis » de certains mouvements pour lesquels les personnes ont une grande proximité joue peut-être ?

R. M. : Rappelez-vous ce qui s'est passé avec Nimeiri, il s'agissait à l'époque de manifestations de la faim. C'est l'armée sous pression égyptienne qui a lâché Nimeiri et elle a mis en place un gouvernement de transition, dans lequel les islamistes avaient d'ailleurs une bonne place, puis il y a eu l'élection de Sadiq al-Mahdi, mais son gouvernement a été incapable de trouver une solution pour le Sud et trois ans après survenait le coup d'État.

Nombre d'observateurs affirment que l'armée soudanaise ne fait pas la guerre mais des coups d'État. Je crois que, fondamentalement, les transformations sociales qui se sont opérées dans l'appareil militaire du fait de ce régime font que l'armée reste un acteur politique majeur, certes divisé, une grande chance pour le mouvement social, mais malgré tout central.

Il ne faut pas faire des scénarios trop vite. L'idée d'un nouveau coup d'État avec une éviction des civils est possible, mais on peut imaginer aussi une gestion qui peu à peu permette aux

militaires de regagner ce qu'ils ont perdu en mobilisant une alliance avec les civils (ou une partie d'entre eux) qui devront assumer seuls le coût des politiques menées, car au niveau économique elles diminueront encore le niveau de vie de la population.

Il y a un véritable enjeu mais, je le répète, il ne s'agit que d'un enjeu : l'histoire n'est pas écrite et les civils sont divisés tout comme les militaires. Dans cette situation, le rôle de la communauté internationale sera fondamental car le soutien à cette transition, qui peut prendre des formes diverses, pourrait faire la différence.

Les divisions entre acteurs civils ne peuvent que croître et peut-être réussiront-ils à sauver la mise face aux militaires. Reste que ceux-ci pourraient prendre le dessus en raison des jeux de forces internes et du besoin de sécurité ressenti par la population et seront soutenus par ceux qui, dans la communauté internationale, préfèrent l'ordre au désordre même si cela implique un État autoritaire au Soudan – ceux-là ne sont d'ailleurs pas innocents vis-à-vis de la période antérieure mais ils se garderont de le rappeler. Mais, encore une fois, les soutiens de la mobilisation populaire, ses forces mais aussi ses faiblesses suggèrent des scénarios de sortie de crise relativement différents.

R. C.-G. : J'apprécie beaucoup que vous rappeliez combien on ne peut pas écrire l'histoire avant qu'elle ne soit faite et vos propos sur la communauté internationale me font penser à deux points que j'aimerais que vous développiez si vous les jugez pertinents : la problématique des sanctions américaines dont les Soudanais parlent beaucoup aujourd'hui et les liens forts que le Soudan a tissés avec les pays asiatiques, et tout particulièrement la Chine, pendant la période pétrolière.

R. M. : Je trouve hélas, et je rejoins une opinion partagée par beaucoup de mes collègues, que l'Union européenne, qui est un important donateur, reste plutôt suiviste et non leader sur ce qui se passe au Soudan. Évidemment, ce n'est pas spécifique à la situation soudanaise, c'est plutôt un problème structurel lié au fonctionnement de l'UE. Au Soudan, il y a une grande attente vis-à-vis d'autres interlocuteurs que les États-Unis, la Chine et les pays du Golfe, et il est dommage que l'UE n'y réponde pas assez.

Concernant les États-Unis de Donald Trump, ils développent une politique extrêmement polarisée et clivante. Tout le monde se rappelle de l'épisode où le général al-Burhan a dû annoncer une normalisation des relations avec Israël dans des termes qui ont probablement beaucoup satisfait Mike Pompeo et Donald Trump, mais qui sont proprement surréalistes eu égard au débat politique au Soudan.

Depuis, il y a eu cette autre négociation sur l'indemnisation des victimes des attentats commis avec l'aide logistique du régime soudanais, qui pose des questions cruciales de droit international. Ce qui m'inquiète avec la politique américaine, et c'est un problème désormais

classique, c'est que d'une part elle décide de sanctions du fait du soutien (il date de plus de 20 ans !) à des groupes armés et des organisations terroristes mais, lorsqu'il faut les lever, elle invoque d'autres raisons pour les prolonger, par exemple les pressions pour une normalisation avec Israël qui n'a rien à voir avec les justifications initiales des sanctions.

Les États-Unis souhaitent réinscrire le Soudan dans un ordre régional contrôlé par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte. Et concernant l'Égypte, la question des barrages éthiopiens sur le Nil est très délicate pour les Soudanais, pas seulement parce qu'ils peuvent avoir des réserves vis-à-vis des postures adoptées par Addis-Abeba et Le Caire, mais aussi parce que les Soudanais ont une politique plus complexe vis-à-vis de l'Éthiopie, indépendamment de ce que l'on peut penser être une « bonne politique ».

Washington a une posture extrêmement exigeante qui ne prend que peu en compte le fait qu'on a un régime de transition qui doit d'abord réussir par rapport à sa propre population et non par rapport à ses alliés internationaux. Cela fait que la politique américaine est souvent plus déstabilisatrice que stabilisatrice.

De la même façon, il me semble que les États-Unis et la communauté occidentale en général pourraient jouer un autre rôle dans les négociations avec les mouvements « rebelles » et les inciter à faire preuve de réalisme sur ce qu'ils sont sans disqualifier les principes qu'ils incarnent, peu ou prou, pour un nouveau Soudan. Des points de vue assez idéologiques sont exprimés par les acteurs occidentaux à un moment où il faudrait faire de la politique et regarder ce qui est possible, non pas à dix ans mais à deux ou trois ans, pour permettre à la population au centre et dans les périphéries de respirer, d'aller dans la bonne direction, et en même temps de renforcer le caractère civil du nouveau pouvoir à Khartoum, qui reste pour l'instant avec une empreinte des militaires très forte.

R. C.-G. : Et du côté des pays asiatiques et de la Chine ?

R. M. : Le Soudan a été la *success story* qui a initié une politique de présence chinoise massive en Afrique, comme l'a bien étudié Luke Patey, et aujourd'hui, même si les intérêts économiques chinois qui sont liés au pétrole sont plutôt au Sud, Pékin veut continuer avec Khartoum car il y a toujours des investissements dans d'autres secteurs, le pipeline, etc. Mais la Chine ne jouera aucun rôle politique dans la résolution des crises actuelles : la Chine cherche toujours à apparaître comme consensuelle et unanimiste, quand bien même elle ne l'est pas du tout.

Autant l'appareil diplomatique chinois maintient le grand principe de non-interférence dans les affaires intérieures, autant les entreprises chinoises dans leur quotidien s'ingèrent dans les affaires intérieures en renégociant l'application des lois nationales par exemple. De ce fait, il est peu probable que la Chine intervienne comme faiseur de paix.

R. C.-G. : J'avais beaucoup apprécié votre contribution dans l'ouvrage *Sudan Looks East*, pouvez-vous nous dire deux mots sur la Malaisie ?

R. M. : Je crois que ce qui se passe en Malaisie, comme en Tunisie d'ailleurs, pour beaucoup d'islamistes ou d'anciens islamistes – au sens de personnes qui seraient restées islamistes « idéologiquement » mais qui ne sont plus au NCP [National Congress Party, Congrès national] ou au PCP [Congrès national populaire, Popular Congress Party] – continue à intéresser, mais ces situations sans doute aujourd'hui ont moins d'à-propos car la dynamique politique au Soudan n'est plus du tout la même. Il y a d'abord un vrai problème sur le type d'organisation à mettre en avant pour ensuite avoir un agenda politique.

On parle de post-islamisme dans le sens où il ne faut plus avoir d'organisation politique proprement islamiste, c'est la trajectoire du parti En-Nahdha qui est prêt à travailler avec des gens qui ne sont pas islamistes, avec toutes les ambiguïtés qu'on peut imaginer, pour se comporter comme un parti politique ordinaire. Ce sont des choses qui méritent l'attention. Je ne sais pas jusqu'où ce type d'expérience est possible aujourd'hui au Soudan car, en Tunisie, elle est construite à la fois sur la trajectoire personnelle très originale de Rachid Ghannouchi une fois qu'il a quitté le Soudan et a été réfugié au Royaume-Uni, et sur une histoire singulière de la société tunisienne, où la posture vis-à-vis de l'islam est très différente de ce qu'on a au Soudan.

R. C.-G. : Je trouve vraiment intéressant d'aller voir un peu à côté de ce que les arabisants, ou spécialistes des mondes musulmans, ont tendance à regarder quand on parle de mouvements islamistes, en regardant des pays comme le Soudan, la Tunisie ou la Malaisie…

R. M. : Vous savez, nous sommes des universitaires et seulement cela. Les questions viennent quand même souvent des sociétés ou des acteurs politiques qui sont bien plus imaginatifs que nous, il faut l'accepter avec humilité ! Ce sont eux qui tissent des liens et nous qui tâchons ensuite d'en rendre compte, et non l'inverse.

R. C.-G. : J'hésite à vous poser une dernière question à laquelle nous avions pensé bien que vos propos soient vraiment passionnants car j'ai peur de vous emmener très loin ! Je m'interrogeais sur le Soudan du Sud dans tout cela car les espoirs avaient été forts au moment de l'indépendance même si beaucoup de choses pouvaient laisser présager la catastrophe actuelle. Pensez-vous que ce qui se passe aujourd'hui au Nord puisse influencer le Sud, et notamment le fort autoritarisme que les anciens du SPLA/M déploient dans leurs manières de gouverner ?

R. M. : Soyons très courts ! Si on était en 2007 ou même 2011, il y aurait peut-être eu une toute petite chance mais aujourd'hui il est trop tard. À la fois parce que les problématiques sont très

différentes : non seulement les arènes politiques mais aussi parce que, même si une partie des élites sud-soudanaises continue d'avoir de très bons liens à Khartoum avec les uns ou les autres, le centre de gravité et les références du Soudan du Sud sont plus au Sud, avec l'Ouganda, le Kenya et, plus rarement, l'Éthiopie.

Le Soudan est devenu un pays plus étranger, certes un étranger proche. Bien sûr, il y a les relations économiques, les discussions sur certaines zones frontalières, mais une coupure a eu lieu, produit d'une longue et douloureuse histoire et d'événements politiques validés internationalement. Pour revenir sur cela, il faudrait une politique extrêmement volontariste de Khartoum.

Mais ce serait très difficile sachant que les nouveaux dirigeants doivent déjà reconstruire la paix sur l'ensemble du territoire soudanais et réinventer un autre modèle économique car il y a une véritable économie politique de la marginalisation qu'il faut déconstruire. De plus, les mouvements armés soudanais sont bien représentés au Soudan du Sud et y partagent des intérêts politico-économiques avec les factions militaires sud-soudanaises.

Cela me semble donc vraiment difficile de faire la paix au Soudan et de jouer un rôle positif au Soudan du Sud dans des contextes qui restent très fluides. La situation réelle est très confuse, et on ne peut minorer les difficultés qu'ont actuellement les médiateurs et qu'aurait Khartoum demain s'il s'impliquait dans cette négociation. Franchement, ce qui se passe au Soudan du Sud – un grand échec de la négociation des années 2000 et de l'indépendance –, c'est que finalement le débat demeure à l'intérieur des factions du SPLA (et de ceux qui ont rejoint le SPLA). Il n'est pas à l'intérieur du Soudan du Sud. De ce point de vue-là, c'est un énorme avantage de Khartoum par rapport à Juba.